

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/USA/1  
G/SCM/N/1/USA/1  
10 avril 1995

(95-0871)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

### ETATS-UNIS

Le Bureau du Représentant permanent des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 16 mars 1995.

Comme le Comité des subventions et des mesures compensatoires et le Comité des pratiques antidumping y ont invité les membres, les Etats-Unis, par le présent document, leur donnent notification de leurs lois et réglementations en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Voir les documents G/SCM/N/1 et G/ADP/N/1 (du 30 janvier 1995).

En exécution de leurs obligations dans le cadre des accords issus du Cycle d'Uruguay, les Etats-Unis ont promulgué le 8 décembre 1994 la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay ("l'URAA"), modifiant leurs lois en matière de droits antidumping et de droits compensateurs pour les rendre conformes aux dispositions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Les dispositions de l'URAA relatives aux droits antidumping et aux droits compensateurs ont pris la forme de modifications du Titre VII de la Loi douanière de 1930, modifiée ("la Loi douanière"). Par conséquent, pour respecter les instructions des Comités selon lesquelles les membres doivent communiquer "le texte intégral des lois" applicables en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, les Etats-Unis communiquent ci-joint celui du Titre VII de la Loi douanière tel qu'il a été modifié par le Titre II de l'URAA.

Plusieurs dispositions des lois sur les droits antidumping et les droits compensateurs ne figurant pas dans le Titre VII de la Loi douanière, les Etats-Unis communiquent à part le texte de l'article 516A de la Loi douanière, "Révision judiciaire des mesures compensatoires et des mesures antidumping", celui de l'article 261 de l'URAA, "Abrogation de l'article 303 et modifications qui en résultent", et celui de l'article 291 de l'URAA, "Date d'effet".

En ce qui concerne les réglementations, les Etats-Unis communiquent ci-joint le "texte intégral des réglementations" applicables en matière de droits antidumping et de droits compensateurs qui relèvent de la Commission du commerce international des Etats-Unis et du Département du commerce, telles qu'elles figurent actuellement dans le Code des règlements fédéraux. Voir 19 C.F.R., partie 207 et parties 353-356 (avril 1994). Ainsi qu'il est exposé ci-dessous, le Département et la Commission en sont chacun à un stade différent du processus de révision des réglementations existantes engagé pour les mettre en conformité avec l'URAA. Jusqu'à ce que l'élaboration des textes définitifs soit achevée, tous deux appliqueront les textes existants publiés dans le Code des règlements fédéraux, pour autant

qu'ils ne soient pas incompatibles avec la législation modifiée par l'URAA, ou n'aient pas été remplacés par des dispositions intérimaires.

Le 3 janvier 1995, la Commission du commerce international a publié au Federal Register un avis portant modification à titre intérimaire de son Code de pratique et de procédure pour en aligner les dispositions sur celles de l'URAA. Voir 60 Federal Register 18-23. On trouvera ci-joint copie de cet avis. Ces règles intérimaires ont pris effet le 1er janvier 1995 et demeureront en vigueur jusqu'à ce que la Commission adopte des textes définitifs qui seront promulgués suivant les procédures habituelles d'avis, observations et publication anticipée.

Le 3 janvier 1995 également, le Département du commerce a publié au Federal Register un avis annonçant son intention d'engager un processus d'élaboration de règlements pour mettre ses réglementations actuelles concernant les droits antidumping, les droits compensateurs et l'application de l'article 1904 de l'ALENA en conformité avec l'URAA. Voir 60 Federal Register 80-82. On trouvera ci-joint copie de cet avis. En demandant des observations au début du processus, dès avant la publication des projets de règlements, il y a ajouté une étape inhabituelle pour lui assurer le maximum de transparence et de participation. La mise au point des règlements eux-mêmes sera soumise à la procédure formelle d'élaboration des textes réglementaires, suivant laquelle il publiera les projets de règlements, recueillera des observations à leur sujet et publiera ensuite les textes définitifs. Dans l'intervalle, le Département du commerce publiera très peu de règlements intérimaires.

**TITRE VII DE LA LOI DOUANIÈRE DE 1930**

## **TITRE VII DE LA LOI DOUANIERE DE 1930**

### **TITRE VII - DROITS COMPENSATEURS ET DROITS ANTIDUMPING**

#### **Sous-titre A - Imposition de droits compensateurs**

- ARTICLE 701. IMPOSITION DE DROITS COMPENSATEURS.**  
**ARTICLE 702. PROCEDURES D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS.**  
**ARTICLE 703. DETERMINATIONS PRELIMINAIRES.**  
**ARTICLE 704. CLOTURE OU SUSPENSION D'UNE ENQUETE.**  
**ARTICLE 705. DETERMINATIONS FINALES.**  
**ARTICLE 706. PERCEPTION DE DROITS.**  
**ARTICLE 707. TRAITEMENT DE LA DIFFERENCE ENTRE LE MONTANT DEPOSE DU DROIT COMPENSATEUR ESTIME ET CELUI DU DROIT DEFINITIF PERCU EN VERTU D'UNE ORDONNANCE.**  
**ARTICLE 708. EFFET DE LA DEROGATION CONCERNANT LE FINANCEMENT PAR L'EXPORT-IMPORT BANK.**  
**ARTICLE 709. ACQUITTEMENT CONDITIONNEL DU DROIT COMPENSATEUR.**

#### **Sous-titre B - Imposition de droits antidumping**

- ARTICLE 731. IMPOSITION DE DROITS ANTIDUMPING.**  
**ARTICLE 732. PROCEDURES D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE EN MATIERE DE DROITS ANTIDUMPING.**  
**ARTICLE 733. DETERMINATIONS PRELIMINAIRES.**  
**ARTICLE 734. CLOTURE OU SUSPENSION D'UNE ENQUETE.**  
**ARTICLE 735. DETERMINATIONS FINALES.**  
**ARTICLE 736. PERCEPTION DE DROITS.**  
**ARTICLE 737. TRAITEMENT DE LA DIFFERENCE ENTRE LE MONTANT DEPOSE DU DROIT ANTIDUMPING ESTIME ET CELUI DU DROIT DEFINITIF FIXE EN VERTU D'UNE ORDONNANCE EN MATIERE DE DROITS ANTIDUMPING.**  
**ARTICLE 738. ACQUITTEMENT CONDITIONNEL DU DROIT ANTIDUMPING.**  
**ARTICLE 739. ETABLISSEMENT DE CATEGORIES DE PRODUITS POUR LES MARCHANDISES A COURTE DUREE DE VIE.**

#### **Sous-titre C - Réexamens; autres mesures concernant les accords**

#### **CHAPITRE 1er - REEXAMEN DU MONTANT DU DROIT ET DES ACCORDS AUTRES QUE LES ACCORDS SUR DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES**

- ARTICLE 751. REEXAMEN ADMINISTRATIF DES DETERMINATIONS.**  
**ARTICLE 752. REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX REEXAMENS PREVUS A L'ARTICLE 751 b) ET 751 c).**  
**ARTICLE 753. REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX ENQUETES SUR LE DOMMAGE POUR CERTAINES ORDONNANCES ET ENQUETES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS AU TITRE DE L'ARTICLE 303.**

#### **CHAPITRE 2 - CONSULTATIONS ET DETERMINATIONS CONCERNANT LES ACCORDS SUR DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES**

**ARTICLE 761. CONSULTATIONS PRESCRITES.**  
**ARTICLE 762. DETERMINATIONS PRESCRITES.**

**Sous-titre D - Dispositions générales**

**ARTICLE 771. DEFINITIONS; REGLES PARTICULIERES.**  
**ARTICLE 771A. SUBVENTIONS EN AMONT.**  
**ARTICLE 771B. ALCUL DES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES SUR CERTAINS PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMES.**  
**ARTICLE 772. PRIX A L'EXPORTATION ET PRIX A L'EXPORTATION CONSTRUIT.**  
**ARTICLE 773. VALEUR NORMALE.**  
**ARTICLE 773A. CONVERSION DE MONNAIES.**  
**ARTICLE 774. AUDITIONS.**  
**ARTICLE 775. PRATIQUES DE SUBVENTIONNEMENT POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES DECOUVERTES AU COURSD'UNE PROCEDURE.**  
**ARTICLE 776. DETERMINATIONS SUR LA BASE DES DONNEES DE FAIT DISPONIBLES.**  
**ARTICLE 777. ACCES AUX RENSEIGNEMENTS.**  
**ARTICLE 777A. ECHANTILLONNAGE ET CALCUL DE MOYENNES; DETERMINATION DE LA MARGE DE DUMPING MOYENNE PONDEREE ET DU TAUX DE SUBVENTIONNEMENT POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES.**  
**ARTICLE 778. INTERETS SUR CERTAINS TROP-PERCUS OU MOINS-PERCUS.**  
**ARTICLE 779. DRAWBACK.**  
**ARTICLE 780. SURVEILLANCE DES PRODUITS D'AVAL.**  
**ARTICLE 781. PREVENTION DU CONTOURNEMENT DES ORDONNANCES IMPOSANT DES DROITS ANTIDUMPING OU COMPENSATEURS.**  
**ARTICLE 782. CONDUITE DES ENQUETES ET DES REEXAMENS ADMINISTRATIFS.**  
**ARTICLE 783. REQUETES DE PAYS TIERS VISANT A L'ENGAGEMENT D'UNE PROCEDURE ANTIDUMPING.**

**Sous-titre A - Imposition de droits compensateurs**

**ARTICLE 701. IMPOSITION DE DROITS COMPENSATEURS.**

a) **REGLE GENERALE. - Si -**

1) l'autorité administrante détermine que le gouvernement d'un pays ou toute entité publique opérant sur le territoire d'un pays accorde, directement ou indirectement, une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires en ce qui concerne la fabrication, la production ou l'exportation d'une marchandise d'une nature ou d'une espèce donnée, importée ou vendue (ou qui va probablement être vendue) en vue de l'importation aux Etats-Unis, et

2) dans le cas d'une marchandise importée d'un pays régi par l'Accord sur les subventions, la Commission détermine -

A) qu'une branche de production aux Etats-Unis -

- i) subit un dommage important, ou
  - ii) est menacée d'un dommage important, ou
- B) que l'établissement d'une branche de production aux Etats-Unis subit un retard important, du fait d'importations ou de ventes (ou de la probabilité de ventes) en vue de l'importation de cette marchandise, il est imposé sur ladite marchandise, en sus de tout autre droit, un droit compensateur égal au montant de la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires. Aux fins du présent sous-article et de l'article 705 b) 1), toute mention de la vente d'une marchandise recouvre la conclusion de tout accord de crédit-bail la concernant qui est équivalent à la vente de ladite marchandise.
- b) PAYS REGI PAR L' ACCORD SUR LES SUBVENTIONS. - Aux fins du présent titre, le terme "pays régi par l'Accord sur les subventions" s'entend -
  - 1) d'un pays membre de l'OMC,
  - 2) d'un pays dont le Président aura déterminé qu'il a contracté envers les Etats-Unis des obligations qui sont pour l'essentiel équivalentes aux obligations découlant de l'Accord sur les subventions, ou
  - 3) d'un pays à l'égard duquel le Président aura déterminé -
- A) qu'il existe entre les Etats-Unis et ce pays un accord effectivement en application qui -
  - i) était en vigueur à la date de la promulgation de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay, et
  - ii) prescrit l'application inconditionnelle du traitement NPF aux articles importés aux Etats-Unis, et
- B) que l'accord visé à l'alinéa A) n'autorise pas expressément -
  - i) des mesures prescrites ou permises par le GATT de 1947 ou le GATT de 1994, telles qu'elles sont définies à l'article 2 1) de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay, ou prescrites par le Congrès, ou
  - ii) des prohibitions ou restrictions non discriminatoires à l'importation destinées à prévenir des pratiques dolosives ou déloyales.
- c) ENQUETES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS CONCERNANT DES IMPORTATIONS NON ADMISES A FAIRE L'OBJET D'UNE DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE IMPORTANT. - Dans le cas de tout article ou marchandise importé d'un pays qui n'est pas un pays régi par l'Accord sur les subventions -
  - 1) la Commission n'a pas à établir de détermination au titre de l'article 703 a), 704 ou 705 b),
  - 2) une enquête ne peut être suspendue en vertu de l'article 704 c) ou 704 l),
  - 3) il n'est pas établi de détermination quant à la présence de circonstances critiques au titre de l'article 703 e) ou 705 a) 2),

- 4) l'article 706 c) ne s'applique pas,
- 5) toute référence à une détermination visée à l'alinéa 1) ou 3), ou à la suspension d'une enquête en application de l'article 704 c) ou 704 l), est écartée, et
- 6) l'article 751 c) ne s'applique pas.
- d) **CONSORTIUMS INTERNATIONAUX.** - Aux fins du présent sous-titre, si les membres (ou autres entités participantes) d'un consortium international qui se livre à la production de la marchandise visée reçoivent de leurs pays d'origine respectifs des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires pour les aider à participer à ce consortium ou pour leur permettre ou leur donner les moyens d'y participer par des opérations de production ou de fabrication dans leurs pays respectifs, l'autorité administrante additionne toutes ces subventions, ainsi que celles fournies directement au consortium international qui peuvent donner lieu à des mesures compensatoires, pour déterminer le droit compensateur éventuellement applicable à cette marchandise.
- e) **SUBVENTION EN AMONT.** - Dans tous les cas où l'autorité administrante a des raisons plausibles de croire ou de soupçonner qu'une subvention en amont, suivant la définition de l'article 771A a) 1), est versée ou accordée, elle enquête sur le point de savoir si une subvention en amont a effectivement été versée ou accordée et, dans l'affirmative, en inclut le montant ainsi qu'il est prévu à l'article 771A a) 3).

(19 U.S.C. 1671)

**ARTICLE 702. PROCEDURES D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS.**

- a) **OUVERTURE PAR L'AUTORITE ADMINISTRANTE.** - Une enquête en matière de droits compensateurs est ouverte chaque fois que l'autorité administrante détermine, d'après les renseignements dont elle dispose, qu'une enquête en bonne et due forme est justifiée sur la question de savoir si les éléments nécessaires à l'imposition d'un droit en vertu de l'article 701 a) sont réunis.
- b) **OUVERTURE SUR REQUETE.** -
  - 1) **CONDITIONS.** - Une enquête en matière de droits compensateurs est ouverte lorsqu'une partie intéressée, au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9), dépose auprès de l'autorité administrante, au nom d'une branche de production, une requête alléguant les éléments nécessaires à l'application du droit institué par l'article 701 a) et accompagnée des renseignements dont le requérant devait raisonnablement pouvoir disposer à l'appui de ses allégations. La requête pourra être modifiée au moment et aux conditions que l'autorité administrante et la Commission pourront autoriser.
  - 2) **DEPOT SIMULTANE DE LA REQUETE AUPRES DE LA COMMISSION.** - Le requérant dépose copie de sa requête auprès de la Commission le jour même du dépôt de la requête auprès de l'autorité administrante.
  - 3) **REQUETE FONDEE SUR UNE DEROGATION A UN ENGAGEMENT INTERNATIONAL CONCERNANT LES CREDITS OFFICIELS A L'EXPORTATION.** - Si le seul fondement d'une requête déposée conformément au paragraphe 1) est la dérogation à un engagement international relatif aux crédits officiels à l'exportation, l'autorité administrante en donne immédiatement notification au Secrétaire aux finances qui, en consultation avec l'autorité administrante, détermine, dans les cinq jours suivant la date d'ouverture d'une enquête en application du sous-article c) par l'autorité administrante,

l'existence et, le cas échéant, la valeur estimée de la dérogation et publie cette détermination au Federal Register.

4) MESURES RELATIVES A LA REQUETE. -

A) NOTIFICATION AUX GOUVERNEMENTS. - Au reçu d'une requête déposée en application du paragraphe 1), l'autorité administrante -

- i) notifie la requête au gouvernement de tout pays exportateur qui y est nommé désigné en en remettant une version non confidentielle à un représentant qualifié dudit pays; et
- ii) ménage au gouvernement de tout pays exportateur nommé désigné dans la requête qui est un pays régi par l'Accord sur les subventions la possibilité de consultations au sujet de cette requête.

B) ACCEPTATION DE COMMUNICATIONS. - L'autorité administrante n'accepte aucune communication, orale ou écrite, qu'elle n'a pas sollicitée d'aucune personne autre qu'une partie intéressée, au sens de l'article 771 9) C), D), E), F) ou G), avant d'avoir décidé d'ouvrir ou non une enquête, sauf dans les cas prévus à l'alinéa A) ii) et au sous-article c) 4) D) et à l'exception des demandes d'information concernant l'état d'avancement de son examen de la requête.

C) NON-DIVULGATION DE CERTAINS RENSEIGNEMENTS. - L'autorité administrante et la Commission ne divulguent pas de renseignements afférents à un projet de requête présenté pour examen et observations avant le dépôt de la requête en application du paragraphe 1).

c) DETERMINATION CONCERNANT LA REQUETE. -

1) REGLE GENERALE. -

A) DELAI D'ETABLISSEMENT DE LA DETERMINATION INITIALE. - Sauf dans les cas prévus à l'alinéa B), l'autorité administrante, dans les 20 jours suivant la date du dépôt d'une requête en application du sous-article b) -

- i) après avoir examiné, à partir des sources qui lui sont aisément accessibles, l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la requête, détermine si celle-ci allègue les éléments nécessaires à l'imposition d'un droit en vertu de l'article 701 a) et renferme les renseignements dont le requérant devait raisonnablement pouvoir disposer à l'appui de ses allégations, et
- ii) détermine si la requête a été déposée par ou au nom de la branche de production.

B) PROROGATION DU DELAI. - Dans tous les cas où l'autorité administrante est tenue en vertu du paragraphe 4) D) de déterminer, par voie de sondage ou autre, si la requête est soutenue par la branche de production, elle peut, dans des circonstances exceptionnelles, faire application de l'alinéa A) en remplaçant "20 jours" par "un maximum de 40 jours".

C) DELAIS APPLICABLES LORSQUE LA REQUETE PORTE SUR LA MEME MARCHANDISE QU'UNE ORDONNANCE ABROGEE. - Si une requête est déposée en application du présent article relativement à une marchandise qui a fait l'objet -



- i) d'une ordonnance en matière de droits compensateurs qui a été abrogée en application de l'article 751 d) dans les 24 mois précédant la date du dépôt de la requête, ou
- ii) d'une enquête suspendue qui a été close en application de l'article 751 d) dans les 24 mois précédant la date du dépôt de la requête,

l'autorité administrante et la Commission, dans toute la mesure où c'est réalisable, conduisent avec diligence toute enquête ouverte en application du présent article relativement à la requête.

2) **DETERMINATIONS POSITIVES.** - Si les déterminations établies au titre des sous-alinéas i) et ii) du paragraphe 1 A) sont positives, l'autorité administrante ouvre une enquête pour déterminer si une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est accordée en ce qui concerne la marchandise visée.

3) **DETERMINATIONS NEGATIVES.** - Si la détermination établie au titre du sous-alinéa i) ou ii) du paragraphe 1) A) est négative, l'autorité administrante rejette la requête, clôt la procédure et notifie par écrit au requérant les motifs de la détermination.

4) **DETERMINATION DU SOUTIEN DE LA BRANCHE DE PRODUCTION.** -

A) **REGLE GENERALE.** - Aux fins du présent sous-article, l'autorité administrante détermine que la requête a été déposée par ou au nom de la branche de production -

- i) si les producteurs ou travailleurs nationaux qui soutiennent la requête représentent au moins 25 pour cent de la production totale du produit similaire d'origine nationale, et
- ii) si les producteurs ou travailleurs nationaux qui soutiennent la requête représentent plus de 50 pour cent de la production du produit similaire d'origine nationale produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la requête.

B) **POSITIONS ECARTEES.** -

- i) **PRODUCTEURS LIES AUX PRODUCTEURS ETRANGERS.** - Pour déterminer le degré de soutien de la branche de production en application de l'alinéa A), l'autorité administrante ne tient pas compte de la position des producteurs nationaux qui expriment leur opposition à la requête si ces producteurs sont liés aux producteurs étrangers, au sens de l'article 771 4) B) ii), à moins que lesdits producteurs nationaux ne démontrent que leurs intérêts en cette qualité seraient lésés par une ordonnance imposant des droits compensateurs.
- ii) **PRODUCTEURS QUI SONT EGALEMENT IMPORTATEURS.** - L'autorité administrante peut ne pas tenir compte de la position des producteurs nationaux d'un produit similaire d'origine nationale qui sont importateurs de la marchandise visée.

C) **REGLE PARTICULIERE APPLICABLE AUX BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES.** - Si la requête allègue que la branche de production est une branche de production régionale, l'autorité administrante détermine si la requête a été déposée par ou au nom de la branche de production en appliquant les dispositions de l'alinéa A) par référence à la production de la région.

D) **SONDAGE AUPRES DE LA BRANCHE DE PRODUCTION.** - Si la requête n'établit pas le soutien des producteurs ou travailleurs nationaux représentant plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire d'origine nationale, l'autorité administrante -

- i) sonde l'opinion de la branche de production ou s'appuie sur d'autres renseignements en vue de déterminer s'il existe un soutien en faveur de la requête ainsi qu'il est prescrit par l'alinéa A), ou
- ii) dans le cas où la branche de production comprend un grand nombre de producteurs, peut déterminer le degré de soutien de la branche de production en faveur de la requête en utilisant des techniques d'échantillonnage valables pour sonder l'opinion de la branche de production.

E) **OBSERVATIONS DES PARTIES INTERESSEES.** - Avant que l'autorité administrante ne se prononce sur l'ouverture d'une enquête, quiconque pourrait prétendre en vertu de l'article 771 9) à la qualité de partie intéressée si une enquête était ouverte a la faculté de présenter des observations ou des renseignements sur la question du soutien de la branche de production. Après que l'autorité administrante s'est prononcée sur l'ouverture d'une enquête, la détermination concernant le soutien de la branche de production n'est pas reconsidérée.

5) **DEFINITION DES PRODUCTEURS OU TRAVAILLEURS NATIONAUX.** - Aux fins du présent sous-article, le terme "producteurs ou travailleurs nationaux" s'entend des parties intéressées qui ont qualité pour déposer une requête en vertu du sous-article b) 1) A).

d) **NOTIFICATION DE LA DETERMINATION A LA COMMISSION.** - L'autorité administrante -

1) notifie immédiatement à la Commission toute détermination qu'elle établit en application du sous-article a) ou c), et

2) si la détermination est positive, communique à la Commission les renseignements dont elle peut disposer en ce qui concerne la question à l'examen, suivant les procédures que l'autorité administrante et la Commission pourront arrêter en vue d'éviter la divulgation, sauf avec le consentement de l'informateur ou en vertu d'une ordonnance conservatoire, de tout renseignement que l'autorité administrante aura traité comme confidentiel.

e) **RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX CIRCONSTANCES CRITIQUES.** - Si, à un moment quelconque après l'ouverture d'une enquête dans le cadre du présent sous-titre, l'autorité administrante constate qu'il y a des raisons plausibles de soupçonner que la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires alléguée est incompatible avec l'Accord sur les subventions, elle peut demander au Directeur général des douanes de rassembler avec diligence des renseignements sur les déclarations en douane de la marchandise visée. Au reçu d'une telle demande, le Directeur général des douanes recueille des renseignements concernant le volume et la valeur des lots de marchandise de la nature ou de l'espèce visée par l'enquête qui ont été déclarés en douane et les communique à l'autorité administrante aux dates que celle-ci lui aura prescrites (au moins tous les 30 jours), jusqu'à l'établissement d'une détermination finale en application de l'article 705 a), la clôture de l'enquête ou le retrait de sa demande par l'autorité administrante.

**ARTICLE 703. DETERMINATIONS PRELIMINAIRES.**

a) DETERMINATION PAR LA COMMISSION D'UNE INDICATION RAISONNABLE DE DOMMAGE. -

1) REGLE GENERALE. - Sauf en cas de rejet d'une requête par l'autorité compétente en vertu de l'article 702 c) 3), la Commission, dans le délai spécifié au paragraphe 2), détermine, sur la base des renseignements dont elle dispose au moment de la détermination, s'il y a une indication raisonnable -

A) qu'une branche de production aux Etats-Unis -

- i) subit un dommage important, ou
- ii) est menacée d'un dommage important, ou

B) que la création d'une branche de production aux Etats-Unis subit un retard important,

du fait d'importations de la marchandise visée et que ces importations ne sont pas négligeables. Si la Commission constate que les importations de la marchandise visée sont négligeables ou que par ailleurs elle établisse une détermination négative en application du présent paragraphe, l'enquête est close.

2) DELAI D'ETABLISSEMENT DE LA DETERMINATION DE LA COMMISSION. - La Commission établit la détermination exposée au paragraphe 1) -

A) dans le cas d'une requête déposée en application de l'article 702 b) -

- i) dans les 45 jours suivant la date du dépôt de la requête, ou
- ii) si le délai a été prorogé en vertu de l'article 702 c) 1) B), dans les 25 jours suivant la date à laquelle la Commission aura reçu de l'autorité administrante avis de l'ouverture de l'enquête, et

B) dans le cas d'une enquête ouverte en application de l'article 702 a), dans les 45 jours suivant la date à laquelle la Commission aura reçu de l'autorité administrante avis de l'ouverture d'une enquête en application dudit article.

b) 1) DETERMINATION PRELIMINAIRE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE. - Dans les 65 jours suivant la date à laquelle l'autorité administrante aura ouvert une enquête, en vertu de l'article 702 c)<sup>1</sup> ou de l'article 702 a), mais non avant que la Commission n'ait arrêté une détermination positive au titre du sous-article a) du présent article, l'autorité administrante détermine, en se fondant sur les renseignements dont elle dispose au moment de la détermination, s'il existe des raisons plausibles de croire ou de soupçonner qu'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est accordée en ce qui concerne la marchandise visée.

---

<sup>1</sup>L'article 212 B) 1) C) i) D) de la P.L. 103-465 a modifié ce paragraphe par la suppression du membre de phrase "85 jours suivant la date à laquelle la requête aura été déposée en application de l'article 702 b)" et l'insertion du membre de phrase "65 jours suivant la date à laquelle l'autorité administrante aura ouvert une enquête en application de l'article 702 c)". La modification aurait probablement dû consister à supprimer "85 jours suivant la date à laquelle une requête aura été déposée en application de l'article 702 b)".

2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), lorsque la requête relève de l'article 702 b) 3), l'autorité administrante, en tenant compte de la nature de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires considérée, établit la détermination prescrite par le paragraphe 1) avec diligence et dans les 65 jours suivant la date à laquelle elle aura ouvert une enquête en application de l'article 702 c), à moins que les dispositions du sous-article c) du présent article ne s'appliquent.

3) DETERMINATION PRELIMINAIRE EN VERTU D'UNE RENONCIATION A LA VERIFICATION. - Dans les 55 jours suivant l'ouverture d'une enquête, l'autorité administrante s'assure qu'un fonctionnaire désigné à cet effet examine les renseignements concernant l'affaire qui auront été reçus au cours des 50 premiers jours de l'enquête et, s'il apparaît qu'il y a suffisamment de renseignements disponibles pour servir raisonnablement de base à la détermination préliminaire, révèle au requérant et à toute partie intéressée, alors partie à la procédure, qui en demande la divulgation, tous les renseignements non confidentiels disponibles et tous les autres renseignements qui sont divulgués en vertu de l'article 777. Dans les trois jours ouvrables (non compris les samedis, dimanches ou jours fériés) suivant cette divulgation, le requérant et chaque partie, qui est une partie intéressée au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9), à laquelle ladite divulgation a été faite peuvent fournir à l'autorité administrante une renonciation écrite irrévocable à la vérification des renseignements reçus par l'autorité accompagnée de leur accord pour l'établissement d'une détermination fondée sur le dossier alors à la disposition de l'autorité. Si une renonciation et un accord présentés en temps utile ont été reçus du requérant et de chaque partie intéressée, au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9), à laquelle la divulgation a été faite, et que l'autorité constate qu'il y a alors suffisamment de renseignements disponibles pour pouvoir raisonnablement servir de base à la détermination préliminaire, une détermination préliminaire est établie avec diligence sur la base du dossier constitué au cours des 50 premiers jours suivant l'ouverture de l'enquête.

4) SUBVENTION *DE MINIMIS* POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES. -

A) REGLE GENERALE. - Pour établir une détermination en application du présent sous-article, l'autorité administrante ne tient compte d'aucune subvention *de minimis* pouvant donner lieu à des mesures compensatoires. Aux fins de la phrase précédente, une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est *de minimis* si l'autorité administrante détermine que le montant total des subventions nettes pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est inférieur à 1 pour cent ad valorem ou au taux spécifique équivalent pour la marchandise visée.

B) EXCEPTION EN FAVEUR DES PAYS EN DEVELOPPEMENT. - Dans le cas où la marchandise visée est importée d'un pays régi par l'Accord sur les subventions (autre qu'un pays visé à l'alinéa C)) et qui a été désigné par le Représentant pour les questions commerciales comme pays en développement conformément aux dispositions de l'article 771 36), une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est considérée comme *de minimis* si l'autorité administrante détermine que le montant total des subventions nettes pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ne dépasse pas 2 pour cent ad valorem ou le taux de subventionnement spécifique équivalent de la marchandise visée.

C) CAS DE CERTAINS AUTRES PAYS EN DEVELOPPEMENT. - Dans le cas où la marchandise visée est importée d'un pays régi par l'Accord sur les subventions et qui est -

- i) un pays dont le Représentant pour les questions commerciales a déterminé qu'il est parmi les moins avancés conformément aux dispositions de l'article 771.36), ou
- ii) un pays en développement au sujet duquel le Représentant pour les questions commerciales a avisé l'autorité administrante qu'il a éliminé ses subventions à l'exportation avec diligence au sens de l'article 27.11 de l'Accord sur les subventions,

l'alinéa B) s'applique moyennant le remplacement de "2 pour cent" par "3 pour cent".

D) RESTRICTIONS A L'APPLICATION DE L'ALINEA C). -

- i) REGLE GENERALE. - Dans le cas d'un pays visé à l'alinéa C) i), les dispositions de l'alinéa C) ne s'appliqueront pas au-delà de la date postérieure de huit ans à celle de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.
- ii) REGLE PARTICULIERE APPLICABLE AUX PAYS VISES A L'ALINEA C) ii). - Dans le cas d'un pays visé à l'alinéa C) ii), les dispositions de l'alinéa C) ne s'appliqueront pas au-delà de -
  - I) la date postérieure de huit ans à celle de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, ou,
  - II) si elle est plus rapprochée, la date à laquelle le Représentant pour les questions commerciales international aura avisé l'autorité administrant que le pays considéré accorde une subvention à l'exportation.

5) NOTIFICATION D'UNE VIOLATION DE L'ARTICLE 8. - Si la seule subvention soumise à enquête est une subvention au sujet de laquelle l'autorité administrante a été avisée par le Représentant pour les questions commerciales d'une violation de l'article 8 de l'Accord sur les subventions, le paragraphe 1) s'applique moyennant le remplacement de "65 jours" par "60 jours".

c) PROROGATION DU DELAI DANS LES AFFAIRES D'UNE COMPLEXITE EXCEPTIONNELLE. -

1) REGLE GENERALE. -

A) Si le requérant présente en temps utile une demande de prorogation du délai dans lequel la détermination doit être établie en vertu du sous-article b), ou

B) si l'autorité administrante conclut que les parties concernées coopèrent et détermine -

- i) que l'affaire est d'une complexité exceptionnelle en raison -
  - I) du nombre et de la complexité des pratiques alléguées de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires;
  - II) de la nouveauté des questions soulevées;

- III) de la nécessité de déterminer dans quelle mesure des fabricants, producteurs et exportateurs bénéficient de subventions particulières pouvant donner lieu à des mesures compensatoires; ou
- IV) du nombre des entreprises dont il faut examiner les activités; et
- ii) qu'un délai supplémentaire est nécessaire pour établir la détermination préliminaire,

l'autorité administrante peut différer l'établissement de sa détermination préliminaire au titre du sous-article b) au plus tard jusqu'au 130ème jour suivant la date à laquelle elle aura ouvert une enquête en application de l'article 702 c) ou de l'article 702 a).

2) AVIS DE REPORT. - L'autorité administrante notifie aux parties à l'enquête, au plus tard 20 jours avant la date à laquelle sa détermination préliminaire au titre du sous-article b) serait normalement prescrite, son intention de la reporter en vertu du paragraphe 1). La notification comprend un exposé des raisons du report, et il est publié un avis du report au Federal Register.

d) EFFET DE LA DETERMINATION DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE. - Si sa détermination préliminaire au titre du sous-article b) est positive, l'autorité administrante -

1) A) détermine -

- i) un taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires estimé pour chaque exportateur et producteur soumis individuellement à l'enquête et, conformément à l'article 705 c) 5), un taux résiduel global estimé pour tous les exportateurs et producteurs qui n'ont pas été individuellement soumis à l'enquête et pour les nouveaux exportateurs et producteurs au sens de l'article 751 a) 2) B), ou
- ii) si l'article 777A e) 2) B) s'applique, un taux unique de subventionnement au niveau national estimé, applicable à tous les exportateurs et producteurs, et

B) ordonne le versement d'un dépôt en espèces, d'une caution ou d'une autre garantie, selon ce qu'elle juge approprié, sur chaque lot déclaré en douane de la marchandise visée, dont le montant est calculé d'après le taux individuel estimé de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, le taux résiduel global estimé ou le taux national estimé, selon le cas,

2) ordonne la suspension de la liquidation en douane sur tous les lots de la marchandise visée par la détermination qui auront été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de -

A) la date de publication du Federal Register, de l'avis de la détermination, ou

B) si elle est plus éloignée, la date postérieure de 60 jours à celle de la publication au Federal Register de l'avis de la détermination portant ouverture de l'enquête, et

3) met à la disposition de la Commission tous les renseignements sur lesquels sa détermination se sera fondée et que la Commission juge pertinents pour sa détermination de l'existence d'un dommage, suivant les procédures que l'autorité administrante et la Commission pourront arrêter en vue d'éviter la divulgation, sauf avec le consentement de l'informateur ou en vertu d'une ordonnance conservatoire, de tout renseignement que l'autorité administrante aura traité comme confidentiel.

Les instructions données par l'autorité administrante en vertu des paragraphes 1) et 2) ne peuvent pas demeurer applicables plus de quatre mois.

e) DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE CIRCONSTANCES CRITIQUES. -

1) REGLE GENERALE. - Si un requérant allègue la présence de circonstances critiques, soit dans sa requête initiale, soit par une modification apportée à cette requête plus de 20 jours avant la date à laquelle elle doit arrêter une détermination finale, l'autorité administrante détermine dans les moindres délais (après l'ouverture de l'enquête menée dans le cadre du présent sous-titre), en se fondant sur les renseignements dont elle dispose alors, s'il y a des raisons plausibles de croire ou de soupçonner -

A) que la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires alléguée est incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les subventions, et

B) qu'il a été effectué des importations massives de la marchandise visée sur une période relativement brève.

2) SUSPENSION DE LA LIQUIDATION. - Si la détermination de l'autorité administrante au titre du paragraphe 1) est positive, toute suspension de la liquidation ordonnée en vertu du sous-article d) 2) s'applique ou, si l'avis de suspension de la liquidation a déjà été publié, est modifiée pour s'appliquer aux lots de la marchandise en attente de liquidation qui auront été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à partir de -

A) la date précédant de 90 jours celle à laquelle la suspension de la liquidation a été ordonnée pour la première fois, ou

B) si elle est postérieure, la date de la publication au Federal Register de l'avis de la détermination portant ouverture de l'enquête.

f) AVIS DE LA DETERMINATION. - Lorsque la Commission ou l'autorité administrante établit une détermination en application du présent article, l'une ou l'autre, selon le cas, la notifie au requérant et aux autres parties à l'enquête, ainsi qu'à la Commission ou à l'autorité administrante (selon le cas). L'autorité administrante indique dans cette notification les faits et les conclusions sur lesquelles sa détermination se fonde. Au plus tard cinq jours après la date à laquelle sa détermination doit être établie en application du sous-article a) 2), la Commission transmet à l'autorité administrante les faits et conclusions sur lesquels cette détermination repose.

g) PERIODE PENDANT LAQUELLE SE POSE LA QUESTION D'UNE SUBVENTION EN AMONT. -

1) REGLE GENERALE. - Lorsque l'autorité administrante conclut, avant d'arrêter une détermination préliminaire en application de l'article 703 b), qu'il y a des raisons plausibles de croire ou de soupçonner qu'une subvention en amont est accordée, le délai dans lequel une détermination préliminaire doit être établie est porté à 250 jours après le dépôt d'une requête en vertu de l'article 702 b) ou de l'ouverture d'une enquête en vertu de l'article 702 a) (ou à 310 jours dans les affaires déclarées d'une complexité exceptionnelle en vertu de l'article 703 c)), si l'autorité administrante conclut que ce délai supplémentaire est nécessaire pour établir la détermination prescrite en ce qui concerne le subventionnement en amont.

2) **EXCEPTIONS.** - Lorsque l'autorité administrante conclut, après avoir arrêté une détermination préliminaire en application de l'article 703 b), qu'il y a des raisons plausibles de croire ou de soupçonner qu'une subvention en amont est accordée -

A) dans les affaires où la détermination préliminaire était négative, le délai d'établissement d'une détermination finale est porté à 165 ou 225 jours, selon le cas, au titre de l'article 705 a) 1); ou

B) dans les affaires où la détermination préliminaire était positive, la détermination concernant la subvention en amont -

- i) ne devra pas nécessairement être arrêtée avant la fin du premier examen annuel effectué en application de l'article 751 de toute ordonnance ultérieure imposant des droits compensateurs, ou, au choix du requérant,
- ii) sera faite au cours de l'enquête, et le délai d'établissement d'une détermination finale sera porté à 165 ou 225 jours, selon le cas, au titre de l'article 705 a) 1); toutefois, la suspension de la liquidation ordonnée dans la détermination préliminaire prendra fin au bout de 120 jours à compter de la date de publication de ladite détermination et ne sera pas rétablie tant que n'aura pas été publiée une ordonnance en matière de droits compensateurs en vertu de l'article 706 a).

Le délai d'établissement d'une détermination finale ne peut être prorogé en vertu du présent sous-article que si l'autorité administrante détermine que ce délai supplémentaire est nécessaire pour établir la détermination prescrite en ce qui concerne le subventionnement en amont.

(19 U.S.C. 1671b)

#### **ARTICLE 704. CLOTURE OU SUSPENSION D'UNE ENQUETE.**

a) **CLOTURE D'UNE ENQUETE SUR RETRAIT DE LA REQUETE.** -

1) **REGLE GENERALE.** -

A) **RETRAIT DE LA REQUETE.** - Sous réserve des dispositions des paragraphes 2) et 3), une enquête menée dans le cadre du présent sous-titre peut, après avis donné à toutes les parties à ladite enquête, être close par l'autorité administrante ou la Commission sur retrait de la requête par le requérant, ou par l'autorité administrante, si l'enquête a été ouverte en vertu de l'article 702 a).

B) **DEPOT D'UNE NOUVELLE REQUETE.** - Si, dans les trois mois suivant le retrait d'une requête dans les conditions prévues à l'alinéa A), il est déposé une nouvelle requête aux fins de l'imposition de droits tant sur la marchandise visée dans la requête retirée que sur la même marchandise en provenance d'un autre pays, l'autorité administrante et la Commission peuvent utiliser dans l'enquête ouverte suite à la nouvelle requête tout dossier constitué dans une enquête menée suite à la requête retirée. Le présent alinéa ne s'applique qu'en ce qui concerne le premier retrait d'une requête.

2) **REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX ACCORDS SUR DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES.** -

A) **PRINCIPE.** - Sous réserve des dispositions des alinéas B) et C), l'autorité administrante ne peut pas clore une enquête en vertu du paragraphe 1) en acceptant de conclure avec le gouvernement du pays où il est allégué que la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est



pratiquée une convention ou autre type d'accord en vue de restreindre le volume des importations aux Etats-Unis de la marchandise visée, à moins d'être convaincue que la clôture de l'enquête sur la base de cet accord est conforme à l'intérêt général.

B) **CONSIDERATIONS D'INTERET GENERAL.** - Pour prendre une décision en application de l'alinéa A) quant à l'intérêt général, l'autorité administrante tient compte -

- i) de la question de savoir si, d'après son incidence relative sur les prix à la consommation et sur les approvisionnements disponibles de la marchandise, l'accord aurait une incidence défavorable plus grande sur les consommateurs américains que l'imposition de droits compensateurs;
- ii) de son incidence relative sur les intérêts économiques internationaux des Etats-Unis; et
- iii) de son incidence relative sur la compétitivité de la branche de production nationale de la marchandise similaire, y compris toute incidence éventuelle sur l'emploi et l'investissement dans cette branche de production.

C) **CONSULTATIONS PREALABLES.** - Avant de prendre une décision en application de l'alinéa A) quant à l'intérêt général, l'autorité administrante procède, dans la mesure où c'est réalisable à des consultations avec -

- i) les branches de production consommatrices qui pourraient être touchées; et
- ii) les producteurs et travailleurs de la branche de production nationale de la marchandise similaire qui pourraient être touchés, y compris les producteurs et travailleurs qui ne sont pas partie à l'enquête.

3) **RESTRICTION A LA CLOTURE D'UNE ENQUETE PAR LA COMMISSION.** - La Commission ne peut pas clore une enquête en vertu du paragraphe 1) avant qu'une détermination préliminaire n'ait été arrêtée par l'autorité administrante en application de l'article 703 b).

b) **ACCORDS PREVOYANT L'ELIMINATION OU LA NEUTRALISATION COMPLETES D'UNE SUBVENTION POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES OU LA CESSATION DES EXPORTATIONS DE LA MARCHANDISE VISEE.** - L'autorité administrante peut suspendre une enquête si le gouvernement du pays où il est allégué que la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est pratiquée, ou les exportateurs qui représentent l'essentiel des importations de la marchandise visée sont d'accord -

1) pour éliminer complètement la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou pour neutraliser complètement le montant de la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, en ce qui concerne ladite marchandise exportée directement ou indirectement vers les Etats-Unis, dans les six mois suivant la date à laquelle l'enquête aura été suspendue, ou

2) pour cesser d'exporter ladite marchandise vers les Etats-Unis dans les six mois suivant la date à laquelle l'enquête aura été suspendue.

c) ACCORDS ELIMINANT L'EFFET DOMMAGEABLE. -

1) REGLE GENERALE. - Si l'autorité administrante détermine que des circonstances exceptionnelles se présentent dans une affaire, elle peut suspendre une enquête en acceptant un accord du gouvernement ou des exportateurs désignés au sous-article b) si cet accord va éliminer complètement l'effet dommageable des exportations vers les Etats-Unis de la marchandise visée.

2) PRESCRIPTIONS ADDITIONNELLES. - Sauf dans le cas où un gouvernement étranger convient de restreindre le volume des importations de la marchandise visée aux Etats-Unis, l'autorité administrante ne peut accepter d'accord en vertu du présent sous-article que si -

A) l'empêchement des hausses ou la sous-cotation des prix des produits américains sous l'effet des importations de cette marchandise s'en trouveront évités, et

B) 85 pour cent au moins de la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires s'en trouveront éliminés.

3) ACCORDS SUR DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES. - L'autorité administrante peut accepter en vertu du présent sous-article un accord avec un gouvernement étranger en vue de restreindre le volume des importations de la marchandise visée aux Etats-Unis, mais elle ne peut pas accepter un tel accord avec des exportateurs.

4) DEFINITION DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES. -

A) CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES. - Aux fins du présent sous-article, le terme "circonstances exceptionnelles" s'entend de circonstances où -

i) la suspension d'une enquête sera plus bénéfique pour la branche de production nationale que la poursuite de l'enquête, et

ii) l'enquête est complexe.

B) COMPLEXE. - Aux fins du présent alinéa, le terme "complexe" signifie -

i) qu'il y a un grand nombre de pratiques alléguées de subventionnement pouvant donner lieu à des droits compensatoires et que ces pratiques sont compliquées,

ii) que les questions soulevées sont neuves, ou

iii) que le nombre des exportateurs en cause est élevé.

d) REGLES ET CONDITIONS ADDITIONNELLES. -

1) INTERET GENERAL; SURVEILLANCE DE L'EXECUTION. - L'autorité administrante n'accepte d'accord en vertu du sous-article b) ou c) que si -

A) elle est convaincue que la suspension de l'enquête est conforme à l'intérêt général, et

B) une surveillance effective de l'exécution de l'accord de la part des Etats-Unis est réalisable.

Lorsque c'est réalisable, l'autorité administrante communique aux exportateurs qui auraient été soumis à l'accord les raisons pour lesquelles elle ne l'a pas accepté et, dans la mesure du possible, leur ménager la possibilité de formuler des observations à ce sujet. En appliquant l'alinéa A) en ce qui concerne tout accord prévoyant des restrictions quantitatives au titre du sous-article c), l'autorité administrante tient compte, en sus des autres facteurs qu'elle juge nécessaires ou appropriés, des considérations exposées au sous-article a) 2) B) i), ii) et iii) pour autant qu'elles s'appliquent à la suspension et à l'accord projetés, après avoir consulté les branches de production consommatrices, les producteurs et les travailleurs appropriés visés au sous-article a) 2) C) i) et ii).

2) ABSENCE D'AUGMENTATION DES EXPORTATIONS DE LA MARCHANDISE VERS LES ETATS-UNIS DURANT LA PERIODE INTERIMAIRE. - L'autorité administrante ne peut accepter d'accord au titre du sous-article b) que si celui-ci permet de faire en sorte que les quantités de la marchandise visée par l'accord exportées vers les Etats-Unis durant la période prévue pour l'élimination ou la neutralisation de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou pour la cessation des exportations ne dépassent pas les quantités de cette marchandise exportées vers les Etats-Unis durant la période représentative la plus récente déterminée par l'autorité administrante.

3) DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES REGISSANT L'ENTREE OU LA SORTIE D'ENTREPOT. - Pour assurer la mise en oeuvre d'un accord conclu en vertu du sous-article b) ou c), l'autorité administrante est habilitée à prescrire des dispositions réglementaires régissant l'entrée ou le retrait d'entrepôt de la marchandise visée pour mise à la consommation.

e) PROCEDURE DE SUSPENSION D'UNE ENQUETE. - Avant qu'une enquête ne puisse être suspendue en vertu du sous-article b) ou c), l'autorité administrante doit -

1) notifier au requérant son intention de suspendre l'enquête et tenir des consultations avec lui à ce sujet, et la notifier aux autres parties à l'enquête et à la Commission 30 jours au moins avant la date à laquelle elle la suspend,

2) communiquer copie du projet d'accord au requérant au moment de la notification, en expliquant en outre comment l'accord sera mis en oeuvre et son exécution assurée (y compris toute mesure exigée de la part des gouvernements étrangers) et comment l'accord satisfera aux prescriptions des sous-articles b) et d), ou c) et d), et

3) ménager à toutes les parties intéressées au sens de l'article 771 9) la possibilité de présenter des observations et des renseignements à verser au dossier avant la date de publication de l'avis de suspension de l'enquête en application du sous-article f) 1) A).

f) EFFETS DE LA SUSPENSION D'UNE ENQUETE. -

1) REGLE GENERALE. - Si l'autorité administrante décide de suspendre une enquête lorsqu'elle accepte un accord défini au sous-article b) ou c) -

A) elle suspend l'enquête, en publie avis et arrête en vertu de l'article 703 b) une détermination préliminaire positive en ce qui concerne la marchandise visée, à moins qu'elle n'ait déjà arrêté une telle détermination dans la même enquête,

B) la Commission suspend toute enquête qu'elle mènerait en ce qui concerne ladite marchandise, et

C) la suspension de l'enquête prend effet au jour de la publication de l'avis l'annonçant.

2) LIQUIDATION EN DOUANE . -

A) CESSATION DES EXPORTATIONS; ELIMINATION COMPLETE DE LA SUBVENTION NETTE POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES. - Si l'accord accepté par l'autorité administrante est un accord défini au sous-article b) -

- i) nonobstant la détermination préliminaire positive prescrite au paragraphe 1) A), il n'est pas procédé à la suspension de la liquidation en douane sur la marchandise visée, prévue à l'article 703 d) 2),
- ii) si la liquidation en douane a été suspendue sur cette marchandise en vertu d'une détermination préliminaire positive antérieure établie dans la même affaire au sujet de ladite marchandise, cette suspension de la liquidation prend fin, et
- iii) l'autorité administrante restitue tout dépôt en espèces et libère toute caution ou autre garantie versés en application de l'article 703 d) 1) B).

B) AUTRES ACCORDS. - Si l'accord accepté par l'autorité administrante est un accord défini au sous-article c), la liquidation en douane est suspendue en vertu de l'article 703 d) 2) sur la marchandise visée, ou, si ladite liquidation a été suspendue en vertu d'une détermination préliminaire positive antérieure dans la même affaire, cette suspension de liquidation demeure effective, sous réserve des dispositions du sous-article h) 3), mais la garantie prescrite par l'article 703 d) 1) B) peut être ajustée pour tenir compte de l'effet de l'accord.

3) CAS OU L'ENQUETE EST POURSUIVIE. - Si, en vertu du sous-article g), l'autorité administrante et la Commission poursuivent une enquête au cours de laquelle un accord a été accepté au titre du sous-article b) ou c) -

A) si la détermination finale de l'autorité administrante ou de la Commission au titre de l'article 705 est négative, l'accord est nul et de nul effet et l'enquête est close, ou

B) si les déterminations finales de l'autorité administrante et de la Commission au titre de cet article sont positives, l'accord demeure en vigueur et l'autorité administrante n'arrête pas d'ordonnance imposant des droits compensateurs dans cette affaire aussi longtemps -

- i) que l'accord demeure en vigueur,
- ii) que l'accord continue de satisfaire aux prescriptions des sous-articles b) et d), ou c) et d), et
- iii) que les parties à l'accord exécutent en ce qui les concerne les obligations qui en découlent conformément à ses dispositions.

g) POURSUITE D'UNE ENQUETE SUR DEMANDE. - Si, dans les 20 jours suivant la date de publication de l'avis de suspension d'une enquête, l'autorité administrante reçoit une demande de poursuite de l'enquête émanant. -

1) du gouvernement du pays dans lequel il est allégué que la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est pratiquée, ou

2) d'une partie intéressée au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9) qui est partie à l'enquête,

l'autorité administrante et la Commission poursuivent l'enquête.

h) REEXAMEN DE LA SUSPENSION. -

1) REGLE GENERALE. - Dans les 20 jours suivant la suspension d'une enquête en vertu du sous-article c), une partie intéressée au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9) qui est partie à l'enquête peut, par une requête déposée auprès de la Commission et moyennant avis à l'autorité administrante, demander le réexamen de la suspension.

2) ENQUETE DE LA COMMISSION. - Au reçu d'une requête en réexamen présentée en vertu du paragraphe 1), la Commission détermine, dans les 75 jours suivant la date du dépôt de la requête entre ses mains, si l'effet dommageable des importations de la marchandise visée est complètement éliminé par l'accord. Si la détermination de la Commission au titre du présent sous-article est négative, l'enquête reprend à la date de publication de l'avis de ladite détermination comme si la détermination préliminaire positive au titre de l'article 703 b) avait été établie à cette date.

3) MAINTIEN DE LA SUSPENSION DE LA LIQUIDATION PENDANT LA DUREE DU REEXAMEN. - La suspension de la liquidation en douane de la marchandise visée prend fin à l'expiration du délai de 20 jours suivant la date de la publication au Federal Register de l'avis de suspension de l'enquête ou, si une requête en réexamen de la suspension a été déposée en vertu du paragraphe 1) et qu'elle ait abouti à une détermination positive de la Commission en application du paragraphe 2), la date de publication de l'avis de la détermination positive de la Commission. Si la détermination de la Commission au titre du paragraphe 2) est positive, l'autorité administrante -

A) met fin à la suspension de la liquidation décidée en vertu de l'article 703 d) 2), et

B) libère toute caution ou autre garantie et restitue tout dépôt en espèces versés en application de l'article 703 d) 1) B).

i) VIOLATION D'UN ACCORD. -

1) REGLES GENERALES. - Si elle détermine qu'un accord accepté en vertu du sous-article b) ou c) est, ou a été, violé ou ne satisfait plus aux prescriptions dudit sous-article (autres que celle du sous-article c) 1) visant l'élimination du dommage) et du sous-article d), l'autorité administrante, à la date de publication de sa détermination -

A) suspend la liquidation en vertu de l'article 703 d) 2) sur toutes les déclarations en attente de liquidation de la marchandise faites à compter de -

i) la date précédant de 90 jours celle de la publication de l'avis de suspension de la liquidation, ou

ii) si elle est postérieure, la date à laquelle la marchandise dont la vente ou l'exportation aux Etats-Unis aura été effectuée en violation de l'accord, ou en exécution d'un accord qui ne satisfait plus aux dispositions des sous-articles b) et d) ou c) et d), a été pour la première fois entrée ou retirée d'entrepôt pour mise à la consommation.

B) si l'enquête n'a pas été menée à terme, la reprend comme si sa détermination préliminaire positive au titre de l'article 703 d) avait été établie à la date de sa détermination au titre du présent paragraphe,

C) si l'enquête a été menée à terme en application du sous-article g), arrête en vertu de l'article 706 a) une ordonnance imposant des droits compensateurs qui s'applique aux lots de la marchandise sur lesquels la liquidation en douane avait été suspendue,

D) si elle considère que la violation est intentionnelle, saisit le Directeur général des douanes, qui prend les mesures appropriées en vertu du paragraphe 2), et

E) notifie au requérant, aux parties intéressées qui sont ou étaient parties à l'enquête et à la Commission les mesures qu'elles a prises en application du présent paragraphe.

2) **SANCTION DE LA VIOLATION INTENTIONNELLE PAR UNE PENALITE CIVILE.** - Quiconque viole délibérément un accord accepté par l'autorité administrante en vertu du sous-article b) ou c) est passible d'une pénalité civile fixée au même montant, de la même manière et suivant la même procédure que l'amende infligée pour infraction frauduleuse aux dispositions de l'article 592 a) de la présente Loi.

j) **NON-INTERVENTION D'UN ACCORD DANS LA DETERMINATION.** - Pour une détermination finale à établir au titre de l'article 705 ou un réexamen mené au titre de l'article 751, dans une affaire où l'autorité administrante a mis fin à la suspension d'une enquête en vertu du sous-article i) 1) ou a poursuivi une enquête en vertu du sous-article g), la Commission et l'autorité administrante prennent en considération la totalité des lots de la marchandise visée, sans avoir égard à l'effet d'aucun accord conclu en vertu du sous-article b) ou c).

k) **CLOTURE DES ENQUETES OUVERTES PAR L'AUTORITE ADMINISTRANTE.** - L'autorité administrante peut clore toute enquête qu'elle aura ouverte en vertu de l'article 702 a) après en avoir avisé toutes les parties à l'enquête.

l) **REGLE PARTICULIERE APPLICABLE AUX ENQUETES CONCERNANT DES BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES.** -

1) **ACCORDS DE SUSPENSION.** - Si la Commission établit une détermination concernant une branche de production régionale en vertu de l'article 771 4) C), l'autorité administrante ménage aux exportateurs de la marchandise visée qui représentent l'essentiel des exportations de ladite marchandise effectuées en vue de la vente dans la région considérée la possibilité de conclure un accord au sens du sous-article b) ou c).

2) **PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACCORDS DE SUSPENSION.** - Tout accord visé au paragraphe 1) est soumis à toutes les prescriptions applicables en vertu du présent article aux autres accords prévus aux sous-articles b) et c); toutefois, si la Commission établit une détermination relative à une branche de production régionale dans les conditions énoncées au paragraphe 1) dans le cadre de sa détermination positive finale au titre de l'article 705 b), mais ne l'a pas fait dans le cadre de sa détermination positive préliminaire au titre de l'article 703 a), tout accord visé au paragraphe 1) peut être accepté dans les 60 jours suivant la publication de l'ordonnance imposant des droits compensateurs arrêtée en application de l'article 706.

3) **EFFET D'UN ACCORD DE SUSPENSION SUR L'ORDONNANCE IMPOSANT DES DROITS COMPENSATEURS.** - Si un accord visé au paragraphe 1) est accepté postérieurement à la publication de l'ordonnance imposant des droits compensateurs, l'autorité administrante abroge

l'ordonnance, restitue tout dépôt en espèces et libère toute caution ou autre garantie versés, en application de l'article 703 d) 1) B) et donne instruction au Service des douanes de procéder à la liquidation sur les déclarations de la marchandise visée faites durant la période où l'ordonnance était en vigueur sans avoir égard aux droits compensateurs.

(19 U.S.C. 1671c)

#### **ARTICLE 705. DETERMINATIONS FINALES.**

a) DETERMINATION FINALE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE. -

1) REGLE GENERALE. - Dans les 75 jours suivant la date de sa détermination préliminaire au titre de l'article 703 b), l'autorité administrante établit une détermination finale sur le point de savoir si la marchandise visée fait ou non l'objet d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires; toutefois, lorsqu'il est ouvert une enquête dans le cadre du présent sous-titre en même temps qu'une enquête dans le cadre du sous-titre B et qu'elle concerne des importations d'une marchandise de même nature ou de même espèce en provenance du même ou d'autres pays, l'autorité administrante, si le requérant lui en fait la demande, reporte la date de sa détermination finale en application du présent paragraphe à la date de la détermination finale de l'autorité administrante dans l'enquête ouverte dans le cadre du sous-titre B.

2) DETERMINATION EN PRESENCE DE CIRCONSTANCES CRITIQUES. - Si la détermination finale de l'autorité administrante est positive, ladite détermination, dans toute enquête où la présence de circonstances critiques a été alléguée dans le cadre de l'article 703 e), comprend aussi une constatation sur le point de savoir -

A) si la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les subventions, et

B) s'il a été effectué des importations massives de la marchandise visée sur une période relativement brève.

Ces constatations peuvent être positives même si la détermination préliminaire au titre de l'article 703 e) 1) était négative.

3) SUBVENTION *DE MINIMIS* POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES. - Pour établir une détermination en application du présent sous-article, l'autorité administrante ne tient compte d'aucune subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires qui est *de minimis* au sens de l'article 703 b) 4).

b) DETERMINATION FINALE DE LA COMMISSION. -

1) REGLE GENERALE. - La Commission établit une détermination finale sur le point de savoir -

A) si une branche de production aux Etats-Unis -

i) subit un dommage important, ou

ii) est menacée d'un dommage important, ou

B) si la création d'une branche de production aux Etats-Unis subit un retard important,

du fait d'importations, ou de ventes (ou de la probabilité de ventes) en vue de l'importation de la marchandise au sujet de laquelle l'autorité administrante a établi une détermination positive en application du sous-article a). Si la Commission détermine que les importations de la marchandise visée sont négligeables, l'enquête est close.

2) DELAI IMPARTI POUR LA DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE A LA SUITE D'UNE DETERMINATION PRELIMINAIRE POSITIVE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE. - Si la détermination préliminaire de l'autorité administrante au titre de l'article 703 b) est positive, la Commission établit la détermination prescrite au paragraphe 1) avant -

A) le 120ème jour suivant celui où l'autorité administrante a établi sa détermination préliminaire positive en application de l'article 703 b), ou

B) s'il est plus éloigné, le 45ème jour suivant celui où l'autorité administrante aura établi sa détermination finale positive en application du sous-article a).

3) DELAI IMPARTI POUR LA DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE A LA SUITE D'UNE DETERMINATION PRELIMINAIRE NEGATIVE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE. - Si la détermination préliminaire de l'autorité administrante au titre de l'article 703 b) est négative et que sa détermination finale au titre du sous-article a) soit positive, la Commission arrête sa détermination finale en application du présent sous-article dans les 75 jours suivant la date de ladite détermination finale positive.

4) CONSTATATIONS ADDITIONNELLES. -

A) APPLICATION RETROACTIVE: CRITERE DE LA COMMISSION. -

i) REGLE GENERALE. - Si la constatation de l'autorité administrante prévue au sous-article a) 2) est positive, la détermination finale de la Commission comprend aussi une constatation sur le point de savoir si les importations visées par la détermination positive au titre du sous-article a) 2) vont probablement compromettre gravement l'effet correctif de l'ordonnance imposant des droits compensateurs qui sera arrêtée en vertu de l'article 706.

ii) FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION. - Pour faire l'évaluation prévue au sous-alinéa i), la Commission prend en considération, entre autres facteurs qu'elle juge pertinents -

I) la répartition dans le temps et le volume des importations,

II) tout accroissement rapide des stocks desdites importations, et

III) toutes autres circonstances indiquant que l'effet correctif de l'ordonnance imposant des droits compensateurs va se trouver gravement compromis.

B) Si la détermination finale de la Commission conclut à l'absence de dommage important mais à l'existence d'une menace de dommage important, elle comprend aussi une constatation sur le point de savoir si, du fait des importations de la marchandise au sujet desquelles l'autorité administrante



a arrêté une détermination positive en application du sous-article a), un dommage important aurait été constaté en l'absence de toute suspension de la liquidation en douane sur cette marchandise.

c) EFFET DES DETERMINATIONS FINALES. -

1) EFFET D'UNE DETERMINATION POSITIVE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE. - Si la détermination de l'autorité administrante au titre du sous-article a) est positive -

A) l'autorité administrante met à la disposition de la Commission tous les renseignements sur lesquels cette détermination aura été fondée et que la Commission juge pertinents pour sa propre détermination, suivant les procédures que l'autorité administrante et la Commission pourront établir en vue d'empêcher la divulgation, sauf avec le consentement de l'informateur ou en application d'une ordonnance conservatoire, de tous renseignements que l'autorité administrante aura traités comme confidentiels,

B) i) l'autorité administrante -

I) détermine un taux individuel estimé de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires pour chaque exportateur et producteur soumis individuellement à l'enquête et, conformément aux dispositions du paragraphe 5), un taux résiduel global estimé pour tous les exportateurs et producteurs qui n'ont pas été individuellement soumis à l'enquête ainsi que pour les nouveaux exportateurs et producteurs au sens de l'article 751 a) 2) B), ou

II) si 777A e) 2) B)<sup>1</sup> s'applique, détermine un taux unique de subventionnement au niveau national estimé, applicable à tous les exportateurs et producteurs,

ii) ordonne le versement d'un dépôt en espèces, d'une caution ou d'une autre garantie, selon ce qu'elle juge approprié, pour chaque lot déclaré de la marchandise visée, dont le montant est fixé d'après le taux individuel estimé de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, le taux résiduel global estimé, ou le taux national estimé, selon le cas, et

C) dans les cas où sa détermination préliminaire au titre de l'article 703 b) était négative, l'autorité administrante ordonne la suspension de la liquidation en vertu du paragraphe 2) de l'article 703 d).

2) PRISE D'UNE ORDONNANCE; EFFET D'UNE DETERMINATION NEGATIVE. - Si les déterminations respectives de l'autorité administrante et de la Commission au titre des sous-articles a) 1) et b) 1) sont positives, l'autorité administrante arrête une ordonnance imposant des droits compensateurs en vertu de l'article 706 a). Si l'une ou l'autre de ces déterminations est négative, l'enquête est close sur publication de l'avis de cette détermination négative, et l'autorité administrante -

A) met fin à la suspension de la liquidation ordonnée en vertu de l'article 703 d) 2), et

B) libère toute caution ou autre garantie et restitue tout dépôt en espèces versés en application de l'article 703 d) 1) B).

---

<sup>1</sup>Tel quel dans l'original. Il faudrait probablement lire "si l'article 777A e) 2) B) s'applique".

3) EFFET DES DETERMINATIONS NEGATIVES ARRETEES EN APPLICATION DES SOUS-ARTICLES a) 2) ET b) 4) A). - Si la détermination de l'autorité administrante ou de la Commission au titre du sous-article a) 2) ou b) 4) A), respectivement, est négative, l'autorité administrante -

A) met fin à toute suspension rétroactive de la liquidation prescrite en application du paragraphe 4) ou de l'article 703 e) 2), et

B) libère toute caution ou autre garantie et restitue tout dépôt en espèces versés en application de l'article 703 d) 1) B) sur les lots de la marchandise déclarés pour lesquels la liquidation a été suspendue rétroactivement en vertu de l'article 703 e) 2).

4) EFFET D'UNE DETERMINATION POSITIVE ARRETEE EN APPLICATION DU SOUS-ARTICLE a) 2). - Si sa détermination au titre du sous-article a) 2) est positive, l'autorité administrante -

A) dans les cas où ses déterminations préliminaires au titre des articles 703 b) et 703 e) 1) étaient toutes deux positives, maintient la suspension rétroactive de la liquidation et le dépôt en espèces, la caution ou autre garantie précédemment ordonnés en application de l'article 703 e) 2);

B) dans les cas où sa détermination préliminaire au titre de l'article 703 b) était positive, mais sa détermination préliminaire au titre de l'article 703 e) 1) négative, modifie toute suspension de la liquidation et tout dépôt de garantie précédemment ordonnés en vertu de l'article 703 d) pour qu'ils s'appliquent aux lots de la marchandise en attente de liquidation qui avaient été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de la date précédant de 90 jours celle à laquelle la suspension de la liquidation a été ordonnée pour la première fois; ou

C) dans les cas où sa détermination préliminaire au titre de l'article 703 b) était négative, applique toute suspension de la liquidation et tout dépôt de garantie ordonnés en vertu du sous-article 705 c) 1) B) aux lots de la marchandise en attente de liquidation qui avaient été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de la date précédant de 90 jours celle à laquelle la suspension de la liquidation a été ordonnée pour la première fois.

5) METHODE DE DETERMINATION DU TAUX RESIDUEL GLOBAL ET DU TAUX DE SUBVENTIONNEMENT AU NIVEAU NATIONAL. -

A) TAUX RESIDUEL GLOBAL. -

i) REGLE GENERALE. - Aux fins du présent sous-article et de l'article 703 d), le taux résiduel global correspond à un montant égal à la moyenne pondérée des taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires établis pour les exportateurs et les producteurs soumis individuellement à l'enquête, à l'exclusion de tout taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires qui serait nul ou *de minimis* ainsi que de tous taux entièrement déterminés par application de l'article 776.

ii) EXCEPTION. - Si les taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires établis pour tous les exportateurs et producteurs soumis individuellement à l'enquête sont des taux nuls ou *de minimis*, ou sont entièrement déterminés par application de l'article 776, l'autorité administrante peut recourir à toute méthode raisonnable pour établir un taux résiduel global applicable aux exportateurs et

producteurs qui n'ont pas été individuellement soumis à l'enquête, y compris le calcul de la moyenne pondérée des taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires déterminés pour les exportateurs et producteurs soumis individuellement à l'enquête.

B) **TAUX DE SUBVENTIONNEMENT AU NIVEAU NATIONAL.** - L'autorité administrante peut calculer un taux unique de subventionnement au niveau national, applicable à tous les exportateurs et producteurs, si elle limite son examen conformément aux dispositions de l'article 777A e) 2) B). Le taux national estimé déterminé en application de l'article 703 d) 1) A) ii) ou du paragraphe 1) B) i) II du présent sous-article est calculé sur la base des données à l'échelle de la branche de production concernant l'utilisation des subventions dont il a été déterminé qu'elles pouvaient donner lieu à des mesures compensatoires.

d) **PUBLICATION DES AVIS DE DETERMINATION.** - Lorsque l'autorité administrante ou la Commission arrête une détermination en application du présent article, elle avise le requérant, les autres parties à l'enquête et l'autre autorité de sa détermination, ainsi que des faits et conclusions de droit sur lesquels se fonde ladite détermination, et elle en publie avis au Federal Register.

e) **CORRECTION DES ERREURS MATERIELLES.** - L'autorité administrante établit des procédures à l'effet de corriger les erreurs matérielles qui peuvent se glisser dans les déterminations finales dans un délai raisonnable après que celles-ci ont été arrêtées en vertu du présent article. Ces procédures ménagent aux parties intéressées la possibilité de présenter leurs vues au sujet de toute erreur de cette nature. Au sens du présent sous-article, le terme "erreur matérielle" recouvre les erreurs d'addition, de soustraction ou autres erreurs arithmétiques, les erreurs résultant d'une transcription, reproduction et ainsi de suite, inexactes, ainsi que tout autre type d'erreur non intentionnelle que l'autorité administrante considère comme une erreur matérielle.

(19 U.S.C. 1671d)

## **ARTICLE 706. PERCEPTION DE DROITS.**

a) **PUBLICATION D'UNE ORDONNANCE IMPOSANT UN DROIT COMPENSATEUR.** - Dans les sept jours suivant celui où la Commission lui aura notifié une détermination positive établie en application de l'article 705 b), l'autorité administrante publie une ordonnance imposant un droit compensateur, qui -

1) donne instruction aux fonctionnaires des douanes de percevoir un droit compensateur, égal au montant de la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires dont l'existence a été déterminée ou estimée, dans les six mois suivant la date à laquelle l'autorité administrante aura reçu des renseignements convaincants sur la base desquels il pourra être fixé, mais en aucun cas plus de 12 mois après la fin de l'exercice comptable annuel du fabricant ou de l'exportateur au cours duquel la marchandise aura été entrée ou retirée d'entrepôt pour mise à la consommation,

2) comprend une description, aussi détaillée que l'autorité administrante le jugera nécessaire, de la marchandise visée, et

3) prescrit le dépôt simultané des droits compensateurs estimés à percevoir sur cette marchandise dans l'attente de la liquidation en douane et des droits de douane estimés normalement applicables à ladite marchandise.

b) IMPOSITION D'UN DROIT. -

1) REGLE GENERALE. - Si la Commission, dans sa détermination finale au titre de l'article 705 b), conclut à l'existence d'un dommage important ou d'une menace de dommage important qui, sans la suspension de la liquidation ordonnée en vertu de l'article 703 d) 2), aurait conduit à une constatation de l'existence d'un dommage important, les lots de la marchandise visée par l'ordonnance imposant des droits compensateurs sur lesquels la liquidation en douane a été suspendue en vertu de l'article 703 d) 2) sont soumis à l'imposition de droits compensateurs en application de l'article 701 a).

2) REGLE PARTICULIERE. - Si la Commission, dans sa détermination finale au titre de l'article 705 b), conclut à l'existence d'une menace de dommage important, autre que la menace de dommage important visée au paragraphe 1), ou à un retard important dans la création d'une branche de production aux Etats-Unis, la marchandise visée par une ordonnance imposant des droits compensateurs qui est entrée ou retirée d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de la date de publication de l'avis d'une détermination positive de la Commission au titre de l'article 705 b) est soumise à l'imposition de droits compensateurs en application de l'article 701 a), et l'autorité administrante libère toute caution ou autre garantie et restitue tout dépôt en espèces qui auraient été versés en garantie du paiement des droits compensateurs sur les lots de la marchandise entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation avant cette date.

c) REGLE PARTICULIERE APPLICABLE AUX BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES. -

1) REGLE GENERALE. - Dans une enquête menée dans le cadre du présent sous-titre où la Commission établit une détermination concernant une branche de production régionale en application de l'article 771 4) C), l'autorité administrante ordonne que dans toute la mesure du possible les droits ne soient perçus que sur la marchandise visée des seuls exportateurs ou producteurs qui l'ont exportée en vue de sa vente dans la région considérée pendant la durée de l'enquête.

2) EXCEPTION CONCERNANT LES NOUVEAUX EXPORTATEURS ET PRODUCTEURS. - Si, postérieurement à la publication de l'ordonnance imposant des droits compensateurs, l'autorité administrante constate qu'un nouvel exportateur ou producteur exporte la marchandise visée en vue de sa vente dans la région considérée, elle donne instruction de percevoir des droits sur ladite marchandise du nouvel exportateur ou producteur conformément aux dispositions de l'article 751 a) 2) B).

(19 U.S.C. 1671e)

**ARTICLE 707. TRAITEMENT DE LA DIFFERENCE ENTRE LE MONTANT DEPOSE DU DROIT COMPENSATEUR ESTIME ET CELUI DU DROIT DEFINITIF PERCU EN VERTU D'UNE ORDONNANCE.**

a) DEPOT DU MONTANT DU DROIT COMPENSATEUR ESTIME EN APPLICATION DE L'ARTICLE 703 d) 1) B). - Si le montant d'un dépôt en espèces, ou celui de toute caution ou autre garantie, exigés en garantie du paiement d'un droit compensateur estimé en application de l'article 703 d) 1) B), diffère du montant du droit compensateur déterminé en vertu d'une ordonnance arrêtée en application de l'article 706, la différence, pour ce qui est des lots de marchandise déclarés qui auront été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation avant la publication de l'avis de la détermination positive de la Commission au titre de l'article 705 b) -

1) n'est pas prise en considération, dans la mesure où le montant du dépôt en espèces ou de la caution ou autre garantie est inférieur à celui du droit déterminé en application de l'ordonnance, ou

2) est restituée ou libérée, dans la mesure où le montant du dépôt en espèces ou de la caution ou autre garantie est supérieur au droit déterminé en application de l'ordonnance.

b) **DEPOT DU MONTANT DU DROIT COMPENSATEUR ESTIME EN APPLICATION DE L'ARTICLE 706 a) 3).** - Si le montant d'un droit compensateur estimé déposé en application de l'article 706 a) 3) diffère de celui du droit compensateur déterminé en application d'une ordonnance arrêtée en vertu de l'article 706, la différence, pour ce qui est des lots de marchandise déclarés qui auront été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation après la publication de l'avis de la détermination positive de la Commission au titre de l'article 705 b), est -

1) perçue, dans la mesure où le montant du dépôt versé en application de l'article 706 a) 3) est inférieur à celui du droit déterminé en application de l'ordonnance, ou

2) restituée, dans la mesure où le montant du dépôt versé en application de l'article 706 a) 3) est supérieur à celui du droit déterminé en application de l'ordonnance, majorée des intérêts prévus à l'article 778.

(19 U.S.C. 1671f)

#### **ARTICLE 708. EFFET DE LA DEROGATION CONCERNANT LE FINANCEMENT PAR L'EXPORT-IMPORT BANK.**

Rien dans le présent titre ne sera interprété comme remplaçant les dispositions de l'article 1912 de la Loi de 1978 modifiant la Loi sur la Banque d'export-import; toutefois, en cas de perception d'un droit sur la base d'une dérogation en vertu de l'article 706 ou d'une action au titre de l'article 703 d) 1) B), le Secrétaire aux finances n'autorisera pas la Banque à accorder des garanties, une assurance et des crédits à des vendeurs des Etats-Unis concurrents au titre de l'article 1912 de cette loi.

(19 U.S.C. 1671g)

#### **ARTICLE 709. ACQUITTEMENT CONDITIONNEL DU DROIT COMPENSATEUR.**

a) **REGLE GENERALE.** - Pour tous les lots d'une marchandise visée par une ordonnance imposant des droits compensateurs qui sont entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de la date de publication de ladite ordonnance, aucun fonctionnaire des douanes ne peut donner mainlevée de marchandise de la même nature ou de la même espèce à la personne par qui ou pour le compte de qui elle aura été importée, sauf si cette personne se conforme aux prescriptions du sous-article b) et dépose auprès du fonctionnaire des douanes approprié le montant déterminé par l'autorité administrante d'un droit compensateur estimé.

b) **CONDITIONS EXIGEEES DE L'IMPORTATEUR.** - Pour satisfaire aux prescriptions du présent sous-article, une personne devra -

1) fournir ou faire fournir au fonctionnaire des douanes approprié tous renseignements que l'autorité administrante jugera nécessaires pour établir le montant de tout droit compensateur à imposer en vertu du présent sous-titre,

2) tenir et fournir au fonctionnaire des douanes les registres concernant la marchandise visée qui sont réglementairement prescrits par l'autorité administrante, et

3) verser, ou accepter de verser sur demande, au fonctionnaire des douanes le montant du droit compensateur imposé sur cette marchandise en vertu des dispositions du présent sous-titre.

(19 U.S.C. 1671h)

#### **Sous-titre B - Imposition de droits antidumping**

#### **ARTICLE 731. IMPOSITION DE DROITS ANTIDUMPING.**

Si -

1) l'autorité administrante détermine qu'une marchandise étrangère d'une nature ou d'une espèce donnée est ou va probablement être vendue aux Etats-Unis à un prix inférieur à sa juste valeur, et

2) la Commission détermine -

A) qu'une branche de production aux Etats-Unis -

i) subit un dommage important, ou

ii) est menacée d'un dommage important, ou

B) que la création d'une branche de production aux Etats-Unis subit un retard important, du fait d'importations ou de ventes (ou de la probabilité de ventes) en vue de l'importation de cette marchandise,

il est imposé sur ladite marchandise, en sus de tout autre droit, un droit antidumping d'un montant égal au montant dont la valeur normale de la marchandise dépasse son prix à l'exportation (ou son prix à l'exportation construit). Aux fins du présent sous-article et de l'article 735 b) 1), toute mention de la vente d'une marchandise étrangère recouvre la conclusion de tout accord de crédit-bail la concernant qui est équivalent à la vente de la marchandise.

(19 U.S.C. 1673)

#### **ARTICLE 732. PROCEDURES D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE EN MATIERE DE DROITS ANTIDUMPING.**

a) OUVERTURE PAR L'AUTORITE ADMINISTRANTE. -

1) REGLE GENERALE. - Une enquête en matière de droits antidumping est ouverte chaque fois que l'autorité administrante détermine, d'après les renseignements dont elle dispose, qu'une enquête en bonne et due forme est justifiée sur la question de savoir si les éléments nécessaires à l'imposition d'un droit en vertu de l'article 731 sont réunis.

2) CAS DE DUMPING PERSISTANT. -

A) SURVEILLANCE. - L'autorité administrante peut mettre en place un programme de surveillance des importations de marchandise d'une nature ou d'une espèce donnée en provenance de tout pays fournisseur additionnel, dont la durée ne peut excéder une année -

i) s'il y a plus d'une ordonnance en matière de droits antidumping en vigueur relativement à des marchandises de cette nature ou de cette espèce;

- ii) si l'autorité administrante estime qu'il y a des raisons de penser ou de soupçonner qu'il existe une configuration exceptionnelle de dumping dommageable persistant de la part d'un ou plusieurs pays fournisseurs additionnels; et
- iii) que l'autorité administrante estime que cette configuration exceptionnelle crée un problème commercial grave pour la branche de production nationale.

B) Si, au cours de la période de surveillance visée à l'alinéa A), l'autorité administrante détermine qu'il y a suffisamment de renseignements pour ouvrir<sup>1</sup> une enquête en bonne et due forme sur un pays fournisseur additionnel en application du présent sous-article, elle engage<sup>1</sup> immédiatement une telle enquête.

C) DEFINITION. - Aux fins du présent paragraphe, le terme "pays fournisseur additionnel" s'entend d'un pays ne faisant l'objet d'aucune enquête en cours ni d'aucune ordonnance en vigueur en matière de droits antidumping relativement à des importations de marchandises de la nature ou de l'espèce visée à l'alinéa A).

D) DILIGENCE DANS L' ACTION. - Dans la mesure où c'est réalisable, l'autorité administrante et la Commission conduisent avec diligence les procédures engagées en application du présent sous-titre à l'issue d'une enquête en bonne et due forme ouverte en vertu de l'alinéa B).

b) OUVERTURE SUR REQUETE. -

1) CONDITIONS. - Une procédure antidumping est engagée lorsqu'une partie intéressée au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9) dépose auprès de l'autorité administrante, au nom d'une branche de production, une requête alléguant les éléments nécessaires à l'imposition du droit prévu à l'article 731 et accompagnée des renseignements dont le requérant devait raisonnablement pouvoir disposer à l'appui de ses allégations. La requête pourra être modifiée au moment et aux conditions que l'autorité administrante et la Commission pourront autoriser.

2) DEPOT SIMULTANE AUPRES DE LA COMMISSION. - Le requérant dépose copie de sa requête auprès de la Commission le jour même du dépôt de la requête auprès de l'autorité administrante.

3) MESURES RELATIVES A LA REQUETE. -

A) NOTIFICATION AUX GOUVERNEMENTS. - Au reçu d'une requête déposée en application du paragraphe 1), l'autorité administrante la notifie au gouvernement de tout pays exportateur qui y est nommément désigné en remettant une version non confidentielle à un représentant habilité dudit pays.

B) ACCEPTATION DE COMMUNICATIONS. - L'autorité administrante n'accepte aucune communication, orale ou écrite, qu'elle n'a pas sollicitée d'aucune personne autre qu'une partie intéressée, au sens de l'article 771 9) C), D), E), F) ou G), avant d'avoir décidé d'ouvrir ou non une enquête, sauf dans les cas prévus au sous-article c) 4) D) et à l'exception des demandes d'information concernant l'état d'avancement de son examen de la requête.

---

<sup>1</sup>L'article 233 a) 6) c) de la P.L. 103-465 a modifié cet alinéa en remplaçant "entamer" par "ouvrir". Le mot "entamer" apparaît deux fois, mais seule la première occurrence du terme a été modifiée.

C) NON-DIVULGATION DE CERTAINS RENSEIGNEMENTS. - L'autorité administrante et la Commission ne divulguent pas de renseignements afférents à un projet de requête présenté pour examen et observations avant le dépôt de la requête en application du paragraphe 1).

c) DETERMINATION CONCERNANT LA REQUETE. -

1) REGLE GENERALE. -

A) DELAI D'ETABLISSEMENT DE LA DETERMINATION INITIALE. - Sauf dans les cas prévus à l'alinéa B), l'autorité administrante, dans les 20 jours suivant la date du dépôt d'une requête en application du sous-article b) -

i) après avoir examiné, à partir des sources qui lui sont aisément accessibles, l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la requête, détermine si celle-ci allègue les éléments nécessaires à l'imposition d'un droit en vertu de l'article 731 et renferme les renseignements dont le requérant devait raisonnablement pouvoir disposer à l'appui de ses allégations, et

ii) détermine si la requête a été déposée par ou au nom de la branche de production.

B) PROROGATION DU DELAI. - Dans tous les cas où l'autorité administrante est tenue en vertu du paragraphe 4) D) de déterminer, par voie de sondage ou autre, si la requête est soutenue par la branche de production, elle peut, dans des circonstances exceptionnelles, appliquer l'alinéa A) en remplaçant "20 jours" par "un maximum de 40 jours".

C) DELAIS APPLICABLES LORSQUE LA REQUETE PORTE SUR LA MEME MARCHANDISE QU'UNE ORDONNANCE ABROGEE. - Si une requête est déposée en application du présent article relativement à une marchandise qui a fait l'objet -

i) d'une ordonnance ou d'une constatation en matière de droits antidumping qui a été rapportée en application de l'article 751 d) dans les 24 mois précédant la date du dépôt de la requête, ou

ii) d'une enquête suspendue qui a été close en application de l'article 751 d) dans les 24 mois précédant la date du dépôt de la requête,

l'autorité administrante et la Commission, dans toute la mesure du possible, conduisent avec diligence toute enquête ouverte en application du présent article relativement à la requête.

2) DETERMINATIONS POSITIVES. - Si les déterminations établies au titre des sous-alinéas i) et ii) du paragraphe 1) A) sont positives, l'autorité administrante ouvre une enquête pour déterminer si la marchandise visée est, ou va probablement être, vendue aux Etats-Unis à un prix inférieur à sa juste valeur.

3) DETERMINATIONS NEGATIVES. - Si la détermination établie au titre du sous-alinéa i) ou ii) du paragraphe 1) A) est négative, l'autorité administrante rejette la requête, clôt la procédure et notifie par écrit au requérant les motifs de la détermination.

4) DETERMINATION DU SOUTIEN DE LA BRANCHE DE PRODUCTION. -



A) **REGLE GENERALE.** - Aux fins du présent sous-article, l'autorité administrante détermine que la requête a été déposée par ou au nom de la branche de production -

- i) si les producteurs ou travailleurs nationaux qui soutiennent la requête représentent au moins 25 pour cent de la production totale du produit similaire d'origine nationale, et
- ii) si les producteurs ou travailleurs nationaux qui soutiennent la requête représentent plus de 50 pour cent de la production du produit similaire d'origine nationale produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la requête.

B) **POSITIONS ECARTEES.** -

- i) **PRODUCTEURS LIES AUX PRODUCTEURS ETRANGERS.** - Pour déterminer le degré de soutien de la branche de production en application de l'alinéa A), l'autorité administrante ne tient pas compte de la position des producteurs nationaux qui expriment leur opposition à la requête si ces producteurs sont liés aux producteurs étrangers, au sens de l'article 771 4) B) ii), à moins que lesdits producteurs nationaux ne démontrent que leurs intérêts en cette qualité seraient lésés par une ordonnance imposant des droits antidumping.
- ii) **PRODUCTEURS QUI SONT EGALEMENT IMPORTATEURS.** - L'autorité administrante peut ne pas tenir compte de la position des producteurs nationaux d'un produit similaire d'origine nationale qui sont importateurs de la marchandise visée.

C) **REGLE PARTICULIERE APPLICABLE AUX BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES.** - Si la requête allègue que la branche de production est une branche de production régionale, l'autorité administrante détermine si la requête a été déposée par ou au nom de la branche de production en appliquant les dispositions de l'alinéa A) par référence à la production de la région.

D) **SONDAGES AUPRES DE LA BRANCHE DE PRODUCTION.** - Si la requête n'établit pas le soutien des producteurs ou travailleurs nationaux représentant plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire d'origine nationale, l'autorité administrante -

- i) sonde l'opinion de la branche de production ou s'appuie sur d'autres renseignements en vue de déterminer s'il existe un soutien en faveur de la requête ainsi qu'il est prescrit par l'alinéa A), ou
- ii) dans le cas où la branche de production comprend un grand nombre de producteurs, peut déterminer le degré de soutien de la branche de production en faveur de la requête en utilisant des techniques d'échantillonnage valables pour sonder l'opinion de la branche de production.

E) **OBSERVATIONS DES PARTIES INTERESSEES.** - Avant que l'autorité administrante ne se prononce sur l'ouverture d'une enquête, quiconque pourrait prétendre en vertu de l'article 771 9) à la qualité de partie intéressée si une enquête était ouverte a la faculté de présenter des observations ou des renseignements sur la question du soutien de la branche de production. Après que l'autorité administrante s'est prononcée sur l'ouverture d'une enquête, la détermination concernant le soutien de la branche de production n'est pas reconsidérée.

5) **DEFINITION DES PRODUCTEURS OU TRAVAILLEURS NATIONAUX.** - Aux fins du présent sous-article, le terme "producteurs ou travailleurs nationaux" s'entend des parties intéressées qui ont qualité pour déposer une requête en vertu du sous-article b) 1) A).

d) **NOTIFICATION DE LA DETERMINATION A LA COMMISSION.** - L'autorité administrante -

1) notifie immédiatement à la Commission toute détermination qu'elle établit en application du sous-article a) ou c), et

2) si la détermination est positive, communique à la Commission les renseignements dont elle peut disposer en ce qui concerne la question à l'examen suivant les procédures que l'autorité administrante et la Commission pourront arrêter en vue d'éviter la divulgation, sauf avec le consentement de l'informateur ou en vertu d'une ordonnance conservatoire, de tout renseignement que l'autorité administrante aura traité comme confidentiel.

e) **RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX CIRCONSTANCES CRITIQUES.** - Si, à un moment quelconque après l'ouverture d'une enquête dans le cadre du présent sous-titre, l'autorité administrante constate qu'il y a des raisons plausibles de soupçonner -

1) que la marchandise visée a déjà dans le passé fait l'objet de dumping aux Etats-Unis ou ailleurs, ou

2) que la personne qui, ou pour le compte de qui, la marchandise a été importée savait, ou aurait dû savoir, que l'exportateur vendait la marchandise à un prix inférieur à sa juste valeur,

L'autorité administrante peut demander au Directeur général des douanes de rassembler avec diligence des renseignements sur les déclarations en douane de la marchandise visée. Au reçu d'une telle demande, le Directeur général des douanes recueille des renseignements sur le volume et la valeur des lots de la marchandise visée qui ont été déclarés en douane et les transmet à l'autorité administrante aux dates que celle-ci lui aura prescrites (au moins tous les 30 jours), jusqu'à l'établissement d'une détermination finale en application de l'article 735 a), la clôture de l'enquête ou le retrait de sa demande par l'autorité administrante.

(19. U.S.C. 1673a)

### **ARTICLE 733. DETERMINATIONS PRELIMINAIRES.**

a) **DETERMINATION PAR LA COMMISSION DE L'EXISTENCE D'UNE INDICATION RAISONNABLE DE DOMMAGE.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Sauf en cas de rejet d'une requête par l'autorité administrante en vertu de l'article 732 c) 3), la Commission, dans le délai spécifié au paragraphe 2), détermine, sur la base des renseignements dont elle dispose au moment de la détermination, s'il y a une indication raisonnable -

A) qu'une branche de production aux Etats-Unis -

i) subit un dommage important, ou

ii) est menacée d'un dommage important, ou

B) que la création d'une branche de production aux Etats-Unis subit un retard important,

du fait d'importations de la marchandise visée et que ces importations ne sont pas négligeables. Si la Commission constate que les importations de la marchandise visée sont négligeables ou que, par ailleurs, elle établisse une détermination négative en application du présent paragraphe, l'enquête est close.

2) DELAI D'ETABLISSEMENT DE LA DETERMINATION DE LA COMMISSION. - La Commission établit la détermination exposée au paragraphe 1) -

A) dans le cas d'une requête déposée en vertu de l'article 732 b) -

- i) dans les 45 jours suivant la date du dépôt de la requête, ou
- ii) si le délai a été prorogé en vertu de l'article 732 c) 1) B), dans les 25 jours suivant la date à laquelle la Commission aura reçu de l'autorité administrante avis de l'ouverture d'une enquête en application dudit article, et

B) dans le cas d'une enquête ouverte en application de l'article 732 a), dans les 45 jours suivant la date à laquelle la Commission aura reçu de l'autorité administrante avis de l'ouverture d'une enquête en application dudit article.

b) DETERMINATION PRELIMINAIRE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE. -

1) DUREE DES ENQUETES EN MATIERE DE DROITS ANTIDUMPING. -

A) REGLE GENERALE. - Sauf dans le cas prévu à l'alinéa B), l'autorité administrante établit, dans les 140 jours suivant la date à laquelle elle aura ouvert une enquête en vertu de l'article 732 c) ou de l'article 732 a), mais non avant que la Commission n'ait arrêté une détermination positive au titre du sous-article a) du présent article, arrête une détermination, fondée sur les renseignements dont elle dispose au moment de la détermination, sur le point de savoir s'il existe des raisons plausibles de croire ou de soupçonner que la marchandise est vendue, ou va probablement être vendue, à un prix inférieur à sa juste valeur.

B) CAS DE CERTAINES MARCHANDISES A COURTE DUREE DE VIE. - Si une requête déposée en vertu de l'article 732 b) ou une enquête ouverte en vertu de l'article 732 a) porte sur une marchandise à courte durée de vie entrant dans une catégorie de produits établie en vertu de l'article 739 a), l'alinéa A) s'applique -

- i) moyennant le remplacement de "140 jours" par "100 jours" si les fabricants qui sont des contrevenants pour la deuxième fois représentent une proportion importante de la marchandise visée par l'enquête, et
- ii) moyennant le remplacement de "140 jours" par "80 jours" si les fabricants qui sont des contrevenants pour la énième fois représentent une proportion importante de la marchandise visée par l'enquête.

C) DEFINITION DES CONTREVENANTS. - Aux fins de l'alinéa B) -

- i) le terme "contrevenant pour la deuxième fois" s'entend d'un fabricant qui est désigné dans deux déterminations positives de dumping (au sens de l'article 739) comme celui qui a fabriqué la marchandise à courte durée de vie -
  - I) qui est spécifiée dans les deux déterminations, et
  - II) qui entre dans la catégorie de produits mentionnée à l'alinéa B),
- ii) le terme "contrevenant pour la énième fois" s'entend d'un fabricant qui est désigné dans au moins trois déterminations positives de dumping (au sens de l'article 739) comme celui qui a fabriqué la marchandise à courte durée de vie -
  - I) qui est spécifiée dans chacune desdites déterminations, et
  - II) qui entre dans la catégorie de produits mentionnée à l'alinéa B).

2) DETERMINATION PRELIMINAIRE EN VERTU D'UNE RENONCIATION A LA VERIFICATION. - Dans les 75 jours suivant l'ouverture d'une enquête, l'autorité administrante s'assure qu'un fonctionnaire désigné à cet effet examine les renseignements concernant l'affaire qui auront été reçus au cours des 60 premiers jours de l'enquête et, s'il apparaît qu'il y a suffisamment de renseignements disponibles pour servir raisonnablement de base à la détermination préliminaire, révèle au requérant et à toute partie intéressée, alors partie à la procédure qui en demande la divulgation, tous les renseignements non confidentiels disponibles et tous les autres renseignements qui sont divulgués en vertu de l'article 777. Dans les trois jours ouvrables (non compris les samedis, dimanches ou jours fériés) suivant cette divulgation, le requérant et chaque partie qui est une partie intéressée au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9) à laquelle ladite divulgation a été faite peuvent fournir à l'autorité administrante une renonciation écrite irrévocable à la vérification des renseignements reçus par l'autorité, accompagnée de leur accord pour l'établissement d'une détermination préliminaire fondée sur le dossier alors à la disposition de l'autorité. Si une renonciation et un accord présentés en temps utile ont été reçus du requérant et de chaque partie intéressée, au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9), à laquelle la divulgation a été faite, et que l'autorité constate qu'il y a alors suffisamment de renseignements disponibles pour pouvoir raisonnablement servir de base à la détermination préliminaire, une détermination préliminaire est établie dans les 90 jours suivant l'ouverture de l'enquête, sur la base du dossier constitué au cours des 60 premiers jours suivant l'ouverture de l'enquête.

3) MARGE DE DUMPING *DE MINIMIS*. - Pour établir une détermination en application du présent sous-article, l'autorité administrante ne tient compte d'aucune marge moyenne pondérée de dumping qui est *de minimis*. Aux fins de la phrase précédente, une marge moyenne pondérée de dumping est *de minimis* si l'autorité administrante détermine qu'elle est inférieure à 2 pour cent ad valorem au taux spécifique équivalent pour la marchandise visée.

c) PROROGATION DU DELAI DANS LES AFFAIRES D'UNE COMPLEXITE EXCEPTIONNELLE. -

1) REGLE GENERALE. -

A) Si le requérant présente en temps utile une demande de prorogation du délai dans lequel la détermination doit être établie en vertu du sous-article b) 1), ou

- B) si l'autorité administrante conclut que les parties concernées coopèrent et détermine -
- i) que l'affaire est d'une complexité exceptionnelle en raison -
    - I) du nombre et de la complexité des transactions à examiner ou des ajustements à envisager,
    - II) de la nouveauté des questions soulevées, ou
    - III) du nombre des entreprises dont il faut examiner les activités, et
  - ii) qu'un délai supplémentaire est nécessaire pour établir la détermination préliminaire,

l'autorité administrante peut différer l'établissement de sa détermination préliminaire au titre du sous-article b) 1) au plus tard jusqu'au 190<sup>ème</sup> jour suivant la date à laquelle elle aura ouvert une enquête en application de l'article 732 c) ou de l'article 732 a). La date de la détermination ne peut être reportée en application du présent paragraphe, dans toute enquête dans laquelle s'applique une date de détermination prévue au sous-article b) 1) B), que si le requérant avise par écrit l'autorité administrante qu'il consent à ce report.

2) AVIS DE REPORT. - L'autorité administrante notifie aux parties à l'enquête, au plus tard 20 jours avant la date à laquelle sa détermination préliminaire au titre du sous-article b) 1) serait normalement prescrite, son intention de la reporter en vertu du paragraphe 1). La notification comprend un exposé des raisons du report, et il est publié un avis du report au Federal Register.

d) EFFET DE LA DETERMINATION DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE. - Si sa détermination préliminaire au titre du sous-article b) est positive, l'autorité administrante -

- 1) A) détermine -
  - i) une marge moyenne pondérée de dumping estimée pour chaque exportateur et producteur individuellement soumis à l'enquête, et
  - ii) conformément aux dispositions de l'article 735 c) 5), un taux résiduel global estimé pour tous les exportateurs et producteurs qui n'ont pas été individuellement soumis à enquête, et

B) ordonne le versement d'un dépôt en espèces, d'une caution ou d'une autre garantie, selon ce qu'elle juge approprié, sur chaque lot déclaré en douane de la marchandise visée, dont le montant est calculé d'après la marge moyenne pondérée de dumping estimée ou le taux résiduel global estimé, selon le cas,

2) ordonne la suspension de la liquidation en douane sur tous les lots de la marchandise visée par la détermination qui auront été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à partir de -

A) la date de publication au Federal Register, de l'avis de la détermination, ou

B) si elle est plus éloignée, la date postérieure de 60 jours à celle de la publication au Federal Register de l'avis de la détermination portant ouverture de l'enquête, et

3) met à la disposition de la Commission tous les renseignements sur lesquels sa détermination se sera fondée et que la Commission juge pertinents pour sa détermination de l'existence d'un dommage, suivant les procédures que l'autorité administrante et la Commission pourront arrêter en vue d'éviter la divulgation, sauf avec le consentement de l'informateur ou en vertu d'une ordonnance conservatoire, de tout renseignement que l'autorité administrante aura traité comme confidentiel.

Les instructions données par l'autorité administrante en vertu des paragraphes 1) et 2) ne peuvent pas demeurer applicables plus de quatre mois; toutefois, à la demande d'exportateurs représentant une proportion notable des exportations de la marchandise visée, l'autorité administrante peut proroger ce délai de quatre mois jusqu'à un maximum de six mois.

e) DETERMINATIONS DE L'EXISTENCE DE CIRCONSTANCES CRITIQUES. -

1) REGLE GENERALE. - Si un requérant allègue l'existence de circonstances critiques dans sa requête initiale ou par une modification apportée à cette requête, plus de 20 jours avant la date à laquelle elle doit arrêter une détermination finale, l'autorité administrante détermine dans les moindres délais (après l'ouverture de l'enquête menée dans le cadre du présent sous-titre), en se fondant sur les renseignements dont elle dispose alors, s'il y a des raisons plausibles de croire ou de soupçonner -

- A) i) qu'il y a déjà eu dans le passé des cas de dumping et de dommage important causé par des importations de la marchandise visée faisant l'objet d'un dumping aux Etats-Unis ou ailleurs, ou
- ii) que la personne par qui, ou pour le compte de qui, la marchandise a été importée savait, ou aurait dû savoir, que l'exportateur vendait ladite marchandise à un prix inférieur à sa juste valeur et qu'il serait probablement causé un dommage important du fait de ces ventes, et

B) qu'il a été effectué des importations massives de la marchandise visée sur une période relativement brève.

L'autorité administrante est réputée avoir établi une détermination positive en application de l'alinéa A) dans toute enquête où il est fait application des dispositions du sous-article b) 1) B).

2) SUSPENSION DE LA LIQUIDATION. - Si la détermination établie par l'autorité administrante en vertu du paragraphe 1) est positive, toute suspension de la liquidation ordonnée en vertu du sous-article d) 2) s'applique, ou, si l'avis de cette suspension de la liquidation a déjà été publié, est modifiée pour s'appliquer aux lots de marchandise en attente de liquidation qui auront été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de -

A) la date qui précède de 90 jours celle à laquelle la suspension de la liquidation avait été ordonnée pour la première fois, ou

B) si elle est postérieure, la date de publication au Federal Register de l'avis de la détermination portant ouverture de l'enquête.

f) AVIS DE LA DETERMINATION. - Lorsque la Commission ou l'autorité administrante établit une détermination en application du présent article, l'une ou l'autre, selon le cas, la notifie au requérant et aux autres parties à l'enquête, ainsi qu'à la Commission ou à l'autorité administrante (selon le cas). L'autorité administrante indique dans cette notification les faits et les conclusions sur lesquels sa détermination se fonde. Au plus tard cinq jours après la date à laquelle sa détermination doit être établie

en vertu du sous-article a) 2), la Commission transmet à l'autorité administrante les faits et conclusions sur lesquels cette détermination repose.

(19 U.S.C. 1673b)

**ARTICLE 734. CLOTURE OU SUSPENSION D'UNE ENQUETE.**

a) CLOTURE D'UNE ENQUETE SUR RETRAIT DE LA REQUETE. -

1) REGLE GENERALE. -

A) RETRAIT DE LA REQUETE. - Sous réserve des dispositions des paragraphes 2) et 3), une enquête menée dans le cadre du présent sous-titre peut, après avis donné à toutes les parties à l'enquête, être close par l'autorité administrante ou la Commission, sur retrait de la requête par le requérant, ou par l'autorité administrante si l'enquête a été ouverte en vertu de l'article 732 a).

B) DEPOT D'UNE NOUVELLE REQUETE. - Si, dans les trois mois suivant le retrait d'une requête dans les conditions prévues à l'alinéa A), il est déposé une nouvelle requête aux fins de l'imposition de droits tant sur la marchandise visée dans la requête retirée que sur la même marchandise en provenance d'un autre pays, l'autorité administrante et la Commission peuvent utiliser dans l'enquête ouverte suite à la nouvelle requête tout dossier constitué dans une enquête menée suite à la requête retirée. Le présent alinéa ne s'applique qu'en ce qui concerne le premier retrait d'une requête.

2) REGLES PARTICULIERES POUR LES ACCORDS SUR DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES. -

A) REGLE GENERALE. - Sous réserve des dispositions des alinéas B) et C), l'autorité administrante ne peut pas clore une enquête en vertu du paragraphe 1) en acceptant un accord ou autre type de convention prévoyant la limitation du volume des importations aux Etats-Unis de la marchandise visée, à moins d'être convaincue que la clôture de l'enquête sur la base de cet accord est conforme à l'intérêt général.

B) CONSIDERATIONS D'INTERET GENERAL. - Pour prendre une décision en application de l'alinéa A) quant à l'intérêt général, l'autorité administrante tient compte -

- i) de la question de savoir si, d'après son incidence relative sur les prix à la consommation et sur les approvisionnements disponibles de la marchandise, l'accord aurait une incidence défavorable plus grande sur les consommateurs américains que l'imposition de droits antidumping;
- ii) de son incidence relative sur les intérêts économiques internationaux des Etats-Unis; et
- iii) de son incidence relative sur la compétitivité de la branche de production nationale de la marchandise similaire, y compris toute incidence éventuelle sur l'emploi et l'investissement dans cette branche de production.

C) CONSULTATIONS PREALABLES. - Avant de prendre une décision en application de l'alinéa A) quant à l'intérêt général, l'autorité administrante procède, dans la mesure où c'est réalisable, à des consultations avec -

- i) les branches de production consommatrices qui pourraient être touchées; et
  - ii) les producteurs et travailleurs de la branche de production nationale de la marchandise similaire qui pourraient être touchés, y compris les producteurs et travailleurs qui ne sont pas parties à l'enquête.
- 3) **RESTRICTION A LA CLOTURE D'UNE ENQUETE PAR LA COMMISSION.** - La Commission ne peut pas clore une enquête en vertu du paragraphe 1) avant qu'une détermination préliminaire n'ait été établie par l'autorité administrante en application de l'article 733 b).
- b) **ACCORDS PREVOYANT L'ELIMINATION COMPLETE DES VENTES A UN PRIX INFERIEUR A LA JUSTE VALEUR OU LA CESSATION DES EXPORTATIONS DE LA MARCHANDISE.** - L'autorité administrante peut suspendre une enquête si les exportateurs de la marchandise visée qui représentent l'essentiel des importations de cette marchandise sont d'accord -
  - 1) pour cesser d'exporter ladite marchandise aux Etats-Unis dans les six mois suivant la date à laquelle l'enquête aura été suspendue, ou
  - 2) pour réviser leurs prix en vue d'éliminer complètement tout montant dont la valeur normale de la marchandise qui fait l'objet de l'accord dépasse son prix à l'exportation (ou son prix à l'exportation construit).
- c) **ACCORDS ELIMINANT L'EFFET DOMMAGEABLE.** -
  - 1) **REGLE GENERALE.** - Si l'autorité administrante détermine que des circonstances exceptionnelles se présentent dans une affaire, elle peut suspendre une enquête en acceptant un accord prévoyant la révision des prix des exportateurs de la marchandise visée qui représentent l'essentiel des importations de ladite marchandise aux Etats-Unis, si cet accord va éliminer complètement l'effet dommageable des exportations de ladite marchandise aux Etats-Unis et -
    - A) que l'empêchement des hausses ou la sous-cotation des niveaux de prix des produits d'origine nationale sous l'effet des importations de cette marchandise s'en trouvent évités, et
    - B) que, sur chaque lot déclaré de marchandise de chaque exportateur, le montant dont la valeur normale estimée dépasse le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) n'excède pas 15 pour cent du montant moyen pondéré dont la valeur normale estimée dépassait le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) pour tous les lots de la marchandise déclarés en douane par l'exportateur à un prix inférieur à leur juste valeur qui ont été examinés au cours de l'enquête.
  - 2) **DEFINITION DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES.** -
    - A) **CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES.** - Aux fins du présent sous-article, le terme "circonstances exceptionnelles" s'entend de circonstances où -
      - i) la suspension d'une enquête sera plus bénéfique pour la branche de production nationale que la poursuite de l'enquête, et
      - ii) l'enquête est complexe.



- B) COMPLEXE. - Aux fins du présent paragraphe, le terme "complexe" signifie -
- i) qu'il y a un grand nombre de transactions à examiner ou d'ajustements à envisager,
  - ii) que les questions soulevées sont neuves, ou
  - iii) que le nombre des entreprises en cause est élevé.
- d) REGLES ET CONDITIONS ADDITIONNELLES. - L'autorité administrante ne peut accepter d'accord en vertu du sous-article b) ou c) que si -
- 1) elle est convaincue que la suspension de l'enquête est conforme à l'intérêt général, et
  - 2) une surveillance effective de l'exécution de l'accord de la part des Etats-Unis est réalisable.
- Lorsque c'est réalisable, l'autorité administrante communique aux exportateurs qui auraient été soumis à l'accord les raisons pour lesquelles elle ne l'a pas accepté et, dans la mesure du possible, leur ménage la possibilité de formuler des observations à ce sujet.
- e) PROCEDURE DE SUSPENSION D'UNE ENQUETE. - Avant qu'une enquête ne puisse être suspendue en vertu du sous-article b) ou c), l'autorité administrante doit -
- 1) notifier au requérant son intention de suspendre l'enquête et tenir des consultations avec lui à ce sujet, et la notifier aux autres parties à l'enquête et à la Commission, 30 jours au moins avant la date à laquelle elle la suspend,
  - 2) communiquer copie du projet d'accord au requérant au moment de la notification, en expliquant en outre comment l'accord sera mis en oeuvre et son exécution assurée et comment il satisfera aux prescriptions des sous-articles b) et d) ou c) et d), et
  - 3) ménager à toutes les parties intéressées au sens de l'article 771 9) la possibilité de présenter des observations et des renseignements à verser au dossier avant la date de publication de l'avis de suspension de l'enquête en application du sous-article f) 1) A).
- f) EFFETS DE LA SUSPENSION D'UNE ENQUETE. -
- 1) REGLE GENERALE. - Si l'autorité administrante décide de suspendre une enquête lorsqu'elle accepte un accord défini au sous-article b) ou c) -
- A) elle suspend l'enquête, en publie avis et arrête en vertu de l'article 733 b) une détermination préliminaire positive en ce qui concerne la marchandise visée, à moins qu'elle n'ait déjà arrêté une telle détermination dans la même enquête,
  - B) la Commission suspend toute enquête qu'elle mènerait en ce qui concerne ladite marchandise, et
  - C) la suspension de l'enquête prend effet au jour de la publication de l'avis l'annonçant.
- 2) LIQUIDATION EN DOUANE. -

A) CESSATION DES EXPORTATIONS; ELIMINATION COMPLETE DE LA MARGE DE DUMPING. - Si l'accord accepté par l'autorité administrante est un accord défini au sous-article b) -

- i) nonobstant la détermination préliminaire positive prescrite au paragraphe 1) A), il n'est pas procédé à la suspension prévue à l'article 733 d) 2) de la liquidation en douane sur la marchandise visée,
- ii) si la liquidation en douane a été suspendue sur cette marchandise en vertu d'une détermination préliminaire positive antérieure établie dans la même affaire au sujet de ladite marchandise, cette suspension de la liquidation prend fin, et
- iii) l'autorité administrante restitue tout dépôt en espèces et libère toute caution ou autre garantie versés, en application de l'article 733 d) 1) B).

B) AUTRES ACCORDS. - Si l'accord accepté par l'autorité administrante est un accord défini au sous-article c), la liquidation en douane est suspendue en vertu de l'article 733 d) 2) sur la marchandise visée, ou, si ladite liquidation a été suspendue en vertu d'une détermination préliminaire positive antérieure dans la même affaire, cette suspension de la liquidation demeure effective, sous réserve des dispositions du sous-article h) 3), mais la garantie prescrite par l'article 733 d) 1) B) peut être ajustée pour tenir compte de l'effet de l'accord.

3) CAS OU L'ENQUETE EST POURSUIVIE. - Si, en vertu du sous-article g), l'autorité administrante et la Commission poursuivent une enquête au cours de laquelle un accord a été accepté au titre du sous-article b) ou c) -

A) si la détermination finale de l'autorité administrante ou de la Commission au titre de l'article 735 est négative, l'accord est nul et de nul effet et l'enquête est close, ou

B) si les déterminations finales de l'autorité administrante et de la Commission au titre de cet article sont positives, l'accord demeure en vigueur, et l'autorité administrante n'arrête pas d'ordonnance imposant des droits antidumping dans l'affaire aussi longtemps -

- i) que l'accord demeure en vigueur,
- ii) que l'accord continue de satisfaire aux prescriptions des sous-articles b) et d), ou c) et d), et
- iii) que les parties à l'accord exécutent en ce qui les concerne les obligations qui en découlent conformément à ses dispositions.

g) POURSUITE D'UNE ENQUETE SUR DEMANDE. - Si, dans les 20 jours suivant la date de publication de l'avis de suspension d'une enquête, l'autorité administrante reçoit une demande de poursuite de l'enquête émanant -

1) d'un ou plusieurs exportateurs représentant une proportion notable des exportations aux Etats-Unis de la marchandise visée, ou

2) d'une partie intéressée au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9) qui est partie à l'enquête,

l'autorité administrante et la Commission poursuivent l'enquête.

h) REEXAMEN DE LA SUSPENSION. -

1) REGLE GENERALE. - Dans les 20 jours suivant la suspension d'une enquête en vertu du sous-article c), une partie intéressée au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9) qui est partie à l'enquête peut, par une requête déposée auprès de la Commission et moyennant avis à l'autorité administrante, demander le réexamen de la suspension.

2) ENQUETE DE LA COMMISSION. - Au reçu d'une requête en réexamen présentée en vertu du paragraphe 1), la Commission détermine, dans les 75 jours suivant la date du dépôt de la requête entre ses mains, si l'effet dommageable des importations de la marchandise visée est complètement éliminé par l'accord. Si la détermination de la Commission au titre du présent sous-article est négative, l'enquête reprend à la date de publication de l'avis de ladite détermination, comme si la détermination préliminaire positive au titre de l'article 733 b) avait été établie à cette date.

3) MAINTIEN DE LA SUSPENSION DE LA LIQUIDATION PENDANT LA DUREE DU REEXAMEN. - La suspension de la liquidation des déclarations en douane de la marchandise visée prend fin à l'expiration du délai de 20 jours suivant la date de publication au Federal Register de l'avis de suspension de l'enquête, ou, si une requête en réexamen de la suspension a été déposée en vertu du paragraphe 1) et qu'elle ait abouti à une détermination positive de la Commission en application du paragraphe 2), la date de publication de l'avis de la détermination positive de la Commission. Si la détermination de la Commission au titre du paragraphe 2) est positive, l'autorité administrante -

A) met fin à la suspension de la liquidation décidée en vertu de l'article 733 d) 2), et

B) libère toute caution ou autre garantie et restitue tout dépôt en espèces versés en application de l'article 733 d) 1) B).

i) VIOLATION D'UN ACCORD. -

1) REGLE GENERALE. - Si elle détermine qu'un accord accepté en vertu du sous-article b) ou c) est, ou a été, violé ou ne satisfait plus aux prescriptions dudit sous-article (autres que celles du sous-article c) 1) visant l'élimination du dommage) et du sous-article d), l'autorité administrante, à la date de publication de sa détermination -

A) suspend la liquidation en vertu de l'article 733 d) 2) pour toutes les déclarations de la marchandise en attente de liquidation faites à compter de -

i) la date précédant de 90 jours celle de la publication de l'avis de suspension de la liquidation ou,

ii) si elle est postérieure, la date à laquelle la marchandise dont la vente ou l'exportation aux Etats-Unis aura été effectuée en violation de l'accord, ou en exécution d'un accord qui ne satisfait plus aux prescriptions des sous-articles b) et d) ou c) et d), a été pour la première fois entrée ou retirée d'entrepôt pour mise à la consommation,

B) si l'enquête n'a pas été menée à terme, la reprend comme si sa détermination préliminaire positive avait été établie à la même date que sa détermination au titre du présent paragraphe,

C) si l'enquête a été menée à terme en application du sous-article g), arrête en vertu de l'article 736 a) une ordonnance imposant des droits antidumping qui s'applique aux lots de la marchandise sur lesquels la liquidation en douane avait été suspendue,

D) si elle considère que la violation est intentionnelle, saisit le Directeur général des douanes, qui prend les mesures appropriées en vertu du paragraphe 2), et

E) notifie au requérant, aux parties intéressées qui sont ou étaient parties à l'enquête et à la Commission les mesures qu'elle a prises en application du présent paragraphe.

2) **SANCTION DE LA VIOLATION INTENTIONNELLE PAR UNE PENALITE CIVILE.** - Quiconque viole délibérément un accord accepté par l'autorité administrante en vertu du sous-article b) ou c) est passible d'une pénalité civile fixée au même montant, de la même manière et suivant la même procédure que l'amende infligée pour infraction frauduleuse aux dispositions de l'article 592 a) de la présente loi.

j) **NON-INTERVENTION D'UN ACCORD DANS LA DETERMINATION.** - Pour une détermination finale à établir au titre de l'article 735 ou un réexamen mené au titre de l'article 751, dans une affaire où l'autorité administrante a mis fin à la suspension d'une enquête en vertu du sous-article i) 1) ou a poursuivi une enquête en vertu du sous-article g), la Commission et l'autorité administrante prennent en considération la totalité des lots de la marchandise visée, sans avoir égard à l'effet d'aucun accord conclu en vertu du sous-article b) ou c).

k) **CLOTURE D'UNE ENQUETE OUVERTE PAR L'AUTORITE ADMINISTRANTE.** - L'autorité administrante peut clore toute enquête qu'elle aura ouverte en vertu de l'article 732 a) après en avoir avisé toutes les parties à l'enquête.

l) **REGLE PARTICULIERE POUR LES PAYS A ECONOMIE AUTRE QUE DE MARCHE.** -

1) **PRINCIPE.** - L'autorité administrante ne peut suspendre une enquête menée dans le cadre du présent sous-titre en acceptant un accord avec un pays à économie autre que de marché en vue de restreindre le volume des importations aux Etats-Unis de la marchandise visée par l'enquête qu'à condition de déterminer que cet accord -

A) satisfait aux prescriptions du sous-article d), et

B) évitera l'empêchement des hausses ou la sous-cotation des niveaux de prix des produits d'origine nationale sous l'effet des importations de la marchandise visée par l'enquête.

2) **INEFFICACITE D'UN ACCORD.** - Si l'autorité administrante détermine qu'un accord accepté en application du présent sous-article n'évite plus l'empêchement des hausses ou la sous-cotation des prix intérieurs de la marchandise fabriquée aux Etats-Unis, les dispositions du sous-article i) s'appliquent.

m) **REGLE PARTICULIERE APPLICABLE AUX ENQUETES CONCERNANT DES BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES.** -

1) **ACCORDS DE SUSPENSION.** - Si la Commission établit une détermination concernant une branche de production régionale en vertu de l'article 771 4) C), l'autorité administrante offre aux exportateurs de la marchandise visée qui représentent l'essentiel des exportations de ladite marchandise en vue de la vente dans la région considérée la possibilité de conclure un accord au sens du sous-article b), c) ou l).

2) **PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACCORDS DE SUSPENSION.** - Tout accord prévu au paragraphe 1) est soumis à toutes les prescriptions applicables en vertu du présent article aux autres accords prévus au sous-article b), c) ou l); toutefois, si la Commission établit une détermination relative

à une branche de production régionale dans les conditions énoncées au paragraphe 1) dans le cadre de sa détermination positive finale au titre de l'article 735 b), mais ne l'a pas fait dans le cadre de sa détermination positive préliminaire au titre de l'article 733 a), tout accord visé au paragraphe 1) peut être accepté dans les 60 jours suivant la publication de l'ordonnance imposant des droits antidumping arrêtée en application de l'article 736.

3) **EFFET D'UN ACCORD DE SUSPENSION SUR L'ORDONNANCE IMPOSANT DES DROITS ANTIDUMPING.** - Si un accord visé au paragraphe 1) est accepté postérieurement à la publication de l'ordonnance imposant des droits antidumping, l'autorité administrante abroge l'ordonnance, restitue tout dépôt en espèces et libère toute caution ou autre garantie versés en application de l'article 733 d) 1) B) et donne instruction au Service des douanes de procéder à la liquidation sur les déclarations en douane de la marchandise visée faites durant la période où l'ordonnance était en vigueur sans avoir égard aux droits antidumping.

(19 U.S.C. 1673c)

#### **ARTICLE 735. DETERMINATIONS FINALES.**

a) **DETERMINATION FINALE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Dans les 75 jours suivant la date de sa détermination préliminaire au titre de l'article 733 b), l'autorité administrante établit une détermination finale sur le point de savoir si la marchandise visée est ou va probablement être vendue aux Etats-Unis à un prix inférieur à sa juste valeur.

2) **PROROGATION DU DELAI D'ETABLISSEMENT DE LA DETERMINATION.** - L'autorité administrante peut différer l'établissement de sa détermination finale en application du paragraphe 1) au plus tard jusqu'au 135ème jour suivant la date à laquelle elle aura publié avis de sa détermination préliminaire au titre de l'article 733 b) si la demande lui en est faite par écrit par -

A) les exportateurs représentant une proportion notable des exportations de la marchandise visée par l'enquête, dans une procédure où sa détermination préliminaire au titre de l'article 733 b) aura été positive, ou

B) le requérant, dans une procédure où sa détermination préliminaire au titre de l'article 733 b) aura été négative.

3) **DETERMINATIONS EN PRESENCE DE CIRCONSTANCES CRITIQUES.** - Si la détermination finale de l'autorité administrante est positive, ladite détermination, dans toute enquête où la présence de circonstances critiques a été alléguée dans le cadre de l'article 733 e), comprend aussi une constatation sur le point de savoir -

- A) i) s'il y a déjà eu dans le passé des cas de dumping et de dommage important causé par des importations de la marchandise visée faisant l'objet d'un dumping aux Etats-Unis ou ailleurs, ou
- ii) si la personne par qui, ou pour le compte de qui, la marchandise a été importée savait, ou aurait dû savoir, que l'exportateur vendait ladite marchandise à un prix inférieur à sa juste valeur et qu'il serait causé un dommage important du fait de ces ventes, et

B) s'il a été effectué des importations massives de la marchandise visée sur une période relativement brève.

Ces constatations pourront être positives même si la détermination préliminaire établie en application de l'article 733 e) 1) était négative.

4) **MARGE DE DUMPING DE MINIMIS.** - Pour établir une détermination en application du présent sous-article, l'autorité administrante ne tient compte d'aucune marge moyenne pondérée de dumping qui est *de minimis* au sens de l'article 733 b) 3).

b) **DETERMINATION FINALE DE LA COMMISSION.** -

1) **REGLE GENERALE.** - La Commission établit une détermination finale sur le point de savoir -

A) si une branche de production aux Etats-Unis -

i) subit un dommage important, ou

ii) est menacée d'un dommage important, ou

B) si la création d'une branche de production aux Etats-Unis subit un retard important,

du fait d'importations, ou de ventes (ou de la probabilité de ventes) en vue de l'importation, de la marchandise au sujet de laquelle l'autorité administrante a arrêté une détermination positive en application du sous-article a) 1). Si la Commission détermine que les importations de la marchandise visée sont négligeables, l'enquête est close.

2) **DELAÏ IMPARTI POUR LA DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE A LA SUITE D'UNE DETERMINATION PRELIMINAIRE POSITIVE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE.** - Si la détermination préliminaire de l'autorité administrante au titre de l'article 733 b) est positive, la Commission établit la détermination prescrite au paragraphe 1) avant -

A) le 120<sup>ème</sup> jour suivant celui où l'autorité administrante a établi sa détermination préliminaire positive en application de l'article 733 b), ou

B) s'il est plus éloigné, le 45<sup>ème</sup> jour suivant celui où l'autorité administrante aura établi sa détermination finale positive en application du sous-article a).

3) **DELAÏ IMPARTI POUR LA DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE A LA SUITE D'UNE DETERMINATION PRELIMINAIRE NEGATIVE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE.** - Si la détermination préliminaire de l'autorité administrante au titre de l'article 733 b) est négative et que sa détermination finale au titre du sous-article a) soit positive, la Commission arrête sa détermination finale en application du présent sous-article dans les 75 jours suivant la date de cette détermination finale positive.

4) **CONSTATATIONS ADDITIONNELLES.** -

A) **APPLICATION RETROACTIVE: CRITERE DE LA COMMISSION.** -

i) **REGLE GENERALE.** - Si la constatation de l'autorité administrante prévue au sous-article a) 3) est positive, la détermination finale de la Commission comprend aussi

une constatation sur le point de savoir si les importations visées par la détermination positive au titre du sous-article a) 3) vont probablement compromettre gravement l'effet correctif de l'ordonnance imposant des droits antidumping qui sera arrêtée en vertu de l'article 736.

ii) **FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION.** - Pour faire l'évaluation prévue au sous-alinéa i), la Commission prend en considération, entre autres facteurs qu'elle juge pertinents -

I) la répartition dans le temps et le volume des importations,

II) un accroissement rapide des stocks desdites importations, et

III) toutes autres circonstances indiquant que l'effet correctif de l'ordonnance imposant des droits antidumping va se trouver gravement compromis.

B) Si la détermination finale de la Commission conclut à l'absence de dommage important mais à l'existence d'une menace de dommage important, elle comprend aussi une constatation sur le point de savoir si, du fait des importations de la marchandise au sujet desquelles l'autorité administrante a arrêté une détermination positive en application du sous-article a), un dommage important aurait été constaté en l'absence de toute suspension de la liquidation en douane sur cette marchandise.

c) **EFFET DES DETERMINATIONS FINALES.** -

1) **EFFET D'UNE DETERMINATION POSITIVE DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE.** - Si la détermination de l'autorité administrante au titre du sous-article a) est positive -

A) l'autorité administrante met à la disposition de la Commission tous les renseignements sur lesquels cette détermination aura été fondée et que la Commission juge pertinents pour sa propre détermination, suivant les procédures que l'autorité administrante et la Commission pourront établir pour éviter la divulgation, sauf avec le consentement de l'informateur ou en vertu d'une ordonnance conservatoire, de tout renseignement que l'autorité administrante aura traité comme confidentiel,

B) i) l'autorité administrante détermine -

I) la marge moyenne pondérée de dumping estimée pour chaque exportateur et producteur individuellement soumis à l'enquête, et

II) conformément aux dispositions du paragraphe 5, le taux résiduel global estimé pour tous les exportateurs et producteurs qui n'ont pas été individuellement soumis à l'enquête, et

ii) ordonne, sur chaque lot déclaré en douane de la marchandise visée, le versement d'un dépôt en espèces, d'une caution ou d'une autre garantie, selon ce qu'elle juge approprié, dont le montant est fixé d'après la marge moyenne pondérée de dumping estimée ou le taux résiduel global estimé, selon le cas, et

C) dans les cas où sa détermination préliminaire au titre de l'article 733 b) était négative, l'autorité administrante ordonne la suspension de la liquidation en vertu de l'article 733 d) 2).

2) PRISE D'UNE ORDONNANCE; EFFET D'UNE DETERMINATION NEGATIVE. - Si les déterminations respectives de l'autorité administrante et de la Commission au titre des sous-articles a) 1) et b) 1) sont positives, l'autorité administrante arrête une ordonnance imposant des droits antidumping en vertu de l'article 736 a). Si l'une ou l'autre de ces déterminations est négative, l'enquête est close sur publication de l'avis de détermination négative, et l'autorité administrante -

A) met fin à la suspension de la liquidation ordonnée en vertu de l'article 703 d) 2), et

B) libère toute caution ou autre garantie et restitue tout dépôt en espèces exigés en vertu de l'article 733 d) 1) B).

3) EFFET DES DETERMINATIONS NEGATIVES ARRETEES AU TITRE DES SOUS-ARTICLES a) 3) ET b) 4) A). - Si la détermination de l'autorité administrante ou de la Commission au titre du sous-article a) 3) ou b) 4) A), respectivement, est négative, l'autorité administrante -

A) met fin à toute suspension rétroactive de la liquidation ordonnée en vertu du paragraphe 4 ou de l'article 733 e) 2), et

B) libère toute caution ou autre garantie et restitue tout dépôt en espèces exigés en vertu de l'article 733 d) 1) B) en ce qui concerne les lots de la marchandise sur lesquels la liquidation avait été suspendue rétroactivement en vertu de l'article 733 e) 2).

4) EFFET D'UNE DETERMINATION POSITIVE ARRETEE AU TITRE DU SOUS-ARTICLE a) 3). - Si la détermination de l'autorité administrante arrêtée en application du sous-article a) 3) est positive, l'autorité administrante -

A) dans les cas où ses déterminations préliminaires au titre des articles 733 b) et 733 e) 1) étaient toutes deux positives, maintient la suspension rétroactive de la liquidation et le versement d'un dépôt en espèces, d'une caution ou d'une autre garantie précédemment ordonnés en vertu de l'article 733 e) 2);

B) dans les cas où sa détermination préliminaire au titre de l'article 733 b) était positive, mais où sa détermination préliminaire au titre de l'article 733 e) 1) négative, modifie toute suspension de la liquidation et tout dépôt de garantie précédemment ordonnés en vertu de l'article 733 d) pour qu'ils s'appliquent aux lots de la marchandise en attente de liquidation qui avaient été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de la date précédant de 90 jours celle à laquelle la suspension de la liquidation a été ordonnée pour la première fois; ou

C) dans les cas où sa détermination préliminaire au titre de l'article 733 b) était négative, applique toute suspension de la liquidation et tout dépôt de garantie ordonnés en vertu du sous-article 735 c) 1) B) aux lots de la marchandise en attente de liquidation qui avaient été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de la date précédant de 90 jours celle à laquelle la suspension de la liquidation a été ordonnée pour la première fois.

5) METHODE DE DETERMINATION DU TAUX RESIDUEL GLOBAL ESTIME. -

A) REGLE GENERALE. - Aux fins du présent sous-article et de l'article 733 d), le taux résiduel global estimé est un montant égal à la moyenne pondérée des marges moyennes pondérées de dumping estimées établies pour les exportateurs et producteurs soumis individuellement à l'enquête, à l'exclusion de toutes marges nulles ou *de minimis* et de toutes marges entièrement déterminées par application de l'article 776.



B) **EXCEPTION.** - Si les marges moyennes pondérées de dumping estimées établies pour tous les exportateurs et producteurs soumis individuellement à l'enquête sont nulles ou *de minimis*, ou sont entièrement déterminées par application de l'article 776, l'autorité administrante peut recourir à toute méthode raisonnable pour établir le taux résiduel global estimé applicable aux exportateurs et producteurs qui n'ont pas été soumis individuellement à l'enquête, y compris le calcul de la moyenne des marges moyennes pondérées de dumping estimées déterminées pour les exportateurs et producteurs soumis individuellement à l'enquête.

d) **PUBLICATION D'AVIS DES DETERMINATIONS.** - Lorsque l'autorité administrante ou la Commission établit une détermination en vertu du présent article, elle la notifie aux requérants, aux autres parties à l'enquête et à l'autre autorité, ainsi que les faits et les conclusions de droit sur lesquels elle l'aura fondée, et en publie avis au Federal Register.

e) **CORRECTION DES ERREURS MATERIELLES.** - L'autorité administrante établit des procédures à l'effet de corriger les erreurs matérielles qui peuvent se glisser dans les déterminations finales dans un délai raisonnable après que celles-ci ont été arrêtées en vertu du présent article. Ces procédures ménagent aux parties intéressées la possibilité de présenter leurs vues au sujet de toute erreur de cette nature. Au sens du présent sous-article, le terme "erreur matérielle" recouvre les erreurs d'addition, de soustraction ou autres erreurs arithmétiques, les erreurs résultant d'une transcription, reproduction et ainsi de suite inexactes, ainsi que tout autre type d'erreur non intentionnelle que l'autorité administrante considère comme une erreur matérielle.

(19 U.S.C. 1673d)

#### **ARTICLE 736. PERCEPTION DE DROITS.**

a) **PUBLICATION D'UNE ORDONNANCE INSTITUANT UN DROIT ANTIDUMPING.** - Dans les sept jours suivant celui où la Commission lui aura notifié une détermination positive au titre de l'article 735 b), l'autorité administrante publie une ordonnance imposant un droit antidumping, qui -

1) donne instruction aux fonctionnaires des douanes de percevoir un droit antidumping, égal au montant dont la valeur normale de la marchandise dépasse son prix à l'exportation (ou son prix à l'exportation construit), dans les six mois suivant la date à laquelle l'autorité administrante aura reçu des renseignements convaincants sur la base desquels il pourra être fixé, mais en aucun cas plus de -

A) 12 mois après la fin de l'exercice comptable annuel du fabricant ou de l'exportateur au cours duquel la marchandise aura été entrée ou retirée d'entrepôt pour mise à la consommation, ou

B) dans le cas d'une marchandise qui n'aura pas été vendue avant son importation aux Etats-Unis, 12 mois après la fin de l'exercice comptable annuel du fabricant ou de l'exportateur au cours duquel elle aura été vendue aux Etats-Unis à une personne autre que l'exportateur,

2) comprend une description, aussi détaillée que l'autorité administrante le jugera nécessaire, de la marchandise visée, et

3) prescrit le dépôt simultané des droits antidumping estimés à percevoir sur cette marchandise dans l'attente de la liquidation en douane et des droits de douane estimés normalement applicables à ladite marchandise.

b) IMPOSITION D'UN DROIT. -

1) REGLE GENERALE. - Si la Commission, dans sa détermination finale au titre de l'article 735 b), conclut à l'existence d'un dommage important ou d'une menace de dommage important qui, sans la suspension de la liquidation ordonnée en vertu l'article 733 d) 2), aurait conduit à une constatation de l'existence d'un dommage important, les lots de la marchandise visée sur lesquels la liquidation en douane a été suspendue en vertu de l'article 733 d) 2) sont soumis à l'imposition de droits antidumping en application de l'article 731.

2) REGLE PARTICULIERE. - Si la Commission, dans sa détermination finale au titre de l'article 735 b), conclut à l'existence d'une menace de dommage important, autre que la menace de dommage important visée au paragraphe 1), ou à un retard important dans la création d'une branche de production aux Etats-Unis, les lots de la marchandise visée entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à partir de la date de publication de l'avis d'une détermination positive de la Commission au titre de l'article 735 b) sont soumis à l'imposition de droits antidumping en vertu de l'article 731, et l'autorité administrante libère toute caution ou autre garantie et restitue tout dépôt en espèces versés en garantie du paiement des droits antidumping sur les lots de la marchandise entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation avant cette date.

c) VERSEMENT D'UNE GARANTIE AU LIEU DU DROIT ESTIME DANS L'ATTENTE D'UNE DETERMINATION RAPIDE DU DROIT. -

1) CONDITIONS D'UNE DEROGATION AU DEPOT DU MONTANT ESTIME DES DROITS. - L'autorité administrante peut autoriser, pour un maximum de 90 jours après la date de publication d'une ordonnance arrêtée en vertu du sous-article a), le versement d'une caution ou autre garantie au lieu du dépôt du montant estimé des droits antidumping prescrit au sous-article a) 3) -

A) si l'enquête n'a pas été jugée comme d'une complexité exceptionnelle en raison -

- i) du nombre et de la complexité des transactions à examiner ou des ajustements à envisager,
- ii) de la nouveauté des questions soulevées, ou
- iii) du nombre des entreprises dont il fallait examiner les activités,

B) si la détermination finale à établir à l'issue de l'enquête n'a pas été reportée en vertu de l'article 735 a) 2) A);

C) si, sur la base des renseignements qui lui ont été présentés par tout fabricant, producteur ou exportateur sous la forme et dans le délai qu'elle aura pu exiger, l'autorité administrante est convaincue que, dans les 90 jours suivant la date de publication d'une ordonnance en application du sous-article a), il sera établi une détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation (ou du prix à l'exportation construit) de tous les lots de marchandise du fabricant, producteur ou exportateur désigné dans ladite ordonnance qui auront été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à partir de la date de publication -

- i) d'une détermination préliminaire positive de l'autorité administrante au titre de l'article 733 b), ou

- ii) si sa détermination au titre de l'article 733 b) était négative, d'une détermination finale positive de l'autorité administrante au titre de l'article 735 a),

et avant la date de publication de la détermination finale positive de la Commission au titre de l'article 735 b);

D) si la partie désignée à l'alinéa C) fournit des éléments crédibles tendant à prouver que le montant dont la valeur normale de la marchandise dépasse son prix à l'exportation (ou son prix à l'exportation construit) est notablement inférieur à celui du dépassement spécifié dans l'ordonnance imposant un droit antidumping publiée en application du sous-article a); et

E) si les données concernant la valeur normale et le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) s'appliquent à des ventes portant sur les quantités commerciales habituelles et effectuées au cours d'opérations commerciales normales et que le nombre desdites ventes soit suffisant pour constituer une base de comparaison adéquate.

2) AVIS; AUDITIONS. - Si l'autorité administrante autorise le versement d'une caution ou autre garantie au lieu du dépôt du montant estimé des droits antidumping en vertu du paragraphe 1) -

A) elle publie avis de sa décision au Federal Register, et

B) à la demande de toute partie intéressée, elle tient une audition, conformément à l'article 774, avant de déterminer la valeur normale et le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) de la marchandise.

3) DETERMINATIONS SERVANT DE BASE AUX DROITS ANTIDUMPING. - L'autorité administrante publie au Federal Register un avis des résultats de sa détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation (ou du prix à l'exportation construit), et cette détermination sert de base, d'une part, à la perception de droits antidumping sur les lots de marchandise déclarée en douane auxquels l'avis prévu par le présent sous-article s'applique et, d'autre part, au dépôt du montant estimé des droits antidumping à percevoir sur les lots de marchandise ultérieurement déclarés en douane par les fabricants, producteurs ou exportateurs visés au paragraphe 1) auxquels s'applique l'ordonnance publiée en vertu du sous-article a).

4) COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX DE NATURE EXCLUSIVE; OBSERVATIONS ECRITES. - Avant de déterminer s'il y a lieu d'autoriser en vertu du paragraphe 1) le versement d'une caution ou autre garantie au lieu du dépôt du montant estimé des droits antidumping, l'autorité administrante -

A) met, en vertu d'une ordonnance conservatoire prise conformément à l'article 777 c), tous les renseignements commerciaux de nature exclusive qui lui auront été fournis en application du paragraphe 1) à la disposition de toutes les parties intéressées au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G de l'article 771 9), et

B) ménage à toutes les parties intéressées la possibilité de déposer des observations écrites sur le point de savoir si le versement d'une caution ou autre garantie au lieu de celui du montant estimé des droits antidumping devrait être autorisé en application du paragraphe 1).

d) REGLE PARTICULIERE APPLICABLE AUX BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES. -

1) **PRINCIPES.** - Dans une enquête où la Commission arrête une détermination concernant une branche de production régionale en vertu de l'article 771 4) C), l'autorité administrante donne instruction, dans toute la mesure du possible, de ne percevoir de droits que sur la marchandise visée des seuls exportateurs ou producteurs qui ont exporté celle-ci en vue de sa vente dans la région considérée pendant la durée de l'enquête.

2) **EXCEPTION POUR LES NOUVEAUX EXPORTATEURS ET PRODUCTEURS.** - Si, après la publication de l'ordonnance imposant des droits antidumping, l'autorité administrante constate qu'un nouvel exportateur ou producteur exporte la marchandise visée en vue de sa vente dans la région considérée, elle donne instruction de percevoir des droits sur la marchandise visée du nouvel exportateur ou producteur conformément aux dispositions de l'article 751 a) 2) B).

(19 U.S.C. 1673e)

**ARTICLE 737. TRAITEMENT DE LA DIFFERENCE ENTRE LE MONTANT DEPOSE DU DROIT ANTIDUMPING ESTIME ET CELUI DU DROIT DEFINITIF FIXE EN VERTU D'UNE ORDONNANCE EN MATIERE DE DROITS ANTIDUMPING.**

a) **DEPOT DU MONTANT ESTIME DU DROIT ANTIDUMPING EN APPLICATION DE L'ARTICLE 733 d) 1) B).** - Si le montant d'un dépôt en espèces recouvré en vertu de l'article 733 d) 1) B) en garantie d'un droit antidumping estimé diffère du montant du droit antidumping déterminé en vertu d'une ordonnance l'imposant publiée en application de l'article 736, la différence, pour ce qui est des lots de marchandise entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation avant la publication de l'avis de la détermination positive de la Commission établie au titre de l'article 735 b) -

1) n'est pas prise en considération, dans la mesure où le montant du dépôt en espèces recouvré est inférieur à celui du droit déterminé en vertu de l'ordonnance, ou

2) est restituée, dans la mesure où le montant du dépôt en espèces est supérieur à celui du droit déterminé en vertu de l'ordonnance.

b) **DEPOT DU MONTANT DU DROIT ANTIDUMPING ESTIME EN APPLICATION DE L'ARTICLE 736 a) 3).** - Si le montant d'un droit antidumping estimé déposé en application de l'article 736 a) 3) est différent de celui du droit antidumping déterminé en vertu d'une ordonnance l'imposant publiée en application de l'article 736, la différence, pour ce qui est des lots de marchandise entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation après la publication de l'avis de la détermination positive de la Commission établie vertu de l'article 735 b) -

1) est recouvrée, dans la mesure où le montant du dépôt effectué en application de l'article 736 a) 3) est inférieur à celui du droit déterminé en vertu de l'ordonnance, ou

2) est restituée, dans la mesure où le montant du dépôt effectué en application de l'article 736 a) 3) est supérieur à celui du droit déterminé en vertu de l'ordonnance,

majorée des intérêts prévus à l'article 778.

(19 U.S.C. 1673f)

**ARTICLE 738. ACQUITTEMENT CONDITIONNEL DU DROIT ANTIDUMPING.**

a) **REGLE GENERALE.** - Pour tous les lots d'une marchandise visée par une ordonnance imposant un droit antidumping qui sont entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de la date de publication de ladite ordonnance, aucun fonctionnaire des douanes ne peut donner mainlevée de marchandise de même nature ou de même espèce à la personne par qui ou pour le compte de qui elle aura été importée, sauf si cette personne se conforme aux prescriptions du sous-article b) et dépose auprès du fonctionnaire des douanes approprié le montant du droit antidumping estimé déterminé par l'autorité administrante.

b) **CONDITIONS EXIGEEES DE L'IMPORTATEUR.** - Pour satisfaire aux prescriptions du présent sous-article, une personne devra -

1) fournir, ou faire fournir, au fonctionnaire des douanes approprié tous renseignements que l'autorité administrante jugera nécessaires pour déterminer le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) de la marchandise importée par ou pour le compte de ladite personne, ainsi que tous autres renseignements que l'autorité administrante jugera nécessaires pour établir le montant de tout droit antidumping à imposer en vertu du présent titre;

2) tient et fournit au fonctionnaire des douanes les registres concernant la vente de la marchandise qui sont réglementairement prescrits par l'autorité administrante;

3) déclarer sous serment devant le fonctionnaire des douanes qu'il n'est pas un exportateur, ou s'il l'est, déclarer sous serment au fonctionnaire des douanes au moment de la déclaration en douane le prix à l'exportation construit de la marchandise si celui-ci est alors connu, ou, dans le cas contraire, le déclarer dans les 30 jours suivant celui où la vente de la marchandise aux Etats-Unis aura été effectuée ou convenue; et

4) acquitter, ou accepter d'acquitter sur demande, au fonctionnaire des douanes le montant du droit antidumping imposé en vertu de l'article 731 sur cette marchandise.

(19 U.S.C. 1673g)

**ARTICLE 739. ETABLISSEMENT DE CATEGORIES DE PRODUITS POUR LES MARCHANDISES A COURTE DUREE DE VIE.**

a) **ETABLISSEMENT DE CATEGORIES DE PRODUITS.** -

1) **REQUETES.** -

A) **REGLE GENERALE.** - Toute entité nationale qualifiée peut à tout moment déposer auprès de la Commission une requête sollicitant l'établissement d'une catégorie de produits pour une marchandise à courte durée de vie qui a déjà fait l'objet d'au moins deux déterminations positives de l'existence d'un dumping.

B) **TENEUR.** - Toute requête déposée en vertu de l'alinéa A) -

i) identifie la marchandise à courte durée de vie visée par les déterminations positives de l'existence d'un dumping,

- ii) spécifie la marchandise à courte durée de vie dont le requérant demande le classement dans la même catégorie de produits que la marchandise visée par les déterminations positives de l'existence d'un dumping,
- iii) spécifie toute marchandise à courte durée de vie que le requérant souhaite tout particulièrement voir exclure de cette catégorie de produits,
- iv) indique les raisons de ses demandes d'inclusion et d'exclusion spécifiées aux sous-alinéas ii) et iii), et
- v) identifie ladite marchandise par les désignations utilisées dans le Tarif des douanes harmonisé des Etats-Unis.

2) DETERMINATIONS DE LA SUFFISANCE DE LA REQUETE. - Au reçu d'une requête déposée en vertu du paragraphe 1), la Commission -

A) demande à l'autorité administrante confirmation dans les moindres délais des déterminations positives sur lesquelles la requête se fonde, et

B) au reçu de cette confirmation, détermine si la marchandise visée par les déterminations positives confirmées est une marchandise à courte durée de vie et si le requérant est une entité nationale qualifiée.

3) AVIS; AUDITIONS. - Si les déterminations prévues au paragraphe 2) B) sont positives, la Commission -

A) publie au Federal Register un avis de réception de la requête, et

B) ménage la possibilité de présenter des vues au sujet de l'établissement de la catégorie de produits demandée, y compris par une audition publique si une personne intéressée en fait la demande.

4) DETERMINATIONS. -

A) REGLE GENERALE. - Au plus tard 90 jours après la date à laquelle une requête aura été déposée en vertu du paragraphe 1), la Commission détermine le champ de la catégorie de produits dans laquelle la marchandise à courte durée de vie visée par les déterminations positives de l'existence d'un dumping mentionnées dans ladite requête sera classée aux fins du présent article.

B) MODIFICATIONS NON SOLLICITEES DANS LA REQUETE. -

i) REGLE GENERALE. - La Commission peut, de sa propre initiative, établir à tout moment une détermination modifiant le champ de toute catégorie de produits définie en application de l'alinéa A).

ii) AVIS ET AUDITION. - Il ne peut être établi de détermination en vertu du sous-alinéa i) qu'après que la Commission -

I) a publié au Federal Register avis du projet de modification, et

II) a ménagé aux parties intéressées la possibilité d'une audition, ainsi qu'un délai pour la présentation par écrit d'observations, au sujet du classement de la

marchandise dans les catégories de produits qui seront affectées par cette détermination.

C) BASE DES DETERMINATIONS. - Pour établir sa détermination au titre de l'alinéa A) ou B), la Commission veille à ce que chaque catégorie de produits se compose de marchandises à courte durée de vie semblables qui sont produites par des procédés semblables dans des conditions semblables et sont destinées à des usages semblables.

b) DEFINITIONS. - Aux fins du présent article -

1) ENTITE NATIONALE QUALIFIEE. - Le terme "entité nationale qualifiée" s'entend d'un fabricant ou producteur aux Etats-Unis, ou d'un syndicat homologué ou d'un syndicat ou groupe de travailleurs reconnu comme représentatif d'une branche de production aux Etats-Unis, fabriquant ou produisant une marchandise à courte durée de vie qui est -

A) similaire ou directement concurrente par rapport à une autre marchandise visée par au moins deux déterminations positives de l'existence d'un dumping, ou

B) suffisamment semblable à cette autre marchandise pour qu'il soit envisagé de la classer dans une même catégorie établie à des fins de surveillance en vertu du présent article.

2) DETERMINATION POSITIVE DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING. - Le terme "détermination positive de l'existence d'un dumping" s'entend -

A) de toute détermination finale positive, établie par l'autorité administrante au titre de l'article 735 a) au cours de la période de huit ans précédant le dépôt de la requête au titre du présent article, qui a abouti à l'imposition de droits antidumping en vertu d'une ordonnance arrêtée conformément aux dispositions de l'article 736, aux termes de laquelle le dépôt prescrit des droits antidumping estimés ne doit pas être inférieur à 15 pour cent ad valorem, ou

B) de toute détermination préliminaire positive -

i) établie par l'autorité administrante au titre de l'article 733 b) au cours de la période de huit ans précédant le dépôt de la requête au titre du présent article, dans le cadre d'une enquête ne donnant pas lieu à une détermination finale au titre de l'article 735 parce qu'elle a été suspendue en vertu de l'article 734, et

ii) comprenant une détermination établissant que le montant moyen estimé dont la valeur normale de la marchandise dépasse son prix à l'exportation (ou son prix à l'exportation construit) n'est pas inférieur à 15 pour cent ad valorem.

3) VISEE PAR UNE DETERMINATION POSITIVE DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING. -

A) REGLE GENERALE. - Une marchandise à courte durée de vie d'un fabricant n'est considérée comme visée par une détermination positive de l'existence d'un dumping que si l'autorité administrante -

i) établit séparément une détermination du montant dont la valeur normale de ladite marchandise du fabricant dépasse son prix à l'exportation (ou son prix à l'exportation construit), et

- ii) désigne nommément le fabricant et indique expressément ce montant dans la détermination positive de l'existence d'un dumping ou dans une ordonnance imposant des droits antidumping arrêtée en conséquence de ladite détermination.

B) EXCLUSION. - La marchandise à courte durée de vie d'un fabricant n'est pas considérée comme visée par une détermination positive de l'existence d'un dumping -

- i) si ladite marchandise qui fait partie d'un groupe de marchandises auquel l'autorité administrante impute (au lieu d'établir séparément les déterminations visées à l'alinéa A) i) D) un montant dont elle aura déterminé qu'il représente celui dont la valeur normale des marchandises de ce groupe dépasse leur prix à l'exportation (ou leur prix à l'exportation construit), et
- ii) si la marchandise et le fabricant ne sont nommément désignés ni dans la détermination positive de l'existence d'un dumping ni dans une ordonnance imposant un droit antidumping arrêtée en conséquence de ladite détermination.

4) MARCHANDISE A COURTE DUREE DE VIE. - Le terme "marchandise à courte durée de vie" s'entend de tout produit dont la Commission détermine qu'il sera probablement dépassé, en raison des progrès technologiques, dans les quatre ans suivant sa commercialisation. Aux fins du présent paragraphe, le terme "dépassé" renvoie à un genre de modèle qui ne correspond plus à l'état des connaissances.

c) REGLES TRANSITOIRES. -

1) Aux fins du présent article et de l'article 733 b) 1) B) et C), toutes les déterminations positives de l'existence d'un dumping visées au sous-article b) 2) A) qui ont été arrêtées postérieurement au 31 décembre 1980 et avant la date de promulgation de la Loi générale de 1988 sur le commerce extérieur et la compétitivité, ainsi que toutes les déterminations positives de l'existence d'un dumping visées au sous-article b) 2) B) qui ont été arrêtées postérieurement au 31 décembre 1984 et avant la date de promulgation de ladite Loi, sont traitées en ce qui concerne chaque catégorie de marchandise à courte durée de vie du même fabricant, comme une seule détermination positive de l'existence d'un dumping relative à ladite catégorie dudit fabricant, arrêtée à la date à laquelle l'a été la plus récente d'entre elles.

2) Aucune détermination positive de l'existence d'un dumping -

A) définie au sous-article b) 2) A) et arrêtée avant le 1er janvier 1981, ou

B) définie au sous-article b) 2) B) et arrêtée avant le 1er janvier 1985,

ne peut être prise en considération au titre du présent article ou de l'article 733 b) 1) B) et C).

(19 U.S.C. 1673h)



**Sous-titre C - Réexamens; autres mesures concernant les accords**

**CHAPITRE 1er - REEXAMEN DU MONTANT DU DROIT ET DES ACCORDS AUTRES QUE  
LES ACCORDS SUR DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES**

**ARTICLE 751. REEXAMEN ADMINISTRATIF DES DETERMINATIONS.**

a) REEXAMEN PERIODIQUE DU MONTANT DU DROIT. -

1) REGLE GENERALE. - Au moins une fois par période de 12 mois commençant au jour anniversaire de la date de publication d'une ordonnance imposant des droits compensateurs en vertu des dispositions du présent titre ou de l'article 303 de la présente Loi, d'une ordonnance imposant des droits antidumping en vertu des dispositions du présent titre ou d'une constatation établie dans le cadre de la Loi antidumping de 1921 ou, d'un avis de suspension d'enquête, l'autorité administrante, si elle a reçu une demande de réexamen et après avoir publié au Federal Register un avis de réexamen -

A) réexamine et détermine le montant de toute subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires,

B) réexamine et détermine (conformément aux dispositions du paragraphe 2)) le montant de tout droit antidumping, et

C) réexamine la validité de tout accord ayant entraîné la suspension d'une enquête et la mesure dans laquelle il est respecté et réexamine le montant de toute subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou de toute marge de dumping visée dans l'accord,

et publie au Federal Register les résultats de ce réexamen, ainsi qu'un avis de tout droit à percevoir, du montant du droit estimé à déposer, ou de la reprise de l'enquête.

2) DETERMINATION DES DROITS ANTIDUMPING. -

A) REGLE GENERALE. - Aux fins du paragraphe 1) B), l'autorité administrante détermine -

i) la valeur normale et le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) de chaque lot de la marchandise déclarée en douane, et

ii) la marge de dumping dont chacun fait l'objet.

B) DETERMINATION DES DROITS ANTIDUMPING OU DES DROITS COMPENSATEURS DANS LE CAS DES NOUVEAUX EXPORTATEURS OU PRODUCTEURS. -

i) REGLE GENERALE. - Si l'autorité administrante reçoit d'un exportateur ou d'un producteur de la marchandise visée une demande établissant -

I) que ledit exportateur ou producteur n'a pas exporté la marchandise qui a fait l'objet d'une ordonnance imposant des droits antidumping ou des droits compensateurs aux Etats-Unis (ou, dans le cas d'une branche de production régionale, n'a pas exporté la marchandise visée en vue de sa vente dans la région considérée) pendant la durée de l'enquête, et

- II) que ledit exportateur ou producteur n'est affilié (au sens de l'article 771 33)) à aucun exportateur ou producteur ayant exporté la marchandise visée aux Etats-Unis (ou, dans le cas d'une branche de production régionale, l'ayant exportée en vue de sa vente dans la région considérée) durant cette période,

l'autorité administrante procède en vertu du présent sous-article à un réexamen en vue d'établir une marge moyenne pondérée de dumping individuelle ou un taux de droit compensateur individuel (selon le cas) applicable audit exportateur ou producteur.

- ii) **DATE DU REEXAMEN VISE AU SOUS-ALINEA i).** - L'autorité administrante engage un examen en vertu du sous-alinéa i) dans le mois d'année civile commençant après -

- I) la fin de la période de six mois écoulée à compter de la date de l'ordonnance imposant des droits compensateurs ou des droits antidumping soumise à réexamen, ou

- II) la fin de toute période de six mois intervenant par la suite,

si la demande de réexamen est présentée au cours de cette période de six mois.

- iii) **VERSEMENT D'UNE CAUTION OU D'UNE GARANTIE.** - L'autorité administrante, au moment où est engagé un réexamen en application du présent alinéa, donne instruction au Service des douanes d'autoriser, au choix de l'importateur, le versement, jusqu'à l'achèvement du réexamen, d'une caution ou d'une garantie, au lieu d'un dépôt en espèces, pour chaque lot de la marchandise visée déclaré en douane.

- iv) **DELAIS.** - Dans un réexamen conduit en application du présent alinéa, l'autorité administrante établit une détermination préliminaire dans les 180 jours suivant la date à laquelle l'examen a été engagé et une détermination finale, dans les 90 jours suivant la date de la détermination préliminaire; toutefois, si l'autorité administrante conclut que l'affaire est d'une complexité exceptionnelle, elle peut porter le délai de 180 jours à 300 jours, et celui de 90 jours à 150 jours.

C) **RESULTATS DES DETERMINATIONS.** - La détermination arrêtée en vertu du présent paragraphe est la base de la perception de droits compensateurs ou antidumping sur les lots de la marchandise déclarés en douane qui sont visés par la détermination et du dépôt du montant estimé de ces droits.

3) **DELAIS.** -

A) **DETERMINATIONS PRELIMINAIRE ET FINALE.** - L'autorité administrante établit une détermination préliminaire en application de l'alinéa A), B) ou C) du paragraphe 1) dans les 245 jours suivant le dernier jour du mois où tombe l'anniversaire de la date de publication de l'ordonnance, la constatation ou l'accord ayant entraîné la suspension de l'enquête dont le réexamen est demandé en vertu du paragraphe 1), et une détermination finale en application du paragraphe 1) dans les 120 jours suivant la date de publication de la détermination préliminaire. S'il n'est pas réalisable d'achever le réexamen dans le délai prévu ci-dessus, l'autorité administrante peut porter le délai de 245 jours à 365 jours et celui de 120 jours à 180 jours. Elle peut proroger le délai d'établissement d'une détermination finale sans proroger celui d'une détermination préliminaire si ladite détermination finale est établie au plus tard 300 jours après la date de publication de la détermination préliminaire.

B) LIQUIDATION EN DOUANE. - Si, suite à un réexamen mené en application du paragraphe 1), l'autorité administrante ordonne une quelconque liquidation en douane, il est procédé à ladite liquidation dans les moindres délais et, dans toute la mesure où c'est réalisable, dans les 90 jours suivant celui où les instructions au Service des douanes sont arrêtées. Dans tous les cas où la liquidation n'est pas intervenue dans ce délai de 90 jours, le Secrétaire aux finances en explique les raisons si la partie touchée lui en fait la demande.

C) EFFET D'UNE REVISION EN COURS AU TITRE DE L'ARTICLE 516A. - Dans le cas où une détermination finale arrêtée en vertu du paragraphe 1) est en cours de révision au titre de l'article 516A et où la liquidation en douane est interdite pour la marchandise visée par la détermination en vertu de l'article 516A c) 2) ou suspendue en vertu de l'article 516A g) 5) C), l'autorité administrante, dans les dix jours suivant la décision définitive prononcée dans le cadre de la révision au titre de l'article 516A, transmet au Federal Register pour publication ladite décision définitive et donne au Service des douanes les instructions voulues en conséquence en ce qui concerne la liquidation. En pareil cas, le délai de 90 jours visé à l'alinéa B) court du jour où l'autorité administrante lui adresse ces instructions.

4) INCORPORATION DE DROITS ANTIDUMPING. - Au cours de tout réexamen engagé en vertu du présent sous-article deux ou quatre ans après la publication d'une ordonnance imposant des droits antidumping en vertu de l'article 736 a), l'autorité administrante, si la demande lui en est faite, détermine si ces droits ont été incorporés par un producteur ou exportateur étranger visé par l'ordonnance dans le cas où la marchandise visée est vendue aux Etats-Unis par l'intermédiaire d'un importateur qui est affilié audit producteur ou exportateur étranger. L'autorité administrante notifie à la Commission ses constatations concernant cette incorporation de droits afin que celle-ci la prenne en considération dans un réexamen conduit en application du sous-article c).

b) REEXAMEN FONDE SUR UN CHANGEMENT DE CIRCONSTANCES. -

1) REGLE GENERALE. - Lorsque l'autorité administrante ou la Commission reçoit des renseignements, ou une demande de réexamen d'une partie intéressée, concernant -

A) une détermination finale positive qui a abouti à une ordonnance imposant des droits antidumping en vertu du présent titre ou une constatation en vertu de la Loi antidumping de 1921, ou à une ordonnance imposant des droits compensateurs en vertu du présent titre ou de l'article 303,

B) un accord entraînant la suspension de l'enquête accepté en application de l'article 704 ou 734, ou

C) une détermination positive finale arrêtée à l'issue d'une enquête poursuivie en application de l'article 704 g) ou 734 g),

qui font ressortir un changement de circonstances suffisant pour justifier un réexamen de ladite détermination ou dudit accord, l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) procède à un réexamen de la détermination ou de l'accord après en avoir publié avis au Federal Register.

2) REEXAMEN PAR LA COMMISSION. - Dans le cadre d'un examen mené au titre du présent sous-article, la Commission -

A) s'agissant d'une ordonnance imposant des droits compensateurs ou des droits antidumping ou d'une constatation, détermine si son abrogation ou son retrait aboutira probablement à la persistance ou la réapparition d'un dommage important,

B) s'agissant d'une détermination établie au titre de l'article 704 h) 2) ou 734 h) 2), détermine si l'accord qui a entraîné la suspension de l'enquête continue à éliminer complètement les effets dommageables des importations de la marchandise visée, et

C) s'agissant d'une détermination positive établie à l'issue d'une enquête qui a été poursuivie en application de l'article 704 g) ou 734 g), détermine s'il est probable que la clôture de l'enquête suspendue aboutira à la persistance ou la réapparition d'un dommage important.

3) **CHARGE DE LA DEMONSTRATION CONVAINCANTE.** - Au cours d'un réexamen mené par la Commission en application du présent sous-article -

A) c'est à la partie qui demande l'abrogation d'une ordonnance ou le retrait d'une constatation visées au paragraphe 1) A) qu'incombe la charge de convaincre de l'existence d'un changement de circonstances suffisant pour justifier ladite abrogation ou annulation, et

B) c'est à la partie qui demande la clôture d'une enquête suspendue ou la terminaison d'un accord ayant entraîné la suspension de l'enquête qu'il incombe de convaincre de l'existence d'un changement de circonstances suffisant pour le justifier.

4) **DELAÏ DE REEXAMEN.** - Sauf motifs valables -

A) la Commission ne peut pas procéder au réexamen d'une détermination arrêtée en vertu de l'article 705 b) ou 735 b), ni d'une enquête suspendue en vertu de l'article 704 ou 734, et

B) l'autorité administrante ne peut pas procéder au réexamen d'une détermination arrêtée en vertu de l'article 705 a) ou 735 a), ni d'une enquête suspendue en vertu de l'article 704 ou 734,

moins de 24 mois après la date de publication de l'avis de la détermination ou de la suspension.

c) **REEXAMEN A TERME DE CINQ ANS.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Nonobstant les dispositions du sous-article b), et sauf dans le cas d'une ordonnance transitoire définie au paragraphe 6), cinq ans après la date de publication -

A) d'une ordonnance imposant des droits compensateurs (autre qu'une ordonnance à laquelle s'applique l'alinéa B) ou qui a été arrêtée en application de l'article 303), sans que la Commission ait établi de détermination positive de l'existence d'un dommage, d'une ordonnance imposant des droits antidumping ou d'un avis de suspension d'une enquête, visés au sous-article a) 1),

B) d'un avis de détermination de l'existence d'un dommage en vertu de l'article 753 en ce qui concerne une ordonnance imposant des droits compensateurs, ou

C) d'une détermination arrêtée en vertu du présent article concluant au maintien en vigueur de l'ordonnance ou de l'accord ayant entraîné la suspension de l'enquête,

l'autorité administrante et la Commission procèdent à un réexamen pour déterminer, conformément aux dispositions de l'article 752, si l'abrogation de l'ordonnance imposant des droits compensateurs ou des droits antidumping ou la clôture de l'enquête suspendue en vertu de l'article 704 ou 734 aboutirait probablement à la persistance ou la réapparition d'un dumping ou d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires (selon le cas) et d'un dommage important.

2) **AVIS D'ENGAGEMENT D'UN REEXAMEN.** - Au plus tard 30 jours avant le cinquième anniversaire de la date visée au paragraphe 1), l'autorité administrante publie au Federal Register un avis d'engagement d'un réexamen en application du présent sous-article et demande aux parties intéressées de lui présenter -

A) une déclaration indiquant qu'elles sont disposées à participer à ce réexamen en communiquant les renseignements demandés par l'autorité administrante et la Commission,

B) une déclaration concernant les effets probables de l'abrogation de l'ordonnance ou de la clôture de l'enquête suspendue, et

C) tous autres renseignements ou données relatifs à la branche de production que l'autorité administrante ou la Commission pourra spécifier.

3) **REPONSES A L'AVIS D'ENGAGEMENT.** -

A) **ABSENCE DE REPONSE.** - Si aucune partie intéressée ne répond à l'avis d'engagement publié en application du présent sous-article, l'autorité administrante publie, dans les 90 jours suivant l'engagement d'un réexamen, une détermination finale portant abrogation de l'ordonnance ou clôture de l'enquête suspendue à laquelle ledit avis se rapportait. Aux fins du présent paragraphe, une partie intéressée s'entend d'une partie définie à l'article 771 9) C), D), E), F) ou G).

B) **REPONSE INADEQUATE.** - Si les parties intéressées communiquent des réponses inadéquates à un avis d'engagement, l'autorité administrante, dans les 120 jours, ou la Commission, dans les 150 jours, suivant l'engagement du réexamen, peut arrêter, sans autre enquête, une détermination finale fondée sur les données de fait disponibles, conformément aux dispositions de l'article 776.

4) **RENONCIATION DE CERTAINES PARTIES INTERESSEES A LA PARTICIPATION.** -

A) **REGLE GENERALE.** - Une partie intéressée au sens de l'article 771 9) A) ou B) peut choisir de ne pas participer à un réexamen conduit par l'autorité administrante en vertu du présent sous-article et de ne participer qu'au réexamen conduit par la Commission en vertu du présent sous-article.

B) **EFFET DE LA RENONCIATION.** - S'agissant d'un réexamen auquel une partie intéressée aura renoncé à participer en vertu du présent paragraphe, l'autorité administrante conclut à la probabilité de voir l'abrogation de l'ordonnance ou la clôture de l'enquête aboutir à la persistance ou la réapparition d'un dumping ou d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires (selon le cas) en ce qui concerne ladite partie intéressée.

5) **CONDUITE DU REEXAMEN.** -

A) **DELAIS D'ACHEVEMENT DU REEXAMEN.** - Sauf si le réexamen a été achevé en vertu du paragraphe 3) ou que le paragraphe 4) s'applique, l'autorité administrante établit sa détermination finale au titre de l'article 752 b) ou c) dans les 240 jours suivant la date à laquelle le réexamen aura été engagé en application du présent sous-article. Si l'autorité administrante établit une détermination finale positive, la Commission établit sa propre détermination finale au titre de l'article 752 a) dans les 360 jours suivant la date à laquelle le réexamen aura été engagé en application du présent sous-article.

B) **PROROGATION DU DELAI.** - L'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) peuvent proroger le délai d'établissement de leurs déterminations respectives en application du présent sous-article d'un maximum de 90 jours, si l'une ou l'autre (selon le cas) détermine que ce réexamen

est d'une complexité exceptionnelle. Dans le cas d'un réexamen où l'autorité administrante proroge le délai d'établissement de sa détermination finale mais où la Commission ne proroge pas celui de sa propre détermination, celle-ci est établie au plus tard 120 jours après la date de publication de la détermination finale de l'autorité administrante.

C) COMPLEXITE EXCEPTIONNELLE. - Aux fins du présent sous-article, l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) peuvent considérer un réexamen comme étant d'une complexité exceptionnelle si -

- i) il se pose un grand nombre de questions,
- ii) les questions à examiner sont complexes,
- iii) il y a un grand nombre d'entreprises en cause,
- iv) les ordonnances ou les enquêtes suspendues ont été groupées ainsi que prévu à l'alinéa D), ou
- v) le réexamen porte sur une ordonnance transitoire.

D) REEXAMENS GROUPES. - La Commission peut, en consultation avec l'autorité administrante, regrouper les ordonnances ou les enquêtes suspendues en vue de leur réexamen si elle considère que ce regroupement est approprié et qu'il favorisera l'efficacité administrative. Lorsque des ordonnances ou des enquêtes suspendues ont été regroupées, la Commission, sous réserve des dispositions de l'alinéa B), établit sa détermination finale au titre du présent sous-article au plus tard 120 jours après la date à laquelle elle aura publié avis de sa détermination finale concernant le dernier des accords ou ordonnances du groupe.

6) REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX ACTES TRANSITOIRES. -

A) CALENDRIER DES REEXAMENS D'ORDONNANCES TRANSITOIRES. -

- i) ENGAGEMENT. - L'autorité administrante engage son réexamen des ordonnances transitoires au cours du 42ème mois d'année civile suivant la date de publication desdites ordonnances. Pour toutes les ordonnances transitoires, le réexamen est engagé au plus tard à la date du cinquième anniversaire de leur publication.
- ii) ACHEVEMENT. - Le réexamen d'une ordonnance transitoire est achevé au plus tard 18 mois après la date de son engagement. Pour toutes les ordonnances transitoires, le réexamen est achevé au plus tard 18 mois après le cinquième anniversaire de la date de leur publication.
- iii) REEXAMENS ULTERIEURS. - Les délais fixés aux sous-alinéas i) et ii) sont appliqués à tous les réexamens à terme de cinq ans ultérieurs d'ordonnances transitoires, moyennant le remplacement de "la date de leur publication" par "la date de la détermination les maintenant en vigueur".
- iv) ABROGATION ET CLOTURE. - Aucune ordonnance transitoire ne pourra être abrogée en vertu du présent sous-article avant la date postérieure de cinq ans à celle de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les Etats-Unis.

B) **ORDRE DE SUCCESSION DES REEXAMENS D'ORDONNANCES TRANSITOIRES.** - L'autorité administrante détermine, en consultation avec la Commission, l'ordre de succession des réexamens d'ordonnances transitoires comme elle le juge approprié dans un souci d'efficience administrative. Dans la mesure où c'est réalisable, les ordonnances les plus anciennes sont réexaminées en premier.

C) **DEFINITION DE L'ORDONNANCE TRANSITOIRE.** - Aux fins du présent article, le terme "ordonnance transitoire" désigne -

- i) une ordonnance imposant des droits compensateurs en vertu des dispositions du présent titre ou en vertu de l'article 303,
- ii) une ordonnance imposant des droits antidumping en vertu des dispositions du présent titre ou une constatation établie dans le cadre de la Loi antidumping de 1921, ou
- iii) une suspension d'enquête décidée en vertu de l'article 704 ou 734,

qui est en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les Etats-Unis.

D) **DATE DES ORDONNANCES TRANSITOIRES.** - Aux fins du présent sous-article, une ordonnance transitoire est réputée avoir été arrêtée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les Etats-Unis si ladite ordonnance repose sur une enquête menée à la fois par l'autorité administrante et par la Commission.

d) **ABROGATION D'UNE ORDONNANCE OU RETRAIT D'UNE CONSTATATION; CLOTURE D'UNE ENQUETE SUSPENDUE.** -

1) **REGLE GENERALE.** - L'autorité administrante peut abroger tout ou partie d'une ordonnance imposant des droits compensateurs ou des droits antidumping ou retirer une constatation, ou clore une enquête suspendue, à la suite du réexamen prévu au sous-article a) ou b). L'autorité administrante ne peut pas abroger tout ou partie d'une ordonnance imposant des droits compensateurs, ni clore une enquête suspendue, sur la base de taxes, droits ou autres impositions perçus à l'exportation de la marchandise visée aux Etats-Unis qui sont expressément destinés à neutraliser la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires requies.

2) **REEXAMENS A TERME DE CINQ ANS.** - Dans le cas d'un réexamen conduit en vertu du sous-article c), l'autorité administrante abroge une ordonnance imposant des droits compensateurs ou des droits antidumping ou retire une constatation, ou clôt une enquête suspendue, sauf si -

A) l'autorité administrante détermine qu'il est probable qu'un dumping ou un subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, selon le cas, subsisteraient ou se reproduiraient, et

B) la Commission détermine, suivant les dispositions de l'article 752 a), qu'il est probable qu'un dommage important subsisterait ou se reproduirait.

3) **APPLICATION DE L'ABROGATION OU DE LA CLOTURE.** - Une détermination au titre du présent article portant abrogation d'une ordonnance ou retrait d'une constatation ou clôture d'une enquête suspendue s'applique aux lots de la marchandise visée en attente de liquidation en douane qui auront été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de la date déterminée par l'autorité administrante.

e) AUDITIONS. - Lorsque l'autorité administrante ou la Commission conduit un réexamen en vertu du présent article, elle procède, sur demande d'une partie intéressée, à une audition tenue conformément aux dispositions de l'article 774 b) dans le cadre dudit réexamen.

f) DETERMINATION DE LA DISPARITION DES RAISONS JUSTIFIANT LA SUSPENSION. - Si la détermination de la Commission au titre du sous-article b) 2) B) est négative, l'accord qui a entraîné la suspension est réputé ne pas avoir été accepté, à compter de la date de publication de la détermination de la Commission, et l'autorité administrante et la Commission procèdent, en application des dispositions de l'article 704 i) ou 734 i), comme si ledit accord avait été violé à cette date; toutefois, aucun droit imposé par aucune ordonnance publiée ultérieurement n'est perçu sur les lots de la marchandise qui ont été entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation avant cette date.

g) REEXAMENS DONNANT SUITE A UNE PROCEDURE D'EXECUTION DE L' ACCORD SUR LES SUBVENTIONS. -

1) VIOLATIONS DE L' ARTICLE 8 DE L' ACCORD SUR LES SUBVENTIONS. - Si -

A) l'autorité administrante est avisée par le Représentant pour les questions commerciales d'une violation de l'article 8 de l'Accord sur les subventions,

B) l'autorité administrante a des raisons de croire que la marchandise visée dans une ordonnance en vigueur en matière de droits compensateurs ou une enquête suspendue bénéficie de la subvention ou du programme de subventions faisant l'objet de la constatation d'une violation de l'article 8 de l'Accord sur les subventions, et

C) qu'il n'y ait aucun réexamen en cours en vertu du sous-article a) 1),

l'autorité administrante procède à un réexamen de l'ordonnance ou de l'enquête suspendue pour déterminer si la marchandise visée bénéficie de la subvention ou du programme de subventions faisant l'objet de la constatation d'une violation de l'article 8 de l'Accord sur les subventions. Si l'autorité administrante détermine que la marchandise visée bénéficie de la subvention ou du programme de subventions considérés, elle procède aux ajustements appropriés du montant du droit estimé à déposer ou aux révisions appropriées des conditions de l'accord de la suspension.

2) RETRAIT DE LA SUBVENTION OU IMPOSITION DE CONTRE-MESURES. - Si le Représentant pour les questions commerciales avise l'autorité administrante qu'en vertu de l'article 4 ou de l'article 7 de l'Accord sur les subventions -

A) i) les Etats-Unis ont imposé des contre-mesures, et

ii) ces contre-mesures sont fondées sur les effets aux Etats-Unis des importations de la marchandise qui fait l'objet d'une ordonnance imposant des droits compensateurs, ou

B) un pays membre de l'OMC a retiré une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires accordée pour une marchandise visée par une ordonnance imposant des droits compensateurs,

l'autorité administrante procède à un réexamen pour déterminer si le montant du droit estimé à déposer doit être ajusté ou l'ordonnance abrogée.



3) DILIGENCE. - L'autorité administrante conduit les réexamens au titre du présent sous-article avec diligence et en publie les résultats au Federal Register.

h) CORRECTION DES ERREURS MATERIELLES. - L'autorité administrante établit les procédures applicables à la correction des erreurs matérielles qui pourront se glisser dans les déterminations finales dans un délai raisonnable après que lesdites déterminations ont été arrêtées en application du présent article. Ces procédures ménagent aux parties intéressées la possibilité de présenter leurs vues au sujet de toute erreur de cette nature. Au sens du présent sous-article, le terme "erreur matérielle" recouvre les erreurs d'addition, de soustraction ou autres erreurs arithmétiques, les erreurs résultant d'une transcription, reproduction et ainsi de suite inexactes, ainsi que toute autre erreur non intentionnelle que l'autorité administrante considère comme une erreur matérielle.

(19 U.S.C. 1675)

**ARTICLE 752. REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX REEXAMENS PREVUS A L'ARTICLE 751 b) ET 751 c).**

a) DETERMINATION DE LA PROBABILITE DE LA PERSISTANCE OU DE LA REAPPARITION D'UN DOMMAGE IMPORTANT. -

1) PRINCIPE. - Dans le cadre d'un réexamen conduit en application de l'article 751 b) ou c), la Commission détermine s'il est probable que l'abrogation d'une ordonnance ou la clôture d'une enquête suspendue aboutirait à la persistance ou à la réapparition d'un dommage important dans un laps de temps raisonnablement prévisible. La Commission examine quels seront probablement le volume, l'effet sur les prix et l'incidence sur la branche de production nationale des importations de la marchandise visée en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue. La Commission tient compte -

A) de ses déterminations antérieures de l'existence d'un dommage, y compris le volume, l'effet sur les prix et l'incidence sur la branche de production nationale des importations de la marchandise visée avant que l'ordonnance ait été arrêtée ou l'accord de suspension accepté,

B) du point de savoir si toute amélioration de la situation de la branche de production est liée à l'ordonnance ou à l'accord de suspension,

C) du point de savoir si la branche de production est exposée à subir un dommage important en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de terminaison de l'accord de suspension, et

D) dans une action antidumping au titre de l'article 751 c), des constatations de l'autorité administrante concernant l'incorporation des droits établies en vertu de l'article 751 a) 4).

2) VOLUME. - Pour évaluer le volume probable des importations de la marchandise visée en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue, la Commission examine si le volume probable des importations de la marchandise visée serait notable en pareil cas, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation aux Etats-Unis. Ce faisant, la Commission prend en considération tous les facteurs économiques pertinents, et notamment -

A) tout accroissement probable des capacités de production ou des capacités de production actuellement inutilisées dans le pays exportateur,

B) les stocks existants de la marchandise visée, ou leurs augmentations probables,

C) l'existence d'obstacles à l'importation de ladite marchandise dans d'autres pays que les Etats-Unis, et

D) les possibilités de changement de produit si les installations de production du pays étranger qui peuvent servir à produire la marchandise visée servent actuellement à produire d'autres produits.

3) **PRIX.** - Pour évaluer les effets probables des importations de la marchandise visée sur les prix en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue, la Commission examine -

A) s'il est probable qu'il y aura dans les importations de la marchandise visée sous-cotation notable des prix par rapport aux produits similaires d'origine nationale, et

B) s'il est probable que des importations de la marchandise visée seront effectuées aux Etats-Unis à des prix qui auraient, d'une autre manière, pour effet de déprimer dans une mesure notable les prix ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses des prix des produits similaires d'origine nationale.

4) **INCIDENCE SUR LA BRANCHE DE PRODUCTION.** - Pour évaluer l'incidence probable des importations de la marchandise visée sur la branche de production en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue, la Commission prend en considération tous les facteurs économiques pertinents qui auront probablement une influence sur la situation de la branche de production aux Etats-Unis, y compris, mais non exclusivement -

A) les diminutions probables de la production, des ventes, de la part de marché, des bénéfices, de la productivité, du retour sur investissement et de l'utilisation des capacités,

B) les effets négatifs probables sur les flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux et l'investissement, et

C) les effets négatifs probables sur les efforts de développement et de production en cours de la branche de production, et notamment les efforts en vue de mettre au point une version dérivée ou plus perfectionnée du produit similaire d'origine nationale.

La Commission évalue tous les facteurs économiques pertinents exposés dans le présent paragraphe en les replaçant dans le contexte de la conjoncture ainsi que des conditions de concurrence qui caractérisent la branche de production touchée.

5) **BASE DE LA DETERMINATION.** - La présence ou l'absence de tout facteur que la Commission est tenue de prendre en considération en vertu du présent sous-article ne constituera pas nécessairement une base de jugement déterminante sur le point de savoir s'il est probable qu'un dommage important subsistera ou se reproduira dans un laps de temps raisonnablement prévisible en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue. Pour établir sa détermination sur ce point, la Commission considérera que les effets de l'abrogation ou de la clôture peuvent ne pas être imminents, mais se manifester seulement à plus longue échéance.

6) **AMPLEUR DE LA MARGE DE DUMPING ET DE LA SUBVENTION NETTE POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES; NATURE DE LA SUBVENTION POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES.** - Pour établir une détermination au titre de l'article 751 b) ou c), la Commission peut considérer l'ampleur de la marge de dumping ou l'ampleur de la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires. S'agissant d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, la Commission prend en

considération les renseignements concernant la nature de ladite subvention et la question de savoir si celle-ci est une subvention au sens de l'article 3 ou de l'article 6.1 de l'Accord sur les subventions.

7) CUMUL. - Aux fins du présent sous-article, la Commission peut procéder à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée en provenance de tous les pays à l'égard desquels des réexamens ont été engagés le même jour en application de l'article 751 b) ou c), s'il est probable que ces importations se trouveraient en concurrence entre elles et avec les produits similaires d'origine nationale sur le marché des Etats-Unis. La Commission ne procède pas à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée dans une affaire où elle détermine que ces importations n'auront probablement aucune incidence défavorable perceptible sur la branche de production nationale.

8) REGLE PARTICULIERE APPLICABLE AUX BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES. - Dans un réexamen mené en application de l'article 751 b) ou c) qui intéresse une branche de production régionale, la Commission peut fonder sa détermination sur la branche de production régionale définie dans l'enquête initiale menée en vertu des dispositions du présent titre, sur une autre région satisfaisant aux critères établis à l'article 771 4) C) ou sur l'ensemble des Etats-Unis. Pour déterminer si une analyse de la branche de production régionale est appropriée pour la détermination à établir dans le cadre du réexamen, la Commission examine s'il est probable que les critères fixés à l'article 771 4) C) seront respectés en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue.

b) DETERMINATION DE LA PROBABILITE DE LA PERSISTANCE OU DE LA REAPPARITION D'UNE SUBVENTION POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES. -

1) REGLE GENERALE. - Dans un réexamen conduit au titre de l'article 751 c), l'autorité administrante détermine s'il est probable que l'abrogation d'une ordonnance imposant des droits compensateurs ou la clôture d'une enquête suspendue en vertu de l'article 704 aboutirait à la persistance ou à la réapparition d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires. L'autorité administrante prend en considération -

A) la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires déterminée dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs, et

B) la question de savoir si le programme qui avait entraîné la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires visée à l'alinéa A) a subi une modification qui affectera probablement ladite subvention nette.

2) PRISE EN CONSIDERATION D'AUTRES FACTEURS. - Sur exposé de motifs valables, l'autorité administrante prend aussi en considération -

A) les programmes dont il a été déterminé dans d'autres enquêtes ou réexamens conduits en vertu des dispositions du présent titre qu'ils assuraient des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, mais seulement dans la mesure où ces programmes -

i) peuvent potentiellement être utilisés par les exportateurs ou producteurs soumis au réexamen prévu à l'article 751 c), et

ii) n'existaient pas au moment où l'ordonnance imposant des droits compensateurs avait été arrêtée ou l'accord de suspension accepté, et

B) les nouveaux programmes dont il est allégué qu'ils assurent des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, mais seulement dans la mesure où l'autorité administrante établit une détermination positive en matière de droits compensateurs en ce qui concerne ces programmes et en ce qui concerne les exportateurs ou producteurs soumis au réexamen.

3) SUBVENTION NETTE POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES. - L'autorité administrante communique à la Commission la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires qui sera probablement pratiquée en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue. L'autorité administrante retient normalement un montant net de subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires qui a été déterminé en application de l'article 705 ou du sous-article a) ou b) 1) de l'article 751.

4) REGLE PARTICULIERE. -

A) TRAITEMENT DES TAUX NULS ET *DE MINIMIS*. - Une subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires visée au paragraphe 1) A) qui est nulle ou *de minimis* n'exige pas en soi une détermination de l'autorité administrante établissant que l'abrogation d'une ordonnance imposant des droits compensateurs ou la clôture d'une enquête suspendue n'aboutirait probablement pas à la persistance ou à la réapparition d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires.

B) APPLICATION DES CRITERES *DE MINIMIS*. - Aux fins du présent paragraphe, l'autorité administrante applique les critères *de minimis* applicables aux réexamens conduits en application des sous-articles a) et b) 1) de l'article 751.

c) DETERMINATION DE LA PROBABILITE DE LA PERSISTANCE OU DE LA REAPPARITION D'UN DUMPING. -

1) REGLE GENERALE. - Dans un réexamen conduit en application de l'article 751 c), l'autorité administrante détermine s'il est probable que l'abrogation d'une ordonnance imposant des droits antidumping ou la clôture d'une enquête suspendue en vertu de l'article 734 aboutirait à la persistance ou à la réapparition de ventes de la marchandise visée à un prix inférieur à sa juste valeur. L'autorité administrante prend en considération -

A) la marge moyenne pondérée de dumping déterminée dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs, et

B) le volume des importations de la marchandise visée sur la période antérieure et la période postérieure à la date à laquelle l'ordonnance imposant des droits antidumping a été arrêtée ou l'accord de suspension accepté.

2) PRISE EN CONSIDERATION D'AUTRES FACTEURS. - Sur exposé de motifs valables, l'autorité administrante prend aussi en considération les autres facteurs tels que prix, coûts, marché ou facteurs économiques qu'elle juge pertinents.

3) AMPLEUR DE LA MARGE DE DUMPING. - L'autorité administrante communique à la Commission l'ampleur de la marge de dumping qui sera probablement pratiquée en cas d'abrogation de l'ordonnance ou de clôture de l'enquête suspendue. L'autorité administrante retient normalement une marge qui a été déterminée en application de l'article 735 ou du sous-article a) ou b) 1) de l'article 751.

4) REGLE PARTICULIERE. -

A) TRAITEMENT DES MARGES NULLES OU *DE MINIMIS*. - Une marge de dumping visée au paragraphe 1) A) qui est nulle ou *de minimis* n'exige pas en soi de l'autorité administrante une détermination établissant que l'abrogation d'une ordonnance imposant des droits antidumping ou la clôture d'une enquête suspendue n'aboutirait probablement pas à la persistance ou à la réapparition de ventes à un prix inférieur à la juste valeur.

B) APPLICATION DES CRITERES *DE MINIMIS*. - Aux fins du présent paragraphe, l'autorité administrante applique les critères *de minimis* applicables aux réexamens conduits en application des sous-articles a) et b) de l'article 751.

(19 U.S.C. 1675a)

**ARTICLE 753. REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX ENQUETES SUR LE DOMMAGE POUR CERTAINES ORDONNANCES ET ENQUETES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS AU TITRE DE L'ARTICLE 303.**

a) PRINCIPE. -

1) ENQUETE DE LA COMMISSION SUR DEMANDE. - Dans le cas d'une ordonnance imposant des droits compensateurs visée au paragraphe 2), qui -

A) s'applique à une marchandise qui est le produit d'un pays régi par l'Accord sur les subventions, et

B) i) est en vigueur à la date à laquelle ledit pays acquiert la qualité de pays régi par l'Accord sur les subventions, ou

ii) est arrêtée à une date postérieure à la date désignée au sous-alinéa i) en exécution d'une ordonnance judiciaire rendue dans le cadre d'une action intentée en vertu de l'article 516A,

la Commission, au reçu d'une demande d'enquête sur le dommage à propos de ladite ordonnance émanant d'une partie intéressée au sens de l'article 771 9) C), D), E), F) ou G, ouvre une enquête et détermine s'il est probable qu'une branche de production aux Etats-Unis subira un dommage important du fait des importations de la marchandise visée en cas d'abrogation de l'ordonnance.

2) DEFINITION DES ORDONNANCES IMPOSANT DES DROITS COMPENSATEURS. - Une ordonnance imposant des droits compensateurs visée dans le présent paragraphe est une ordonnance arrêtée en vertu de l'article 303, à propos de laquelle la prescription d'une détermination positive de l'existence d'un dommage important énoncée à l'article 303 a) 2) n'était pas applicable au moment où ladite ordonnance a été arrêtée.

3) PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA DEMANDE D'ENQUETE. - Une demande d'enquête en vertu du présent sous-article est présentée -

A) dans le cas d'une ordonnance visée au paragraphe 1) B) i), dans les six mois suivant la date à laquelle le pays visé au paragraphe 1) A) aura acquis la qualité de pays régi par l'Accord sur les subventions, ou

B) dans le cas d'une ordonnance visée au paragraphe 1) B) ii), dans les six mois suivant la date à laquelle l'ordonnance aura été arrêtée.

4) **SUSPENSION DE LA LIQUIDATION.** - En ce qui concerne les déclarations en douane de la marchandise visée faites à compter -

A) dans le cas d'une ordonnance visée au paragraphe 1) B) i), de la date à laquelle le pays visé au paragraphe 1) A) aura acquis la qualité de pays régi par l'Accord sur les subventions, ou

B) dans le cas d'une ordonnance visée au paragraphe 1) B) ii), de la date à laquelle l'ordonnance aura été arrêtée,

la liquidation est suspendue, le dépôt en espèces demeurant au taux applicable à la date indiquée à l'alinéa A) ou B) (selon le cas).

b) **ENQUETES: PROCEDURE ET ETAPES.** -

1) **PROCEDURE DE LA COMMISSION.** -

A) **REGLE GENERALE.** - Sous réserve des dispositions contraires du présent article, les dispositions du présent titre concernant les éléments de preuve à fournir et les procédures à suivre pour les enquêtes conduites dans le cadre du sous-titre A s'appliquent aux enquêtes conduites par la Commission en application du présent article.

B) **DATE DE LA DETERMINATION DE LA COMMISSION.** - Sous réserve des dispositions contraires de l'alinéa C), la Commission arrête sa détermination au titre du sous-article a) 1), autant que possible, un an au plus tard après la date à laquelle l'enquête aura été ouverte en application du présent article.

C) **REGLE PARTICULIERE DESTINEE A MENAGER UNE CERTAINE SOUPLESSE ADMINISTRATIVE.** - Dans le cas des demandes d'enquête au titre du présent article reçues dans le délai d'un an après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les Etats-Unis, la Commission pourra, après avoir consulté l'autorité administrante, ouvrir ses enquêtes de telle sorte que les déterminations y afférentes soient toutes établies dans les quatre ans écoulés à compter de cette date.

2) **SUBVENTION NETTE POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES; NATURE DE LA SUBVENTION.** -

A) **SUBVENTION NETTE POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES.** - L'autorité administrante communique à la Commission la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires qui sera probablement pratiquée en cas d'abrogation de l'ordonnance faisant l'objet de l'enquête. L'autorité administrante retient normalement un montant net de subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires qui a été déterminé en application de l'article 705 ou du sous-article a) ou b) 1) de l'article 751. Si la Commission prend en considération l'ampleur de la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires pour établir sa détermination au titre du présent article, elle utilise la subvention nette communiquée par l'autorité administrante.

B) **NATURE DE LA SUBVENTION.** - L'autorité administrante fait savoir à la Commission quelle est la nature de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires et s'il s'agit d'une

subvention visée à l'article 3 ou à l'article 6.1 de l'Accord sur les subventions, et la Commission en tient compte pour établir sa détermination au titre du présent article.

3) EFFET DE LA DETERMINATION DE LA COMMISSION. -

A) DETERMINATION POSITIVE. - Au reçu d'une notification de la Commission l'avisant qu'elle a établi une détermination positive au titre du sous-article a) 1) -

- i) l'autorité administrante ordonne qu'il soit mis fin à la suspension de la liquidation prescrite en vertu du sous-article a) 4), et
- ii) l'ordonnance imposant des droits compensateurs demeure en vigueur jusqu'à son abrogation, totale ou partielle, en vertu de l'article 751 d).

Aux fins de l'article 751 c), une ordonnance imposant des droits compensateurs visée dans le présent article est réputée avoir été arrêtée à la date de publication de la détermination de la Commission au titre du présent sous-article.

B) DETERMINATION NEGATIVE. -

- i) REGLE GENERALE. - Au reçu d'une notification de la Commission l'avisant qu'elle a établi une détermination négative au titre du sous-article a) 1), l'autorité administrante abroge l'ordonnance imposant des droits compensateurs et restitue, majorés des intérêts, tous droits compensateurs estimés recouvrés durant la période où la liquidation était suspendue en vertu du sous-article a) 4).
- ii) RESTRICTION A LA DETERMINATION NEGATIVE. - Une détermination de la Commission concluant que l'abrogation de l'ordonnance ne se traduira probablement pas par un dommage important pour une branche de production du fait d'importations de la marchandise visée ne peut se fonder, en totalité ou en partie, sur les taxes, droits ou autres impositions prélevés à l'exportation de la marchandise visée aux Etats-Unis qui étaient expressément destinés à neutraliser la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires reçues.

4) ORDONNANCES IMPOSANT DES DROITS COMPENSATEURS A PROPOS DESQUELLES IL N'EST PAS DEMANDE D'ENQUETE SUR LE DOMMAGE. - Si, en ce qui concerne une ordonnance imposant des droits compensateurs visée au sous-article a), il n'est pas présenté de demande d'enquête dans le délai prescrit par le sous-article a) 3), la Commission avise l'autorité administrante qu'une détermination négative a été établie en application du sous-article a), et les dispositions du paragraphe 3) B) s'appliquent en ce qui concerne cette ordonnance.

c) ENQUETES EN COURS OU SUSPENDUES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS. - Si, à la date à laquelle un pays acquiert la qualité de pays régi par l'Accord sur les subventions, il y a une enquête en matière de droits compensateurs en cours ou suspendue en vertu de l'article 303 relativement à une marchandise qui est un produit de ce pays et à laquelle la prescription d'une détermination positive d'un dommage important au titre de l'article 303 a) 2) n'était pas applicable au moment de l'ouverture de l'enquête, la Commission -

1) dans le cas d'une enquête en cours, établit une détermination finale au titre de l'article 705 b) dans les 75 jours suivant la date d'une détermination finale positive, le cas échéant, de l'autorité administrante,

2) dans le cas d'une enquête suspendue à laquelle l'article 704 i) 1) B) s'applique, établit une détermination finale au titre de l'article 705 b) dans les 120 jours suivant la date à laquelle elle aura reçu de l'autorité administrante avis de la reprise de l'enquête en vertu de l'article 704 i), ou, si ce délai vient à expiration plus tard, dans les 45 jours suivant la date d'une détermination finale positive, le cas échéant, de l'autorité administrante, ou

3) dans le cas d'une enquête suspendue à laquelle l'article 704 i) 1) C) s'applique, traite l'ordonnance imposant des droits compensateurs qui a été arrêtée au titre de cette disposition comme si c'était -

A) une ordonnance arrêtée au titre du sous-article a) 1) B) ii), aux fins du sous-article a) 3); et

B) une ordonnance arrêtée au titre du sous-article a) 1) B) i), aux fins du sous-article a) 4).

d) PUBLICATION AU FEDERAL REGISTER. - L'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, publie au Federal Register un avis d'ouverture de toute enquête, et un avis de toute détermination ou abrogation, intervenues en application des dispositions du présent article.

e) DEMANDE DE REEXAMEN SIMULTANE CONDUIT AVEC DILIGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE 751 c). -

1) REGLE GENERALE. -

A) DEMANDES DE REEXAMEN. - Nonobstant les dispositions de l'article 751 c) 6) A) et sous réserve des dispositions de l'alinéa B), une partie intéressée peut demander le réexamen d'une ordonnance au titre de l'article 751 c) en même temps qu'elle demande une enquête au titre du sous-article a), si ladite ordonnance concerne la même marchandise que la marchandise visée ou une marchandise comparable. Au reçu de cette demande, l'autorité administrante, après consultation de la Commission, engage un réexamen de l'ordonnance au titre de l'article 751 c). La Commission associe ledit réexamen à l'enquête menée en vertu du présent article.

B) EXCEPTION. - Si l'autorité administrante détermine que la partie intéressée qui a demandé une enquête en vertu du présent article est une partie liée ou un importateur au sens de l'article 771 4) B), elle peut rejeter une demande de réexamen d'une ordonnance au titre de l'article 751 c) émanant de ladite partie qui porte sur la même marchandise que la marchandise visée ou sur une marchandise comparable.

2) CUMUL. - Si un réexamen au titre de l'article 751 c) est engagé en vertu du paragraphe 1), il est réputé avoir été engagé le jour de l'ouverture de l'enquête menée en vertu du présent article, et la Commission peut, conformément aux dispositions de l'article 771 7) G), procéder à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée en provenance de tous les pays à l'égard desquels de telles enquêtes sont réputées avoir été ouvertes le même jour.

3) DETERMINATION DE LA COMMISSION: DATE ET PROCEDURE. - La Commission arrête sa détermination dans l'enquête conduite en vertu du présent article en même temps qu'elle établit sa détermination dans le cadre du réexamen au titre de l'article 751 c) qui est engagé en vertu des dispositions du présent sous-article. A tous autres égards, la Commission applique à ces réexamens au titre de l'article 751 c) les procédures et les critères énoncés à l'article 751 c).



## **CHAPITRE 2 - CONSULTATIONS ET DETERMINATIONS CONCERNANT LES ACCORDS SUR DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES**

### **ARTICLE 761. CONSULTATIONS PRESCRITES.**

a) **ACCORDS EN REACTION A DES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES.** - Dans les 90 jours suivant l'acceptation par l'autorité administrante, en vertu de l'article 704 a) 2) ou c) 3), d'un accord sur des restrictions quantitatives, le Président engage des consultations avec le gouvernement qui est partie à l'accord à l'effet -

1) d'éliminer complètement la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, ou

2) d'abaisser la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires à un niveau qui élimine complètement l'effet dommageable des exportations de la marchandise aux Etats-Unis.

b) **MODIFICATION D'UN ACCORD A L'ISSUE DE CONSULTATIONS.** - Sur instructions du Président, l'autorité administrante modifie un accord sur des restrictions quantitatives à l'issue de consultations engagées en application du sous-article a).

c) **REGLE PARTICULIERE APPLICABLE AUX ACCORDS ACCEPTEES EN VERTU DE L'ARTICLE 704 c) 3).** - Les dispositions du présent chapitre cessent d'être applicables à un accord sur des restrictions quantitatives visé à l'article 704 c) 3) lorsque cet accord devient nul et de nul effet en vertu de l'article 704 f) ou qu'une violation de l'accord est constatée ainsi qu'il est prévu à l'article 704 i).

(19 U.S.C. 1676)

### **ARTICLE 762. DETERMINATIONS PRESCRITES.**

a) **REGLE GENERALE.** - Avant la date d'expiration, le cas échéant, d'un accord sur des restrictions quantitatives accepté en vertu de l'article 704 a) 2) ou 704 c) 3) (si la suspension de l'enquête correspondante est encore en vigueur) -

1) l'autorité administrante, sur instructions du Président, engage une procédure en vue de déterminer si une quelconque subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est accordée en ce qui concerne la marchandise visée et, dans l'affirmative, quelle est la subvention nette; et

2) si l'autorité administrante engage une procédure en application du paragraphe 1), la Commission détermine si, à l'expiration de l'accord, les importations de la marchandise de l'espèce visée par l'accord entraîneront un dommage important ou une menace de dommage important pour une branche de production aux Etats-Unis, ou un retard important dans la création d'une telle branche de production.

b) **DETERMINATIONS.** - Les déterminations que l'autorité administrante et la Commission sont tenues d'arrêter en vertu du sous-article a) sont établies suivant les procédures que l'autorité administrante et la Commission prescrivent, respectivement, par la voie réglementaire et sont réputées être des déterminations finales établies en application de l'article 705 aux fins de la révision judiciaire prévue à l'article 516A. Si les déterminations établies par chacune d'elles sont positives, l'autorité administrante -

- 1) arrête en application de l'article 706 une ordonnance imposant des droits compensateurs qui s'applique aux marchandises déclarées en douane à compter de la date d'expiration de l'accord; et
- 2) ordonne la suspension de la liquidation en douane sur tous les lots de la marchandise visée entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à compter de la date de publication de l'ordonnance au Federal Register.
- c) AUDITIONS. - Les procédures qu'elles sont tenues, en vertu du sous-article b), de prescrire pour l'établissement des déterminations prévoient que l'autorité administrante et la Commission doivent, à la demande de toute partie intéressée, procéder à une audition sur les questions en jeu conformément aux dispositions de l'article 774.

(19 U.S.C. 1676a)

#### **Sous-titre D - Dispositions générales**

#### **ARTICLE 771. DEFINITIONS; REGLES PARTICULIERES.**

Aux fins du présent titre -

- 1) AUTORITE ADMINISTRANTE. - Le terme "autorité administrante" s'entend du Secrétaire au commerce, ou de tout autre haut fonctionnaire des Etats-Unis à qui a été dévolu par la loi l'exercice de la compétence de l'autorité administrante dans le cadre du présent titre.
- 2) COMMISSION. - Le terme "Commission" désigne la Commission du commerce international des Etats-Unis.
- 3) PAYS. - Le terme "pays" s'entend d'un pays étranger, d'une subdivision politique, d'un territoire dépendant ou d'une possession d'un pays étranger et, sauf aux fins des procédures antidumping, peut aussi recouvrir une association de deux ou plusieurs pays étrangers, subdivisions politiques, territoires dépendants ou possessions de pays constitués en union douanière hors du territoire des Etats-Unis.
- 4) BRANCHE DE PRODUCTION. -
  - A) EN GENERAL. - Le terme "branche de production" s'entend de l'ensemble des producteurs d'un produit similaire d'origine nationale, ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées d'un produit similaire d'origine nationale constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ce produit.
  - B) PARTIES LIEES. -
    - i) Si un producteur d'un produit similaire d'origine nationale et un exportateur ou un importateur de la marchandise visée sont des parties liées, ou si un producteur du produit similaire d'origine nationale est également importateur de la marchandise visée, ce producteur peut, dans des circonstances appropriées, être considéré comme ne faisant pas partie de la branche de production.
    - ii) Aux fins du sous-alinéa i), un producteur et un exportateur ou importateur sont considérés comme parties liées -

- I) si le producteur, directement ou indirectement, contrôle l'exportateur ou l'importateur,
- II) si l'exportateur ou l'importateur, directement ou indirectement, contrôle le producteur,
- III) si un tiers, directement ou indirectement, contrôle le producteur et l'exportateur ou l'importateur, ou
- IV) si le producteur et l'exportateur ou l'importateur, directement ou indirectement, contrôlent un tiers et qu'il y ait des raisons de croire que l'effet de cette relation est tel que le producteur agit différemment d'un producteur non lié.

Aux fins du présent alinéa, une partie est considérée comme contrôlant directement ou indirectement une autre partie si elle est, en droit ou en fait, en mesure d'exercer sur l'autre partie un pouvoir de contrainte ou d'orientation.

C) **BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES.** - Dans des circonstances appropriées, les Etats-Unis peuvent, en ce qui concerne le marché d'un produit particulier, être divisés en deux ou plusieurs marchés, et les producteurs à l'intérieur de chaque marché être considérés comme constituant une branche de production distincte si -

- i) les producteurs à l'intérieur d'un tel marché vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production du produit similaire d'origine nationale sur ce marché, et
- ii) la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs du produit en question situés dans d'autres parties du territoire des Etats-Unis.

Dans lesdites circonstances appropriées, il pourra être constaté qu'il existe un dommage important, une menace de dommage important ou un retard important dans la création d'une branche de production, même en l'absence de dommage pour l'ensemble de la branche de production nationale, ou pour les producteurs dont les productions additionnées d'un produit similaire d'origine nationale constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ce produit, s'il y a une concentration d'importations faisant l'objet d'un dumping ou d'importations d'une marchandise bénéficiant d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires sur un de ces marchés isolés et si les producteurs représentant la totalité, ou la quasi-totalité, de la production à l'intérieur de ce marché subissent un dommage important ou sont menacés d'un dommage important, ou si la création d'une branche de production subit un retard important, du fait des importations faisant l'objet d'un dumping ou des importations de la marchandise bénéficiant d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires. Le terme "branche de production régionale" s'entend des producteurs nationaux d'une région qui sont considérés comme une branche de production distincte en vertu du présent alinéa.

D) **LIGNES DE PRODUITS.** - L'effet des importations faisant l'objet d'un dumping ou des importations d'une marchandise bénéficiant d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est évalué par rapport à la production d'un produit similaire d'origine nationale aux Etats-Unis si les données disponibles permettent d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production ou les bénéfices du producteur. Si la production nationale du produit similaire ne peut se définir à l'aide de ces critères, l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping ou des importations d'une marchandise bénéficiant d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est évalué par examen de la production du groupe ou gamme de

produits le plus étroit comprenant le produit similaire pour lequel les renseignements nécessaires peuvent être communiqués.

E) BRANCHE DE PRODUCTION DE PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMES. -

- i) REGLE GENERALE. - Sous réserve des dispositions du sous-alinéa v), dans une enquête portant sur un produit agricole transformé obtenu à partir d'un produit agricole brut, les producteurs du produit agricole brut peuvent être considérés comme faisant partie de la branche de production du produit transformé si -
  - I) le produit agricole transformé est obtenu à partir du produit agricole brut à travers une seule chaîne continue d'opérations de production; et
  - II) il y a entre les producteurs ou planteurs du produit agricole brut et les transformateurs de ce produit une concordance substantielle d'intérêts économiques reposant sur des facteurs économiques pertinents qui peuvent comprendre, à la discrétion de la Commission, le prix, la valeur commerciale ajoutée ou d'autres facteurs économiques interdépendants (que cette concordance d'intérêts économiques repose ou non sur des liens juridiques).
- ii) TRANSFORMATION. - Aux fins du présent alinéa, le produit agricole transformé est considéré comme obtenu à partir d'un produit agricole brut à travers une seule chaîne continue d'opérations de production si -
  - I) le produit agricole brut est pour une part substantielle ou en totalité affecté à la production du produit agricole transformé; et
  - II) le produit agricole transformé est obtenu pour une part substantielle ou en totalité à partir du produit brut.
- iii) FACTEURS ECONOMIQUES PERTINENTS. - Aux fins du sous-alinéa i) II), la Commission, en sus des autres facteurs qu'elle juge pertinents pour la question de la concordance des intérêts économiques, prend en considération -
  - I) s'il est tenu compte du prix, le degré de corrélation entre le prix du produit agricole brut et le prix du produit agricole transformé; et
  - II) s'il est tenu compte de la valeur commerciale ajoutée, le point de savoir si la valeur du produit agricole brut constitue un pourcentage notable de la valeur du produit agricole transformé.
- iv) PRODUIT AGRICOLE BRUT. - Aux fins du présent alinéa, le terme "produit agricole brut" s'entend de tout produit de l'agriculture ou de la pêche.
- v) CADUCITE DU PRESENT ALINEA. - Le présent alinéa cesse d'être en vigueur si le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales notifie à l'autorité administrante et à la Commission que son application est incompatible avec les obligations internationales des Etats-Unis.

5) SUBVENTION POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES. -

A) REGLE GENERALE. - Sous réserve des dispositions de l'alinéa 5B), une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est une subvention visée au présent paragraphe qui est spécifique au sens du paragraphe 5A).

B) DEFINITION DE LA SUBVENTION. - Il y a subvention au sens du présent paragraphe dans le cas où une autorité -

- i) accorde une contribution financière,
- ii) accorde une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix, au sens de l'article XVI du GATT de 1994, ou
- iii) fait un versement à un mécanisme de financement en vue d'accorder une contribution financière ou charge un organisme privé d'apporter une contribution financière qui est normalement du ressort des pouvoirs publics, ou lui ordonne de le faire, la pratique suivie ne différant pas en substance de la pratique normale des pouvoirs publics,

à une personne, et où un avantage est ainsi conféré. Aux fins du présent paragraphe et des alinéas 5A) et 5B), le terme "autorité" s'entend des pouvoirs publics d'un pays ou de tout organisme public du ressort territorial de ce pays.

C) AUTRES FACTEURS. - La détermination de l'existence d'une subvention est établie sans égard au point de savoir si le bénéficiaire est propriété publique ou privée ou si la subvention est accordée directement ou indirectement pour la fabrication, la production ou l'exportation de la marchandise. L'autorité administrante n'est pas tenue d'examiner l'effet de la subvention pour déterminer l'existence d'une subvention en application du présent paragraphe.

D) CONTRIBUTION FINANCIERE. - Le terme "contribution financière" recouvre -

- i) le transfert direct de fonds, par exemple, sous la forme de dons, prêts et participations au capital social, ou le transfert direct potentiel de fonds ou de passif, par exemple des garanties de prêt,
- ii) l'abandon ou la non-perception de recettes normalement exigibles, par exemple, par l'octroi de crédits d'impôt ou de déductions du revenu imposable,
- iii) la fourniture de biens ou de services, autres qu'une infrastructure générale, ou
- iv) l'achat de biens.

E) AVANTAGE CONFERE. - Un avantage est normalement considéré comme conféré lorsqu'un avantage est procuré au bénéficiaire, y compris -

- i) dans le cas d'une prise de participation au capital social, si la décision en matière d'investissement est incompatible avec la pratique habituelle des investisseurs privés, notamment pour ce qui est de la fourniture de capital-risque, dans le pays où est effectuée la prise de participation au capital social,

- ii) dans le cas d'un prêt, s'il y a une différence entre le montant que le bénéficiaire du prêt paie sur le prêt et celui qu'il paierait sur un prêt commercial comparable qu'il pourrait effectivement obtenir sur le marché,
- iii) dans le cas d'une garantie de prêt, s'il y a une différence, après ajustement pour tenir compte de toute différence dans les commissions de garantie, entre le montant que le bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti et celui qu'il paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie de l'autorité, et
- iv) dans le cas de la fourniture de biens ou de services, si lesdits biens ou services sont fournis moyennant une rémunération moins qu'adéquate, et, dans le cas de l'achat de biens, si lesdits biens sont achetés moyennant une rémunération moins qu'adéquate.

Aux fins du sous-alinéa iv), l'adéquation de la rémunération est déterminée par rapport aux conditions pratiquées sur le marché pour le bien ou service fourni ou pour les biens achetés dans le pays faisant l'objet de l'enquête ou du réexamen. Les conditions pratiquées sur le marché comprennent le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente.

F) **CHANGEMENT DE PROPRIETE.** - Un changement de propriété de tout ou partie d'une entreprise étrangère ou des actifs productifs d'une entreprise étrangère n'exige pas en soi de l'autorité administrante une détermination établissant qu'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires antérieurement reçue par l'entreprise ne continue plus à pouvoir donner lieu à des mesures compensatoires, même si le changement de propriété est opéré par une transaction conclue dans des conditions de libre concurrence.

5A) **SPECIFICITE.** -

A) **REGLE GENERALE.** - Une subvention est spécifique s'il s'agit d'une subvention à l'exportation visée à l'alinéa B) ou d'une subvention au remplacement des importations visée à l'alinéa C), ou s'il a été déterminé qu'elle est spécifique conformément aux dispositions de l'alinéa D).

B) **SUBVENTION A L'EXPORTATION.** - Une subvention à l'exportation est une subvention subordonnée, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit entre deux ou plusieurs conditions, aux résultats à l'exportation.

C) **SUBVENTION AU REMPLACEMENT D'IMPORTATIONS.** - Une subvention au remplacement d'importations est une subvention subordonnée, soit exclusivement, soit entre deux ou plusieurs conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

D) **SUBVENTION INTERIEURE.** - Pour déterminer si une subvention (autre qu'une subvention visée à l'alinéa B) ou C)) est une subvention spécifique, en droit ou en fait, à une entreprise ou à une branche de production relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde cette subvention, il est fait application des principes directeurs suivants:

- i) Dans les cas où l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, limite expressément à une entreprise ou une branche de production la possibilité de bénéficier de la subvention, il y a spécificité en droit.
- ii) Dans les cas où l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, subordonne à des critères ou conditions objectifs le droit de

bénéficiaire de la subvention et le montant de celle-ci, il n'y a pas spécificité en droit si -

- I) le droit de bénéficier de la subvention est automatique,
- II) les critères ou conditions y ouvrant droit sont observés strictement, et
- III) lesdits critères ou conditions sont clairement énoncés dans la législation, la réglementation ou autre document officiel pertinent, de manière à pouvoir être vérifiés.

Aux fins du présent sous-alinéa, le terme "critères ou conditions objectifs" s'entend de critères ou conditions neutres et qui ne favorisent pas une entreprise ou une branche de production par rapport à une autre.

- iii) Dans les cas où il y a des raisons de croire que la subvention peut être spécifique en fait, elle est spécifique s'il existe un ou plusieurs des facteurs suivants:
  - I) Les bénéficiaires effectifs de la subvention, que ce soit par rapport à l'ensemble des entreprises ou par rapport à l'ensemble des branches de production, sont en nombre limité.
  - II) Une entreprise ou une branche de production est un utilisateur dominant de la subvention.
  - III) Une entreprise ou une branche de production reçoit un montant de subvention disproportionné.
  - IV) La manière dont l'autorité qui accorde la subvention a exercé son pouvoir discrétionnaire dans la décision d'accorder une subvention indique qu'une entreprise ou une branche de production est favorisée par rapport aux autres.

Pour évaluer les facteurs énoncés en I), II), III) et IV), l'autorité administrante tient compte de l'importance de la diversification des activités économiques dans le territoire relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention, ainsi que de la période pendant laquelle le programme de subventions a été appliqué.

- iv) Dans les cas où une subvention est limitée à une entreprise ou une branche de production située à l'intérieur d'une région géographique déterminée relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention, cette subvention est spécifique.

Aux fins du présent paragraphe et du paragraphe 5B), toute mention d'une entreprise ou d'une branche de production se rapporte à une entreprise étrangère ou une branche de production étrangère et recouvre un groupe de telles entreprises ou branches de production.

**5B) CATEGORIES DE SUBVENTIONS NE DONNANT PAS LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES. -**

A) **REGLE GENERALE.** - Nonobstant les dispositions des paragraphes 5) et 5A), dans le cas d'une marchandise importée d'un pays régi par l'Accord sur les subventions, une subvention est considérée comme ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires si l'autorité administrante détermine

dans le cadre d'une enquête menée en application du sous-titre A ou d'un réexamen conduit en application du sous-titre C que cette subvention satisfait à tous les critères énoncés à l'alinéa B), C) ou D), selon le cas, ou que les dispositions de l'alinéa E) i) s'appliquent.

B) SUBVENTIONS A LA RECHERCHE. -

i) REGLE GENERALE. - A l'exception des subventions accordées pour la fabrication, la production ou l'exportation d'aéronefs civils, une subvention à des activités de recherche menées par une personne ou par un établissement d'enseignement supérieur ou de recherche ayant passé un contrat avec une personne est considérée comme ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires si elle couvre au maximum 75 pour cent de la recherche industrielle ou 50 pour cent des coûts de l'activité de développement préconcurrentielle et qu'elle se limite exclusivement aux éléments suivants -

- I) dépenses de personnel - chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui employés exclusivement pour l'activité de recherche,
- II) coûts des instruments, du matériel et des terrains ou locaux utilisés exclusivement et de manière permanente (sauf en cas de cession sur une base commerciale) pour l'activité de recherche,
- III) coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour l'activité de recherche, y compris la recherche, les connaissances techniques et les brevets achetés auprès de sources extérieures,
- IV) frais généraux additionnels supportés directement du fait de l'activité de recherche, et
- V) autres frais d'exploitation (par exemple coûts des matériaux et fournitures) supportés directement du fait de l'activité de recherche.

ii) DEFINITIONS. - Aux fins du présent alinéa -

- I) RECHERCHE INDUSTRIELLE. - Le terme "recherche industrielle" s'entend de la recherche planifiée ou des enquêtes critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances, l'objectif étant que ces connaissances puissent être utiles pour mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services ou entraîner une amélioration notable des produits, procédés ou services existants.
- II) ACTIVITE DE DEVELOPPEMENT PRECONCURRENTIELLE. - Le terme "activité de développement préconcurrentielle" s'entend de la concrétisation des résultats de la recherche industrielle dans un plan, un schéma ou un dessin pour des produits, procédés ou services nouveaux, modifiés ou améliorés, qu'ils soient destinés à être vendus ou utilisés, y compris la création d'un premier prototype qui ne pourrait pas être utilisé commercialement. Elle peut en outre comprendre la formulation conceptuelle et le dessin d'autres produits, procédés ou services, ainsi que des projets de démonstration initiale ou des projets pilotes, à condition que ces projets ne puissent pas être convertis ou utilisés pour des applications industrielles ou une exploitation commerciale. Elle ne comprend pas les modifications de routine ou modifications périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication, services existants et



autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations.

iii) REGLES DE CALCUL. -

- I) REGLE GENERALE. - Dans le cas d'une activité de recherche qui englobe à la fois des travaux de recherche industrielle et une activité de développement préconcurrentielle, le niveau admissible de la subvention ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires n'excède pas 62,5 pour cent des coûts énumérés au sous-alinéa i) I), II), III), IV et V).
- II) TOTALITE DES COUTS POUVANT ETRE PRIS EN COMPTE. - Le niveau admissible d'une subvention ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires visée au sous-alinéa i) est calculé sur la base de la totalité des coûts pouvant être pris en compte encourus pendant toute la durée d'un projet particulier.

C) SUBVENTIONS AUX REGIONS DEFAVORISEES. -

- i) REGLE GENERALE. - Une subvention accordée au titre d'un cadre général de développement régional à une personne établie dans une région désavantagée d'un pays est considérée comme ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires si elle n'a pas un caractère spécifique (au sens du paragraphe 5A)) dans les régions y ayant droit et si sont réunies les conditions suivantes:
  - I) Chaque région identifiée comme défavorisée sur le territoire d'un pays est une zone géographique précise d'un seul tenant ayant une identité économique et administrative définissable.
  - II) Chaque région considérée comme défavorisée l'est sur la base de critères neutres et objectifs indiquant que la région est défavorisée en raison de circonstances qui ne sont pas uniquement passagères, et ces critères sont clairement énoncés dans la loi, la réglementation ou autre document officiel pertinent de manière à pouvoir être vérifiés.
  - III) Les critères visés au point II) comprennent une mesure du développement économique.
  - IV) Les programmes de subventions au titre d'un cadre général de développement régional fixent des plafonds au montant de l'aide qui peut être accordée à un projet subventionné. Ces plafonds sont différenciés selon les niveaux de développement des régions aidées et sont définis en fonction du coût des investissements ou du coût de la création d'emplois. Dans la limite de ces plafonds, la répartition de l'aide est suffisamment large et égale pour éviter l'utilisation dominante d'une subvention par une entreprise ou une branche de production, ou l'octroi à une entreprise ou une branche de production de montants de subvention disproportionnés, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 5A) D).
- ii) MESURE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE. - Aux fins du sous-alinéa i), la mesure du développement économique repose sur un ou plusieurs des facteurs suivants:

- I) Le revenu par habitant, le revenu des ménages par habitant, ou un produit intérieur brut par habitant qui ne dépasse pas 85 pour cent de la moyenne pour le territoire du pays visé par l'enquête ou le réexamen.
- II) Un taux de chômage qui atteint au moins 110 pour cent de la moyenne pour le territoire du pays visé par l'enquête ou le réexamen.

La mesure du développement économique porte sur une période de trois ans, mais peut être une mesure composite et peut inclure d'autres facteurs que ceux qui sont énoncés au présent sous-alinéa.

iii) DEFINITIONS. - Aux fins du présent alinéa -

- I) CADRE GENERAL DE DEVELOPPEMENT REGIONAL. - Le terme "cadre général de développement régional" signifie que les programmes régionaux de subventions font partie d'une politique de développement régional cohérente au plan interne et généralement applicable, et que les subventions pour le développement régional ne sont pas accordées en des points géographiques isolés n'ayant aucune ou pratiquement aucune influence sur le développement d'une région.
- II) CRITERES NEUTRES ET OBJECTIFS. - Le terme "critères neutres et objectifs" s'entend de critères qui ne favorisent pas certaines régions au-delà de ce qui est approprié pour éliminer ou réduire les disparités régionales dans le cadre de la politique de développement régional.

D) SUBVENTIONS A L'ADAPTATION D'INSTALLATIONS EXISTANTES A DE NOUVELLES PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES. -

- i) REGLE GENERALE. - Une subvention qui est accordée en vue de promouvoir l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles prescriptions environnementales imposées par la loi ou la réglementation et qui se traduisent pour le bénéficiaire de la subvention par des contraintes plus importantes et une charge financière plus lourde est considérée comme ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires si cette subvention -
  - I) est une mesure ponctuelle, non récurrente,
  - II) est limitée à 20 pour cent du coût de l'adaptation,
  - III) ne couvre pas le coût du remplacement et de l'exploitation de l'investissement subventionné, coût qui doit être intégralement à la charge du bénéficiaire,
  - IV) est directement liée et proportionnée à la réduction des nuisances et de la pollution prévue par l'entreprise et ne couvre pas une économie qui pourrait être réalisée sur les coûts de fabrication, et
  - V) est offerte à toutes les personnes qui peuvent adopter le nouveau matériel ou les nouveaux procédés de production.

- ii) **INSTALLATIONS EXISTANTES.** - Aux fins du présent alinéa, le terme "installations existantes" s'entend des installations qui ont fonctionné pendant au moins deux ans au moment où les nouvelles prescriptions environnementales sont imposées.

**E) PROGRAMME DE SUBVENTIONS NOTIFIE. -**

- i) **REGLE GENERALE.** - Si une subvention est accordée au titre d'un programme qui a été notifié conformément aux dispositions de l'article 8.3 de l'Accord sur les subventions, cette subvention est considérée comme ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires et n'est pas soumise à enquête ou réexamen dans le cadre du présent titre.
- ii) **EXCEPTION.** - Nonobstant les dispositions du sous-alinéa i), une subvention est considérée comme pouvant donner lieu à des mesures compensatoires -
  - I) si le représentant pour les questions commerciales avise l'autorité administrante qu'il a été déterminé, en application de l'article 8.4 ou 8.5 de l'Accord sur les subventions, que cette subvention, ou le programme en vertu duquel elle a été accordée, ne satisfait pas aux conditions et critères prévus à l'article 8.2 de l'Accord sur les subventions; et
  - II) si la subvention a un caractère spécifique au sens du paragraphe 5A).

**F) CAS DE CERTAINES SUBVENTIONS CONCERNANT DES PRODUITS AGRICOLES.** - Les mesures de soutien interne appliquées en faveur des produits énumérés à l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture et dont l'autorité administrante aura déterminé qu'elles sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 de cet accord sont considérées comme ne donnant pas lieu à des mesures compensatoires. A la demande de l'autorité administrante, le Représentant pour les questions commerciales donne des avis sur l'interprétation et l'application de l'Annexe 2.

**G) APPLICATION PROVISOIRE. -**

- i) Les alinéas B), C), D) et E) ne s'appliqueront à compter du premier jour du mois postérieur de 66 mois à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC que si leurs dispositions sont prorogées en vertu de l'article 282 c) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay.
- ii) L'alinéa F) cessera de s'appliquer aux importations en provenance d'un pays membre de l'OMC au terme de la période de neuf ans commençant le 1er janvier 1995. Le Représentant pour les questions commerciales déterminera la date précise à laquelle il cessera de s'appliquer pour chaque pays membre de l'OMC, conformément aux dispositions du paragraphe i) de l'article premier de l'Accord sur l'agriculture, et cette date sera notifiée à l'autorité administrante.

**6) SUBVENTION NETTE POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES.** - Aux fins de la détermination de la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, l'autorité administrante peut soustraire de la subvention brute pouvant donner lieu à des mesures compensatoires le montant -

A) de tout droit d'inscription, dépôt ou paiement analogue dont les intéressés auront dû s'acquitter pour pouvoir prétendre à la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou en bénéficier,

B) de toute moins-value de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires résultant du report de son versement, si ce report a été imposé par voie d'autorité, et

C) des taxes, droits ou autres impositions perçus à l'exportation de la marchandise vers les Etats-Unis et expressément destinés à neutraliser la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires reçues.

7) DOMMAGE IMPORTANT. -

A) REGLE GENERALE. - Le terme "dommage important" s'entend d'un dommage qui n'est ni dénué de conséquence, ni négligeable, ni insignifiant.

B) VOLUME ET INCIDENCE. - Pour établir les déterminations visées aux articles 703 a), 705 b), 733 a) et 735 b), la Commission, en chaque cas -

i) prend en considération -

I) le volume des importations de la marchandise visée,

II) l'effet des importations de cette marchandise sur les prix des produits similaires<sup>1</sup> aux Etats-Unis, et

III) l'incidence des importations de ladite marchandise sur les producteurs nationaux de produits similaires<sup>1</sup>, mais seulement dans le cadre d'opérations de production menées aux Etats-Unis, et

ii) peut prendre en considération les autres facteurs économiques qui sont pertinents pour la détermination de l'existence d'un dommage important du fait de ces importations.

Dans la notification prescrite en vertu de l'article 705 d) ou 735 d), selon le cas, la Commission explique son analyse de chacun des facteurs pris en considération au titre du sous-alinéa i) et cite chacun des facteurs pris en considération au titre du sous-alinéa ii) en expliquant pleinement en quoi il était pertinent pour la détermination.

C) EVALUATION DES FACTEURS PERTINENTS. - Aux fins de l'alinéa B) -

i) VOLUME. - Pour évaluer le volume des importations de la marchandise, la Commission examine si le volume des importations de ladite marchandise, ou tout accroissement de ce volume, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation aux Etats-Unis, est notable.

ii) PRIX. - Pour évaluer l'effet des importations de cette marchandise sur les prix, la Commission examine -

---

<sup>1</sup>L'article 233 a) 3) B) de la P.L. 103-465 modifie ce sous-alinéa en supprimant "produit similaire" pour le remplacer par "produit similaire d'origine nationale". L'expression "produit similaire" n'apparaît pas.

- I) s'il y a eu, dans la marchandise importée, sous-cotation notable du prix par rapport au prix des produits similaires<sup>1</sup> des Etats-Unis, et
  - II) si les importations de ladite marchandise ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites.
- iii) **INCIDENCE SUR LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE TOUCHEE.** - Lorsqu'elle examine l'incidence qu'elle est tenue de prendre en considération en vertu de l'alinéa B) i) III), la Commission évalue tous les facteurs économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production aux Etats-Unis, y compris, mais non exclusivement, les suivants -
- I) diminution effective et potentielle de la production, des ventes, de la part de marché, des bénéfices, de la productivité, du retour sur investissement et de l'utilisation des capacités,
  - II) facteurs qui influent sur les prix intérieurs,
  - III) effets négatifs, effectifs ou potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux et l'investissement,
  - IV) effets négatifs, effectifs ou potentiels, sur les efforts de développement et de production en cours de la branche de production nationale, y compris les efforts pour mettre au point une version dérivée ou plus perfectionnée du produit similaire d'origine nationale, et
  - V) dans une procédure relevant du sous-titre B), l'importance de la marge de dumping.

La Commission évalue tous les facteurs économiques pertinents définis au présent sous-alinéa en les remplaçant dans le contexte de la conjoncture et des conditions de concurrence qui caractérisent la branche de production touchée.

- iv) **PRODUCTION CAPTIVE.** - Si, dans un cas de transfert interne par les producteurs nationaux d'une production notable du produit similaire d'origine nationale en vue de la production d'un article en aval et de vente d'une production notable dudit produit sur le marché de gros, la Commission constate -
- I) que les quantités produites du produit similaire d'origine nationale qui font l'objet du transfert interne en vue de leur transformation en cet article en aval ne sont pas mises sur le marché de gros dudit produit similaire,
  - II) que le produit similaire d'origine nationale est l'intrant matériel prépondérant utilisé dans la production dudit article en aval, et
  - III) que les quantités du produit similaire d'origine nationale produites qui sont vendues sur le marché de gros ne sont généralement pas utilisées à la production dudit article en aval,

---

<sup>1</sup>L'article 233 a) 3) B) de la P.L. 103-465 modifie ce sous-alinéa en supprimant "produit similaire" pour le remplacer par "produit similaire d'origine nationale". L'expression "produit similaire" n'apparaît pas.

elle s'attache avant tout au marché de gros du produit similaire d'origine nationale pour déterminer la part de marché et les facteurs influant sur les résultats financiers énoncés au sous-alinéa iii).

D) REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES. -

- i) La Commission ne conclut pas à l'absence de dommage important ou de menace de dommage important pour les producteurs américains d'un produit agricole pour la simple raison que le prix généralement pratiqué sur le marché est égal ou supérieur au prix minimum de soutien.
- ii) Dans le cas des produits agricoles, la Commission prend en considération tout accroissement de la charge qui pèse sur les programmes publics de soutien des revenus ou des prix.

E) REGLES SPECIALES. - Aux fins du présent paragraphe -

- i) NATURE DE LA SUBVENTION POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES. - Pour déterminer s'il existe une menace de dommage important, la Commission examine les renseignements qui lui sont communiqués par l'autorité administrante au sujet de la nature de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires accordée par un gouvernement étranger (et en particulier s'il s'agit d'une subvention au sens de l'article 3 ou de l'article 6.1 de l'Accord sur les subventions), ainsi que les effets qui seront probablement causés par ladite subvention.
- ii) CRITERES DE DETERMINATION. - La présence ou l'absence de l'un quelconque des facteurs que la Commission est tenue d'évaluer en vertu de l'alinéa C) ou D) ne constituera pas nécessairement une base de jugement déterminante pour sa détermination de l'existence d'un dommage important.

F) MENACE DE DOMMAGE IMPORTANT. -

- i) REGLE GENERALE. - Pour déterminer si une branche de production aux Etats-Unis est menacée d'un dommage important du fait d'importations (ou de ventes en vue de l'importation) de la marchandise visée, la Commission prend en considération, entre autres facteurs économiques pertinents, les suivants -
  - I) s'il y a une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires en jeu, tous renseignements qui peuvent avoir été présentés par l'autorité administrante quant à la nature de cette subvention (et en particulier au point de savoir s'il s'agit d'une subvention définie à l'article 3 ou à l'article 6.1 de l'Accord sur les subventions) et à la probabilité d'une augmentation des importations de la marchandise visée,
  - II) toute marge existante inutilisée ou augmentation imminente et substantielle des capacités de production dans le pays exportateur dénotant la probabilité d'une augmentation substantielle des importations de la marchandise visée aux Etats-Unis, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber des exportations additionnelles,

- III) un taux d'accroissement notable du volume ou de la pénétration sur le marché des importations de la marchandise visée dénotant la probabilité d'une augmentation substantielle des importations,
  - IV) importations de la marchandise visée entrant à des prix qui auront probablement pour effet de déprimer les prix intérieurs dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix et qui accroîtront probablement la demande de nouvelles importations,
  - V) les stocks de la marchandise visée,
  - VI) les possibilités de changement de produit si les installations de production du pays étranger qui peuvent servir à produire la marchandise visée sont actuellement utilisées pour produire d'autres produits,
  - VII) dans toute enquête menée dans le cadre du présent titre qui porte sur des importations à la fois d'un produit agricole brut (au sens du paragraphe 4) E) iv)) et de tout produit obtenu à partir de ce produit agricole brut, la probabilité d'une augmentation des importations du fait d'un changement de produit, si la Commission établit au titre de l'article 705 b) 1) ou 735 b) 1) une détermination positive en ce qui concerne soit le produit agricole brut, soit le produit agricole transformé (mais non les deux),
  - VIII) les effets négatifs, effectifs ou potentiels, sur les efforts de développement et de production en cours de la branche de production nationale, y compris les efforts pour mettre au point un produit dérivé ou une version plus perfectionnée du produit similaire d'origine nationale, et
  - IX) toutes autres tendances défavorables dont la démonstration peut être faite dénotant la probabilité de la survenance d'un dommage important du fait des importations (ou de la vente en vue de l'importation) de la marchandise visée (que celle-ci soit ou non effectivement importée à ce moment là).
- ii) **FONDEMENT DE LA DETERMINATION.** - La Commission examine les facteurs énumérés aux sous-alinéas i) dans leur ensemble pour déterminer si de nouvelles importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées sont imminentes et si de telles importations causeraient un dommage important à moins qu'une ordonnance ne soit prise ou un accord de suspension accepté dans le cadre des dispositions du présent titre. La présence ou l'absence de l'un quelconque des facteurs que la Commission est tenue d'examiner en vertu du sous-alinéa i) ne constituera pas nécessairement une base de jugement déterminante en ce qui concerne la détermination. Une telle détermination ne pourra pas se fonder sur de simples conjectures ou suppositions.
- iii) **EFFET DU DUMPING SUR LES MARCHES DE PAYS TIERS.** -
- I) **REGLE GENERALE.** - Dans les enquêtes menées dans le cadre du sous-titre B, la Commission examine si le dumping sur les marchés de pays étrangers (tel que l'attestent les constatations de l'existence d'un dumping ou les mesures antidumping correctives prises sur les marchés d'autres Membres de l'OMC à l'encontre de marchandises de la même nature ou de la même espèce fabriquées ou exportées par la même partie que la partie visée par l'enquête)

suggère l'existence d'une menace de dommage important pour la branche de production nationale. Dans le cours de son enquête, la Commission demande des renseignements sur ce point au fabricant ou exportateur étranger ou à l'importateur aux Etats-Unis.

- II) MARCHE D'UN PAYS MEMBRE DE L'OMC. - Aux fins du présent sous-alinéa, le terme "marché d'un pays membre de l'OMC" s'entend du marché de tout pays qui est membre de l'OMC.
- III) COMMUNAUTE EUROPEENNE. - Aux fins du présent alinéa, la Communauté européenne est considérée comme un seul pays étranger.

G) EVALUATION CUMULATIVE AUX FINS DE LA DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE IMPORTANT. -

- i) REGLE GENERALE. - Aux fins des sous-alinéas i) et ii) de l'alinéa C), et sous réserve des dispositions du sous-alinéa ii), la Commission procède à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée en provenance de tous les pays à l'égard desquels -
  - I) des requêtes ont été déposées en vertu de l'article 702 b) ou 732 b) le même jour,
  - II) des enquêtes ont été ouvertes en vertu de l'article 702 a) ou 732 a) le même jour, ou
  - III) des requêtes ont été déposées en vertu de l'article 702 b) ou 732 b) et des enquêtes ouvertes en vertu de l'article 702 a) ou 732 a) le même jour,

si ces importations sont en concurrence entre elles et avec des produits similaires d'origine nationale sur le marché des Etats-Unis.

- ii) EXCEPTIONS. - La Commission ne procède pas à l'évaluation cumulative prévue au sous-alinéa i) du volume et des effets des importations -
  - I) au sujet desquelles l'autorité administrante avait établi une détermination préliminaire négative, à moins qu'elle n'ait par la suite arrêté une détermination finale positive à leur sujet avant que la Commission n'établisse sa propre détermination finale;
  - II) en provenance de tout pays à l'égard duquel l'enquête aura été close;
  - III) en provenance de tout pays désigné comme pays bénéficiaire dans le cadre de la Loi sur le redressement économique du Bassin des Caraïbes (19 U.S.C. 2701 et suiv.) aux fins de l'établissement d'une détermination concernant ce pays; toutefois, le volume et les effets des importations de la marchandise visée en provenance dudit pays pourront faire l'objet d'une évaluation cumulative avec les importations de ladite marchandise en provenance de tout autre pays désigné comme pays bénéficiaire au même titre, pour autant que les dispositions du sous-alinéa i) le permettent; ou



- IV) en provenance de tout pays qui est partie à un accord avec les Etats-Unis portant création d'une zone de libre-échange et entré en vigueur et effectivement appliqué avant le 1er janvier 1987, sauf si la Commission détermine qu'une branche de production nationale subit un dommage important ou est menacée d'un dommage important du fait des importations en provenance de ce pays.
- iii) DOSSIERS DANS LES ENQUETES FINALES. - Pour chaque détermination finale pour laquelle elle procède à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations en application du sous-alinéa i), la Commission fonde ses déterminations sur le dossier constitué à l'occasion de la première enquête dans laquelle elle a établi une détermination finale; toutefois, lorsque l'autorité administrante arrête sa propre détermination finale dans une enquête achevée ultérieurement, la Commission autorise les parties à l'enquête ultérieure à présenter leurs observations sur la portée de la détermination finale de l'autorité administrante et elle verse ces observations et la détermination finale de l'autorité administrante au dossier de l'enquête ultérieure.
- iv) DETERMINATIONS CONCERNANT LES BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES. - Dans une enquête portant sur les branches de production régionales dans laquelle la Commission décide que le volume et les effets des importations doivent faire l'objet d'une évaluation cumulative en application du présent alinéa, ladite évaluation repose sur le volume et les effets des importations effectuées dans la ou les régions déterminées par la Commission. Les dispositions du sous-alinéa iii) s'appliquent à ces enquêtes.

H) EVALUATION CUMULATIVE POUR LA DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UNE MENACE DE DOMMAGE IMPORTANT. - Dans la mesure où c'est réalisable et sous réserve des dispositions de l'alinéa G) ii), la Commission peut, aux fins du sous-alinéa i) III) et IV) de l'alinéa F), procéder à une évaluation cumulative du volume et des effets sur les prix des importations de la marchandise visée en provenance de tous les pays à l'égard desquels -

- i) des requêtes ont été déposées en vertu de l'article 702 b) ou 732 b) le même jour,
- ii) des enquêtes ont été ouvertes en vertu de l'article 702 a) ou 732 a) le même jour, ou
- iii) des requêtes ont été déposées en vertu de l'article 702 b) ou 732 b) et des enquêtes ouvertes en vertu de l'article 702 a) ou 732 a) le même jour,

si lesdites importations sont en concurrence entre elles ou avec des produits similaires d'origine nationale sur le marché des Etats-Unis.

I) EXAMEN DE RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES APRES LA REQUETE. - La Commission examine si tout changement intervenu dans le volume, les effets sur les prix ou l'incidence des importations de la marchandise visée depuis le dépôt de la requête dans une enquête menée dans le cadre des sous-titres A ou B est lié au fait que l'enquête est en cours et, dans l'affirmative, elle peut réduire le poids accordé aux données portant sur la période postérieure au dépôt de la requête pour établir sa détermination de l'existence d'un dommage important, d'une menace de dommage important ou d'un retard important dans la création d'une branche de production aux Etats-Unis.

8) ACCORD SUR LES SUBVENTIONS; ACCORD SUR L'AGRICULTURE. -

A) ACCORD SUR LES SUBVENTIONS. - Le terme "Accord sur les subventions" désigne l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires visé à l'article 101 d) 12) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay.

B) ACCORD SUR L'AGRICULTURE. - Le terme "Accord sur l'agriculture" désigne l'Accord sur l'agriculture visé à l'article 101 d) 2) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay.

9) PARTIE INTERESSEE. - Le terme "partie intéressée" désigne -

A) un fabricant, producteur ou exportateur étranger, ou l'importateur aux Etats-Unis, de la marchandise visée, ou un groupement industriel, agricole ou commercial dont la majorité des membres sont producteurs, exportateurs ou importateurs de ladite marchandise,

B) le gouvernement d'un pays où ladite marchandise est produite ou fabriquée ou d'où elle est exportée,

C) un fabricant, producteur ou négociant en gros d'un produit similaire d'origine nationale aux Etats-Unis,

D) un syndicat homologué ou un syndicat ou groupe de travailleurs reconnu comme représentatif d'une branche de production fabriquant, produisant ou vendant en gros un produit similaire d'origine nationale aux Etats-Unis,

E) un groupement industriel, agricole ou commercial dont la majorité des membres fabrique, produit ou vend en gros un produit similaire d'origine nationale aux Etats-Unis,

F) un groupement dont la majorité des membres est composée de parties intéressées au sens de l'alinéa C), D) ou E) en ce qui concerne un produit similaire d'origine nationale, et

G) dans toute enquête menée dans le cadre du présent titre qui porte sur une branche de production d'un produit agricole transformé, au sens du paragraphe 4) E), une coalition ou un groupement professionnel qui est représentatif -

- i) des transformateurs,
- ii) des transformateurs et des producteurs, ou
- iii) des transformateurs et des planteurs,

mais le présent alinéa est frappé de caducité si le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales avise l'autorité administrante et la Commission que son application est incompatible avec les obligations internationales des Etats-Unis.

10) PRODUIT SIMILAIRE D'ORIGINE NATIONALE. - Le terme "produit similaire d'origine nationale" s'entend d'un produit qui est semblable à l'article visé par une enquête menée dans le cadre du présent titre ou, en l'absence de produit semblable, de celui qui présente avec ledit article la plus grande similitude de caractéristiques et d'usages.

11) DETERMINATIONS POSITIVES DE LA COMMISSION EN CAS DE PARTAGE DES VOIX. - Si, lors du vote d'une détermination de la Commission, y compris une détermination au titre de l'article 751, les voix de ses membres sont également partagées quant à l'adoption d'une détermination positive ou négative, la Commission est réputée avoir adopté une détermination positive. Aux fins de l'application du présent paragraphe, lorsque la Commission est appelée à déterminer s'il existe -

- A) un dommage important causé à une branche de production aux Etats-Unis,
- B) une menace de dommage important pour une telle branche de production, ou
- C) un retard important dans la création d'une branche de production aux Etats-Unis,

du fait d'importations de la marchandise en cause, un vote affirmatif sur l'un quelconque de ces points est considéré comme un vote en faveur d'une détermination positive.

12) IMPUTATION DE LA MARCHANDISE AU PAYS DE FABRICATION OU DE PRODUCTION. - Aux fins du sous-titre A, une marchandise est considérée comme le produit du pays où elle a été fabriquée ou produite, qu'elle soit importée directement ou non de ce pays et qu'elle soit importée dans l'état où elle en a été exportée ou dans un état différent du fait d'une opération ultérieure de fabrication ou pour toute autre raison.

13) [Abrogé].

14) MARCHANDISE VENDUE OU, EN L'ABSENCE DE VENTES, OFFERTE A LA VENTE. - L'expression "vendue ou, en l'absence de ventes, offerte à la vente" signifie vendue ou, en l'absence de ventes, offerte -

- A) à tous les acheteurs en quantités commerciales, ou
- B) au cours d'opérations commerciales normales, à un ou plusieurs acheteurs en quantités commerciales, à un prix qui tient un juste compte de la valeur de la marchandise sur le marché, indépendamment des restrictions quant à la cession ou à l'utilisation de la marchandise par l'acheteur; Toutefois, s'il est constaté que les restrictions de cette nature affectent la valeur de la marchandise sur le marché, il en est tenu compte dans le calcul du prix auquel la marchandise est vendue ou offerte à la vente.

15) AU COURS D'OPERATIONS COMMERCIALES NORMALES. - L'expression "au cours d'opérations commerciales normales" s'entend des conditions et usages qui, pendant une période de durée raisonnable précédant l'exportation de la marchandise visée, étaient normaux dans le commerce considéré en ce qui concerne les marchandises de la même nature ou de la même espèce. L'autorité administrante considère comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales, entre autres, les transactions suivantes:

- A) Ventes qui ne sont pas prises en considération, en vertu de l'article 773 b) 1).
- B) Transactions qui ne sont pas prises en considération, en vertu de l'article 773 f) 2).

16) PRODUIT SIMILAIRE ETRANGER. - Le terme "produit similaire étranger" s'entend d'une marchandise appartenant à la première des catégories énumérées ci-après au sujet de laquelle une détermination peut être établie de manière satisfaisante aux fins du sous-titre B du présent titre:

A) La marchandise visée et toute autre marchandise identique à cette marchandise par ses caractéristiques physiques et produite dans le même pays et par la même personne qu'elle.

B) MARCHANDISE -

- i) produite dans le même pays et par la même personne que la marchandise qui fait l'objet de l'enquête<sup>1</sup>,
- ii) semblable à cette marchandise quant à la ou aux matières dont elle est constituée et aux usages auxquels elle est destinée, et
- iii) d'une valeur commerciale à peu près égale à celle de ladite marchandise.

C) MARCHANDISE -

- i) produite dans le même pays et par la même personne et de la même nature ou de la même espèce que la marchandise qui fait l'objet de l'enquête,
- ii) semblable à cette marchandise quant aux usages auxquels elle est destinée, et
- iii) dont l'autorité administrante détermine qu'elle peut raisonnablement être comparée avec ladite marchandise.

17) QUANTITES COMMERCIALES HABITUELLES. - Le terme "quantités commerciales habituelles", dans tous les cas où la marchandise visée est vendue sur le marché considéré à des prix différents selon la quantité, s'entend des quantités, correspondant au nombre d'unités de la marchandise vendue au ou aux prix pratiqués dans son cas, qui, sur ce marché, représentent un volume total de ventes plus élevé que toute autre nombre d'unités vendu ou ou aux prix qui s'y appliquent.

18) PAYS A ECONOMIE AUTRE QUE DE MARCHE. -

A) REGLE GENERALE. - Le terme "pays à économie autre que de marché" s'entend de tout pays étranger dont l'autorité administrante détermine qu'il n'applique pas les principes de l'économie de marché en ce qui concerne les structures des coûts ou des prix, de sorte que les ventes de marchandises dans ce pays ne correspondent pas à la juste valeur des marchandises.

B) FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION. - Pour établir des déterminations en application de l'alinéa A), l'autorité administrante tient compte -

- i) de la mesure dans laquelle la monnaie du pays étranger est convertible dans la monnaie d'autres pays,
- ii) de la mesure dans laquelle les taux de salaires dans le pays étranger sont déterminés par voie de libre négociation entre travailleurs et employeurs,
- iii) de la mesure dans laquelle les coentreprises ou autres opérations d'investissement d'entreprises d'autres pays étrangers sont autorisées dans le pays étranger,

---

<sup>1</sup>L'article 233 a) 4) EE) de la P.L. 103-465 était censé modifier l'article 771 16) B) i) en remplaçant "marchandise qui fait l'objet de l'enquête" par "marchandise visée". La modification aurait probablement dû consister à supprimer le membre de phrase "la marchandise qui fait l'objet de l'enquête".

- iv) de la mesure dans laquelle l'Etat possède ou contrôle les moyens de production,
- v) de la mesure dans laquelle l'Etat exerce une emprise sur l'affectation des ressources et sur les décisions des entreprises en matière de prix et de production,
- vi) de tous autres facteurs que l'autorité administrante juge appropriés.

C) EFFECTIVITE DES DETERMINATIONS. -

- i) Toute détermination désignant un pays étranger comme pays à économie autre que de marché demeure effectivement en application tant qu'elle n'a pas été retirée par l'autorité administrante.
- ii) L'autorité administrante peut à tout moment établir une détermination en vertu de l'alinéa A) à l'égard de tout pays étranger.

D) DETERMINATIONS NON SUSCEPTIBLES DE CONTESTATION. - Nonobstant toute autre disposition légale, aucune détermination établie par l'autorité administrante au titre de l'alinéa A) n'est susceptible de révision judiciaire dans aucune enquête menée dans le cadre du sous-titre B.

E) COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS. - Sur demande de l'autorité administrante, le Directeur général des douanes communique à celle-ci copie de tous les renseignements accessibles au public ou de nature exclusive qui lui auront été présentés, ou qu'il aura obtenus et que l'autorité administrante considère comme pertinents pour les procédures concernant des marchandises en provenance de pays à économie autre que de marché. L'autorité administrante protège les renseignements de nature exclusive obtenus en application du présent article contre toute divulgation au public conformément aux dispositions de l'article 777.

19) EQUIVALENCE DU CREDIT-BAIL ET DE LA VENTE. - Pour déterminer si un crédit-bail équivaut à une vente aux fins du présent titre, l'autorité administrante prend en considération -

- A) les conditions financières du crédit-bail,
- B) la pratique commerciale au sein de la branche de production,
- C) les circonstances de la transaction,
- D) la question de savoir si le produit faisant l'objet du crédit-bail est intégré aux opérations du preneur ou importateur,
- E) la question de savoir si, en pratique, il est probable que le crédit-bail sera maintenu ou reconduit pour une durée notable et,
- F) les autres facteurs pertinents, y compris la question de savoir si la transaction considérée permettrait d'éviter des droits antidumping ou des droits compensateurs.

20) APPLICATION AUX IMPORTATIONS DU SECTEUR PUBLIC. -

A) REGLE GENERALE. - Sous réserve des dispositions contraires du présent paragraphe, toute marchandise importée par une administration ou une agence fédérale des Etats-Unis, ou à son usage (y compris les marchandises reprises au chapitre 98 du Tarif des douanes harmonisé des Etats-Unis)

peut être assujettie à des droits compensateurs ou à des droits antidumping en application des dispositions du présent titre ou de l'article 303.

B) EXCEPTIONS. - Les marchandises importées par le Département de la défense, ou à son usage, ne sont pas assujetties à des droits compensateurs ou à des droits antidumping en application des dispositions du présent titre -

- i) si les marchandises sont achetées par ledit Département ou à son usage -
  - I) à un pays avec lequel ledit Département avait signé un mémorandum d'accord qui était en vigueur le 1er janvier 1988 et a conclu par la suite un accord comparable (éventuellement reconduit) ou des accords le remplaçant, et
  - II) conformément aux dispositions du Mémorandum d'accord en vigueur au moment de l'importation, ou
- ii) si les marchandises ne sont pas destinées à des usages non militaires substantiels.

21) ACCORD ETATS-UNIS-CANADA. - Le terme "Accord Etats-Unis-Canada" désigne l'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis et le Canada.

22) ALENA. - Le terme "ALENA" désigne l'Accord de libre-échange nord-américain.

23) DECLARATION EN DOUANE (LOTS DE MARCHANDISE DECLARES/ENTRES). - Le terme "déclaration en douane" recouvre, dans les circonstances dont l'autorité administrante aura déterminé qu'elles sont appropriées, une inscription d'entrée rectificative dans le cadre d'un processus d'apurement, défini à l'article 401 s), qui est engagé par un importateur. L'assujettissement encouru par un importateur dans le cadre d'une procédure en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs du fait des déclarations en douane de la marchandise faisant l'objet de la procédure s'étendra à l'entrée ou aux entrées rectificatives correspondantes. Aux fins de l'exécution des dispositions du présent titre, la suspension de la liquidation sur l'entrée ou les entrées rectificatives est équivalente à la suspension de la liquidation sur chaque déclaration en douane correspondante; mais la suspension de la liquidation sur l'entrée ou les entrées rectificatives à ces fins n'exclut pas la liquidation à toute autre fin.

24) IMPORTATIONS NEGLIGEABLES. -

A) REGLE GENERALE. -

- i) MOINS DE 3 POUR CENT. - Sous réserve des dispositions des sous-alinéas ii) et iv), les importations en provenance d'un pays d'une marchandise correspondant à un produit similaire d'origine nationale identifié par la Commission sont "négligeables" si elles représentent moins de 3 pour cent du volume de toutes les importations de cette marchandise effectuées aux Etats-Unis dans la plus récente période de 12 mois pour laquelle des données sont disponibles antérieure -
  - I) au dépôt de la requête en application de l'article 702 b) ou 732 b), ou
  - II) à l'ouverture de l'enquête, si l'enquête a été ouverte en vertu de l'article 702 a) ou 732 a).

- ii) **EXCEPTION.** - Des importations qui seraient par ailleurs négligeables en vertu des dispositions du sous-alinéa i) ne sont pas négligeables si le volume global des importations de la marchandise en provenance de tous les pays visés au sous-alinéa i) faisant l'objet d'enquêtes ouvertes le même jour dépasse 7 pour cent du volume de toutes les importations de cette marchandise effectuées aux Etats-Unis durant la période de 12 mois applicable.
- iii) **DETERMINATION DU VOLUME GLOBAL.** - Pour déterminer le volume global au sens du sous-alinéa ii) ou iv), la Commission ne tient compte des importations d'aucun pays spécifié au paragraphe 7 G) ii).
- iv) **CARACTERE NEGLIGEABLE DES IMPORTATIONS DANS L'ANALYSE DE LA MENACE.** - Nonobstant les dispositions des sous-alinéas i) et ii), la Commission ne considère pas des importations comme négligeables si elle détermine qu'il existe une possibilité imminente de voir les importations en provenance d'un pays visé au sous-alinéa i) représenter plus de 3 pour cent du volume de toutes les importations de cette marchandise aux Etats-Unis, ou de voir le volume global des importations en provenance de tous les pays visés au sous-alinéa ii) dépasser 7 pour cent du volume de toutes les importations de cette marchandise aux Etats-Unis. La Commission ne prend ces importations en considération qu'aux fins de la détermination de l'existence d'une menace de dommage important.

**B) CARACTERE NEGLIGEABLE DES IMPORTATIONS POUR CERTAINS PAYS DANS LES ENQUETES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS.** - Dans le cas d'une enquête menée en vertu de l'article 701, il est fait application de l'alinéa A) aux importations de la marchandise visée en provenance des pays en développement, moyennant le remplacement de "3 pour cent" par "4 pour cent" à l'alinéa A) i) et celui de "7 pour cent" par "9 pour cent" à l'alinéa A) ii).

**C) CALCUL DES VOLUMES DES IMPORTATIONS.** - Pour calculer les volumes des importations aux fins des alinéas A) et B), la Commission peut faire des estimations raisonnables sur la base des statistiques disponibles.

**D) BRANCHES DE PRODUCTION REGIONALES.** - Dans une enquête dans laquelle la Commission établit une détermination concernant une branche de production régionale en vertu du paragraphe 4) C), elle procède à l'examen prévu aux sous-alinéas A) et B) en se fondant sur le volume des exportations de la marchandise visée effectuées en vue de la vente sur la marché régional, au lieu du volume de toutes les importations de la marchandise visée aux Etats-Unis.

**25) MARCHANDISE VISEE.** - Le terme "marchandise visée" s'entend de la nature ou de l'espèce de marchandise entrant dans le champ d'une enquête, d'un réexamen, d'un accord de suspension, d'une ordonnance prise en vertu des dispositions du présent titre ou de l'article 303, ou d'une constatation établie en vertu de la Loi antidumping de 1921.

**26) ARTICLE 303.** - Les termes "article 303" et "303" s'entendent de l'article 303 de la présente loi, tel qu'il était applicable à la veille de la date d'entrée en vigueur du Titre II de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay.

**27) ACCORD DE SUSPENSION.** - Le terme "accord de suspension" s'entend d'un accord visé à l'article 704 b), 704 c), 734 b), 734 c) ou 734 l).

28) **EXPORTATEUR OU PRODUCTEUR.** - Le terme "exportateur ou producteur" désigne l'exportateur de la marchandise visée, le producteur de la marchandise visée ou les deux, selon le cas. Aux fins de l'article 773, le terme "exportateur ou producteur" recouvre à la fois l'exportateur de la marchandise visée et le producteur de la même marchandise visée dans la mesure nécessaire pour calculer exactement le montant total des frais et dépenses engagés et des bénéfices obtenus à l'occasion de la production et de la vente de cette marchandise.

29) **ACCORD SUR L'OMC.** - Le terme "Accord sur l'OMC" s'entend de l'Accord défini à l'article 2 9) de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay.

30) **MEMBRE DE L'OMC ET PAYS MEMBRE DE L'OMC.** - Les termes "membre de l'OMC" et "pays membre de l'OMC" désignent un Etat, ou un territoire douanier distinct (au sens de l'article XII de l'Accord sur l'OMC), à l'égard duquel les Etats-Unis appliquent l'Accord sur l'OMC.

31) **GATT DE 1994.** - Le terme "GATT de 1994" désigne l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce annexé à l'Accord sur l'OMC.

32) **REPRESENTANT POUR LES QUESTIONS COMMERCIALES.** - Le terme "Représentant pour les questions commerciales" désigne le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales.

33) **PERSONNES AFFILIEES.** - Sont considérées comme "affiliées" ou "personnes affiliées":

A) Les membres d'une même famille, y compris les frères et soeurs (qu'ils soient germains, utérins ou consanguins), les conjoints, les ascendants et les descendants en ligne directe.

B) Tout membre de la direction ou du conseil d'administration d'une organisation et cette organisation.

C) Des associés.

D) Un employeur et son employé.

E) Toute personne qui, directement ou indirectement, possède, contrôle ou détient avec droit de vote 5 pour cent au moins des actions ou parts avec droit de vote souscrites de toute organisation et cette organisation.

F) Deux ou plusieurs personnes qui, directement ou indirectement, contrôlent une quelconque autre personne, sont contrôlées par elle ou sont avec elle sous contrôle commun.

G) Toute personne qui contrôle toute autre personne et cette autre personne.

Aux fins du présent paragraphe, une personne est considérée comme contrôlant une autre personne si elle est, en droit ou en fait, en mesure d'exercer sur elle un pouvoir de contrainte ou d'orientation.

34) **FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING; DUMPING.** - Les termes "faisant l'objet d'un dumping" et "dumping" se rapportent à la vente ou à la vente probable de marchandises à un prix inférieur à leur juste valeur.



35) MARGE DE DUMPING; MARGE MOYENNE PONDEREE DE DUMPING. -

A) MARGE DE DUMPING. Le terme "marge de dumping" s'entend du montant dont la valeur normale de la marchandise visée dépasse son prix à l'exportation ou son prix à l'exportation construit.

B) MARGE MOYENNE PONDEREE DE DUMPING. - Le terme "marge moyenne pondérée de dumping" désigne le pourcentage obtenu en divisant la somme des marges de dumping déterminées pour un exportateur ou producteur particulier par la somme des prix à l'exportation et des prix à l'exportation construits dudit exportateur ou producteur.

C) AMPLEUR DE LA MARGE DE DUMPING. - L'ampleur de la marge de dumping retenue par la Commission correspond -

- i) pour l'établissement d'une détermination préliminaire au titre de l'article 733 a) dans une enquête (y compris toute enquête dans laquelle la Commission procède à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations en vertu du paragraphe 7) G) i)), à la ou aux marges de dumping publiées par l'autorité administrante dans son avis d'ouverture de l'enquête;
- ii) pour l'établissement d'une détermination finale au titre de l'article 735 b), à la ou aux marges de dumping publiées le plus récemment par l'autorité administrante avant la clôture du dossier administratif de la Commission;
- iii) dans un réexamen au titre de l'article 751 b) 2), à la ou aux marges de dumping les plus récentes déterminées par l'autorité administrante en application de l'article 752 c) 3), le cas échéant, ou de l'article 733 b) ou 735 a); et
- iv) dans un réexamen au titre de l'article 751 c), à la ou aux marges de dumping déterminées par l'autorité administrante en application de l'article 752 c) 3).

36) PAYS EN DEVELOPPEMENT ET PAYS LES MOINS AVANCES. -

A) PAYS EN DEVELOPPEMENT. - Le terme "pays en développement" s'entend de tout pays désigné comme tel par le Représentant pour les questions commerciales .

B) PAYS PARMI LES MOINS AVANCES. - Le terme "pays parmi les moins avancés" s'entend de tout pays dont le Représentant pour les questions commerciales aura déterminé que c'est -

- i) un pays désigné comme tel au sens du paragraphe a) de l'annexe VII de l'Accord sur les subventions, ou
- ii) tout autre pays inclus dans la liste figurant à l'annexe VII de l'Accord sur les subventions, mais seulement si son produit national brut par habitant est inférieur à 1 000 dollars par an d'après les données les plus récentes disponibles auprès de la Banque mondiale.

C) PUBLICATION DE LA LISTE. - Le Représentant pour les questions commerciales publie au Federal Register, et met à jour en tant que de besoin, une liste -

- i) des pays en développement qui auront éliminé leurs subventions à l'exportation avec diligence au sens de l'article 27.11 de l'Accord sur les subventions, et

- ii) des pays dont le Représentant pour les questions commerciales aura déterminé qu'ils se rangent parmi les pays les moins avancés ou les pays en développement.

D) **FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION.** - Pour déterminer si un pays est un pays en développement au sens de l'alinéa A), le Représentant pour les questions commerciales prend en considération les facteurs économiques, commerciaux et autres qu'il juge appropriés, y compris le niveau de développement économique dudit pays (évalué notamment d'après son produit national brut par habitant) et sa part dans le commerce mondial.

E) **RESTRICTION A LA DESIGNATION.** - Le classement d'un pays parmi les pays en développement ou les pays les moins avancés est déterminé en application du présent paragraphe aux seules fins du présent titre et sans préjudice de la détermination de sa qualité de pays en développement ou de pays parmi les moins avancés au regard de toute autre loi.

(19 U.S.C. 1677)

#### **ARTICLE 771A. SUBVENTIONS EN AMONT.**

a) **DEFINITION.** - Le terme "subvention en amont" s'entend de toute subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, autre qu'une subvention à l'exportation, qui -

1) est versée ou accordée par une autorité (au sens de l'article 771 5)) pour un produit (ci-après dénommé dans le présent article "intranant") qui est utilisé dans le pays relevant de la juridiction de l'autorité pour la fabrication ou la production de la marchandise faisant l'objet d'une action en matière de droits compensateurs;

2) confère à la marchandise, de l'avis de l'autorité administrante, un avantage au plan de la concurrence; et

3) a un effet notable sur le coût de la fabrication ou de la production de la marchandise.

Aux fins de l'application du présent sous-article, une association entre deux ou plusieurs pays étrangers, subdivisions politiques, territoires dépendants ou possessions de pays étrangers constitués en union douanière hors du territoire des Etats-Unis est traitée comme un seul pays si la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est accordée par l'union douanière.

b) **DETERMINATION DE L'AVANTAGE AU PLAN DE LA CONCURRENCE.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Sous réserve des dispositions du paragraphe 2), l'autorité administrante décide qu'un avantage a été accordé au plan de la concurrence lorsque le prix de l'intranant visé au sous-article a) 1) pour cette utilisation est inférieur au prix que le fabricant ou producteur de la marchandise faisant l'objet d'une procédure en matière de droits compensateurs paierait sans cela à un autre vendeur dans des conditions de libre concurrence.

2) **AJUSTEMENTS.** - Si l'autorité administrante a déterminé dans le cadre d'une procédure antérieure qu'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est versée ou accordée pour l'intranant retenu aux fins de comparaison en vertu du paragraphe 1), elle peut A) s'il y a lieu, ajuster le prix que le fabricant ou producteur de la marchandise faisant l'objet de cette procédure paierait sans cela pour cet intranant, pour tenir compte des effets de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, ou B) retenir au lieu de ce prix un prix provenant d'une autre source.

c) **INCLUSION DU MONTANT DE LA SUBVENTION<sup>1</sup>.** - Si l'autorité administrante décide, au cours d'une procédure en matière de droits antidumping, qu'une subvention en amont pouvant donner lieu à des mesures compensatoires est ou a été versée ou accordée pour la marchandise visée, elle inclut dans le montant de tout droit compensateur imposé sur ladite marchandise un montant égal à celui de l'avantage au plan de la concurrence visé à l'alinéa B) du paragraphe 1); toutefois, ce montant ne pourra en aucun cas excéder le montant de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires déterminé pour le produit en amont.

(19 U.S.C. 1677-1)

**ARTICLE 771B. CALCUL DES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES SUR CERTAINS PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMES.**

Dans le cas d'un produit agricole transformé obtenu à partir d'un produit agricole brut où -

- 1) la demande du produit au premier stade est substantiellement tributaire de la demande du produit au dernier stade de la transformation, et
- 2) l'opération de transformation n'ajoute qu'une valeur limitée au produit brut,

les subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires dont il est constaté qu'elles sont accordées aux producteurs ou aux transformateurs du produit sont réputées être accordées pour la fabrication, la production ou l'exportation du produit transformé.

(19 U.S.C. 1677-2)

**ARTICLE 772. PRIX A L'EXPORTATION ET PRIX A L'EXPORTATION CONSTRUIT.**

a) **PRIX A L'EXPORTATION.** - Le terme "prix à l'exportation" s'entend du prix auquel la première vente de la marchandise visée est effectuée (convenue) en dehors des Etats-Unis, avant la date de son importation, par le producteur ou l'exportateur à un acheteur qui ne lui est pas affilié aux Etats-Unis ou à un acheteur qui ne lui est pas affilié en vue de l'exportation vers les Etats-Unis, après ajustements en application du sous-article c).

b) **PRIX A L'EXPORTATION CONSTRUIT.** - Le terme "prix à l'exportation construit" s'entend du prix auquel la première vente de la marchandise visée est effectuée (ou convenue) aux Etats-Unis, avant ou après la date de son importation, par le producteur ou l'exportateur, ou pour son compte, ou par un vendeur affilié au producteur ou à l'exportateur, à un acheteur qui n'est pas affilié au producteur ou à l'exportateur, après ajustements en application des sous-articles c) et d).

c) **AJUSTEMENTS DU PRIX A L'EXPORTATION ET DU PRIX A L'EXPORTATION CONSTRUIT.** - Le prix retenu pour établir le prix à l'exportation et le prix à l'exportation construit est -

- 1) majoré -

---

<sup>1</sup>L'article 270 a) 2) B) de la P.L. 103-465 a modifié l'"article 771A c)" dans le titre en remplaçant "Subvention" par "Subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires". Il aurait sans doute fallu modifier l'"article 771A c)" en remplaçant "SUBVENTION" par "SUBVENTION POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES".

A) lorsqu'il n'est pas inclus dans ce prix, du coût de tous les conteneurs et emballages et tous autres coûts, frais et dépenses afférents au conditionnement de la marchandise visée prête à être expédiée aux Etats-Unis,

B) du montant de tous droits à l'importation imposés par le pays d'exportation qui auront fait l'objet d'une remise, ou qui n'auront pas été recouvrés, en raison de l'exportation de la marchandise visée vers les Etats-Unis, et

C) du montant de tout droit compensateur imposé sur la marchandise visée en vertu des dispositions du sous-titre A pour neutraliser une subvention à l'exportation, et

2) réduit -

A) sous réserve des dispositions du paragraphe 1) C), du montant éventuellement compris dans ce prix imputable à tous coûts, frais ou dépenses additionnels et aux droits d'importation aux Etats-Unis, afférents au transport de la marchandise visée du lieu initial d'expédition dans le pays exportateur au lieu de livraison aux Etats-Unis, et

B) du montant, s'il est compris dans ce prix, de tous droits, taxes ou autres impositions perçus par le pays exportateur à l'exportation de la marchandise visée vers les Etats-Unis, autres que les taxes, droits ou autres impositions à l'exportation visés à l'article 771 6) C).

d) AJUSTEMENTS ADDITIONNELS DU PRIX A L'EXPORTATION CONSTRUIT. - Aux fins du présent article, le prix retenu pour établir le prix à l'exportation construit est en outre réduit -

1) du montant de l'une quelconque des dépenses généralement engagées par le producteur ou l'exportateur, ou par le vendeur affilié aux Etats-Unis, ou pour leur compte, pour la vente de la marchandise visée (telle quelle ou avec valeur ajoutée) énumérées ci-après -

A) commissions pour la vente de la marchandise visée aux Etats-Unis;

B) frais résultant de la vente et s'y rapportant directement telles que frais de crédit et garanties diverses;

C) tous frais de commercialisation acquittés par le vendeur pour le compte de l'acheteur; et

D) tous frais de commercialisation qui n'auront pas été déduits en application de l'alinéa A), B), ou C);

2) du coût de toutes opérations ultérieures de transformation ou de montage (y compris matières et main-d'oeuvre), sauf dans les circonstances définies au sous-article e); et

3) du bénéfice affecté aux frais visés aux paragraphes 1) et 2).

e) REGLE PARTICULIERE APPLICABLE A LA MARCHANDISE INCORPORANT UNE VALEUR AJOUTEE APRES L'IMPORTATION. - Lorsque la marchandise visée est importée par une personne affiliée à l'exportateur ou au producteur et que la valeur ajoutée aux Etats-Unis par la personne affiliée va probablement dépasser substantiellement celle de la marchandise visée, l'autorité administrante détermine le prix à l'exportation construit de cette marchandise à l'aide de l'un des prix indiqués ci-après, s'il y a suffisamment de ventes pour fournir une base de comparaison raisonnable et que l'autorité administrante détermine que le recours à ces ventes est approprié:

1) le prix d'une marchandise identique à la marchandise visée vendue par l'exportateur ou le producteur à une personne qui ne lui est pas affiliée.

2) Le prix d'une marchandise autre que la marchandise visée vendue par l'exportateur ou le producteur à une personne qui ne lui est pas affiliée.

S'il n'y a pas une quantité suffisante de ventes pour fournir une base de comparaison raisonnable en application des paragraphes 1) ou 2), ou que l'autorité administrante détermine qu'aucun des prix définis dans ces paragraphes n'est approprié, le prix à l'exportation construit peut être déterminé sur toute autre base raisonnable.

f) **REGLE PARTICULIERE DE DETERMINATION DU BENEFICE. -**

1) **PRINCIPE. -** Aux fins du sous-article d) 3), le montant du bénéfice est déterminé par multiplication du bénéfice effectif total par le pourcentage applicable.

2) **DEFINITIONS. -** Aux fins du présent sous-article:

A) **POURCENTAGE APPLICABLE. -** Le terme "pourcentage applicable" désigne le pourcentage déterminé en divisant les dépenses totales engagées aux Etats-Unis par le montant de la totalité des dépenses.

B) **DEPENSES TOTALES ENGAGEES AUX ETATS-UNIS. -** Le terme "dépenses totales engagées aux Etats-Unis" s'entend des dépenses totales définies au sous-article d) 1) et 2).

C) **TOTALITE DES DEPENSES. -** Le terme "totalité des dépenses" recouvre toutes les dépenses de la première des catégories ci-après applicable qui sont engagées par le producteur ou l'exportateur étranger de la marchandise visée ou pour son compte et par le vendeur aux Etats-Unis affilié au producteur ou à l'exportateur, ou pour son compte, en ce qui concerne la production et la vente de ladite marchandise:

- i) Les dépenses engagées pour la vente de la marchandise visée aux Etats-Unis et pour la vente du produit similaire étranger dans le pays exportateur, si ces dépenses ont été demandées par l'autorité administrante aux fins de l'établissement de la valeur normale et du prix à l'exportation construit.
- ii) Les dépenses engagées pour la vente aux Etats-Unis et dans le pays exportateur de la catégorie la plus étroite de marchandises qui comprend la marchandise visée.
- iii) Les dépenses engagées pour la vente dans tous les pays de la catégorie de marchandises la plus étroite qui comprend la marchandise visée.

D) **BENEFICE EFFECTIF TOTAL. -** Le terme "bénéfice effectif total" s'entend du bénéfice total réalisé par le producteur et l'exportateur étrangers et par les parties affiliées visés à l'alinéa C) en ce qui concerne la vente de la même marchandise pour laquelle la totalité des dépenses est déterminée en application des dispositions de cet alinéa.

(19 U.S.C. 1677a)

## **ARTICLE 773. VALEUR NORMALE.**

a) DETERMINATION - Pour déterminer dans le cadre du présent titre si la marchandise visée est, ou va probablement être, vendue à un prix inférieur à sa juste valeur, il est procédé à une comparaison équitable du prix à l'exportation ou du prix à l'exportation construit et de la valeur normale. Pour assurer une comparaison équitable avec le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit, la valeur normale est déterminée comme suit:

1) DETERMINATION DE LA VALEUR NORMALE. -

A) REGLE GENERALE. - La valeur normale de la marchandise visée est le prix défini à l'alinéa B), à une date raisonnablement voisine de celle de la vente retenue pour déterminer le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit en application de l'article 772 a) ou b).

B) PRIX. - Le prix visé à l'alinéa A) est -

i) le prix auquel le produit similaire étranger est vendu (ou, en l'absence de vente, offert à la vente) pour la première fois en vue de la consommation dans le pays exportateur, dans les quantités commerciales habituelles et au cours d'opérations commerciales normales et, dans la mesure où c'est réalisable, au même niveau commercial que le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit, ou

ii) dans un cas où l'alinéa C) s'applique, le prix auquel le produit similaire étranger est ainsi vendu (ou offert à la vente) en vue de la consommation dans un pays autre que le pays exportateur ou les Etats-Unis -

I) si ce prix est représentatif,

II) si la quantité (ou, si la quantité n'est pas appropriée, la valeur) globale du produit similaire étranger vendu par l'exportateur ou le producteur dans un tel autre pays représente au moins 5 pour cent de la quantité (ou valeur) globale de la marchandise visée vendue aux Etats-Unis ou pour l'exportation vers les Etats-Unis, et

III) que l'autorité administrante ne détermine pas que la situation particulière du marché dans cet autre pays empêche une comparaison valable avec le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit.

C) VENTES DANS LES PAYS TIERS. - Le présent alinéa s'applique lorsque -

i) le produit similaire étranger n'est pas vendu (ou offert à la vente) en vue de la consommation dans le pays exportateur dans les conditions énoncées à l'alinéa B) i),

ii) que l'autorité administrante détermine que la quantité (ou, si la quantité n'est pas appropriée, la valeur) globale du produit similaire étranger vendu dans le pays exportateur est insuffisante pour permettre une comparaison valable avec les ventes de la marchandise visée aux Etats-Unis, ou

iii) que la situation particulière du marché dans le pays exportateur ne permet pas une comparaison valable avec le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit.

Aux fins du sous-alinéa ii), la quantité (ou valeur) globale du produit similaire étranger vendue dans le pays exportateur est normalement considérée comme insuffisante si ladite quantité (ou valeur) est inférieure à 5 pour cent de la quantité (ou valeur) globale des ventes de la marchandise visée aux Etats-Unis.

2) **MARCHES FICTIFS.** - Pour déterminer la valeur normale, il n'est tenu compte d'aucune prétendue vente ou offre de vente ni d'aucune vente ou offre de vente qui seraient destinées à créer un marché fictif. Si les prix évoluent différemment selon la forme sous laquelle le produit similaire est vendu (ou, en l'absence de ventes, offert à la vente) dans le pays exportateur après qu'une ordonnance imposant des droits antidumping a été arrêtée, l'autorité administrante peut y voir la preuve de l'établissement d'un marché fictif du produit similaire étranger s'il apparaît que le mouvement de ces prix réduit le montant dont la valeur normale de la marchandise visée dépasse son prix à l'exportation (ou son prix à l'exportation construit).

3) **EXPORTATIONS A PARTIR D'UN PAYS INTERMEDIAIRE.** - Dans le cas où la marchandise visée est exportée vers les Etats-Unis à partir d'un pays intermédiaire, la valeur normale est déterminée dans le pays intermédiaire; toutefois, elle peut l'être dans le pays d'origine de la marchandise visée -

A) si le producteur savait au moment de la vente que la marchandise visée était destinée à l'exportation;

B) si la marchandise visée transite simplement par le pays intermédiaire;

C) si les ventes du produit similaire étranger dans le pays intermédiaire ne remplissent pas les conditions prescrites au paragraphe 1) C); ou

D) s'il n'y a pas de production du produit similaire étranger dans le pays intermédiaire.

4) **UTILISATION DE LA VALEUR CONSTRUITE.** - Si l'autorité administrante détermine que la valeur normale de la marchandise visée ne peut pas être déterminée par application du paragraphe 1) B) i), la valeur normale de la marchandise visée peut, nonobstant les dispositions du paragraphe 1) B) ii), être la valeur construite de cette marchandise déterminée par application du sous-article e).

5) **VENTES OU OFFRES DE VENTES INDIRECTES.** - Si le produit similaire étranger est vendu ou, en l'absence de ventes, offert à la vente par l'intermédiaire d'une partie affiliée, les prix auxquels il est vendu (ou offert à la vente) par cette partie affiliée peuvent être retenus pour déterminer la valeur normale.

6) **AJUSTEMENTS.** - Le prix défini au paragraphe 1) B) est -

A) majoré du coût de tous les conteneurs et emballages et autres coûts, frais et dépenses afférents au conditionnement du produit similaire étranger prêt à être expédié aux Etats-Unis;

B) réduit -

i) lorsqu'il est compris dans le prix visé au paragraphe 1) B), du coût de tous les conteneurs et emballages et autres coûts, frais et dépenses afférents au conditionnement du produit similaire étranger prêt à être expédié au lieu de livraison à l'acheteur,

- ii) du montant éventuellement compris dans le prix visé au paragraphe 1) B) imputable à tous coûts, frais et dépenses additionnels afférents au transport du produit similaire étranger du lieu d'expédition initial au lieu de livraison à l'acheteur,
- iii) du montant de toutes taxes frappant directement le produit similaire étranger ou ses composants qui auront fait l'objet d'une remise ou n'auront pas été recouvrées sur la marchandise visée, mais seulement dans la mesure où ces taxes sont ajoutées au prix ou comprises dans le prix du produit similaire étranger, et

C) majoré ou réduit à raison de toute différence (ou de l'égalité) entre le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit et le prix défini au paragraphe 1) B) (à l'exception d'une différence dont il est tenu compte par application d'autres dispositions du présent article) dont il est établi de façon convaincante pour l'autorité administrante qu'elle est entièrement ou partiellement due -

- i) au fait que les quantités de la marchandise visée dont la vente est effectuée ou convenue sont supérieures ou inférieures aux quantités du produit similaire étranger dont la vente est effectuée, convenue ou offerte,
- ii) au fait qu'il est fait appel à la marchandise visée à l'alinéa B) ou C) de l'article 771 16) pour déterminer la valeur normale ou
- iii) à d'autres différences dans les circonstances de la vente.

7) AJUSTEMENTS ADDITIONNELS. -

A) NIVEAU COMMERCIAL. - Le prix défini au paragraphe 1) B) est en outre majoré ou réduit pour tenir dûment compte de toute différence (ou de l'égalité) entre le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit et le prix défini au paragraphe 1) B) (à l'exception d'une différence dont il est tenu compte par application d'autres dispositions du présent article) dont il est montré qu'elle est entièrement ou partiellement due à une différence de niveau commercial entre le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit et la valeur normale, si la différence de niveau commercial -

- i) implique l'exécution d'activités de commercialisation différentes; et
- ii) qu'il soit démontré qu'elle affecte la comparabilité des prix par l'existence dans le pays où la valeur normale est déterminée d'une configuration de différences de prix systématiques selon le niveau commercial.

Dans un cas visé dans la phrase précédente, le montant de l'ajustement est calculé d'après les différences de prix entre les deux niveaux commerciaux dans le pays où la valeur normale est déterminée.

B) CORRECTION POUR LE PRIX A L'EXPORTATION CONSTRUIT. - Lorsque la valeur normale est établie à un niveau commercial qui représente un stade plus avancé de la distribution que le niveau commercial du prix à l'exportation construit, mais que les données disponibles ne constituent pas une base appropriée de détermination de l'ajustement à opérer en application de l'alinéa A) ii) pour tenir compte du niveau commercial, la valeur normale est réduite du montant des dépenses de commercialisation indirectes engagées dans le pays où la valeur normale est déterminée sur les ventes du produit similaire étranger, sans que celui-ci puisse excéder le montant des dépenses déduites en application de l'article 772 d) 1) D).



8) AJUSTEMENTS DE LA VALEUR CONSTRUITE. - La valeur construite déterminée par application du sous-article e) peut être ajustée, en tant que de besoin, conformément aux dispositions du présent sous-article.

b) VENTES A DES PRIX INFÉRIEURS AUX COUTS DE PRODUCTION. -

1) DETERMINATION; VENTES ECARTEES. - Lorsque l'autorité administrante a des raisons plausibles de croire ou de soupçonner que des ventes du produit similaire étranger examiné en vue de la détermination de la valeur normale ont été effectuées à des prix inférieurs au coût de production de ce produit, elle détermine si tel a bien été le cas en fait. Si l'autorité administrante détermine que des ventes à des prix inférieurs aux coûts de production -

A) ont été effectuées sur une longue période en quantités substantielles, et

B) ne l'ont pas été à des prix permettant de recouvrer la totalité des coûts dans un délai raisonnable,

ces ventes peuvent être écartées dans la détermination de la valeur normale. Lorsque ces ventes ne sont pas prises en considération, la valeur normale est calculée sur la base du reste des ventes du produit similaire étranger effectuées au cours d'opérations commerciales normales. S'il ne reste pas de ventes effectuées au cours d'opérations commerciales normales, la valeur normale est calculée sur la base de la valeur construite de la marchandise.

2) DEFINITIONS ET REGLES PARTICULIERES. - Aux fins du présent sous-article -

A) RAISONS PLAUSIBLES DE CROIRE OU DE SOUPCONNER. - Il y a des raisons plausibles de croire ou de soupçonner que des ventes du produit similaire étranger ont été effectuées à des prix inférieurs au coût de production du produit -

i) si, dans le cadre d'une enquête ouverte en vertu de l'article 732 ou d'un réexamen conduit en application de l'article 751, une partie intéressée, au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9), communique des renseignements, fondés sur les prix constatés ou sur les prix ou les coûts construits, indiquant que des ventes du produit similaire étranger considéré aux fins de la détermination de la valeur normale ont été effectuées à des prix inférieurs au coût de production du produit; ou

ii) si, dans le cadre d'un réexamen conduit en application de l'article 751 qui concerne un exportateur précis, l'autorité administrante, conformément aux dispositions du paragraphe 1), a écarté certaines ou la totalité des ventes de cet exportateur dans l'enquête ou, si un réexamen a été mené à terme, dans l'examen terminé le plus récemment.

B) LONGUE PERIODE. - Le terme "longue période" s'entend d'une période qui est normalement d'un an, mais ne peut être inférieure à six mois.

C) QUANTITES SUBSTANTIELLES. - Des ventes à des prix inférieurs aux coûts de production ont été effectuées en quantités substantielles -

i) si le volume de ces ventes représente au moins 20 pour cent du volume des ventes considérées en vue de la détermination de la valeur normale, ou

- ii) si le prix unitaire moyen pondéré des ventes considérées aux fins de la détermination de la valeur normale est inférieur aux coûts de production unitaires moyens pondérés pour ces ventes.

D) COUVERTURE DES COUTS. - Si les prix qui sont inférieurs aux coûts de production unitaires au moment de la vente sont supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période sur laquelle porte l'enquête ou le réexamen, il est considéré que ces prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable.

3) CALCUL DU COUT DE PRODUCTION - Aux fins du présent sous-titre, le coût de production est un montant égal à la somme -

A) des coûts des matières et de la fabrication ou autre transformation de quelque nature que ce soit intervenant dans la production du produit similaire étranger durant une période qui permettrait normalement la production de ce produit similaire étranger dans des conditions d'activité normales;

B) d'un montant représentant les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général, calculé sur la base des données effectives concernant la production et les ventes du produit similaire étranger par l'exportateur en question; et

C) du coût de tous les conteneurs et emballages de quelque nature que ce soit ainsi que de toutes les autres dépenses afférentes au conditionnement du produit similaire étranger prêt à être expédié.

Aux fins de l'alinéa A), si la valeur normale est fondée sur le prix du produit similaire étranger vendu en vue de la consommation dans un pays autre que le pays exportateur, le coût des matières est déterminé indépendamment de toute imposition intérieure frappant ces matières ou leur cession dans le pays exportateur qui sont remises ou restituées à l'exportation.

c) PAYS A ECONOMIE AUTRE QUE DE MARCHE. -

1) REGLE GENERALE. - Si -

A) la marchandise visée est exportée à partir d'un pays à économie autre que de marché, et

B) que l'autorité administrante constate que les renseignements disponibles ne permettent pas de déterminer la valeur normale de la marchandise visée par application du sous-article a),

l'autorité administrante détermine la valeur normale de la marchandise visée d'après la valeur des facteurs de production utilisés pour la production de la marchandise, majorée d'un montant représentant les frais de caractère général et les bénéfices plus le coût des conteneurs, emballages et autres dépenses. Sauf dans le cas prévu au paragraphe 2), l'évaluation des facteurs de production se fonde sur les meilleurs renseignements disponibles au sujet de la valeur de ces facteurs dans un ou des pays à économie de marché jugés appropriés par l'autorité administrante.

2) EXCEPTION. - Si l'autorité administrante constate que les renseignements disponibles sont insuffisants pour déterminer la valeur normale de la marchandise visée dans les conditions prévues au paragraphe 1), elle détermine cette valeur normale d'après le prix auquel une marchandise qui est -

A) comparable à la marchandise visée, et

B) produite dans un ou plusieurs pays à économie de marché dont le niveau de développement économique est comparable à celui du pays à économie autre que de marché,

est vendue dans d'autres pays, y compris les Etats-Unis.

3) **FACTEURS DE PRODUCTION.** - Aux fins du paragraphe 1), les facteurs de production utilisés pour la production de marchandises comprennent, mais sans s'y limiter -

A) les heures de travail nécessaires,

B) les quantités de matières premières employées,

C) les quantités d'énergie et autres fournitures des services publics consommées, et

D) les dépenses en capital représentatives, y compris l'amortissement.

4) **EVALUATION DES FACTEURS DE PRODUCTION.** - Pour évaluer les facteurs de production en application du paragraphe 1), l'autorité administrante utilise, dans la mesure du possible, les prix ou les coûts des facteurs de production dans un ou plusieurs pays à économie de marché qui -

A) ont un niveau de développement économique comparable à celui du pays à économie autre que de marché, et

B) produisent en quantités notables une marchandise comparable.

d) **REGLE PARTICULIERE APPLICABLE A CERTAINES SOCIETES MULTINATIONALES.** - Lorsque, dans le cours d'une enquête menée en vertu des dispositions du présent titre, l'autorité administrante détermine -

1) que la marchandise visée exportée aux Etats-Unis est produite dans des installations que possède ou contrôle, directement ou indirectement, une personne, entreprise ou société qui possède ou contrôle aussi, directement ou indirectement, d'autres installations de production du produit similaire étranger qui sont situées dans un ou plusieurs autres pays,

2) que le sous-article a) 1) C) s'applique, et

3) que la valeur normale du produit similaire étranger produit dans une ou plusieurs des installations situées hors du territoire du pays exportateur est supérieure à la valeur normale dudit produit produit dans les installations situées dans le pays exportateur,

elle détermine la valeur normale de la marchandise visée par référence à la valeur normale à laquelle le produit similaire étranger est vendu en quantités substantielles au départ d'une ou plusieurs installations situées hors du territoire du pays exportateur. Pour établir une détermination en application du présent paragraphe, l'autorité administrante opère des ajustements pour tenir compte de la différence entre les coûts de production (y compris taxes, main-d'oeuvre, matières et frais généraux) du produit similaire étranger produit dans des installations situées hors du territoire du pays exportateur et les coûts de production du produit similaire étranger produit dans les installations du pays exportateur, si cette différence lui est démontrée de manière convaincante. Aux fins du présent sous-article, pour déterminer la valeur normale du produit similaire étranger produit dans un pays autre que le pays exportateur, l'autorité administrante en détermine le prix au moment de l'exportation à partir du pays exportateur et opère tous ajustements prescrits par le sous-article a) pour tenir compte du coût de tous les conteneurs

et emballages et de tous les autres coûts, frais et dépenses afférents au conditionnement de la marchandise prête à être expédiée aux Etats-Unis par référence à ces coûts dans le pays exportateur.

e) **VALEUR CONSTRUITE.** - Aux fins du présent titre, la valeur construite d'une marchandise importée est égale à la somme -

1) des coûts des matières et de la fabrication ou autre transformation de quelque nature que ce soit intervenues dans la production de la marchandise durant une période qui en permettrait normalement la production dans des conditions d'activité normales;

2) A) des montants réels que l'exportateur ou le producteur particulier faisant l'objet d'un examen dans le cadre de l'enquête ou du réexamen a engagés ou obtenus pour les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général et pour les bénéfices en ce qui concerne la production et la vente, au cours d'opérations commerciales normales, d'un produit similaire étranger en vue de la consommation dans le pays étranger; ou

B) si les données réelles ne sont pas disponibles en ce qui concerne les montants définis à l'alinéa A) -

i) des montants réels que l'exportateur ou le producteur particulier faisant l'objet d'un examen dans le cadre de l'enquête ou du réexamen a engagés ou obtenus pour les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général et pour les bénéfices, en ce qui concerne la production et la vente, en vue de la consommation dans le pays étranger, d'une marchandise de la même catégorie générale de produits que la marchandise visée,

ii) de la moyenne pondérée des montants réels engagés et obtenus par les exportateurs ou les producteurs faisant l'objet de l'enquête ou du réexamen (autres que l'exportateur ou le producteur visé au sous-alinéa i)) pour les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général et pour les bénéfices en ce qui concerne la production et la vente, au cours d'opérations commerciales normales, d'un produit similaire étranger en vue de la consommation dans le pays étranger, ou

iii) des montants engagés et obtenus pour les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général et pour les bénéfices calculés par toute autre méthode raisonnable; toutefois, le montant pris en compte à titre de bénéfice ne peut excéder le montant normalement obtenu par les exportateurs ou les producteurs (autres que l'exportateur ou le producteur visé au sous-alinéa i)) en ce qui concerne la vente, en vue de la consommation dans le pays étranger, d'une marchandise de la même catégorie générale de produits que la marchandise visée, et

3) du coût de tous les conteneurs et emballages de toute nature ainsi que de tous les autres frais afférents au conditionnement de la marchandise visée prête à être expédiée aux Etats-Unis.

Aux fins du paragraphe 1), le coût des matières est déterminé indépendamment de toutes impositions intérieures frappant dans le pays exportateur ces matières ou leur cession, qui sont remises ou restituées à l'exportation de la marchandise visée produite à partir desdites matières.

f) REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AU CALCUL DU COUT DE PRODUCTION ET A CELUI DE LA VALEUR CONSTRUITE. - Aux fins des sous-articles b) et e) -

1) COUTS. -

A) PRINCIPE. - Les coûts sont normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur de la marchandise si ces registres sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur (ou du pays producteur, selon le cas) et rendent raisonnablement compte des frais associés à la production et à la vente de la marchandise. L'autorité administrante prend en considération tous les éléments de preuve disponibles concernant la juste répartition des coûts, y compris ceux qui seront mis à disposition par l'exportateur ou le producteur en temps utile si ce type de répartition a été traditionnellement utilisé par l'exportateur ou le producteur, en particulier pour établir les périodes appropriées d'amortissement et de dépréciation et procéder à des ajustements concernant les dépenses en capital et autres frais de développement.

B) FRAIS NON RENOUVELABLES. - Les frais sont ajustés de manière appropriée en fonction des frais non renouvelables dont bénéficie la production courante et/ou future.

C) FRAIS DE DEMARRAGE. -

- i) PRINCIPE. - Les frais sont ajustés de manière appropriée en fonction des circonstances dans lesquelles les frais engagés durant la période couverte par l'enquête ou le réexamen ont été affectés par des opérations de démarrage d'une production.
- ii) OPERATIONS DE DEMARRAGE. - Il n'est effectué d'ajustements pour les opérations de démarrage que dans les cas où -
  - I) un producteur utilise des moyens de production nouveaux ou produit un produit nouveau exigeant des investissements additionnels substantiels, et
  - II) les niveaux de production sont limités par des facteurs techniques associés à la phase initiale d'une production commerciale.

Aux fins du point II), la phase initiale d'une production commerciale se termine à la fin de la période de démarrage. Pour déterminer si les niveaux atteints sont ceux d'une production commerciale, l'autorité administrante prend en considération des facteurs pouvant affecter le volume de la production transformée qui sont sans rapport avec les opérations de démarrage, tels que la demande, le caractère saisonnier ou la conjoncture économique.

- iii) AJUSTEMENT POUR LES OPERATIONS DE DEMARRAGE. - L'ajustement effectué pour les opérations de démarrage consiste à remplacer les coûts de production unitaires encourus durant la période de démarrage par les coûts unitaires encourus pour la marchandise à la fin de cette période. Si la période de démarrage se prolonge au-delà de la période couverte par l'enquête ou le réexamen menés dans le cadre du présent titre, l'autorité administrante utilise les données les plus récentes sur les coûts de production qu'elle peut raisonnablement se procurer, analyser et vérifier sans retarder la conclusion en temps utile de l'enquête ou du réexamen. Aux fins du présent alinéa, la période de démarrage se termine au moment où le niveau de la production commerciale qui est caractéristique de la marchandise, du producteur ou de la branche de production considérée est atteint.

2) **TRANSACTIONS ECARTEES.** - Une transaction effectuée directement ou indirectement entre personnes affiliées peut être écartée si, dans le cas de tout élément de la valeur dont la prise en considération est prescrite, le montant représentant cet élément ne tient pas équitablement compte du montant habituellement reflété dans les ventes de la marchandise considérée sur le marché considéré. Si une transaction est écartée en vertu de la phrase précédente et qu'il n'y ait aucune autre transaction qui puisse être retenue, le montant est déterminé sur la base des renseignements disponibles quant au niveau qu'il aurait atteint si la transaction était intervenue entre des personnes qui ne sont pas affiliées.

3) **REGLE DE L'INTRANT TRES IMPORTANT.** - Si, dans le cas d'une transaction entre personnes affiliées impliquant la production par l'une de ces personnes d'un intrant très important dans la production de la marchandise considérée, l'autorité administrante a des raisons plausibles de croire ou de soupçonner qu'un montant présenté comme la valeur de cet intrant est inférieur à son coût de production, elle peut déterminer la valeur de l'intrant très important sur la base des renseignements disponibles au sujet de ce coût de production, si ledit coût est supérieur au montant qui aurait été déterminé pour cet intrant par application du paragraphe 2).

(19 U.S.C. 1677b)

#### **ARTICLE 773A. CONVERSION DE MONNAIES.**

a) **REGLE GENERALE.** - Dans une action antidumping menée dans le cadre du présent titre, l'autorité administrante convertit les monnaies étrangères en dollars des Etats-Unis par application du taux de change en vigueur à la date de la vente de la marchandise visée; toutefois, s'il est établi qu'une vente de monnaies étrangères sur les marchés à terme est directement liée à la vente à l'exportation considérée, c'est le taux de change spécifié pour cette monnaie dans le contrat de vente à terme qui est utilisé pour convertir ladite monnaie. Les fluctuations des taux de change ne sont pas prises en considération.

b) **MOUVEMENT DURABLE DE LA VALEUR D'UNE MONNAIE ETRANGERE.** - Dans une enquête menée dans le cadre du sous-titre B, l'autorité administrante, en cas de mouvement durable de la valeur de la monnaie étrangère considérée par rapport au dollar des Etats-Unis, accorde au moins 60 jours aux exportateurs pour ajuster leurs prix à l'exportation afin de tenir compte de ce mouvement durable.

(19 U.S.C. 1677b-1)

#### **ARTICLE 774. AUDITIONS.**

a) **AUDITIONS DANS LE CADRE D'ENQUETES.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Sauf dans le cas prévu au paragraphe 2), l'autorité administrante et la Commission tiennent chacune une audition dans le cours d'une enquête, sur demande de toute partie à l'enquête, avant d'établir une détermination finale au titre de l'article 705 ou 735.

2) **EXCEPTION.** - Si des enquêtes sont ouvertes dans le cadre du sous-titre A et du sous-titre B sur la même marchandise en provenance du même pays à six mois au plus de distance l'une de l'autre (mais avant qu'une détermination finale ne soit établie dans l'une ou l'autre), la tenue d'une audition par la Commission au cours de l'une de ces enquêtes est réputée satisfaire aux dispositions du paragraphe 1) pour les deux enquêtes, à moins que la Commission ne considère que des circonstances particulières exigent la tenue d'une audition au cours de chacune des deux enquêtes. Durant une enquête

pour laquelle elle est dispensée de tenir une audition en vertu du présent paragraphe, la Commission autorise toute partie à présenter par écrit les observations supplémentaires que celle-ci juge pertinentes.

b) **PROCEDURES.** - Toute audition prescrite ou autorisée par les dispositions du présent titre a lieu après avis publié au Federal Register, et une transcription de cette audition est établie et mise à la disposition du public. L'audition n'est pas soumise aux dispositions de la section II du chapitre 5 du Titre 5 du Code des lois des Etats-Unis (U.S.C.), ni à celles de l'article 702 de ce titre.

(19 U.S.C. 1677c)

**ARTICLE 775. PRATIQUES DE SUBVENTIONNEMENT POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES DECOUVERTES AU COURS D'UNE PROCEDURE.**

Si, au cours d'une procédure qui s'inscrit dans le cadre du présent titre, l'autorité administrante découvre une pratique dont il apparaît qu'elle constitue un subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, mais qui ne figurait pas parmi les éléments allégués dans une requête en matière de droits compensateurs, ou si l'autorité administrante est avisée par le Représentant pour les questions commerciales qu'une subvention ou un programme de subventions est appliqué en violation de l'article 8 de l'Accord sur les subventions -

1) elle étend la procédure à la pratique, à la subvention ou au programme de subventions s'il apparaît que cette pratique, cette subvention ou ce programme de subventions constitue une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires en ce qui concerne la marchandise qui fait l'objet de la procédure, ou

2) transmet les renseignements (autres que les renseignements confidentiels) sur la pratique, la subvention ou le programme de subventions en question au fonds de documentation constitué au titre de l'article 777 a) 1) s'il apparaît que la pratique, la subvention ou le programme de subventions considéré constitue une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires en ce qui concerne toute autre marchandise.

(19 U.S.C. 1677d)

**ARTICLE 776. DETERMINATIONS SUR LA BASE DES DONNEES DE FAIT DISPONIBLES.**

a) **REGLE GENERALE.** -

1) si les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles au dossier, ou

2) si une partie intéressée ou toute autre personne -

A) retient les renseignements qui lui ont été demandés en vertu des dispositions du présent titre par l'autorité administrante ou par la Commission,

B) n'a pas communiqué ces renseignements aux dates limites fixées pour la communication de renseignements ou ne les communique pas sous la forme et de la manière demandée, réserve étant faite des dispositions des sous-articles c) 1) et e) de l'article 782,

C) entrave notablement une procédure engagée en vertu des dispositions du présent titre, ou

D) communique les renseignements en question, mais que ceux-ci ne puissent pas être vérifiés ainsi qu'il est prévu à l'article 782 i),

l'autorité administrante et la Commission utilisent, sous réserve de l'article 782 d), les données de fait disponibles par ailleurs pour établir la détermination applicable en vertu des dispositions du présent titre.

b) **INFERENCES DEFAVORABLES.** - Si l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) constate qu'une partie intéressée n'a pas coopéré en ne faisant pas de son mieux pour satisfaire à une demande de renseignements qu'elle lui avait adressée, l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) peut, pour établir la détermination applicable en vertu des dispositions du présent titre, retenir un indice qui est défavorable aux intérêts de cette partie parmi les données de fait par ailleurs disponibles. Cette inférence défavorable peut consister à s'appuyer sur des renseignements tirés -

- 1) de la requête,
- 2) d'une détermination finale arrêtée dans le cadre de l'enquête menée en vertu des dispositions du présent titre,
- 3) de tout réexamen au titre de l'article 751 ou toute détermination au titre de l'article 753 antérieurs, ou
- 4) de toute autre pièce versée au dossier.

C) **CONFIRMATION DES RENSEIGNEMENTS OBTENUS INDIRECTEMENT.** - Lorsque l'autorité administrante ou la Commission s'appuie sur des renseignements obtenus indirectement au lieu de ceux qu'elle a recueillis au cours d'une enquête ou d'un réexamen, l'une ou l'autre, selon le cas, les contrôle, dans la mesure où c'est réalisable, pour confirmation auprès des sources indépendantes auxquelles elles peuvent raisonnablement avoir accès.

(19 U.S.C. 1677e)

## **ARTICLE 777. ACCES AUX RENSEIGNEMENTS.**

a) **RENSEIGNEMENTS MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC.** -

1) **FONCTION D'INFORMATION DU PUBLIC.** - Il est constitué un fonds de documentation sur les pratiques de subventionnement étrangères et les mesures compensatoires. Des copies des documents réunis dans le fonds sont mises à la disposition du public moyennant paiement des frais d'établissement de ces copies.

2) **RAPPORTS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES ENQUETES.** - Sur demande, l'autorité administrante et la Commission informent de temps à autre les parties à une enquête de son état d'avancement.

3) **REUNIONS *EX PARTE*.** - L'autorité administrante et la Commission établissent un compte rendu de toute réunion *ex parte* entre:

A) les parties intéressées ou autres personnes communiquant des renseignements factuels en rapport avec une procédure, et



B) la personne chargée d'établir la détermination, ou toute personne chargée d'établir une recommandation finale à l'intention de cette personne, dans le cadre de ladite procédure,

si des renseignements se rapportant à cette procédure ont été présentés ou examinés à cette réunion. Le compte rendu d'une réunion *ex parte* indique l'identité des personnes présentes, la date, l'heure et le lieu de la réunion et contient un résumé des questions examinées ou soumises. Le compte rendu de la réunion *ex parte* est versé au dossier de la procédure.

4) RESUMES; COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS NON EXCLUSIFS. - L'autorité administrante et la Commission divulguent -

A) tout renseignement reçu au cours d'une procédure, à condition de procéder de telle façon qu'il ne puisse être associé aux opérations d'une personne donnée, ni utilisé pour identifier ces opérations, et

B) tout renseignement communiqué en rapport avec une procédure que n'est pas désigné comme exclusif par la personne qui le fournit.

b) RENSEIGNEMENTS EXCLUSIFS. -

1) MAINTIEN DU CARACTERE EXCLUSIF. -

A) REGLE GENERALE. - Réserve faite des dispositions du sous-article a) 4) A) et du sous-article c), aucun renseignement communiqué à l'autorité administrante ou à la Commission, qui est désigné comme exclusif par la personne qui le fournit, n'est divulgué sans le consentement de cette dernière à quiconque autre que -

- i) un membre ou un employé de l'autorité administrante ou de la Commission participant directement à l'enquête pour laquelle le renseignement est communiqué ou à un réexamen dans le cadre du présent titre portant sur la même marchandise, ou
- ii) un fonctionnaire ou un employé du Service des douanes des Etats-Unis qui participe directement de la conduite d'une enquête pour fraude en vertu du présent titre.

B) PRESCRIPTIONS ADDITIONNELLES. - L'autorité administrante et la Commission exigent que des renseignements pour lesquels le traitement d'exclusivité a été demandé soient accompagnés des pièces suivantes -

- i) soit -
  - I) un résumé non exclusif suffisamment détaillé pour permettre de bien comprendre la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel, ou
  - II) une déclaration affirmant que les renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés, accompagnée d'un exposé des raisons à l'appui de cette affirmation, et
- ii) soit -

- I) une déclaration permettant à l'autorité administrante ou à la Commission de rendre accessibles en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, conformément au sous-article c), les renseignements communiqués à titre confidentiel, soit
- II) une déclaration adressée à l'autorité ou à la Commission, selon laquelle les renseignements commerciaux exclusifs ne doivent pas être rendus accessibles en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.

2) **CARACTERE EXCLUSIF NON JUSTIFIE.** - Si l'autorité administrante ou la Commission détermine, sur la base de la nature et de l'étendue des renseignements, ou parce qu'il est possible de se les procurer publiquement, qu'il n'est pas justifié de les désigner comme exclusifs, elle en avise l'informateur et l'invite à expliquer les raisons pour lesquelles il demande une telle désignation. Si l'informateur ne persuade pas l'autorité administrante ou la Commission de la justification du caractère exclusif des renseignements, ou ne retire pas sa demande, l'autorité compétente ou la Commission, selon le cas, retourne les renseignements à l'informateur. Au cas où l'autorité administrante ou la Commission retourne les renseignements à l'informateur, ce dernier peut par la suite communiquer d'autres données concernant le sujet des renseignements retournés s'il le fait dans les délais prévus à cet effet.

3) **REEXAMENS AU TITRE DE L'ARTICLE 751.** - Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), les renseignements communiqués à l'autorité administrante ou à la Commission dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 751 b) ou 751 c) qui sont désignés comme exclusifs par l'informateur peuvent, si le réexamen aboutit à l'abrogation d'une ordonnance ou au retrait d'une constatation (ou à la clôture d'une enquête suspendue) au titre de l'article 751 d), être utilisés par l'organisme auquel ils ont été communiqués initialement dans toute enquête ouverte dans les deux ans suivant la date de l'abrogation ou de la clôture suite à une requête portant sur la même marchandise.

c) **DIVULGATION LIMITEE DE CERTAINS RENSEIGNEMENTS EXCLUSIFS EN VERTU D'UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE.** -

1) **DIVULGATION PAR L'AUTORITE ADMINISTRANTE OU LA COMMISSION.** -

A) **REGLE GENERALE.** - Sur requête (reçue avant ou après les renseignements demandés) décrivant en termes généraux la nature des renseignements demandés et exposant les motifs de la requête, l'autorité administrante ou la Commission met à la disposition de toutes les parties intéressées qui sont parties à la procédure, conformément à une ordonnance conservatoire visée à l'alinéa B), tous les renseignements commerciaux exclusifs qui lui ont été présentés ou qu'elle a obtenus au cours de la procédure (à l'exception des renseignements protégés ou classés et des informations particulières dont la nature exige clairement qu'elles ne soient pas divulguées), quel que soit le moment où ces renseignements ont été communiqués au cours de la procédure. Les noms de clients obtenus au cours d'une enquête qui requiert une détermination au titre de l'article 705 b) ou 735 b) ne peuvent pas être divulgués par l'autorité administrante en vertu d'une ordonnance conservatoire jusqu'à la publication d'une ordonnance au titre de l'article 706 a) ou 736 a) à l'issue de l'enquête ou jusqu'à la suspension ou la clôture de l'enquête. La Commission peut retarder la divulgation de noms de clients en vertu d'une ordonnance conservatoire au cours de l'enquête d'un laps de temps raisonnable avant toute audition prévue au titre de l'article 774.

B) **ORDONNANCE CONSERVATOIRE.** - L'ordonnance conservatoire en vertu de laquelle des renseignements sont mis à disposition doit énoncer les prescriptions dont l'autorité administrante ou la Commission peut, par voie de règlement, déterminer qu'elles sont appropriées. L'autorité

administrante et la Commission prescrivent, par voie de règlement, les sanctions qu'elles jugent appropriées, y compris l'interdiction d'exercer devant elles.

C) DELAI IMPARTI POUR LES DETERMINATIONS. - L'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, détermine si des renseignements doivent être mis à disposition en vertu du présent paragraphe -

- i) dans les 14 jours suivant la date à laquelle les renseignements ont été communiqués (et dans les sept jours suivant cette date s'ils ont trait à une procédure engagée au titre de l'article 703 a) ou 733 a)), ou
- ii) si -
  - I) la personne ayant communiqué les renseignements s'oppose à ce qu'ils soient rendus accessibles, ou
  - II) si les renseignements sont d'un volume ou d'une complexité exceptionnels,

dans les 30 jours suivant la date à laquelle ils ont été communiqués (et dans les dix jours suivant cette date s'ils ont trait à une procédure engagée au titre de l'article 703 a) ou 733 a)).

D) MISE A DISPOSITION APRES DETERMINATION. - Si la détermination visée à l'alinéa C) est positive, -

- i) les renseignements commerciaux exclusifs communiqués à l'autorité administrante ou à la Commission à la date de la détermination ou avant cette date sont mis à disposition à cette date, sous réserve des dispositions et conditions de l'ordonnance conservatoire; et
- ii) les renseignements commerciaux exclusifs communiqués à l'autorité administrante ou à la Commission après la date de la détermination sont signifiés conformément aux prescriptions du sous-article d).

E) NON-DIVULGATION. - Si une personne communiquant des renseignements à l'autorité administrante refuse de divulguer des informations commerciales exclusives dont l'autorité administrante détermine qu'elles doivent être rendues accessibles conformément à une ordonnance conservatoire visée à l'alinéa B), l'autorité administrante retourne à ladite personne lesdits renseignements ainsi que tout résumé non confidentiel qui en aura été fait, sans les prendre en considération.

2) DIVULGATION EN VERTU D'UNE ORDONNANCE JUDICIAIRE. - Si l'autorité administrante refuse de donner suite à une demande de renseignements faite en vertu du paragraphe 1), il est possible de demander au Tribunal des douanes des Etats-Unis (sic) de rendre une ordonnance enjoignant à l'autorité administrante ou à la Commission de mettre les renseignements en question à disposition. Après en avoir avisé toutes les parties à l'enquête, et après avoir ménagé la possibilité d'une audition dont un compte rendu est porté au dossier, le Tribunal peut rendre une ordonnance, aux conditions qu'il juge appropriées et sans donner lieu à une interruption ou suspension de l'enquête, enjoignant à l'autorité administrante ou à la Commission de mettre à disposition, conformément à une ordonnance conservatoire, la totalité ou une partie des renseignements demandés susmentionnés, et prescrire les sanctions applicables en cas d'infraction à cette ordonnance si le Tribunal constate, compte tenu des critères applicables à ses délibérations, qu'une telle ordonnance est justifiée et -

A) que l'autorité administrante ou la Commission a refusé de donner accès aux renseignements en vertu du sous-article b) 1),

B) que la personne pour le compte de qui les renseignements sont demandés est une partie intéressée qui est partie à l'enquête dans le cadre de laquelle les renseignements ont été obtenus ou mis à jour, et

C) que la partie qui a communiqué les renseignements faisant l'objet de la demande a été avisée, avant l'audition, du dépôt de cette demande au titre du présent article et de son droit de comparaître et d'être entendue.

d) **SIGNIFICATION.** - Toute partie présentant des renseignements écrits, y compris des renseignements commerciaux exclusifs, à l'autorité administrante ou à la Commission, au cours d'une procédure, doit simultanément signifier ces renseignements à toutes les parties intéressées qui sont parties à la procédure, si lesdits renseignements sont couverts par une ordonnance conservatoire. L'autorité administrante ou la Commission n'accepte aucun renseignement qui n'est pas accompagné d'un certificat de signification et d'une copie de la version donnée par l'ordonnance conservatoire du document contenant les renseignements. Les renseignements commerciaux exclusifs ne sont signifiés aux parties intéressées qui sont parties à la procédure que si elles font l'objet d'une ordonnance conservatoire; toutefois, un résumé non confidentiel desdits renseignements est signifié à toutes les autres parties intéressées qui sont parties à la procédure.

e) [Abrogé.]

f) **DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX EXCLUSIFS CONFORMEMENT A UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE ARRETEE EN APPLICATION DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE NORD-AMERICAIN OU DE L'ACCORD ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE CANADA.** -

1) **ORDONNANCES CONSERVATOIRES.** -

A) **REGLE GENERALE.** - Si l'examen par un groupe spécial binational d'une détermination arrêtée en vertu du présent titre est demandé en application de l'article 1904 de l'ALENA ou de l'Accord entre les Etats-Unis et le Canada, ou si un comité pour contestation extraordinaire est établi conformément à l'annexe 1904.13 de l'ALENA ou dudit Accord, l'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, peut mettre à la disposition des personnes habilitées, en vertu d'une ordonnance conservatoire visée au paragraphe 2), copie de tous les documents exclusifs figurant dans le dossier administratif établi au cours de la procédure en question. Si l'autorité administrante ou la Commission demande la protection d'un document ou d'une partie d'un document figurant dans le dossier administratif de la procédure en question et si un groupe spécial binational ou un comité pour contestation extraordinaire estime qu'une inspection à huis clos ou une divulgation limitée de ce document ou de cette partie de document est requise par la législation des Etats-Unis, l'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, peut limiter l'accès audit document ou à ladite partie de document aux personnes habilitées définies par le groupe spécial ou le comité comme ayant besoin d'y accéder et peut demander auxdites personnes d'obtenir cet accès conformément à une ordonnance conservatoire visée au paragraphe 2).

B) **PERSONNES HABILITEES.** - Aux fins du présent sous-article, l'expression "personnes habilitées" désigne -

i) les membres du groupe spécial binational ou du comité pour contestation extraordinaire, selon le cas, et leur personnel approprié, ainsi que le Secrétariat,

- ii) les avocats des parties à l'affaire dont est saisi le groupe spécial ou le comité, et leurs employés, ainsi que les personnes sous leur direction ou sous leur contrôle,
- iii) tout fonctionnaire ou employé du gouvernement des Etats-Unis désigné par l'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, à qui les renseignements doivent être divulgués pour que des recommandations puissent être faites au Représentant pour les questions commerciales internationales au sujet de l'institution des comités pour contestation extraordinaire au titre du chapitre 19 de l'ALENA ou de l'Accord, et
- iv) tout fonctionnaire ou employé du gouvernement d'un pays de la zone de libre-échange (au sens de l'article 516A f) 10)) désigné par un organisme habilité dudit pays à qui les renseignements doivent être divulgués pour que des décisions puissent être prises au sujet de l'institution des comités pour contestation extraordinaire au titre du chapitre 19 de l'ALENA ou de l'Accord.

C) **REVISION.** - La décision de divulguer ou de ne pas divulguer des documents conformément à une ordonnance conservatoire rendue par l'autorité administrante ou la Commission ne peut faire l'objet d'une révision judiciaire et aucun tribunal des Etats-Unis n'a pouvoir ou compétence pour réexaminer ladite décision sur un quelconque point de droit ou de fait, par ordre d'exécution ou autrement.

2) **CONTENU DES ORDONNANCES CONSERVATOIRES.** - Chaque ordonnance conservatoire rendue au titre du présent sous-article revêt la forme et contient les prescriptions dont l'autorité administrante ou la Commission détermine, par voie de règlement, qu'elles sont appropriées. L'autorité administrante et la Commission veillent à ce que les règlements faits en application du présent paragraphe soient conçus de manière à permettre une participation à la procédure d'examen par le groupe spécial binational, y compris toute contestation extraordinaire, équivalente à celle qui est possible pour la révision judiciaire des déterminations de l'autorité administrante ou de la Commission qui ne sont pas soumises à l'examen d'un groupe spécial binational.

3) **ACTES INTERDITS.** - Il est interdit à toute personne de violer ou d'inciter à violer une quelconque disposition d'une ordonnance conservatoire rendue au titre du présent sous-article, ou de recevoir des renseignements dont elle sait que la réception constitue une violation d'une telle disposition, ou de violer ou d'inciter à violer une quelconque disposition d'un engagement pris envers un organisme habilité d'un pays de la zone de libre-échange (au sens de l'article 516A f) 10)) ou de sciemment recevoir des renseignements dont la réception constitue une violation d'un tel engagement, pour protéger des documents exclusifs au cours d'une procédure d'examen par un groupe spécial binational ou un comité pour contestation extraordinaire conformément à l'article 1904 de l'ALENA ou de l'Accord entre les Etats-Unis et le Canada.

4) **SANCTIONS PREVUES EN CAS DE VIOLATION D'UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE.** - Toute personne, à l'exception d'un juge affecté à un groupe spécial binational ou un comité pour contestation extraordinaire au titre de l'article 402 b) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain dont il est constaté par l'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, après qu'un avis a été publié et qu'une possibilité d'audition a été ménagée conformément à l'article 554 du Titre 5 du Code des Etats-Unis, est passible envers les Etats-Unis d'une astreinte et peut être frappée de telles autres sanctions administratives, y compris mais pas exclusivement, l'interdiction d'exercer devant l'autorité administrante ou la Commission, que l'autorité administrante ou la Commission juge appropriée. Le montant de l'astreinte n'excède pas 100 000 dollars pour chaque violation, chaque jour que dure une violation étant considérée comme une violation distincte. Le montant de ladite astreinte et les autres sanctions sont fixés par l'autorité administrante ou la

Commission, avis en étant donné par écrit; toutefois c'est l'autorité administrante qui fixe les sanctions en cas de violation ou d'incitation à violer un engagement pris envers un organisme habilité d'un pays de la zone de libre-échange (au sens de l'article 516A f) 10)), ou en cas de réception de renseignements dont on sait que la divulgation constitue une violation d'un tel engagement, quelle que soit la personne qui a pris ledit engagement.

5) **EXAMEN DES SANCTIONS.** - Toute personne faisant l'objet de sanctions conformément au paragraphe 4) peut en obtenir l'examen en déposant un acte d'appel devant le Tribunal du commerce international des Etats-Unis dans les 30 jours suivant la date de l'ordonnance imposant les sanctions et en envoyant simultanément, sous pli recommandé, copie dudit acte d'appel à l'autorité administrante ou à la Commission, selon le cas. L'autorité administrante ou la Commission dépose dans les moindres délais audit tribunal une copie certifiée conforme des pièces sur la base desquelles la violation a été établie ou la sanction imposée, conformément à l'article 2112 du Titre 28 du Code des Etats-Unis. Les constatations et l'ordonnance de l'autorité administrante ou de la Commission ne sont rejetées par le tribunal que s'il estime que ces constatations et cette ordonnance ne s'appuient pas sur des preuves suffisantes, comme le prévoit l'article 706 2) du Titre 5 du Code des Etats-Unis.

6) **EXECUTION DES SANCTIONS.** - Si une personne ne paie pas le montant de l'astreinte ou ne se plie pas aux autres sanctions administratives une fois que l'ordonnance imposant lesdites sanctions est devenue une ordonnance définitive non susceptible d'appel, ou après que le Tribunal du commerce international des Etats-Unis a rendu un jugement en dernier ressort en faveur de l'autorité administrante ou de la Commission, une action peut être engagée devant ledit tribunal pour faire exécuter les sanctions. Au cours de cette action, la validité et le bien-fondé de l'ordonnance définitive imposant les sanctions ne sont pas examinés.

7) **DEPOSITIONS ET PRODUCTION DE PIECES.** -

A) **POUVOIRS D'INVESTIGATION.** - Pour procéder à une audition et remplir les autres fonctions et tâches découlant du présent sous-article, l'autorité administrante et la Commission, ou leurs représentants dûment habilités -

- i) ont accès à tous documents, pièces ou dossiers pertinents en la possession de toute personne physique, société, entreprise, association ou organisation, ou de toute autre entité, et ont le droit de les reproduire,
- ii) peuvent assigner des témoins à comparaître, recueillir des témoignages et faire prêter serment,
- iii) et peuvent obliger toute personne physique ou entité à présenter des documents, ouvrages ou dossiers pertinents.

Tout membre de la Commission, et toute personne désignée par l'autorité administrante, peut signer des citations à comparaître, et les membres et représentants de l'autorité administrante et de la Commission, dûment habilités par l'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, peuvent faire prêter serment, entendre les déclarations faites sous serment ou sur l'honneur, interroger des témoins, recueillir des dépositions et recevoir des preuves.

B) **TEMOINS ET PREUVES.** - La comparution des témoins pouvant être assignés et la production des pièces pouvant être demandées, conformément à l'alinéa A), peuvent être exigées de tout point des Etats-Unis et en tout lieu d'audition désigné. En cas de refus de comparaître après citation signifiée conformément à l'alinéa A), une action peut être engagée devant tout tribunal de district ou tribunal

territorial des Etats-Unis pour demander la comparution et la déposition des témoins, ainsi que la production des pièces. Le tribunal dans la juridiction duquel cette procédure est engagée peut, en cas de défaut de comparution ou de refus d'obéir à une citation signifiée à une personne physique, société, entreprise, association, organisation ou à toute autre entité, rendre une ordonnance exigeant que ladite personne ou entité comparaisse devant l'autorité administrante ou la Commission, ou produise les pièces demandées, ou fasse une déposition au sujet de l'affaire en question. Tout refus d'obtempérer à cette ordonnance du tribunal peut être puni par lui en tant qu'outrage à magistrat.

C) **ORDRES D'EXECUTION.** - Tout tribunal visé à l'alinéa B) a compétence pour donner des ordres d'exécution exigeant le respect des dispositions du présent sous-article ou de toute ordonnance rendue par l'autorité administrante ou la Commission en application dudit sous-article.

D) **DEPOSITIONS.** - Dans l'exercice de toutes fonctions ou l'accomplissement de toutes tâches découlant du présent sous-article, l'autorité administrante ou la Commission peut ordonner qu'un témoignage soit recueilli sous forme de déposition. Ladite déposition peut être faite devant toute personne désignée par l'autorité administrante ou la Commission et habilitée à faire prêter serment. Ledit témoignage est consigné par écrit par la personne recueillant la déposition, ou sous sa conduite, et il est ensuite signé par le déposant. Toute personne physique, société, entreprise, association, organisation ou autre entité peut être tenue de comparaître pour déposer et produire des pièces devant l'autorité administrante ou la Commission, comme le prévoit le présent paragraphe.

E) **HONORAIRES ET INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES TEMOINS.** - Les témoins assignés à comparaître devant l'autorité administrante ou la Commission reçoivent les mêmes honoraires et indemnités de déplacement que les témoins cités devant les tribunaux des Etats-Unis.

g) **RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX VIOLATIONS D'ORDONNANCES CONSERVATOIRES ET SANCTIONS.** - L'autorité administrante et la Commission peuvent refuser la divulgation de toute correspondance, lettres privées d'admonestation ou compromis et tous documents et pièces recueillis dans le cadre d'enquêtes et d'actions concernant la violation ou violation éventuelle d'une ordonnance conservatoire rendue au titre du sous-article c) ou d), et ces renseignements sont traités comme les renseignements visés à l'article 552 b) 3) du Titre 5 du Code des Etats-Unis.

h) **POSSIBILITE POUR LES CONSOMMATEURS ET LES UTILISATEURS INDUSTRIELS DE FORMULER DES OBSERVATIONS.** - L'autorité administrante et la Commission ménagent une possibilité aux utilisateurs industriels de la marchandise visée et, si la marchandise est vendue au niveau du commerce de détail, aux représentants d'associations de consommateurs, de communiquer des renseignements pertinents à l'autorité administrante au sujet d'un dumping ou d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, et à la Commission au sujet d'un dommage important causé par des importations faisant l'objet d'un dumping ou des importations subventionnées.

i) **PUBLICATION DES DETERMINATIONS; PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES DETERMINATIONS FINALES.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Lorsque l'autorité administrante établit une détermination au titre de l'article 702 ou 732 sur le point de savoir s'il convient d'ouvrir une enquête, ou que l'autorité administrante ou la Commission établit une détermination préliminaire au titre de l'article 703 ou 733, une détermination finale au titre de l'article 705 ou 735, une détermination préliminaire ou finale dans un réexamen au titre de l'article 751, une détermination de suspension d'une enquête en vertu du présent titre, ou une détermination au titre de l'article 753, l'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, publie les faits et conclusions justifiant cette détermination, et publie dans le Federal Register un avis annonçant ladite détermination.

2) CONTENU DES AVIS OU DETERMINATIONS. - L'avis ou la détermination publié en vertu du paragraphe 1) contient, s'il y a lieu -

A) dans le cas d'une détermination de l'autorité administrante -

- i) les noms des exportateurs ou producteurs de la marchandise visée ou, s'il est impossible de les fournir, ceux des pays exportant la marchandise visée vers les Etats-Unis,
- ii) un descriptif de la marchandise visée qui soit suffisant pour identifier ladite marchandise aux fins des formalités douanières,
- iii) I) s'agissant d'une détermination dans une enquête en vertu du sous-titre A) ou de l'article 753 ou dans le réexamen d'une ordonnance imposant des droits compensateurs, le montant de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires établi et une explication complète de la méthode utilisée pour établir ledit montant, et  
II) s'agissant d'une détermination dans une enquête en vertu du sous-titre B) ou dans le réexamen d'une ordonnance imposant des droits antidumping, les marges de dumping moyennes pondérées établies et une explication complète de la méthode utilisée pour établir lesdites marges, et
- iv) les principaux motifs de la détermination; et

B) dans le cas d'une détermination de la Commission -

- i) les considérations pertinentes pour la détermination du dommage, et
- ii) les principaux motifs de la détermination.

3) PRESCRIPTIONS ADDITIONNELLES CONCERNANT LES DETERMINATIONS FINALES. - Outre les prescriptions énoncées au paragraphe 2) -

A) l'autorité administrante inclut dans une détermination finale visée au paragraphe 1) une explication du fondement de sa détermination portant sur les arguments pertinents, avancés par les parties intéressées qui sont parties à l'enquête ou au réexamen (selon le cas), concernant l'établissement de l'existence d'un dumping ou d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, ou la suspension de l'enquête, au sujet de laquelle la détermination est établie; et

B) la Commission inclut dans une détermination finale sur l'existence d'un dommage une explication du fondement de sa détermination portant sur les arguments pertinents avancés par les parties intéressées qui sont parties à l'enquête ou au réexamen (selon le cas) concernant le volume, les effets sur les prix, et l'incidence sur la branche de production des importations de la marchandise visée.

(19 U.S.C. 1677f)



**ARTICLE 777A. ECHANTILLONNAGE ET CALCUL DE MOYENNES; DETERMINATION DE LA MARGE DE DUMPING MOYENNE PONDEREE ET DU TAUX DE SUBVENTIONNEMENT POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES.**

a) **REGLE GENERALE.** - Pour déterminer le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) au titre de l'article 772 ou la valeur normale au titre de l'article 773, et pour procéder à des réexamens au titre de l'article 751, l'autorité administrante peut -

1) utiliser des techniques de calcul des moyennes et des échantillons statistiquement valables, s'il y a un volume de ventes important de la marchandise visée ou un grand nombre de produits ou de types de produits, et

2) ne pas tenir compte des ajustements qui sont minimes au regard du prix ou de la valeur de la marchandise.

b) **CHOIX DES MOYENNES ET DES ECHANTILLONS.** - Le choix des moyennes et des échantillons statistiquement valables appartient exclusivement à l'autorité administrante. L'autorité administrante consulte, dans toute la mesure du possible, les exportateurs et les producteurs au sujet de la méthode à utiliser pour choisir les exportateurs, les producteurs ou les types de produits au titre du présent article.

c) **DETERMINATION DE LA MARGE DE DUMPING.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Pour déterminer les marges de dumping moyennes pondérées conformément à l'article 733 d), 735 c) ou 751 a), l'autorité administrante détermine la marge de dumping moyenne pondérée individuelle pour chaque exportateur et producteur connu de la marchandise visée.

2) **EXCEPTION.** - S'il n'est pas possible de déterminer des marges de dumping moyennes pondérées individuelles conformément au paragraphe 1) en raison du grand nombre d'exportateurs ou de producteurs impliqués dans l'enquête ou le réexamen, l'autorité administrante peut déterminer les marges de dumping moyennes pondérées pour un nombre raisonnable d'exportateurs ou de producteurs en limitant son examen -

A) à un échantillon d'exportateurs, de producteurs ou de types de produits qui est jugé statistiquement valable en fonction des renseignements dont dispose l'autorité administrante au moment du choix, ou

B) aux exportateurs et producteurs représentant le plus grand volume de la marchandise visée provenant du pays exportateur qui peut être raisonnablement examiné.

d) **DETERMINATION DE L'EXISTENCE DE VENTES A UN PRIX INFERIEUR A LA JUSTE VALEUR.** -

1) **ENQUETES.** -

A) **REGLE GENERALE.** - Dans une enquête relevant du sous-titre B, l'autorité administrante détermine si la marchandise visée est vendue aux Etats-Unis à un prix inférieur à sa juste valeur -

- i) en comparant la moyenne pondérée des valeurs normales à la moyenne pondérée des prix à l'exportation (et des prix à l'exportation construits) pour une marchandise comparable, ou
- ii) en comparant les valeurs normales des transactions individuelles aux prix à l'exportation (ou aux prix à l'exportation construits) des transactions individuelles pour une marchandise comparable.

B) EXCEPTION. - L'autorité administrante peut déterminer si la marchandise visée est vendue aux Etats-Unis à un prix inférieur à sa juste valeur en comparant la moyenne pondérée des valeurs normales aux prix à l'exportation (ou aux prix à l'exportation construits) des transactions individuelles pour une marchandise comparable, si -

- i) il y a une structure des prix à l'exportation (ou des prix à l'exportation construits) pour une marchandise comparable qui diffère sensiblement selon les acheteurs, les régions ou les périodes, et
- ii) l'autorité administrante explique les raisons pour lesquelles ces différences ne peuvent pas être prises en compte si l'on utilise une méthode visée au paragraphe 1) A) i) ou ii).

2) REEXAMENS. - Dans un réexamen au titre de l'article 751, lorsqu'elle compare les prix à l'exportation (ou les prix à l'exportation construits) des transactions individuelles au prix moyen pondéré des ventes du produit similaire étranger, l'autorité administrante limite son calcul des moyennes de prix à une période ne dépassant pas le mois civil qui correspond le plus étroitement au mois civil de la vente à l'exportation individuelle.

e) DETERMINATION DU TAUX DE SUBVENTIONNEMENT POUVANT DONNER LIEU A DES MESURES COMPENSATOIRES. -

1) REGLE GENERALE. - Pour déterminer les taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires conformément à l'article 703 d), 705 c) ou 751 a), l'autorité administrante détermine un taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires individuel pour chaque exportateur ou producteur connu de la marchandise visée.

2) EXCEPTION. - Si l'autorité administrante détermine qu'il n'est pas possible de déterminer des taux de subventionnement pouvant donner à des mesures compensatoires individuels conformément au paragraphe 1) en raison du grand nombre d'exportateurs ou de producteurs impliqués dans l'enquête ou le réexamen, l'autorité administrante peut -

A) déterminer des taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires individuels pour un nombre raisonnable d'exportateurs ou de producteurs en limitant son examen -

- i) à un échantillon d'exportateurs ou de producteurs dont l'autorité administrante détermine qu'il est statistiquement valable en fonction des renseignements dont elle dispose au moment du choix, ou
- ii) aux exportateurs et producteurs représentant le plus grand volume de la marchandise visée provenant du pays exportateur dont l'autorité administrante détermine qu'il peut être raisonnablement examiné, ou

B) détermine un taux de subventionnement national unique qui sera appliqué à tous les exportateurs et producteurs.

Les taux de subventionnement pouvant donner lieu à des mesures compensatoires individuels déterminés conformément à l'alinéa A) sont utilisés pour déterminer le taux résiduel global aux termes de l'article 705 c) 5).

(19 U.S.C. 1677f-1)

#### **ARTICLE 778. INTERETS SUR CERTAINS TROP-PERCUS OU MOINS-PERCUS.**

a) **REGLE GENERALE.** - Des intérêts sont dus sur certains trop-perçus ou moins-perçus au titre de marchandises entrées, ou retirées d'entrepôt, pour être mises à la consommation à compter de -

1) la date de publication d'une ordonnance en matière de droits compensateurs ou antidumping en vertu du présent titre ou de l'article 303, ou

2) la date d'une constatation en vertu de la Loi antidumping de 1921.

b) **TAUX.** - Le taux d'intérêt à verser au titre du sous-article a) pour une période donnée est le taux d'intérêt fixé en application de l'article 6621 du Code de l'impôt de 1954 pour ladite période.

(19 U.S.C. 1677g)

#### **ARTICLE 779. DRAWBACK.**

Aux fins d'application de toute loi relative au remboursement de droits de douane (drawback), les droits compensateurs et droits antidumping prévus par le présent titre ne sont pas considérés comme des droits de douane ordinaires.

(19 U.S.C. 1677h)

#### **ARTICLE 780. SURVEILLANCE DES PRODUITS D'AVAL.**

a) **REQUETE EN VUE D'UNE SURVEILLANCE.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Le producteur national d'un article similaire à un composant ou un produit d'aval peut présenter à l'autorité administrante une requête afin qu'un produit d'aval spécifié fasse l'objet d'une surveillance en vertu du sous-article b). Cette requête précise -

A) le produit d'aval,

B) le composant incorporé audit produit d'aval, et

C) les raisons de soupçonner que l'imposition de droits antidumping ou de droits compensateurs a entraîné un détournement des exportations du composant ayant pour effet une augmentation de la production dudit produit d'aval et de son exportation aux Etats-Unis.

2) **DETERMINATION CONCERNANT LA REQUETE.** - Dans un délai de 14 jours à compter de la réception d'une requête présentée en vertu du paragraphe 1), l'autorité administrante détermine -

A) si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les importations aux Etats-Unis du produit d'aval augmentent sous l'effet indirect d'un détournement de trafic concernant le composant; et

B) si -

- i) le composant fait déjà l'objet d'une surveillance pour renforcer l'application d'un arrangement bilatéral (au sens de l'article 804 de la Loi de 1984 sur le commerce extérieur et le tarif douanier),
- ii) une marchandise liée au composant et fabriquée dans le même pays étranger que lui a fait l'objet d'un grand nombre d'enquêtes suspendues en vertu de l'article 704 ou 734 ou d'ordonnances en matière de droits compensateurs ou antidumping rendues en vertu du présent titre ou de l'article 303, ou
- iii) une marchandise fabriquée ou exportée par le fabricant ou l'exportateur du composant dont la description et l'utilisation sont similaires à celles du composant a fait l'objet d'au moins deux enquêtes suspendues en vertu de l'article 704 ou 734 ou d'ordonnances en matière de droits compensateurs ou antidumping rendues en vertu du présent titre ou de l'article 303.

3) FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION. - Dans une détermination en vertu du paragraphe 2) A), l'autorité administrante peut, s'il y a lieu, prendre en considération des facteurs tels que -

A) la valeur du composant par rapport à la valeur du produit d'aval,

B) la mesure dans laquelle le composant a été substantiellement transformé à la suite de son incorporation au produit d'aval, et

C) les rapports existant entre les producteurs des composants et les producteurs des produits d'aval.

4) PUBLICATION DE LA DETERMINATION. - L'autorité administrante publie au Federal Register l'avis de chaque détermination arrêtée en vertu du paragraphe 2); si la détermination arrêtée en vertu du paragraphe 2) A) et si une détermination arrêtée en vertu de l'un des alinéas du paragraphe 2) B) sont positives, elle transmet à la Commission copie de ces déterminations et de la requête.

5) DETERMINATIONS NON SOUMISES A REVISION JUDICIAIRE. - Nonobstant toutes autres dispositions légales, les déterminations arrêtées par l'autorité administrante en vertu du paragraphe 2) ne peuvent pas être soumises à révision judiciaire.

b) SURVEILLANCE EXERCEE PAR LA COMMISSION. -

1) REGLE GENERALE. - Si la détermination arrêtée en vertu du sous-article a) 2) A) et une détermination arrêtée en vertu de l'une des dispositions du sous-article a) 2) B) au sujet d'une requête sont positives, la Commission commence immédiatement à surveiller les échanges du produit d'aval qui fait l'objet de la détermination arrêtée en vertu du sous-article a) 2) A). Si la Commission constate que, pendant un trimestre de l'année civile, les importations d'un produit d'aval soumis à surveillance ont augmenté de 5 pour cent ou plus par rapport au trimestre précédent, elle analyse cette augmentation dans le contexte de la conjoncture qui règne dans le secteur de production concerné.

2) **RAPPORTS.** - La Commission présente à l'autorité administrante des rapports trimestriels sur la surveillance et les analyses menées en vertu du paragraphe 1). La Commission met ces rapports à la disposition du public.

c) **ACTION FONDÉE SUR LES RAPPORTS RENDANT COMPTE DE LA SURVEILLANCE.** - L'autorité administrante examine les renseignements figurant dans les rapports soumis par la Commission en vertu du sous-article b) 2) et -

1) prend ces renseignements en considération pour déterminer s'il y a lieu d'ouvrir une enquête concernant un produit d'aval en vertu de l'article 702 a) ou 732 a), et

2) invite la Commission à mettre un terme à la surveillance d'un produit d'aval s'il ressort desdits renseignements que les importations aux Etats-Unis n'augmentent pas et s'il n'y a pas de raison de s'attendre à ce qu'il y ait un détournement de trafic concernant les composants.

d) **DEFINITIONS.** - Aux fins du présent article -

1) Le terme "composant" désigne tout article importé qui -

A) pendant la période de cinq ans se terminant à la date à laquelle la requête est présentée en vertu du sous-article a), a fait l'objet -

i) d'une ordonnance en matière de droits compensateurs ou antidumping rendue en vertu du présent titre ou de l'article 303, qui exige le dépôt des droits compensateurs ou antidumping estimés fixés à un taux égal ou supérieur à 15 pour cent ad valorem, ou

ii) d'un accord conclu en vertu de l'article 704, 734 ou 303 après qu'une détermination préliminaire positive a été arrêtée par l'autorité administrante en vertu de l'article 703 b), 733 b) 1) ou 303, spécifiant notamment que le montant estimé de la subvention nette pouvant donner lieu à des mesures compensatoires était égal ou supérieur à 15 pour cent ad valorem ou que le montant moyen estimé de l'excès de la valeur normale sur le prix à l'exportation (ou le prix à l'exportation construit) était égal ou supérieur à 15 pour cent ad valorem, et

B) en raison de ses caractéristiques intrinsèques, est couramment utilisé comme élément essentiel, composant, élément d'assemblage, élément de sous-assemblage ou matériau pour un produit d'aval.

2) L'expression "produit d'aval" désigne tout article manufacturé -

A) qui est importé aux Etats-Unis, et

B) auquel est incorporé un composant.

(19 U.S.C. 1677i)

**ARTICLE 781. PREVENTION DU CONTOURNEMENT DES ORDONNANCES IMPOSANT  
DES DROITS ANTIDUMPING OU COMPENSATEURS.**

a) MARCHANDISES FINIES OU ASSEMBLEES AUX ETATS-UNIS. -

1) REGLE GENERALE. - Si -

A) une marchandise vendue aux Etats-Unis est de la même catégorie ou du même type qu'une autre marchandise qui fait l'objet -

i) d'une ordonnance en matière de droits antidumping rendue en vertu de l'article 736,

ii) d'une constatation établie en vertu de la Loi antidumping de 1921, ou

iii) d'une ordonnance en matière de droits compensateurs rendue en vertu de l'article 706 ou 303,

B) ladite marchandise vendue aux Etats-Unis est finie ou assemblée aux Etats-Unis à partir de pièces ou composants produits dans le pays étranger visé par ladite ordonnance ou ladite constatation,

C) l'opération d'assemblage ou de finissage aux Etats-Unis est mineure ou insignifiante, et

D) la valeur des pièces ou composants visés à l'alinéa B) constitue une partie importante de la valeur totale de la marchandise,

l'autorité administrante, sur avis donné par la Commission en vertu du sous-article e), peut à tout moment tant que ladite ordonnance ou constatation est en vigueur, inclure dans son champ d'application les pièces ou composants importés visés à l'alinéa B) qui sont utilisés pour le finissage ou l'assemblage de la marchandise aux Etats-Unis.

2) DETERMINATION SUR LA QUESTION DE SAVOIR SI UNE OPERATION EST MINEURE OU INSIGNIFIANTE. - Pour déterminer si l'opération d'assemblage ou de finissage est mineure ou insignifiante au sens du paragraphe 1) C), l'autorité administrante prend en considération -

A) le niveau de l'investissement aux Etats-Unis,

B) le niveau de la recherche-développement aux Etats-Unis,

C) la nature du procédé de production aux Etats-Unis,

D) l'importance des installations de production aux Etats-Unis, et

E) le point de savoir si la valeur de la transformation opérée aux Etats-Unis représente une petite partie de la valeur de la marchandise vendue aux Etats-Unis.

3) FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION. - Pour déterminer s'il y a lieu d'inclure des pièces ou composants dans une ordonnance ou une constatation en matière de droits compensateurs ou antidumping conformément au paragraphe 1), l'autorité administrante prend en considération des facteurs tels que -

A) la structure des échanges, y compris par source d'approvisionnement,

B) le point de savoir si le fabricant ou l'exportateur des pièces ou composants est affilié à la personne qui assemble ou finit la marchandise vendue aux Etats-Unis en utilisant les pièces ou composants produits dans le pays étranger auquel s'applique l'ordonnance ou la constatation visée au paragraphe 1), et

C) le point de savoir si, depuis l'ouverture de l'enquête à l'issue de laquelle l'ordonnance ou la constatation a été établie, les importations aux Etats-Unis des pièces ou composants produits dans ledit pays étranger ont augmenté.

b) MARCHANDISES FINIES OU ASSEMBLEES DANS D'AUTRES PAYS ETRANGERS. -

1) REGLE GENERALE. - Si -

A) une marchandise importée aux Etats-Unis est de la même catégorie ou du même type qu'une marchandise produite dans un pays étranger qui fait l'objet -

- i) d'une ordonnance en matière de droits antidumping rendue en vertu de l'article 736,
- ii) d'une constatation établie en vertu de la Loi antidumping de 1921, ou
- iii) d'une ordonnance en matière de droits compensateurs rendue en vertu de l'article 706 ou de l'article 303,

B) avant d'être importée aux Etats-Unis, ladite marchandise est finie ou assemblée dans un autre pays étranger à partir de marchandises qui -

- i) font l'objet de ladite ordonnance ou constatation, ou
- ii) sont produites dans le pays étranger auquel s'applique ladite ordonnance ou constatation,

C) l'opération d'assemblage ou de finissage dans le pays étranger visé à l'alinéa B) est mineure ou insignifiante,

D) la valeur de la marchandise produite dans le pays étranger auquel s'applique l'ordonnance en matière de droits antidumping constitue une partie importante de la valeur totale de la marchandise exportée aux Etats-Unis, et

E) l'autorité administrante détermine qu'une action est appropriée en vertu du présent paragraphe pour empêcher le contournement de ladite ordonnance ou constatation,

l'autorité administrante, sur avis donné par la Commission en vertu du sous-article e), peut à tout moment tant que ladite ordonnance ou constatation est en vigueur, inclure dans son champ d'application ladite marchandise importée.

2) DETERMINATION SUR LA QUESTION DE SAVOIR SI UNE OPERATION EST MINEURE OU INSIGNIFIANTE. - Pour déterminer si l'opération d'assemblage ou de finissage est mineure ou insignifiante au sens du paragraphe 1) C), l'autorité administrante prend en considération -

A) le niveau de l'investissement dans le pays étranger,

B) le niveau de la recherche-développement dans le pays étranger,

- C) la nature du procédé de production dans le pays étranger,
- D) l'importance des installations de production dans le pays étranger, et
- E) le point de savoir si la valeur de la transformation opérée dans le pays étranger représente une petite partie de la valeur de la marchandise importée aux Etats-Unis.

3) **FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION.** - Pour déterminer s'il y a lieu d'inclure une marchandise assemblée ou finie dans un pays étranger dans une ordonnance ou une constatation en matière de droits compensateurs ou antidumping conformément au paragraphe 1), l'autorité administrante prend en considération des facteurs tels que -

- A) la structure des échanges, y compris par source d'approvisionnement,
- B) le point de savoir si le fabricant ou l'exportateur de la marchandise visée au paragraphe 1) B) est affilié à la personne qui utilise la marchandise visée au paragraphe 1) B) pour assembler ou finir dans le pays étranger la marchandise qui est ultérieurement importée aux Etats-Unis, et
- C) le point de savoir si, depuis l'ouverture de l'enquête à l'issue de laquelle l'ordonnance ou la constatation a été établie, les importations dans le pays étranger de la marchandise visée au paragraphe 1) B) ont augmenté.

c) **MODIFICATIONS MINEURES DE LA MARCHANDISE.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Sont inclus dans la catégorie ou le type de marchandise qui fait l'objet -

- A) d'une enquête relevant du présent titre,
- B) d'une ordonnance en matière de droits antidumping rendue en vertu de l'article 736,
- C) d'une constatation établie en vertu de la Loi antidumping de 1921, ou
- D) d'une ordonnance en matière de droits compensateurs rendue en vertu de l'article 706 ou de l'article 303,

les articles dont la forme ou l'apparence ont été légèrement modifiées (y compris des produits agricoles bruts qui ont subi une transformation mineure), qu'ils relèvent ou non de la même position tarifaire.

2) **EXCEPTION.** - Le paragraphe 1) ne s'applique pas à une marchandise modifiée si l'autorité administrante détermine qu'il n'est pas nécessaire de faire entrer la marchandise modifiée dans le champ d'application de l'enquête, de l'ordonnance ou de la constatation.

d) **MARCHANDISE DEVELOPPEE ULTERIEUREMENT.** -

1) **REGLE GENERALE.** - Pour déterminer si une marchandise développée après qu'une enquête a été ouverte en vertu du présent titre ou de l'article 303 (ci-après dénommée dans le présent paragraphe la "marchandise développée ultérieurement") entre dans le champ d'application d'une ordonnance en matière de droits antidumping ou compensateurs en vigueur qui a été rendue en vertu du présent titre ou de l'article 303 à l'issue de ladite enquête, l'autorité administrante examine si -



- A) la marchandise développée ultérieurement a les mêmes caractéristiques physiques générales que la marchandise à laquelle s'appliquait initialement l'ordonnance (ci-après dénommée dans le présent paragraphe le "produit antérieur"),
- B) l'acheteur final de la marchandise développée ultérieurement a les mêmes exigences pour celle-ci que pour le produit antérieur,
- C) l'utilisation finale du produit antérieur est la même que celle de la marchandise développée ultérieurement,
- D) la marchandise développée ultérieurement emprunte les mêmes circuits de distribution que le produit antérieur, et
- E) la marchandise développée ultérieurement fait l'objet d'une publicité et d'une présentation analogues à celles du produit antérieur.

Avant d'arrêter une détermination en vertu du présent alinéa, l'autorité administrante prend en considération l'avis éventuellement donné par la Commission en vertu du sous-article e).

2) **PRODUITS EXCLUS DU CHAMP D'APPLICATION D'UNE ORDONNANCE.** - L'autorité administrante ne peut pas exclure une marchandise développée ultérieurement du champ d'application d'une ordonnance en matière de droits compensateurs ou antidumping pour le seul motif que la marchandise -

A) relève d'une position tarifaire autre que celle qui a été identifiée dans la requête ou dans les avis antérieurs de l'autorité administrante au cours de la procédure, ou

B) permet à l'acheteur de remplir des fonctions supplémentaires, à moins que ces fonctions supplémentaires constituent l'utilisation essentielle de la marchandise et que leur coût constitue plus qu'une partie importante du coût de production total de la marchandise.

e) **AVIS DE LA COMMISSION.** -

1) **NOTIFICATION A LA COMMISSION DE MESURES PROJETEES.** - Avant d'arrêter une détermination -

A) en vertu du sous-article a) au sujet d'une marchandise finie ou assemblée aux Etats-Unis (dans les cas autres qu'un finissage mineur ou un assemblage),

B) en vertu du sous-article b) au sujet d'une marchandise finie ou assemblée dans d'autres pays étrangers, ou

C) en vertu du sous-article d) au sujet d'une marchandise développée ultérieurement qui comporte un progrès technologique important ou une modification importante d'un produit antérieur,

s'agissant d'une ordonnance ou d'une constatation en matière de droits antidumping ou compensateurs pour laquelle la Commission a rendu une détermination affirmant l'existence d'un dommage, l'autorité administrante notifie à la Commission qu'il est projeté d'inclure ladite marchandise dans ladite ordonnance ou constatation en matière de droits compensateurs ou antidumping. Nonobstant toutes autres dispositions légales, une décision prise par l'autorité administrante sur le point de savoir si une marchandise entre

dans une catégorie pour laquelle un avis est nécessaire en vertu du présent paragraphe ne peut pas être soumise à une révision judiciaire.

2) **DEMANDE DE CONSULTATION.** - Sur avis lui ayant été donné en vertu du paragraphe 1), la Commission peut demander à avoir des consultations avec l'autorité administrante au sujet de l'inclusion. A la demande de la Commission, l'autorité administrante a avec la Commission des consultations qui doivent se terminer dans les 15 jours suivant la date de la demande.

3) **AVIS DE LA COMMISSION.** - Si, après les consultations prévues au paragraphe 2), la Commission estime que l'inclusion projetée soulève un problème significatif en matière de dommage, elle peut donner à l'autorité administrante un avis écrit sur le point de savoir si l'inclusion serait incompatible avec la détermination positive de la Commission sur laquelle est fondée l'ordonnance ou la constatation. Si la Commission décide de donner ledit avis écrit, elle notifie sans tarder à l'autorité administrante son intention de le faire et doit donner cet avis dans un délai de 60 jours à partir de la date de la notification prévue au paragraphe 1). Dans son avis concernant une marchandise finie ou assemblée aux Etats-Unis à partir de pièces ou composants produits dans un pays étranger, la Commission prend en considération le point de savoir si l'inclusion de ces pièces ou composants pris dans leur ensemble serait incompatible avec sa détermination positive antérieure.

f) **DELAÏ IMPARTI POUR LES DÉTERMINATIONS DE L'AUTORITÉ ADMINISTRANTE.** - Dans toute la mesure du possible, l'autorité administrante établit les déterminations prévues dans le présent article dans un délai de 300 jours à compter de la date d'ouverture d'une procédure en matière de contournement de droits compensateurs ou antidumping au titre du présent article.

(19 U.S.C. 1677j)

## **ARTICLE 782. CONDUITE DES ENQUÊTES ET DES REEXAMENS ADMINISTRATIFS.**

a) **TRAITEMENT DES RÉPONSES FOURNIES DE PLAIN GRE DANS LE CADRE DES ENQUÊTES ET DES REEXAMENS EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS OU DE DROITS ANTIDUMPING.** - Dans toute enquête effectuée en vertu du sous-titre A ou B ou dans tout réexamen effectué en vertu de l'article 751 a) si l'autorité administrante a, en vertu de l'article 777A c) 2) ou de l'article 777A e) 2) A) (selon le cas), limité le nombre d'exportateurs ou de producteurs soumis à un examen, ou a déterminé un taux de subventionnement national unique, elle doit établir un taux de subventionnement individuel pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou une marge moyenne pondérée individuelle de dumping pour tout exportateur ou producteur qui n'a pas été choisi initialement pour faire l'objet d'un examen individuel en vertu desdits articles et qui lui présente les renseignements demandés aux exportateurs ou producteurs choisis pour faire l'objet d'un examen si -

1) ces renseignements sont présentés avant la date spécifiée -

A) pour les exportateurs et les producteurs qui n'avaient pas été choisis initialement pour un examen, ou

B) pour le gouvernement étranger, s'agissant d'une affaire de droits compensateurs dans laquelle l'autorité administrante a déterminé un taux unique national; et

2) le nombre des exportateurs ou producteurs qui ont présenté lesdits renseignements n'étant pas trop important l'examen individuel de ces exportateurs ou producteurs ne représenterait pas une charge excessive et n'empêcherait pas d'achever l'enquête en temps utile.

b) **CERTIFICATION DES COMMUNICATIONS.** - Toute personne qui fournit des renseignements factuels à l'autorité administrante ou à la Commission concernant une procédure engagée en vertu du présent titre, au nom du requérant ou de toute autre partie intéressée, doit certifier que ces renseignements sont, à sa connaissance, exacts et complets.

c) **DIFFICULTES POUR SATISFAIRE AUX PRESCRIPTIONS.** -

1) **NOTIFICATION PAR UNE PARTIE INTERESSEE.** - Si une partie intéressée, dans les moindres délais après avoir reçu une demande de renseignements de l'autorité administrante ou de la Commission, avise l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) qu'elle se trouve dans l'incapacité de présenter les renseignements demandés sous la forme et selon les modalités requises, en expliquant exactement pour quelles raisons et en suggérant d'autres formes sous lesquelles elle serait à même de fournir lesdits renseignements, l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) doit examiner la capacité de cette partie intéressée de présenter les renseignements sous la forme et selon les modalités requises et peut modifier ces prescriptions dans la mesure où cela est nécessaire pour éviter d'imposer à cette partie une charge excessive.

2) **AIDE AUX PARTIES INTERESSEES.** - L'autorité administrante et la Commission doivent tenir compte de toutes difficultés rencontrées par les parties intéressées, notamment les petites entreprises, pour fournir les renseignements demandés par l'autorité administrante ou la Commission en rapport avec des enquêtes et des réexamens effectués en vertu du présent titre et doivent fournir à ces parties intéressées toute l'aide possible pour leur permettre de fournir lesdits renseignements.

d) **COMMUNICATIONS NON CONFORMES.** - Si l'autorité administrante ou la Commission détermine qu'une réponse à une demande de renseignements formulée en vertu du présent titre n'est pas conforme à la demande, l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) doit informer dans les moindres délais la personne qui a fourni la réponse des raisons de cette non conformité et doit, dans la mesure où cela est réalisable, lui ménager la possibilité de remédier à cette non conformité ou de l'expliquer compte tenu des délais fixés pour l'achèvement des enquêtes ou des réexamens en vertu du présent titre. Si la personne en question fournit de nouvelles informations pour remédier à cette non conformité et que -

1) l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) estime que cette réponse n'est pas satisfaisante, ou que

2) cette réponse n'est pas présentée dans les délais applicables,

l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) peut, sous réserve du sous-article e), ne pas prendre en considération tout ou partie des réponses initiales et subséquentes.

e) **UTILISATION DE CERTAINS RENSEIGNEMENTS.** - Pour parvenir à une détermination en vertu de l'article 703, 705, 733, 735, 751, ou 753, l'autorité administrante et la Commission ne doivent pas refuser d'examiner les renseignements qui sont fournis par une partie intéressée et sont nécessaires à la détermination mais ne répondent pas à toutes les prescriptions applicables établies par l'autorité administrante ou la Commission, dès lors que -

1) ces renseignements sont fournis avant la date limite fixée pour leur présentation,

2) ces renseignements peuvent être vérifiés,

3) ces renseignements, même s'ils sont incomplets, peuvent cependant constituer une base fiable pour établir la détermination en question,

4) la partie intéressée a démontré qu'elle avait fait de son mieux pour fournir les renseignements et satisfaire aux prescriptions établies par l'autorité administrante ou la Commission concernant ces renseignements, et

5) ces renseignements peuvent être utilisés sans trop de difficultés.

f) **NON ACCEPTATION DES COMMUNICATIONS.** - Si l'autorité administrante ou la Commission refuse de verser au dossier une information quelconque fournie dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen en vertu du présent titre, elle doit, dans la mesure où cela est réalisable, fournir à l'informateur une explication écrite des raisons pour lesquelles cette information n'a pas été acceptée.

g) **OBSERVATIONS DU PUBLIC CONCERNANT DES RENSEIGNEMENTS.** - Les renseignements qui sont fournis en temps voulu à l'autorité administrante ou à la Commission au cours d'une procédure engagée en vertu du présent titre peuvent faire l'objet d'observations de la part des autres parties à la procédure dans un délai raisonnable qui doit être fixé par l'autorité administrante ou la Commission. L'autorité administrante et la Commission, avant d'établir une détermination finale en vertu de l'article 705, 735, 751 ou 753 doivent cesser de recueillir des renseignements et fournir aux parties une dernière occasion de formuler des observations concernant les renseignements obtenus par l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) sur lesquels elles n'ont pas pu faire connaître leurs observations auparavant. Les observations contenant de nouveaux renseignements factuels ne sont pas prises en considération.

h) **CLOTURE D'ENQUETE OU ABROGATION D'ORDONNANCE POUR MANQUE D'INTERET.** - L'autorité administrante peut -

1) clore une enquête en vertu du sous-titre A ou B concernant un produit national similaire si avant la publication d'une ordonnance au titre de l'article 706 ou 736, l'autorité administrante détermine que les producteurs représentant la quasi-totalité de la production de ce produit national similaire ont manifesté un manque d'intérêt concernant l'établissement d'une ordonnance; et

2) abroger une ordonnance rendue en vertu de l'article 706 ou 736 concernant un produit national similaire, ou clore une enquête suspendue en vertu de l'article 704 ou 734 concernant un produit national similaire, si l'autorité administrante détermine que les producteurs représentant la quasi-totalité de la production de ce produit national similaire ont manifesté un manque d'intérêt pour l'ordonnance ou l'enquête suspendue.

i) **VERIFICATION.** - L'autorité administrante doit vérifier tous les renseignements sur lesquels elle s'est fondée pour -

1) établir une détermination finale dans le cadre d'une enquête,

2) décider d'une abrogation en vertu de l'article 751 d), et

3) établir une détermination finale dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 751 a) si,

A) une vérification est demandée en temps voulu par une partie intéressée selon la définition donnée à l'article 771 9) C), D), E), F) ou G), et

B) il n'a été procédé à aucune vérification en vertu du présent alinéa au cours des deux réexamens et déterminations immédiatement antérieurs effectués au titre de l'article 751 a) concernant la même ordonnance, la même constatation ou le même avis, sous réserve que la présente clause ne s'applique pas si des raisons valables de vérification sont avancées.

(19 U.S.C. 1677m)

**ARTICLE 783. REQUETES DE PAYS TIERS VISANT A L'ENGAGEMENT D'UNE PROCEDURE ANTIDUMPING.**

a) **DEPOT DE LA REQUETE.** - Le gouvernement d'un pays membre de l'OMC peut déposer auprès du représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales une requête visant à ce qu'une enquête soit menée pour déterminer si -

1) des importations provenant d'un autre pays sont vendues aux Etats-Unis à un prix inférieur à leur juste valeur, et

2) une branche de production du pays requérant subit un dommage important du fait de ces importations.

b) **OUVERTURE.** - Le représentant pour les questions commerciales internationales, après avoir consulté l'autorité administrante et la Commission et obtenu l'approbation du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, doit déterminer s'il convient d'ouvrir une enquête conformément au sous-article a).

c) **DETERMINATIONS.** - A l'ouverture d'une enquête en vertu du présent article, le représentant pour les questions commerciales internationales doit demander que soient établies les déterminations suivantes conformément aux prescriptions sur le fond et la procédure spécifiées par lui, nonobstant toute autre disposition du présent titre:

1) L'autorité administrante doit déterminer si les importations aux Etats-Unis de la marchandise visée sont vendues à un prix inférieur à leur juste valeur.

2) La Commission doit déterminer si une branche de production du pays requérant subit un dommage important du fait des importations aux Etats-Unis de la marchandise visée.

d) **OBSERVATIONS DU PUBLIC.** - Une possibilité sera offerte au public de formuler des observations, selon le cas -

1) par le représentant pour les questions commerciales internationales, lorsqu'il établira la détermination visée au sous-article b), et

2) par l'autorité administrante et la Commission, lorsqu'elles établiront les déterminations visées au sous-article c).

e) **ETABLISSEMENT D'UNE ORDONNANCE.** - Si l'autorité administrante arrête une détermination positive en vertu du paragraphe 1) du sous-article c) et que la Commission arrête une détermination positive en vertu du paragraphe 2) du sous-article c), l'autorité administrante doit établir une ordonnance en matière de droits antidumping conformément à l'article 736 et prendre toutes autres mesures prescrites à l'article 736.

f) REEXAMENS DES DETERMINATIONS. - Aux fins du réexamen en vertu de l'article 516A ou du réexamen en vertu de l'article 751, si une ordonnance est rendue en vertu du sous-article d), les déterminations finales de l'autorité administrante et de la Commission en vertu du présent article sont considérées comme des déterminations finales établies en vertu de l'article 735.

g) ACCES AUX RENSEIGNEMENTS. - L'article 777 s'applique aux enquêtes ouvertes en vertu du présent article, dans la mesure spécifiée par le représentant pour les questions commerciales internationales, après consultation de l'autorité administrante et de la Commission.

(19 U.S.C. 1677n)

Révision judiciaire des procédures en matière de droits compensateurs et antidumping

**ARTICLE 516A. REVISION JUDICIAIRE DES PROCEDURES EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS ET ANTIDUMPING.**

a) REVISION DES DETERMINATIONS. -

1) REVISION DE CERTAINES DETERMINATIONS. - Dans les 30 jours qui suivent celui de la publication au Federal Register -

A) d'une détermination de l'autorité administrante en vertu de l'article 702 c) ou 732 c) de la présente loi, de ne pas ouvrir d'enquête,

B) d'une détermination de la Commission en vertu de l'article 751 b) de la présente loi, de ne pas réexaminer une détermination sur la base d'un changement de circonstances,

C) d'une détermination négative de la Commission en vertu de l'article 703 a) ou 733 a) de la présente loi sur le point de savoir s'il est raisonnablement permis de penser qu'il y a dommage important, menace de dommage important ou retard important, ou

D) d'une détermination finale de l'autorité administrante ou de la Commission en vertu de l'article 751 c) 3),

une partie intéressée qui est partie à la procédure considérée peut engager une action devant le Tribunal de commerce international des Etats-Unis en procédant concurremment au lancement d'une assignation et au dépôt d'une plainte qui doivent l'une et l'autre être conformes dans leur fond et leur forme aux règles édictées par ledit tribunal pour contester les constatations de fait ou les conclusions juridiques sur lesquelles se fonde la détermination.

2) REVISION DE DETERMINATIONS PUBLIEES. -

A) REGLE GENERALE. - Dans les 30 jours qui suivent -

i) la date de publication au Federal Register -

I) de l'avis relatif à une détermination visée aux sous-alinéas ii), iii), iv), v) ou viii) de l'alinéa B)<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>Tel que dans la loi. Il devrait probablement y avoir une virgule après "alinéa B)". L'article 129 e) 1) A) i) de la P.L. 103-465 a modifié cette disposition I) en supprimant "B), ou" et en insérant "B)".

- II) d'une ordonnance en matière de droits compensateurs ou antidumping fondée sur une détermination visée au sous-alinéa i) de l'alinéa B), ou
- III) de l'avis relatif à la mise en oeuvre d'une détermination visée au sous-alinéa vii) de l'alinéa B), ou

- ii) la date d'envoi par la poste d'une détermination visée au sous-alinéa vi) de l'alinéa B),

une partie intéressée qui est partie à la procédure considérée peut engager une action devant le Tribunal de commerce international des Etats-Unis en lançant une assignation et, dans les 30 jours qui suivent, en déposant une plainte qui doivent l'une et l'autre être conformes dans leur fond et leur forme aux règles édictées par ledit tribunal, pour contester les constatations de fait ou les conclusions juridiques sur lesquelles se fonde la détermination.

B) DETERMINATIONS REVISABLES. - Les déterminations qui peuvent être contestées en vertu de l'alinéa A) sont les suivantes:

- i) Les déterminations finales positives de l'autorité administrante et de la Commission en vertu de l'article 705 ou 735 de la présente loi, y compris toute partie négative de ces déterminations (autre qu'une partie visée au sous-alinéa ii)).
- ii) Une détermination finale négative de l'autorité administrante ou de la Commission en vertu de l'article 705 ou 735 de la présente loi, y compris, à la discrétion du requérant, toute partie d'une détermination finale positive qui exclut expressément une entreprise ou un produit.
- iii) Une détermination finale, autre qu'une détermination révisable en vertu du paragraphe 1), de l'autorité administrante ou de la Commission en vertu de l'article 751 de la présente loi.
- iv) Une détermination de l'autorité administrante, en vertu de l'article 704 ou 734 de la présente loi, de suspendre une enquête en matière de droits antidumping ou compensateurs, y compris toute détermination finale résultant d'une enquête ininterrompue qui modifie l'importance de la marge de dumping ou la subvention nette calculée, ou le raisonnement à la base desdits calculs, au moment où la convention de suspension a été conclue.
- v) Une détermination d'effet dommageable de la Commission en vertu de l'article 704 h) ou 734 h) de la présente loi.
- vi) Une détermination de l'autorité administrante sur le point de savoir si un type donné de marchandise relève de la catégorie ou du type de marchandise décrit dans une constatation existante de dumping ou dans une ordonnance en matière de droits antidumping ou compensateurs.
- vii) Une détermination de l'autorité administrante ou de la Commission au titre de l'article 129 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay concernant une détermination en vertu du Titre VII de la Loi douanière de 1930.
- viii) Une détermination de la Commission en vertu de l'article 753 a) 1).

3) EXCEPTIONS. - Nonobstant la limitation imposée par le paragraphe 2 A) i) II) du présent sous-article, une détermination finale positive de l'autorité administrante en vertu de l'article 705 ou 735 de la présente loi peut être contestée par l'engagement d'une action conformément aux dispositions du paragraphe 2 A) dans les 30 jours qui suivent celui de la publication au Federal Register d'une détermination finale négative de la Commission en vertu de l'article 705 ou 735 de la présente loi.

4) PROCEDURES ET DROITS JUDICIAIRES. - Les dispositions touchant les procédures et droits judiciaires qui sont énoncées au chapitre 169 du Titre 28 du Code des Etats-Unis s'appliquent à une action engagée en vertu du présent article.

5) DELAI DANS LES AFFAIRES CONCERNANT DES MARCHANDISES PROVENANT DE PAYS DE LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE. - Nonobstant toute autre disposition du présent sous-article, lorsqu'il s'agit d'une détermination à laquelle s'appliquent les dispositions du sous-article g), une action au titre du présent sous-article ne peut pas être engagée, et le délai fixé pour engager une action au titre du présent sous-article ne commence pas à courir, avant le jour spécifié dans celui des alinéas suivants qui est d'application:

A) Pour une détermination visée au paragraphe 1) B) ou au sous-alinéa i), ii) ou iii) du paragraphe 2) B), le trente et unième jour après la date à laquelle l'avis relatif à la détermination est publié au Federal Register.

B) Pour une détermination visée au sous-alinéa vi) du paragraphe 2) B), le trente et unième jour après la date à laquelle le gouvernement du pays pertinent de l'ALE reçoit l'avis relatif à la détermination.

C) Pour une détermination au sujet de laquelle un réexamen par un groupe spécial binational a commencé conformément au sous-article g) 8), le jour suivant la date à laquelle -

- i) le groupe spécial binational a refusé de procéder au réexamen de la détermination pour raison d'incompétence, et
- ii) toute partie intéressée demandant le réexamen de la détermination en vertu du paragraphe 1), 2) ou 3) du présent sous-article a fait part en temps voulu de son intention en vertu du sous-article g) 3) B).

Si cette partie intéressée lance une assignation et dépose une plainte en vertu du présent sous-article après le refus du groupe spécial binational, et si une demande d'établissement d'un comité pour contestation extraordinaire est faite au sujet de la décision du groupe spécial binational de refuser le réexamen -

- I) la révision judiciaire en vertu du présent sous-article est suspendue pendant l'examen de la demande par le Comité, et
- II) le Tribunal du commerce international des Etats-Unis rejette la demande si le Comité annule ou renvoie la décision du groupe spécial binational de refuser de procéder au réexamen.

D) Pour une détermination au sujet de laquelle un réexamen par le Tribunal du commerce international des Etats-Unis est prévu -



- i) en vertu du sous-article g) 12) B), le jour suivant la date de publication au Federal Register de l'avis indiquant que l'article 1904 de l'ALENA a été suspendu, ou
  - ii) en vertu du sous-article g) 12) D), le jour suivant la date à laquelle l'avis de règlement est publié au Federal Register.
- E) Pour une détermination visée au sous-alinéa vii) du paragraphe 2) B), le trente et unième jour suivant la date à laquelle l'avis de mise en oeuvre de la détermination est publié au Federal Register.
- b) CRITERES DE REVISION. -
  - 1) VOIE DE RECOURS. - Le tribunal estime dénuée de toute valeur légale toute détermination, constatation ou conclusion qu'il juge -
    - A) dans une action engagée en vertu de l'alinéa A), B) ou C) du sous-article a) 1), arbitraire, fantaisiste, abusive ou d'autre manière non conforme à la loi, ou
    - B)
      - i) dans une action engagée en vertu du paragraphe 2) du sous-article a), non étayée par des preuves suffisantes au dossier ou d'autre manière non conforme à la loi, ou
      - ii) dans une action engagée en vertu du paragraphe 1) D) du sous-article a), arbitraire, fantaisiste, abusive ou d'autres manières non conforme à la loi.
  - 2) DOSSIER DE REVISION. -
    - A) REGLE GENERALE. - Aux fins du présent sous-article, et sauf indication contraire des parties, le dossier comprend -
      - i) un exemplaire de tous les renseignements fournis librement ou sur leur demande au Secrétaire, à l'autorité administrante ou à la Commission, durant la procédure administrative et notamment toutes les notes officielles relatives à l'affaire et les comptes rendus des réunions *ex parte* établis conformément aux prescriptions de l'article 777 a) 3); et
      - ii) un exemplaire de la détermination, de toutes les transcriptions ou de tous les comptes rendus de conférences ou auditions et de tous les avis publiés au Federal Register.
    - B) ELEMENTS CONFIDENTIELS OU PROTEGES. - Le caractère confidentiel ou protégé reconnu à certains documents, observations ou renseignements est maintenu dans toute action engagée en vertu du présent article. Nonobstant la disposition qui précède, le tribunal peut examiner à huis clos les éléments confidentiels ou protégés et divulguer de tels éléments dans des conditions qu'il lui appartient de fixer.
  - 3) EFFET DES DECISIONS DES GROUPES SPECIAUX BINATIONAUX ETABLIS AU TITRE DE L'ALENA OU DE L'ACCORD ETATS-UNIS-CANADA. - Lorsque, dans une action engagée en vertu du sous-article a), un tribunal prend une décision, il n'est pas tenu par la décision finale d'un groupe spécial binational ou d'un comité pour contestation extraordinaire établi conformément à l'article 1904 de de l'ALENA ou de l'Accord, mais peut prendre cette décision en considération.

c) LIQUIDATION EN DOUANE. -

1) LIQUIDATION CONFORMEMENT A UNE DETERMINATION. - Hormis le cas où le tribunal a interdit la liquidation en vertu du paragraphe 2) du présent sous-article, la liquidation en douane des marchandises du type visé par une détermination du Secrétaire, de l'autorité administrante ou de la Commission, qui est contestée en vertu du sous-article a) doit intervenir conformément à la détermination du Secrétaire, de l'autorité administrante ou de la Commission, si lesdites marchandises sont entrées, ou retirées d'entrepôt, pour être mises à la consommation à la date ou avant la date à laquelle le Secrétaire ou l'autorité administrante font publier au Federal Register un avis annonçant un jugement du Tribunal de commerce international des Etats-Unis ou de la Cour d'appel des instances fédérales des Etats-Unis qui ne concorde pas avec ladite détermination. Ledit avis est publié dans un délai de dix jours à compter de celui où le tribunal rend son jugement.

2) MESURE DE REDRESSEMENT PAR VOIE D'INJONCTION. - Dans le cas d'une détermination visée au paragraphe 2) du sous-article a) du Secrétaire, de l'autorité administrante ou de la Commission, le Tribunal de commerce international des Etats-Unis peut interdire la liquidation en douane pour une partie ou la totalité des lots de marchandises visés par une détermination du Secrétaire, de l'autorité administrante ou de la Commission, lorsqu'une partie intéressée a déposé une demande en ce sens et lorsqu'il a été démontré de manière satisfaisante que les circonstances commandent l'adoption de la mesure de redressement demandée.

3) RENVOI POUR CONCLUSION DEFINITIVE. - Si la conclusion définitive à l'issue d'une action engagée au titre du présent article ne concorde pas avec la détermination publiée du Secrétaire, de l'autorité administrante ou de la Commission, l'affaire est renvoyée au Secrétaire, à l'autorité administrante ou à la Commission selon le cas, pour que soit adoptée une conclusion compatible avec la conclusion définitive du tribunal.

d) COMPARUTION. - Une partie intéressée qui était partie à la procédure en vertu de l'article 303 ou du Titre VII de la présente loi a le droit de comparaître et de se faire entendre en tant que partie intéressée devant le Tribunal de commerce international des Etats-Unis. La partie ayant engagé l'action en vertu du présent article en donne notification à toutes les parties intéressées dans la forme et dans les délais prescrits par le tribunal.

e) LIQUIDATION AUX TERMES D'UN JUGEMENT FINAL. - Si le motif d'action est confirmé en totalité ou en partie par un jugement du Tribunal de commerce international des Etats-Unis ou de la Cour d'appel des instances fédérales des Etats-Unis -

1) les lots de marchandises du type visé par la détermination publiée du Secrétaire, de l'autorité administrante ou de la Commission, qui sont entrés, ou retirés d'entrepôt, pour être mis à la consommation après la date à laquelle le Secrétaire ou l'autorité administrante ont fait publier au Federal Register un avis annonçant le jugement du tribunal, et

2) les lots de marchandises dont la liquidation a été interdite en vertu du sous-article c) 2),

font l'objet d'une liquidation aux termes du jugement final que le tribunal a rendu dans l'affaire considérée. L'avis annonçant le jugement du tribunal est publié dans un délai de dix jours à compter de celui où le tribunal rend son jugement.

- f) DEFINITIONS. - Aux fins du présent article -
- 1) AUTORITE ADMINISTRANTE. - L'expression "autorité administrante" désigne l'autorité administrante visée à l'article 771 1) de la présente loi.
  - 2) COMMISSION. - Le terme "Commission" désigne la Commission du commerce international des Etats-Unis.
  - 3) PARTIE INTERESSEE. - L'expression "partie intéressée" désigne toute personne visée à l'article 771 9) de la présente loi.
  - 4) SECRETAIRE. - Le terme "Secrétaire" désigne le Secrétaire aux finances.
  - 5) ACCORD. - Le terme "Accord" désigne l'Accord de libre-échange Etats-Unis/Canada.
  - 6) SECRETAIRE POUR LES ETATS-UNIS. - L'expression "Secrétaire pour les Etats-Unis" désigne -
    - A) le Secrétaire pour la section américaine visé à l'article 1908 de l'ALENA, et
    - B) le Secrétaire de la section américaine prévu à l'article 1909 de l'Accord.
  - 7) SECRETAIRE PERTINENT DE L'AELE. - L'expression "Secrétaire pertinent de l'ALE" désigne le Secrétaire -
    - A) visé à l'article 1908 de l'ALENA, ou
    - B) prévu au paragraphe 5 de l'article 1909 de l'Accord,du pays pertinent de l'ALE.
  - 8) ALENA. - Le terme "ALENA" désigne l'Accord de libre-échange nord-américain.
  - 9) PAYS PERTINENT DE L'ALE. - L'expression "pays pertinent de la zone de l'ALE" désigne le pays de la zone de libre-échange auquel une procédure en matière de droits antidumping ou compensateurs se rapporte.
  - 10) PAYS DE LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE. - L'expression "pays de la zone de libre-échange" désigne:
    - A) Le Canada pendant la période où l'ALENA est en vigueur pour le Canada et où les Etats-Unis appliquent l'ALENA au Canada.
    - B) Le Mexique pendant la période où l'ALENA est en vigueur pour le Mexique et où les Etats-Unis appliquent l'ALENA au Mexique.
    - C) le Canada pendant la période où -
      - i) il n'est pas un pays de la zone de libre-échange au sens de l'alinéa A); et

- ii) l'Accord est en vigueur pour le Canada et où les Etats-Unis appliquent l'Accord au Canada.

g) REEXAMEN DES DETERMINATIONS EN MATIERE DE DROITS COMPENSATEURS ET DE DROITS ANTIDUMPING CONCERNANT DES MARCHANDISES D'UN PAYS DE LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE. -

1) DEFINITION DU TERME "DETERMINATION". - Aux fins du présent sous-article, le terme "détermination" désigne une détermination visée -

A) au paragraphe 1) B) du sous-article a), ou

B) au sous-alinéa i), ii), iii) ou vi) du paragraphe 2) B) du sous-article a),

si elle est établie en rapport avec une procédure concernant une catégorie ou un type de marchandises d'un pays de la zone de libre-échange déterminé par l'autorité administrante.

2) REEXAMEN EXCLUSIF DE LA DETERMINATION PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL. - S'il est demandé qu'un groupe spécial binational réexamine une détermination en application de l'article 1904 de l'ALENA ou de l'Accord, dans ce cas, sous réserve des dispositions des paragraphes 3) et 4) -

A) ladite détermination ne peut pas être réexaminée en vertu du sous-article a), et

B) aucun tribunal des Etats-Unis n'a pouvoir ou compétence pour réexaminer ladite détermination sur tout point de droit ou de fait par ordre d'exécution ou autrement.

3) EXCEPTION A LA REGLE DU REEXAMEN EXCLUSIF PAR UN GROUPE BINATIONAL. -

A) REGLE GENERALE. - Une détermination peut être réexaminée en vertu du sous-article a) -

- i) si ni les Etats-Unis ni le pays pertinent de l'ALE n'ont demandé qu'elle soit réexaminée par un groupe spécial binational en application de l'article 1904 de l'ALENA ou de l'Accord,
- ii) s'il s'agit d'une détermination révisée arrêtée en conséquence directe d'une révision judiciaire engagée en application du sous-article a), et si ni les Etats-Unis ni le pays pertinent de l'ALE n'ont demandé que la détermination initiale soit réexaminée,
- iii) s'il s'agit d'une détermination arrêtée en conséquence directe d'une révision judiciaire engagée en application du sous-article a) avant l'entrée en vigueur de l'ALENA ou de l'Accord,
- iv) s'il s'agit d'une détermination dont un groupe spécial binational a déterminé qu'il ne pouvait pas la réexaminer,
- v) s'il s'agit d'une détermination au sujet de laquelle un examen par un groupe spécial binational a été clos en application du paragraphe 12 de l'article 1905 de l'ALENA, ou

- vi) s'il s'agit d'une détermination au sujet de laquelle un examen par un comité pour contestation extraordinaire a été clos en application du paragraphe 12 de l'article 1905 de l'ALENA.

B) **REGLE PARTICULIERE.** - Une détermination visée à l'alinéa A) i) ou iv) ne peut être réexaminée en vertu du sous-article a) que si la partie demandant que le réexamen soit engagé a fait part en temps voulu de son intention d'engager ladite procédure en adressant un avis -

- i) au Secrétaire pour les Etats-Unis et au Secrétaire pertinent de l'ALE;
- ii) à toutes les parties intéressées qui étaient parties à la procédure considérée; et
- iii) à l'autorité administrante ou à la Commission, selon le cas.

L'avis est adressé en temps voulu s'il parvient à destination dans les 20 jours suivant la date indiquée à l'alinéa A) ou B) du sous-article a) 5) qui est applicable à ladite détermination, excepté que, si le délai fixé pour demander un réexamen par un groupe spécial binational est suspendu en vertu du paragraphe 8) A) ii) du présent sous-article, tout délai restant à courir pour faire part de l'intention d'engager une révision judiciaire est également suspendu pendant la durée de cette suspension. L'avis doit être conforme, dans son fond et sa forme, aux règles édictées par l'autorité administrante en consultation avec la Commission.

4) **EXCEPTION A LA REGLE DU REEXAMEN EXCLUSIF PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL POUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES.** -

A) **CONSTITUTIONNALITE DU SYSTEME DE REEXAMEN PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL.** - Pour obtenir un jugement déclaratif ou une mesure de redressement par voie d'injonction, ou les deux, au sujet d'une détermination, motif pris qu'une disposition de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain qui régit l'application du système de règlement des différends fondé sur l'établissement de groupes spéciaux binationaux en vertu du chapitre 19 de l'ALENA ou une modification résultant de ladite loi, ou qu'une disposition de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis et le Canada de 1988 qui régit l'application du système de règlement des différends fondé sur l'établissement de groupes spéciaux binationaux en vertu du chapitre 19 de l'Accord, est contraire à la Constitution, il n'est possible d'engager une action qu'auprès de la Cour d'appel du circuit du district de Columbia, qui a compétence en la matière.

B) **AUTRE REEXAMEN CONSTITUTIONNEL.** - Il est possible de demander le réexamen d'une détermination en vertu du sous-article a) uniquement au sujet d'une question constitutionnelle (autre que celles auxquelles s'applique l'alinéa A)) découlant de toute loi des Etats-Unis telle qu'elle a été adoptée ou est appliquée. Toute action en réexamen engagée en vertu du présent alinéa est confiée à un groupe spécial de trois juges du Tribunal de commerce international des Etats-Unis.

C) **ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE REEXAMEN.** - Nonobstant les délais prévus au sous-article a), une partie intéressée qui est partie à la procédure considérée peut engager une action en vertu de l'alinéa A) ou B) en déposant une demande, conformément aux règles du tribunal, dans les 30 jours suivant la date de publication au Federal Register de l'avis annonçant que le groupe spécial binational a achevé son examen.

D) **RENOI AU TRIBUNAL COMPETENT.** - Lorsqu'une action est intentée auprès d'un tribunal en vertu de l'alinéa A) ou B) et que ce tribunal constate qu'un autre tribunal aurait dû en être saisi, il renvoie l'affaire à cet autre tribunal et la procédure se déroule comme si l'action avait été intentée

auprès du tribunal auquel elle a été renvoyée à la date à laquelle elle a en fait été intentée auprès du tribunal qui l'a renvoyée.

E) **PLAINTES FANTASISTES.** - Les plaintes fantaisistes déposées en vertu de l'alinéa A) ou B) sont rejetées et peuvent faire l'objet de sanctions en vertu de l'article 1927 du Titre 28 du Code des Etats-Unis et des Règles fédérales de procédure civile.

F) **GARANTIE.** -

i) **ACTIONS EN VERTU DE L'ALINEA A).** - Les prescriptions en matière de garantie contenues dans la Règle 65 c) des Règles fédérales de procédure civile s'appliquent aux actions engagées en vertu de l'alinéa A).

ii) **ACTIONS EN VERTU DE L'ALINEA B).** - Dans les actions engagées en vertu de l'alinéa B), il n'est fait droit à aucune demande et il n'est rendu aucune ordonnance de ne pas faire temporaire ni injonction temporaire ou permanente, tant que la partie demandant le réexamen n'a pas constitué une garantie appropriée, dont le montant est fixé par le tribunal et permet de dédommager les parties qui pourraient subir une perte, des dépens ou des dommages au cas où ladite ordonnance ou injonction serait rendue à tort ou de façon imprévoyante. Si le tribunal reconnaît la constitutionnalité de la détermination considérée, il accorde à la partie ayant gain de cause les frais et dépens, en plus du remboursement des dépenses encourues par ladite partie, à moins qu'il ne constate que la position adoptée par l'autre partie est justifiée pour l'essentiel ou qu'en raison de circonstances particulières il serait injuste d'accorder ces frais et dépens.

G) **PROCES-VERBAL DES REUNIONS DES GROUPES SPECIAUX.** - Le procès-verbal des délibérations des groupes spéciaux binationaux n'est pas considéré comme faisant partie du dossier sur lequel le réexamen en vertu de l'alinéa A) ou B) est fondé.

H) **APPEL DEVANT LA COUR SUPREME DES ORDONNANCES RENDUES DANS DES ACTIONS INTENTEES EN VERTU DE L'ALINEA A).** - Nonobstant toute autre disposition législative, il est possible de demander le réexamen d'un jugement final rendu par la Cour d'appel du circuit du district de Columbia dans une action intentée en vertu de l'alinéa A) en interjetant directement appel devant la Cour suprême des Etats-Unis. La déclaration d'appel doit être présentée au plus tard dix jours après que l'ordonnance a été rendue, et la déclaration concernant l'établissement de la compétence au plus tard 30 jours après que ladite ordonnance a été rendue. Un juge de la Cour suprême agissant isolément ne peut pas, par sa seule décision, suspendre une ordonnance arrêtée à la suite d'une action intentée en vertu de l'alinéa A).

5) **LIQUIDATION EN DOUANE.** -

A) **APPLICATION.** - Lorsqu'il est demandé qu'une détermination soit réexaminée par un groupe spécial binational en vertu de l'article 1904 de l'ALENA ou de l'Accord, les règles du présent paragraphe sont d'application nonobstant les dispositions du sous-article c).

B) **REGLE GENERALE.** - Lorsqu'il est demandé qu'une détermination soit réexaminée par un groupe spécial binational en vertu de l'article 1904 de l'ALENA ou de l'Accord, la liquidation en douane pour les marchandises visées par ladite détermination intervient conformément à la détermination de l'autorité administrante ou de la Commission, si lesdites marchandises sont entrées, ou retirées d'entrepôt, pour être mises à la consommation à la date ou avant la date à laquelle l'autorité administrante fait publier au Federal Register un avis annonçant l'adoption par un groupe spécial binational, ou un comité

pour contestation extraordinaire, d'une décision finale qui ne concorde pas avec ladite détermination. Ledit avis doit être publié dans les dix jours suivant la date à laquelle le groupe spécial ou le comité rend sa décision.

C) SUSPENSION DE LA LIQUIDATION. -

- i) REGLE GENERALE. - Nonobstant les dispositions de l'alinéa B), lorsqu'il est demandé qu'une détermination visée au sous-alinéa iii) ou vi) du sous-article a) 2) B) soit réexaminée par un groupe spécial binational en vertu de l'article 1904 de l'ALENA ou de l'Accord, l'autorité administrante, à la demande d'une partie intéressée qui était partie à la procédure considérée et qui participe au réexamen par le groupe spécial binational, ordonne que soit maintenue la suspension de la liquidation en douane pour les marchandises visées par la détermination qui font l'objet du réexamen, en attendant que celui-ci ait pris fin.
- ii) AVIS. - En même temps qu'elle présente sa demande à l'autorité administrante en vertu du sous-alinéa i), la partie intéressée adresse copie de cette demande au Secrétaire pour les Etats-Unis, au Secrétaire pertinent de l'ALE et à toutes les parties intéressées qui étaient parties à la procédure considérée.
- iii) CHAMP D'APPLICATION DE LA SUSPENSION. - Si la partie intéressée qui demande le maintien de la suspension de la liquidation en vertu du sous-alinéa i) est un fabricant, un producteur ou un exportateur étranger, ou un importateur des Etats-Unis, le maintien de la suspension ne s'applique qu'aux lots de marchandises fabriqués, produits, exportés ou importés par ledit fabricant, producteur, exportateur ou importateur. Si la partie intéressée qui demande le maintien de la suspension de la liquidation en vertu du sous-alinéa i) est une partie intéressée visée à l'alinéa C), D), E) ou F) de l'article 771 9), le maintien de la suspension ne s'applique qu'aux lots de marchandises qui pourraient être affectés par une décision du groupe spécial binational établi en vertu du chapitre 19 de l'ALENA ou de l'Accord.
- iv) REVISION JUDICIAIRE. - Aucune mesure prise par l'autorité administrante ou le Service des douanes des Etats-Unis en vertu du présent alinéa ne peut faire l'objet d'une révision judiciaire et aucun tribunal des Etats-Unis n'a pouvoir ou compétence pour réexaminer ladite décision sur un quelconque point de droit ou de fait par ordre d'exécution ou autrement.

6) MESURE DE REDRESSEMENT PAR VOIE D'INJONCTION. - Sauf dans les affaires relevant du paragraphe 4) B), les dispositions du sous-article c) 2) ne s'appliquent pas lorsqu'il est demandé qu'une détermination soit réexaminée par un groupe spécial binational en vertu de l'article 1904 de l'ALENA ou de l'Accord.

7) MISE EN OEUVRE DES OBLIGATIONS INTERNATIONALES AU TITRE DE L'ARTICLE 1904 DE L'ALENA OU DE L'ACCORD. -

A) MESURE ISSUE D'UN RENVOI. - Si une détermination est portée devant un groupe spécial binational ou un comité pour contestation extraordinaire en vertu de l'ALENA ou de l'Accord et si ledit groupe spécial ou comité décide de la renvoyer à l'autorité administrante ou à la Commission, l'autorité administrante ou la Commission prend, dans le délai fixé par le groupe spécial ou le comité, une mesure qui n'est pas incompatible avec la décision dudit groupe spécial ou comité. Aucune mesure prise par l'autorité administrante ou la Commission en vertu du présent paragraphe ne peut faire l'objet

d'une révision judiciaire et aucun tribunal des Etats-Unis n'a pouvoir ou compétence pour réexaminer ladite mesure sur un quelconque point de droit ou de fait par ordre d'exécution ou autrement.

B) APPLICATION LORSQUE L'ALINEA A) EST JUGE INCONSTITUTIONNEL. - Au cas où les dispositions de l'alinéa A) sont jugées inconstitutionnelles en vertu des dispositions des alinéas A) et H) du paragraphe 4), les dispositions du présent alinéa prennent effet. Dans ce cas, le Président est habilité à accepter dans son intégralité, pour le compte des Etats-Unis, la décision d'un groupe spécial binational ou d'un comité pour contestation extraordinaire renvoyant la détermination à l'autorité administrante ou à la Commission dans le délai fixé par ledit groupe spécial ou comité. Lorsque le Président a accepté une telle décision, l'autorité administrante ou la Commission prend, dans le délai fixé par le groupe spécial ou le comité, une mesure qui n'est pas incompatible avec ladite décision. Aucune mesure prise par le Président, l'autorité administrante ou la Commission en vertu du présent alinéa ne peut faire l'objet d'une révision judiciaire, et aucun tribunal des Etats-Unis n'a pouvoir ou compétence pour réexaminer ladite mesure sur un quelconque point de droit ou de fait par ordre d'exécution ou autrement.

8) DEMANDE DE REEXAMEN PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL. -

A) DEMANDE DE REEXAMEN PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL PRESENTTEE PAR UNE PARTIE INTERESSEE. -

- i) REGLE GENERALE. - Une partie intéressée qui était partie à la procédure dans laquelle une détermination est faite peut demander que ladite détermination soit réexaminée par un groupe spécial binational en présentant une demande au Secrétaire pour les Etats-Unis au plus tard 30 jours après la date indiquée à l'alinéa A), B) ou E) du sous-article a) 5) qui est applicable à ladite détermination. La réception d'une telle demande par le Secrétaire pour les Etats-Unis est réputée être une demande d'examen par un groupe spécial binational au sens de l'article 1904 4) de l'ALENA ou de l'Accord. Ladite demande doit être conforme, dans son fond et sa forme, aux règles prescrites par l'autorité administrante en consultation avec la Commission.
- ii) SUSPENSION DU DELAI FIXE POUR DEMANDER UN REEXAMEN PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL EN VERTU DE L'ALENA. - Nonobstant le sous-alinéa i), le délai pour demander un réexamen par un groupe spécial binational est suspendu pendant la durée de tout arrêt de la procédure d'examen par un groupe spécial binational qui est décidé en application du paragraphe 11 a) de l'article 1905 de l'ALENA.

B) SIGNIFICATION DE LA DEMANDE DE REEXAMEN PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL. -

- i) SIGNIFICATION PAR LA PARTIE INTERESSEE. - Si une partie dépose une demande pour qu'une détermination soit réexaminée par un groupe spécial binational en vertu de l'alinéa A), elle adresse par voie postale, ou remet en mains propres une copie de sa demande à toute autre partie intéressée qui était partie à la procédure considérée, ainsi qu'à l'autorité administrante ou à la Commission, selon le cas.
- ii) SIGNIFICATION PAR LE SECRETAIRE POUR LES ETATS-UNIS. - Si une partie intéressée qui était partie à la procédure demande qu'une détermination soit réexaminée par un groupe spécial binational en présentant une demande au Secrétaire pertinent de l'ALE, le Secrétaire pour les Etats-Unis adresse une copie de la demande, par voie



postale, à toute autre partie intéressée qui était partie à la procédure considérée, ainsi qu'à l'autorité administrante ou à la Commission, selon le cas.

C) LIMITATIONS CONCERNANT LA DEMANDE DE REEXAMEN PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL. - Si une partie intéressée n'a pas présenté de demande au titre de l'alinéa A), les Etats-Unis ne peuvent pas demander qu'une détermination soit réexaminée par un groupe spécial binational en vertu de l'article 1904 de l'ALENA ou de l'Accord.

9) REPRESENTATION AUX SEANCES DU GROUPE SPECIAL. - Lorsqu'un groupe spécial binational a été établi en vertu du chapitre 19 de l'ALENA ou de l'Accord, l'autorité administrante et la Commission s'y font représenter par des avocats qui sont des employés de l'autorité administrante ou de la Commission. Les parties intéressées qui étaient parties à la procédure considérée ont le droit de comparaître devant le groupe spécial binational et de s'y faire représenter par un conseil.

10) NOTIFICATION DES DECISIONS CONCERNANT UNE CATEGORIE OU UN TYPE DE MARCHANDISES. - Dans le cas d'une détermination visée au paragraphe 2 B) vi) du sous-article a) et assujettie aux dispositions du paragraphe 2), l'autorité administrante informe toute personne intéressée qui en fait la demande de la date à laquelle le gouvernement du pays pertinent de l'ALENA a été avisé de la détermination en vertu de l'article 1904 4) de l'ALENA ou de l'Accord.

11) SUSPENSION ET FIN DE SUSPENSION DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1904 DE L'ALENA. -

A) SUSPENSION DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1904. - Si un comité spécial établi en vertu de l'article 1905 de l'ALENA formule une constatation positive, le Représentant pour les questions commerciales internationales peut, conformément au paragraphe 8 a) ou 9, selon le cas, de l'article 1905 de l'ALENA, suspendre l'application de l'article 1904 de l'ALENA.

B) FIN DE SUSPENSION DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1904. - Si un comité spécial est reconvoqué et établit une détermination positive visée au paragraphe 10 b) de l'article 1905 de l'ALENA, toute suspension de l'application de l'article 1904 de l'ALENA prend fin.

12) REVISION JUDICIAIRE A LA FIN DE L'EXAMEN PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL OU UN COMITE EN VERTU DE L'ALENA. -

A) AVIS DE SUSPENSION OU DE FIN DE SUSPENSION DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1904. -

i) Sur notification du Représentant pour les questions commerciales internationales ou du gouvernement d'un pays visé au sous-article f) 10) A) ou B) annonçant que l'application de l'article 1904 de l'ALENA a été suspendue conformément au paragraphe 8 a) ou 9 de l'article 1905 de l'ALENA, le Secrétaire pour les Etats-Unis publie au Federal Register un avis de suspension de l'application de l'article 1904 de l'ALENA.

ii) Sur notification du Représentant pour les questions commerciales internationales ou du gouvernement d'un pays visé au sous-article f) 10) A) ou B) annonçant que la suspension de l'application de l'article 1904 de l'ALENA prend fin conformément au paragraphe 10 de l'article 1905 de l'ALENA, le Secrétaire pour les Etats-Unis publie au Federal Register un avis de fin de suspension de l'application de l'article 1904 de l'ALENA.

B) TRANSFERT DE DETERMINATIONS FINALES POUR REVISION JUDICIAIRE APRES SUSPENSION DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1904. - Si l'application de l'article 1904 de l'ALENA est suspendue conformément au paragraphe 8 a) ou 9 de l'article 1905 de l'ALENA -

- i) sur demande d'une personne habilitée au sens de l'alinéa C), toute détermination finale qui fait l'objet d'un examen par un groupe binational ou par un comité pour contestation extraordinaire est transférée au Tribunal du commerce international des Etats-Unis (conformément aux règles édictées par le Tribunal) pour révision en vertu du sous-article a); ou
- ii) dans le cas où -
  - I) l'examen par un groupe spécial binational a été achevé en moins de 30 jours avant la suspension, et
  - II) l'examen par un comité pour contestation extraordinaire n'a pas été demandé,

sur demande d'une personne habilitée au sens de l'alinéa C) faite dans les 60 jours suivant l'achèvement de l'examen par le groupe spécial binational, la détermination finale ayant fait l'objet de l'examen par le groupe spécial binational est transférée au Tribunal du commerce international des Etats-Unis (conformément aux règles édictées par le Tribunal) pour révision en vertu du sous-article a).

C) PERSONNES AUTORISEES A DEMANDER LE TRANSFERT DE DETERMINATIONS FINALES POUR REVISION JUDICIAIRE. Une demande de transfert d'une détermination finale au Tribunal du commerce international en vertu de l'alinéa B) peut être faite par -

- i) lorsque les Etats-Unis ont allégué des faits en vertu du paragraphe 1 de l'article 1905 de l'ALENA et que l'application de l'article 1904 de l'ALENA a été suspendue conformément au paragraphe 8 a) de l'article 1905 de l'ALENA -
  - I) le gouvernement du pays pertinent visé au sous-article f) 10) A) ou B),
  - II) une partie intéressée qui était partie à l'examen du groupe spécial ou du comité, ou
  - III) une partie intéressée qui était partie à la procédure au sujet de laquelle l'examen par un groupe spécial a été demandé, mais uniquement si le délai prévu pour le dépôt des demandes de comparution dans le cadre de l'examen du groupe spécial n'a pas expiré, ou
- ii) lorsqu'un pays visé au sous-article f) 10) A) ou B) a allégué des faits en vertu du paragraphe 1 de l'article 1905 de l'ALENA et que l'application de l'article 1904 de l'ALENA a été suspendue conformément au paragraphe 9 de l'article 1905 de l'ALENA -
  - I) le gouvernement de ce pays,
  - II) une partie intéressée qui est une personne de ce pays et qui était partie à l'examen du groupe spécial ou du comité, ou

- III) une partie intéressée qui est une personne de ce pays et qui était partie à la procédure au sujet de laquelle l'examen par un groupe spécial a été demandé, mais uniquement si le délai prévu pour le dépôt des demandes de comparution dans le cadre de l'examen du groupe spécial n'a pas expiré.
- D) i) **TRANSFERT POUR REVISION JUDICIAIRE APRES REGLEMENT.** Si le Représentant pour les questions commerciales internationales parvient à un règlement avec le gouvernement d'un pays visé au sous-article f) 10) A) ou B) conformément au paragraphe 7 de l'article 1905 de l'ALENA, et si le renvoi pour révision judiciaire figure parmi les modalités de ce règlement, toute détermination finale qui fait l'objet d'une procédure d'examen par un groupe spécial binational ou par un comité pour contestation extraordinaire est, sur la base d'une demande définie au sous-alinéa ii), transférée au Tribunal du commerce international des Etats-Unis (conformément aux règles édictées par le Tribunal) pour révision en vertu du sous-article a).
- ii) Une demande visée au sous-alinéa i) est une demande faite par -
  - I) le pays visé au sous-alinéa i),
  - II) une partie intéressée qui était partie à l'examen du groupe spécial ou du comité, ou
  - III) une partie intéressée qui était partie à la procédure au sujet de laquelle l'examen par un groupe spécial a été demandé, mais uniquement si le délai prévu pour le dépôt des demandes de comparution dans le cadre de l'examen du groupe spécial n'a pas expiré.

Action administrative consécutive aux rapports de groupes spéciaux de l'OMC

**ARTICLE 129. ACTION ADMINISTRATIVE CONSECUTIVE A DES RAPPORTS DE GROUPES SPECIAUX DE L'OMC.**

- a) **ACTION DE LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ETATS-UNIS. -**
  - 1) **RAPPORT CONSULTATIF.** - Si un groupe spécial de règlement des différends constate dans un rapport intérimaire au titre de l'article 15 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, ou si l'Organe d'appel constate dans un rapport au titre de l'article 17 dudit mémorandum, qu'une action de la Commission du commerce international au sujet d'une procédure donnée n'est pas conforme aux obligations découlant pour les Etats-Unis de l'Accord antidumping, de l'Accord sur les sauvegardes ou de l'Accord sur les subventions et mesures compensatoires, le Représentant pour les questions commerciales internationales peut demander à la Commission d'établir un rapport consultatif sur le point de savoir si le Titre VII de la Loi douanière de 1930 ou le Titre II de la Loi sur le commerce extérieur de 1974, selon le cas, autorise la Commission à prendre des mesures au sujet de la procédure en question qui rendent son action non incompatible avec les constatations du groupe spécial ou de l'Organe d'appel concernant ces obligations. Le Représentant pour les questions commerciales internationales notifie cette demande aux commissions du Congrès.
  - 2) **DELAIS DE PRESENTATION DU RAPPORT.** - La Commission transmet son rapport au titre du paragraphe 1) au Représentant pour les questions commerciales internationales -

A) dans le cas d'un rapport intérimaire visé au paragraphe 1), dans les 30 jours civils qui suivent celui où le Représentant pour les questions commerciales internationales demande le rapport; et

B) dans le cas d'un rapport de l'Organe d'appel, dans les 21 jours civils qui suivent celui où le Représentant pour les questions commerciales internationales demande le rapport.

3) CONSULTATIONS SUR DEMANDE D'UNE DETERMINATION DE LA COMMISSION. - Si une majorité des membres de la Commission établit un rapport positif au titre du paragraphe 1), le Représentant pour les questions commerciales internationales consulte à ce sujet les commissions du Congrès.

4) DETERMINATION DE LA COMMISSION. - Nonobstant toute disposition de la Loi douanière de 1930 ou du Titre II de la Loi sur le commerce extérieur de 1974, si une majorité des membres de la Commission établit un rapport positif au titre du paragraphe 1), la Commission, sur demande écrite du Représentant pour les questions commerciales internationales, arrête une détermination au sujet de la procédure en question qui rend l'action de la Commission visée au paragraphe 1) non incompatible avec les constatations du groupe spécial ou de l'Organe d'appel. La Commission arrête sa détermination au plus tard 120 jours après que le Représentant pour les questions commerciales internationales a fait sa demande.

5) CONSULTATIONS SUR LA MISE EN OEUVRE DE LA DETERMINATION DE LA COMMISSION. - Le Représentant pour les questions commerciales internationales consulte les commissions du Congrès avant que la détermination de la Commission au titre du paragraphe 4) soit mise en oeuvre.

6) ABROGATION D'UNE ORDONNANCE. - Si, du fait de la détermination de la Commission en vertu du paragraphe 4), une ordonnance en matière de droits antidumping ou compensateurs concernant certaines ou l'ensemble des importations qui font l'objet de l'action de la Commission visée au paragraphe 1) n'est plus étayée par une détermination positive de la Commission en vertu du Titre VII de la Loi douanière de 1930 du présent sous-article, le Représentant pour les questions commerciales internationales peut, après consultation des commissions du Congrès au titre du paragraphe 5), ordonner à l'autorité administrante d'abroger, totalement ou partiellement, l'ordonnance en matière de droits antidumping ou compensateurs.

7) MODIFICATION D'UNE MESURE EN VERTU DU TITRE II DE LA LOI SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DE 1974. - L'article 204 b) de la Loi sur le commerce extérieur de 1974 (19 U.S.C. 2254 b)) est modifié par l'adjonction du nouveau paragraphe suivant:

"3) Nonobstant le paragraphe 1), le Président peut, après réception d'une détermination de la Commission au titre de l'article 129 a) 4) de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay et après consultation de la Commission des voies et moyens de la Chambre des Représentants et la Commission des finances du Sénat, réduire, modifier ou lever une mesure prise au titre de l'article 203."

b) ACTION DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE. -

1) CONSULTATIONS AVEC L'AUTORITE ADMINISTRANTE ET LES COMMISSIONS DU CONGRES. - Après publication par un groupe spécial ou l'Organe d'appel d'un rapport qui contient des constatations selon lesquelles une action de l'autorité administrante dans une procédure relevant du Titre VII de la Loi douanière de 1930 n'est pas conforme aux obligations découlant pour les Etats-Unis de l'Accord antidumping ou de l'Accord sur les subventions et mesures compensatoires, le Représentant

pour les questions commerciales internationales consulte à ce sujet l'autorité administrante et les commissions du Congrès.

2) DETERMINATION D'UNE AUTORITE ADMINISTRANTE. - Nonobstant toute disposition de la Loi douanière de 1930, l'autorité administrante arrête, dans les 180 jours suivant la réception d'une demande écrite du Représentant pour les questions commerciales internationales, une détermination au sujet de la procédure en question qui rend l'action de l'autorité administrante visée au paragraphe 1) non incompatible avec les constatations du groupe spécial ou de l'Organe d'appel.

3) CONSULTATIONS AVANT LA MISE EN OEUVRE. - Avant que l'autorité administrante mette en oeuvre toute détermination au titre du paragraphe 2), le Représentant pour les questions commerciales internationales consulte l'autorité administrante et les commissions du Congrès au sujet de cette détermination.

4) MISE EN OEUVRE DE LA DETERMINATION. - Le Représentant pour les questions commerciales internationales peut, après avoir consulté l'autorité administrante et les commissions du Congrès au titre du paragraphe 3), ordonner à l'autorité administrante de mettre en oeuvre, totalement ou partiellement, la détermination arrêtée au titre du paragraphe 2).

c) EFFETS DES DETERMINATIONS; AVIS DE MISE EN OEUVRE. -

1) EFFETS DES DETERMINATIONS. - Les déterminations concernant le Titre VII de la Loi douanière de 1930 qui sont mises en oeuvre au titre du présent article s'appliquent pour les lots de la marchandise visée en attente de liquidation (selon la définition donnée à l'article 771 de cette loi) qui sont entrés, ou retirés d'entrepôt, pour être mis à la consommation -

A) dans le cas d'une détermination de la Commission au titre du sous-article a) 4), à la date ou après la date à laquelle le Représentant pour les questions commerciales internationales ordonne à l'autorité administrante, au titre du sous-article a) 6), d'abroger une ordonnance conformément à ladite détermination, et

B) dans le cas d'une détermination de l'autorité administrante au titre du sous-article b) 2), à la date ou après la date à laquelle le Représentant pour les questions commerciales internationales ordonne à l'autorité administrante, au titre du sous-article b) 4), de mettre en oeuvre ladite détermination.

2) AVIS DE MISE EN OEUVRE . -

A) L'autorité administrante publie au Federal Register un avis annonçant la mise en oeuvre de toute détermination établie au titre du présent article en ce qui concerne le Titre VII de la Loi douanière de 1930.

B) Le Représentant pour les questions commerciales internationales publie au Federal Register un avis annonçant la mise en oeuvre de toute détermination établie au titre du présent article en ce qui concerne le Titre II de la Loi sur le commerce extérieur de 1974.

d) POSSIBILITE POUR LES PARTIES INTERESSEES DE FAIRE DES OBSERVATIONS. - Avant qu'une détermination soit arrêtée au titre du présent article, l'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, donne aux parties intéressées la possibilité de soumettre des observations par écrit et peut, le cas échéant, tenir une audition au sujet de la détermination.

e) REVISION JUDICIAIRE OU PAR UN GROUPE SPECIAL BINATIONAL. -

1) REEXAMEN DE DETERMINATIONS ENREGISTREES. - L'article 516A a) 2) de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. 1516a a) 2)) est modifié -

A) à l'alinéa A) i) -

i) dans la disposition I) en supprimant "B), ou" et en insérant "B)", et

ii) en ajoutant après la disposition II) ce qui suit:

"III) avis de mise en oeuvre de toute détermination visée au sous-alinéa vii) de l'alinéa B), ou";

et

B) à l'alinéa B), en ajoutant, à la fin, le nouveau sous-alinéa suivant:

"vii) Une détermination de l'autorité administrante ou de la Commission au titre de l'article 129 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay concernant une détermination en vertu du Titre VII de la Loi douanière de 1930."

2) DELAIS POUR LES AFFAIRES CONCERNANT DES PAYS DE LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE. - L'article 516A a) 5) de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. 1516a a) 5)) est modifié par l'adjonction, à la fin, du nouvel alinéa suivant:

"E) Pour une détermination visée au sous-alinéa vii) du paragraphe 2) B), le trente et unième jour suivant la date à laquelle l'avis de mise en oeuvre de la détermination est publié au Federal Register."

3) REEXAMEN D'AFFAIRES CONCERNANT DES MARCHANDISES D'UN PAYS DE LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE. - L'article 516A g) 8) A) i) de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. 1516a g) 8) A) i)) est modifié par la suppression de "alinéa A) ou B)" et l'insertion de "alinéa A), B) ou E)".

#### **ARTICLE 130. DATE D'EFFET.**

Le présent sous-titre et les modifications apportées par le présent sous-titre prennent effet à la date à laquelle l'Accord sur l'OMC entre en vigueur pour les Etats-Unis.

Abrogation de l'article 303 et modifications qui en résultent

#### **PARTIE 2 - ABROGATION DE L'ARTICLE 303 ET MODIFICATIONS QUI EN RESULTENT**

##### **ARTICLE 261. ABROGATION DE L'ARTICLE 303.**

a) REGLE GENERALE. - L'article 303 de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C 1303) est abrogé avec effet à la date d'entrée en vigueur du présent titre.

b) RESERVES. -

1) **EFFET CONTINU DE DOCUMENTS JURIDIQUES.** - Toutes les ordonnances, déterminations et autres décisions administratives -

A) qui ont été arrêtées à la suite d'une enquête menée au titre de l'article 303 de la Loi douanière de 1930, et

B) qui sont en application à la date d'entrée en vigueur du présent titre, ou étaient définitives avant cette date et vont produire leurs effets à cette date ou après cette date,

continuent de produire leurs effets selon leurs modalités jusqu'à ce qu'elles soient modifiées, levées, remplacées, rapportées ou abrogées conformément à la législation par l'autorité administrante, la Commission du commerce international ou une instance compétente ou par l'effet d'une loi. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3), ces ordonnances ou déterminations sont soumises à un réexamen au titre de l'article 751 de la Loi douanière de 1930 et, s'il y a lieu, à une enquête au titre de l'article 753 de ladite loi (selon les adjonctions apportées par le présent titre).

2) **PROCEDURES NON AFFECTEES.** - Les dispositions du sous-article a) n'affectent aucune des procédures, y compris les avis annonçant la décision envisagée, en instance devant l'autorité administrante ou la Commission du commerce international à la date où le présent titre prend effet pour ce qui est de l'article 303. Les ordonnances sont édictées dans le cadre de ces procédures, les recours portent sur ces ordonnances et les paiements sont effectués en application de ces ordonnances, conformément à l'article 303 tel qu'en application le jour avant la date où le présent titre prend effet et, sous réserve des dispositions du paragraphe 3), elles sont soumises à un réexamen au titre de l'article 751 de la Loi douanière de 1930 et, s'il y a lieu, à une enquête au titre de l'article 753 de ladite loi. Les ordonnances édictées dans le cadre de ces procédures continuent de produire leurs effets jusqu'à ce qu'elles soient modifiées, levées, remplacées, rapportées ou abrogées conformément à la législation par l'autorité administrante, ou l'instance compétente, ou par l'effet d'une loi. Aucune disposition du présent article n'est réputée interdire l'interruption ou la modification d'une de ces procédures aux mêmes conditions et dans la même mesure où elle aurait pu être interrompue ou modifiée si le présent article n'avait pas été promulgué.

3) **ACTIONS EN JUSTICE NON AFFECTEES.** - Les dispositions du sous-article a) n'affectent pas le réexamen en application de l'article 516A de la Loi douanière de 1930 d'une ordonnance en matière de droits compensateurs édictée à la suite d'une enquête menée au titre de l'article 303 de ladite loi ni le réexamen d'une ordonnance en matière de droits compensateurs édictée au titre de l'article 751 de ladite loi, si ce réexamen est en instance ou si le délai fixé pour demander ce réexamen n'a pas expiré à la date où le présent titre prend effet.

c) **DEFINITION DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE.** - Aux fins du présent article, l'expression "autorité administrante" a le sens qui lui est donné par l'article 771 1) de la Loi douanière de 1930.

d) **MODIFICATIONS RESULTANT DE L'ABROGATION DE L'ARTICLE 303.** -

1) **REGLE GENERALE.** -

A) **MODIFICATIONS DE LA LOI SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DE 1974.** -

i) L'article 331 d) 3) de la Loi sur le commerce extérieur de 1974 (19 U.S.C. 1303 note) est abrogé.

- ii) L'article 152 a) 2) de la Loi sur le commerce extérieur de 1974 (19 U.S.C. 2192 a) 2)) est modifié par la suppression de "A) dans le cas de" et de tout ce qui suit jusqu'à "B".
- iii) L'article 154 a) de la Loi sur le commerce extérieur de 1974 (19 U.S.C. 2194 a)) est modifié par la suppression de "ou l'article 303 e) de la Loi douanière de 1930".

B) **MODIFICATIONS DE LA LOI DOUANIÈRE DE 1930.** - Les articles suivants de la Loi douanière de 1930 sont modifiés comme suit:

- i) Article 315 d) (19 U.S.C. 1315 d)): insérer "(tel qu'en application le jour avant la date où le Titre II de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay prend effet) ou l'article 701" après "l'article 303".
- ii) Article 337 b) 3) (19 U.S.C. 1337 b) 3)) -
  - I) supprimer "de l'article 303 ou du sous-titre B) du Titre VII de la Loi douanière de 1930" et insérer "du sous-titre B) du Titre VII de la présente loi",
  - II) supprimer "l'article 303, 671 ou 673" et insérer "l'article 701 ou 731",
  - III) supprimer "l'article 303, 701," et insérer "l'article 701",
  - IV) supprimer "du Secrétaire au titre de l'article 303 de la présente loi ou", et
  - V) supprimer "question relevant de l'article 303, 701 ou" et insérer "question relevant de l'article 701 ou",
- iii) L'article 701 (19 U.S.C. 1671) est modifié par la suppression du sous-article f).
- iv) L'article 780 c) 1) (19 U.S.C. 1677i c) 1)) est modifié comme suit: supprimer "732 a), ou 303" et insérer "ou 732 a)".

C) **AUTRES REFERENCES.** - Toute référence à l'article 303 faite dans toute autre loi fédérale, décret-loi, règle ou réglementation est traitée comme une référence à l'article 303 de la Loi douanière de 1930 tel qu'en application le jour avant la date où le Titre II de la présente loi.

2) **DATE D'EFFET.** - Les modifications apportées par le présent sous-article prennent effet à la date à laquelle le présent titre entre en vigueur.

Date d'effet

#### **Sous-titre C - Date d'effet**

#### **ARTICLE 291. DATE D'EFFET.**

a) **REGLE GENERALE.** - Sous réserve des dispositions de l'article 261, les modifications apportées par le présent titre prennent effet à la date désignée au sous-article b) et s'appliquent pour -

- 1) les enquêtes ouvertes -



- A) sur la base de requêtes déposées au titre de l'article 702 b), 732 b) ou 783 b) de la Loi douanière de 1930 après la date désignée au sous-article b), ou
- B) par l'autorité administrante au titre de l'article 702 a) ou 732 a) de ladite loi après ladite date.
- 2) les réexamens engagés au titre de l'article 751 de ladite loi -
  - A) par l'autorité administrante ou la Commission de leur propre initiative après ladite date, ou
  - B) à la suite d'une requête déposée après ladite date.
- 3) les enquêtes ouvertes au titre de l'article 753 de ladite loi après ladite date,
- 4) les requêtes déposées au titre de l'article 780 de ladite loi après ladite date, et
- 5) les demandes de renseignements faites au titre de l'article 781 de ladite loi -
  - A) par l'autorité administrante de sa propre initiative après ladite date, ou
  - B) à la suite d'une demande déposée après ladite date.
- b) DATE DESIGNEE. - La date désignée dans le présent sous-article est la date à laquelle l'Accord sur l'OMC (tel qu'il est défini à l'article 2 9)) entre en vigueur pour les Etats-Unis.

PARTIE 207 - ENQUETES VISANT A ETABLIR SI LE DOMMAGE SUBI PAR UNE BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE RESULTE DE L'IMPORTATION DE PRODUITS VENDUS AU-DESSOUS DE LEUR JUSTE VALEUR OU D'EXPORTATIONS SUBVENTIONNEES A DESTINATION DES ETATS-UNIS

Article

207.1 Champ d'application de la Partie.

Sous-partie A - Dispositions générales

- 207.2 Définitions applicables à la Partie 207.
- 207.3 Signification, dépôt et certification des documents.
- 207.4 Le dossier.
- 207.5 Réunions *ex parte*.
- 207.6 Rapports sur l'état de l'enquête.
- 207.7 Divulgence limitée de certains renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.
- 207.8 Assimilation des questionnaires à des citations à comparaître; exécution des citations à comparaître.

Sous-partie B - Déterminations préliminaires

- 207.10 Dépôt d'une requête auprès de la Commission.
- 207.11 Contenu de la requête.
- 207.12 Avis d'enquête préliminaire.
- 207.13 Coopération avec l'autorité administrante; enquête préliminaire.

- 207.14 Détermination négative concluant au rejet d'une requête.
- 207.15 Mémoires et conférence.
- 207.16 Réservé.
- 207.17 Rapport interne.
- 207.18 Avis de détermination dans le cadre d'une enquête préliminaire.

Sous-partie C - Déterminations finales, produits à courte durée de vie

- 207.20 Ouverture d'une enquête; avis.
- 207.21 Rapport interne avant audition et rapport interne final.
- 207.22 Mémoires avant audition.
- 207.23 Auditions.
- 207.24 Mémoires après audition.
- 207.25 Exposés des personnes qui ne sont pas parties.
- 207.26 Produits à courte durée de vie.
- 207.27 Anticournement.
- 207.28 Publication de l'avis de détermination.

Sous-partie D - Enquêtes closes, suspendues ou poursuivies, enquêtes aux fins de réexamen de conventions négociées et enquêtes aux fins de réexamen de détermination en vigueur.

- 207.40 Clôture et suspension d'une enquête.
- 207.41 Réexamen par la Commission de conventions visant à supprimer l'effet dommageable d'importations subventionnées ou d'importations vendues à un prix inférieur à leur juste valeur.
- 207.42 Enquête poursuivie sur demande.
- 207.43 Réservé.
- 207.44 Jonction d'enquêtes.
- 207.45 Enquêtes aux fins de réexamen d'une détermination en vigueur.

Sous-partie E - Révision judiciaire

- 207.50 Révision judiciaire.
- 207.51 Révision judiciaire du rejet d'une demande de divulgation de certains renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.

Sous-partie F - (Réservé)

Sous-partie G - Règlement d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain

- 207.90 Champ d'application.
- 207.91 Définitions.
- 207.92 Procédures régissant l'ouverture de l'examen d'une détermination finale.
- 207.93 Protection des renseignements de nature exclusive au cours des travaux d'un groupe spécial ou d'un comité.
- 207.94 Protection des informations confidentielles au cours des procédures de groupes spéciaux ou de comités.

Procédures régissant l'imposition de sanctions en cas de violation des dispositions d'une ordonnance conservatoire rendue dans le cadre de travaux d'un groupe spécial ou d'un comité pour contestation extraordinaire

- 207.100 Sanctions.
- 207.101 Signalement d'un acte interdit et ouverture d'une enquête.

- 207.102 Ouverture d'une procédure.
- 207.103 Lettre de mise en cause.
- 207.104 Réponse à une lettre de mise en cause.
- 207.105 Confidentialité.
- 207.106 Mesures intérimaires.
- 207.107 Motions.
- 207.108 Conférence préliminaire.
- 207.109 Communication des pièces.
- 207.110 Citation à comparaître.
- 207.111 Conférence avant audition.
- 207.112 Auditions.
- 207.113 Le dossier.
- 207.114 Détermination initiale.
- 207.115 Demande de réexamen.
- 207.116 Réexamen décidé par la Commission de sa propre initiative.
- 207.117 Réexamen par la Commission.
- 207.118 Rôle du Conseiller juridique auprès de la Commission.
- 207.119 Nouvel examen.
- 207.120 Avis au public de l'imposition de sanctions.

FONDEMENT JURIDIQUE: 19 U.S.C. 1303, 1335, 1671-1677k et 2482, sauf indication contraire.

SOURCE: 44 FR 76468, 26 décembre 1979, sauf indication contraire.

207.1. Champ d'application de la Partie.

La Partie 207 s'applique aux procédures de la Commission relevant de l'article 303, de l'article 516A et du Titre VII de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. 1303, 1516A et 1671-1677j) (ci-après dénommée la Loi) et de 19 U.S.C. 1677k.

**Sous-partie A - Dispositions générales**

SOURCE: 56 FR 11923, 21 mars 1991, sauf indication contraire.

207.2. Définitions applicables à la Partie 207.

Aux fins de la présente partie, les expressions suivantes sont définies comme suit:

- a) *La Loi* désigne la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée.
- b) *Autorité administrante* désigne le Secrétaire du commerce ou tout autre fonctionnaire des Etats-Unis à qui a été déléguée la responsabilité d'exercer les fonctions de l'autorité administrante en vertu de l'article 303 ou du Titre VII de la Loi.
- c) *Directeur* désigne le Directeur en titre ou le Directeur suppléant de la Commission, Bureau des opérations ou, en leur absence, une personne désignée par le Directeur.
- d) *Réunion ex parte* désigne toute communication entre
  - 1) une partie intéressée ou toute autre personne fournissant des données de fait relativement à une enquête et

2) un commissaire, ou un fonctionnaire faisant partie du personnel d'un commissaire, à laquelle ne participent pas toutes les parties et qui n'est pas une audition ou une conférence ouverte à la participation de toutes les parties.

e) *Domage* désigne un dommage important ou une menace de dommage important pour une branche de production aux Etats-Unis, ou un retard sensible dans l'établissement d'une branche de production aux Etats-Unis, par suite de l'importation dans ce pays d'une catégorie ou d'un type de marchandises qui sont jugées subventionnées par l'autorité administrante ou vendues, ou susceptibles d'être vendues au-dessous de leur juste valeur.

f) *Dossier* désigne:

1) tous les renseignements présentés à la Commission ou obtenus par elle au cours d'une enquête, y compris les questionnaires remplis, les renseignements obtenus de l'autorité administrante, les communications écrites émanant d'une personne et qui ont été déposées auprès du Secrétaire, tous les mémorandums de l'Administration se rapportant à l'affaire et les comptes rendus des réunions *ex parte* qui doivent être établis en vertu de l'article 777 a) 3) de la Loi; et

2) copie de toutes les ordonnances et déterminations de la Commission, de tous les comptes rendus ou transcriptions de conférence ou d'audition et de tous les avis publiés dans le Federal Register concernant l'enquête.

g) *Coalition ou association commerciale*, utilisée dans une enquête visée à l'article 771 9) G) de la Loi, désigne une coalition ou une association commerciale qui est représentative des industries de transformation nationales, des industries de transformation et des producteurs nationaux ou des industries de transformation et des cultivateurs des Etats-Unis.

### 207.3. Signification, dépôt et certification des documents.

a) *Certification*. Toute personne qui soumet pour inclusion dans le dossier des données de fait au nom d'un requérant ou de toute autre partie intéressée et toute personne qui répond à un questionnaire de la Commission doit certifier que les renseignements communiqués sont exacts et complets compte tenu des éléments dont elle dispose.

b) *Signification*. Toute partie qui présente un document à verser au dossier de l'enquête doit se conformer aux dispositions de l'article 201.8 du présent chapitre et, en outre, signifier copie de ce document à toutes les autres parties à l'enquête de la manière prescrite à l'article 201.16 du présent chapitre. Il n'est pas nécessaire que le document soit accompagné d'un certificat de signification s'il est signifié avant que le Secrétaire n'ait publié la liste de signification prévue à l'article 201.11 du présent chapitre ou la liste des ordonnances conservatoires administratives prévue à l'article 207.7, mais il devra être signifié à toutes les parties concernées dans les deux jours suivant la publication de la liste de signification ou celle des ordonnances conservatoires administratives et devra alors être accompagné d'une certification de signification. Nonobstant l'article 201.16 du présent chapitre, les requêtes, les mémoires et les témoignages déposés par les parties conformément aux dispositions des articles 207.10, 207.15, 207.22, 207.23 et 207.24 seront signifiés par porteur ou, s'ils le sont par la poste, par un service de livraison le jour suivant ou par un service équivalent. Tout manquement à cette règle pourra entraîner la perte de la qualité de partie à l'enquête. La Commission mettra à la disposition de toutes les parties à l'enquête copie de chacun des documents qu'elle aura versés au dossier de l'enquête, à l'exception des comptes rendus des conférences et des auditions, des renseignements commerciaux de nature exclusive, des renseignements protégés et des renseignements dont la signification est prescrite par le présent article.

c) *Dépôt.* Les documents déposés auprès de la Commission doivent être conformes aux règles applicables, y compris aux dispositions de l'article 201.8 du présent chapitre. Si la Commission fixe une date limite pour le dépôt d'un document, et que le déposant y inclut des renseignements commerciaux de nature exclusive, ce dernier doit déposer et, dans le cas d'une partie, signifier la version du document renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive à l'échéance; il peut déposer et signifier la version du document ne renfermant pas ces renseignements au plus tard un jour ouvrable après la date limite fixée pour le dépôt de la première version. Dans la première version, tous les renseignements commerciaux de nature exclusive seront mis entre crochets et chaque page portera la mise en garde suivante: "La mise entre crochets des renseignements commerciaux de nature exclusive n'est pas définitive avant la fin du premier jour ouvrable suivant la date du dépôt". Les crochets ne deviennent définitifs qu'un jour ouvrable après la date à laquelle le document a été déposé, c'est-à-dire le jour où doit être déposée la version expurgée du document. Jusque-là, les destinataires ne peuvent rien divulguer du contenu du document à quiconque n'est pas assujéti à une ordonnance conservatoire administrative rendue au cours de l'enquête. Si le déposant s'aperçoit qu'il a commis une erreur en mettant entre crochets, il peut déposer une version corrigée, intégrale ou partielle, du document renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive en même temps qu'il dépose la version expurgée. Après la date limite, il n'est permis d'apporter aucun changement au document si ce n'est la mise entre crochets ou la suppression des renseignements commerciaux de nature exclusive. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le document du déposant pourra être radié du dossier en totalité ou en partie.

#### 207.4. Le dossier.

a) *Tenue du dossier.* Le Secrétaire tient le dossier de chaque enquête menée par la Commission conformément à l'article 303 ou au Titre VII de la Loi. Le dossier sera toujours à jour, chaque pièce se trouvant effectivement au dossier. Il est divisé en partie publique et partie non publique. Le Secrétaire tient aussi une liste à jour de toutes les pièces versées au dossier. Toutes les pièces déposées en bonne et due forme auprès du Secrétaire sont versées au dossier. La Commission n'a pas à tenir compte dans ses déterminations ni à verser au dossier les pièces qui n'ont pas été déposées auprès du Secrétaire. Toutes les pièces versées au dossier sont du domaine public, à l'exception de celles qui sont protégées ou qui renferment des renseignements commerciaux de nature exclusive et qui ont été présentées conformément à l'article 201.6 du présent chapitre. Les pièces protégées et celles qui renferment des renseignements commerciaux de nature exclusive sont gardées dans la partie non publique.

b) *Vérifications.* La Commission peut, à sa discrétion, vérifier les renseignements qui lui sont communiqués au cours de l'enquête. Si une vérification conduit à des renseignements nouveaux ou différents, la Commission les versera au dossier.

c) *Pièces fournies par l'autorité administrante.* Les pièces que la Commission reçoit de l'autorité administrante sont versées au dossier de la Commission et classées par elle comme publiques ou non publiques selon la classification jugée applicable par l'autorité administrante. Toute demande adressée à la Commission en vue d'avoir accès à ces pièces ou d'en obtenir la divulgation est transmise pour avis à l'autorité administrante.

#### 207.5. Réunions *ex parte*.

Le dossier de chaque enquête renferme un compte rendu des réunions *ex parte* conformément à l'article 777 a) 3) de la Loi. Le compte rendu de chacune de ces réunions indique les noms des personnes présentes, la date, l'heure et le lieu de la réunion et comporte un résumé des questions discutées ou exposées.

207.6. Rapports sur l'état de l'enquête.

A la demande d'une partie, le Secrétaire informe les parties à l'enquête de l'état de celle-ci. Le rapport est établi au moins trente jours après la parution dans le Federal Register de l'avis d'ouverture de l'enquête; par ailleurs, le Secrétaire n'est pas tenu de fournir un rapport sur l'état d'une enquête moins de trente jours après la publication du rapport précédent sur l'état de la même enquête. Le rapport se bornera à exposer les mesures officielles que la Commission aura éventuellement prises depuis le rapport précédent.

207.7. Divulcation limitée de certains renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.

a) 1) *Divulcation.* Sur réception en temps opportun d'une demande déposée par une personne habilitée, telle que définie au paragraphe a) 3) du présent article, décrivant en termes généraux les renseignements demandés et exposant les motifs de la demande (par exemple, tous les renseignements commerciaux de nature exclusive dûment divulgués conformément au présent article afin de représenter une partie intéressée à l'enquête menée par la Commission), le Secrétaire met à la disposition de la personne habilitée, en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative visée au paragraphe b) du présent article, tous les renseignements commerciaux de nature exclusive contenus dans les mémorandums, rapports et communications écrites déposés auprès de la Commission au cours de l'enquête (à l'exception des renseignements protégés ou secrets et des renseignements dont la nature indique clairement qu'ils ne peuvent être divulgués, comme les secrets industriels). L'expression "renseignements commerciaux de nature exclusive" a le même sens que l'expression "renseignements commerciaux de nature confidentielle", telle qu'elle est définie à l'article 201.6 du présent chapitre.

2) *Demande.* Une demande visée au paragraphe a) 1) du présent article doit être faite par une personne habilitée sur un formulaire agréé par le Secrétaire ou sur une photocopie. La demande présentée au nom d'un requérant, d'un défendeur ou d'une autre partie doit être faite au plus tard à l'échéance prévue pour le dépôt des demandes de comparution, conformément à l'article 201.11 du présent chapitre. Si une partie intéressée qui est partie à l'enquête est représentée par deux ou plusieurs personnes habilitées, ces dernières choisiront entre elles un mandataire principal qui déposera sa demande au plus tard à l'échéance prévue pour le dépôt des demandes de comparution. Sous réserve de l'acceptation de sa demande, le mandataire principal se verra signifier les renseignements commerciaux de nature exclusive conformément au paragraphe f) du présent article. Les autres personnes habilitées qui représentent la même partie pourront déposer leur demande après la date fixée pour le dépôt des demandes de comparution, mais au moins cinq jours avant celle fixée pour le dépôt des mémoires après audition dans le cas d'une enquête, ou pour le dépôt des mémoires dans le cas d'une enquête préliminaire; ces personnes ne se verront pas signifier de renseignements commerciaux de nature exclusive.

3) *Personne habilitée.*

i) Seule une personne habilitée peut déposer une demande conformément au présent article. Par personne autorisée, on entend:

- A) l'avocat d'une partie intéressée qui est partie à l'enquête;
- B) le consultant ou l'expert qui agit sous la direction ou sous le contrôle d'une personne visée à l'alinéa a) 3) i) A) du présent article;

- C) le consultant ou l'expert qui comparaît régulièrement devant la Commission et qui représente une partie intéressée qui est partie à l'enquête; ou
    - D) le représentant d'une partie intéressée qui est partie à l'enquête, si cette partie intéressée n'est pas représentée par un avocat.
  - ii) Par ailleurs, la personne habilitée ne peut prendre part à un processus de prise de décision en situation de concurrence, telle que cette expression a été définie dans U.S. Steel Corp. v. les Etats-Unis, 730 F.2d 1465 (Fed. Cir. 1984), pour le compte d'une partie intéressée qui est partie à l'enquête.
- 4) *Formulaires et décisions.*
- i) De temps à autre, le Secrétaire peut décider des formulaires qui seront utilisés pour présenter des demandes de divulgation aux termes d'une ordonnance conservatoire administrative incorporant les conditions de la présente règle. Le Secrétaire détermine si les conditions régissant la divulgation de renseignements aux termes de la présente règle ont été remplies. Cette décision est rendue le plus rapidement possible, mais au plus tard quatorze jours suivant le dépôt des renseignements, ou sept jours dans le cas d'une enquête préliminaire, sauf si la personne qui communique les renseignements s'oppose à leur divulgation ou que le volume ou la complexité inhabituels des renseignements le justifie, auquel cas la décision est rendue dans les trente jours suivant le dépôt des renseignements, ou dans les dix jours dans le cas d'une enquête préliminaire. Le Secrétaire établit la liste des parties dont les demandes ont été acceptées. La décision du Secrétaire est finale aux fins d'examen par le Tribunal du commerce international des Etats-Unis en vertu de l'article 777 c) 2) de la Loi.
  - ii) S'il détermine, conformément au présent article, que les pièces dont une personne tente d'empêcher la divulgation ne renferment pas de renseignements commerciaux de nature exclusive et qu'il n'était pas nécessaire de les signifier en vertu de la section f) du présent article, le Secrétaire émettra sur demande, au nom de la Commission, une ordonnance exigeant le retour de tous les exemplaires de ces pièces qui auront été signifiées conformément à la section f) du présent article.
  - iii) Le Secrétaire ne divulgue de renseignements commerciaux de nature exclusive qu'aux personnes habilitées dont la demande a été acceptée et qui ont présenté avec cette demande les pièces d'identité voulues, ou qu'aux personnes visées au paragraphe b) 1) iv) du présent article, qui présentent une copie de la déclaration mentionnée dans ce sous-alinéa ainsi que les pièces d'identité voulues.
  - iv) Sous réserve des dispositions du paragraphe c) du présent article, une personne habilitée qui a obtenu l'accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive dans le cadre d'une enquête préliminaire peut conserver ces renseignements durant la phase finale de cette enquête, à condition qu'elle n'ait pas perdu son statut de personne habilitée (ce qui serait le cas par exemple d'un avocat qui aurait cessé de représenter une partie intéressée qui est partie à l'enquête). Lorsqu'elle conserve des renseignements commerciaux de nature exclusive conformément au présent paragraphe, la personne habilitée n'a pas à déposer une nouvelle demande pour la phase finale de l'enquête, mais elle doit, dans sa demande de comparution, établir la liste des personnes habilitées

au sein du même cabinet ainsi que des personnes employées par la personne habilitée ou travaillant sous sa supervision qui continuent à prendre part à l'enquête.

b) *Ordonnance conservatoire administrative.* L'ordonnance conservatoire administrative en vertu de laquelle des renseignements sont communiqués à la personne habilitée lui prescrira de remettre au Secrétaire une déclaration personnelle sous serment par laquelle elle s'engage à remplir les conditions que le Secrétaire pourra fixer, ainsi qu'à:

1) Ne divulguer aucun des renseignements commerciaux de nature exclusive obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative et qu'elle n'aurait pu se procurer autrement à quiconque sauf:

- i) le personnel de la Commission chargé de l'enquête;
- ii) la personne ou l'organisme de qui les renseignements commerciaux de nature exclusive ont été obtenus;
- iii) une personne dont la demande d'accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative a été approuvée par le Secrétaire; et
- iv) d'autres personnes, comme des techniciens judiciaires et du personnel de bureau, qui sont employés par une personne habilitée ou travaillent sous sa supervision; qui ont besoin de ces renseignements relativement à l'enquête; qui ne participent pas à un processus de prise de décision en situation de concurrence pour le compte d'une partie intéressée qui est partie à l'enquête; et qui ont remis au Secrétaire une déclaration qu'ils auront signée et qui sera faite sur un formulaire approuvé par le Secrétaire et par laquelle elles accepteront d'être liées par l'ordonnance conservatoire administrative (la personne habilitée veillera à ce que ces personnes se conforment aux dispositions de l'ordonnance conservatoire administrative).

2) N'utiliser ces renseignements commerciaux de nature exclusive qu'aux fins de l'enquête effectuée par la Commission ou de la révision judiciaire ou autre qui pourrait être faite de cette enquête.

3) Ne pas consulter quiconque n'est pas visé dans l'alinéa b) 1) du présent article concernant ces renseignements sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Secrétaire et de la partie ou de l'avocat de la partie de qui ces renseignements ont été obtenus.

4) Conserver les pièces (documents, disques magnétiques, etc.) renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive dans un classeur, un coffre-fort ou un autre contenant approprié qui sera verrouillé.

5) Signifier toutes les pièces renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive de la manière prescrite par le Secrétaire et conformément aux dispositions du paragraphe f) du présent article.

6) Transmettre toutes les pièces renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive sous une feuille de couverture indiquant que les pièces renferment ce genre de renseignements.

7) Se conformer aux dispositions du présent article.



8) Exposer les faits de manière véridique et exacte dans sa demande et notifier promptement au Secrétaire tout changement qui pourrait se produire après le dépôt de la demande et qui influencerait sur les faits qui y sont exposés (par exemple, changement dans le personnel chargé de l'enquête).

9) Signaler rapidement et confirmer par écrit au Secrétaire toute violation de l'ordonnance conservatoire administrative; et

10) Reconnaître que la Commission peut lui imposer les sanctions qu'elle jugera appropriées, en cas de violation de l'ordonnance conservatoire administrative.

c) *Destination finale des pièces communiquées en conformité d'une ordonnance conservatoire administrative.* A la date qui pourra être établie par le Secrétaire concernant certaines données, chaque personne autorisée retournera ou détruira toutes les copies des pièces qui lui auront été communiquées, conformément au présent article, et toutes les autres pièces renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive, telles que diagrammes ou notes établis à partir de renseignements obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, et remettra au Secrétaire un certificat attestant qu'elle estime de bonne foi que toutes les copies de ces pièces ont été retournées ou détruites et qu'aucune copie de ces pièces n'a été mise à la disposition d'une personne qui n'avait pas été expressément autorisée à en prendre connaissance.

d) *Sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative.* Le contrevenant peut:

1) se voir interdire d'exercer en quelque qualité que ce soit devant la Commission, avec ses associés, ses collaborateurs, son employeur et ses employés, pour une période pouvant aller jusqu'à sept ans après la publication d'une détermination concluant à une violation de l'ordonnance;

2) être déféré au Procureur général des Etats-Unis;

3) dans le cas d'un avocat, d'un comptable ou d'un autre professionnel, être déféré à la commission de déontologie de l'association professionnelle compétente;

4) faire l'objet des sanctions administratives que la Commission jugera appropriées d'imposer, y compris la communication au public ou la radiation du dossier de tout renseignement ou mémoire présenté par le contrevenant, la partie représentant le contrevenant ou en leur nom, et l'interdiction d'avoir accès à l'avenir à des renseignements commerciaux de nature exclusive dans le cadre des enquêtes menées par la Commission.

e) *Procédure d'application des sanctions.*

1) La Commission détermine s'il y a eu violation de l'ordonnance et peut imposer des sanctions conformément aux dispositions du paragraphe d) du présent article. Toutes les fois que la Commission a raison de croire qu'une personne peut avoir violé une ordonnance conservatoire administrative prise conformément au présent article, le Secrétaire adressera une lettre à cette personne pour l'en informer et lui faire savoir qu'elle aura une possibilité raisonnable de présenter ses vues quant à savoir s'il y a eu ou non violation. Si la Commission détermine par la suite qu'il y a eu violation, le Secrétaire adressera une lettre à cette personne pour l'en informer et lui faire savoir qu'elle aura une possibilité raisonnable de présenter ses vues sur d'éventuelles circonstances atténuantes et sur la sanction appropriée en l'espèce, mais non plus sur le fondement de la décision. Une fois qu'il aura été accordé au contrevenant une possibilité raisonnable de présenter ses vues, la Commission décidera de la sanction à imposer, s'il y a lieu.

2) Si la sanction prend la forme d'une lettre d'admonestation, le Secrétaire la retirera du dossier de l'intéressé deux ans après le prononcé de la sanction, à condition

- i) que l'intéressé n'ait pas fait l'objet d'autres sanctions en vertu du présent article durant cette période de deux ans, et
- ii) que l'intéressé ne fasse pas l'objet d'une enquête pour violation possible d'une ordonnance conservatoire visée dans le présent article à la fin de cette période de deux ans. Dans le cas contraire, si l'enquête en question n'aboutit pas à l'imposition d'une sanction, la sanction initiale sera retirée du dossier. Le Secrétaire informera l'intéressé de ce retrait.

f) *Signification.*

1) Toute partie qui dépose auprès de la Commission des communications écrites renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive dans le cadre d'une enquête doit au même moment signifier des copies complètes de ces communications à toutes les personnes habilitées dont le nom figure sur la liste établie par le Secrétaire conformément au paragraphe a) 4) du présent article, et une version expurgée à toutes les autres parties. Toutes ces communications doivent être accompagnées d'un certificat attestant que des copies complètes de la communication ont été signifiées comme il se doit. Dans l'éventualité où une communication serait déposée avant que le Secrétaire n'ait établi sa liste, le document n'a pas besoin d'être accompagné d'un certificat de signification, mais la communication sera signifiée dans les deux jours suivant l'établissement de la liste et un certificat de signification sera alors déposé.

2) Une partie peut demander d'être exemptée de la prescription de signification stipulée dans le paragraphe qui précède en déposant une demande à cet effet et en y indiquant ses justifications. Le Secrétaire ne versera pas la communication au dossier mais la conservera jusqu'à ce que la demande soit approuvée ou refusée. Le Secrétaire fera connaître sa réponse rapidement. Si la demande est acceptée, le Secrétaire versera la communication au dossier. Si elle est refusée, la partie signifiera la communication dans les deux jours suivant ce refus et déposera un certificat de signification sous la forme prescrite au paragraphe qui précède; le Secrétaire versera alors la communication au dossier. Toutes les communications renfermant des renseignements commerciaux de nature exclusive seront accompagnées d'un certificat attestant soit que des copies complètes de la communication ont été signifiées comme il se doit, soit qu'une demande de non-divulgaration a été déposée en même temps que la communication.

3) Le Secrétaire refusera de verser au dossier d'une enquête les communications qui n'auront pas été déposées avec le certificat de signification prescrit. Le non-respect des dispositions inscrites au paragraphe f) du présent article pourra entraîner la perte de qualité de partie à l'enquête et l'imposition des sanctions jugées appropriées par la Commission. Les renseignements commerciaux de nature exclusive qui se trouvent dans des communications doivent être clairement indiqués comme tels et ces communications doivent être séparées des autres pièces qui sont aussi déposées.

g) *Demande de non-divulgaration.* Toute personne qui dépose auprès de la Commission des renseignements commerciaux de nature exclusive peut demander à ce que ces renseignements ne soient pas divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative. Cette demande doit être faite par écrit, renfermer les raisons invoquées et être déposée en même temps que les renseignements concernés. Ce genre de demande ne sera approuvée que si le Secrétaire estime qu'il s'agit de renseignements protégés ou secrets ou de renseignements particuliers dont la nature indique clairement qu'ils ne peuvent être divulgués. Dans le cas d'une partie, la demande sera traitée comme une demande

de non-signification aux termes du paragraphe f) du présent article. Dans le cas d'une personne, le Secrétaire notifiera rapidement l'intéressé quant au sort réservé à sa demande.

207.8. Assimilation des questionnaires à des citations à comparaître; exécution des citations à comparaître.

Tout questionnaire envoyé par la Commission dans le cadre d'une enquête menée en vertu de l'article 303 ou du Titre VII de la Loi peut être établi sous forme de citation à comparaître et signé par un commissaire; le questionnaire aura alors la valeur et l'effet d'une citation à comparaître approuvée par la Commission. Chaque fois qu'une partie ou qu'une personne ne donne pas une suite adéquate à une telle citation et chaque fois qu'une partie ou qu'une personne refuse de fournir, en temps utile et sous la forme requise, les renseignements demandés, est dans l'incapacité de le faire ou entrave notablement, d'une autre façon, le déroulement de l'enquête, la Commission peut utiliser pour prendre sa détermination les meilleurs renseignements autrement connus; demander l'exécution judiciaire de sa citation en vertu de la disposition de 19 U.S.C. 1333; tirer des déductions défavorables pour la position de la personne en question; et prendre toutes autres mesures nécessaires pour obtenir les renseignements dont elle a besoin.

#### **Sous-partie B - Déterminations préliminaires**

SOURCE: 56 FR 11927, 21 mars 1991, sauf indication contraire.

207.10. Dépôt d'une requête auprès de la Commission.

a) *Dépôt de la requête.* Toute partie intéressée qui dépose une requête auprès de l'autorité administrante conformément aux articles 702 b) ou 732 b) de la Loi, ou de l'article 303 de la Loi lorsqu'une détermination de la Commission en vertu du Titre VII de la Loi est requise, en déposera le même jour des copies auprès du Secrétaire, conformément à l'article 201.8 du présent chapitre. Si la requête est conforme aux dispositions de l'article 207.11, elle sera réputée être dûment déposée à la date à laquelle le Secrétaire aura reçu le nombre requis de copies. Le Secrétaire informera l'autorité administrante de cette date. Nonobstant les dispositions de l'article 201.11 du présent chapitre, le requérant n'a pas à déposer de demande de comparution relativement à l'enquête préliminaire ouverte après le dépôt de sa requête, qui sera réputée constituer une demande de comparution, mais il devra le faire pour l'enquête finale qui fera suite à cette enquête préliminaire.

b) *Signification de la requête.* Une copie de la requête, ou une version de la requête ne comportant pas les renseignements commerciaux de nature exclusive, est signifiée par le requérant aux personnes énumérées sur la liste établie par le Secrétaire conformément à l'article 201.11 d) du présent chapitre dans les deux jours suivant l'établissement de cette liste par le Secrétaire. Une copie de la requête comprenant tous les renseignements commerciaux de nature exclusive est signifiée par le requérant aux personnes énumérées sur la liste établie par le Secrétaire conformément à l'article 207.7 a) 4) dans les deux jours suivant l'établissement de cette liste par le Secrétaire. La signification sera attestée par un certificat de signification, comme l'exige l'article 201.16 c) 2) du présent chapitre.

c) *Modifications et retraits; circonstances critiques.*

1) Toute modification ou tout retrait d'une requête est communiqué le même jour au Secrétaire et à l'autorité administrante, même si la demande du requérant ne s'adresse qu'à l'une des deux instances.

2) Lorsqu'elles ne sont pas faites dans la requête, les allégations relatives à l'existence de circonstances critiques visées aux articles 303, 703 ou 733 de la Loi seront faites par une modification

apportée à la requête et seront communiquées aussitôt que possible. Ces allégations contiendront les renseignements dont le requérant pourra raisonnablement disposer concernant les facteurs énumérés aux articles 705 b) 4) A) et 735 b) 4) A) de la Loi.

d) *Requêtes au titre de l'article 303 a) 1).* Si, au cours d'une enquête au titre de l'article 303 a) 1) de la Loi, une détermination de la Commission en vertu du Titre VII de la Loi devient nécessaire, la Commission rendra une ordonnance donnant instruction au requérant de fournir tous les renseignements dont il pourra raisonnablement disposer concernant la détermination que la Commission doit faire dans le cadre de l'enquête.

#### 207.11. Contenu de la requête.

La requête est signée par le requérant ou son mandataire, avocat ou agent dûment autorisé et indique le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant et de son éventuel mandataire, avocat ou agent ainsi que les noms de tous les représentants du requérant qui comparaîtront dans le cadre de l'enquête. Dans sa requête, le requérant allègue les éléments nécessaires pour l'imposition d'un droit en vertu des articles 303 a) 1), 701 a) ou 731 a) de la Loi et fournit à l'appui de ses allégations les renseignements dont il peut raisonnablement disposer. Il est conseillé aux requérants de se reporter aux règlements de l'autorité administrante en ce qui concerne le contenu des requêtes.

#### 207.12. Avis d'enquête préliminaire.

Lorsque la Commission reçoit une requête conformément à l'article 207.10 ou un avis selon lequel l'autorité administrante a ouvert une enquête en vertu des articles 303, 702 a) ou 732 a) de la Loi, le Directeur ouvrira, aussitôt que possible après consultation avec l'autorité administrante, une enquête préliminaire en conformité des articles 303, 703 a) ou 733 a) de la Loi et publiera un avis à cet effet dans le Federal Register.

#### 207.13. Coopération avec l'autorité administrante; enquête préliminaire.

Après l'ouverture d'une enquête en vertu de l'article 207.12, le Directeur procède aux investigations qu'il juge utiles. Les renseignements ainsi recueillis sont versés au dossier. Le Directeur coopère avec l'autorité administrante pour l'aider à déterminer le bien-fondé de la requête et à décider s'il convient d'accepter les modifications qui y sont proposées. Nonobstant les dispositions des articles 201.11 c) et 201.14 b) du présent chapitre, dans le cadre d'une enquête préliminaire, les dépôts tardifs sont soumis au Directeur, qui déterminera s'il y a un motif valable de les accepter.

#### 207.14. Détermination négative conduisant au rejet d'une requête.

Lorsque la Commission reçoit un avis de l'autorité administrante en vertu des articles 303, 702 d) ou 732 d) de la Loi, indiquant que cette autorité a établi une détermination négative conduisant au rejet d'une requête en vertu des articles 303, 702 c) 3) ou 732 (c) 3) de la Loi, l'enquête ouverte en vertu de l'article 207.12 sera close. Le Directeur notifie cette clôture à toutes les personnes auxquelles il a envoyé des demandes de renseignements.

#### 207.15. Mémoires et conférence.

Chaque partie peut présenter à la Commission, au plus tard à la date spécifiée dans l'avis d'enquête publié en vertu de l'article 207.12, un mémoire contenant des renseignements et des arguments relatifs à l'objet de l'enquête. Les mémoires seront signés, comprendront une table des matières et n'auront pas plus de cinquante pages de texte, imprimé au recto seulement, à double interligne, sur

des feuilles de 8½ x 11 pouces. Toute personne qui n'est pas partie peut présenter un bref exposé écrit contenant des renseignements relatifs à l'enquête dans le délai fixé pour le dépôt des mémoires. En outre, le Président peut autoriser des personnes à déposer, dans un délai déterminé, des réponses aux questions ou demandes émanant du personnel de la Commission. S'il le juge approprié, le Directeur tiendra une conférence. Le cas échéant, cette conférence se tiendra conformément aux procédures énoncées à l'article 201.13 du présent chapitre, excepté que, en relation avec son argumentation, une partie pourra faire enregistrer par le Secrétaire la déposition de témoins au plus tard trois jours avant la conférence. Le Directeur peut demander la comparution de témoins, recueillir des dépositions et faire prêter serment.

207.16. [Réservé].

207.17. Rapport interne.

Le Directeur présente un rapport interne à la Commission avant que cette dernière ne prenne sa détermination préliminaire. Une version publique du rapport interne sera mise à la disposition du public une fois que la Commission aura pris sa détermination préliminaire et une version contenant des renseignements commerciaux de nature exclusive sera également mise à la disposition des personnes autorisées à recevoir ce type de renseignements conformément à l'article 207.7.

207.18. Avis de détermination dans le cadre d'une enquête préliminaire.

Chaque fois que la Commission établit une détermination dans le cadre d'une enquête préliminaire conformément aux articles 303, 703 a) ou 733 a) de la Loi, le Secrétaire fait signifier des copies de la détermination et une version publique du rapport interne au requérant, aux autres parties à l'enquête et à l'autorité administrante. Le Secrétaire publie un avis relatif à cette détermination dans le Federal Register. Si la détermination de la Commission est négative, l'enquête sera close. Si elle est positive, le Directeur pourra poursuivre des investigations en attendant de recevoir de l'autorité administrante un avis relatif à sa détermination préliminaire en vertu des articles 303, 703 b) ou 733 b) de la Loi. Si la détermination préliminaire de l'autorité administrante est positive, la Commission ouvrira une enquête conformément à la sous-partie C. Si elle est négative, le Directeur poursuivra les investigations qu'il jugera appropriées en attendant une détermination finale de l'autorité administrante en vertu des articles 303, 705 a) ou 735 a) de la Loi.

### **Sous-partie C - Déterminations finales, produits à courte durée de vie**

SOURCE: 56 FR 11928, 21 mars 1991, sauf indication contraire.

207.20. Ouverture d'une enquête; avis.

a) Un avis de l'autorité administrante relatif à une détermination préliminaire positive établie en vertu des articles 303, 703 b) ou 733 b) de la Loi et un avis de l'autorité administrante relatif à une détermination finale positive établie en vertu des articles 303, 705 a) ou 735 a) de la Loi seront réputés avoir été donnés à la date à laquelle le Secrétaire recevra la lettre de transmission de la détermination en question adressée par l'autorité administrante ou à la date à laquelle l'avis relatif à la détermination en question sera publié dans le Federal Register, selon que l'une ou l'autre circonstance se produira la première.

b) Lorsque la Commission reçoit de l'autorité administrante un avis relatif à une détermination préliminaire positive établie en vertu des articles 303, 703 b) ou 733 b) de la Loi ou, si la détermination préliminaire de l'autorité administrante est négative, un avis relatif à une détermination finale positive

établie en vertu des articles 303, 705 a) ou 735 a) de la Loi, elle publie dans le Federal Register un avis annonçant qu'elle se propose d'ouvrir une enquête en vue d'établir une détermination finale en vertu des articles 303, 705 b) ou 735 b) de la Loi. Lorsque la Commission reçoit de l'autorité administrante un avis relatif à une détermination finale négative en vertu des articles 303, 705 a) ou 735 a) de la Loi, son enquête correspondante sera close.

#### 207.21. Rapport interne avant audition et rapport interne final.

a) *Rapport interne avant audition.* Le Directeur établit et verse au dossier, avant l'audition, un rapport interne avant audition contenant des renseignements sur l'objet de l'enquête. Une version du rapport interne contenant des renseignements commerciaux de nature exclusive est versée au dossier non public et mise à la disposition des personnes autorisées à recevoir ce type de renseignements conformément à l'article 207.7, et une version du rapport interne ne contenant pas de renseignements commerciaux de nature exclusive est versée au dossier public.

b) *Rapport interne final.* Après l'audition, le Directeur révisé le rapport interne avant audition et présente à la Commission, avant qu'elle ne prenne sa détermination finale, une version finale du rapport interne. Le rapport interne final est destiné à compléter et à corriger les renseignements contenus dans le rapport interne avant audition. Une version publique du rapport interne final est mise à la disposition du public après que la Commission a établi sa détermination finale et une version contenant des renseignements commerciaux de nature exclusive est également mise à la disposition des personnes autorisées à recevoir ce type de renseignements conformément à l'article 207.7.

#### 207.22. Mémoires avant audition.

Chaque partie peut communiquer à la Commission un mémoire avant audition, au plus tard à la date précisée dans l'avis d'enquête. La Commission encourage vivement chaque partie à déposer un tel mémoire. Ces mémoires seront signés et comprendront une table des matières. Le mémoire avant audition devrait présenter brièvement l'argumentation d'une partie et, dans la mesure du possible, renvoyer au dossier et comprendre les renseignements et arguments que la partie estime se rapporter à la question faisant l'objet de la détermination établie par la Commission en vertu des articles 303, 705 b) ou 735 b) de la Loi. Toute personne qui n'est pas partie peut présenter un bref exposé écrit contenant des renseignements relatifs à l'enquête dans le délai fixé pour le dépôt des mémoires avant audition.

#### 207.23. Auditions.

a) *Règle générale.* La Commission tient une audition concernant une enquête avant d'établir une détermination finale en vertu des articles 303, 705 b) ou 735 b) de la Loi. Sur demande déposée au plus tard sept jours avant la date de l'audition, et à condition qu'une raison valable soit avancée, la Commission peut ne pas admettre à une partie de l'audition les personnes qui n'ont pas été autorisées, en vertu de l'article 207.7, à avoir accès à des renseignements commerciaux de nature exclusive.

b) *Procédures.* L'audition a lieu après publication d'un avis dans le Federal Register. Elle n'est pas soumise aux dispositions du Titre 5, chapitre 5, sous-chapitre II du United States Code, ni de l'article 702 de ce même titre. Chaque partie y limitera son argumentation à un résumé des renseignements et des arguments contenus dans son mémoire avant audition, à une analyse des renseignements et arguments figurant dans les mémoires avant audition décrits à l'article 207.22 et à un exposé des renseignements dont elle ne disposait pas au moment du dépôt de son mémoire avant audition. A moins que l'audition n'ait lieu à huis clos, les argumentations présentées à l'audition ne comprendront pas de renseignements commerciaux de nature exclusive. Nonobstant les dispositions

de l'article 201.13 f) du présent chapitre, une partie pourra, en relation avec son argumentation, enregistrer auprès du Secrétaire la déposition de témoins au plus tard trois jours avant l'audition. Toute personne qui n'est pas partie peut faire un bref exposé oral pour présenter des renseignements relatifs à l'enquête.

c) *Comptes rendus des auditions.*

1) *Règle générale.* Il est établi un compte rendu sténographique de toutes les auditions et conférences tenues dans le cadre d'enquêtes de la Commission menées conformément à la présente partie.

2) *Révision des comptes rendus d'audition.* Dans les dix jours qui suivent la clôture d'une audition, toute personne qui y a déposé peut remettre au Secrétaire les corrections qu'elle propose d'apporter au compte rendu de sa déposition. Aucune correction portant sur le fond n'est admise. Le Secrétaire incorporera dans un compte rendu révisé les corrections proposées qui, à son avis, ne modifient pas le fond de la déposition.

207.24. Mémoires après audition.

Toute partie peut déposer auprès du Secrétaire un mémoire après audition concernant les renseignements fournis lors de l'audition ou après celle-ci, dans un délai fixé dans l'avis d'enquête ou fixé par le Président de l'audition. Les mémoires après audition n'auront pas plus de quinze pages de texte, imprimé au recto seulement, à double interligne, sur des feuilles de 8½ x 11 pouces. En outre, le Président de l'audition peut autoriser des personnes à déposer, dans un délai déterminé, des réponses aux questions ou aux demandes formulées par la Commission lors de l'audition. Le Secrétaire n'acceptera pas le dépôt des mémoires après audition ou des réponses qui ne seront pas conformes à cette règle.

207.25. Exposés des personnes qui ne sont pas parties.

Toute personne qui n'est pas partie peut présenter un bref exposé écrit contenant des renseignements relatifs à l'enquête dans le délai fixé pour le dépôt des mémoires après audition.

207.26. Produits à courte durée de vie.

a) Toute entité nationale qualifiée peut déposer une requête afin que soit établie une catégorie de produits pour les marchandises à courte durée de vie qui ont fait l'objet d'au moins deux déterminations positives de l'existence d'un dumping. La Commission déterminera le bien-fondé de la requête, dans un délai de trente jours suivant le dépôt de celle-ci. Si la requête est jugée recevable, la Commission ouvrira une procédure pour établir une catégorie de produits et publiera un avis d'ouverture dans le Federal Register. Sur demande de toute personne intéressée déposée dans un délai de quinze jours après publication de l'avis d'ouverture, la Commission procède à une audition qui fait l'objet d'un compte rendu. La détermination de la Commission concernant le champ de la catégorie de produits dans laquelle les marchandises à courte durée de vie mentionnées dans la requête seront classées est publiée au plus tard quatre-vingt-dix jours après le dépôt de la requête.

b) La Commission peut, de sa propre initiative et quand bon lui semble, modifier le champ d'une catégorie de produits établie dans le cadre d'une procédure menée conformément au paragraphe a) du présent article. Quatre-vingt-dix jours avant cette modification, la Commission publie dans le Federal Register un avis relatif à la modification envisagée. Sur demande de toute partie intéressée déposée dans un délai de quinze jours après publication de l'avis relatif à la modification envisagée, la

Commission procède à une audition qui fait l'objet d'un compte rendu. Les communications écrites concernant la modification envisagée seront acceptées si elles sont déposées au plus tard soixante jours après la publication de l'avis relatif à la modification envisagée.

207.27. Anticontournement.

Avant de donner son opinion à l'autorité administrante conformément à l'article 781 e) 3) de la Loi, la Commission publie dans le Federal Register un avis indiquant qu'elle envisage de donner cette opinion. Toute personne peut déposer une communication écrite concernant la question décrite dans l'avis au plus tard quatorze jours après la publication de l'avis. Cet exposé n'aura pas plus de cinquante pages de texte, imprimé au recto seulement, à double interligne, sur des feuilles de 8½ x 11 pouces. Par publication d'un avis, la Commission ménagera la possibilité de présenter des exposés additionnels comme elle le jugera nécessaire.

207.28. Publication de l'avis de détermination.

Chaque fois que la Commission établit une détermination finale en vertu de l'article 303 ou du Titre VII de la Loi, le Secrétaire signifie des copies de la détermination et de la version du rapport interne final ne contenant pas de renseignements commerciaux de nature exclusive au requérant, aux autres parties à l'enquête et à l'autorité administrante. Le Secrétaire publie dans le Federal Register un avis relatif à cette détermination.

**Sous-partie D - Enquêtes closes, suspendues ou poursuivies, enquêtes aux fins de réexamen de conventions négociées et enquêtes aux fins de réexamen de déterminations en vigueur**

SOURCE: 56 FR 11929, 21 mars 1991, sauf indication contraire.

207.40. Clôture et suspension d'une enquête.

a) Par suite du retrait de la requête par le requérant, de la publication d'une détermination négative finale ou de la clôture de son enquête par l'autorité administrante en vertu des articles 303, 705 ou 735 de la Loi, la Commission peut clore une enquête ouverte en vertu du Titre VII par la publication dans le Federal Register d'un avis à cet effet adressé à toutes les parties à l'enquête. Toutefois, la Commission ne peut clore une enquête avant que l'autorité administrante ne prenne une détermination en vertu des articles 702 c), 732 c), 703 b) ou 733 b) de la Loi.

b) Lorsqu'il reçoit un avis de suspension d'enquête par l'autorité administrante en vertu des articles 704 b) ou c) ou 734 b) ou c), le Secrétaire publie un avis de suspension de l'enquête menée par la Commission. Cette suspension n'empêche pas le Directeur de mener au sujet de l'affaire faisant l'objet de l'enquête suspendue les autres investigations qu'il juge appropriées.

c) *Reprise d'une enquête suspendue.*

1) *Objet.* La Commission reprendra une enquête suspendue qui n'est pas close si l'autorité administrante détermine, conformément à l'article 704 i) ou 734 i) de la Loi, que cette enquête sera reprise et qu'elle en notifie la Commission.

2) *Procédures.* Les procédures énoncées dans la sous-partie C doivent être suivies pour toutes les enquêtes ouvertes en vertu du présent article.



207.41. Réexamen par la Commission de conventions visant à supprimer l'effet dommageable d'importations subventionnées ou d'importations vendues à un prix inférieur à leur juste valeur.

Si l'autorité administrante prend la détermination de suspendre une enquête après acceptation d'une convention visant à supprimer l'effet dommageable d'importations subventionnées ou d'importations vendues à un prix inférieur à leur juste valeur, la Commission ouvrira, sur requête, une enquête pour déterminer si la convention supprime complètement l'effet dommageable des importations des marchandises qui faisaient l'objet de l'enquête suspendue. Toute partie à l'enquête qui est une partie intéressée au sens des alinéas C), D), E), F) ou G) de l'article 771 9) de la Loi peut présenter une requête à cette fin. Les enquêtes ouvertes en vertu du présent article seront terminées dans un délai de soixante-quinze jours à compter de leur ouverture.

207.42. Enquête poursuivie sur demande.

Lorsqu'elle reçoit l'opinion de l'autorité administrante l'informant que celle-ci a reçu une demande tendant à ce qu'elle poursuive une enquête suspendue conformément aux articles 704 g) ou 734 g) de la Loi, la Commission poursuit l'enquête. Les procédures énoncées aux sous-parties B) et C) de la présente partie, y compris les délais qu'elles comportent, s'appliquent à toutes les enquêtes poursuivies dans le cadre de la présente règle.

207.43. [Réservé].

207.44. Jonction d'enquêtes.

La Commission peut, dans les cas appropriés, joindre les enquêtes poursuivies au titre des articles 704 g) ou 734 g) de la Loi et les enquêtes aux fins de réexamen de conventions visant à supprimer le dommage, relevant des articles 704 h) ou 734 h) de la Loi.

207.45. Enquêtes aux fins de réexamen d'une détermination en vigueur.

a) *Demande de réexamen.* Toute personne peut déposer auprès de la Commission une demande d'ouverture d'enquête aux fins de réexamen conformément à l'article 751 de la Loi. La personne faisant la demande signifiera également dans les moindres délais des copies de la demande aux parties à l'enquête initiale sur laquelle le réexamen doit être fondé. Toutes les demandes contiendront une description des circonstances nouvelles justifiant l'ouverture d'une enquête aux fins de réexamen par la Commission.

b) *Avis de réception d'une demande.* Lorsqu'il reçoit une demande dûment déposée et bien fondée en vue d'une enquête aux fins de réexamen, le Secrétaire publie dans le Federal Register un avis informant qu'il a reçu une telle demande et invitant le public à présenter des observations sur la question de savoir si la Commission devrait ouvrir une enquête aux fins de réexamen. Les personnes auront au moins trente jours à compter de la date de la publication dans le Federal Register pour présenter des observations à la Commission.

c) *Ouverture d'une enquête.* Dans un délai de trente jours après la fin de la période prévue pour la présentation des observations par le public à la suite de la publication de l'avis, la Commission détermine si la demande fait apparaître un changement de circonstances suffisant pour justifier un réexamen et, dans l'affirmative, ouvre une enquête aux fins de réexamen. La Commission peut aussi ouvrir une enquête aux fins de réexamen de sa propre initiative. L'enquête aux fins de réexamen est ouverte par la publication d'un avis dans le Federal Register et sera achevée dans un délai de cent-vingt jours à compter de la date de cette publication. Si la Commission détermine qu'une demande

ne fait pas apparaître de changement de circonstances suffisant pour justifier un réexamen, la demande est rejetée et un avis du rejet indiquant les raisons de ce rejet est publié dans le Federal Register.

d) *Conduite de l'enquête aux fins de réexamen.* Les procédures énoncées dans la sous-partie C de la partie 207 doivent être suivies pour toutes les enquêtes ouvertes en vertu du présent article.

### **Sous-partie E - Révision judiciaire**

SOURCE: 56 FR 11930, 21 mars 1991, sauf indication contraire.

#### **207.50. Révision judiciaire.**

a) *Règle générale.* Les personnes en droit de demander une révision judiciaire au titre de l'article 516A de la Loi peuvent se pourvoir devant le Tribunal du commerce international des Etats-Unis.

b) *Transmission du dossier.* Lorsqu'une détermination de la Commission fait l'objet d'un recours devant le Tribunal du commerce international des Etats-Unis en vertu de l'article 516A, le Secrétaire transmet au Tribunal, conformément aux règles de celui-ci, une copie du dossier, tel qu'il est défini à l'article 207.2 f), de l'enquête dont est saisie la Commission ou une liste certifiée de toutes les pièces au dossier.

c) *Signification des assignations.* Le Conseiller juridique de la Commission sera son mandataire pour la signification des assignations dans les affaires relevant de l'article 516A de la Loi.

#### **207.51. Révision judiciaire du rejet d'une demande de divulgation de certains renseignements commerciaux de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.**

a) *Règle générale.* Les personnes qui, en vertu de l'article 777 c) 2), sont habilitées à demander la révision judiciaire d'une détermination de la Commission de ne pas divulguer des renseignements commerciaux de nature exclusive, peuvent demander au Tribunal du commerce international des Etats-Unis d'émettre une ordonnance enjoignant à la Commission de communiquer les renseignements en question.

b) *Transmission du dossier.* S'il est demandé au Tribunal, en vertu de l'article 777 c) 2), de rendre une ordonnance enjoignant à la Commission de divulguer des renseignements commerciaux de nature exclusive, le Secrétaire doit, dans un délai de vingt jours après la signification à la Commission d'une citation à comparaître et d'un recours, transmettre au Tribunal, sous pli scellé, les renseignements commerciaux de nature exclusive en cause ainsi que les parties pertinentes du dossier.

c) *Parties pertinentes du dossier.* Les parties pertinentes du dossier sont les suivantes:

- 1) la demande de divulgation adressée à la Commission, accompagnée de tout document déposé à l'appui ou à l'encontre de cette demande,
- 2) tous les mémorandums de l'Administration relatifs à la détermination de la Commission, et
- 3) la décision de la Commission concernant la demande.

d) *Signification des assignations.* Le Conseiller juridique de la Commission sera son mandataire pour la signification des assignations dans les affaires relevant de l'article 777 c) 2) de la Loi.

## **Sous-partie F - (Réservé)**

### **Sous-partie G - Règlement d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain**

FONDEMENT JURIDIQUE: Article 777 d) de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. 1677f d); articles 402 g) et 405 de la Loi portant modalités d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain (107 Stat. 2057, Pub. L. 103-182, 8 décembre 1993).

SOURCE: 59 FR 5097, 3 février 1994, sauf indication contraire.

#### 207.90. Champ d'application.

La présente sous-partie décrit les procédures et règlements destinés à mettre en oeuvre l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain en vertu de la Loi douanière de 1930 telle qu'amendée par le Titre IV de la Loi portant modalités d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain (19 U.S.C. 1516a et 1677f). Ces règlements sont pris en vertu de l'article 402 g) de la Loi portant modalités d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain et le 19 U.S.C. 1335.

#### 207.91. Définitions.

Aux fins de la présente sous-partie, les expressions suivantes sont définies comme suit:

*Juge administratif* désigne l'employé du gouvernement des Etats-Unis nommé au titre de l'article 310 f) du Titre 5 du Code pour mener la procédure engagée en application de la présente partie, conformément à l'article 554 du Titre 5 du Code des Etats-Unis;

*Accord* désigne l'Accord de libre-échange nord-américain conclu entre le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Mexique ("le Mexique"); ou pour ce qui est des procédures d'examen par des groupes spéciaux binationaux entre le Canada et les Etats-Unis déjà en cours à la date d'entrée en vigueur de l'Accord, ou de toute procédure d'examen par des groupes spéciaux binationaux engagée entre les Etats-Unis et le Canada à la suite d'une dénonciation de l'Accord par les Etats-Unis ou le Canada, l'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada conclu par les gouvernements des deux pays et entré en vigueur le 1er janvier 1989;

*Règles relatives à l'article 1904* désigne les Règles de procédure relatives aux examens par des groupes spéciaux binationaux engagés au titre de l'article 1904, adoptées par les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et le Mexique conformément à l'Accord, ou dans les cas prévus par l'Accord, les Règles de procédure relatives aux examens par des groupes spéciaux binationaux engagés au titre de l'article 1904, adoptées par les Etats-Unis d'Amérique et le Canada conformément aux dispositions de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, tel qu'amendé;

*Secrétaire canadien* désigne le Secrétaire de la section canadienne du Secrétariat et inclut toute personne autorisée à agir en son nom;

*Partie mise en cause* désigne la personne accusée par la Commission d'avoir commis un acte interdit au titre de 19 U.S.C. 1677f f) 3);

*Employé de bureau* désigne toute personne telle qu'un technicien judiciaire, un (une) secrétaire ou un clerc qui est employé ou engagé par une personne habilitée ou travaille sous sa direction ou sous son contrôle;

*Commission* désigne la Commission du commerce international des Etats-Unis;

*Secrétaire de la Commission* désigne le Secrétaire de cette Commission;

*Plainte* désigne la plainte à laquelle il est fait référence dans les Règles relatives à l'article 1904;

*Avocat* désigne toute personne définie à la Règle 3 des Règles relatives à l'article 1904 ou des Règles de procédure relatives aux comités pour contestation extraordinaire comme "avocat inscrit au dossier" et avocat d'une personne intéressée ayant l'intention de déposer en temps voulu une plainte ou une demande de comparution dans le cadre d'un examen par un groupe spécial;

*Date de la signification* désigne la date à laquelle un document est expédié par la poste ou délivré en mains propres;

*Jours* désigne des jours ouvrables, sauf si un délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié aux Etats-Unis, auquel cas la date d'expiration est reportée au jour ouvrable suivant;

*Comité pour contestation extraordinaire* désigne le comité établi conformément à l'annexe 1904.13 de l'Accord et appelé à examiner les décisions d'un groupe spécial ou la conduite d'un membre d'un groupe spécial;

*Règles relatives aux comités pour contestation extraordinaire* désigne les Règles de procédure relatives aux comités pour contestation extraordinaire relevant de l'article 1904, adoptées par les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et le Mexique ou, s'il y a lieu, les Règles de procédure relatives aux comités pour contestation extraordinaire relevant de l'article 1904, adoptées par les Etats-Unis d'Amérique et le Canada en application de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique tel qu'amendé;

*Détermination finale* a le même sens qu'à l'article 1911 de l'Accord;

*Pays de la zone de libre-échange* a le même sens que dans 19 U.S.C. 1516a f) 10);

*Avocat chargé de l'enquête* désigne l'avocat chargé par le Bureau des enquêtes sur les importations déloyales d'ouvrir une enquête et d'engager une procédure au titre de 19 CFR 207.100 et suivants;

*Secrétaire mexicain* désigne le Secrétaire de la section mexicaine du Secrétariat et inclut toute personne autorisée à agir en son nom;

*Loi sur l'ALENA* désigne la loi portant modalités d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain, Pub. L. 103-182 (8 décembre 1993);

*Demande de comparution* est celle prévue par les Règles relatives à l'article 1904 ou par les Règles relatives aux comités pour contestation extraordinaire;

*Examen par un groupe spécial* désigne l'examen d'une détermination finale conformément au chapitre 19 de l'Accord, y compris l'examen effectué par un comité pour contestation extraordinaire;

*Partie* désigne, aux fins de 19 CFR 207.100 à 207.120 soit l'avocat ou les avocats chargé(s) de l'enquête soit la (les) partie(s) mise(s) en cause;

*Personne* désigne, aux fins de 19 CFR 207.100 à 207.120 une personne physique, une société de personnes, une personne morale, une association, un organisme ou toute autre entité;

*Renseignements protégés* désigne tous les renseignements visés par la seconde phrase de 19 U.S.C. 1677f f) 1) A);

*Professionnel* désigne un comptable, un économiste, un ingénieur ou tout autre spécialiste non juriste engagé par un avocat ou travaillant sous sa direction ou son contrôle;

*Acte interdit* désigne la violation d'une ordonnance conservatoire, l'incitation à violer une ordonnance conservatoire, ou l'acceptation en toute connaissance de cause de renseignements si cet acte constitue une violation d'ordonnance conservatoire;

*Renseignements commerciaux de nature exclusive* désigne des renseignements commerciaux confidentiels au sens de 19 CFR 201.6 a);

*Ordonnance conservatoire* désigne une ordonnance administrative conservatoire rendue par la Commission;

*Secrétaire compétent de la zone de libre-échange* désigne le secrétaire mentionné à l'article 1908 de l'Accord;

*Secrétariat* désigne le secrétariat établi en application de l'article 2002 de l'Accord et inclut les sections situées au Canada, aux Etats-Unis et au Mexique;

*Adresse de signification* désigne le numéro de télécopie, éventuel, et l'adresse de l'avocat inscrit au dossier représentant une personne ou, si celle-ci n'est pas représentée par un avocat, le numéro de télécopie, éventuel, et l'adresse donnée par la personne dans une demande d'examen par un groupe spécial, dans une plainte ou dans une demande de comparution comme étant l'adresse à laquelle les documents peuvent lui être signifiés, ou lorsqu'une personne a signalé un changement d'adresse de signification, la nouvelle adresse de signification et le numéro de télécopie, éventuel, indiqués dans le formulaire correspondant;

*Liste des significations* désigne la liste établie par le Secrétaire de la Commission au titre de 19 CFR 201.11 d) indiquant les personnes concernées par la procédure administrative qui a conduit à la détermination finale faisant l'objet d'un examen par un groupe spécial;

*Secrétaire américain* désigne le secrétaire de la section américaine du Secrétariat et inclut toute personne autorisée à agir en son nom.

Sauf indication contraire dans la présente sous-partie, les définitions figurant dans les Règles relatives à l'article 1904 et les Règles relatives aux comités pour contestation extraordinaire sont applicables à la présente sous-partie et à toute ordonnance conservatoire prise conformément à la présente sous-partie.

207.92. Procédures régissant l'ouverture de l'examen d'une détermination finale.

a) *Avis d'intention d'engager une révision judiciaire.* Un avis d'intention d'engager une révision judiciaire contient des renseignements conformes dans leur fond et dans leur forme, y compris pour ce qui est des prescriptions relatives à la signification, aux règles établies par le Département du commerce (19 CFR, partie 356).

b) *Demande d'examen par un groupe spécial.* Une demande d'examen par un groupe spécial contient des renseignements conformes dans leur fond et dans leur forme, y compris pour ce qui est des prescriptions relatives à la signification, aux règles établies par le Département du commerce (19 CFR, partie 356).

207.93. Protection des renseignements de nature exclusive au cours des travaux d'un groupe spécial ou d'un comité.

a) *Demande d'ordonnance conservatoire.* Une demande d'accès à des renseignements de nature exclusive, conformément au 19 U.S.C. 1677f f) 1) est adressée au Secrétaire de la Commission.

b) *Personnes autorisées à recevoir des renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire.* Les personnes ci-après peuvent être autorisées par la Commission à avoir accès à des renseignements de nature exclusive à condition de satisfaire au présent règlement et à toute autre condition qui leur est imposée par la Commission:

1) Les membres d'un groupe spécial binational ou d'un comité pour contestation extraordinaire, ainsi que tout assistant d'un membre, les rédacteurs de séance et les traducteurs;

2) Les avocats et les professionnels, à condition qu'ils ne participent pas à un processus de prise de décisions en situation de concurrence (telle que cette expression a été définie dans l'affaire *U.S. Steel Corp. contre les Etats-Unis*, 730 F.2d 1465 - Fed. Cir. 1984) pour le compte de la personne représentée ou de toute personne qui bénéficierait d'un avantage compétitif du fait de l'accès à ces renseignements de nature exclusive;

3) Les employés de bureau engagés ou employés par une personne définie à l'alinéa b) 1), 2), 5) ou 6) du présent article, en faveur de laquelle une ordonnance conservatoire a été rendue, ou travaillant sous la direction ou le contrôle d'une telle personne si les employés de bureau:

i) ne participent pas à un processus de prise de décisions en situation de concurrence et n'exercent pas de fonctions appuyant ce processus de prise de décisions pour le compte d'un participant à la procédure ou de toute personne qui bénéficierait d'un avantage compétitif du fait de l'accès à ces renseignements de nature exclusive, et

ii) ont accepté d'être liés par les conditions définies dans la demande d'ordonnance conservatoire présentée par la personne qui les emploie;

4) Les secrétaires des sections américaine, canadienne et mexicaine du Secrétariat et les membres de ce Secrétariat;

5) Tout fonctionnaire ou employé du gouvernement des Etats-Unis que le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales aura signalé au Secrétaire de la Commission comme devant avoir accès à des renseignements de nature exclusive afin de formuler des recommandations concernant l'établissement d'un comité pour contestation extraordinaire; et

6) Tout fonctionnaire ou employé du gouvernement canadien ou mexicain, que le Ministre canadien du commerce ou le Secrétaire mexicain au commerce et au développement industriel, selon le cas, aura signalé au Secrétaire de la Commission comme devant avoir accès à des renseignements de nature exclusive afin de formuler des recommandations concernant l'établissement d'un comité pour contestation extraordinaire.

c) *Procédures régissant l'accès à des renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire.* -

1) *Personnes devant déposer une demande de communication de renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire.* Afin d'avoir accès à des renseignements de nature exclusive figurant dans le dossier administratif d'une détermination faisant l'objet d'un examen par un groupe spécial, toutes les personnes définies aux paragraphes b) 1), 2), 4), 5) ou 6) du présent article, à moins d'être définies au paragraphe c) 5) i) du présent article, déposeront une demande d'ordonnance conservatoire.

2) *Contenu des demandes de communication des renseignements au titre d'une ordonnance conservatoire.* -

i) De temps à autre le Secrétaire de la Commission peut décider des formulaires qui seront utilisés pour présenter des demandes de communication de renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire incorporant les conditions définies dans le présent règlement. Le Secrétaire de la Commission fournit au Secrétaire américain des formulaires destinés aux personnes définies aux paragraphes b) 1), 4), 5) et 6) du présent article. Les autres requérants peuvent obtenir les formulaires au bureau du Secrétaire de la Commission (500 E Street SW., Washington, DC 20436).

ii) Il est prescrit au requérant de remettre au Secrétaire une déclaration personnelle sous serment par laquelle il s'engage à remplir les conditions que le Secrétaire de la Commission pourra fixer, ainsi qu'à:

A) Ne divulguer aucun des renseignements de nature exclusive obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire et qu'il n'aurait pu se procurer autrement à quiconque sauf:

1) au personnel de la Commission participant à l'examen par un groupe spécial à propos duquel des renseignements de nature exclusive ont été versés au dossier administratif;

2) à la personne de qui les renseignements ont été obtenus;

3) à une personne autorisée à avoir accès aux mêmes renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire de la Commission; et

4) à un employé de bureau employé ou engagé par une personne définie aux paragraphes b) 1), 2), 5) ou 6) du présent article en faveur de laquelle une ordonnance conservatoire a été rendue, ou travaillant sous la direction et le contrôle d'une telle personne, si cet employé a signé et daté un engagement aux termes duquel il accepte d'être lié par les conditions définies dans la demande d'ordonnance conservatoire présentée par la personne qui l'emploie ou l'a engagé;

B) Ne pas utiliser des renseignements de nature exclusive communiqués en vertu d'une ordonnance conservatoire et qu'il n'aurait pas pu se procurer autrement, à des fins autres que la procédure engagée en vertu de l'article 1904 de l'Accord;

C) A la fin de l'examen par un groupe spécial, ou à toute autre date que le Secrétaire de la Commission établira, à retourner à la Commission tous les documents communiqués en vertu de l'ordonnance conservatoire et toutes les autres pièces (mémoires, notes ou diagrammes) contenant les renseignements de nature exclusive communiqués au titre de l'ordonnance conservatoire, ou à certifier au Secrétaire de la Commission la destruction desdits documents, à l'exception des personnes définies au paragraphe b) 1) du présent article qui peuvent retourner ces documents et autres pièces au Secrétaire

américain. Celui-ci pourra conserver un exemplaire unique de chacun des documents pour le dossier officiel;

D) Mettre à jour les informations figurant dans la demande d'ordonnance conservatoire comme l'ordonnance l'exige; et

E) Reconnaître que la personne est visée par les dispositions de 19 U.S.C. 1677f f) et de la présente sous-partie, ainsi que par les dispositions correspondantes des législations canadienne et mexicaine relatives aux engagements concernant la communication de renseignements de nature exclusive.

3) *Présentation des demandes.* Une demande peut être déposée pour toute personne définie au paragraphe b) 1) ou b) 2) du présent article après qu'un avis de demande d'examen par un groupe spécial a été déposé au Secrétariat. Toute personne définie au paragraphe b) 4) du présent article déposera une demande dès qu'elle aura pris officiellement ses fonctions aux secrétariats américain, canadien ou mexicain. Une demande peut être déposée à tout moment pour toute personne définie au paragraphe b) 5) ou b) 6) du présent article après que le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales, le Ministre canadien du commerce ou le Secrétaire mexicain au commerce et au développement industriel, selon le cas, a fait savoir au Secrétaire de la Commission que cette personne doit avoir accès aux documents en question.

4) *Dépôt et signification des demandes.* -

- i) *Demandes présentées par des personnes définies au paragraphe b) 1) du présent article.*  
Une personne définie au paragraphe b) 1) du présent article présente le formulaire rempli au Secrétaire américain à l'adresse suivante: The United States Secretary, NAFTA Secretariat, room 2061, U.S. Department of Commerce, Pennsylvania Avenue and 14th Street, NW., Washington, DC 20230. Le Secrétaire américain à son tour dépose l'original plus trois copies de la demande auprès du Secrétaire de la Commission.
- ii) *Demandes présentées par des personnes définies au paragraphe b) 2) du présent article.* -

A) *Dépôt.* Toute personne définie au paragraphe b) 2) du présent article dépose le formulaire rempli et trois copies de l'original auprès du Secrétaire de la Commission et quatre auprès du Secrétaire américain.

B) *Signification.* Si un requérant dépose sa demande avant l'expiration du délai fixé pour le dépôt des demandes de comparution dans le cadre de l'examen par un groupe spécial, il signifie en même temps une copie de sa demande de divulgation de renseignements à chacune des personnes dont le nom figure sur la liste de signification. Si le requérant dépose sa demande après l'expiration du délai fixé pour le dépôt des demandes de comparution dans le cadre de l'examen par un groupe spécial, il signifie une copie à chacun des participants à l'examen par un groupe spécial conformément aux Règles relatives à l'article 1904 et aux Règles relatives aux comités pour contestation extraordinaire. La signification peut être effectuée en faisant parvenir une copie à l'adresse de signification de la personne, ou en l'envoyant à l'adresse de signification de la personne par télécopie, messagerie rapide, lettre urgente ou en la remettant en mains propres.

- iii) *Demandes présentées par des personnes définies au paragraphe b) 4) du présent article.*  
Toute personne définie au paragraphe b) 4) du présent article dépose l'original et trois copies de la demande d'ordonnance conservatoire auprès du Secrétaire de la Commission.



- iv) *Demandes présentées par des personnes définies au paragraphe b) 5) du présent article.*  
Une personne définie au paragraphe b) 5) du présent article dépose l'original et trois copies auprès du Secrétaire de la Commission et quatre copies auprès du Secrétaire américain.
  - v) *Demandes présentées par des personnes définies au paragraphe b) 6) du présent article.*  
Une personne définie au paragraphe b) 6) du présent article présente l'original du formulaire rempli de demande d'ordonnance conservatoire au Secrétaire compétent de l'Accord de libre-échange. Celui-ci à son tour dépose l'original et trois copies de la demande auprès du Secrétaire de la Commission.
- 5) *Personnes conservant l'accès aux renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire rendue dans le cadre d'une procédure administrative. -*
- i) Si un avocat ou un professionnel a eu accès dans le cadre d'une procédure administrative à des renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire comportant une disposition relative au maintien de l'accès à ces renseignements au cours de l'examen par un groupe spécial et si l'avocat ou le professionnel conserve les renseignements de nature exclusive pendant plus de quinze jours après la date à laquelle la première demande d'examen par un groupe spécial est déposée au Secrétariat, cet avocat ou ce professionnel ainsi que les employés de bureau ayant accès à cette date ou après cette date auxdits renseignements sont immédiatement visés par les conditions stipulées dans le formulaire C employé par le Secrétariat de la Commission à cette date et notamment par les dispositions relatives aux sanctions en cas de violation.
  - ii) Une personne définie au paragraphe c) 5) i) du présent article, lorsqu'elle dépose une plainte ou une demande de comparution concernant l'examen par un groupe spécial au nom du participant qu'elle représente doit:
    - A) Déposer quatre copies de l'original de la demande, de toutes les mises à jour existantes de cette demande et de l'ordonnance conservatoire auprès du Secrétaire américain; et
    - B) Signifier trois copies de l'ordonnance conservatoire et de toutes les mises à jour existantes au Secrétaire de la Commission.
  - iii) Une personne définie au paragraphe c) 5) i) du présent article n'a pas à présenter une nouvelle demande d'ordonnance conservatoire lors de l'ouverture de l'examen par un groupe spécial.
- d) *Etablissement d'une ordonnance conservatoire. -*
- 1) *Requérants définis aux paragraphes b) 1), 4), 5) et 6) du présent article.* Lorsque la demande de personnes définies aux paragraphes b) 1), 4), 5) ou 6) du présent article a été acceptée, le Secrétaire de la Commission rend une ordonnance conservatoire autorisant la divulgation de renseignements de nature exclusive. Tout membre d'un groupe spécial binational créé en application de l'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis et le Canada en faveur duquel une ordonnance conservatoire a été rendue par le Secrétaire de la Commission doit contresigner ladite ordonnance et retourner une copie de cet acte contresigné au Secrétaire américain. Tout autre requérant relevant du paragraphe b) 1) du présent article doit déposer une copie de l'ordonnance auprès du Secrétaire américain.

2) *Requérants définis au paragraphe b) 2) du présent article. -*

- i) La Commission ne rend une décision au sujet d'une demande déposée par une personne définie au paragraphe b) 2) qu'après un délai de dix jours à compter du dépôt de la demande à moins qu'il n'existe une nécessité impérieuse de rendre ladite décision avec une plus grande diligence. Toute personne peut déposer une objection à la demande dans les sept jours qui suivent le dépôt de ladite demande, en indiquant les raisons spécifiques pour lesquelles la Commission ne devrait pas accepter la demande. Une copie de l'objection est signifiée au requérant et à toutes les personnes auxquelles la demande a été signifiée. Toute réponse à une objection sera prise en considération si elle est déposée et signifiée avant que le Secrétaire de la Commission ne rende sa décision. La signification des objections et des réponses est faite conformément aux dispositions du paragraphe c) 4) ii) B) du présent article.
  - ii) *Rejet d'une demande.* Le Secrétaire de la Commission peut rejeter une demande en signifiant au requérant une lettre exposant sa décision et les raisons qui l'ont motivée dans les quatorze jours qui suivent la réception de la demande. La lettre informera le requérant qu'il a le droit de faire appel devant la Commission. Tout appel doit être fait dans un délai de cinq jours à compter de la signification de la lettre du Secrétaire de la Commission.
  - iii) *Appel concernant le rejet d'une demande.* Un appel faisant suite au rejet d'une demande doit être adressé au Président de la Commission du commerce international des Etats-Unis à l'adresse suivante: Chairman, United States Trade Commission, 500 E Street, SW., Washington, DC 20436. L'appel doit être signifié conformément au paragraphe c) 4) ii) B) du présent article. La Commission prend une décision finale concernant l'acceptation ou le rejet de l'appel dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle la demande a été déposée auprès du Secrétaire de la Commission.
  - iv) *Acceptation de la demande.* Si le Secrétaire de la Commission ne refuse pas une demande conformément au paragraphe d) 2) ii) du présent article, la Commission rendra, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, une ordonnance conservatoire autorisant la communication de renseignements de nature exclusive au requérant.
  - v) *Dépôt des ordonnances conservatoires.* Si une ordonnance conservatoire est rendue en faveur d'une personne définie au paragraphe b) 2) du présent article, celle-ci déposera immédiatement une copie de ladite ordonnance auprès du Secrétaire américain.
- e) *Archivage des ordonnances conservatoires.* Le Secrétaire de la Commission conserve dans un dossier public les copies des demandes acceptées, y compris de leurs mises à jour éventuelles, et des ordonnances conservatoires rendues au titre du présent article, y compris des ordonnances conservatoires déposées conformément au paragraphe b) 6) ii) du présent article.
- f) *Dépôt des amendements aux demandes acceptées.* Toute personne en faveur de laquelle une ordonnance conservatoire a été rendue au titre du présent article doit:
- 1) S'il s'agit d'une personne définie au paragraphe b) 1) du présent article, présenter toute modification éventuelle de la demande d'ordonnance conservatoire au Secrétaire américain qui dépose l'original et trois copies auprès du Secrétaire de la Commission;

2) S'il s'agit d'une personne définie au paragraphe b) 2) du présent article, déposer l'original et trois copies de toute modification éventuelle de la demande auprès du Secrétaire de la Commission et quatre copies auprès du Secrétaire américain; ou

3) S'il s'agit de toute autre personne, déposer l'original et trois copies de toute modification éventuelle de la demande auprès du Secrétaire de la Commission.

g) *Modification ou abrogation des ordonnances conservatoires. -*

1) Toute personne peut déposer auprès du Secrétaire de la Commission une demande visant à ce qu'une ordonnance conservatoire rendue au titre du présent article soit modifiée ou abrogée en raison d'une modification d'éléments de fait ou de droit ou pour des questions d'intérêt public. La notification indique les changements souhaités et contient toutes les pièces et arguments à l'appui existants. La personne déposant la demande devra en signifier une copie à la personne en faveur de laquelle l'ordonnance conservatoire a été rendue.

2) Toute personne peut déposer une réponse à la demande dans un délai de vingt jours à compter du dépôt de celle-ci, sauf indication contraire de la Commission. Après examen de la demande et des réponses à cette demande, la Commission prend les mesures qu'elle juge appropriées.

3) Si une demande déposée au titre du présent paragraphe allègue qu'une personne viole les conditions fixées par une ordonnance conservatoire, la Commission peut traiter la demande comme le signalement d'une violation au titre de l'article 207.101 de la présente sous-partie.

4) La Commission peut également modifier ou abroger une ordonnance conservatoire de sa propre initiative.

5) Si la Commission abroge ou modifie une ordonnance conservatoire rendue en faveur d'une personne, elle fournit à ladite personne, au Secrétaire américain et à tous les participants une copie de l'avis d'abrogation ou de modification.

207.94. Protection des informations confidentielles au cours des procédures de groupes spéciaux ou de comités.

Si un groupe spécial ou un comité pour contestation extraordinaire décide que la Commission doit, conformément à la législation américaine, accorder, en vertu d'une ordonnance conservatoire, l'accès à des renseignements que la Commission a déclarés confidentiels, tout individu auquel la Commission doit communiquer des renseignements à la demande d'un groupe spécial ou d'un comité pour contestation extraordinaire et qui rentre par ailleurs dans la catégorie des individus pouvant être habilités à avoir accès à des renseignements de nature exclusive conformément à 19 CFR 207.93 b) peut déposer une demande d'ordonnance conservatoire auprès de la Commission. Au vu de cette demande, le Secrétaire de la Commission certifie à la Commission qu'un groupe spécial ou un comité pour contestation extraordinaire a demandé à la Commission de communiquer lesdits renseignements à des personnes spécifiées conformément à 19 U.S.C. 1677f f) 1). Vingt-quatre heures après cette certification, le Secrétaire de la Commission rend une ordonnance conservatoire autorisant la communication de ces renseignements à tout requérant habilité, sous réserve de conditions équivalentes à celles définies dans 19 CFR 207.93 c) 2).

PROCEDURES REGISSANT L'IMPOSITION DE SANCTIONS EN CAS DE VIOLATION DES DISPOSITIONS D'UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE RENDUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX D'UN GROUPE SPECIAL OU D'UN COMITE POUR CONTESTATION EXTRAORDINAIRE

207.100. Sanctions.

a) Toute personne, autre qu'une personne à laquelle les dispositions du présent règlement ne s'appliquent pas en vertu des dispositions de 19 U.S.C. 1677f f) 4), dont il a été établi conformément à la présente sous-partie qu'elle a commis un acte interdit, est passible d'une ou plusieurs des sanctions suivantes:

1) Une astreinte qui n'excédera pas 100 000 dollars pour chaque infraction, chaque jour que dure une infraction étant considéré comme une infraction distincte;

2) Une interdiction d'exercer, en quelque capacité que ce soit, devant la Commission, interdiction susceptible, dans des circonstances appropriées, d'être étendue aux associés, collaborateurs, employeurs et employés de la personne, pendant une période donnée à compter de la publication d'une détermination établissant qu'une ordonnance conservatoire a été violée;

3) Refus, à l'avenir, de l'accès aux renseignements de nature exclusive ou protégés visés par l'ordonnance conservatoire qui a été violée ou à des renseignements de nature exclusive lors de procédures ultérieures de la Commission;

4) Une admonestation officielle de la Commission;

5) S'il s'agit d'un avocat, d'un comptable ou d'un autre professionnel, l'affaire peut être déférée à la Commission de déontologie ou à tout autre organe disciplinaire de l'association professionnelle compétente ou de l'autorité concédante;

6) S'il y a lieu, les faits sous-tendant l'infraction peuvent être référés au Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales ou à son représentant ou à tout autre organisme gouvernemental; et

7) Toute autre sanction administrative que la Commission juge appropriée.

b) Tout collaborateur, associé, employeur et employé défini au paragraphe a) 2) du présent article bénéficie de tous les droits administratifs décrits dans la présente sous-partie.

c) Aux fins de la présente sous-partie, l'acceptation en toute connaissance de cause de renseignements, si cet acte constitue une violation d'ordonnance conservatoire, comprend notamment la lecture ou la communication non autorisée de renseignements visés par une ordonnance conservatoire par une personne sachant ou devant raisonnablement penser qu'elle n'est pas autorisée à lire ou à communiquer de tels renseignements.

207.101. Signalement d'un acte interdit et ouverture d'une enquête.

a) Toute personne sachant qu'un acte interdit a été commis signale immédiatement les faits pertinents au Secrétaire de la Commission.

- b) Le Secrétaire de la Commission ouvre alors un dossier, assigne un numéro à l'enquête et communique toutes les informations reçues au Bureau des enquêtes sur les importations déloyales.
- c) Le Bureau des enquêtes sur les importations déloyales procède de manière aussi diligente que possible à une enquête afin de déterminer s'il y a un motif raisonnable de croire qu'une ou plusieurs personnes ont commis un acte interdit. A tout moment, le Bureau des enquêtes sur les importations déloyales peut demander à la Commission de charger un juge administratif de surveiller l'enquête.
- d) A la conclusion de l'enquête, le Bureau des enquêtes sur les importations déloyales voit si les informations disponibles sont suffisantes pour constituer un motif raisonnable de croire qu'une ou plusieurs personnes ont commis un acte interdit.

207.102. Ouverture d'une procédure.

- a) Après achèvement de l'enquête,
  - 1) Si le Bureau des enquêtes sur les importations déloyales conclut qu'il n'y a pas de motif raisonnable de croire qu'une ou plusieurs personnes ont commis un acte interdit:
    - i) il présente un rapport à la Commission;
    - ii) à moins que la Commission n'en décide autrement, le dossier est clos et renvoyé au Secrétaire de la Commission.
  - 2) Si le Bureau des enquêtes sur les importations déloyales conclut qu'il y a un motif raisonnable de croire qu'une ou plusieurs personnes ont commis un acte interdit:
    - i) il présente une recommandation à la Commission sur la question de savoir si et dans quelle mesure il est approprié d'informer la personne dont les renseignements de nature exclusive ont été compromis; et
    - ii) il présente un rapport et une recommandation à la Commission sur le point de savoir s'il faut engager une procédure visant à l'application de sanctions ou prendre toute autre mesure appropriée.
- b) La Commission peut établir toute détermination appropriée concernant l'ouverture d'une procédure visant à l'application de sanctions, y compris rejeter, approuver ou approuver et modifier une recommandation faite par le Bureau des enquêtes sur les importations déloyales.
- c) Si la Commission détermine qu'il est approprié d'envoyer une lettre de mise en cause, elle charge un juge administratif de surveiller la procédure et le Secrétaire de la Commission entame une procédure au titre de la présente sous-partie en envoyant une lettre de mise en cause conformément à 19 CFR 207.103.
- d) Si la Commission détermine qu'il est approprié d'engager une procédure, et que la partie à mettre en cause ne relève pas de sa juridiction mais de la juridiction d'un autre pays de la zone de libre-échange ou que, pour d'autres raisons, la procédure devrait plutôt être engagée devant une instance compétente d'un autre pays de la zone de libre-échange, elle prend les mesures nécessaires pour envoyer une lettre à l'organisme habilité d'un autre pays de la zone de libre-échange lui demandant d'engager une procédure concernant un acte prohibé allégué au titre des dispositions applicables.

e) La Commission peut établir toute détermination concernant la notification de l'acte interdit allégué et des faits pertinents aux personnes ayant présenté les renseignements de nature exclusive qui ont été prétendument divulgués. Une détermination de la Commission sur ce sujet n'empêche pas le juge administratif de redéterminer à tout moment au cours de l'audition si la notification de la partie compromise est appropriée ou non.

f) Si la Commission détermine qu'il n'est pas approprié d'envoyer une lettre de mise en cause ou de référer les faits à l'organe compétent d'un autre pays de la zone de libre-échange, le dossier sera clos et renvoyé au Secrétaire de la Commission, à moins que celle-ci n'en décide autrement.

g) Tous les aspects de l'enquête demeurent confidentiels, sauf pour autant que le Bureau des enquêtes sur les importations déloyales juge raisonnablement nécessaire de rassembler les renseignements pertinents et de protéger les intérêts des personnes qui ont présenté des renseignements de nature exclusive ou, sauf disposition contraire de la Commission, le Secrétaire de la Commission conserve tous les dossiers d'enquêtes qui ont été clos de manière aussi confidentielle que l'autorise la loi, et détruit toute preuve documentaire alléguant qu'un acte interdit a été commis au sujet duquel aucune procédure n'a été engagée un an après la clôture du dossier.

207.103. Lettre de mise en cause.

a) *Teneur de la lettre de mise en cause.* Toute partie mise en cause se voit signifier par la Commission une copie de la lettre de mise en cause et toute motion éventuelle visant à l'application de mesures provisoires, conformément aux dispositions de 19 CFR 207.106. La lettre de mise en cause contient:

- 1) Les allégations concernant l'acte interdit;
- 2) Un rappel de l'article 207.100 de la présente sous-partie énonçant la liste des sanctions pouvant être imposées pour l'acte interdit;
- 3) L'annonce qu'une procédure a été engagée et qu'une audition aura lieu devant un juge administratif, conformément à la Loi sur les procédures administratives;
- 4) Le rappel du fait que la partie mise en cause ou son avocat peuvent demander qu'une ordonnance administrative conservatoire appropriée soit rendue pour obtenir accès aux renseignements sur lesquels se fonde l'accusation;
- 5) Le rappel du fait que la partie mise en cause peut pendre un avocat, à ses frais, pour se faire représenter; et
- 6) Le rappel du fait que la partie mise en cause a le droit de demander dans la réponse décrite à l'article 207.104 de la présente sous-partie que la procédure demeure confidentielle dans la mesure du possible.

b) *Signification de la lettre de mise en cause.* -

- 1) La lettre de mise en cause est signifiée sous double enveloppe. L'enveloppe intérieure porte une mention indiquant qu'elle ne doit être ouverte que par le destinataire. Une lettre de mise en cause peut être signifiée comme suit:

- i) envoi d'une copie par lettre recommandée ou certifiée à la partie en cause, à la dernière adresse permanente connue de la partie;
  - ii) remise en mains propres;
  - iii) de toute autre manière acceptable au regard de la Règle 4 des Règles fédérales de procédure civile.
- 2) La signification est prouvée par un certificat de signification signé par la personne ayant effectué la signification.
- c) *Caractère confidentiel de la lettre de mise en cause.* Avant que le juge administratif ne rende une ordonnance au titre de l'article 207.105 de la présente sous-partie, la lettre de mise en cause est confidentielle et n'est divulguée qu'au personnel de la Commission qui a besoin d'y avoir accès et aux parties mises en cause.
- d) *Modification de la lettre de mise en cause.* -
- 1) A tout moment après l'engagement de la procédure, l'avocat chargé de l'enquête peut demander l'autorisation de modifier ou de retirer la lettre de mise en cause.
- 2) Si le juge administratif détermine que la lettre de mise en cause doit être modifiée afin d'inclure d'autres parties, il établit une recommandation de détermination à cet effet. La Commission examine la recommandation de détermination et établit une détermination acceptant ou rejetant la demande visant à modifier la lettre de mise en cause afin d'inclure d'autres parties.
- 3) Sur demande, le juge administratif peut accorder l'autorisation de modifier la lettre de mise en cause sur exposé de raisons valables, aux conditions nécessaires pour éviter de porter préjudice à l'intérêt du public et aux droits des parties déjà mises en cause.
- 4) Toute lettre de mise en cause modifiée est signifiée à toutes les parties mises en cause sous la forme et la manière définies aux paragraphes a) et b) du présent article.

207.104. Réponse à une lettre de mise en cause.

- a) *Délai de dépôt.* Une partie mise en cause dispose de vingt jours à compter de la date de signification de la lettre de mise en cause pour déposer une réponse écrite aux allégations formulées dans la lettre de mise en cause, sauf disposition contraire du juge administratif.
- b) *Forme et teneur.* Toute réponse se fait sous serment, est signée par la partie mise en cause ou son mandataire, avocat ou agent, dûment habilité, et comporte le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du signataire. Chaque partie mise en cause répond à chaque allégation formulée dans la lettre de mise en cause et peut présenter une déclaration concise des faits pour chaque point de sa défense. La partie mise en cause doit reconnaître ou nier spécifiquement chacun des faits allégués dans la lettre de mise en cause, ou si elle n'a pas connaissance d'un tel fait, présenter une déclaration à cet effet.
- c) *Demande de confidentialité.* La réponse comporte une déclaration indiquant si la partie mise en cause demande que soit rendue une ordonnance visant à conserver le caractère confidentiel de la totalité ou d'une partie de la procédure, dans la mesure du possible, conformément à l'article 207.105 de la présente sous-partie.

207.105. Confidentialité.

a) *Protection des renseignements de nature exclusive et des renseignements protégés.* Dans la mesure où le juge administratif estime que cela est raisonnablement nécessaire pour que la partie mise en cause puisse préparer sa défense, l'avocat de la partie mise en cause peut se voir accorder l'accès dans le cadre de la procédure aux renseignements de nature exclusive ou aux renseignements protégés dont la divulgation fait l'objet de la procédure. L'accès à ces renseignements se fait en vertu d'une ordonnance conservatoire conforme aux dispositions de la présente sous-partie.

b) *Confidentialité de la procédure.* A la demande d'une partie mise en cause, conformément à l'article 207.106 de la présente sous-partie, le juge administratif établit une ordonnance appropriée assurant la confidentialité des renseignements. Cette ordonnance assure la confidentialité, dans la mesure réalisable et autorisée par la loi, des renseignements relatifs aux allégations concernant une infraction, conformément aux considérations d'intérêt général et aux besoins des parties dans le cadre de la procédure visant à l'application de sanctions. L'ordonnance disposera que toute procédure relevant du présent article doit demeurer confidentielle, aux conditions qu'elle établit, sauf dans la mesure où la décision finale publiée par la Commission comporte une discussion de ladite procédure. Toute information confidentielle non divulguée dans une telle décision demeure protégée.

207.106. Mesures provisoires.

a) A tout moment après le début d'une procédure, le juge administratif peut, sur demande ou de sa propre initiative, établir une recommandation de détermination visant à abroger l'ordonnance conservatoire prétendument violée, afin de divulguer des informations relatives à la procédure qui resteraient autrement confidentielles, ou à prendre d'autres mesures provisoires appropriées.

b) Avant d'établir une détermination recommandant l'application de sanctions provisoires, le juge administratif donne à la partie contre laquelle de telles mesures sont proposées la possibilité de s'y opposer. Il prend ordinairement une décision concernant une motion au titre du présent article au plus tard vingt jours après le dépôt de celle-ci.

c) La Commission examine toute recommandation de détermination concernant l'imposition de mesures provisoires dans les vingt jours qui suivent son établissement ou dans tout autre délai qu'elle fixera. La Commission peut imposer toute sanction provisoire qu'elle juge appropriée.

d) Le juge administratif peut recommander à la Commission de modifier ou d'abroger des mesures provisoires. La Commission statue sur une telle recommandation dans un délai de dix jours après son établissement ou dans tout autre délai qu'elle fixera.

e) Le Secrétaire de la Commission notifie immédiatement au Secrétariat toute mesure provisoire abrogeant ou modifiant une ordonnance conservatoire en vigueur dans le cadre d'un examen par un groupe spécial. Le Secrétaire de la Commission notifie aussi immédiatement au Secrétariat l'abrogation ou la modification d'une mesure provisoire.

207.107. Motions.

a) *Présentation et traitement des motions.* -

1) Après envoi de la lettre de mise en cause et pendant qu'une partie de la procédure est en instance devant le juge administratif, toutes les motions relatives à cette partie de la procédure sont adressées au juge administratif.



2) Pendant qu'une partie de la procédure est en instance devant la Commission, toutes les motions relatives à cette partie de la procédure sont adressées au Président de la Commission. Toutes les motions écrites sont déposées auprès du Secrétaire de la Commission et signifiées à toutes les parties.

b) *Teneur.* Toutes les motions écrites précisent l'ordonnance, la décision ou la mesure souhaitée et les motifs avancés.

c) *Réponse.* Toute réponse à une motion est déposée dans un délai de dix jours à compter de la signification de la motion, ou dans un délai plus long ou plus court fixé par le juge administratif ou la Commission. La partie présentant la motion n'a pas le droit de répondre, sauf si elle y est autorisée par le juge administratif ou par la Commission.

d) *Signification.* Les motions, réponses, mémoires, requêtes et autres documents déposés dans le cadre d'une procédure visant à l'application de sanctions au titre de la présente sous-partie sont signifiés par la partie déposant le document à chacune des autres parties. Les documents sont signifiés à l'avocat de la partie à moins que le juge administratif ou la Commission n'en décide autrement.

#### 207.108. Conférence préliminaire.

Dès que possible après que la réponse à la lettre de mise en cause a été déposée, le juge administratif convoque l'avocat ou d'autres représentants des parties à une conférence préliminaire, à moins qu'il ne détermine qu'une telle conférence n'est pas nécessaire. Au cours de la conférence, le juge administratif peut décider de prendre les ordonnances qu'il estime nécessaires pour le déroulement de la procédure. Il peut ainsi, conformément au présent règlement, établir un calendrier de communication des pièces ou prendre une ordonnance, si cela lui est demandé, visant à maintenir le caractère confidentiel de la procédure, conformément à l'article 207.105 b) de la présente sous-partie.

#### 207.109. Communication des pièces.

a) *Méthodes de communication des pièces.* Toutes les parties peuvent obtenir la communication des pièces aux conditions et avec les restrictions que le juge administratif pourra établir. La divulgation peut se faire suivant une ou plusieurs des méthodes ci-après:

- 1) Déposition après examen oral ou question écrite;
- 2) Echange de questions écrites entre les parties;
- 3) Production de documents ou d'objets à des fins d'inspection ou à d'autres fins; et
- 4) Demande de reconnaissance des faits.

b) *Sanctions.* Si une partie ou un mandataire ou un agent d'une partie ne respecte pas une ordonnance concernant la communication des pièces, le juge administratif peut prendre les mesures qui lui semblent raisonnables et appropriées; il peut notamment décider de sanctions ou déclarer le défendeur en infraction.

c) *Dépositions des fonctionnaires ou employés du gouvernement des Etats-Unis ou d'un autre pays de la zone de libre-échange qui ne sont pas parties.*

1) *Dépositions de fonctionnaires ou d'employés de la Commission.* Une partie souhaitant prendre la déposition d'un fonctionnaire ou d'un employé de la Commission (autre qu'un membre du Bureau

des enquêtes sur les importations déloyales ou du Bureau des juges administratifs) ou obtenir des documents non protégés ou d'autres pièces surveillés par ce fonctionnaire ou cet employé, ou en sa possession, dépose une motion écrite demandant au juge administratif de recommander que la Commission ordonne à ce fonctionnaire ou cet employé de témoigner ou de fournir les pièces demandées.

2) *Dépositions de fonctionnaires ou d'employés d'autres organismes des Etats-Unis ou du gouvernement d'un autre pays de la zone de libre-échange.* Une partie souhaitant prendre la déposition d'un fonctionnaire ou d'un employé d'un autre organisme du gouvernement des Etats-Unis ou du gouvernement d'un autre pays de la zone de libre-échange, ou obtenir des documents non protégés ou d'autres pièces surveillés par ce fonctionnaire ou cet employé, ou en sa possession, dépose une motion écrite demandant au juge administratif de recommander que la Commission s'efforce d'obtenir que ce fonctionnaire ou cet employé fasse une déposition ou fournisse les pièces demandées.

#### 207.110. Citation à comparaître.

a) *Demande de citation à comparaître.* Sauf conformément aux dispositions de l'article 207.109 c) de la présente sous-partie, une demande de citation à comparaître prescrivant à une personne de comparaître et de déposer ou de témoigner dans le cadre de l'enregistrement d'une déposition ou d'une audition est présentée au juge administratif. La demande doit être présentée par écrit, indiquer aussi précisément que possible les pièces à produire et montrer la pertinence desdites pièces et le caractère raisonnable de la portée de la citation à comparaître. Le juge administratif statuera sur la demande.

b) *Exécution de la citation à comparaître.* Une motion en vue de l'exécution de la citation à comparaître est présentée au juge administratif. Après examen de la motion et de toute réponse éventuelle, le juge administratif fait à la Commission une recommandation en faveur de l'exécution ou contre l'exécution de la citation. Cette recommandation indiquera la base sur laquelle elle se fonde et passera en revue chacun des critères nécessaires pour exécuter une citation à comparaître administrative. Après examen de la recommandation du juge administratif, la Commission détermine s'il y a lieu d'engager une procédure d'exécution.

c) *Demande de la citation à comparaître fondée sur la Loi sur la liberté d'accès à l'information.* Aucune demande de citation à produire des documents fondée sur la Loi sur la liberté d'accès à l'information (5 U.S.C. 552) ne sera reçue par le juge administratif ou par la Commission.

#### 207.111. Conférence avant audition.

Le juge administratif peut convoquer l'avocat ou les autres représentants des parties pour examiner un ou plusieurs des points suivants:

- a) simplification et clarification des questions;
- b) portée de l'audition;
- c) établissement et reconnaissance soit des faits soit de la teneur et de l'authenticité des documents;
- d) divulgation du nom des témoins et échange de documents ou d'autres preuves qui seront présentés au cours de l'audition; et
- e) autres questions de nature à faciliter et à accélérer le bon déroulement de la procédure.

207.112. Auditions.

- a) *Raison d'être et calendrier des auditions.* Une audition devant un juge administratif peut être organisée pour chaque procédure engagée au titre de l'article 207.102 de la présente sous-partie. Cette audition a pour but de prendre connaissance des preuves et d'écouter les arguments afin de déterminer si une partie mise en cause a commis un acte interdit et si des sanctions sont appropriées et dans l'affirmative lesquelles. Les auditions sont menées de manière raisonnablement diligente et, dans la mesure du possible, se déroulent en un lieu unique, se poursuivant jusqu'à ce qu'elles soient achevées, à moins que le juge administratif n'en décide autrement.
- b) *Jonction d'instances.* Le juge administratif peut ordonner, à sa discrétion, la jonction des procédures engagées au titre de l'article 207.102 de la présente sous-partie.
- c) *Application de la Loi sur les procédures administratives.* Le juge administratif procède à une audition conformément aux prescriptions de l'article 554 du Titre 5 du Code des Etats-Unis.

207.113. Le dossier.

- a) *Définition du dossier.* Le dossier se compose des pièces suivantes:
- 1) la lettre de mise en cause et la réponse, les motions et les réponses et les autres documents et pièces dûment déposés auprès du Secrétaire de la Commission;
  - 2) tous les ordonnances, avis, recommandations de déterminations et déterminations initiales établis par le juge administratif;
  - 3) les ordonnances, les avis et toute détermination finale établis par la Commission;
  - 4) la retranscription des auditions et les preuves présentées à l'audition; et
  - 5) toute autre pièce certifiée au dossier par le juge administratif.
- b) *Certification du dossier.* Le dossier est certifié à la Commission par le juge administratif lorsqu'il dépose sa détermination initiale.

207.114. Détermination initiale.

- a) *Délai de dépôt de la détermination initiale.*
- 1) Sauf disposition contraire de la Commission, dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date d'envoi de la lettre de mise en cause, le juge administratif certifie le dossier à la Commission et dépose auprès de celle-ci une détermination initiale quant à la question de savoir si chacune des parties mises en cause a commis un acte interdit et quant aux sanctions appropriées.
  - 2) Le juge administratif peut demander à la Commission de proroger le délai prévu pour l'établissement de la détermination initiale s'il expose des raisons valables.
- b) *Teneur de la détermination initiale.* La détermination initiale comprend les éléments suivants:
- 1) une opinion établissant toutes les constatations de fait et les conclusions de droit ainsi que les raisons qui les ont motivées;

2) le rappel du fait que la détermination initiale deviendra la détermination de la Commission à moins qu'une partie ne dépose une demande de réexamen de la détermination conformément à l'article 207.115 ou que la Commission, conformément à l'article 207.116 de la présente sous-partie n'ordonne, de sa propre initiative, un réexamen de la détermination initiale ou de certains de ses points.

c) *Charge de la preuve.* Une constatation selon laquelle la partie mise en cause a commis un acte interdit doit être étayée par des preuves claires et convaincantes.

d) *Entrée en vigueur de la détermination initiale.* La détermination initiale devient la détermination de la Commission quarante-cinq jours après la date de la signification de la détermination initiale, à moins que la Commission, dans ce délai, n'ordonne un réexamen de la détermination initiale ou de certains de ses points, conformément à l'article 207.115 ou 207.116 de la présente sous-partie ou qu'elle n'ait changé la date de l'entrée en vigueur de la détermination initiale. Au cas où une détermination initiale devient la détermination de la Commission, les parties en seront informées par le Secrétaire de la Commission.

#### 207.115. Demande de réexamen.

a) *La demande et les réponses.*

1) Toute partie peut demander un réexamen par la Commission de la détermination initiale en déposant auprès du Secrétaire de la Commission une demande de réexamen, mais une partie qui est en infraction sur certains points ne peut pas demander de réexamen sur ces points.

2) Toute personne souhaitant obtenir une révision judiciaire conformément à 19 U.S.C. 1677f f) 5) doit d'abord demander un réexamen par la Commission conformément aux procédures définies dans le présent règlement pour ce qui est des demandes de réexamen.

3) Toute demande de réexamen doit être déposée dans un délai de quatorze jours à compter de la signification de la détermination initiale à la partie mise en cause. La demande:

- i) identifie la partie demandant un réexamen;
- ii) spécifie les points sur lesquels un réexamen est demandé et indique si le réexamen est demandé à propos de la détermination initiale concernant l'infraction ou de la détermination initiale concernant les sanctions;
- iii) présente de manière concise les éléments de fait ou de droit qui doivent être examinés à propos des points en question; et
- iv) avance de manière concise les raisons pour lesquelles un réexamen est nécessaire ou approprié.

4) Tout point qui n'a pas été soulevé dans la demande de réexamen déposée au titre du présent article est réputé avoir été abandonné et n'a pas à être pris en considération par la Commission.

5) Toute partie peut déposer une réponse à la demande dans un délai de sept jours après la signification de la demande, mais une partie qui est en infraction sur certains points ne peut pas déposer de réponse sur ces points.

b) *Acceptation ou rejet de la demande de réexamen.*

- 1) La Commission décide d'accepter ou de rejeter la demande de réexamen dans sa totalité ou partiellement, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la signification de la détermination initiale aux parties, ou dans tout autre délai qu'elle aura fixé.
- 2) La Commission fonde sa décision d'accorder ou de refuser un réexamen sur la demande et la réponse à la demande, sans prendre en considération d'argument oral ni d'autres communications écrites, à moins qu'elle n'en décide autrement.
- 3) La Commission accorde un réexamen d'une détermination initiale ou de certains points de cette détermination quand un au moins des commissaires participants vote en faveur de ce réexamen. Dans son avis, la Commission définit la portée du réexamen et les points qui seront examinés et elle prévoit le dépôt de mémoires et la présentation d'arguments oraux si elle le juge approprié. L'avis annonçant que la Commission a donné suite à la demande de réexamen est signifié par le Secrétaire de la Commission à toutes les parties.

207.116. Réexamen décidé par la Commission de sa propre initiative.

Dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de signification de la détermination initiale, la Commission, de sa propre initiative, ordonne le réexamen d'une détermination initiale ou de certains points de cette détermination à la demande d'un commissaire.

207.117. Réexamen par la Commission.

Au cours du réexamen, les parties ne peuvent pas présenter d'arguments portant sur un point qui n'est pas cité dans l'avis de réexamen; la Commission peut confirmer, infirmer, modifier, annuler ou renvoyer en vue d'une nouvelle procédure, la totalité ou une partie de la détermination initiale établie par le juge administratif. La Commission peut formuler toute constatation ou conclusion qu'elle estime appropriée d'après le dossier.

207.118. Rôle du Conseiller juridique auprès de la Commission.

Le Conseiller juridique adjoint chargé des enquêtes au titre de l'article 337 fait office de conseiller auprès de la Commission pour ce qui est des procédures engagées au titre de la présente sous-partie si l'acte interdit décrit dans la lettre de mise en cause porte sur une ordonnance conservatoire rendue à propos d'un examen par un groupe spécial qui était en cours lorsque la lettre a été envoyée et que le Conseiller juridique participait audit examen. Aucun autre avocat de la Commission ne conseillera celle-ci sur les procédures engagées au titre de la présente sous-partie concernant une ordonnance conservatoire rendue au cours d'un examen par un groupe spécial auquel il a participé.

207.119. Nouvel examen.

- a) *Demande de nouvel examen.* Dans un délai de quatorze jours à compter de la date de la signification d'une détermination de la Commission, toute partie peut déposer auprès de la Commission une demande de nouvel examen, précisant les allégements souhaités et les raisons motivant la demande. Toute demande déposée au titre du présent article se limitera aux nouvelles questions soulevées par la détermination ou par les mesures prises au titre de cette détermination et à propos desquelles la partie présentant la demande n'a pas eu l'occasion de soumettre ses arguments.

b) *Traitement d'une demande de nouvel examen.* Il appartient à la Commission d'accorder ou de refuser un nouvel examen. Aucune réponse à une demande de nouvel examen ne sera prise en considération à moins qu'elle n'ait été sollicitée par la Commission, mais une demande de nouvel examen ne sera pas acceptée si la Commission n'a pas fait cette requête. Si la demande de nouvel examen est acceptée, la Commission peut confirmer, annuler ou modifier sa détermination, y compris toute mesure qu'elle a ordonné de prendre à ce titre. Le cas échéant, la Commission peut ordonner au juge administratif de recevoir d'autres preuves.

207.120. Avis au public de l'imposition de sanctions.

Si la décision finale de la Commission établit qu'un acte interdit a été commis et que des sanctions publiques seront imposées, un avis est publié à cet effet dans le Federal Register et transmis au Secrétariat. Cette publication se fait au plus tôt quatorze jours après l'annonce de la décision finale ou le rejet d'une demande de nouvel examen. Le Secrétaire de la Commission signifie également l'avis de la décision de la Commission aux départements et organes des gouvernements américain, canadien et mexicain, selon qu'elle juge approprié.

19 CFR Partie 207

Avis de modification intérimaire du Code de pratique et de procédure

Organisme: Commission du commerce international des Etats-Unis

Objet: Règles intérimaires et demande d'observations

Sommaire: La Commission modifie le Code de pratique et de procédure, à titre provisoire, afin de se conformer aux dispositions de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (URAA). Ce règlement s'applique aux enquêtes visant à déterminer si une branche de production nationale subit un dommage du fait de l'importation de produits vendus au-dessous de leur juste valeur ou d'exportations subventionnées à destination des Etats-Unis.

L'amendement prévoit en particulier de nouvelles règles concernant les observations relatives aux informations obtenues au cours des enquêtes ainsi que l'ouverture d'enquêtes au sujet de certaines ordonnances en matière de droits compensateurs au titre de l'article 303 de la Loi douanière de 1930 (ci-après dénommée la Loi).

En outre, plusieurs règles ont été modifiées afin de conformer leur libellé aux dispositions de la Loi ajoutées ou amendées par l'URAA.

Date d'entrée en vigueur: Les amendements intérimaires sont applicables à compter du 1er janvier 1995, date à laquelle l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) entre en vigueur pour les Etats-Unis, à moins que le représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales n'annonce avant cette date que l'Accord sur l'OMC n'entrera pas en vigueur à cette date. Si la date d'entrée en vigueur n'est pas le 1er janvier 1995, la Commission publiera un avis à cet effet dans le Federal Register.

Pour pouvoir être prises en considération, les observations doivent parvenir à la Commission au plus tard le 3 avril 1995.

Adresse: Un original signé et 14 copies de chaque série d'observations, ainsi qu'une lettre d'accompagnement doivent être adressés à: the Secretary, U.S. International Trade Commission, 500 E Street SW, Washington, D.C. 20436.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à: Marc A. Bernstein, Office of General Counsel, U.S. International Trade Commission, téléphone 202-205-3087. Les malentendants peuvent obtenir des informations sur cette question en contactant le terminal ATS de la Commission: 202-205-1810.

Renseignements complémentaires: L'URAA a été adoptée le 8 décembre 1994. Elle contient des dispositions qui, entre autres, modifient le Titre VII de la Loi (19 U.S.C. 1671 et suivants) concernant les enquêtes en matière de droits compensateurs et de droits antidumping et les réexamens. Les règlements de la Commission concernant les pratiques et procédures définies au Titre VII doivent être modifiés afin de les rendre conformes à la nouvelle législation.

L'article 335 de la Loi (19 U.S.C. 1335) autorise la Commission à adopter les procédures, règles et règlements raisonnables qu'elle juge nécessaires pour mener à bien ses fonctions et ses tâches. De plus, l'article 103 a) de l'URAA spécifie que les fonctionnaires compétents du gouvernement américain peuvent établir les règlements nécessaires pour faire en sorte que les dispositions de l'URAA ou les amendements apportés par elle soient mis en oeuvre de manière appropriée à sa date d'entrée en vigueur et l'article 103 b) de l'URAA dispose que tout règlement provisoire nécessaire ou approprié pour appliquer une mesure proposée dans la Déclaration concernant les mesures administratives approuvée au titre de l'article 101 a) de l'URAA afin de mettre en oeuvre un accord défini à l'article 101 d) 7), 12) ou 13) de l'URAA soit publié au plus tard un an après la date à laquelle l'accord entre en vigueur pour les Etats-Unis.

Les règlements élaborés par la Commission pour mettre en oeuvre de nouvelles lois sont ordinairement promulgués conformément aux dispositions pertinentes de l'article 553 de la Loi sur les procédures administratives (5 U.S.C. 551 et suivants) qui prévoit les étapes suivantes:

1. publication d'un avis annonçant que de nouveaux règlements sont envisagés;
2. demande d'observations de la part du public concernant les règlements envisagés;
3. examen par la Commission des observations formulées avant la mise au point finale des règlements; et
4. publication des règlements définitifs 30 jours avant leur entrée en vigueur (Voir 5 U.S.C. 553).

Cette procédure ne pouvait pas être appliquée dans le cas présent, parce que la nouvelle législation a été adoptée le 8 décembre 1994 et prendra effet lorsque l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour les Etats-Unis, c'est-à-dire le 1er janvier 1995, à moins que le représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales n'annonce une modification avant cette date. Par conséquent, il n'était pas possible d'achever la procédure prévue à l'article 553 avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

La Commission a donc décidé d'adopter des règlements intérimaires qui prendront effet lorsque les dispositions de l'URAA modifiant le Titre VII entreront en vigueur et elles resteront applicables jusqu'à ce que la Commission adopte des règlements définitifs suivant la procédure usuelle prévoyant la parution d'un avis, la demande d'observations et la publication des textes avant leur entrée en vigueur.

Pour adopter des règlements intérimaires sans suivre toutes les étapes énumérées à l'article 553 de la Loi sur les procédures administratives la Commission s'appuie sur trois textes de base:

1. l'article 335 de la Loi (19 U.S.C. 1335), dont la partie pertinente a été examinée ci-dessus;
2. l'article 103 de l'URAA et la Déclaration concernant les mesures administratives approuvée par l'URAA, dont les parties pertinentes ont également été examinées ci-dessus; et
3. les dispositions de l'article 553 de la Loi sur les procédures administratives qui autorisent un organisme gouvernemental à ne pas respecter toutes les étapes de la procédure prescrite dans certaines circonstances.

La Commission a déterminé que des règlements intérimaires s'imposaient clairement dans le cas présent. Elle a noté que la nouvelle législation modifiait les pratiques et procédures définies au Titre VII et que ses règlements actuels ne prévoyaient pas certaines procédures requises par la nouvelle législation. La Commission a constaté qu'il était indispensable d'élaborer de nouveaux règlements pour pouvoir appliquer convenablement le Titre VII tel que modifié par la nouvelle législation. En outre, étant donné que celle-ci doit prendre effet très peu de temps après son adoption, la Commission a jugé impératif que des règlements d'application soient en place au moment où elle entrera en vigueur.

La Commission a noté qu'un organisme gouvernemental pouvait se dispenser de publier un avis annonçant qu'il projetait d'adopter de nouveaux règlements dans les circonstances suivantes:

1. les règlements envisagés sont des règlements interprétatifs, exposent des principes généraux ou concernent l'organisation, les procédures ou les pratiques dudit organisme; ou
2. l'organisme gouvernemental a des raisons valables de penser qu'il est irréalisable, non nécessaire ou contraire à l'intérêt général de publier un avis et d'engager une procédure publique et il incorpore cette constatation (et ses motifs) dans les règles qu'il adopte (5 U.S.C., article 553 b)). Un organisme gouvernemental peut aussi se dispenser de publier un avis annonçant l'adoption de règlements définitifs trente jours avant leur entrée en vigueur si 1) il s'agit de règlements interprétatifs ou exposant des principes généraux ou 2) si l'organisme estime qu'il a des raisons valables de ne pas satisfaire à la prescription relative à la publication d'un avis et s'il publie cette constatation en même temps que la règle (5 U.S.C. 553 d) 3)).

Dans le cas présent, la Commission a déterminé que les circonstances lui permettant de se dispenser d'appliquer la procédure prévoyant la parution d'un avis, la demande d'observations et la publication des règlements avant leur entrée en vigueur étaient réunies. Aux fins d'invoquer l'article 553 b) l'autorisant à ne pas faire paraître d'avis annonçant son intention d'adopter de nouveaux règlements et demandant des observations, la Commission a constaté que 1) des règlements intérimaires constituaient des "règlements relatifs aux procédures et pratiques d'un organisme gouvernemental"; et 2) comme la nouvelle législation devait entrer en vigueur très peu de temps après son adoption et qu'il n'était pas possible de prédire à l'avance à quel moment elle serait adoptée, il était clairement "irréalisable" pour la Commission de suivre la procédure habituelle prévoyant la parution d'un avis, la demande d'observations et la publication des textes avant leur entrée en vigueur. Aux fins d'invoquer l'article 553 d) 3) l'autorisant à ne pas publier les règlements intérimaires trente jours avant leur entrée en vigueur, la Commission a constaté que le fait que la nouvelle législation doive entrer en vigueur



très peu de temps après son adoption rendait la publication à l'avance impossible et constituait une raison valable de ne pas satisfaire à cette prescription.

La Commission reconnaît que des règlements intérimaires ne devraient avoir pour but que de procéder aux adaptations rendues nécessaires par l'adoption de la nouvelle législation et elle pense que des règlements définitifs plus complets seront élaborés par la suite conformément à la politique définie par le Congrès et visant à permettre au public de participer à l'élaboration des règlements.<sup>1</sup> Les règlements intérimaires, promulgués de manière à procéder aux adaptations rendues nécessaires par la nouvelle législation, rentrent tous dans l'une ou plusieurs des catégories ci-après:

1. révision d'un règlement existant incompatible avec la nouvelle législation;
2. modification technique destinée à conformer un règlement existant au libellé de la nouvelle législation;
3. modification du texte d'un règlement existant afin d'éviter toute confusion quant à la manière dont le règlement doit être appliqué à la lumière de la nouvelle législation; ou
4. nouveau règlement concernant un point visé par la nouvelle législation qui n'était pas abordé par un règlement existant. Des règlements définitifs plus complets seront publiés ultérieurement, suivant la procédure prévoyant la parution d'un avis, la demande d'observations et la publication des textes.

Etant donné que les règlements intérimaires ne font que procéder aux adaptations rendues nécessaires par la nouvelle législation, la Commission a en outre déterminé qu'ils ne répondent pas aux critères définis à l'article 3 f) du Décret-loi 12866 (58 FR 51735, 4 octobre 1993) et ne constituent donc pas une mesure réglementaire importante aux fins du décret-loi. Conformément à la Loi sur la flexibilité réglementaire (5 U.S.C., article 601, note), la Commission certifie, conformément à 5 U.S.C., article 605 b) que les règlements exposés dans le présent avis ne sont pas susceptibles d'avoir un effet significatif sur un nombre important de petites entreprises. De toute manière, la Loi sur la flexibilité réglementaire n'est pas applicable dans le cas présent parce que ce n'est pas une loi qui exige qu'un avis soit publié au titre de 5 U.S.C., article 553 b).

#### Explication des modifications intérimaires du 19 CFR, Partie 207

Les modifications exposées ci-dessous ont pour objectif de tenir compte des changements apportés à la législation par l'URAA.

L'article 207.1 a été modifié de manière à stipuler que les règlements de la Partie 207 ne sont pas applicables aux enquêtes menées conformément à l'article 783 de la Loi qui vise les enquêtes antidumping sur requête d'un pays tiers. L'article 783 a été ajouté à la Loi en vertu de l'article 232 de l'URAA. L'article 783 c) stipule que les déterminations de la Commission en ce qui concerne les enquêtes antidumping ouvertes sur requête d'un pays tiers doivent être établies conformément aux prescriptions procédurales définies par le Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales. Etant donné que la Commission n'est pas l'institution qui a mandat pour préciser les procédures à suivre en ce qui concerne les enquêtes ouvertes au titre de l'article 783, il

---

<sup>1</sup>Voir: American Federation of Government Employees, AFL-CIO contre Block 655 F.2d 1153, 1157-1158 (D.C. Cir. 1981 ("AFGE")). Voir également Etats-Unis contre Garner, 767 F.2d 104, 120 (5ème Circ. 1985) (AFGE).

faut modifier l'article 207.1 afin d'exclure les enquêtes menées au titre de l'article 783 de son champ d'application. En outre, les références au Code faites à l'article 207.1 ont été modifiées compte tenu des nouvelles dispositions du Code ajoutées au Titre VII de la Loi par l'URAA.

L'article 207.2 e) a été modifié de manière à remplacer la référence à une "catégorie ou un type de marchandises" par l'expression "les marchandises visées" pour tenir compte d'une modification dans la terminologie statutaire en application notamment de l'article 233 5) de l'URAA.

Le libellé de l'article 207.8 a été modifié compte tenu des changements apportés à la Loi conformément aux dispositions de l'article 231 de l'URAA. La référence aux "meilleurs renseignements autrement connus" est devenue à l'alinéa a) les "faits autrement connus", conformément aux dispositions du nouvel article 776 a) de la Loi. Le libellé de l'alinéa c) faisant référence aux "déductions défavorables" a été aligné sur celui du nouvel article 776 b) de la Loi.

Les articles 207.10 a), 207.10 c) 2) et 207.11 ont été modifiés et l'ancien article 207.10 d) a été abrogé de manière à éliminer les références aux requêtes déposées au titre de l'article 303. L'article 261 de l'URAA abroge l'article 303 à compter de son entrée en vigueur si bien qu'aucune nouvelle requête ne sera déposée au titre de l'article 303 à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement. D'autres références à l'article 303 ont été conservées dans le règlement, car l'article 261 b) 2) de l'URAA stipule que l'abrogation n'affecte pas les procédures au titre de l'article 303 en instance et la Commission peut avoir des enquêtes en instance au titre de l'article 303 au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Un nouvel article 207.29 a été ajouté concernant les observations relatives aux renseignements. Ce nouvel article met en oeuvre les dispositions de l'article 782 g) de la Loi telle que modifiée par l'article 231 a) de l'URAA. Ces nouvelles dispositions exigent que la Commission, avant d'établir une détermination finale concernant une enquête en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping ou une procédure de réexamen, cesse de recueillir des renseignements et donne aux parties à la procédure une dernière occasion de formuler des observations concernant tous les renseignements au sujet desquels elles n'ont pas pu faire d'observations auparavant.

Aux fins de ces règlements intérimaires, la Commission a proposé de mettre en oeuvre l'article 782 g) en adoptant des modifications assez mineures aux procédures qu'elle suit actuellement en ce qui concerne les enquêtes finales en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Elle désire toutefois recevoir des observations sur la question de savoir s'il est nécessaire ou souhaitable, afin de mettre en oeuvre les dispositions de l'article 782 g), d'apporter des modifications plus importantes aux procédures régissant les enquêtes en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs. Il pourrait s'agir d'une ou plusieurs des mesures suivantes: réalisation d'enquêtes finales plus avant dans la procédure; communication du rapport interne final confidentiel avant que les parties n'aient une dernière occasion de formuler des observations au titre de l'article 782 g); mise en oeuvre d'une procédure de présentation d'observations, en plusieurs étapes, afin de permettre à la Commission et au personnel de la Commission de présenter les questions finales aux parties et/ou de permettre aux parties de présenter des réfutations. La Commission souhaite en outre recevoir des observations concernant les délais fixés pour les procédures qu'elle est en train d'adopter afin de mettre en oeuvre les dispositions de l'article 782 g), c'est-à-dire concernant la question de savoir combien de temps avant la consultation du public la divulgation finale de renseignements devrait avoir lieu et de quel délai devraient disposer les parties pour déposer leurs observations après la divulgation. Cela pourrait comprendre la présentation de modèles de calendrier de travail, en particulier si les dates proposées pour la distribution d'un questionnaire ou la tenue d'une audition doivent être changées en conséquence (c'est-à-dire si les questionnaires sont distribués avant la détermination préliminaire du Département du commerce).

L'article 207.29 a) concerne la première obligation de la Commission au titre du nouvel article 782 g), à savoir divulguer les renseignements aux parties à une enquête ou à un réexamen. En conséquence, l'article 207.29 a) exige de la Commission qu'elle spécifie, dans une enquête finale en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs, la date à laquelle elle divulguera aux parties à l'enquête tous les renseignements sur lesquels elles n'ont pas jusque-là eu l'occasion de formuler des observations. Cela inclut les renseignements commerciaux de nature exclusive, qui seront divulgués en vertu d'une ordonnance administrative conservatoire. Il est prévu que la date de divulgation sera précisée aussi rapidement que possible après l'ouverture de l'enquête finale. De plus, afin que les révisions des comptes rendus d'audition parviennent à la Commission avant la date de divulgation des renseignements, l'article 207.23 c) 2) a été modifié de manière à stipuler que toutes les révisions projetées des comptes rendus d'audition doivent être présentées au Secrétaire au moins un jour avant la date de divulgation des renseignements.

L'article 207.29 b) concerne la deuxième obligation de la Commission au titre du nouvel article 782 g), à savoir fournir aux parties l'occasion de formuler leurs observations sur les renseignements divulgués. Cet article dispose que la Commission spécifiera une date à laquelle les parties auront l'occasion de déposer leurs observations concernant les renseignements qui leur ont été divulgués conformément à l'alinéa a). Les observations ne peuvent porter que sur les renseignements divulgués conformément à l'alinéa a) et n'auront pas plus de dix pages de texte, imprimé au recto seulement en double interligne sur des feuilles de papier à lettres de 8½ x 11 pouces. Afin de respecter la prescription de l'article 782 g) selon laquelle la Commission ne doit pas prendre en considération les observations introduisant des faits nouveaux, le règlement exige que les observations concernant la justesse, la fiabilité ou la force probante des renseignements divulgués et faisant référence à d'autres renseignements qui figurent ailleurs dans le dossier, signalent où dans le dossier ces renseignements se trouvent. L'article 207.29 b) stipule également que le dossier sera clos à la date à laquelle les observations sont dues, sauf tel qu'il est prévu à l'article 771 7) G) iii) pour ce qui est des enquêtes échelonnées.

Conformément à l'article 207.29 c), les dispositions de l'article 207.29 seront applicables aux enquêtes finales en matière de droits compensateurs et de droits antidumping au titre des articles 705 et 735 visées par les modifications apportées au Titre VII de l'URAA. En outre, en vertu de l'article 207.45 d) et du nouvel article 207.46 d), les dispositions de l'article 207.29 concernent également les enquêtes faisant suite à un changement de circonstances menées au titre de l'article 751 b) et le réexamen de certaines ordonnances en vigueur prises au titre de l'article 303, conformément aux dispositions du nouvel article 753.

Conformément au nouvel article 207.29, la Commission peut publier les rapports internes à la date de la divulgation des renseignements, ou avant cette date, fixée en application des dispositions de cet article, au cas où une ou plusieurs parties à une enquête ou à un réexamen n'ont pas accès aux renseignements commerciaux de nature exclusive visés par une ordonnance administrative conservatoire. L'article 207.21 b) a donc été modifié de manière à supprimer la disposition stipulant qu'une version publique du rapport interne final est mise à la disposition du public "après que la Commission a pris sa détermination finale". La Commission n'est cependant pas d'avis qu'une telle pratique est exigée par l'article 207.29. Elle ne pense pas non plus qu'elle communiquera nécessairement de manière générale une version publique du rapport interne à la date de la divulgation des renseignements, ou avant cette date.

Deux modifications d'ordre technique ont été apportées à l'article 207.40. Premièrement, l'expression "par suite du retrait de la requête par le requérant" a été ajoutée à l'article 207.40 a), le but étant de l'aligner davantage sur les articles 704 a) 3) et 734 a) 3) dont il met en oeuvre les prescriptions. Cette modification est également nécessaire parce que l'URAA a modifié la Loi de manière

à préciser qu'une détermination préliminaire de la Commission concluant que les importations sont négligeables, conformément aux dispositions du nouvel article 771 24), aura pour effet de mettre fin à l'enquête. Deuxièmement, l'article 207.40 b) a été modifié pour tenir compte du fait que le Département du commerce peut suspendre des enquêtes antidumping en vertu de l'article 734 1) et de l'article 734 b) et c).

Un nouvel article 207.46 a été ajouté pour définir les procédures d'enquête au titre de l'article 753 de la Loi. L'article 753, qui a été ajouté à la Loi en vertu de l'article 271 de l'URAA, porte sur les ordonnances en matière de droits compensateurs prises au titre de l'ancien article 303 de la Loi sans que la Commission n'établisse une détermination concluant à l'existence d'un dommage.

L'article 207.46 a) donne les définitions des termes utilisés dans l'article. Le premier terme "partie requérante" ne fait qu'indiquer le type de parties admises, conformément à l'article 753 a) 1), à demander l'ouverture d'une enquête au titre de cet article. Le deuxième terme "ordonnance" vient directement de l'article 753 a) 2). Le troisième terme "Accord sur l'OMC" vient directement de l'article 2 9) de l'URAA.

L'article 207.46 b) définit les prescriptions applicables aux demandes de réexamen au titre de l'article 753. Ces demandes doivent être faites par une "partie requérante", c'est-à-dire une partie habilitée à déposer une requête au titre de l'article 753 a) 1) et doivent être présentées dans le délai établi à l'article 753 a) 3). Les paragraphes 1 à 4 précisent les éléments additionnels qui devraient être inclus dans la requête afin de permettre à la Commission de faciliter et d'organiser son enquête au titre de l'article 753 et d'élaborer des questionnaires. Il s'agit des éléments suivants:

- 1) Description du produit national similaire pertinent et de la branche de production nationale sur laquelle la partie requérante estime que la Commission devrait se concentrer au cours de l'enquête menée au titre de l'article 753, et identification des différents producteurs appartenant à cette branche.
- 2) Noms et adresses de toutes les entreprises connues dont on pense qu'elles fabriquent, produisent, exportent ou importent les marchandises visées.
- 3) Renseignements dont la partie requérante peut raisonnablement disposer montrant comment la branche de production nationale est susceptible de subir un dommage important en raison des importations visées si l'ordonnance, prise au titre de l'article 303, est abrogée. La disposition précise les types de renseignements concernant à la fois la branche de production nationale et les entités produisant ou exportant les marchandises visées qui devraient être inclus dans la requête, dans la mesure du possible, afin de permettre à la Commission de mieux arrêter sa détermination.
- 4) Renseignements concernant toute décision relative au champ d'application et à l'anticonournement, prise par le Département du commerce en ce qui concerne l'ordonnance établie au titre de l'article 303 en question.

Lorsque la Commission reçoit une demande d'enquête au titre de l'article 753 faite dans les délais et répondant à ces prescriptions, l'article 207.46 c) 1) stipule qu'elle publiera un avis d'ouverture d'enquête dans le Federal Register. Cet avis est exigé au titre de l'article 753 d). L'article 207.46 c) 2) donne effet au principe formulé à l'article 753 b) 1) B) à savoir que la Commission devrait, dans la mesure du possible, établir sa détermination en ce qui concerne les enquêtes au titre de l'article 753 dans un délai d'un an à compter de l'ouverture de l'enquête. La Loi prévoit toutefois une exception à ce principe du délai d'un an à l'article 753 b) 1) C) pour les enquêtes ouvertes dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les Etats-Unis. Cette exception est exposée à l'article 207.46 c) 3) de la nouvelle réglementation qui, conformément à la Loi, stipule que toutes

les enquêtes doivent être achevées dans un délai de quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et que la Commission consultera le Département du commerce pour déterminer s'il faut prolonger ce délai. L'article 207.46 c) 3) expose également les motifs pour lesquels la Commission peut proroger le délai prévu: les motifs indiqués ne sont pas censés être exclusifs.

L'article 207.46 d) dispose que les procédures définies pour ce qui est des enquêtes finales en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs seront aussi applicables aux enquêtes menées au titre de l'article 753. Cette disposition est conforme à l'article 753 b) 1) A) de la Loi.

L'article 207.46 e) tient compte des prescriptions de l'article 753 b) 4) en ce qui concerne les ordonnances au titre de l'article 303 pour lesquelles aucune demande de réexamen n'est déposée. De même, l'article 207.46 f) tient compte des prescriptions de l'article 753 c) concernant les enquêtes menées au titre de l'article 303 sans que soit appliqué le critère du dommage qui sont en cours ou ont été suspendues lorsqu'un pays a signé l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

L'article 207.46 g) porte sur les demandes de réexamen faites au titre de l'article 753 e). Cet article autorise une partie requérante à déposer, en même temps que sa demande de réexamen au titre de l'article 753, une demande de réexamen accéléré à la fin du délai prévu au titre de l'article 751 c) pour ce qui est des ordonnances en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping portant sur des marchandises identiques ou comparables. Les articles 753 e) 1) A) et 753 e) 3) disposent que si le Département du commerce, après consultation avec la Commission, décide d'engager un réexamen à la suite de cette demande, la Commission procédera à un réexamen global conformément aux procédures applicables aux réexamens effectués au titre de l'article 751 c).

La Commission a déterminé de ne pas publier de règlement détaillé concernant les enquêtes menées au titre de l'article 751 c) dans le cadre de ces règlements intérimaires. Par contre, elle pense promulguer promptement de tels règlements conformément aux procédures prévoyant la parution d'un avis et la demande d'observations, lorsque les modifications apportées par l'URAA à la Loi entreront en vigueur.

Néanmoins, l'article 207.46 g) comporte une brève explication de la manière dont tout réexamen engagé par le Département du commerce conformément à l'article 751 c) à la suite d'une demande faite au titre de l'article 753 e) doit être réalisé. L'article 207.46 g) 1) autorise les parties à demander un réexamen accéléré et dispose que les demandes de réexamen au titre de l'article 751 c) devraient comporter des éléments de preuve montrant en quoi l'abrogation de l'ordonnance à réexaminer au titre de la section 751 c) ferait probablement que le dommage important se reproduirait ou continuerait à se reproduire. Là encore, la Commission pense promulguer des règlements plus détaillés concernant la teneur des demandes de réexamen au titre de l'article 751 c) dans le cadre des règlements relatifs à la parution d'avis et à la demande d'observations qu'elle établira ultérieurement.

L'article 207.46 g) 2) stipule que si le Département du commerce décide de procéder à un réexamen au titre de l'article 751 c), la Commission effectuera un réexamen global au titre des articles 751 c) et 753 dans le cadre des procédures définies dans les sous-parties A et C de la Partie 207. Il est ainsi donné effet aux prescriptions de l'article 753 e) 3) en attendant la promulgation de règles et de procédures plus détaillées relatives aux enquêtes menées au titre de l'article 751 c). L'article 207.46 g) 3) stipule que si le Département du commerce décide de ne pas engager de réexamen au titre de l'article 751 c), la Commission procédera au réexamen demandé au titre de l'article 753 conformément aux procédures établies par d'autres dispositions de l'article 207.46.

Liste des points traités dans 19 CFR Partie 207

Pratiques et procédures administratives, droits antidumping, droits compensateurs, enquêtes.

PARTIE 207 - [MODIFIEE]

La Partie 207 est modifiée comme suit:

1. Le paragraphe relatif au fondement juridique de la Partie 207 est modifié comme suit:

Fondement juridique: 19 U.S.C. 1303, 1336, 1671-1677n, 2482; article 103. Pub. L. 103-465, 108 Stat. 4809.

- 1a. L'article 207.1 est modifié comme suit:

207.1. Champ d'application de la Partie.

La Partie 207 s'applique aux procédures de la Commission relevant de l'article 303, de l'article 516A et du Titre VII de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. 1303, 1516A et 1671-1677n) (ci-après dénommée la Loi), autres que les enquêtes au titre de l'article 783 (19 U.S.C. 1677n), qui seront menées conformément aux procédures spécifiées par le Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales.

2. Le paragraphe e) de l'article 207.2 est modifié comme suit:

207.2. Définitions applicables à la Partie 207.

\* \* \* \* \*

e) *Domage* désigne un dommage important ou une menace de dommage important pour une branche de production aux Etats-Unis, ou un retard sensible dans l'établissement d'une branche de production aux Etats-Unis, par suite de l'importation dans ce pays des marchandises visées qui sont jugées subventionnées par l'autorité administrante ou vendues, ou susceptibles d'être vendues au-dessous de leur juste valeur.

\* \* \* \* \*

3. L'article 207.8 est modifié comme suit:

207.8. Assimilation des questionnaires à des citations à comparaître; exécution des citations à comparaître.

Tout questionnaire envoyé par la Commission dans le cadre d'une enquête menée en vertu de l'article 303 ou du Titre VII de la Loi peut être établi sous forme de citation à comparaître et signé par un membre de la Commission; le questionnaire aura alors la valeur et l'effet d'une citation à comparaître approuvée par la Commission.

Chaque fois qu'une partie ou qu'une personne ne donne pas une suite adéquate à une telle citation et chaque fois qu'une partie ou qu'une personne refuse de fournir, en temps utile et sous la forme requise, les renseignements demandés, est dans l'incapacité de le faire ou entrave notablement, d'une autre façon, le déroulement de l'enquête, la Commission peut:

- a) utiliser les faits autrement connus pour établir sa détermination;

- b) demander l'exécution judiciaire de sa citation en vertu de la disposition de 19 U.S.C. 1333;
- c) tirer des déductions défavorables pour la position de la personne en question si cette personne est une partie intéressée qui n'a pas coopéré dans la mesure où elle n'a pas fait de son mieux pour répondre à une demande d'information; et
- d) prendre toutes autres mesures nécessaires pour obtenir les renseignements dont elle a besoin.

4. Les paragraphes a) et c) 2) de l'article 207.10 sont modifiés comme suit:

207.10. Dépôt d'une requête auprès de la Commission.

a) *Dépôt de la requête.* Toute partie intéressée qui dépose une requête auprès de l'autorité administrante conformément aux paragraphes 702 b) ou 732 b) de la Loi, en déposera le même jour des copies auprès du Secrétaire, conformément à l'article 201.8 du présent chapitre. Si la requête est conforme aux dispositions de l'article 207.11, elle sera réputée être dûment déposée à la date à laquelle le Secrétaire aura reçu le nombre requis de copies. Le Secrétaire informera l'autorité administrante de cette date. Nonobstant les dispositions de l'article 201.11 du présent chapitre, le requérant n'a pas à déposer de demande de comparution relativement à l'enquête préliminaire ouverte après le dépôt de sa requête, qui sera réputée constituer une demande de comparution, mais il devra le faire pour l'enquête finale qui fera suite à cette enquête préliminaire.

\* \* \* \* \*

c) \* \* \*

2) Lorsqu'elles ne sont pas faites dans la requête, les allégations relatives à l'existence de circonstances critiques visées aux articles 703 ou 733 de la Loi seront faites par une modification apportée à la requête et seront communiquées aussitôt que possible. Ces allégations contiendront les renseignements dont le requérant pourra raisonnablement disposer concernant les facteurs énumérés aux articles 705 b) 4) A) et 735 b) 4) A) de la Loi.

207.10. [Modifié].

5. Le paragraphe d) de l'article 207.10 est supprimé.

6. L'article 207.11 est modifié comme suit:

207.11. Contenu de la requête.

La requête est signée par le requérant ou son mandataire, avocat ou agent dûment autorisé et indique le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant et de son éventuel mandataire, avocat ou agent ainsi que les noms de tous les représentants du requérant qui comparaitront dans le cadre de l'enquête. Dans sa requête, le requérant allègue les éléments nécessaires pour l'imposition d'un droit en vertu des dispositions 701 a) ou 731 a) de la Loi et fournit à l'appui de ses allégations les renseignements dont il peut raisonnablement disposer. Il est conseillé aux requérants de se reporter aux règlements de l'autorité administrante en ce qui concerne le contenu des requêtes.

7. Le paragraphe b) de l'article 207.21 est modifié comme suit:

207.21. Rapport interne avant audition et rapport interne final.

\* \* \* \*

b) *Rapport interne final.* Après l'audition, le Directeur révisé le rapport interne avant audition et présente à la Commission, avant qu'elle ne prenne sa détermination finale, une version finale du rapport interne. Le rapport interne final est destiné à compléter et à corriger les renseignements contenus dans le rapport interne avant audition. Une version publique du rapport interne final est mise à la disposition du public et une version contenant des renseignements commerciaux de nature exclusive est également mise à la disposition des personnes autorisées à recevoir ce type de renseignements conformément à l'article 207.7.

8. Le paragraphe c) 2) de l'article 207.23 est modifié comme suit:

207.23. Auditions.

\* \* \* \*

c) \* \* \*

2) *Révision des comptes rendus d'audition.* Dans les dix jours qui suivent la clôture d'une audition et de toute manière, au moins un jour avant la date de divulgation des renseignements fixée conformément à l'article 207.29 a) toute personne qui y a déposé peut remettre au Secrétaire les corrections qu'elle propose d'apporter au compte rendu de sa déposition. Aucune correction portant sur le fond n'est admise. Le Secrétaire incorporera dans un compte rendu révisé les corrections proposées qui, à son avis, ne modifient pas le fond de la déposition.

9. Un nouvel article 207.29 est ajouté:

207.29. Observations relatives aux renseignements.

a) Dans toute enquête finale au titre de l'article 705 ou 735 de la Loi, la Commission précise la date à laquelle elle divulguera à toutes les parties à l'enquête tous les renseignements qu'elle a obtenus à propos desquels les parties n'ont pas eu auparavant l'occasion de formuler des observations. Les renseignements commerciaux de nature exclusive seront divulgués aux personnes autorisées à recevoir ce type de renseignements conformément à l'article 207.7. La date de cette divulgation se situera après le dépôt des mémoires après audition conformément à l'article 207.24.

b) Les parties ont l'occasion de formuler des observations concernant les renseignements qui leur sont divulgués après qu'elles ont déposé leur mémoire après audition conformément aux dispositions de l'article 207.24. Les observations ne porteront que sur ces renseignements et n'auront pas plus de dix pages de texte, imprimé au recto seulement en double interligne sur des feuilles de papier à lettres de 8½ x 11 pouces. Une observation peut porter sur la justesse, la fiabilité ou la force probante de ces renseignements par référence à d'autres renseignements qui figurent ailleurs dans le dossier, auquel cas il sera précisé où ces renseignements se trouvent dans le dossier. Les observations comportant des faits nouveaux et les observations portant sur des renseignements divulgués avant le dépôt du mémoire après audition ne sont pas prises en considération. La date à laquelle ces observations devront être déposées est précisée par la Commission quand elle annonce à quel moment elle divulguera les renseignements conformément au paragraphe a) du présent article. Le dossier sera clos à la date limite



à laquelle les observations doivent être présentées, sauf pour ce qui est des enquêtes relevant des dispositions de l'article 771 7) G) iii) de la Loi.

c) Le présent article ne s'applique qu'aux procédures engagées par l'autorité administrante de sa propre initiative après la date à laquelle l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce entre en vigueur pour les Etats-Unis, ou conformément aux requêtes et demandes déposées après cette date.

10. Les paragraphes a) et b) de l'article 207.40 sont modifiés comme suit:

207.40. Clôture et suspension d'une enquête.

a) Par suite du retrait de la requête par le requérant, de la publication d'une détermination finale négative ou de la clôture de son enquête par l'autorité administrante en vertu des articles 303, 705 ou 735 de la Loi, la Commission peut clore une enquête ouverte en vertu du Titre VII par la publication dans le Federal Register d'un avis à cet effet adressé à toutes les parties à l'enquête. Toutefois, la Commission ne peut clore une enquête par suite du retrait de la requête par le requérant avant que l'autorité administrante ne prenne une détermination en vertu de l'article 702 c), 703 b), 732 c), ou 733 b) de la Loi.

b) Lorsqu'il reçoit un avis de suspension d'enquête par l'autorité administrante en vertu de l'article 704 b) ou c) ou 734 b), c) ou 1) de la Loi, le Secrétaire publie un avis de suspension de l'enquête menée par la Commission. Cette suspension n'empêche pas le Directeur de mener au sujet de l'affaire faisant l'objet de l'enquête suspendue les autres investigations qu'il juge appropriées.

\* \* \* \* \*

11. Un nouvel article 207.46 est ajouté:

207.46. Enquêtes concernant certaines ordonnances en matière de droits compensateurs.

a) *Définitions.* Aux fins du présent article:

1) *Partie requérante* désigne une partie intéressée définie à l'article 771 9) C), D), E), F) ou G) de la Loi.

2) *Ordonnance* désigne une ordonnance en matière de droits compensateurs établie au titre de l'article 303 de la Loi à laquelle la prescription relative à une détermination positive de l'existence d'un dommage important au titre de l'article 303 a) 2) de la Loi n'était pas applicable au moment où cette ordonnance a été établie.

3) *L'Accord sur l'OMC* désigne l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce entré en vigueur le 15 avril 1994.

b) *Demande de réexamen.* Une partie requérante peut déposer auprès de la Commission une demande d'enquête au titre de l'article 753 de la Loi dans le délai établi par l'article 753 a) 3) de la Loi. La requête devrait comporter les informations ci-après:

1) Description du produit national similaire pertinent et de la branche de production américaine fabriquant le produit susceptible de subir un dommage important en raison des importations visées si l'ordonnance est abrogée et identification des différents producteurs appartenant à cette branche.

2) Renseignements dont la partie requérante peut raisonnablement disposer concernant les noms et adresses de toutes les entreprises connues dont on pense qu'elles fabriquent, produisent, exportent ou importent la marchandise visée.

3) Renseignements dont la partie requérante peut raisonnablement disposer montrant comment la branche de production nationale définie au paragraphe b) 1) du présent article est susceptible de subir un dommage important en raison des importations visées si l'ordonnance est abrogée, y compris:

i) Des informations concernant les éléments suivants: capacité, production, ventes, part de marché, stocks, emploi, salaires, productivité, bénéfices, capacité de se procurer des capitaux et efforts de développement et de production de la branche de production définie au paragraphe b) 1) du présent article.

ii) Des informations concernant la capacité de production actuelle et projetée de la marchandise visée dans le pays exportateur, les stocks de la marchandise visée et l'existence d'obstacles à l'importation de ces marchandises dans des pays autres que les Etats-Unis.

4) Des informations concernant toute décision relative au champ d'application et à l'anticonournement prise par l'autorité administrante en ce qui concerne l'ordonnance.

c) *Ouverture d'une enquête.*

1) Après réception d'une requête déposée dans le délai fixé demandant une enquête au titre de l'article 753 et répondant aux prescriptions du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire publiera un avis d'ouverture d'enquête dans le Federal Register.

2) Sous réserve du paragraphe c) 3) du présent article, une enquête au titre de l'article 753 sera achevée dans un délai d'un an à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture d'enquête dans le Federal Register.

3) La Commission peut prendre plus d'un an pour compléter les enquêtes menées au titre de l'article 753 sur demande reçue dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les Etats-Unis. Toutes ces enquêtes devront toutefois être achevées dans un délai de quatre ans à compter de cette date. Pour déterminer s'il faut proroger le délai accordé pour achever une enquête ouverte au titre de l'article 753, la Commission consulte l'autorité administrante. Le délai peut être prorogé, notamment, pour les motifs suivants: réalisation simultanée d'enquêtes portant sur des branches de production nationales identiques ou semblables et sur des produits nationaux similaires, et gestion efficace de la charge de travail de la Commission.

d) *Conduite des enquêtes.* Les procédures définies dans les sous-parties A et C de la présente partie s'appliquent à toutes les enquêtes ouvertes au titre du présent article.

e) *Aucune demande de réexamen n'est déposée.* Lorsque aucune demande de réexamen suffisante n'a été dûment déposée concernant une enquête au titre de l'article 753 sur une ordonnance, la Commission notifie à l'autorité administrante qu'une détermination négative a été établie au titre de l'article 753 a) de la Loi pour ce qui est de cette ordonnance.

f) *Enquêtes menées au titre de l'article 303 en cours et suspendues.* Si, à la date à laquelle un pays devient signataire de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires mentionné à l'article 101 d) 12) de l'URAA, une enquête au titre de l'article 303 en matière de droits compensateurs

est en cours ou suspendue pour la marchandise de ce pays, à laquelle la prescription relative à une détermination de l'existence d'un dommage important au titre de l'article 303 a) 2) de la Loi n'était pas applicable au moment où l'enquête a été ouverte, la Commission ouvrira une enquête conformément aux dispositions de l'article 753 c) de la Loi concernant les enquêtes en cours et les enquêtes suspendues relevant de l'article 704 i) 1) B) de la Loi.

g) *Demande de réexamen simultané accéléré au titre de l'article 751 c).*

1) Une partie requérante qui demande un réexamen au titre de l'article 753 peut en même temps demander à la Commission et à l'autorité administrante un réexamen accéléré, au titre de l'article 751 c) de la Loi, d'une ordonnance en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping visant une marchandise identique ou comparable à la marchandise visée. La demande de réexamen au titre de l'article 751 c) devrait comporter des éléments de preuve montrant en quoi l'abrogation de l'ordonnance à réexaminer au titre de la section 751 c) de la Loi ferait probablement que le dommage important se reproduirait ou continuerait à se reproduire et devrait en outre fournir tous les renseignements exigés en vertu des règlements de l'autorité administrante.

2) Si l'autorité administrante, après consultation de la Commission, décide d'engager un réexamen au titre de l'article 751 c), la Commission procédera à un réexamen global au titre des articles 751 c) et 753 de la Loi des ordonnances portant sur des marchandises identiques ou comparables à la marchandise visée. Les procédures définies dans les sous-parties A et C de la présente partie s'appliquent à tout réexamen global de ce type.

3) Si l'autorité administrante décide, après consultation de la Commission, de ne pas engager de réexamen au titre de l'article 751 c), la Commission examinera la demande de réexamen au titre de l'article 753 conformément aux procédures établies dans le présent article.

Par ordre de la Commission:

Publié le 24 décembre 1994

Donna R. Koehnke,

Secrétaire.

## PARTIE 353 - DROITS ANTIDUMPING

### Sous-partie A - Champ d'application et définitions

#### Article

- 353.1 Champ d'application.
- 353.2 Définitions.
- 353.3 Dossier de la procédure.
- 353.4 Renseignements publics, de nature exclusive, protégés et classés.
- 353.5 Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier - date d'entrée en vigueur.
- 353.6 Marges moyennes pondérées *de minimis* de dumping.

#### Sous-partie B - Procédures en matière de droits antidumping

- 353.11 Ouverture d'enquêtes d'office.
- 353.12 Prescriptions applicables en ce qui concerne les requêtes.
- 353.13 Détermination de la suffisance des requêtes.
- 353.14 Demande d'exemption des dispositions d'une ordonnance instituant un droit antidumping.
- 353.15 Détermination préliminaire.
- 353.16 Constatations de l'existence de circonstances critiques.
- 353.17 Clôture d'une enquête.
- 353.18 Suspension d'une enquête.
- 353.19 Violation d'un accord.
- 353.20 Détermination finale.
- 353.21 Ordonnance instituant un droit antidumping.
- 353.22 Réexamen administratif des ordonnances et des accords de suspension.
- 353.23 Plafonnement du dépôt constitué au titre de mesures provisoires.
- 353.24 Intérêts sur certains trop-perçus et moins-perçus.
- 353.25 Abrogation d'ordonnances; clôture d'une enquête suspendue.
- 353.26 Remboursement de droits antidumping.
- 353.27 Procédures pour la mise en place d'une surveillance des produits d'aval.
- 353.28 Procédures pour la correction des erreurs matérielles.
- 353.29 Détermination du champ d'application.

#### Sous-partie C - Renseignements et arguments

- 353.31 Présentation des données de fait.
- 353.32 Demande de traitement confidentiel des renseignements.
- 353.33 Renseignements n'ayant pas à être divulgués.
- 353.34 Divulgence de renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.
- 353.35 Réunion *ex parte*.
- 353.36 Vérification des renseignements.
- 353.37 Meilleurs renseignements disponibles.
- 353.38 Arguments présentés par écrit et auditions.

#### Sous-partie D - Calcul du prix aux Etats-Unis, juste valeur et valeur sur le marché étranger

- 353.41 Calcul du prix aux Etats-Unis.
- 353.42 Juste valeur.
- 353.43 Ventes utilisées pour calculer la valeur sur le marché étranger.
- 353.44 Ventes à prix variables.
- 353.45 Transactions entre personnes liées.
- 353.46 Calcul de la valeur sur le marché étranger en fonction du prix dans le pays du marché d'origine.
- 353.47 Exportation à partir d'un pays intermédiaire.
- 353.48 Calcul de la valeur sur le marché étranger au cas où les ventes dans le pays du marché d'origine sont insuffisantes.
- 353.49 Calcul de la valeur sur le marché étranger en fonction des ventes à un pays tiers.
- 353.50 Calcul de la valeur sur le marché étranger déterminée à partir de la valeur construite.
- 353.51 Calcul de la valeur sur le marché étranger en cas de ventes à un prix inférieur au coût de production.

- 353.52 Calcul de la valeur sur le marché étranger de marchandises provenant de pays à économie dirigée.
- 353.53 Calcul de la valeur sur le marché étranger en fonction des ventes d'une société multinationale.
- 353.54 Demandes d'ajustement de la valeur sur le marché étranger.
- 353.55 Différences dans les quantités.
- 353.56 Différences dans les circonstances de la vente.
- 353.57 Différences dans les caractéristiques physiques.
- 353.58 Niveau commercial.
- 353.59 Non-prise en considération des ajustements minimes; utilisation de techniques de calcul des moyennes ou d'échantillonnage.
- 353.60 Conversion des monnaies.

Sous-partie E - Dates d'entrée en vigueur

- 353.71 Dates d'entrée en vigueur des modifications apportées à la Loi Douanière de 1930 par la Loi générale de 1988 sur le commerce extérieur et la compétitivité.

ANNEXE I - DELAIS CONCERNANT LES COMMUNICATIONS PREVUES DANS LA PRESENTE PARTIE

FONDEMENT JURIDIQUE: 5 U.S.C. 301, et Sous-Titre IV, Parties II, III et IV de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée par le Titre I de la Loi de 1979 sur les accords commerciaux, Pub. L. 96-39, 93 Stat. 150, et article 221 et Titre VI de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier, Pub. L. 98-573, 98 Stat. 294, et Titre I, Sous-Titre C, Partie II de la Loi générale de 1988 sur le commerce et la compétitivité, Pub. L. n° 100-418, 102 Stat. 1107 (1988).

SOURCE: 54 FR 12769, 28 mars 1989; 54 FR 13294, 31 mars 1989, sauf indication contraire.

**Sous-partie A - Champ d'application et définitions**

353.1. Champ d'application.

La présente partie énonce les modalités et les règles applicables aux procédures engagées en vertu du Titre VII de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée (19 U.S.C. 1673-1677 h) (ci-après dénommée "la Loi") concernant l'imposition de droits antidumping. Elle englobe les modifications réglementaires opérées conformément au Titre VI de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier (Pub. L. n° 98-573; 30 octobre 1984) et Titre XVIII, Sous-Titre B, chapitre 3 de la Loi de 1986 portant réforme fiscale (Pub. L. n° 99-514; 22 octobre 1986).

353.2. Définitions.

- a) *Loi.* La "Loi" s'entend de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.
- b) *Commission.* La *Commission* s'entend de la Commission du commerce international des Etats-Unis.
- c) *Pays.* Le terme *Pays* désigne un pays étranger ou une subdivision politique, un territoire dépendant ou une possession d'un pays étranger.
- d) *Service des douanes.* L'expression *Service des douanes* désigne le Service des douanes du Département des finances des Etats-Unis.

- e) *Département.* Le terme *Département* désigne le Département du commerce des Etats-Unis.
- f) *Marge de dumping et marge moyenne pondérée de dumping.*
  - 1) La *marge de dumping* s'entend du montant dont la valeur d'une marchandise sur le marché étranger dépasse son prix aux Etats-Unis.
  - 2) La *marge moyenne pondérée de dumping* est obtenue en divisant les marges de dumping agrégées par les prix aux Etats-Unis agrégés.
- g) *Données de fait.* On entend par *données de fait*:
  - 1) Les réponses aux questionnaires initiaux et supplémentaires;
  - 2) Les données ou exposés des faits présentés à l'appui des allégations;
  - 3) Les autres données ou exposés des faits; et
  - 4) Les pièces justificatives.
- h) *Pays du marché d'origine.* Le *pays du marché d'origine* est le pays dans lequel la marchandise est produite.
- i) *Importateur.* *Importateur* s'entend de la personne par qui, ou pour le compte de laquelle la marchandise est importée.
- j) *Branche de production.* L'expression *branche de production* s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires, exception faite des producteurs des Etats-Unis exclus par le Secrétaire en vertu de l'article 771 4) B) de la Loi parce qu'ils sont également importateurs (ou parce qu'ils sont liés à des importateurs, des producteurs ou des exportateurs) de la marchandise. En vertu de l'article 771 4) C) de la Loi, une *branche de production* peut désigner des producteurs nationaux, selon la définition donnée dans le présent paragraphe, sur un marché particulier aux Etats-Unis si ces producteurs vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production du produit similaire en question sur ce marché et si la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs du produit en question situés dans d'autres parties du territoire des Etats-Unis.
- k) *Partie intéressée.* L'expression *partie intéressée* désigne:
  - 1) Un producteur, un exportateur ou un importateur aux Etats-Unis d'une marchandise, ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres importent cette marchandise;
  - 2) Le gouvernement du pays du marché d'origine de la marchandise;
  - 3) Un producteur du produit similaire aux Etats-Unis ou un vendeur (autre qu'un détaillant) aux Etats-Unis du produit similaire produit aux Etats-Unis;
  - 4) Un syndicat ou groupe de travailleurs homologué ou reconnu, représentatif de la branche de production ou des vendeurs (autres que des détaillants) aux Etats-Unis du produit similaire produit aux Etats-Unis;

- 5) Un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres sont des producteurs aux Etats-Unis du produit similaire ou des vendeurs (autres que des détaillants) aux Etats-Unis du produit similaire produit aux Etats-Unis; ou
- 6) Un groupement dont la majorité des membres sont des parties intéressées, selon la définition donnée au paragraphe k) 3), k) 4) ou k) 5) du présent article.
- l) *Enquête.* Une *enquête* commence à la date de la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête et se termine à la date de la publication du premier en date des documents suivants: 1) avis de clôture de l'enquête, 2) avis d'annulation de l'enquête, 3) avis de détermination négative ayant pour effet de clore la procédure ou 4) ordonnance.
- m) *La marchandise.* La *marchandise* s'entend de la catégorie ou du type de marchandise importée ou vendue, ou probablement vendue, pour être importée aux Etats-Unis, et qui fait l'objet de la procédure.
- n) *Ordonnance.* Le terme *ordonnance* désigne une ordonnance rendue par le Secrétaire en vertu de l'article 353.21 ou une constatation dans le cadre de la Loi antidumping de 1921.
- o) *Partie à la procédure.* L'expression *partie à la procédure* désigne toute partie intéressée au sens du paragraphe k) du présent article, qui participe activement, en présentant par écrit des données de fait ou des arguments, à une décision particulière prise par le Secrétaire sous réserve d'une révision judiciaire. Le fait d'avoir participé à une décision antérieure susceptible d'être réexaminée ne conférera pas à une partie intéressée la qualité de partie à la procédure à l'occasion d'une décision ultérieure du Secrétaire susceptible de faire l'objet d'une révision judiciaire.
- p) *Personne.* Le terme *personne* englobe toute partie intéressée ainsi que d'autres particuliers, entreprises ou entités, selon le cas.
- q) *Procédure.* Une *procédure* commence à la date du dépôt d'une requête ou de la publication d'un avis d'ouverture d'enquête au titre de l'article 353.11 et se termine à la date de la publication du premier en date des documents suivants: 1) rejet de la requête; 2) annulation de l'enquête; 3) clôture de l'enquête; 4) détermination négative ayant pour effet de clore la procédure; 5) abrogation d'une ordonnance ou 6) clôture d'une enquête suspendue.
- r) *Producteur; production.* Le terme *producteur* désigne un fabricant ou un producteur. La *production* s'entend de la fabrication ou de la production.
- s) *Revendeur.* Le terme *revendeur* désigne toute personne (autre que le producteur) dont les ventes sont utilisées par le Secrétaire pour calculer la valeur sur le marché étranger ou le prix aux Etats-Unis, y compris le revendeur ou l'exportateur étranger.
- t) *Vente; vente probable.* Le terme *vente* englobe un contrat de vente et un crédit-bail équivalent à une vente. L'expression *vente probable* s'entend d'une offre irrévocable de vente faite par une personne.
- u) *Secrétaire.* Le terme *Secrétaire* désigne le Secrétaire au commerce ou son délégué. Le Secrétaire a délégué au Sous-Secrétaire à l'Administration des importations le pouvoir d'établir des déterminations finales en vertu des articles 353.18 i) et 353.20 et d'arrêter les résultats finals des réexamens en vertu de l'article 353.22 c). D'autres pouvoirs ont été délégués aux Sous-Secrétaires adjoints à l'Administration des importations, aux enquêtes et au respect des décisions en ce qui concerne les droits antidumping.

353.3. Dossier de la procédure.

a) *Dossier officiel.* Le Secrétaire tient le dossier officiel de chaque procédure qui est conservé aux archives centrales de l'Administration des importations, au lieu indiqué à l'article 353.31 d). Le Secrétaire verse au dossier les données de fait, les arguments écrits ou tous autres documents qu'il a établis ou qui lui sont présentés ou qui ont été recueillis par lui au cours de la procédure et qui se rapportent à cette procédure. Le dossier comporte les mémorandums de l'Administration relatifs à la procédure, les mémorandums relatifs aux réunions *ex parte*, les déterminations, les avis publiés au Federal Register et les compte rendus des auditions. Les données de fait, les arguments écrits, ou autres renseignements qui n'ont pas été déposés en temps voulu ou que le Secrétaire renvoie à l'expéditeur en vertu des articles 353.31 b) 2), 353.32 d), 353.32 g) ou 353.34 c) ne sont pas versés au dossier. Le dossier contient des renseignements qui sont publics, aussi bien que de nature exclusive, protégés et classés. Aux fins de l'article 516A b) 2) de la Loi, le dossier est le dossier officiel de chaque partie de la procédure pouvant faire l'objet d'une révision judiciaire.

b) *Dossier public.* Le Secrétaire tient un dossier public de chaque procédure qui est entreposé dans les archives centrales. Le dossier comprend toutes les pièces décrites au paragraphe a) du présent article dont le Secrétaire décide qu'elles constituent des renseignements publics au sens de l'article 353.4 a), les mémorandums de l'Administration ou les parties de ces mémorandums dont le Secrétaire décide qu'ils peuvent être divulgués au grand public, à quoi s'ajoutent les versions publiques de toutes les déterminations, de tous les avis et compte rendus. Le dossier public est mis à la disposition du public qui peut le consulter et le copier aux archives centrales (voir article 353.31 d)). Le Secrétaire perçoit une redevance appropriée pour fournir des copies des documents.

c) *Protection des dossiers.* Sauf instruction du Secrétaire ou disposition de la Loi, aucun dossier ou aucune partie d'un dossier ne peut sortir du Département.

353.4. Renseignements publics, de nature exclusive, protégés et classés.

a) *Renseignements publics.* Le Secrétaire estime normalement que les renseignements suivants sont des renseignements publics:

- 1) Données de fait entrant dans la catégorie des renseignements ayant été publiés ou communiqués d'une autre manière au public par la personne qui les a présentés;
- 2) Données de fait qui ne sont pas désignées par la personne qui les communique comme étant des renseignements de nature exclusive;
- 3) Données de fait qui bien que désignées comme étant des renseignements de nature exclusive par la personne qui les a communiquées, se présentent sous une forme qui ne peut être associée aux activités d'une personne ou qui ne peuvent être utilisées d'une autre manière pour découvrir ces activités;
- 4) Lois, règlements, décrets, ordonnances et autres documents officiels d'un pays, accessibles au public, y compris les traductions en anglais; et
- 5) Arguments écrits concernant la procédure qui ne sont pas désignés comme étant des renseignements de nature exclusive.

b) *Renseignements de nature exclusive.* Le Secrétaire considère normalement que les données de fait suivantes sont des renseignements de nature exclusive si elles sont ainsi désignées par la personne qui les a communiquées:



- 1) Les secrets commerciaux concernant la nature d'un produit ou le processus de production;
  - 2) Les coûts de production (mais non la nature des composants entrant dans la production à moins qu'un composant particulier ne soit un secret commercial);
  - 3) Les coûts de distribution (mais non les circuits de distribution);
  - 4) Les conditions de vente (mais non les conditions de vente offertes au public);
  - 5) Les prix pratiqués dans le cadre de ventes individuelles, de ventes probables ou d'autres offres (mais non i) les éléments entrant dans la composition des prix, tels que le transport, s'ils reposent sur des barèmes publiés, ii) les dates de vente, iii) la désignation des produits autrement que de la façon décrite au paragraphe b) 1), ou iv) les numéros des commandes);
  - 6) Les noms des clients, distributeurs ou fournisseurs particuliers (mais non la destination des marchandises vendues ou la désignation du type de client, de distributeur ou de fournisseur, à moins que la destination ou la désignation ne puissent révéler le nom);
  - 7) Le montant exact de la marge de dumping sur des ventes individuelles;
  - 8) Les noms des particuliers auprès desquels des renseignements de nature exclusive ont été obtenus; et
  - 9) Tous autres renseignements commerciaux spécifiques dont la divulgation au public compromettrait de façon substantielle la position concurrentielle de la personne qui les a communiqués.
- c) *Renseignements protégés.* Le Secrétaire considère que des renseignements sont protégés si en se fondant sur les principes de la Loi concernant les renseignements protégés il décide qu'ils ne doivent pas être divulgués au public ou aux parties à la procédure.
- d) *Renseignements classés.* On entend par renseignements classés des renseignements qui sont classés en vertu du Décret n° 12356 du 2 avril 1982 (43 FR 28949) ou d'un décret ultérieur, selon le cas.

353.5. Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier - date d'entrée en vigueur.

Conformément à l'article 626 de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier (Pub. L. n° 98-573) (dénommée "Loi de 1984" aux fins de la présente sous-partie), les modifications apportées à la Loi en vertu du Titre VI de la Loi de 1984 entrent en vigueur comme suit:

- a) Sauf dispositions des paragraphes b) c) et d) du présent article, toutes les modifications apportées en vertu du Titre VI de la Loi de 1984 qui affectent les dispositions législatives administrées par le Secrétaire prennent effet le 30 octobre 1984.
- b) Les modifications apportées en vertu des articles 602, 609, 611, 612 et 620 de la Loi de 1984 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire prennent effet immédiatement pour ce qui concerne toutes les enquêtes et tous les réexamens administratifs commencés à la date du 30 octobre 1984 ou après.

c) Les modifications apportées par l'article 623 de la Loi de 1984, concernant la révision judiciaire, s'appliquent aux actions civiles qui sont en instance au 30 octobre 1984 ou qui ont été introduites à cette date ou par la suite.

d) Nonobstant les dispositions des paragraphes a) et b) du présent article, le Secrétaire peut mettre en application les modifications apportées par la Loi de 1984 à une date postérieure au 30 octobre 1984 s'il constate que leur mise en oeuvre conformément au paragraphe a) ou b) du présent article empêcherait le Département de se conformer à d'autres prescriptions de la Loi.

#### 353.6. Marges moyennes pondérées *de minimis* de dumping.

a) *Non-prise en considération des marges moyennes pondérées de minimis de dumping.* Sauf disposition contraire du paragraphe b), le Secrétaire ne prend pas en considération les marges moyennes pondérées de dumping qui sont inférieures à 0,5 pour cent ad valorem, ou à un taux spécifique équivalent.

b) *Evaluation des marges de minimis.* Le Secrétaire ne tiendra pas compte des marges de dumping *de minimis* aux fins de l'imposition d'un droit antidumping.

### **Sous-partie B - Procédures en matière de droits antidumping**

#### 353.11. Enquêtes d'office.

a) *Règle générale.*

1) Si le Secrétaire détermine à partir des renseignements dont il dispose, notamment des renseignements obtenus durant une période de surveillance exercée conformément au paragraphe c) du présent article, qu'une enquête se justifie en ce qui concerne une marchandise, il ouvrira une enquête et publiera au Federal Register un avis d'"ouverture d'enquête en matière de droits antidumping".

2) Cet avis comprendra:

- i) Une description de la marchandise, après consultation le cas échéant de la Commission;
- ii) Le nom du pays du marché d'origine et, si la marchandise est importée d'un pays autre que le pays du marché d'origine, le nom du pays intermédiaire (article 353.47) ou du pays à travers lequel la marchandise transite (article 353.46 c)); et
- iii) Un résumé des renseignements disponibles qui, s'ils se révélaient exacts, appelleraient l'imposition de droits antidumping.

b) *Renseignements fournis à la Commission.* Le Secrétaire notifiera à la Commission au moment de l'ouverture de l'enquête et mettra à sa disposition et à la disposition de ses employés participant directement à la procédure tous les renseignements sur lesquels il s'est fondé pour ouvrir l'enquête et que la Commission pourrait juger utiles pour établir ses déterminations en matière de dommage.

c) *Surveillance en cas de dumping persistant.*

1) Le Secrétaire peut surveiller, pendant une période n'excédant pas une année, les importations provenant d'un pays fournisseur additionnel du même type ou de la même catégorie de marchandises que celle qui fait l'objet de deux ou de plusieurs ordonnances dans le cadre de la présente partie s'il

parvient à la conclusion à partir des renseignements dont il dispose, notamment des renseignements contenus dans une demande de surveillance formulée au titre du présent paragraphe, que:

- i) Il y a des raisons de penser ou de soupçonner qu'il existe une configuration exceptionnelle de dumping dommageable persistant en ce qui concerne les expéditions provenant d'un ou de plusieurs pays fournisseurs additionnels; et
  - ii) Cette configuration exceptionnelle de dumping cause un grave problème commercial à la branche de production.
- 2) Aux fins du présent article, l'expression "pays fournisseur additionnel" s'entend d'un pays à l'égard duquel aucune ordonnance n'est en vigueur et aucune enquête n'est en cours dans le cadre de la présente partie en ce qui concerne la catégorie ou le type de marchandise visé au paragraphe c) 1) du présent article.
- 3) Dans toute la mesure du possible, le Secrétaire diligentera toute enquête qui sera ouverte en vertu du paragraphe a) du présent article par suite d'une surveillance exercée en vertu du paragraphe c) 1) du présent article.

353.12. Prescriptions applicables en ce qui concerne les requêtes.

- a) *Règle générale.* Toute partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe k) 3), k) 4), k) 5) ou k) 6) de l'article 353.2, peut déposer, au nom d'une branche de production, une requête en vertu du présent article visant à ce que soient imposés des droits antidumping d'un montant égal au montant allégué de la marge de dumping, si cette personne a des raisons de croire:
- 1) Que la marchandise est vendue ou est probablement vendue à un prix inférieur à sa juste valeur; et
  - 2) Qu'il existe pour cette branche de production un dommage important, une menace de dommage important ou un retard important dans sa création.

Les données de fait figurant dans la requête doivent être certifiées, comme indiqué à l'article 353.31 i).

- b) *Contenu de la requête.* La requête doit contenir les renseignements suivants, dans la mesure où ils sont raisonnablement accessibles au requérant:
- 1) Le nom et l'adresse du requérant et de toute personne que le requérant représente;
  - 2) Le nom de la branche de production au nom de laquelle le requérant a déposé la requête, y compris les noms et adresses des autres personnes de cette branche de production (si elles sont nombreuses, des renseignements doivent être fournis au moins pour les personnes qui, sur la base des renseignements publiquement disponibles, ont représenté individuellement 2 pour cent ou plus de la branche de production, en ce qui concerne le niveau des ventes ou de la production, au cours des 12 derniers mois);
  - 3) Une déclaration indiquant si le requérant a demandé une protection contre les importations en vertu des articles 337 ou 702 de la Loi (19 U.S.C. 1337, 1671a), des articles 201 ou 301 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur (19 U.S.C. 2251 ou 2411), ou de l'article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce (19 U.S.C. 1862) en ce qui concerne la marchandise;

- 4) Une description détaillée de la marchandise, de façon à définir le champ d'application de l'enquête, y compris ses caractéristiques techniques et ses utilisations ainsi que sa position dans l'actuel tarif douanier des Etats-Unis;
- 5) Le nom du pays du marché d'origine et, si la marchandise est importée d'un pays autre que le pays du marché d'origine, le nom du pays intermédiaire (article 353.47) ou le pays à travers lequel la marchandise transite (article 353.46 c));
- 6) Les noms et adresses de chaque personne qui, selon le requérant, vend la marchandise à un prix inférieur à sa juste valeur et la proportion des exportations totales vers les Etats-Unis qui est imputable à chaque personne pour les 12 derniers mois (si elles sont nombreuses, des renseignements doivent être fournis au moins pour les personnes qui, sur la base des renseignements publiquement disponibles, ont représenté individuellement 2 pour cent ou plus des exportations);
- 7) Toutes les données de fait (en particulier les pièces justificatives) concernant le calcul du prix de la marchandise aux Etats-Unis et la valeur sur le marché étranger de cette marchandise ou d'une marchandise similaire, conformément à la sous-partie D de la présente partie (s'il n'est pas possible de fournir des renseignements sur les ventes ou les coûts à l'étranger, des renseignements doivent être fournis sur les coûts de production aux Etats-Unis, ajustés de façon à correspondre aux coûts de production dans le pays du marché d'origine de la marchandise);
- 8) Si la marchandise provient d'un pays dont il a été établi par le Secrétaire qu'il s'agit d'un pays à économie dirigée, des données de fait concernant le calcul de la valeur sur le marché étranger, conformément aux dispositions de la sous-partie D de la présente partie et en application d'une méthode décrite à l'article 353.52;
- 9) Le volume et la valeur des importations de la marchandise au cours de la période de deux ans la plus récente et de toute autre période récente que le requérant juge plus représentative ou, si la marchandise n'a pas été importée durant la période de deux ans, des renseignements sur la probabilité de sa vente aux fins d'importation;
- 10) Le nom et l'adresse de chaque personne qui selon le requérant importe la marchandise ou, en l'absence d'importations, est susceptible d'importer cette marchandise;
- 11) Des données de fait concernant le dommage important, la menace de dommage important ou le retard important, selon les dispositions visées dans 19 CFR 207.11 et 207.26;
- 12) Si le requérant allègue l'existence de "circonstances critiques" en vertu de l'article 353.16, des données de fait concernant:
  - i) L'existence d'un dommage important difficilement réparable;
  - ii) Des importations massives effectuées dans un temps relativement court; et
  - iii) Soit: A) des affaires de dumping antérieures ou B) le fait que l'importateur savait que le producteur ou le revendeur vendait la marchandise à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger, comme indiqué à l'article 353.16 a); et

13) Toutes autres données de fait sur lesquelles le requérant se fonde.

c) *Dépôt simultané de la requête auprès de la Commission.* Le requérant doit déposer auprès de la Commission une copie de sa requête le jour de la remise de celle-ci au Secrétaire et doit, au moment de cette remise, présenter une attestation dans ce sens au Secrétaire.

d) *Renseignements de nature exclusive.* Le Secrétaire ne prendra en considération les données de fait pour lesquelles le requérant a demandé le traitement confidentiel que si le requérant satisfait aux prescriptions de l'article 353.32.

e) *Modification des requêtes.* Le Secrétaire permettra que des modifications soient apportées en temps utile à la requête. Le requérant doit remettre la modification le même jour à la Commission et au Secrétaire et doit, au moment de cette remise, présenter une attestation dans ce sens au Secrétaire. L'opportunité dans le temps de nouvelles allégations est vérifiée au regard des dispositions de l'article 353.31.

f) *Où et quand déposer la requête; mode de présentation et nombre d'exemplaires.* Les prescriptions de l'article 353.31 d), e) et f) s'appliquent au présent article.

g) *Notification au représentant du pays du marché d'origine.* Au reçu d'une requête, le Secrétaire remettra une version publique de la requête, conformément aux dispositions de l'article 353.31 e) 2), à un représentant à Washington DC du gouvernement du pays du marché d'origine.

h) *Aide aux petites entreprises; renseignements additionnels.*

1) Le Secrétaire fournira une assistance technique aux petites entreprises répondant aux conditions requises, selon la définition figurant à l'article 339 de la Loi, pour leur permettre d'établir et de déposer des requêtes. Le Secrétaire peut refuser d'accorder une telle assistance s'il parvient à la conclusion que la requête, si elle était déposée, ne pourrait satisfaire aux prescriptions de l'article 353.13.

2) Des renseignements additionnels concernant les requêtes peuvent être obtenus en s'adressant à l'adresse suivante: Deputy Assistant Secretary for Investigations, Import Administration, International Trade Administration, Room B099, U.S. Department of Commerce, Pennsylvania Avenue and 14th Street, NW., Washington DC 20230; (202) 377-5497.

i) *Limitation des communications avant l'ouverture de l'enquête.* Tant qu'il n'aura pas pris la décision d'ouvrir une enquête, le Secrétaire n'acceptera pas de communication orale ou écrite de la part d'une partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe k) 1) ou k) 2) de l'article 353.2, concernant une requête, exception faite des demandes de renseignements concernant l'état de la procédure.

(Les prescriptions concernant la collecte de renseignements énoncées au paragraphe b) du présent article ont été approuvées par le Bureau de la gestion et du budget sous le numéro de contrôle 0625-0105.)

353.13. Détermination de la suffisance des requêtes.

a) *Détermination de la suffisance.* Au plus tard 20 jours après le dépôt d'une requête en vertu de l'article 353.12, le Secrétaire déterminera si la requête présente dûment les raisons pour lesquelles des droits antidumping peuvent être imposés en vertu de l'article 731 de la Loi, si elle contient les renseignements auxquels le requérant peut raisonnablement avoir accès pour appuyer ses allégations

et si elle est déposée par une partie intéressée selon la définition donnée au paragraphe k 3), k 4), k 5) ou k 6) de l'article 353.2.

b) *Avis d'ouverture d'enquête.* Si le Secrétaire détermine que la requête est suffisante au sens du paragraphe a), il ouvrira une enquête et publiera au Federal Register un avis d' "ouverture d'enquête en matière de droits antidumping". L'avis contiendra les renseignements indiqués à l'article 353.11 a) 2). Le Secrétaire adressera une notification à la Commission au moment de l'ouverture de l'enquête et mettra à sa disposition et à la disposition de ses employés participant directement à la procédure, tous les renseignements sur lesquels il s'est fondé pour ouvrir l'enquête et que la Commission pourrait juger utiles pour établir ses déterminations en matière de dommage.

c) *Insuffisance d'une requête.* Si le Secrétaire détermine qu'une requête n'est pas suffisante au sens du paragraphe a) du présent article, il la rejettera en totalité ou en partie et, le cas échéant, mettra fin à la procédure. Il notifiera par écrit au requérant les raisons du rejet, notifiera ce rejet à la Commission et publiera au Federal Register un avis de "rejet d'une requête en matière de droits antidumping", résumant les raisons du rejet.

#### 353.14. Demande d'exemption des dispositions d'une ordonnance instituant un droit antidumping.

a) Tout producteur ou revendeur qui désire être exempté des dispositions d'une ordonnance instituant un droit antidumping doit présenter par écrit au Secrétaire, dans les 30 jours qui suivent la date de publication de l'avis d'ouverture d'enquête en vertu de l'article 353.11 ou 353.13, une demande irrévocable d'exemption.

b) La personne doit joindre à sa demande:

1) Une attestation selon laquelle:

- i) Il n'existe pas de marge de dumping sur la marchandise vendue ou probablement vendue, selon la définition donnée à l'article 353.2 t), par la personne durant la période minimale indiquée à l'article 353.42 b) 1); et
- ii) Elle ne vendra pas à l'avenir cette marchandise à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger; et

2) Si la personne n'est pas le producteur de la marchandise, les fournisseurs et producteurs de celle-ci doivent fournir l'attestation prévue au paragraphe b) 1) du présent article.

c) Le Secrétaire examinera les demandes d'exemption dans toute la mesure du possible dans le cadre de chaque enquête.

#### 353.15. Détermination préliminaire.

a) *Règle générale.*

1) Dans les 160 jours qui suivent le dépôt d'une requête ou la date de publication d'un avis d'ouverture d'enquête en vertu de l'article 353.11, le Secrétaire établira une détermination, sur la base des renseignements dont il disposera à ce moment-là, sur le point de savoir s'il existe ou non des raisons plausibles de penser ou de soupçonner que la marchandise est vendue à un prix inférieur à sa juste valeur. Le Secrétaire n'établira cette détermination que si la Commission a établi une détermination préliminaire positive.

- 2) La détermination du Secrétaire comprendra:
  - i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles repose la détermination;
  - ii) La marge moyenne pondérée estimée du dumping, s'il y a lieu, pour chaque personne faisant l'objet de l'enquête et un taux approprié pour les personnes non visées par l'enquête; et
  - iii) Une constatation préliminaire de l'existence de circonstances critiques, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 353.16 b) 2) i).
- 3) Si elle est positive, la détermination du Secrétaire devra aussi:
  - i) Ordonner la suspension de la liquidation en douane des marchandises entrées ou retirées d'entrepôt pour mise à la consommation à la date ou après la date de la publication de l'avis de la détermination préliminaire du Secrétaire; et
  - ii) Imposer des mesures provisoires en donnant instruction au Service des douanes d'exiger, pour chaque lot de marchandises faisant l'objet d'une mesure de suspension en vertu du présent paragraphe, un dépôt en espèces ou une caution d'un montant égal à la marge moyenne pondérée estimée de dumping;
- 4) Le Secrétaire publiera au Federal Register un avis de "détermination préliminaire positive (négative) en matière de droits antidumping", comportant la marge moyenne pondérée estimée de dumping, le cas échéant, et une invitation à présenter des arguments conformément aux dispositions de l'article 353.38.
- 5) Le Secrétaire adressera une notification à toutes les parties à la procédure et à la Commission.
  - b) *Ajournement d'une enquête dans les cas d'une complexité exceptionnelle.* Si le Secrétaire décide que l'enquête est exceptionnellement complexe, il peut ajourner la détermination préliminaire qui devra être établie au plus tard 210 jours après le début de la procédure. Le Secrétaire fondera sa décision sur les constatations expresses ci-après:
    - 1) Les parties défenderesses à la procédure collaborent à l'enquête;
    - 2) L'affaire est d'une complexité exceptionnelle en raison i) du grand nombre et de la complexité des transactions ou des ajustements visés par la sous-partie D) de la présente partie, ii) de la nouveauté des questions soulevées, ou iii) du grand nombre de producteurs et de revendeurs; et
    - 3) Un délai supplémentaire est nécessaire pour établir la détermination préliminaire.
  - c) *Ajournement à la demande du requérant.* Si le requérant, au plus tard 25 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire du Secrétaire, demande un ajournement en indiquant les raisons de cette demande, le Secrétaire ajournera la détermination préliminaire qui devra être établie au plus tard 210 jours après la date du dépôt de la requête à moins qu'il n'ait des raisons impérieuses de repousser la requête.
  - d) *Avis d'ajournement.* Si le Secrétaire décide d'ajourner la détermination préliminaire en vertu du paragraphe b) ou c) du présent article, il en informera toutes les parties à la procédure au plus tard 20 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire et publiera au Federal Register un

avis d' "ajournement d' une détermination préliminaire en matière de droits antidumping" en indiquant les raisons de cet ajournement.

e) *Détermination préliminaire accélérée.* Au plus tard 75 jours après l'ouverture d'une enquête en vertu de l'article 353.13, le Secrétaire examinera le dossier des 60 premiers jours de l'enquête. Si les renseignements disponibles sont suffisants pour qu'il établisse une détermination préliminaire, le Secrétaire divulguera au requérant et à toute partie à la procédure qui aura fait une demande dans ce sens tous les renseignements publics et de nature exclusive disponibles (sous réserve des prescriptions de l'article 353.34). Si dans les trois jours ouvrables suivant cette divulgation, chaque partie à qui cette divulgation aura été faite fournit par écrit une déclaration de renonciation irrévocable à la vérification des renseignements et donne son assentiment à une détermination préliminaire reposant sur les renseignements existant dans le dossier au soixantième jour de l'enquête, le Secrétaire établira une détermination préliminaire accélérée dans un délai de 90 jours suivant l'ouverture de l'enquête.

f) *Accès de la Commission aux renseignements.* Le Secrétaire communiquera à la Commission et à ses employés participant directement à la procédure tous les renseignements sur lesquels il a fondé la détermination et que la Commission pourrait juger utiles pour établir sa détermination en matière de dommage.

g) *Divulgation.* Dans les moindres délais après l'établissement de la détermination préliminaire, le Secrétaire fournira aux parties à la procédure qui en feront la demande des explications plus détaillées concernant la méthode de calcul utilisée pour établir la détermination.

#### 353.16. Constatation de l'existence de circonstances critiques.

a) *Règle générale.* Si un requérant présente par écrit au Secrétaire une allégation concernant l'existence de circonstances critiques, en apportant à l'appui de cette allégation les données de fait dont il peut raisonnablement disposer, au plus tard 21 jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire, ou de sa propre initiative dans le cadre d'une enquête au titre de l'article 353.11, le Secrétaire établira une constatation sur le point de savoir si:

- 1)
  - i) Un dumping a été constaté dans le passé, aux Etats-Unis ou ailleurs, pour une marchandise de la même catégorie ou du même type que celle visée par l'enquête; ou
  - ii) L'importateur savait ou aurait dû savoir que le producteur ou le revendeur vendait la marchandise à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger et
- 2) Des importations massives de la marchandise ont été effectuées dans un temps relativement court.

b) *Constatation préliminaire.*

1) Si le requérant allègue l'existence de circonstances critiques au plus tard 30 jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire en vertu de l'article 353.20, le Secrétaire, se fondant sur les renseignements dont il dispose, établira une constatation préliminaire sur le point de savoir s'il y a des raisons plausibles de penser ou de soupçonner qu'il existe des circonstances critiques au sens du paragraphe a) du présent article.



- 2) Le Secrétaire arrêtera la constatation préliminaire:
- i) Au plus tard au moment de la détermination préliminaire établie par lui en vertu de l'article 353.15 si l'allégation est présentée au plus tard 20 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire; ou
  - ii) Au plus tard 30 jours après que le requérant aura formulé l'allégation, si celle-ci est présentée plus tard que 20 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire du Secrétaire.

Le Secrétaire notifiera la constatation préliminaire à la Commission et publiera un avis au Federal Register.

c) *Suspension de la liquidation.* Si le Secrétaire établit une constatation préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques, soit avant soit au moment d'une détermination préliminaire positive au titre de l'article 353.15, toute suspension de la liquidation ordonnée en vertu de l'article 353.15 s'appliquera à tous les lots de la marchandise visés par la constatation qui sont entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation dans les 90 jours qui précèdent la date de l'ordre de suspension. Si le Secrétaire établit une constatation préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques après avoir arrêté une détermination préliminaire positive en vertu de l'article 353.15, il modifiera l'ordonnance suspendant la liquidation de façon qu'elle s'applique à tous les lots de la marchandise visés par la constatation qui sont entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation dans les 90 jours qui précèdent la date à laquelle la suspension de la liquidation a été ordonnée pour la première fois.

d) *Constatation finale.* Pour toute allégation présentée au plus tard 21 jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire en vertu de l'article 353.20, le Secrétaire établira une constatation finale de l'existence de circonstances critiques. Si la constatation finale est positive et si le Secrétaire n'a pas établi une constatation préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques, il ordonnera la suspension de la liquidation en douane pour tous les lots de marchandises entrés ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation dans les 90 jours qui précèdent la date à laquelle le Secrétaire a ordonné la suspension de la liquidation dans le cadre d'une détermination préliminaire ou d'une détermination finale positive. Si la constatation finale est négative et si le Secrétaire a établi une constatation préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques, il mettra fin à la suspension rétroactive de la liquidation ordonnée en vertu du paragraphe c) du présent article et donnera instruction au Service des douanes de libérer le dépôt en espèces ou la caution.

e) *Constatactions dans les enquêtes ouvertes d'office.* Dans les enquêtes ouvertes en vertu de l'article 353.11, le Secrétaire établira une constatation préliminaire et finale de l'existence de circonstances critiques sans tenir compte des délais prévus aux paragraphes b) et d) du présent article.

f) *Importations massives.*

1) Pour déterminer aux fins du paragraphe a) du présent article si les importations de la marchandise ont été massives, le Secrétaire examinera normalement:

- i) Le volume et la valeur des importations;
- ii) Les tendances saisonnières; et
- iii) La part des importations dans la consommation intérieure.

2) En règle générale, à moins que les importations effectuées durant la période visée au paragraphe g) du présent article n'aient augmenté d'au moins 15 pour cent par rapport aux importations effectuées durant une période immédiatement antérieure d'une durée comparable, le Secrétaire ne considérera pas que les importations sont massives.

g) *Temps relativement court.* Aux fins du paragraphe a) du présent article, le Secrétaire considérera normalement la période débutant à la date de l'engagement de la procédure et se terminant au moins trois mois plus tard. Toutefois, si le Secrétaire constate que des importateurs, ou des producteurs ou revendeurs exportateurs ont eu des raisons de penser, à un moment quelconque avant le début de la procédure, qu'une procédure allait probablement être engagée, il peut prendre en considération une période d'au moins trois mois partant de ce moment-là.

#### 353.17. Clôture de l'enquête.

a) *Sur retrait de la requête.*

1) Sauf disposition du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire peut clore une enquête par suite du retrait de la requête par le requérant, ou de sa propre initiative dans le cadre d'une enquête ouverte en vertu de l'article 353.11, après avoir avisé toutes les parties à la procédure et après consultation de la Commission. Le Secrétaire ne peut clore une enquête que s'il est parvenu à la conclusion que cette clôture est conforme à l'intérêt public.

2) Si le Secrétaire clôt une enquête, il publiera au Federal Register un avis de "clôture d'enquête en matière de droit antidumping" en y joignant, le cas échéant, copie de toute correspondance avec le requérant concernant les raisons du retrait de la requête et de la clôture de l'enquête.

b) *Retrait de la requête en raison de l'acceptation d'accords sur des restrictions quantitatives.*

1) Le Secrétaire ne peut pas clore une enquête en vertu du paragraphe a) du présent article en acceptant une convention ou un autre type d'accord avec le gouvernement du pays du marché d'origine en vue de restreindre le volume de la marchandise à moins que, compte tenu des facteurs énumérés à l'article 734 a) 2) B) de la Loi, il n'ait acquis la conviction que la clôture est conforme à l'intérêt public.

2) Pour décider aux fins du paragraphe b) 1) du présent article si la clôture est conforme à l'intérêt public, le Secrétaire, dans la mesure du possible, consultera les représentants des branches de production consommatrices des Etats-Unis qui pourraient être affectées ainsi que les personnes qui pourraient être affectées dans ces branches de production, y compris les personnes qui ne sont pas parties à la procédure.

c) *Détermination négative.* Une enquête est close, à l'exclusion de toute autre observation ou action, dès la publication au Federal Register de la détermination finale négative du Secrétaire ou de la détermination préliminaire ou finale négative de la Commission.

d) *Fin de la suspension de la liquidation.* Si le Secrétaire avait auparavant ordonné la suspension de la liquidation, il ordonnera qu'il soit mis fin à la suspension à la date de la publication de l'avis de clôture en vertu du paragraphe a) du présent article ou à la date de la publication d'une détermination négative visée au paragraphe c) du présent article et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

353.18. Suspension de l'enquête.

a) *Accord visant à supprimer complètement les ventes effectuées à un prix inférieur à la valeur sur le marché étranger ou à mettre fin aux exportations.* Si le Secrétaire est convaincu que la suspension est conforme à l'intérêt public il peut suspendre une enquête à tout moment avant l'établissement de sa détermination finale en acceptant un accord avec les exportateurs (producteurs et revendeurs) qui fournissent la quasi-totalité de la marchandise, de façon à:

- 1) Supprimer complètement les ventes de la marchandise effectuées à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger, à compter de la date de suspension de l'enquête; ou
- 2) Mettre fin aux exportations de la marchandise au plus tard 180 jours après la date de la publication de l'avis de suspension de l'enquête.

b) *Accord visant à supprimer l'effet dommageable.*

1) Conformément aux dispositions du présent paragraphe et du paragraphe b) 2) du présent article, le Secrétaire peut suspendre une enquête à tout moment avant l'établissement de sa détermination finale dès lors que:

- i) Il est convaincu que la suspension proposée est conforme à l'intérêt public;
- ii) Il constate l'existence de circonstances exceptionnelles; et
- iii) Il estime que l'accord supprimera complètement l'effet dommageable de la marchandise.

2) Le Secrétaire peut suspendre une enquête au titre du paragraphe b) 1) du présent article en acceptant un accord avec les exportateurs (producteurs et revendeurs) qui fournissent la quasi-totalité de la marchandise, s'il estime que:

- i) L'accord évitera l'empêchement des hausses ou la sous-cotation des prix des produits similaires produits aux Etats-Unis, sous l'effet des importations de la marchandise;
- ii) L'accord offrira la garantie que, pour chaque lot de marchandises de chaque exportateur, la marge de dumping n'excédera pas 15 pour cent de la marge moyenne pondérée de dumping pour cet exportateur, énoncée dans la détermination préliminaire du Secrétaire (ou dans la détermination finale s'agissant des enquêtes poursuivies en vertu de l'article 353.18 i)).

c) *Définition de l'expression "la quasi-totalité".* Aux fins des paragraphes a) et b) 2) du présent article, les exportateurs qui fournissent "la quasi-totalité" de la marchandise s'entendent des exportateurs (producteurs et revendeurs), qui ont fourni au moins 85 pour cent en valeur et en volume de la marchandise durant la période pour laquelle le Département mesure le dumping dans le cadre de l'enquête ou toute autre période que le Secrétaire juge représentative.

d) *Définition de l'expression "circonstances exceptionnelles".* Aux fins du paragraphe b) du présent article, l'expression "circonstances exceptionnelles" s'entend de circonstances où 1) la suspension de l'enquête sera plus bénéfique pour la branche de production nationale que sa poursuite et 2) il existe un grand nombre de transactions ou d'ajustements relevant de la sous-partie D de la présente partie, les questions soulevées sont nouvelles ou encore les producteurs et revendeurs sont nombreux.

e) *Surveillance.* Le Secrétaire n'acceptera un accord que s'il peut en surveiller l'application de façon efficace. Pour surveiller l'application d'un accord en vertu du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire ne sera pas tenu de déterminer de façon continue le niveau des prix aux Etats-Unis de la marchandise visée ou de produits similaires produits aux Etats-Unis.

f) *Obligation de ne pas accroître les exportations durant la période intermédiaire.* Le Secrétaire n'acceptera un accord en vertu du paragraphe a) 2) du présent article que si cet accord garantit que la quantité de la marchandise exportée durant la période intermédiaire fixée dans ledit accord ne dépasse pas la quantité de la marchandise exportée durant une période de durée comparable jugée représentative par le Secrétaire.

g) *Procédure de suspension de l'enquête.*

1) Les exportateurs (producteurs et revendeurs) doivent:

- i) Présenter au Secrétaire un projet d'accord au plus tard 45 jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire en vertu de l'article 353.20; et
- ii) Fournir une copie d'un accord accepté à titre préliminaire par le Secrétaire aux autres parties à la procédure au plus tard le jour suivant cette acceptation préliminaire.

2) Le Secrétaire devra:

- i) Au plus tard 30 jours avant la date de la suspension de l'enquête, aviser toutes les parties à la procédure du projet de suspension et fournir au requérant une copie de l'accord accepté à titre préliminaire (l'accord doit indiquer les procédures à suivre pour en surveiller l'exécution et contenir une déclaration de compatibilité avec les prescriptions du présent article); et
- ii) Consulter le requérant concernant la suspension proposée.

3) Le Secrétaire ménagera à toutes les parties intéressées et aux organismes du gouvernement des Etats-Unis la possibilité de présenter, au plus tard dix jours avant la date prévue pour sa détermination finale, des arguments écrits et des données de fait concernant la suspension proposée.

h) *Acceptation de l'accord.*

1) Si le Secrétaire accepte un accord visant à suspendre une enquête, il publiera au Federal Register un avis de "suspension d'une enquête en matière de droits antidumping", incorporant le texte de l'accord et s'il n'a pas déjà publié un avis de détermination préliminaire positive, il y inclura cet avis. Pour accepter un accord, le Secrétaire peut se fonder sur les conclusions factuelles ou juridiques auxquelles il est parvenu au moment de la détermination préliminaire positive ou après.

2) Si le Secrétaire suspend une enquête sur la base d'un accord en vertu du paragraphe a) du présent article, il n'ordonnera pas la suspension de la liquidation en douane pour la marchandise visée. S'il a préalablement ordonné la suspension de la liquidation, il ordonnera que la suspension de la liquidation prenne fin à la date effective de l'avis de suspension de l'enquête et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

3) Si le Secrétaire suspend une enquête sur la base d'un accord en vertu du paragraphe b) du présent article, il ordonnera que la suspension de la liquidation soit maintenue ou commence, selon le cas.

La suspension de la liquidation ne prendra pas fin jusqu'à ce que la Commission ait mené à bien tout réexamen de l'accord qui aura été demandé, en vertu de l'article 734 h) de la Loi. Si la Commission ne reçoit aucune demande de réexamen dans un délai de 20 jours après la date de publication de l'avis de suspension de l'enquête, le Secrétaire ordonnera que la suspension de la liquidation prenne fin le vingt et unième jour après la date de publication et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

4) Si la Commission entreprend de réexaminer un accord en vertu de l'article 734 h) de la Loi et détermine que cet accord ne supprimera pas l'effet dommageable, le Secrétaire reprendra l'enquête à la date de la publication de la détermination de la Commission comme s'il avait établi sa détermination préliminaire positive à cette date. Si la Commission détermine que l'accord supprimera l'effet dommageable, le Secrétaire maintiendra la suspension de l'enquête, ordonnera que la suspension de la liquidation prenne fin à la date de la publication de la détermination de la Commission et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

i) *Poursuite de l'enquête.*

1) Au plus tard 20 jours après la date de publication de l'avis de suspension de l'enquête, un exportateur ou des exportateurs représentant une proportion importante des exportations de la marchandise visée ou une partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe k) 3), k) 4), k) 5) ou k) 6) de l'article 353.2 peuvent demander par écrit que le Secrétaire poursuive l'enquête. La partie en question déposera simultanément une demande auprès de la Commission pour qu'elle poursuive son enquête.

2) Dès réception de la demande, le Secrétaire et la Commission poursuivront l'enquête.

i) Si le Secrétaire et la Commission établissent des déterminations finales positives, l'accord de suspension restera en vigueur conformément aux conclusions factuelles et juridiques figurant dans la détermination finale du Secrétaire. Le présent paragraphe ne modifie pas les dispositions du paragraphe h) du présent article concernant la suspension de la liquidation.

ii) Si le Secrétaire ou la Commission établit une détermination finale négative, l'accord est nul et non avenu.

j) *Marchandises importées en dépassement de la quantité autorisée.*

1) Le Secrétaire peut donner instruction au Service des douanes de ne pas accepter les lots de la marchandise entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation, en dépassement de toute quantité autorisée par le paragraphe f) ou un accord passé en vertu du paragraphe a) du présent article.

2) Les importations effectuées en dépassement de la quantité autorisée par le paragraphe f) ou un accord passé en vertu du paragraphe a) du présent article pourront être exportées ou détruites sous la surveillance du Service des douanes.

353.19. Violation d'un accord.

a) *Détermination immédiate.* Si le Secrétaire détermine qu'un exportateur signataire a violé un accord de suspension il devra, sans lui donner le droit de formuler des observations:

1) Ordonner la suspension de la liquidation en douane pour tous les lots de la marchandise entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation à compter de la plus éloignée des deux dates ci-après:

i) 90 jours avant la date de publication de l'avis d'annulation de l'accord ou ii) la date de la première entrée ou du premier retrait d'entrepôt pour mise à la consommation de la marchandise dont la vente ou l'exportation constituait une violation de l'accord;

2) Si l'enquête n'a pas été menée à bien en vertu de l'article 353.18 i), reprendre l'enquête comme s'il avait établi une détermination préliminaire positive à la date de la publication de l'avis d'annulation et imposer des mesures provisoires en donnant instruction au Service des douanes d'exiger pour chaque lot de la marchandise faisant l'objet d'une mesure de suspension en vertu du paragraphe a) 1) du présent article, un dépôt en espèces ou une caution d'un montant équivalant à la marge moyenne pondérée estimée de dumping établie dans la détermination préliminaire positive;

3) Si l'enquête a été menée à bien en vertu de l'article 353.18 i), édicter une ordonnance instituant un droit antidumping pour tous les lots de la marchandise faisant l'objet d'une mesure de suspension de la liquidation en vertu du paragraphe a) 1) du présent article et donner instruction au Service des douanes d'exiger pour chaque lot de la marchandise faisant l'objet d'une suspension en vertu du présent paragraphe un dépôt en espèces égal à la marge moyenne pondérée estimée de dumping établie dans la détermination finale positive;

4) Aviser toutes les personnes qui sont ou ont été parties à la procédure, la Commission et, si le Secrétaire établit que la violation était intentionnelle, le Commissaire des douanes; et

5) Publier au Federal Register un avis d'"ordonnance instituant un droit antidumping (reprise d'une enquête en matière de droits antidumping); annulation d'un accord de suspension".

b) *Détermination après avis et observations.*

1) Si le Secrétaire a des raisons de croire qu'un exportateur signataire a violé un accord ou qu'un accord ne satisfait plus aux prescriptions de l'article 734 d) de la Loi, mais ne possède pas suffisamment de renseignements pour prendre des mesures en vertu du paragraphe a) du présent article, il publiera au Federal Register un avis d'"invitation à formuler des observations sur un accord de suspension en matière de droits antidumping".

2) Après publication de l'avis invitant à formuler des observations et après examen des observations reçues, le Secrétaire devra:

i) S'il détermine qu'un exportateur signataire a violé l'accord, prendre des mesures appropriées comme indiqué aux paragraphes a) 1) à a) 5) du présent article; ou

ii) S'il détermine que l'accord ne satisfait plus aux prescriptions de l'article 734 d) de la Loi:

A) Prendre des mesures appropriées comme indiqué aux paragraphes a) 1) à a) 5) du présent article, sauf que, en ce qui concerne le paragraphe a) 1) ii) du présent article, la date sera la date de la première entrée ou du premier retrait d'entrepôt pour mise à la consommation de la marchandise dont la vente ou l'exportation ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 734 d) de la Loi,

B) Maintenir la suspension de l'enquête en acceptant un accord de suspension révisé en vertu de l'article 353.18 a) (qu'il ait ou non accepté l'accord initial en vertu dudit article) qui, au moment de cette acceptation, satisfait aux prescriptions applicables de l'article 734 d) de la Loi et publier au Federal Register un avis de "révision d'accord portant suspension d'une enquête en matière de droits antidumping", ou

C) Maintenir la suspension de l'enquête en acceptant un accord de suspension révisé en vertu de l'article 353.18 b) (qu'il ait ou non accepté l'accord initial en vertu dudit article) qui, au moment de cette acceptation, satisfait aux prescriptions applicables de l'article 734 d) de la Loi, et publier au Federal Register un avis de "révision d'accord portant suspension d'une enquête en matière de droits antidumping". Si le Secrétaire maintient la suspension d'une enquête sur la base d'un accord révisé accepté au titre de l'article 353.18 b), il ordonnera que l'on commence à suspendre la liquidation. La suspension ne prendra pas fin tant que la Commission n'aura pas mené à bien tout réexamen de l'accord qui aura été demandé au titre de l'article 734 h) de la Loi. Si la Commission ne reçoit aucune demande de réexamen dans un délai de 20 jours après la date de la publication de l'avis de révision, le Secrétaire ordonnera que la suspension de la liquidation prenne fin le vingt et unième jour après la date de la publication et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution. Si la Commission entreprend un réexamen au titre de l'article 734 h) de la Loi, les dispositions de l'article 353.18 h) 4) seront d'application.

iii) Si le Secrétaire ne décide ni d'examiner l'ordonnance qui a été enfreinte ni de réviser l'accord, il publiera au Federal Register un avis de la décision prise au titre du paragraphe b) 2) du présent article, qui comprendra un exposé des conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles repose cette décision.

c) *Signataires additionnels.* Si le Secrétaire décide que l'accord ne satisfait plus aux prescriptions de l'article 353.18 b) 1) iii) ou que les exportateurs signataires ne fournissent plus la quasi-totalité de la marchandise, il peut réviser l'accord pour inclure les exportateurs signataires additionnels.

d) *Définition du terme "violation".* Aux fins du présent article, le terme "violation" s'entend de la non-observation des clauses et conditions d'un accord de suspension du fait d'un acte ou d'une omission d'un exportateur signataire, exception faite d'un acte ou d'une omission accompli par inadvertance ou n'entraînant pas de conséquences, le Secrétaire ayant en la matière liberté d'appréciation.

#### 353.20. Détermination finale.

a) *Règle générale.*

1) Au plus tard 75 jours après la date de sa détermination préliminaire, le Secrétaire établira une détermination finale sur le point de savoir si la marchandise est vendue à un prix inférieur à sa juste valeur.

2) La détermination du Secrétaire comprendra:

i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles elle repose;

ii) La marge moyenne pondérée estimée de dumping, s'il y a lieu, pour chaque personne visée par l'enquête;

iii) Le cas échéant, une constatation finale de l'existence de circonstances critiques en vertu de l'article 353.16.

3) Si elle est positive, la détermination du Secrétaire devra aussi:

i) Si le Secrétaire ne l'a pas déjà fait, ordonner la suspension de la liquidation en douane pour tous les lots de la marchandise entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la

consommation à la date ou après la date de la publication de l'avis de détermination finale du Secrétaire; et

- ii) Donner instruction au Service des douanes d'exiger, pour chaque lot de la marchandise faisant l'objet d'une suspension, entré, ou retiré d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de la publication de la détermination finale du Secrétaire, un dépôt en espèces ou une caution d'un montant équivalant à la marge moyenne pondérée estimée de dumping établie en vertu du paragraphe a) du présent article.
- 4) Le Secrétaire publiera au Federal Register un avis de "détermination finale positive (négative) en matière de droits antidumping" incorporant les marges moyennes pondérées estimées de dumping.
- 5) Le Secrétaire avisera toutes les parties à la procédure et la Commission.
- b) *Ajournement de la détermination finale.*
  - 1) Si, au plus tard à la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire, le requérant dans le cadre d'une procédure au cours de laquelle le Secrétaire a arrêté une détermination préliminaire négative, ou les producteurs ou revendeurs d'une proportion importante de la marchandise dans le cadre d'une procédure au cours de laquelle le Secrétaire a arrêté une détermination préliminaire positive, demandent par écrit un ajournement en indiquant les raisons de cette demande, le Secrétaire ajournera la détermination finale qui devra être établie 135 jours au plus tard après la date de la publication de la détermination préliminaire, à moins que le Secrétaire n'ait des raisons impérieuses de rejeter la demande.
  - 2) Si le Secrétaire décide d'ajourner la détermination finale en vertu du paragraphe b) 1) du présent article, il avisera toutes les parties à la procédure et publiera au Federal Register un avis d'"ajournement d'une détermination finale en matière de droits antidumping" en indiquant les raisons de cet ajournement.
- c) *Accès de la Commission aux renseignements.* Le Secrétaire mettra à la disposition de la Commission et des employés de la Commission participant directement à la procédure tous les renseignements sur lesquels il a fondé la détermination finale et que la Commission pourrait juger utiles pour établir sa détermination en matière de dommage.
- d) *Effet d'une détermination finale négative.* Une enquête est close, à l'exclusion de toute autre observation ou action, dès la publication au Federal Register de la détermination finale négative du Secrétaire ou de la Commission. Si le Secrétaire a ordonné auparavant la suspension de la liquidation, il ordonnera que la suspension prenne fin à la date de la publication de l'avis de détermination finale négative et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.
- e) *Divulgaration de renseignements.* Dans les moindres délais après l'établissement de la détermination finale, le Secrétaire fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications supplémentaires sur la méthode de calcul utilisée pour établir la détermination.

#### 353.21. Ordonnance instituant un droit antidumping.

Au plus tard sept jours après avoir reçu l'avis de la détermination finale positive de la Commission en vertu de l'article 735 de la Loi, le Secrétaire publiera au Federal Register une "ordonnance instituant un droit antidumping" qui:



- a) Donnera instruction au Service des douanes d'imposer des droits antidumping sur la marchandise, conformément aux instructions du Secrétaire après chaque réexamen administratif demandé en vertu de l'article 353.22 a) ou, en l'absence d'une telle demande, conformément aux instructions données par le Secrétaire en vertu de l'article 353.22 e);
- b) Pour chaque lot de la marchandise entré, ou retiré d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de la publication de l'ordonnance, donnera instruction au Service des douanes d'exiger un dépôt en espèces des droits antidumping estimés équivalant au montant de la marge moyenne pondérée estimée de dumping indiquée dans la détermination finale du Secrétaire;
- c) Exclura de son champ d'application tout producteur ou revendeur pour lequel le Secrétaire aura constaté qu'il n'y a pas eu de marge moyenne pondérée de dumping durant la période pour laquelle le Département a mesuré le dumping au cours de l'enquête; et
- d) Ordonnera qu'il soit mis fin à la suspension de la liquidation en douane pour tous les lots de la marchandise entrés ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation avant la date de publication de la détermination finale de la Commission et donnera instruction au Service des douanes de libérer le dépôt en espèces ou la caution qui aura été constitué sur ces lots de marchandises si, dans sa détermination finale, la Commission a établi l'existence d'une menace de dommage important ou de retard important dans l'établissement d'une branche de production, à moins que la Commission n'ait aussi établi dans sa détermination finale que s'il n'y avait pas eu suspension de la liquidation ordonnée en vertu de l'article 353.15 a), elle aurait constaté un dommage important.

353.22. Réexamen administratif des ordonnances et des accords de suspension.

- a) *Demande de réexamen administratif; retrait d'une demande de réexamen.*
  - 1) Chaque année durant le mois anniversaire de la publication d'une ordonnance (mois civil durant lequel tombe l'anniversaire de la date de la publication de l'ordonnance ou de la constatation), une partie intéressée selon la définition donnée au paragraphe k) 2), k) 3), k) 4), k) 5) ou k) 6) de l'article 353.2 peut demander par écrit que le Secrétaire procède à un réexamen administratif concernant certains producteurs ou revendeurs visés par une ordonnance, si la personne qui formule cette demande indique la raison pour laquelle elle désire que le Secrétaire procède à un réexamen concernant ces producteurs ou revendeurs particuliers.
  - 2) Durant le même mois, un producteur ou un revendeur visé par une ordonnance peut demander par écrit que le Secrétaire procède à un réexamen administratif le concernant uniquement.
  - 3) Durant le même mois, un importateur de la marchandise visée peut demander par écrit que le Secrétaire procède à un réexamen administratif portant uniquement sur un producteur ou un revendeur de la marchandise importée par lui.
  - 4) Chaque année durant le mois anniversaire de la publication d'une suspension d'enquête (mois civil durant lequel tombe l'anniversaire de la date de la publication de la suspension d'enquête), une partie intéressée, selon la définition donnée à l'article 353.2 k), peut demander par écrit que le Secrétaire procède à un réexamen administratif concernant tous les producteurs ou revendeurs visés par un accord sur lequel était fondée la suspension de l'enquête.
  - 5) Le Secrétaire peut autoriser une partie qui demande un réexamen au titre du paragraphe a) du présent article à retirer sa demande au plus tard 90 jours après la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen demandé. Le Secrétaire peut proroger ce délai s'il décide qu'il peut

raisonnablement le faire. Lorsqu'une demande de réexamen sera retirée, le Secrétaire publiera au Federal Register un avis de "clôture d'un réexamen administratif en matière de droits antidumping" ou, le cas échéant, de "clôture partielle d'un réexamen administratif en matière de droits antidumping".

b) *Période sur laquelle porte le réexamen.*

1) Sauf disposition du paragraphe b) 2) du présent article, un réexamen administratif au titre du paragraphe a) du présent article couvrira normalement, selon le cas, les importations, les exportations ou les ventes de la marchandise visée durant les 12 mois précédant immédiatement le dernier mois anniversaire en date.

2) En ce qui concerne les demandes reçues durant le premier mois anniversaire après la publication d'une ordonnance ou d'une suspension d'enquête, le réexamen au titre du paragraphe a) du présent article couvrira, selon le cas, les importations, les exportations ou les ventes durant la période allant de la date de suspension de la liquidation au titre de la présente partie ou de la suspension de l'enquête jusqu'à la fin du mois précédant immédiatement le premier mois anniversaire.

c) *Procédures.* Après avoir reçu une demande présentée en temps voulu au titre du paragraphe a) du présent article, ou, le cas échéant, de sa propre initiative, le Secrétaire:

1) Au plus tard 15 jours après le mois anniversaire publiera au Federal Register un avis d'"ouverture d'un réexamen administratif en matière de droits antidumping";

2) Normalement au plus tard 30 jours après la date de la publication de l'avis d'ouverture du réexamen, enverra aux parties intéressées concernées ou à un échantillon de parties intéressées des questionnaires pour obtenir des données de fait en vue du réexamen;

3) Effectuera, le cas échéant, une vérification au titre de l'article 353.36;

4) Etablira les résultats préliminaires du réexamen, sur la base des renseignements disponibles englobant:

- i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent les résultats préliminaires;
- ii) La marge moyenne pondérée de dumping, s'il y a lieu, durant la période visée par le réexamen pour chaque personne considérée; et
- iii) S'agissant d'un accord, les conclusions préliminaires auxquelles il sera parvenu concernant l'état et l'observation de l'accord;

5) Publiera au Federal Register un avis de "résultats préliminaires d'un réexamen administratif en matière de droits antidumping", incorporant les marges moyennes pondérées de dumping, s'il y a lieu, et une invitation à présenter des arguments conformément à l'article 353.38, et avisera toutes les parties à la procédure;

6) Dans les moindres délais après avoir établi les résultats préliminaires, fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications plus détaillées concernant la méthode de calcul utilisée pour parvenir aux résultats préliminaires;

7) Au plus tard 365 jours après le mois anniversaire, établira les résultats finals du réexamen incorporant:

- i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent les résultats finals,
  - ii) La marge moyenne pondérée de dumping, s'il y a lieu, durant la période visée par le réexamen pour chaque personne considérée, et
  - iii) S'agissant d'un accord, les conclusions auxquelles il sera parvenu concernant l'état et l'observation dudit accord;
- 8) Publiera au Federal Register un avis de "résultats finals d'un réexamen administratif en matière de droits antidumping", incorporant les marges moyennes pondérées de dumping, s'il y a lieu, et avisera toutes les parties à la procédure;
- 9) Dans les moindres délais après l'établissement des résultats finals, fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation, des explications plus détaillées concernant la méthode de calcul utilisée pour parvenir aux résultats finals; et
- 10) Dans les plus brefs délais après la publication de l'avis de résultats finals, donnera instruction au Service des douanes d'imposer des droits antidumping sur la marchandise visée par le paragraphe b) du présent article et d'exiger un dépôt en espèces correspondant aux droits antidumping estimés sur les futures importations.
- d) *Annulation ou révision possible d'un accord de suspension.* Si, durant un réexamen administratif, le Secrétaire détermine ou a des raisons de croire qu'un exportateur signataire a violé un accord de suspension ou que cet accord ne répond plus aux prescriptions de l'article 353.18, il prendra des mesures appropriées en vertu de l'article 353.19. Le Secrétaire peut suspendre l'application du délai visé au paragraphe c) 7) du présent article, tout en prenant les mesures prévues à l'article 353.19 b).
- e) *Imposition automatique des droits.*
- 1) S'agissant des ordonnances, si le Secrétaire ne reçoit pas en temps utile une demande au titre du paragraphe a) 1), a) 2) ou a) 3) du présent article, il donnera instruction, sans autre avis, au Service des douanes d'imposer des droits antidumping sur la marchandise visée au paragraphe b) du présent article à des taux équivalant aux taux du dépôt en espèces ou de la caution constitués pour les droits antidumping estimés sur cette marchandise au moment de l'entrée, ou du retrait d'entrepôt, pour mise à la consommation, et de continuer à exiger les dépôts en espèces ordonnés précédemment.
- 2) Si le Secrétaire reçoit une demande en temps utile en vertu du paragraphe a) 1), a) 2) ou a) 3) du présent article, il donnera instruction au Service des douanes, conformément au paragraphe e) 1) du présent article, d'imposer des droits antidumping et de continuer à exiger les dépôts en espèces sur la marchandise non visée par la demande.
- f) *Réexamen en cas de changement de circonstances.*
- 1) Si le Secrétaire parvient à la conclusion, d'après les renseignements dont il dispose, notamment les renseignements figurant dans une demande de réexamen administratif présentée au titre du présent paragraphe, qu'il existe un changement de circonstances suffisant pour justifier un réexamen il devra:
- i) Publier au Federal Register un avis d'"ouverture de réexamen administratif en matière de droits antidumping en raison d'un changement de circonstances";

- ii) Si besoin est, envoyer aux parties intéressées concernées, ou à un échantillon de parties intéressées, des questionnaires pour obtenir des données de fait en vue du réexamen;
  - iii) Effectuer, le cas échéant, une vérification au titre de l'article 353.36;
  - iv) Etablir les résultats préliminaires du réexamen, sur la base des renseignements disponibles, en y incorporant les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent les résultats préliminaires et toutes mesures proposées par le Secrétaire sur la base des résultats préliminaires;
  - v) Publier au Federal Register un avis de "résultats préliminaires d'un réexamen administratif en matière de droits antidumping en raison d'un changement de circonstances" incorporant une invitation à présenter des arguments conformément à l'article 353.38;
  - vi) Notifier les résultats préliminaires à toutes les parties à la procédure;
  - vii) Dans les moindres délais après l'établissement des résultats préliminaires, fournir aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications plus détaillées concernant les résultats préliminaires;
  - viii) Au plus tard 270 jours après la date d'ouverture du réexamen par le Secrétaire, établir les résultats finals du réexamen en y incorporant les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent les résultats finals et toutes mesures, y compris les mesures visées au paragraphe c) 9) du présent article et à l'article 353.25 d) que le Secrétaire prendra sur la base des résultats finals;
  - ix) Publier au Federal Register un avis de "résultats finals d'un réexamen administratif en matière de droits antidumping en raison d'un changement de circonstances";
  - x) Aviser toutes les parties à la procédure;
  - xi) Dans les moindres délais après avoir établi les résultats finals, fournir aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications plus détaillées concernant les résultats finals.
- 2) Les demandes de réexamen pour changement de circonstances peuvent être déposées à tout moment, y compris durant les périodes autres que les mois anniversaires.
- 3) Le Secrétaire n'ouvrira pas un réexamen administratif en vertu du paragraphe f) du présent article avant la fin du second mois anniversaire (mois civil durant lequel tombe l'anniversaire de la date de publication de l'ordonnance ou de la suspension) après la date de publication de la détermination préliminaire positive effectuée par lui ou de la suspension de l'enquête, à moins qu'il ne juge qu'il existe de bonnes raisons pour le faire.
- 4) Si le Secrétaire parvient à la conclusion qu'une procédure accélérée est justifiée il peut combiner les avis visés aux paragraphes f) 1) i) et f) 1) v) du présent article dans un avis "d'ouverture et de résultats préliminaires d'un réexamen administratif en matière de droits antidumping en raison d'un changement de circonstances". Dans ce cas, la notification requise au titre du paragraphe f) 1) vi) du présent article sera adressée à toutes les parties intéressées figurant sur la liste de signification du Département visée à l'article 353.31 h).

g) *Réexamen accéléré.*

1) Au plus tard sept jours après la publication d'une ordonnance instituant un droit antidumping, un producteur ou un revendeur peut demander par écrit que le Secrétaire procède à un réexamen administratif accéléré concernant les expéditions par ce producteur ou ce revendeur de la marchandise entrée, ou retirée d'entrepôt, pour mise à la consommation:

i) A la date ou après la date de publication de la détermination préliminaire positive du Secrétaire ou si la détermination préliminaire du Secrétaire est négative, de la détermination finale du Secrétaire, et

ii) Avant la date de publication de la détermination finale de la Commission.

2) La demande doit être accompagnée des renseignements que le Secrétaire jugera nécessaires pour calculer la marge de dumping, s'il y a lieu.

3) Si, sur la base des renseignements communiqués avec la demande, le Secrétaire parvient à la conclusion que la marge de dumping peut être déterminée au plus tard 90 jours après la date de publication de l'ordonnance il peut procéder à un réexamen administratif accéléré pour le producteur ou le revendeur requérant.

4) S'il décide de procéder à un réexamen accéléré le Secrétaire:

i) Publiera au Federal Register un avis d'"ouverture de réexamen administratif accéléré en matière de droit antidumping", qui comprendra une invitation à présenter des arguments conformément à l'article 353.38 et avisera toutes les parties à la procédure;

ii) Donnera instruction au service de douane d'accepter, en lieu et place du dépôt en espèces des droits antidumping estimés en vertu de l'article 353.21 b), une caution pour chaque lot de la marchandise entré ou retiré d'entrepôts, pour mise à la consommation à la date ou après la date de publication de l'avis d'ouverture de réexamen accéléré et au plus tard jusqu'à 90 jours après la date de publication de l'ordonnance;

iii) Procédera à une vérification en vertu de l'article 353.36;

iv) Fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation une explication de la méthode de calcul utilisée pour l'analyse du Secrétaire;

v) Publiera les résultats finals du réexamen qui comprendront:

A) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent les résultats finals; et

B) La marge moyenne pondérée de dumping, s'il y a lieu, durant la période visée par le réexamen pour chaque personne considérée;

vi) Publiera au Federal Register un avis de "résultats finals d'un réexamen administratif accéléré en matière de droit antidumping", incorporant les marges moyennes pondérées de dumping, s'il y a lieu, et avisera toutes les parties à la procédure;

- vii) Dans les moindres délais après la publication des résultats finals, fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation une explication de la méthode de calcul utilisée pour l'analyse du Secrétaire; et
- viii) Dans les moindres délais après la publication de l'avis de résultats finals, donnera instruction au Service des douanes d'imposer des droits antidumping sur la marchandise visée au paragraphe g) 1) du présent article et d'exiger un dépôt en espèces des droits antidumping estimés sur les futures importations.

[54 FR 12769, 28 mars 1989; 54 FR 13294, 31 mars 1989]

353.23. Plafonnement du dépôt constitué au titre de mesures provisoires.

Le présent article s'applique à la marchandise entrée ou sortie d'entrepôt, pour mise à la consommation avant la date de publication de l'avis de détermination finale positive par la Commission. Si le dépôt en espèces ou la caution exigés en vertu de la détermination préliminaire positive ou de la détermination finale positive du Secrétaire diffère de la marge de dumping calculée par le Secrétaire en vertu de l'article 353.22, le Secrétaire donnera instruction au Service des douanes de faire abstraction de la différence dans la mesure où le dépôt en espèces ou la caution est inférieur à la marge de dumping, et d'imposer des droits antidumping d'un montant égal à la marge de dumping calculée en vertu de l'article 353.22 si le dépôt en espèces ou la caution est supérieur à la marge de dumping.

353.24. Intérêts sur certains trop-perçus et moins-perçus.

- a) *Règle générale.* Le Secrétaire donnera instruction au Service des douanes de payer ou de recouvrer, selon le cas, des intérêts sur la différence entre le dépôt en espèces des droits estimés et les droits antidumping imposés sur la marchandise entrée ou retirée d'entrepôt pour mise à la consommation à la date ou après la date de publication d'une ordonnance instituant un droit antidumping.
- b) *Taux.* Le ou les taux des intérêts payables ou recouvrables en vertu du paragraphe a) du présent article pour toute période de temps sont ceux établis en vertu de l'article 6621 du Code de l'impôt de 1954.
- c) *Période.* Le Secrétaire donnera instruction au service des douanes de calculer les intérêts pour chaque lot de marchandises à compter de la date où un dépôt en espèces est exigé pour ce lot de marchandises jusqu'à la date de la liquidation en douane.

353.25. Abrogation d'ordonnances; clôture d'enquête suspendue.

- a) *Abrogation ou clôture en raison de l'absence de dumping.*

1) Le Secrétaire peut abroger une ordonnance ou clore une enquête suspendue s'il parvient à la conclusion que:

- i) Tous les producteurs et revendeurs visés par l'ordonnance au moment de son abrogation ou par l'accord de suspension ont vendu la marchandise à un prix non inférieur à sa valeur sur le marché étranger durant une période d'au moins trois années consécutives; et
- ii) Il est peu probable que ces personnes vendent à l'avenir la marchandise à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger.

- 2) Le Secrétaire pourra abroger partiellement une ordonnance s'il parvient à la conclusion que:
  - i) Un ou plusieurs producteurs ou revendeurs visés par l'ordonnance ont vendu la marchandise à un prix non inférieur à sa valeur sur le marché étranger durant une période d'au moins trois années consécutives;
  - ii) Il est peu probable que ces personnes vendent à l'avenir la marchandise à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger; et
  - iii) S'agissant des producteurs ou revendeurs pour lesquels le Secrétaire a précédemment déterminé qu'ils avaient vendu la marchandise à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger, ces producteurs ou revendeurs acceptent par écrit leur réintégration immédiate dans le champ d'application de l'ordonnance, aussi longtemps qu'un producteur ou revendeur quelconque est assujéti à celle-ci, si le Secrétaire conclut en vertu de l'article 353.22 f) que le producteur ou revendeur, après l'abrogation, a vendu la marchandise à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger.
- b) *Demande d'abrogation ou de clôture.* Durant le troisième mois anniversaire et les mois anniversaires suivants de la publication d'une ordonnance ou d'une suspension d'enquête (mois civil durant lequel tombe l'anniversaire de la date de publication de l'ordonnance ou de la suspension), un producteur ou un revendeur peut demander par écrit que le Secrétaire abroge une ordonnance ou close une enquête suspendue en vertu du paragraphe a) du présent article pour ce qui concerne cette personne si celle-ci présente à l'appui de sa demande:
  - 1) Une attestation selon laquelle elle a vendu la marchandise à un prix non inférieur à sa valeur sur le marché étranger durant la période visée à l'article 353.22 b) et elle ne vendra pas à l'avenir la marchandise à un prix inférieur à sa valeur sur le marché étranger; et
  - 2) Le cas échéant, l'accord visé au paragraphe a) 2) iii) du présent article.
- c) *Procédures.*
  - 1) Après réception d'une requête présentée en temps utile en vertu du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire considérera que la requête englobe une demande de réexamen administratif et procédera à un réexamen au titre de l'article 353.22 c).
  - 2) Outre les prescriptions énoncées à l'article 353.22 c), le Secrétaire:
    - i) Publiera avec l'avis d'ouverture visé à l'article 353.22 c) 1) un avis de "demande d'abrogation (partielle) d'ordonnance" ou, le cas échéant, de "demande de clôture d'enquête suspendue";
    - ii) Effectuera une vérification au titre de l'article 353.36;
    - iii) Inclura dans les résultats préliminaires du réexamen, au titre de l'article 353.22 c) 4), sa décision quant à savoir s'il existe des raisons plausibles de penser que les prescriptions relatives à l'abrogation ou à la clôture sont satisfaites;
    - iv) Si sa détermination préliminaire au titre du paragraphe c) 2) iii) du présent article est positive, publiera avec l'avis de résultats préliminaires du réexamen au titre de

l'article 353.22 c) 5) un avis d'"intention d'abroger (partiellement) une ordonnance" ou, s'il y a lieu, d'"intention de clore une enquête suspendue";

- v) Inclura dans les résultats finals du réexamen, au titre de l'article 353.22 c) 7) sa décision finale quant à savoir si les prescriptions relatives à l'abrogation ou à la clôture sont satisfaites; et
- vi) Si sa décision finale au titre du paragraphe c) 2) v) du présent article est positive, publiera avec l'avis de résultats finals du réexamen, au titre de l'article 353.22 c) 8), un avis d'"abrogation (partielle) d'ordonnance" ou, s'il y a lieu, de "clôture d'enquête suspendue".

3) Si le Secrétaire abroge une ordonnance ou abroge partiellement une ordonnance, il ordonnera qu'il soit mis fin à la suspension de la liquidation pour la marchandise visée par l'abrogation le premier jour qui suit la fin de la période examinée et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

d) *Abrogation ou clôture en raison d'un changement de circonstances.*

1) Le Secrétaire peut abroger une ordonnance, abroger partiellement une ordonnance, ou clore une enquête suspendue s'il parvient à la conclusion que:

- i) L'ordonnance ou l'enquête suspendue ne présente plus d'intérêt pour les parties intéressées, selon la définition donnée aux paragraphes k) 3), k) 4), k) 5) et k) 6) de l'article 353.2; ou
- ii) Il existe d'autres changements de circonstances suffisant à justifier l'abrogation ou la clôture.

2) Si à un moment quelconque, le Secrétaire parvient à la conclusion, sur la base des renseignements dont il dispose, y compris une déclaration du requérant indiquant qu'il ne s'intéresse plus à la procédure, qu'il existe peut-être un changement de circonstances suffisant pour justifier l'abrogation ou la clôture, il procédera à un réexamen administratif au titre de l'article 353.22 f).

3) Outre les prescriptions de l'article 353.22 f), le Secrétaire:

- i) Publiera avec l'avis d'ouverture, visé à l'article 353.22 f) 1) i), un avis d'"examen de l'abrogation (partielle) d'une ordonnance" ou, s'il y a lieu, d'"examen de la clôture d'une enquête suspendue";
- ii) Si la conclusion du Secrétaire, telle que décrite au paragraphe d) 2) du présent article, n'est pas fondée sur une requête, au plus tard à la date de la publication de l'avis visé au paragraphe d) 3) i) du présent article, le Secrétaire devra signifier par écrit un avis de l'examen de l'abrogation ou de la clôture à chaque partie intéressée inscrite sur la liste de signification du Département et à toute autre personne dont il a des raisons de penser qu'elle est un producteur ou un vendeur aux Etats-Unis du produit similaire;
- iii) Effectuera une vérification, s'il y a lieu, en vertu de l'article 353.36;
- iv) Incorporera dans les résultats préliminaires du réexamen, au titre de l'article 353.22 f) 1) iv) sa décision quant à savoir s'il existe des raisons plausibles



de penser que les prescriptions relatives à l'abrogation ou à la clôture sur la base d'un changement de circonstances sont satisfaites;

- v) Si sa décision préliminaire en vertu du paragraphe d) 3) iv) du présent article est positive, publiera avec l'avis de résultats préliminaires du réexamen, visé à l'article 353.22 f) 1) v), un avis d'"intention d'abroger (partiellement) une ordonnance" ou, s'il y a lieu, d'"intention de clore une enquête suspendue";
  - vi) Incorporera dans les résultats finals du réexamen, en vertu de l'article 353.22 f) 1) viii), sa décision finale quant à savoir si les prescriptions relatives à l'abrogation ou à la clôture sur la base d'un changement de circonstances sont satisfaites; et
  - vii) Si sa décision finale en vertu du paragraphe d) 3) vi) du présent article est positive publiera avec l'avis de résultats finals du réexamen, visé à l'article 353.22 f) 1) ix), un avis d'"abrogation (partielle) d'une ordonnance" ou, s'il y a lieu, de "clôture d'une enquête suspendue".
- 4) i) Si pendant quatre années consécutives aucune partie intéressée n'a demandé au cours du mois anniversaire un réexamen administratif, en vertu de l'article 353.22 a), d'une ordonnance ou d'une enquête suspendue, au plus tard le premier jour du mois anniversaire de la cinquième année consécutive, le Secrétaire publiera au Federal Register un avis d'"intention d'abroger une ordonnance" ou, s'il y a lieu, d'"intention de clore une enquête suspendue".
- ii) Au plus tard à la date de publication de l'avis visé au paragraphe d) 4) i) du présent article, le Secrétaire signifiera par écrit l'abrogation ou la clôture envisagée à chaque partie intéressée inscrite sur la liste de signification du Département et à toute autre personne dont il a des raisons de penser qu'elle est un producteur ou un vendeur aux Etats-Unis du produit similaire.
- iii) Si au dernier jour du mois anniversaire de la cinquième année consécutive, aucune partie intéressée n'a formulé d'objection ou n'a demandé un réexamen administratif au titre de l'article 353.22 a), le Secrétaire en déduira que les prescriptions du paragraphe d) 1) i) concernant l'abrogation ou la clôture sont satisfaites, il abrogera l'ordonnance ou clora l'enquête suspendue et publiera au Federal Register l'avis visé au paragraphe d) 3) vii) du présent article.
- 5) Si le Secrétaire en vertu du paragraphe d) du présent article abroge une ordonnance ou abroge partiellement une ordonnance il ordonnera qu'il soit mis fin à la suspension de la liquidation pour la marchandise visée par l'abrogation à la date effective de l'avis d'abrogation et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.
- e) *Abrogation ou clôture sur la base d'un réexamen du dommage.* Si la Commission détermine dans le cadre d'un réexamen administratif au titre de l'article 751 b) de la Loi qu'une branche de production des Etats-Unis ne subirait pas un dommage important ou une menace de dommage important ou que la création d'une branche de production aux Etats-Unis ne serait pas sensiblement retardée, en raison des importations de la marchandise visée par une ordonnance instituant un droit antidumping ou par un accord de suspension, le Secrétaire abrogera, totalement ou partiellement, l'ordonnance ou clora l'enquête suspendue et publiera au Federal Register un avis d'"abrogation (partielle) d'une ordonnance" ou, s'il y a lieu, de "clôture d'une enquête suspendue".

353.26. Remboursement des droits antidumping.

a) *Règle générale.*

1) Pour calculer le prix aux Etats-Unis, le Secrétaire déduira le montant de tout droit antidumping que le producteur ou le revendeur:

- i) A acquitté directement au nom de l'importateur; ou
- ii) A remboursé à l'importateur.

2) Le Secrétaire ne déduira pas le montant du droit antidumping payé ou remboursé si le producteur ou le revendeur a donné à l'importateur avant l'ouverture de l'enquête une garantie de non-applicabilité des droits antidumping concernant la marchandise qui a été:

- i) Vendue avant la date de publication de l'ordonnance du Secrétaire portant suspension de la liquidation; et
- ii) Exportée avant la date de publication de la détermination finale du Secrétaire.

Normalement, le Secrétaire n'opérera qu'une fois la déduction pour remboursement des droits antidumping dans le calcul du prix aux Etats-Unis.

b) *Certificat.* L'importateur déposera, avant la liquidation, auprès du Directeur des douanes de district un certificat rédigé comme suit:

Je certifie par le présent document avoir (ne pas avoir) conclu d'accord ou d'arrangement en vue du paiement ou de la restitution à moi-même, par le fabricant, le producteur, le vendeur ou l'exportateur, de tout ou partie des droits antidumping imposés sur les importations ci-après de \_\_\_\_\_ (produit) en provenance de \_\_\_\_\_ (pays) (indiquer les numéros des bordereaux d'entrée) qui ont été achetées le ou après le \_\_\_\_\_ (date de la publication de l'avis de suspension de la liquidation au Federal Register) ou achetées avant le \_\_\_\_\_ (même date) mais exportées le ou après le \_\_\_\_\_ (date de la détermination finale en matière de ventes au-dessous de la juste valeur).

c) *Présomption.* Le Secrétaire peut présumer en cas de non dépôt par un importateur du certificat requis au paragraphe b) que le producteur ou le revendeur a payé ou remboursé les droits antidumping.

353.27. Procédures pour la mise en place d'une surveillance des produits d'aval.

a) *Règle générale.* Le producteur national d'un article similaire à un composant ou à un produit d'aval peut présenter au Secrétaire une demande en vertu du présent article afin qu'un produit d'aval spécifié fasse l'objet d'une surveillance.

b) *Teneur de la demande.* La demande contiendra les renseignements ci-après dans la mesure où ils sont raisonnablement accessibles au requérant:

1) Le nom et l'adresse de la personne demandant que la surveillance soit exercée et une description de l'article qu'elle produit et qui est à l'origine de la demande;

2) Une description détaillée du produit d'aval en question;

- 3) Une description détaillée du composant incorporé dans ledit produit d'aval, y compris la valeur de ce composant par rapport à la valeur du produit d'aval et la mesure dans laquelle le composant a été substantiellement transformé à la suite de son incorporation dans le produit d'aval;
- 4) Le nom du pays du marché d'origine à la fois du produit d'aval et des composants et le nom de tout pays intermédiaire à travers lesquels ces produits transitent;
- 5) Le nom et l'adresse de tous les producteurs connus des composants et des produits d'aval dans les pays concernés et une description détaillée de tout rapport existant entre ces producteurs;
- 6) Les informations permettant de déterminer si le composant fait déjà l'objet d'une surveillance pour renforcer l'application d'un arrangement bilatéral au sens de l'article 804 de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier;
- 7) Une liste de toutes les enquêtes en matière de droits antidumping ou compensateurs suspendues au titre des articles 353.18 ou 355.18 ou des ordonnances en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs rendues en vertu des articles 353.21 ou 355.21 pour une marchandise liée au composant et fabriquée dans le même pays étranger que celui où est fabriqué le composant;
- 8) Une liste de toutes les enquêtes en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs suspendues en vertu des articles 353.18 ou 355.18 ou des ordonnances en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping rendues en vertu des articles 353.21 ou 355.21 pour une marchandise fabriquée ou exportée par le fabricant ou l'exportateur du composant dont la description et l'usage sont similaires à ceux du composant; et
- 9) Les raisons de soupçonner que l'imposition de droits antidumping ou de droits compensateurs a entraîné un détournement des exportations de composants ayant pour effet une augmentation de la production dudit produit d'aval et de son exportation vers les Etats-Unis.

c) *Détermination de la suffisance des demandes.*

1) *Règle générale.* Dans un délai de 14 jours après le dépôt d'une demande en vertu du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire établira une détermination quant à sa suffisance. Une demande sera réputée avoir été déposée au moment de sa réception par le Secrétaire. Afin de déterminer si une demande est suffisante le Secrétaire doit établir:

- i) Que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les importations du produit d'aval aux Etats-Unis augmentent sous l'effet indirect d'un détournement de trafic concernant le composant; et
- ii) Que -

A) Le composant fait déjà l'objet d'une surveillance pour renforcer l'application d'un arrangement bilatéral au sens de l'article 804 de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier, ou

B) Qu'une marchandise liée au composant et fabriquée dans le même pays étranger que lui a fait l'objet d'un grand nombre d'enquêtes en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs, suspendues en vertu de l'article 353.18 ou 355.18, ou d'ordonnances en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs rendues en vertu de l'article 353.21 ou 355.21, ou

C) Qu'une marchandise fabriquée ou exportée par le fabricant ou l'exportateur du composant dont la description et l'usage sont similaires à ceux du composant a fait l'objet d'au moins deux enquêtes en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs, suspendues au titre de l'article 353.18 ou 355.18, ou d'au moins deux ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs rendues en vertu de l'article 353.21 ou 355.21.

2) Pour établir une détermination au titre du paragraphe c) 1) i) du présent article, le Secrétaire prendra en considération tous les facteurs qui lui paraîtront appropriés et pourra, s'il y a lieu, prendre en considération des facteurs tels que:

- i) La valeur du composant par rapport à la valeur du produit d'aval;
- ii) La mesure dans laquelle le composant a été substantiellement transformé à la suite de son incorporation dans le produit d'aval; et
- iii) Les rapports existant entre les producteurs du composant et les producteurs du produit d'aval.

d) *Avis de détermination.* Le Secrétaire publiera au Federal Register un avis pour chaque détermination positive ou négative de "surveillance" établie en vertu du paragraphe c) du présent article et si la détermination établie en vertu du paragraphe c) 1) i) et de toute disposition du paragraphe c) 1) ii) est positive, il transmettra à la Commission une copie de la détermination et de la demande. Le Secrétaire communiquera à la Commission et à ses employés participant directement à la surveillance toutes les informations sur lesquelles il s'est fondé pour engager cette procédure.

e) *Action fondée sur les rapports rendant compte de la surveillance.* Le Secrétaire examinera les renseignements figurant dans les rapports rendant compte de la surveillance soumis au Département par la Commission au titre de l'article 780 de la Loi et:

1) Examinera ces renseignements pour déterminer s'il y a lieu d'ouvrir une enquête en vertu de l'article 353.11 concernant un produit d'aval quelconque; et

2) Invitera la Commission à mettre un terme à la surveillance d'un produit d'aval s'il ressort desdits renseignements que les importations aux Etats-Unis n'augmentent pas et s'il n'y a pas de raison de s'attendre à ce qu'il y ait un détournement de trafic concernant le composant.

f) *Définitions.*

1) L'expression "produit d'aval" désigne tout article manufacturé qui est importé aux Etats-Unis et auquel est incorporé un composant.

2) Le terme "composant" s'entend de tout article importé qui:

- i) Pendant la période de cinq ans se terminant à la date à laquelle la demande est présentée en vertu du paragraphe b) du présent article a fait l'objet:

A) d'une ordonnance en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs rendue en vertu de l'article 353.21 ou 355.21 qui exigeait le dépôt des droits antidumping ou des droits compensateurs estimés, applicables au fabricant ou à l'exportateur considéré, à un taux égal ou supérieur à 15 pour cent *ad valorem*, ou

B) d'un accord de suspension passé en vertu de l'article 353.18 ou 355.18 après une détermination préliminaire établie en vertu de l'article 353.15 ou 355.15 par le Secrétaire, spécifiant notamment que le montant estimé de la marge antidumping (sic) nette ou du taux de subventionnement net, applicable au fabricant ou à l'exportateur en question était égal ou supérieur à 15 pour cent *ad valorem*; et

- ii) En raison de ses caractéristiques intrinsèques est couramment utilisé comme élément essentiel, matériau, composant, élément d'assemblage ou élément de sous-assemblage pour un produit d'aval.

g) *Où et quand déposer la demande, mode de présentation et nombre d'exemplaires.* Les prescriptions de l'article 353.31 d), e), f) et g) s'appliquent au présent article.

[55 FR 9047, 9 mars 1990]

353.28. Procédures pour la correction des erreurs matérielles.

a) *Règle générale.* Le Secrétaire divulguera les calculs effectués dans le cadre d'une détermination finale en matière de droits antidumping en vertu de l'article 353.20 ou des résultats finals d'un réexamen administratif d'une ordonnance instituant un droit antidumping en vertu de l'article 353.22, à toute partie à la procédure qui en fera la demande conformément au présent article. Une partie à la procédure doit déposer une telle requête par écrit auprès du Secrétaire dans les cinq jours ouvrables suivant la date de publication de la détermination finale pertinente ou des résultats finals du réexamen administratif. Une partie à laquelle le Secrétaire a divulgué les calculs finals peut présenter des observations concernant toute erreur matérielle dans ces calculs.

b) *Délais.* Les observations doivent être formulées dans les cinq jours ouvrables suivant la date de divulgation à moins que le Secrétaire ne proroge ce délai sur la base d'une demande écrite de prorogation déposée dans les cinq jours ouvrables suivant la date de divulgation et indiquant les raisons d'une telle prorogation. Les observations seront présentées par écrit au Secrétaire et seront signifiées à toutes les parties intéressées inscrites sur la liste de signification du Département. Les parties intéressées pourront répondre à toutes observations formulées au titre du paragraphe a) du présent article. Toutes réponses doivent être déposées auprès du Secrétaire dans les cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle les observations pertinentes visées au paragraphe a) du présent article auront été reçues par une partie intéressée et elles seront signifiées à toutes les parties intéressées inscrites sur la liste de signification du Département. Toute signification aux parties intéressées inscrites sur la liste de signification du Département en vertu du présent paragraphe doit se faire conformément aux dispositions de l'article 353.31 g). Nonobstant les dispositions de l'article 353.34 d), le Secrétaire peut autoriser des représentants à conserver des renseignements de nature exclusive rendus accessibles par une ordonnance conservatoire administrative rendue en vertu de l'article 353.34 jusqu'à expiration du délai fixé pour demander une révision judiciaire de la correction par le Secrétaire de toute erreur matérielle. Si le Secrétaire détermine qu'il n'existe pas d'erreur matérielle, les renseignements de nature exclusive seront retournés conformément aux dispositions de l'article 353.34 d).

c) *Corrections.* Le Secrétaire analysera toutes observations reçues et, s'il y a lieu, corrigera toute erreur matérielle en modifiant la détermination finale en matière de droits antidumping ou les résultats finals d'un réexamen administratif. De telles corrections seront publiées au Federal Register. Un avis de correction ne modifie pas le mois anniversaire d'une ordonnance ou d'une suspension d'enquête aux fins de la demande d'un réexamen administratif au titre de l'article 353.22.

d) *Définition d'une "erreur matérielle".* Aux fins du présent article, une "erreur matérielle" s'entend d'une erreur d'addition, de soustraction ou d'une autre erreur arithmétique, d'une erreur résultant d'une

transcription, reproduction, etc. inexacte, ainsi que de toute autre erreur non intentionnelle que le Secrétaire considère comme une erreur matérielle.

[55 FR 9048, 9 mars 1990]

353.29. Détermination du champ d'application.

a) *Enquête d'office.* Si le Secrétaire détermine, d'après les renseignements dont il dispose qu'il est justifié d'ouvrir une enquête pour savoir si un produit relève du champ d'application d'une ordonnance instituant un droit antidumping, il ouvrira une enquête et notifiera à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département l'ouverture d'une enquête concernant le champ d'application.

b) *Sur demande.* Toute partie intéressée, selon la définition donnée à l'article 353.2 k), peut déposer une demande de détermination sur le point de savoir si un produit particulier relève du champ d'application d'une ordonnance. La demande devra englober, dans la mesure où ils seront raisonnablement accessibles à la partie intéressée les documents ci-après:

- 1) Une description détaillée du produit, y compris ses caractéristiques techniques et ses usages, et le numéro de sa position actuelle dans le tarif douanier des Etats-Unis;
- 2) Un exposé de la position de la partie intéressée sur le point de savoir si le produit relève du champ d'application d'une ordonnance instituant un droit antidumping, comportant -
  - i) Un résumé des raisons sur lesquelles repose cette conclusion,
  - ii) Les références à toute disposition législative applicable, et
  - iii) Toutes données de fait étayant cette position, y compris les parties pertinentes de l'enquête du Secrétaire ou de la Commission.

Une fois toutes ces conditions réunies, le Secrétaire examinera la demande. S'il détermine qu'il n'est pas justifié de procéder à une enquête pour déterminer si un produit relève du champ d'application d'une ordonnance, il prendra une décision finale sur le point de savoir si la marchandise qui fait l'objet de la requête relève du champ d'application de l'ordonnance existante. Il notifiera par la poste sa détermination à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département. Si toutefois, le Secrétaire détermine qu'une enquête concernant le champ d'application se justifie, il notifiera, par la poste, à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département l'ouverture d'une enquête concernant le champ d'application.

c) *Avis.* L'avis concernant toute ouverture d'une enquête concernant le champ d'application en vertu des paragraphes a) ou b) du présent article comportera:

- 1) Une description du produit qui fait l'objet de l'enquête concernant le champ d'application; et
- 2) Une explication des raisons pour lesquelles le Secrétaire a décidé d'ouvrir une enquête concernant le champ d'application; et
- 3) Un calendrier pour la présentation des observations.

d) *Procédures à suivre pour une enquête concernant le champ d'application.* Sauf disposition du paragraphe d) 6) du présent article, la procédure à suivre pour les enquêtes concernant le champ d'application sera la suivante:

- 1) Les parties intéressées doivent présenter toutes observations au plus tard 20 jours après avoir reçu la notification visée au paragraphe c) du présent article, à moins que le Secrétaire ne modifie ce délai;
- 2) Au plus tard à la date limite indiquée dans la notification visée au paragraphe c) du présent article (en règle générale cinq jours après la date limite fixée pour la présentation des observations conformément aux dispositions du paragraphe d) 1) du présent article), toute partie intéressée pourra formuler ses objections;
- 3) Lorsque le Secrétaire déterminera qu'une enquête concernant le champ d'application présente des difficultés notables, il prendra une décision préliminaire, en se fondant sur les renseignements dont il disposera à ce moment-là, sur le point de savoir s'il existe des raisons plausibles de penser ou de soupçonner que le produit faisant l'objet d'une enquête concernant le champ d'application est inclus dans le cadre de l'ordonnance. Le Secrétaire notifiera, par la poste, à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département sa décision préliminaire concernant le champ d'application et les invitera à formuler des observations. Sauf disposition contraire, le Secrétaire accordera à toutes les parties intéressées 30 jours à compter de la date de réception de la notification pour formuler leurs observations;
- 4) Le Secrétaire pourra établir des questionnaires ou vérifier les communications reçues, s'il y a lieu;
- 5) Le Secrétaire prendra une décision finale sur le point de savoir si le produit qui fait l'objet d'une enquête concernant le champ d'application est inclus dans le cadre de l'ordonnance existante en fournissant une explication des conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles repose cette décision finale. Le Secrétaire notifiera, par lettre recommandée, avec accusé de réception, à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département, sa détermination finale concernant le champ d'application;
- 6) Lorsqu'un réexamen au titre de l'article 353.22 est en cours au moment où le Secrétaire adresse la notification visée au paragraphe c) du présent article, l'enquête concernant le champ d'application peut être effectuée en même temps que le réexamen au titre de l'article 353.22 c), le Secrétaire ayant pouvoir discrétionnaire en la matière;
- 7) Avant de prendre la décision, conformément au paragraphe d) 3) ou 5) du présent article ou de l'article 353.22 c) 4) ou 353.22 c) 8), d'inclure des produits dans le champ d'application d'une ordonnance en vertu -
  - i) Du paragraphe e) du présent article, dans les cas autres que les opérations mineures de finissage ou d'assemblage aux Etats-Unis,
  - ii) Du paragraphe f) du présent article, ou
  - iii) Du paragraphe h) du présent article concernant les produits développés ultérieurement qui constituent un progrès technologique notable ou sont sensiblement modifiés par rapport à un produit antérieur, le Secrétaire notifiera à la Commission par écrit la proposition d'inclure ces produits dans le cadre de l'ordonnance. Sur demande écrite

de la Commission, le Secrétaire consultera la Commission concernant la proposition d'inclure lesdits produits et ces consultations devront être terminées dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande. Si la Commission estime, après de telles consultations, que la proposition soulève un problème important en matière de dommage, elle peut fournir par écrit au Secrétaire un avis sur le point de savoir si l'inclusion de ces produits serait incompatible avec la détermination positive de la Commission sur laquelle repose l'ordonnance; et

8) Chaque trimestre, le Secrétaire publiera au Federal Register une liste des décisions prises en matière de champ d'application au cours des trois derniers mois. Cette liste comportera l'intitulé de l'affaire, le numéro de référence et une brève description de la décision.

e) *Produits finis ou assemblés aux Etats-Unis.*

1) *Règle générale.* Si -

- i) un produit vendu aux Etats-Unis appartient à la même catégorie ou est du même type que la marchandise qui fait l'objet d'une ordonnance, et
- ii) ce produit vendu aux Etats-Unis est fini ou assemblé aux Etats-Unis à partir de pièces ou de composants produits dans le pays étranger auquel s'applique ladite ordonnance, et
- iii) la différence entre la valeur de ce produit vendu aux Etats-Unis et la valeur des pièces et composants importés visés au paragraphe e) 1) ii) est faible,

le Secrétaire, après avoir pris en considération tout avis fourni par la Commission en vertu du paragraphe d) 7) du présent article, peut, à tout moment durant la période d'application de l'ordonnance, inclure dans son champ d'application les pièces ou composants importés visés au paragraphe e) 1) ii) qui sont utilisés pour le finissage ou l'assemblage de la marchandise aux Etats-Unis.

2) *Facteurs à prendre en considération.* Pour déterminer s'il convient d'inclure des pièces ou composants dans le cadre d'une ordonnance au titre du paragraphe e) 1) du présent article, le Secrétaire prendra en considération des facteurs tels que:

- i) La structure des échanges;
- ii) La question de savoir si le fabricant ou l'exportateur des pièces ou composants est lié à la personne qui assemble ou finit la marchandise vendue aux Etats-Unis à partir des pièces ou composants produits dans le pays étranger auquel s'applique l'ordonnance visée au paragraphe e) 1) du présent article; et
- iii) La question de savoir si les importations aux Etats-Unis des pièces ou composants produits dans ledit pays étranger ont augmenté après que l'ordonnance a été édictée.

f) *Produits finis ou assemblés dans d'autres pays étrangers -*

1) *Règle générale.* Si -

- i) un produit importé aux Etats-Unis appartient à la même catégorie ou est du même type que la marchandise qui fait l'objet d'une ordonnance,



- ii) avant d'être importé aux Etats-Unis, ce produit importé a été fini ou assemblé dans un autre pays étranger à partir des marchandises qui font l'objet de ladite ordonnance, ou est produit dans le pays étranger auquel s'applique cette ordonnance,
- iii) la différence entre la valeur de ce produit importé et la valeur de la marchandise visée au paragraphe f) 1) ii) est faible, et
- iv) le Secrétaire détermine qu'il convient d'engager une action en vertu du présent paragraphe afin d'éviter le contournement de l'ordonnance, il pourra, après avoir pris en considération tout avis fourni par la Commission en vertu du paragraphe d) 7) du présent article, inclure de tels produits importés dans le champ d'application de cette ordonnance à tout moment durant la période d'application de celle-ci.

2) *Facteurs à prendre en considération.* Pour déterminer s'il convient d'inclure un produit dans le cadre d'une ordonnance en vertu du paragraphe f) 1) du présent article, le Secrétaire prendra également en considération des facteurs tels que:

- i) La structure des échanges;
- ii) La question de savoir si le fabricant ou l'exportateur du produit visé au paragraphe f) 1) ii) est lié à la personne qui utilise la marchandise visée au paragraphe f) 1) ii) pour assembler ou finir dans le pays étranger le produit qui est ensuite importé aux Etats-Unis; et
- iii) La question de savoir si les importations dans le pays étranger du produit visé au paragraphe f) 1) ii) ont augmenté après que l'ordonnance a été édictée.

g) *Modifications mineures de la marchandise -*

1) *Règle générale.* La catégorie ou le type de la marchandise faisant l'objet d'une enquête ou d'une ordonnance englobera les marchandises ayant subi des modifications mineures dans leur forme ou leur apparence (y compris les produits agricoles bruts ayant subi une transformation peu importante) qu'elles relèvent ou non de la même classification tarifaire.

2) *Exceptions.* Le paragraphe g) 1) du présent article ne s'appliquera pas en ce qui concerne les marchandises ayant subi une modification si le Secrétaire détermine qu'il serait inutile de faire entrer ces marchandises dans le champ d'application de l'enquête ou de l'ordonnance.

h) *Produits développés ultérieurement -*

1) *Règle générale.* Afin de déterminer si un produit développé après l'ouverture d'une enquête antidumping (dénommé ci-après dans le présent paragraphe "produit développé ultérieurement") entre dans le champ d'application d'une ordonnance, le Secrétaire examinera si:

- i) Le produit ultérieurement présente les mêmes caractéristiques physiques générales que la marchandise pour laquelle l'ordonnance avait été initialement édictée (dénommée ci-après dans le présent paragraphe le "produit antérieur");
- ii) Les attentes des acheteurs finals du produit développé ultérieurement sont les mêmes que pour le produit antérieur;

- iii) L'utilisation finale du produit antérieur et celle du produit développé ultérieurement sont les mêmes;
- iv) Le produit développé ultérieurement emprunte les mêmes circuits commerciaux que le produit antérieur; et
- v) Le produit développé ultérieurement fait l'objet d'une publicité et d'une présentation analogues à celles du produit antérieur.

Le Secrétaire tiendra compte de tout avis formulé par la Commission au titre du paragraphe d) 7) du présent article avant d'établir une détermination en vertu du présent paragraphe.

2) *Exclusion du champ d'application d'une ordonnance.* Le Secrétaire ne pourra pas exclure du champ d'application d'une ordonnance des produits développés ultérieurement pour la seule raison que ces produits:

- i) Relèvent d'une classification tarifaire autre que celle indiquée dans la requête ou dans les avis antérieurs du Secrétaire durant la procédure; ou
- ii) permettent à l'acheteur de remplir des fonctions supplémentaires, à moins que ces fonctions supplémentaires ne représentent l'usage essentiel des produits et que leur coût constitue plus qu'une proportion notable du coût total de production des produits.

i) *Autres déterminations concernant le champ d'application.* En ce qui concerne les déterminations relatives au champ d'application qui ne relèvent pas des paragraphes e) à h) du présent article, pour examiner le point de savoir si un produit particulier relève de la catégorie ou du type de marchandise visé par une ordonnance en application, le Secrétaire tiendra compte des considérations suivantes:

1) Les descriptions de la marchandise figurant dans la requête, dans l'enquête initiale et dans les déterminations du Secrétaire et de la Commission.

2) Lorsque les critères susmentionnés ne sont pas déterminants, le Secrétaire examinera d'autre part:

- i) Les caractéristiques physiques du produit;
- ii) Les attentes des acheteurs finals;
- iii) L'utilisation finale du produit; et
- iv) Les circuits commerciaux.

j) *Suspension de la liquidation.*

1) Lorsque le Secrétaire ouvre une enquête concernant le champ d'application en vertu du paragraphe c) du présent article et que le produit visé fait déjà l'objet d'une suspension de la liquidation, cette suspension de la liquidation sera maintenue jusqu'à la décision préliminaire ou finale concernant le champ d'application. Toute suspension de la liquidation entraînera le dépôt en espèces du montant estimé des droits au taux applicable s'il est déterminé que le produit visé entre dans le champ d'application de l'ordonnance.

2) Si le Secrétaire prend une décision préliminaire concernant le champ d'application en vertu du paragraphe d) 3) du présent article selon laquelle le produit visé entre dans le champ d'application de l'ordonnance, toute suspension de la liquidation visée au paragraphe j) 1) du présent article sera maintenue. Lorsqu'il n'y a pas eu suspension de la liquidation, le Secrétaire donnera instruction au Service des douanes de suspendre la liquidation et d'exiger le dépôt en espèces du montant estimé des droits, au taux applicable, pour chaque lot de marchandise faisant l'objet d'une suspension, entré, ou retiré d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de la décision préliminaire en matière de champ d'application. Si le Secrétaire prend une décision préliminaire concernant le champ d'application selon laquelle le produit visé n'entre pas dans le champ d'application de l'ordonnance, il ordonnera qu'il soit mis fin à toute suspension de la liquidation pour le produit visé et donnera instruction au Service des douanes de rembourser tout dépôt en espèces ou de libérer toute caution concernant ce produit.

3) Si le Secrétaire prend une décision finale en matière de champ d'application, en vertu du paragraphe b) ou d) 5) du présent article, selon laquelle le produit visé entre dans le champ d'application de l'ordonnance, toute suspension de la liquidation en vertu du paragraphe j) 1) ou j) 2) du présent article sera maintenue. Lorsqu'il n'y a pas eu suspension de la liquidation, le Secrétaire donnera instruction au Service des douanes de suspendre la liquidation et d'exiger le dépôt en espèces du montant estimé des droits, au taux applicable, pour chaque lot de la marchandise entré, ou retiré d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de la décision finale en matière de champ d'application. Si la décision finale du Secrétaire en matière de champ d'application est que le produit visé n'entre pas dans le champ d'application de l'ordonnance, le Secrétaire ordonnera de mettre fin à toute suspension de la liquidation pour le produit visé et donnera instruction au Service des douanes de rembourser tout dépôt en espèces ou de libérer toute caution concernant ce produit.

k) *Où et quand déposer la requête, mode de présentation et nombre d'exemplaires.* Les dispositions de l'article 353.31 d), e), f et g) s'appliquent au présent article.

[55 FR 9049, 9 mars 1990]

### **Sous-partie C - renseignements et arguments**

353.31. Présentation des données de fait.

a) *Délais impartis en général.*

1) Sauf disposition de l'article 353.32 b) et des paragraphes a) 2) et b) du présent article, les données de fait communiquées au Secrétaire aux fins d'examen doivent être présentées au plus tard:

- i) Pour la détermination finale du Secrétaire, sept jours avant la date prévue pour le début de la vérification des renseignements;
- ii) Pour les résultats finals d'un réexamen administratif au titre de l'article 353.22 c) ou f), à la date la plus rapprochée des deux dates suivantes: publication de l'avis des résultats préliminaires du réexamen ou 180 jours après la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen; ou
- iii) Pour les résultats finals d'un réexamen accéléré au titre de l'article 353.22 g), à la date spécifiée par le Secrétaire.

2) Toute partie intéressée, selon la définition donnée aux paragraphes k) 3), k) 4), k) 5) et k) 6) de l'article 353.2, peut présenter des données de fait pour réfuter, clarifier ou corriger des données de fait présentées par une partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe k) 1) ou k) 2) de l'article 353.2, à tout moment avant la date limite fixée dans le présent article pour la présentation de telles données de fait ou, par la suite, 10 jours après la date à laquelle ces données de fait sont signifiées à la partie intéressée ou, le cas échéant, la date à laquelle elles sont rendues accessibles à la partie intéressée par une ordonnance conservatoire administrative.

3) Le Secrétaire n'examinera pas dans le cadre de la détermination finale ou des résultats finals, et ne conservera pas au dossier de la procédure, toute donnée de fait qui aura été présentée après la date limite applicable. Le Secrétaire renverra ces renseignements à l'informateur en indiquant par écrit les raisons de ce renvoi.

b) *Réponses à des questionnaires et autres renseignements présentés sur demande.*

1) Nonobstant le paragraphe a) du présent article, le Secrétaire est habilité à demander à toute personne de présenter des données de fait à tout moment durant une procédure.

2) Dans la demande qu'il présentera par écrit à une partie intéressée pour obtenir des réponses à un questionnaire ou d'autres données de fait, le Secrétaire précisera le délai imparti pour répondre à cette demande. Le Secrétaire n'examinera pas normalement ou ne conservera pas au dossier de la procédure des réponses à des questionnaires qui n'auront pas été sollicitées et en aucun cas il n'examinera des réponses à des questionnaires qui n'auront pas été sollicitées et qui seront présentées après la date de publication de sa détermination préliminaire. Le Secrétaire renverra à l'informateur, en indiquant par écrit les raisons de ce renvoi, toutes réponses à des questionnaires non présentées en temps voulu ou non sollicitées et qui auront été rejetées par le Département.

3) Normalement, le Secrétaire ne prorogera pas le délai indiqué dans le questionnaire ou dans la demande d'autres données de fait. Avant expiration du délai imparti, le destinataire de la demande du Secrétaire pourra demander une prorogation du délai. Cette demande devra être formulée par écrit et exposer les raisons qui l'ont motivée. Seuls les employés du Département ci-après sont habilités à approuver une prorogation de délai: le sous-secrétaire à l'Administration des importations, le sous-secrétaire adjoint à l'Administration des importations, le sous-secrétaire adjoint aux enquêtes, le sous-secrétaire adjoint chargé de veiller au respect des décisions et le bureau ou le directeur de division responsable de la procédure. Une prorogation de délai doit être approuvée par écrit.

4) Sous réserve des dispositions de l'article 353.32 b) et des autres dispositions du paragraphe b) du présent article, les réponses aux questionnaires pour des réexamens administratifs doivent être présentées au plus tard 60 jours après la date de réception d'un questionnaire.

c) *Délais impartis pour certaines allégations.*

1) Le Secrétaire n'examinera aucune allégation concernant des ventes à des prix inférieurs au coût de production qui sera présentée par le requérant ou une autre partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe k) 3), k) 4), k) 5) ou k) 6) de l'article 353.2 plus tard que:

i) Dans le cadre d'une enquête, 45 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire du Secrétaire, à moins qu'une réponse pertinente ne soit, de l'avis du Secrétaire, pas présentée en temps utile ou soit incomplète, auquel cas le Secrétaire fixera la date limite;

- ii) Dans le cadre d'un réexamen administratif en vertu de l'article 353.22 c) ou f), 120 jours après la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen, à moins qu'une réponse pertinente ne soit, de l'avis du Secrétaire, pas présentée en temps utile ou soit incomplète, auquel cas le Secrétaire fixera la date limite; ou
  - iii) Dans le cadre d'un réexamen accéléré en vertu de l'article 353.22 g), dix jours après la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen.
- 2) Le Secrétaire n'examinera dans le cadre d'un enquête aucune allégation selon laquelle le requérant n'est pas représentatif à moins qu'elle ne soit présentée, accompagnée des données de fait à l'appui, au plus tard dix jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire du Secrétaire.
- 3) Toute partie intéressée peut demander par écrit dans les délais spécifiés au paragraphe c) 1) ou c) 2) du présent article, selon le cas, une prorogation de délai. Si le Sous-Secrétaire à l'Administration des importations juge qu'une prorogation permettrait d'administrer la loi de façon plus correcte, il peut accorder une prorogation n'excédant pas dix jours dans le cadre d'une enquête, ou 30 jours dans le cadre d'un réexamen administratif.
- d) *Où et quand déposer la demande.* Adresser et présenter les documents au Secrétaire au commerce à l'adresse suivante: Import Administration, Central Records Unit, Room B-099, U.S. Department of Commerce, Pennsylvania Avenue and 14th St., NW., Washington, DC 20230, entre 8h.30 et 17 heures, les jours ouvrables. Pour ce qui est de tous les délais indiqués dans la présente partie, le Secrétaire examinera les documents reçus lorsqu'ils porteront le cachet des archives centrales avec indication de la date et de l'heure de réception. Si le délai expire un jour non ouvrable, le Secrétaire acceptera les documents qui seront enregistrés le jour ouvrable suivant.
- e) *Mode de présentation et nombre d'exemplaires -*
- 1) *Règle générale.* A moins que le Secrétaire ne modifie les prescriptions du présent article, les informateurs doivent présenter tous les documents sous la forme indiquée au paragraphe e) du présent article. Le Secrétaire pourra refuser de verser au dossier de la procédure tout document qui ne sera pas conforme aux prescriptions du paragraphe e) du présent article.
- 2) *Documents.* Dans le cadre d'une enquête, tout document doit être présenté en dix exemplaires, exception faite des textes sortis sur imprimante d'ordinateur, et si une personne a demandé au Secrétaire de considérer certaines parties du document comme des renseignements de nature exclusive, une version publique du document doit être présentée en cinq exemplaires, notamment tout résumé public requis au titre de l'article 353.32 b) en remplacement des parties pour lesquelles la personne a demandé le traitement confidentiel; si, en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, des versions doivent être signifiées au titre de l'article 353.31 g) 1) ou 2) il convient de présenter un exemplaire de la page de couverture, portant les indications visées au paragraphe e) 2) v), accompagné des seules pages qui diffèrent des versions publiques ou de nature exclusive. Dans le cadre d'un réexamen administratif, d'une enquête concernant le champ d'application ou d'une demande de surveillance d'un produit d'aval, tout document doit être présenté en sept exemplaires, à l'exception des textes sortis sur imprimante d'ordinateur; si une personne a demandé que le Secrétaire traite certaines parties du document comme des renseignements de nature exclusive il convient de présenter trois exemplaires d'une version publique du document, comme indiqué ci-dessus; un exemplaire doit également être présenté de toute version qui en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative doit être signifiée conformément à l'article 353.31 g) 1) ou 2), comme indiqué ci-dessus. Dans le cadre d'une enquête, d'un réexamen administratif, d'une enquête concernant le champ d'application ou d'une demande de surveillance d'un produit d'aval, les documents doivent être présentés, s'ils sont établis pour cette partie de la procédure,

sur du papier à lettres, imprimé au recto seulement et en double interligne. Chaque exemplaire doit être solidement attaché de façon à ne former qu'un document avec toute lettre d'accompagnement servant de page de couverture. La première page de chaque document doit porter dans le coin supérieur droit les renseignements ci-après, présentés comme suit:

- i) Sur la première ligne, sauf s'il s'agit d'une requête, le numéro donné par le Département à l'affaire;
- ii) Sur la deuxième ligne, le nombre total de pages du document, y compris les pages de couverture, les appendices et toutes pages non numérotées;
- iii) Sur la troisième ligne, indiquer si le document sera utilisé pour une enquête, une enquête concernant le champ d'application, une demande de surveillance d'un produit d'aval ou un réexamen administratif et, dans le dernier cas, les dates auxquelles débutera et se terminera le réexamen;
- iv) Sur la quatrième ligne et sur les lignes suivantes, indiquer si une partie du document contient des renseignements classés, protégés ou de nature exclusive et, dans l'affirmative, indiquer les numéros des pages correspondantes en précisant si "le document peut être divulgué en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative" ou si "le document ne peut pas être divulgué en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative" (*voir* articles 353.32 c) et 353.34); et
- v) Pour les versions données dans le cadre d'une ordonnance conservatoire administrative, comme indiqué à l'article 353.31 g) 1) ou 2), donner les renseignements demandés aux paragraphes i)-iv) ci-dessus pour les documents de nature exclusive, mais indiquer clairement sur la première page "version fournie en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative établie pour [nom de la partie habilitée à recevoir les documents]"; et
- vi) Pour les versions publiques de documents de nature exclusive, requises au titre de l'article 353.32 b), fournir les renseignements demandés aux paragraphes e) 2) i)-iv) du présent article pour les documents de nature exclusive, mais indiquer clairement sur la première page "version publique".

3) *Bandes pour ordinateurs et textes imprimés sur ordinateur.* Le Secrétaire peut demander que des données de fait soient présentées sur bande pour ordinateur à moins qu'il n'estime que l'informateur n'établissant pas de dossier informatisé ne peut fournir les renseignements demandés sur bande pour ordinateur sans que cela se traduise pour lui par une charge supplémentaire excessive en termes de temps et de frais. Dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen administratif, la bande devra être accompagnée de trois copies de tout texte imprimé sur ordinateur et de trois copies de la version publique du texte imprimé, sur ordinateur.

f) *Traduction en anglais.* A moins que le Secrétaire n'accorde par écrit une dérogation à cette prescription pour un document donné, tout document présenté dans une langue étrangère doit être accompagné d'une traduction en anglais.

g) *Signification de copies aux autres parties.* Exception faite des requêtes, des projets d'accord de suspension présentés au titre de l'article 353.18 g) 1) i) et des données de fait communiquées au titre de l'article 353.32 a) qui n'ont pas à être signifiées à une partie intéressée, l'informateur qui communique un document doit, en même temps, signifier une copie de ce document à toutes les parties

intéressées inscrites sur la liste de signification du Département, par courrier postal rapide ou en la faisant livrer en mains propres. En outre, lorsqu'il s'agit de renseignements de nature exclusive, l'informateur doit signifier les versions ci-après dans le cadre des ordonnances conservatoires administratives.

1) S'agissant des parties à la procédure qui font l'objet d'une ordonnance conservatoire administrative en vertu de l'article 353.34, l'informateur devra inclure les renseignements de nature exclusive que la partie intéressée est habilitée à recevoir en vertu de l'ordonnance conservatoire administrative ainsi que les renseignements de nature exclusive qui appartiennent en propre à la partie en question, mais aucun autre renseignement de nature exclusive.

2) S'agissant des parties intéressées qui ne font pas l'objet d'une ordonnance conservatoire administrative, lorsque le document communiqué contient des renseignements de nature exclusive appartenant à une telle partie intéressée, l'informateur devra signifier à la partie intéressée une version contenant uniquement lesdits renseignements de nature exclusive.

Le Secrétaire n'acceptera aucun document qui ne sera pas accompagné d'un certificat de signification énumérant les parties ayant reçu signification du document, le type de document signifié et indiquant, pour chaque cas, la date et la méthode de signification.

h) *Liste de signification.* Les archives centrales établiront et communiqueront une liste de signification pour chaque procédure. Chaque partie intéressée qui demandera à être inscrite sur la liste de signification désignera une personne chargée de recevoir signification des documents communiqués dans le cadre d'une procédure.

i) *Certifications.* Toute partie intéressée qui fournit des données de fait au Secrétaire doit présenter avec ces données de fait la certification visée au paragraphe i) 1) et, si elle a un avocat ou un autre représentant, la certification visée au paragraphe i) 2) du présent article:

1) S'agissant du responsable de la partie intéressée chargé de présenter les données de fait:

I. Je soussigné (nom et titre), actuellement employé par (partie intéressée), certifie que 1) J'ai pris connaissance de la communication ci-jointe et que 2) les renseignements contenus dans cette communication sont, à ma connaissance, complets et exacts.

2) S'agissant de l'avocat ou d'un autre représentant de la partie intéressée:

I. Je soussigné (nom) (membre de Cabinet juridique ou autre), avocat ou représentant de (partie intéressée) certifie que 1) J'ai pris connaissance de la communication ci-jointe et que 2) sur la base des renseignements qui ont été mis à ma disposition par (partie intéressée), je n'ai aucune raison de penser que cette communication contient une présentation erronée des faits ou que certains faits ont été omis.

[53 FR 12769, 28 mars 1988, tel que modifié par 55 FR 9051, 9 mars 1990; 57 FR 30902, 13 juillet 1992]

353.32. Demande de traitement confidentiel des renseignements.

a) *Présentation et teneur de la demande.*

1) Toute personne qui présentera au Secrétaire des données de fait se rapportant à une procédure pourra demander que ces données, ou une partie déterminée d'entre elles, soient tenues confidentielles.

2) L'informateur signalera les renseignements de nature exclusive sur chaque page en les plaçant entre crochets et en indiquant clairement en haut de chaque page contenant de tels renseignements "Demande de traitement confidentiel" avec la mise en garde suivante "La mise entre crochets des renseignements de nature exclusive n'est pas définitive avant la fin du premier jour ouvrable suivant la date du dépôt". Les crochets ne deviennent définitifs qu'un jour ouvrable après la date à laquelle le document a été déposé, c'est-à-dire le jour où doit être déposée la version expurgée du document. Jusque-là, les destinataires ne peuvent rien divulguer du contenu du document à quiconque ne fait pas l'objet d'une ordonnance conservatoire administrative émise au cours de l'enquête. Lorsque les crochets sont devenus définitifs, les destinataires peuvent divulguer la version publique du document à toute personne ne faisant pas l'objet de l'ordonnance conservatoire administrative. Si l'informateur s'aperçoit qu'il a commis une erreur dans la mise entre crochets, il peut déposer une version corrigée, intégrale ou partielle, du document renfermant des renseignements de nature exclusive en même temps qu'il dépose la version expurgée. Après la date limite, il n'est permis d'apporter aucun changement au document si ce n'est la mise entre crochets ou la suppression des renseignements de nature exclusive. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le document peut être radié du dossier en totalité ou en partie.

3) L'informateur doit expliquer en détail pourquoi chaque donnée de fait faisant l'objet de la demande doit bénéficier du traitement confidentiel au titre de l'article 353.4. La demande et les explications doivent faire partie du document contenant les renseignements ou lui être solidement attachées.

b) *Résumé public.* Sauf disposition du paragraphe b) 3) du présent article, au plus tard un jour ouvrable après le dépôt des renseignements pour lesquels le traitement confidentiel est demandé, toute personne qui demande le traitement confidentiel doit fournir au Secrétaire -

1) Un résumé public adéquat de tous les renseignements de nature exclusive, incorporé dans la version publique du document (de manière générale, les données numériques sont résumées de façon adéquate si elles sont regroupées ou présentées sous forme d'indices ou de chiffres ne s'écartant pas plus de 10 pour cent du chiffre réel, et lorsqu'une certaine partie des données est volumineuse si au moins 1 pour cent de cette partie est résumé de cette manière); ou

2) Une déclaration spécifiant les parties des renseignements de nature exclusive qui ne peuvent être résumés de façon adéquate et tous les arguments à l'appui de cette conclusion dans chaque cas.

3) Toutes les demandes de traitement confidentiel des renseignements figurant dans les requêtes présentées au titre de l'article 353.12 et les projets d'accords de suspension présentés au titre de l'article 353.18 g) 1) i) doivent être accompagnés d'un résumé public et d'une déclaration conformément aux dispositions des paragraphes b) 1) et b) 2) du présent article.

c) *Accord de divulgation.* Toutes les demandes de traitement confidentiel doivent comprendre soit un accord permettant la divulgation en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, soit une déclaration spécifiant quelles parties des renseignements de nature exclusive ne doivent pas être divulguées en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative et tous les arguments à l'appui de



cette conclusion pour chacune de ces parties. Le Secrétaire ne donnera généralement pas à l'informateur d'autres possibilités de présenter des arguments sur le point de savoir s'il convient d'accepter une demande de divulgation dans le cadre d'une ordonnance conservatoire administrative.

d) *Renvoi des renseignements pour non-conformité de la demande.* Le Secrétaire peut renvoyer à l'informateur toutes données de fait pour lesquelles l'informateur a fait une demande de traitement confidentiel lorsque cette demande n'est pas conforme aux prescriptions du présent article et en tout état de cause il ne prendra pas en considération ces données. S'il renvoie des données, le Secrétaire exposera par écrit les raisons pour lesquelles elles ne sont pas conformes aux prescriptions et il ne les prendra pas en considération à moins qu'elles ne soient représentées avec une nouvelle demande de traitement confidentiel conforme aux prescriptions du présent article au plus tard deux jours ouvrables après réception de l'explication de leur rejet donnée par le Département.

e) *Situation durant l'examen de la demande.* Durant l'examen de la question de savoir s'il convient de faire droit à une demande de traitement confidentiel, le Secrétaire ne divulguera pas ou ne rendra pas publics les renseignements. Il prendra normalement sa décision dans un délai de 14 jours après réception de la demande.

f) *Traitement confidentiel des renseignements.* A moins que le Secrétaire n'en décide autrement, la personne à laquelle il divulgue les renseignements ne doit les communiquer à aucune autre personne. Le Secrétaire peut divulguer les données de fait auxquelles il a décidé d'accorder le traitement confidentiel uniquement à:

- 1) Un représentant d'une partie intéressée qui demande et à laquelle est accordée une ordonnance conservatoire administrative au titre de l'article 353.34;
- 2) Un employé du Département participant directement à la procédure pour laquelle les renseignements sont fournis;
- 3) Un employé de la Commission participant directement à la procédure pour laquelle les renseignements sont fournis;
- 4) Un employé du Service des douanes participant directement à la conduite d'une enquête pour fraude dans le cadre d'une procédure en matière de droits antidumping concernant la marchandise;
- 5) Toute personne expressément habilitée (par écrit) par l'informateur à recevoir ces renseignements; et
- 6) Une partie mise en cause ou l'avocat d'une partie mise en cause en vertu de la Partie 354 du présent titre (19 CFR Partie 354).

g) *Rejet de la demande de traitement confidentiel.* Si le Secrétaire décide que les données de fait ne méritent pas en totalité ou en partie le traitement confidentiel, il en avisera l'informateur. A moins que l'informateur n'accepte que les renseignements soient considérés comme publics, le Secrétaire les lui renverra en indiquant par écrit les raisons de ce renvoi et ne les prendra pas en considération dans la procédure.

[54 FR 12769, 28 mars 1989; 54 FR 13294, 31 mars 1989 tel que modifié par 57 FR 30903, 13 juillet 1992]

353.33. Renseignements n'ayant pas à être divulgués.

Les renseignements protégés ou classés n'ont pas à être divulgués au public ou au représentant des parties intéressées.

353.34. Divulgence de renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.

a) *Règle générale.* Dès réception d'une demande (avant ou après réception des renseignements demandés) décrivant en termes généraux la nature des renseignements demandés et exposant les raisons qui l'ont motivée, le Secrétaire doit exiger que tous les renseignements de nature exclusive qui lui ont été communiqués ou qu'il a obtenus, durant une partie de la procédure (à l'exception des renseignements protégés, classés et des informations particulières dont la nature exige clairement qu'elles ne soient pas divulguées) soient communiqués aux parties intéressées qui sont parties à la procédure, en vertu d'une ordonnance conservatoire définie au présent article, quel que soit le moment où ces renseignements ont été présentés durant cette partie de la procédure.

b) *Demande de divulgation.*

1) Un représentant doit déposer une demande de divulgation de renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative au plus tard:

- i) 30 jours après la date de publication au Federal Register de l'avis d'ouverture d'enquête au titre de l'article 353.11 ou 353.13, ou de l'avis d'ouverture d'un réexamen administratif au titre de l'article 353.22; ou
- ii) 30 jours après l'ouverture d'une enquête concernant le champ d'application en vertu de l'article 353.29a) ou b); ou
- iii) Dix jours après la date à laquelle le client ou l'employeur du représentant devient partie à la procédure, mais en tout état de cause au plus tard à la date à laquelle les mémoires concernant l'affaire doivent être présentés en vertu de l'article 353.38.

2) Le représentant doit, pour déposer la demande de divulgation, utiliser un formulaire type fourni par le Secrétaire (formulaire ITA-367). Le formulaire type n'exigera, dans la description des renseignements demandés, que les détails compatibles à la fois avec les critères utilisés par le Secrétaire pour décider s'il convient de divulguer les renseignements, et avec le fait qu'une demande de présentation des données de fait non encore communiquées pourrait être formulée.

3) La demande fera obligation au représentant:

- i) De ne divulguer les renseignements de nature exclusive à personne en dehors de l'informateur et des autres personnes autorisées en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative à avoir accès à ces renseignements;
- ii) D'utiliser ces renseignements uniquement pour la partie de la procédure au cours de laquelle ils ont été présentés ;
- iii) D'assurer à tout moment la protection des renseignements de nature exclusive; et

- iv) De signaler dans les moindres délais au Secrétaire toute violation apparente des dispositions de l'ordonnance conservatoire.
  - 4) La demande doit contenir une déclaration du représentant reconnaissant que:
    - i) Un représentant qui, aux termes d'une détermination, a violé une ordonnance conservatoire est passible de l'une ou l'autre ou de la totalité des sanctions énumérées dans la Partie 354 du présent titre; et
    - ii) L'entreprise dont la personne qui, aux termes d'une détermination, a violé une ordonnance conservatoire est un partenaire, un associé ou un employé, et tout partenaire, associé, employeur ou employé de cette personne, est passible de l'une ou l'autre ou de la totalité des sanctions énumérées dans la Partie 354 du présent titre.
  - 5) Le Secrétaire décidera s'il convient de divulguer des renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative:
    - i) Au plus tard 14 jours après la date à laquelle les renseignements auront été présentés; ou
    - ii) Si -
  - A) La personne qui a présenté les renseignements s'oppose à leur divulgation, ou
  - B) Les renseignements sont habituellement volumineux ou complexes,
- au plus tard 30 jours après la date à laquelle ils ont été présentés.
- 6) Si le Secrétaire décide qu'il y a lieu de procéder à la divulgation des renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative au titre du paragraphe 5) ci-dessus:
    - i) En ce qui concerne les renseignements de nature exclusive présentés au Secrétaire à la date ou avant la date de la décision de procéder à la divulgation, la partie qui a présenté les renseignements doit, dans les deux jours ouvrables suivant la date de la décision, en aviser la partie qui a demandé la divulgation des renseignements, conformément à l'article 353.31 g); et
    - ii) La partie qui a présenté les renseignements doit signifier la totalité des futures communications de renseignements de nature exclusive directement à la partie requérante selon les prescriptions de l'article 353.31 g).
  - c) *Possibilité de retrait des renseignements de nature exclusive.* Si le Secrétaire décide de demander la divulgation de renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative sans le consentement de l'informateur, il avisera celui-ci par écrit de cette décision et des raisons qui l'ont motivée et autorisera l'informateur à retirer les renseignements du dossier officiel dans un délai de deux jours ouvrables. Le Secrétaire ne prendra pas en considération les renseignements retirés. De plus, si l'informateur ne retire pas les renseignements mais omet de les signifier à la partie qui les a demandés, conformément à l'article 353.34 b) 6), le Secrétaire ne prendra pas en considération lesdits renseignements.

d) *Destination des renseignements de nature exclusive divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.*

1) A l'expiration du délai fixé pour demander la révision judiciaire d'une décision du Secrétaire, si aucune partie à la procédure n'a déposé une demande, ou à une date antérieure qui sera jugée appropriée par le Secrétaire, le représentant doit renvoyer ou détruire tous les renseignements de nature exclusive divulgués au titre du présent article et tous les autres documents contenant des renseignements de nature exclusive (tels que notes ou mémorandums). Le représentant doit alors certifier au Secrétaire que les dispositions de l'ordonnance conservatoire ont été pleinement satisfaites et que tous les renseignements de nature exclusive ont été renvoyés ou détruits.

2) Le représentant d'une partie à la procédure qui introduit une demande de révision judiciaire ou intervient dans la révision judiciaire peut conserver les renseignements de nature exclusive, à condition que la partie demande au tribunal une ordonnance conservatoire pour les renseignements au plus tard 15 jours après le dépôt du dossier administratif par le Secrétaire auprès du tribunal. Si le tribunal rejette la demande d'ordonnance conservatoire formulée par la partie, le représentant doit renvoyer ou détruire les renseignements de nature exclusive ainsi que tous autres documents contenant des renseignements de nature exclusive, au plus tard 48 heures après la décision du tribunal et adresser au Secrétaire une certification conformément aux dispositions du paragraphe d) 1) du présent article.

e) *Violation d'une ordonnance conservatoire administrative.* Les procédures pour examiner toute violation alléguée d'une ordonnance conservatoire administrative rendue en vertu du présent article et pour imposer des sanctions pour violation d'une telle ordonnance sont énoncées dans la Partie 354 du présent titre (19 CFR Partie 354).

[53 FR 12769, 28 mars 1988, telle que modifiée par 55 FR 9052, 9 mars 1990]

#### 353.35. Réunion *ex parte*.

Le Secrétaire établira pour le verser au dossier officiel un mémorandum écrit de toute réunion *ex parte* entre une personne quelconque communiquant des données de fait concernant une procédure et la personne à laquelle le Secrétaire a délégué le pouvoir de statuer ou la personne présentant une recommandation finale à la personne en question. Ce mémorandum contiendra l'indication de la date, de l'heure et du lieu de la réunion, l'identité et l'affiliation de toutes les personnes présentes et un résumé public des données de fait présentées.

#### 353.36. Vérification des renseignements.

a) *Règle générale.*

1) Le Secrétaire vérifiera toutes les données de fait sur lesquelles il s'est fondé dans:

- i) Une détermination finale au titre de l'article 353.18 i) ou 353.20;
- ii) Les résultats finals d'un réexamen accéléré au titre de l'article 353.22 g);
- iii) Une abrogation au titre de l'article 353.25;
- iv) Les résultats finals d'un réexamen administratif au titre de l'article 353.22 c) ou f) s'il décide qu'il existe de bonnes raisons pour procéder à une vérification; et

v) Les résultats finals d'un réexamen administratif au titre de l'article 353.22 c) si:

A) Une partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe k) 3), k) 4), k) 5) ou k) 6) de l'article 353.2, au plus tard 120 jours après la date de publication de l'avis d'ouverture d'un réexamen, présente par écrit une demande de vérification; et

B) Le Secrétaire n'a procédé à aucune vérification au titre du présent paragraphe durant l'un ou l'autre des deux précédents réexamens administratifs.

2) Si le Secrétaire décide que, en raison du grand nombre de producteurs et de revendeurs visés par une enquête ou un réexamen administratif, la vérification des données de faits pertinentes pour chaque personne n'est pas réalisable, il peut choisir et vérifier un échantillon de ces données. Il appliquera les résultats de la vérification de cet échantillon à tous les producteurs et revendeurs visés par l'enquête ou le réexamen.

b) *Avis de vérification.* Lorsqu'il publiera un avis de détermination finale, d'abrogation ou de résultats finals d'un réexamen administratif, le Secrétaire indiquera les méthodes et procédures utilisées pour procéder à la vérification au titre du présent article.

c) *Procédures de vérification.* Pour procéder aux vérifications au titre du présent article, le Secrétaire informera le gouvernement du pays étranger dans lequel a lieu la vérification que les employés du Département rendront visite aux producteurs ou revendeurs afin de vérifier l'exactitude ou le caractère exhaustif des données de fait présentées. Dans le cadre de la vérification, les employés du Département demanderont à avoir accès à tous les fichiers, dossiers et membres du personnel des producteurs, revendeurs, importateurs, ou acheteurs non liés qui, de l'avis du Secrétaire, ont un rapport avec les données de faits présentées.

353.37. Meilleurs renseignements disponibles.

a) *Utilisation des meilleurs renseignements disponibles.* Le Secrétaire utilisera les meilleurs renseignements disponibles lorsque:

1) Il ne reçoit pas une réponse complète, exacte et en temps utile à sa demande de données de fait; ou

2) Il n'est pas en mesure de vérifier, dans le laps de temps spécifié, l'exactitude et le caractère exhaustif des données de fait présentées.

b) *Ce qu'on entend par meilleurs renseignements disponibles.* Les meilleurs renseignements disponibles peuvent inclure les données de fait présentées à l'appui d'une requête ou présentées ultérieurement par des parties intéressées, selon la définition donnée au paragraphe k) 3), k) 4), k) 5) ou k) 6) de l'article 353.2. Si une partie intéressée refuse de fournir les données de fait demandées par le Secrétaire ou entrave de toute autre manière la procédure, le Secrétaire peut prendre ce fait en considération pour déterminer quels sont les meilleurs renseignements disponibles.

353.38. Arguments écrits et auditions.

a) *Arguments écrits.* Le Secrétaire prendra uniquement en considération pour établir une détermination finale au titre de l'article 353.18 i) ou 353.20 ou les résultats finals au titre de l'article 353.22 les arguments écrits présentés dans les mémoires sur le dossier de l'affaire ou dans les contre-mémoires déposés dans les délais indiqués dans le présent article. Le Secrétaire ne prendra

pas en considération ou ne conservera pas dans les dossiers de la procédure tout argument écrit, sauf s'il a été demandé par lui (et reçu dans les délais qu'il a spécifiés), qui sera présenté après les délais spécifiés dans le présent article. A tout moment, au cours de la procédure, le Secrétaire pourra demander à toute partie intéressée ou à un organisme du gouvernement des Etats-Unis des arguments écrits sur n'importe quelle question. Le Secrétaire renverra à l'informateur, en indiquant par écrit les raisons de ce renvoi, tout argument écrit présenté après les délais indiqués dans le présent article ou spécifiés par le Secrétaire.

b) *Demande d'audition.* Au plus tard dix jours après la date de publication de la détermination préliminaire du Secrétaire ou des résultats préliminaires d'un réexamen administratif, et à moins que le Secrétaire ne modifie ce délai, toute partie intéressée peut demander que le Secrétaire procède à une audition publique sur les arguments devant être présentés dans les mémoires ou les contre-mémoires. Dans la mesure du possible, une partie demandant une audition doit indiquer les arguments qui seront présentés à l'audition. Lors d'une audition, une partie intéressée ne peut faire un exposé affirmatif que sur les arguments figurant dans le mémoire qu'elle a présenté sur l'affaire et elle ne peut apporter des réfutations que sur les arguments figurant dans son contre-mémoire.

c) *Mémoire.*

1) Toute partie intéressée ou tout organisme du gouvernement des Etats-Unis peut présenter un "mémoire":

- i) Au plus tard 50 jours après la date de publication de la détermination préliminaire du Secrétaire dans le cadre d'une enquête, à moins que le Secrétaire ne modifie ce délai;
- ii) Au plus tard 30 jours après la date de publication des résultats préliminaires d'un réexamen administratif au titre de l'article 353.22 c) ou f); ou
- iii) A tout moment indiqué par le Secrétaire dans le cadre d'un réexamen accéléré au titre de l'article 353.22 g).

2) Le mémoire doit présenter séparément et de façon exhaustive tous les arguments qui, de l'avis de celui qui le présente, offrent un intérêt pour la détermination finale ou les résultats finals du Secrétaire, y compris tous arguments présentés avant la date de publication de la détermination préliminaire ou des résultats préliminaires.

d) *Contre-mémoire.* Dans les délais indiqués dans l'avis de détermination préliminaire ou de résultats préliminaires établis par le Secrétaire (ou dans le délai spécifié par le Secrétaire dans le cas d'un réexamen accéléré au titre de l'article 353.22 g)), soit généralement cinq jours dans le cadre d'une enquête et sept jours dans le cadre d'un réexamen administratif après la date limite fixée pour le dépôt du mémoire, toute partie intéressée ou tout organisme du gouvernement des Etats-Unis peut présenter un "contre-mémoire". Le contre-mémoire doit présenter séparément et de façon exhaustive tous les arguments permettant de réfuter les arguments avancés dans le mémoire.

e) *Signification des mémoires.* Le déposant d'un mémoire ou d'un contre-mémoire doit en signifier une copie à toute partie intéressée inscrite sur la liste de signification du Département et à tout organisme du gouvernement des Etats-Unis qui a présenté dans cette partie de la procédure un mémoire ou un contre-mémoire. Si la partie a désigné, au titre de l'article 353.31 h), un agent aux Etats-Unis, la signification se fera soit en mains propres le jour même où le mémoire est déposé auprès du Secrétaire soit par courrier postal ou messenger le jour suivant et, si la partie a désigné un agent en dehors des Etats-Unis, la signification se fera par courrier postal aérien rapide. Le déposant doit joindre à chaque

mémoire un certificat de signification indiquant les parties (y compris les agents) qui ont reçu la signification et dans chaque cas, la date et la méthode de signification.

f) *Auditions.* Si une partie intéressée introduit une demande au titre du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire procédera à une audition publique à la date indiquée dans l'avis de la détermination préliminaire ou des résultats préliminaires du réexamen administratif établis par le Secrétaire (ou qui aura été spécifiée par le Secrétaire s'il s'agit d'un réexamen accéléré au titre de l'article 353.22 g)) à moins que le Secrétaire ne modifie cette date. Généralement, l'audition aura lieu, dans le cadre d'une enquête, deux jours après la date prévue pour la présentation des contre-mémoires et, dans le cadre d'un réexamen administratif, sept jours après la date prévue pour la présentation des contre-mémoires.

1) Le Secrétaire versera aux dossiers public et officiel de la procédure le compte rendu de l'audition et indiquera lors de l'audition la façon dont les parties intéressées peuvent se procurer des copies du compte rendu.

2) L'un des employés suivants du Département présidera l'audition: le Sous-Secrétaire à l'Administration des importations, le Sous-Secrétaire adjoint à l'Administration des importations, le Sous-Secrétaire adjoint aux enquêtes; le Sous-Secrétaire adjoint chargé de veiller au respect des décisions; ou le Bureau ou le Directeur de division responsable de la procédure.

3) L'audition n'est pas assujettie à la Loi sur les procédures administratives. Les témoins, s'il y en a, ne doivent pas témoigner sous serment et ne sont pas soumis à un contre-interrogatoire par une autre partie intéressée ou un autre témoin. Durant l'audition, le Président pourra interroger toute partie intéressée ou tout témoin et demander à une partie intéressée de présenter des arguments écrits supplémentaires.

g) *Où et quand déposer la demande.* Les prescriptions de l'article 353.31 d) s'appliquent au présent article.

h) *Mode de présentation et nombre d'exemplaires.* Les prescriptions de l'article 353.31 e) s'appliquent au présent article, hormis le fait que dans le cadre d'un réexamen administratif il faut présenter dix copies de chaque mémoire et cinq copies de la version publique, y compris du résumé public requis en vertu de l'article 353.32 b).

#### **Sous-partie D - Calcul du prix aux Etats-Unis, juste valeur et valeur sur le marché étranger**

353.41. Calcul du prix aux Etats-Unis.

a) *Règle générale.* L'expression "prix aux Etats-Unis" désigne le prix d'achat de la marchandise ou son prix de vente à l'exportation, selon le cas. Pour calculer le prix aux Etats-Unis, le Secrétaire utilisera les ventes ou, en l'absence de ventes, les ventes probables au sens de l'article 353.2 t).

b) *Prix d'achat.* L'expression "prix d'achat" désigne le prix auquel une marchandise est vendue ou probablement vendue, avant la date de l'importation, par un producteur ou un revendeur de la marchandise pour l'exportation aux Etats-Unis. Le Secrétaire procédera aux ajustements appropriés correspondant aux coûts et dépenses conformément au paragraphe d) du présent article s'ils ne sont pas compris dans le prix de vente à l'importateur. Chaque fois que le prix d'achat est utilisé et qu'il y a des raisons de penser que le prix de vente à l'importateur ne comprend pas les coûts et dépenses encourus pour acheminer la marchandise depuis le pays d'exportation, le Secrétaire procédera aux

ajustements appropriés correspondant audits coûts et dépenses conformément au paragraphe d) du présent article.

c) *Prix de vente à l'exportation.* L'expression "prix de vente à l'exportation" désigne le prix auquel la marchandise est vendue ou probablement vendue aux Etats-Unis, avant ou après la date de l'importation, par l'exportateur ou pour son compte (au sens de l'article 771 13) de la Loi), ajusté conformément aux paragraphes d) et e).

d) *Ajustements du prix aux Etats-Unis.*

1) Le Secrétaire majorera le prix aux Etats-Unis:

- i) Lorsqu'ils ne seront pas inclus dans le prix, du coût des récipients et emballages et des autres dépenses encourues pour le conditionnement de la marchandise prête à être expédiée aux Etats-Unis;
- ii) Du montant de tous droits d'importation, imposés par le pays exportateur, qui auront fait l'objet d'une remise, ou qui n'auront pas été perçus, en raison de l'exportation de la marchandise à destination des Etats-Unis;
- iii) Du montant de toutes taxes frappant directement, dans le pays exportateur, la marchandise exportée ou des composants de ladite marchandise, qui auront fait l'objet d'une remise ou qui n'auront pas été perçues en raison de l'exportation de la marchandise, mais seulement dans la mesure où ces taxes sont ajoutées au prix ou incluses dans le prix de la marchandise ou d'une marchandise similaire lorsqu'elle est vendue dans le pays exportateur; et
- iv) Du montant de tout droit compensateur imposé sur la marchandise pour neutraliser une subvention à l'exportation.

2) Le Secrétaire déduira du prix aux Etats-Unis le montant, s'il est inclus dans le prix:

- i) Réserve faite du paragraphe d) 1) iv), de tous les coûts et dépenses, et des droits d'importation aux Etats-Unis encourus pour acheminer la marchandise du lieu d'expédition dans le pays d'exportation au lieu de livraison aux Etats-Unis; et
- ii) De toute taxe, tout droit ou toute autre imposition appliqués par le pays exportateur à l'exportation de la marchandise, autres que les taxes, droits ou autres impositions à l'exportation visés à l'article 771 6) C) de la Loi.

e) *Ajustements additionnels du prix de vente à l'exportation.* Le Secrétaire déduira aussi du prix de vente à l'exportation le montant:

1) Des commissions pour la vente aux Etats-Unis de la marchandise;

2) Des dépenses généralement encourues par l'exportateur ou pour son compte, lors de la vente de la marchandise, ou imputables à la marchandise en vertu de principes comptables généralement acceptés; et

3) De toute valeur ajoutée résultant d'opérations de production ou de montage effectuées sur la marchandise importée après son importation et avant sa vente à une personne autre que l'exportateur



de la marchandise, valeur que le Secrétaire déterminera généralement en fonction du coût des matières, du coût de fabrication et des autres dépenses encourues pour ladite production ou ledit montage.

353.42. Juste valeur.

a) *Rapport avec la valeur sur le marché étranger.* La juste valeur, utilisée pendant l'enquête, est une estimation de la valeur sur le marché étranger. Sauf indication contraire expressément spécifiée, lorsqu'il est fait référence dans la présente sous-partie à la "valeur sur le marché étranger", il s'agit de la "juste valeur", mais lorsqu'il est fait référence à la "juste valeur" dans la présente sous-partie, il ne s'agit pas nécessairement de la "valeur sur le marché étranger".

b) *Ventes examinées.*

1) Le Secrétaire examinera normalement au moins 60 pour cent de la valeur en dollars ou du volume des ventes de la marchandise sur une période d'au moins 150 jours avant et 30 jours après le premier jour du mois au cours duquel la requête a été déposée ou au cours duquel le Secrétaire a ouvert l'enquête au titre de l'article 353.11, mais il pourra examiner les ventes de la marchandise sur toute période additionnelle ou toute autre période qu'il jugera appropriée.

2) Si le Secrétaire examine moins de 85 pour cent de la valeur en dollars ou du volume des ventes de la marchandise sur la période visée au paragraphe b) 1), il notifiera au gouvernement du pays affecté le pourcentage des ventes totales qui est examiné.

353.43. Ventes utilisées pour calculer la valeur sur le marché étranger.

a) *Ventes et offres à la vente.* Pour calculer la valeur sur le marché étranger, le Secrétaire utilisera les ventes, au sens de l'article 353.2 t), et les offres à la vente, mais il ne prendra normalement les offres en considération qu'en l'absence de ventes et uniquement s'il conclut que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'offre soit acceptée.

b) *Ventes et offres fictives.* Pour calculer la valeur sur le marché étranger, le Secrétaire rejettera toute vente ou offre fictive.

c) *Ventes restreintes.* Lorsque les ventes utilisées pour calculer la valeur sur le marché étranger seront restreintes, le Secrétaire ajustera le prix, le cas échéant, afin de neutraliser les restrictions affectant la valeur de la marchandise pour les acheteurs.

353.44. Ventes à prix variables.

a) *Moyenne pondérée du prix ou des prix.* Si les ventes que le Secrétaire peut utiliser pour calculer la valeur sur le marché étranger varient pour ce qui est des prix (après avoir pris en considération les dispositions des articles 353.55, 353.56, 353.57 et 353.58), le Secrétaire calculera normalement la valeur sur le marché étranger en fonction de la moyenne pondérée de ces prix.

b) *Prix prépondérant.* Si au moins 80 pour cent des ventes que le Secrétaire peut utiliser pour calculer la valeur sur le marché étranger pendant la période à l'examen ont été faites au même prix, le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger en fonction des ventes à ce prix.

c) *Autre méthode raisonnable.* Si le Secrétaire décide que le paragraphe b) ne s'applique pas et que le paragraphe a) est inapproprié, il utilisera pour calculer la valeur sur le marché étranger toute autre méthode qu'il jugera appropriée.

d) *Ventes à des prix inférieurs au coût de production.* Aux fins du paragraphe a) ou b), le Secrétaire n'utilisera pas les ventes non prises en considération au titre de l'article 353.51.

353.45. Transitions entre personnes liées.

a) *Ventes à une personne liée.* Si un producteur ou un revendeur a vendu la marchandise ou une marchandise semblable à une personne liée au sens de l'article 771 13) de la Loi, le Secrétaire calculera normalement la valeur sur le marché étranger en fonction de cette vente uniquement s'il a la conviction que le prix est comparable au prix auquel le producteur ou le revendeur a vendu la marchandise ou une marchandise similaire à une personne non liée au vendeur.

b) *Ventes par l'intermédiaire d'une personne liée.* Si un producteur ou un revendeur a vendu la marchandise ou une marchandise similaire par l'intermédiaire d'une personne liée au sens de l'article 771 13) de la Loi, le Secrétaire peut calculer la valeur sur le marché étranger en fonction de la vente effectuée par ladite personne liée.

353.46. Calcul de la valeur sur le marché étranger en fonction du prix dans le pays du marché d'origine.

a) *Règle générale.*

1) Le Secrétaire calculera normalement la valeur sur le marché étranger de la marchandise en fonction du prix auquel la marchandise ou une marchandise similaire est vendue ou offerte à la vente sur les principaux marchés du pays du marché d'origine, dans les quantités commerciales habituelles et au cours d'opérations commerciales normales pour la consommation intérieure, majoré, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans ce prix, du coût des récipients et emballages et des autres dépenses encourues pour le conditionnement de la marchandise prête à être expédiée aux Etats-Unis.

2) Lorsque le prix aux Etats-Unis est basé sur le prix d'achat, au sens de l'article 353.41 b), le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger, conformément au paragraphe a) 1), en fonction du prix au moment où le producteur ou le revendeur vend la marchandise pour l'exportation aux Etats-Unis.

3) Lorsque le prix aux Etats-Unis est basé sur le prix de vente à l'exportation, au sens de l'article 353.41 c), le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger, conformément au paragraphe a) 1), en fonction du prix au moment où l'importateur vend la marchandise aux Etats-Unis à une personne non liée au sens de l'article 773 e) 4) de la Loi.

b) *Opérations commerciales normales.* Pour déterminer les opérations commerciales normales, le Secrétaire prendra en considération les conditions et usages qui, pendant une période de durée raisonnable précédant le moment visé au paragraphe a), ont été normaux dans le commerce de marchandises de la même catégorie ou du même type dans le marché du pays d'origine.

c) *Marchandises en transit.* Si la marchandise n'est pas importée directement du pays du marché d'origine mais transite simplement à travers un autre pays, le Secrétaire ne calculera pas la valeur sur le marché étranger en fonction du prix auquel la marchandise ou une marchandise similaire est vendue dans le pays de transit, sauf en vertu de l'article 353.47.

353.47. Exportation à partir d'un pays intermédiaire.

Le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger de la marchandise ou d'une marchandise similaire en fonction des ventes dans le pays intermédiaire et non pas des ventes dans le pays du marché d'origine si:

- a) Un revendeur dans un pays intermédiaire achète la marchandise au producteur;
- b) Le producteur de la marchandise ne sait pas (au moment de la vente au revendeur) vers quel pays ledit revendeur a l'intention d'exporter la marchandise;
- c) La marchandise entre dans le commerce du pays intermédiaire mais ne subit pas de transformation substantielle dans ce pays; et
- d) La marchandise est ensuite exportée aux Etats-Unis.

353.48. Calcul de la valeur sur le marché étranger au cas où les ventes dans le pays du marché d'origine sont insuffisantes.

- a) *Règle générale.* Réserve faite des dispositions de l'article 353.53, si la quantité de la marchandise ou d'une marchandise similaire vendue pendant la période à l'examen pour la consommation dans le pays du marché d'origine est trop faible par rapport à la quantité vendue pour l'exportation vers des pays tiers (normalement, moins de 5 pour cent du montant vendu aux pays tiers) pour constituer une base valable de calcul de la valeur sur le marché étranger de la marchandise, le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger de la marchandise conformément à l'article 353.49 ou 353.50.
- b) *Préférence donnée aux ventes à un pays tiers.* Le Secrétaire préférera normalement calculer la valeur sur le marché étranger en fonction des ventes à un pays tiers plutôt qu'en fonction d'une valeur construite si des renseignements suffisants sont disponibles et peuvent être vérifiés, si une vérification est effectuée, dans les délais prescrits.
- c) *Définition du "pays tiers".* Aux fins du présent article et de l'article 353.49, l'expression "pays tiers" désigne tout pays autre que le pays du marché d'origine ou les Etats-Unis.

353.49. Calcul de la valeur sur le marché étranger en fonction des ventes à un pays tiers.

- a) *Règle générale.*
  - 1) Si la valeur sur le marché étranger est basée sur les ventes à un pays tiers, le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger en fonction du prix auquel la marchandise ou une marchandise similaire est vendue ou offerte à la vente à un pays tiers, majoré, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans ce prix, du coût des récipients et emballages et des autres dépenses encourues pour le conditionnement de la marchandise prête à être expédiée aux Etats-Unis.
  - 2) Lorsque le prix aux Etats-Unis est basé sur le prix d'achat, au sens de l'article 353.41 b), le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger, conformément au paragraphe a) 1), en fonction du prix au moment où le producteur ou un revendeur vend la marchandise pour l'exportation aux Etats-Unis.
  - 3) Lorsque le prix aux Etats-Unis est basé sur le prix de vente à l'exportation, au sens de l'article 353.41 c), le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger, conformément au

paragraphe a) 1), en fonction du prix au moment où l'importateur vend la marchandise aux Etats-Unis à une personne non liée au sens de l'article 773 e) 4) de la Loi.

b) *Choix du pays tiers.* Le Secrétaire choisira généralement le pays tiers en fonction des critères suivants:

1) La marchandise ou une marchandise similaire exportée vers le pays est plus similaire à la marchandise exportée vers les Etats-Unis que la marchandise ou une marchandise similaire exportée vers d'autres pays, et le Secrétaire décide que le volume des ventes au pays est suffisant;

2) Le volume des ventes au pays est le plus important par rapport à tous les autres pays mis à part celui du marché d'origine ou les Etats-Unis; et

3) Le marché du pays est, sur le plan de l'organisation et du développement, très semblable à celui des Etats-Unis.

c) *Choix de plus d'un pays tiers.* Afin de trouver des ventes suffisantes au sens du paragraphe b), le Secrétaire peut totaliser les ventes à plus d'un pays tiers.

353.50. Calcul de la valeur sur le marché étranger en fonction d'une valeur construite.

a) *Méthode de calcul de la valeur construite.* Si la valeur sur le marché étranger est basée sur une valeur construite, le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger en faisant la somme:

1) Du coût des matières utilisées pour produire la marchandise ou une marchandise similaire (à l'exclusion de toute taxe intérieure appliquée dans le pays du marché d'origine directement à ces matières ou à leur cession, qui est remise ou restituée à l'exportation) et du coût de la fabrication ou d'autres opérations de transformation de toute nature utilisées pour produire la marchandise ou une marchandise similaire, à un moment spécifié au paragraphe b), qui permettraient normalement la production de ladite marchandise dans les conditions usuelles;

2) Des frais généraux et bénéfices apparaissant ordinairement dans les ventes par les producteurs, dans le pays du marché d'origine, de marchandises de la même catégorie ou du même type, dans les quantités commerciales habituelles et au cours d'opérations commerciales normales, à la réserve que le montant correspondant aux frais généraux ne sera pas inférieur à 10 pour cent du coût visé au paragraphe a) 1) et le montant correspondant aux bénéfices ne sera pas inférieur à 8 pour cent de la somme du montant pour frais généraux et du coût visé au paragraphe a) 1); et

3) Du coût des récipients et emballages et des autres dépenses encourues pour le conditionnement de la marchandise prête à être expédiée aux Etats-Unis.

b) *Délai imparti pour le calcul de la valeur construite.*

1) Lorsque le prix aux Etats-Unis est basé sur le prix d'achat, au sens de l'article 353.41 b), le Secrétaire calculera la valeur construite, conformément au paragraphe a), en fonction des coûts et dépenses pertinents à un moment précédant celui où le producteur ou un revendeur vend la marchandise pour l'exportation aux Etats-Unis.

2) Lorsque le prix aux Etats-Unis est basé sur le prix de vente à l'exportation, au sens de l'article 353.41 c), le Secrétaire calculera la valeur construite, conformément au paragraphe a), en

fonction des coûts et dépenses pertinents à un moment précédant celui où le producteur ou un revendeur vend la marchandise aux Etats-Unis à une personne non liée au sens de l'article 773 e) 4) de la Loi.

c) *Transactions avec des parties liées.* Pour calculer la valeur construite conformément au paragraphe a), le Secrétaire pourra ne pas prendre en considération toute transaction directe ou indirecte entre personnes liées au sens de l'article 773 e) 4) de la Loi pour l'un quelconque des éléments de la valeur à considérer au titre du paragraphe a) qui ne représente pas de façon équitable le montant apparaissant ordinairement à la vente dudit élément sur le marché considéré. Si le Secrétaire ne prend pas en considération une transaction et si aucune autre transaction ne peut être retenue, il calculera le montant en fonction des renseignements disponibles qui permettront le mieux de calculer ce qu'il aurait été si la transaction avait eu lieu entre des personnes non liées.

353.51. Calcul de la valeur sur le marché étranger en cas de ventes à un prix inférieur au coût de production.

a) *Non-prise en considération des ventes à un prix inférieur au coût de production.* Si le Secrétaire a des raisons plausibles de penser ou de soupçonner que les ventes sur lesquelles il pourrait baser le calcul de la valeur sur le marché étranger au titre de l'article 353.46, 353.49 ou 353.53 sont effectuées à des prix inférieurs au coût de production, il ne prendra pas ces ventes en considération pour calculer la valeur sur le marché étranger si elles:

- 1) Ont été effectuées pendant une période prolongée et en quantités substantielles; et
- 2) N'ont pas été effectuées à des prix qui permettent de recouvrer l'ensemble des coûts dans un délai raisonnable au cours d'opérations commerciales normales.

b) *Utilisation de la valeur construite en cas de ventes à un prix supérieur au coût de production insuffisantes.* Si le Secrétaire ne prend pas en considération les ventes visées au paragraphe a), et conclut que les autres ventes à un prix non inférieur au coût de production sont insuffisantes pour calculer la valeur sur le marché étranger, il calculera la valeur sur le marché étranger en fonction de la valeur construite conformément à l'article 353.50.

c) *Calcul du coût de production.* Le Secrétaire calculera le coût de production en fonction du coût des matières, du coût de la fabrication et des frais généraux encourus pour la production de la marchandise ou d'une marchandise similaire, bénéfices exclus.

353.52. Calcul de la valeur sur le marché étranger de marchandises provenant de pays à économie dirigée.

a) *Règle générale.* Si le Secrétaire détermine que l'économie du pays du marché d'origine est dirigée au point que les ventes ou offres à la vente de la marchandise ou d'une marchandise similaire dans ce pays ou un pays tiers ne permettent pas le calcul de la valeur sur le marché étranger conformément à l'article 353.46, 353.49 ou 353.53, il calculera la valeur sur le marché étranger en se basant, par ordre de préférence:

1) Sur les prix, calculés conformément à l'article 353.46 ou 353.49, auxquels la marchandise ou une marchandise similaire produite dans un pays à économie non dirigée est vendue soit:

- i) Pour la consommation dans ce pays; soit
- ii) A un autre pays, y compris les Etats-Unis; ou

2) Sur la valeur construite de la marchandise ou d'une marchandise similaire dans un pays à économie non dirigée, calculée conformément à l'article 353.50.

b) *Comparabilité des économies.* Aux fins du paragraphe a), le Secrétaire choisira, par ordre de préférence, les prix ou coûts:

1) Dans un pays à économie non dirigée, autre que les Etats-Unis, à un stade de développement économique que le Secrétaire juge comparable à celui du pays du marché d'origine, en fonction de critères généralement reconnus, y compris le produit national brut par habitant et le développement de l'infrastructure (en particulier dans la branche produisant la marchandise ou une marchandise similaire);

2) Dans un pays à économie non dirigée, autre que les Etats-Unis, qui n'est pas à un stade de développement économique comparable à celui du pays du marché d'origine (auquel cas le Secrétaire ajustera la valeur sur le marché étranger compte tenu des différences dans les coûts des matières et de la fabrication dont il a connaissance); ou

3) aux Etats-Unis.

c) *Utilisation des facteurs de production.* Si la marchandise ou une marchandise similaire n'est pas produite dans un pays à économie non dirigée qu'il juge comparable sur le plan du développement économique au pays du marché d'origine, le Secrétaire peut calculer la valeur sur le marché étranger en utilisant une valeur construite en fonction des facteurs de production ayant servi dans le pays du marché d'origine à produire la marchandise, y compris, mais pas exclusivement, les heures de travail nécessaires, les quantités de matières premières employées et les quantités d'énergie consommées, s'il obtient et vérifie ces renseignements auprès du producteur de la marchandise dans le pays du marché d'origine. Le Secrétaire évaluera les facteurs de production dans un pays à économie non dirigée qu'il considère comparable sur le plan du développement économique au pays du marché d'origine. Le Secrétaire inclura dans ce calcul de la valeur construite un montant correspondant aux frais généraux et aux bénéfices, conformément à l'article 773 e) 1) B) de la Loi, et le coût des récipients et emballages ainsi que les autres dépenses, conformément à l'article 773 e) 1) C) de la Loi.

353.53. Calcul de la valeur sur le marché étranger en fonction des ventes d'une société multinationale.

Le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger de marchandises vendues par certaines sociétés multinationales visées à l'article 773 d) de la Loi en conformité avec les dispositions dudit article.

353.54. Demandes d'ajustement de la valeur sur le marché étranger.

Toute partie intéressée qui demande un ajustement au titre des articles 353.55 à 353.58 doit établir la demande de façon convaincante pour le Secrétaire.

353.55. Différences dans les quantités.

a) *Règle générale.* Pour comparer le prix aux Etats-Unis avec la valeur sur le marché étranger, le Secrétaire utilisera normalement des ventes de quantités comparables de marchandises. Le Secrétaire tiendra raisonnablement compte de toute différence dans les quantités, dans la mesure où il sera convaincu que le montant de toute différence de prix est entièrement ou partiellement dû à cette différence de quantités. Ce faisant, le Secrétaire prendra en considération, entre autres choses, la pratique de la

branche de production dans le pays pertinent en ce qui concerne l'octroi de remises par quantités à ceux qui achètent au cours d'opérations commerciales normales.

b) *Utilisation de ventes avec remise par quantités pour le calcul de la valeur sur le marché étranger.* Le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger en fonction de ventes avec remise par quantités si:

- 1) Pendant la période examinée ou pendant une période plus représentative, le producteur ou le revendeur a accordé des remises par quantités ayant au moins la même ampleur sur 20 pour cent, ou davantage, des ventes de la marchandise ou d'une marchandise similaire pour le pays concerné; ou
- 2) Le producteur démontre d'une façon convaincante pour le Secrétaire que les rabais répercutent des économies expressément attribuables à la production des différentes quantités.

c) *Utilisation de ventes avec remise par quantités pour le calcul de la valeur sur le marché étranger en fonction d'une moyenne pondérée.* Si le producteur ou le revendeur ne remplit pas les conditions énoncées au paragraphe b), le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger en fonction d'une moyenne pondérée du prix ou des prix incluant des ventes avec remise.

d) S'agissant de la question de savoir si une remise a été accordée, l'existence d'une liste de prix publiée faisant apparaître cette remise ne sera pas déterminante. Une liste de prix ne sera normalement acceptée que si, dans le genre d'activité commerciale et sur le marché considérés, le producteur ou le revendeur démontre qu'il a respecté sa liste de prix.

#### 353.56. Différences dans les circonstances de la vente.

a) *Règle générale.*

1) Pour calculer la valeur sur le marché étranger, le Secrétaire tiendra raisonnablement compte d'une différence véritable dans les circonstances des ventes comparées s'il est convaincu que le montant de toute différence de prix est entièrement ou partiellement dû à cette différence de circonstances. En général, le Secrétaire se limitera ce faisant aux circonstances qui ont un lien direct avec les ventes comparées.

2) Les différences dans les circonstances de la vente dont le Secrétaire tiendra raisonnablement compte sont normalement celles qui concernent les commissions, les conditions de crédit, les garanties diverses, l'assistance technique et l'entretien. Le Secrétaire tiendra aussi raisonnablement compte des différences dans les frais de vente (publicité par exemple) encourus par le producteur ou le revendeur mais normalement uniquement dans la mesure où le producteur ou le revendeur prend ces frais à sa charge pour le compte de l'acheteur.

b) *Règle particulière.*

1) Nonobstant les dispositions du paragraphe a), le Secrétaire tiendra normalement raisonnablement compte d'autres frais de vente s'il tient raisonnablement compte des commissions sur l'un des marchés considérés et qu'aucune commission n'est payée sur l'autre marché, mais il limitera le montant pris en compte à celui des autres frais de vente encourus sur le marché ou à celui des commissions prises en compte sur l'autre marché, le plus faible des deux étant retenu.

2) Dans les comparaisons avec le prix de vente à l'exportation, le Secrétaire déduira raisonnablement de la valeur sur le marché étranger toutes les dépenses, autres que celles qui sont visées au

paragraphe a) 1) ou a) 2), qui seraient encourues lors de la vente de la marchandise ou d'une marchandise similaire à concurrence du montant des dépenses, autres que celles qui sont visées au paragraphe a) 1) ou a) 2), encourues lors de la vente de la marchandise.

c) *Tenir raisonnablement compte.* Pour décider ce qu'on entend par tenir raisonnablement compte de toute différence dans les circonstances de la vente, le Secrétaire prendra normalement en considération le coût de cette différence pour le producteur ou le revendeur mais pourra, le cas échéant, prendre aussi en considération l'effet de cette différence sur la valeur marchande de la marchandise.

353.57. Différences dans les caractéristiques physiques.

a) *Règle générale.* Pour calculer la valeur sur le marché étranger, le Secrétaire tiendra raisonnablement compte des différences dans les caractéristiques physiques des marchandises comparées, dans la mesure où il sera convaincu que le montant de toute différence de prix est entièrement ou partiellement dû à cette différence de caractéristiques.

b) *Tenir raisonnablement compte.* Pour décider ce qu'on entend par tenir raisonnablement compte de toute différence dans les caractéristiques physiques, le Secrétaire prendra normalement en considération les différences dans le coût de production mais pourra, le cas échéant, prendre aussi en considération les différences dans la valeur marchande. Le Secrétaire ne prendra pas en considération les différences dans le coût de production lorsque les marchandises comparées auront des caractéristiques physiques identiques.

353.58. Niveau commercial.

Le Secrétaire calculera normalement la valeur sur le marché étranger et le prix aux Etats-Unis en fonction des ventes effectuées au même niveau commercial. Si les ventes effectuées au même niveau commercial sont insuffisantes en nombre pour permettre une comparaison adéquate, le Secrétaire calculera la valeur sur le marché étranger en fonction des ventes de la marchandise ou d'une marchandise similaire effectuées au niveau commercial le plus comparable à celui des ventes de la marchandise en cause et procédera aux ajustements appropriés pour tenir compte des différences influant sur la comparabilité des prix.

353.59. Non-prise en considération d'ajustements minimes; utilisation des techniques de calcul des moyennes ou d'échantillonnage.

a) *Ajustements minimes.* Le Secrétaire pourra ne pas prendre en considération les ajustements de la valeur sur le marché étranger qui sont minimes. Normalement, le Secrétaire écartera chaque ajustement ayant un effet *ad valorem* inférieur à 0,33 pour cent ou tout groupe d'ajustements ayant un effet *ad valorem* inférieur à 1 pour cent de la valeur sur le marché étranger. Les groupes d'ajustements sont les différences dans les circonstances de la vente, les différences dans les caractéristiques physiques de la marchandise et les différences dans les niveaux commerciaux.

b) *Techniques de calcul des moyennes ou d'échantillonnage.*

1) Pour calculer le prix aux Etats-Unis ou la valeur sur le marché étranger, le Secrétaire pourra utiliser des techniques de calcul des moyennes ou des techniques d'échantillonnage généralement reconnues dans tous les cas où un volume de ventes notable ou un nombre d'ajustements notable sera en cause.

2) Le Secrétaire choisira les échantillons représentatifs appropriés.



353.60. Conversion de monnaies.

- a) *Règle de conversion.* Le Secrétaire convertira, en vertu de l'article 522 de la Loi (31 U.S.C. 5151 c)), une monnaie étrangère pour obtenir le montant équivalent en monnaie des Etats-Unis au taux de change en vigueur aux dates visées à l'article 353.46, 353.49 ou 353.50, selon le cas.
- b) *Règles spéciales pour les enquêtes.* Aux fins des enquêtes, les producteurs, les revendeurs et les importateurs seront censés agir dans un délai raisonnable pour tenir compte des différences de prix résultant de variations importantes des taux de change généralement pratiqués. Lorsque le prix de la marchandise est affecté par des fluctuations temporaires du taux de change, le Secrétaire ne tiendra pas compte dans les comparaisons avec la juste valeur des différences éventuelles entre le prix aux Etats-Unis et la valeur sur le marché étranger résultant uniquement de ces fluctuations du taux de change.

**Sous-partie E - Dates d'effet**

353.71. Dates d'effet des modifications de la Loi douanière de 1930 apportées par la Loi générale sur le commerce extérieur et la compétitivité de 1988.

Conformément à l'article 1337 de la Loi générale sur le commerce extérieur et la compétitivité de 1988 (Pub. L. n° 100-418) (ci-après dénommée "la Loi de 1988"), les modifications de la Loi douanière de 1930 apportées par la Loi de 1988 sont réputées prendre effet comme suit:

- a) Sous réserve des dispositions des paragraphes b), c), d) e) et f) du présent article, toutes les modifications apportées par le Titre I, Sous-titre C, Partie II de la Loi de 1988 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire sont réputées prendre effet à compter du 23 août 1988.
- b) Les modifications apportées par les articles 1312, 1315, 1316, 1318, 1325, 1326, 1327, 1331 et 1332 de la Loi de 1988 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire sont réputées prendre effet immédiatement pour toutes les enquêtes, tous les réexamens au titre de l'article 736 c) ou tous les réexamens au titre de l'article 751 ouverts après le 23 août 1988.
- c) La modification apportée par l'article 1324 de la Loi de 1988 qui a une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire est réputée s'appliquer uniquement aux enquêtes ouvertes après le 23 août 1988.
- d) Les modifications apportées par les articles 1321 a) et 1334 de la Loi de 1988 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire sont réputées prendre effet pour les marchandises entrées, ou retirées d'entrepôt, pour mise à la consommation le 23 août 1988 ou après cette date.
- e) Les modifications apportées par les articles 1321 b) et 1335 de la Loi de 1988 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire sont réputées prendre effet pour les marchandises entrées, et les marchandises retirées d'entrepôt, pour mise à la consommation qui sont en liquidation douanière le 23 août 1988 ou après cette date.
- f) La modification apportée par l'article 1319 est réputée prendre effet pour tous les réexamens au titre de l'article 736 c) et de l'article 751 ouverts le 23 août 1988 ou après cette date, ainsi que pour tous les réexamens au titre de l'article 736 c) et de l'article 751 pour lesquels une demande d'abrogation est en instance au 23 août 1988.

g) Nonobstant les dispositions des paragraphes a) à f) du présent article, le Secrétaire pourra mettre en oeuvre les modifications de la Loi de 1988 à une date ultérieure au 23 août 1988 s'il détermine que la mise en oeuvre conformément aux paragraphes a) à f) du présent article empêcherait le Département de se conformer à d'autres prescriptions législatives.

[55 FR 9052, 9 mars 1990]

# ANNEXE I - DELAIS SPECIFIES DANS LA PRESENTE PARTIE CONCERNANT LES COMMUNICATIONS

Délai <sup>1</sup>	Article
Ordonnance conservatoire administrative:	
Demande de divulgation	353.34 b)
Renvoi des renseignements divulgués	353.34 d)
Retrait des renseignements	353.34 c)
Réexamen administratif:	
Demande de réexamen en cas de changement de circonstances	353.22 f)
Demande de réexamen concernant tous les exportateurs visés par un accord de suspension	353.22 a)
Demande de réexamen concernant certains producteurs ou revendeurs	353.22 a)
Retrait d'une demande de réexamen	353.22 a)
Commission:	
Dépôt de la requête auprès de la Commission	353.12 c)
Demande de réexamen d'un accord de suspension révisé	353.19 b)
Demande de réexamen d'un accord de suspension	353.18 i)
Constatations de l'existence de circonstances critiques:	
Demande	353.16 a)
Demande de constatation finale	353.16 d)
Demande de constatation préliminaire et finale	353.16 b)
Exemption des dispositions d'une ordonnance:	
Demande	353.14 a)
Données de fait:	
Réponses à des questionnaires dans le cadre de réexamens administratifs	353.31 b)
Demande de divulgation des renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative	353.34 b)
Demande de prorogation des délais pour la présentation des communications	353.31 b)
Demande de prorogation des délais pour la présentation des allégations	353.31 c)
Présentation des données de fait concernant les accords de suspension acceptés à titre préliminaire	353.18 g)
Présentation des allégations concernant les ventes à des prix inférieurs au coût de production	353.31 c)
Présentation des allégations concernant la représentativité	353.31 c)
Délais impartis en général	353.31 a)
Possibilité de retrait des renseignements de nature exclusive	353.34 c)
Détermination finale:	
Demande d'ajournement	353.20 b)
Auditions:	
Demandes	353.38 b)

Délai <sup>1</sup>	Article
Requête:	
Modification des requêtes	353.12 e)
Dépôt de la requête auprès de la Commission	353.12 c)
Ajournement des déterminations:	
Demande d'ajournement de la détermination finale:	353.20 b)
Ajournement de la détermination préliminaire à la demande du requérant	353.15 c)
Détermination préliminaire:	
Ajournement à la demande du requérant	353.15 c)
Renonciation à la vérification des renseignements	353.15 e)
Renseignements de nature exclusive:	
Demande de traitement confidentiel	353.32 a)
Nouvelle présentation, sous la forme appropriée	353.32 d)
Accord permettant la divulgation en vertu d'une ordonnance conservatoire	353.32 c)
Présentation du résumé public	353.32 b)
Abrogation de l'ordonnance:	
Demande d'abrogation	353.25 b)
Objections, en l'absence de demande de réexamen	353.25 d)
Ventes au-dessous du coût de production:	
Allégation	353.31 c)
Signification:	
Accords de suspension acceptés à titre préliminaire	353.18 g)
Mémoires et contre-mémoires	353.38 e)
Représentativité:	
Allégation d'absence de représentativité	353.31 c)
Suspension de l'enquête:	
Demande de réexamen de l'accord par la Commission	353.18 i)
Demande de réexamen par la Commission d'un accord révisé	353.19 b)
Demande de clôture	353.25 b)
Demande visant à la poursuite de l'enquête	353.18 i)
Signification d'un accord accepté à titre préliminaire	353.18 g)
Présentation des données de fait	353.18 g)
Présentation d'un projet d'accord	353.18 g)
Présentation des arguments écrits	353.18 g)
Clôture d'une enquête suspendue:	
Demande	353.25 b)
Objections, en l'absence de demande de réexamen	353.25 d)
Vérification:	
Demande de vérification dans le cadre d'un réexamen administratif	353.36 a)
Renonciation à la vérification	353.15 e)
Arguments écrits:	
Présentation du mémoire	353.38 c)
Présentation du contre-mémoire	353.38 d)
Signification du mémoire et du contre-mémoire	353.38 e)
Présentation des arguments écrits concernant les accords de suspension acceptés à titre préliminaire	353.18 g)

<sup>1</sup>La date de dépôt des documents correspond au cachet des archives centrales du Département du commerce. Voir l'article 353.31 d) concernant les heures d'ouverture.

PARTIE 354 - PROCEDURES REGISSANT L'IMPOSITION DE SANCTIONS EN CAS DE VIOLATION D'UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE CONCERNANT DES DROITS ANTIDUMPING OU DES DROITS COMPENSATEURS

Article

- 354.1 Champ d'application.
- 354.2 Définitions.
- 354.3 Sanctions.
- 354.4 Suspension de règles.
- 354.5 Notification de violation et enquête.
- 354.6 Engagement de la procédure.
- 354.7 Lettre de mise en cause.
- 354.8 Sanctions provisoires.
- 354.9 Demande d'audition.
- 354.10 Communication des pièces.
- 354.11 Conférence avant audition.
- 354.12 Audition.
- 354.13 Procédure sans audition.
- 354.14 Décision initiale.
- 354.15 Décision finale.
- 354.16 Nouvel examen.
- 354.17 Confidentialité.

FONDEMENT JURIDIQUE: 5 U.S.C. 301, et article 777 de la Loi douanière de 1930, amendée par l'article 619 de la Loi relative au commerce international et au tarif douanier de 1984, Loi générale 93-573, 98 Stat. 2948, 3038, et article 1886 a) 13) de la Loi portant réforme fiscale de 1986, Loi générale 99-514, 100 Stat. 2085.

SOURCE: 53 FR 47920, 28 novembre 1988, sauf indication contraire.

354.1. Champ d'application.

La présente partie définit les procédures qui régissent l'imposition de sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative rendue en vertu de 19 CFR 353.30 ou 355.20, ou des dispositions ultérieures, fondées sur 19 U.S.C. 1677f c).

354.2. Définitions.

Aux fins de la présente partie, les expressions suivantes sont définies comme suit:

- a) *Partie visée* s'entend d'une partie à l'encontre de laquelle des sanctions sont envisagées mais qui n'est pas une partie mise en cause;
- b) *Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative* désigne l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative;
- c) *Partie mise en cause* s'entend d'une personne mise en cause par le Sous-Secrétaire adjoint pour violation d'une ordonnance conservatoire;

- d) *Avocat principal* s'entend de l'avocat principal de l'Administration des importations ou d'une personne désignée par lui;
- e) *Date de signification* s'entend du jour où un document est expédié par la poste ou remis en mains propres;
- f) *Jours* s'entend de jours civils, sauf si un délai expire un samedi ou un dimanche ou un jour férié, auquel cas l'expiration est reportée au jour ouvrable suivant;
- g) *Le Département* s'entend du Département du commerce des Etats-Unis;
- h) *Sous-Secrétaire adjoint* s'entend du Sous-Secrétaire adjoint au commerce international du Département du commerce des Etats-Unis ou d'une personne désignée par lui;
- i) *Directeur* s'entend d'un directeur relevant du Sous-Secrétaire adjoint aux enquêtes de l'Administration du commerce international, ou d'une personne désignée par lui, responsable de l'enquête en cas d'allégation de violation d'une ordonnance conservatoire administrative si l'incident est découvert au cours d'un réexamen administratif, ou d'un directeur relevant du Sous-Secrétaire adjoint chargé de veiller au respect des décisions de l'Administration du commerce international, ou d'une personne désignée par lui si l'incident est découvert à un autre moment;
- j) *Sanction atténuée* désigne une sanction du même type que la sanction envisagée, mais de portée plus limitée; ainsi, une interdiction de comparaître devant l'Administration du commerce international d'une durée d'un an est une sanction atténuée par rapport à une interdiction prévue de sept ans;
- k) *Parties* désigne, dans une procédure engagée au titre de la présente partie, le Département et la partie mise en cause ou la partie visée;
- l) *Personne* désigne une personne physique, une société de personnes, une personne morale, une association, un organisme ou toute autre entité;
- m) *Le Président* désigne la personne habilitée à conduire l'audition dans le cadre d'une procédure administrative ou de statuer sur une motion ou d'arrêter une détermination en vertu de la présente partie, et peut être un juge administratif, un commissaire (Hearing Commissioner) ou toute autre personne qui n'est pas sous la supervision ou le contrôle du Secrétaire adjoint à l'Administration des importations, du Sous-Secrétaire adjoint au commerce international, de l'avocat principal de l'Administration des importations, ou d'un membre de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative;
- n) *Renseignements protégés* s'entend des renseignements dont le Secrétaire a décidé que la divulgation était limitée en vertu de 19 CFR 353.29 ou 355.19 parmi lesquels figurent les secrets commerciaux; les coûts de production; les coûts de distribution; les conditions de vente; les prix des ventes individuelles, des ventes similaires ou des offres; le nom des clients, des distributeurs ou des fournisseurs; le montant exact des subventions brutes et nettes reçues et utilisées par une personne; le nom des personnes dont on a obtenu des renseignements de nature exclusive et tous autres renseignements commerciaux dont la divulgation au public nuirait de manière substantielle à la compétitivité de la personne qui les a fournis;

o) *Ordonnance conservatoire* s'entend d'une ordonnance conservatoire rendue par le Département, visée dans 19 CFR 353.30 ou 355.20;

p) *Sous-Secrétaire* s'entend du Sous-Secrétaire au commerce international du Département du commerce des Etats-Unis, ou d'une personne désignée par lui.

#### 354.3. Sanctions.

a) Toute personne dont il a été établi conformément à la présente partie qu'elle a violé une ordonnance conservatoire peut être passible de l'une ou l'autre des sanctions ci-après ou de leur totalité:

1) Interdiction de comparaître devant l'Administration du commerce international pour représenter une autre personne pendant une période déterminée à compter de la date de la publication au Federal Register d'un avis selon lequel il a été établi qu'une violation avait été commise;

2) Refus de l'accès à des renseignements de nature exclusive pendant une période déterminée à compter de la date de la publication au Federal Register d'un avis selon lequel il a été établi qu'une violation avait été commise;

3) D'autres sanctions administratives appropriées, parmi lesquelles la radiation du dossier de tout renseignement ou argument présenté par la partie auteur de la violation ou par la partie représentée par celle-ci, ou en son nom; ou cessation de toute procédure en cours; ou abrogation de toute ordonnance en vigueur; et

4) Obligation de retourner les pièces fournies antérieurement par le Département, ainsi que toutes les autres pièces renfermant les renseignements de nature exclusive, telles que mémoires, notes ou diagrammes fondés sur des renseignements obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.

b) 1) L'entreprise dont une personne dont il a été établi qu'elle a violé une ordonnance conservatoire concernant la divulgation de renseignements est un associé, un collaborateur ou un employé; tout associé, collaborateur, employeur ou employé de cette personne; et toute personne représentée par ladite personne, peuvent se voir interdire de comparaître devant l'Administration du commerce international pendant une période déterminée à compter de la date de la publication au Federal Register de l'avis selon lequel il a été établi qu'une violation avait été commise, ou être passible des sanctions énoncées à l'alinéa a) du présent article, le cas échéant.

2) Toute personne à l'encontre de laquelle des sanctions sont envisagées en vertu du présent article a tous les droits administratifs énoncés dans la présente partie, en sus des droits qui sont ceux d'une personne frappée de sanctions conformément à l'alinéa a) du présent article, parmi lesquels le droit à une lettre de mise en cause, le droit d'être représentée et le droit d'être entendue, mais sous réserve d'une jonction d'instances sur décision du président de l'audition conformément à l'article 354.12 b).

#### 354.4. Suspension de règles.

A la demande du Sous-Secrétaire adjoint, d'une partie mise en cause ou d'une partie visée, ou de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative, le président peut modifier une règle énoncée dans la présente partie ou autoriser une dérogation s'il détermine qu'il n'en résultera aucun préjudice indu pour aucune des parties et que c'est dans l'intérêt de la justice, et après notification à toutes les parties.

354.5. Notification de violation et enquête.

- a) Un employé du Département du commerce ou toute autre personne qui se trouve en possession de renseignements permettant de penser qu'il y a eu violation des dispositions d'une ordonnance conservatoire administrative communique lesdits renseignements au directeur compétent ou à l'avocat principal.
- b) Au reçu de renseignements communiqués par un employé du Département du commerce ou par toute autre personne, permettant de penser que les dispositions d'une ordonnance conservatoire ont probablement été violées, le Directeur compétent ouvrira une enquête en vue de déterminer s'il y a eu violation d'une ordonnance conservatoire, et d'en découvrir l'auteur. Aux fins de la présente partie, le Directeur agira sous la supervision du Sous-Secrétaire adjoint au commerce international et suivant les avis de l'avocat principal. Le Directeur n'ouvrira une enquête que s'il obtient les renseignements dans un délai de 30 jours à compter du moment où la violation prétendue a été commise ou aurait pu être découverte en faisant preuve d'une vigilance raisonnable et normale, selon ce que déterminera le Directeur.
- c) Le Directeur compétent adressera un rapport d'enquête au Sous-Secrétaire adjoint après l'avoir soumis à l'avocat principal, dans un délai de 180 jours à compter du moment où il aura reçu les renseignements concernant la violation. A la demande du Directeur compétent et s'il s'agit de circonstances exceptionnelles, le Sous-Secrétaire adjoint pourra accorder à celui-ci un délai supplémentaire de 180 jours pour poursuivre l'enquête et présenter son rapport.
- d) Les exemples ci-après d'actes qui constituent des violations d'une ordonnance conservatoire administrative serviront d'indications à toute personne visée par une ordonnance conservatoire. Cette liste n'est pas exhaustive. Toutefois, la preuve que l'un des actes décrits ci-après a été commis sera considérée par le Sous-Secrétaire adjoint comme une raison plausible de penser qu'une personne a violé une ordonnance conservatoire au sens de l'article 354.6.
  - 1) Divulcation de renseignements de nature exclusive à toute personne quelle qu'elle soit qui n'a pas obtenu l'accès à ces renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire, y compris à un employé du Département ou un membre du Secrétariat qui n'est pas directement impliqué dans l'enquête à l'occasion de laquelle les renseignements de nature exclusive ont été divulgués, à un employé de tout autre organisme du gouvernement des Etats-Unis, ou à un membre du Congrès.
  - 2) Non-respect des procédures détaillées exposées dans l'ordonnance conservatoire concernant la protection de renseignements de nature exclusive, prévoyant notamment la tenue d'un registre indiquant quand et par qui chaque document de nature exclusive est utilisé, et prescrivant à tous les employés qui ont accès aux renseignements de nature exclusive (en vertu d'une ordonnance conservatoire accordée à leur employeur) de signer et de dater une copie de ladite ordonnance conservatoire.
  - 3) Perte de renseignements de nature exclusive.
  - 4) Manquement à l'obligation de retourner toutes les copies des documents originaux et toutes les notes, memoranda et communications contenant des renseignements de nature exclusive au terme de la procédure pour laquelle les données en question avaient été obtenues, ou de les détruire en brûlant ou en déchirant les documents ou en effaçant la mémoire électronique, la disquette ou la banque magnétique, selon les termes de l'ordonnance conservatoire.

- 5) Non-suppression des renseignements de nature exclusive de la version officielle d'un mémoire ou de toute correspondance adressée au Secrétariat.
- 6) Divulgence de renseignements de nature exclusive au cours d'une audition publique.
- 7) Utilisation de renseignements de nature exclusive présentés dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen administratif aux fins d'une enquête ou d'un réexamen administratif différents.
- 8) Utilisation de renseignements de nature exclusive présentés dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen administratif aux fins d'une enquête ou d'un réexamen administratif différents concernant un produit en provenance du même pays ou d'un pays différent.
- 9) Utilisation de renseignements de nature exclusive présentés dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs aux fins d'une enquête ou d'un réexamen administratif en matière de droits antidumping, ou vice versa.

#### 354.6. Engagement de la procédure.

Si le Sous-Secrétaire adjoint arrive à la conclusion, sur la base de l'enquête et du rapport d'enquête du Directeur compétent prévus à l'article 354.5 c) et après consultation de l'avocat principal, qu'il existe des raisons plausibles de penser qu'une personne a violé une ordonnance conservatoire, et que des sanctions sont appropriées en réponse à cette violation, il engagera une procédure en vertu de la présente partie par l'envoi d'une lettre de mise en cause conformément aux dispositions de l'article 354.7. Pour déterminer si des sanctions sont appropriées et, dans l'affirmative, lesquelles, le Sous-Secrétaire adjoint examinera la nature de la violation, le tort causé et d'autres circonstances pertinentes. Il décidera s'il y a lieu d'engager une procédure dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception du rapport d'enquête.

#### 354.7. Lettre de mise en cause.

- a) *Contenu de la lettre.* Le Sous-Secrétaire adjoint engagera la procédure en adressant à chaque partie mise en cause et à chaque partie visée, une lettre de mise en cause contenant:
  - 1) Un énoncé de l'allégation selon laquelle une ordonnance conservatoire a été violée et les arguments à l'appui;
  - 2) L'énoncé des sanctions envisagées;
  - 3) Un rappel du fait que la partie mise en cause ou la partie visée est en droit d'examiner les documents et toutes autres preuves substantielles sur lesquelles se fonde la mise en cause, et une description de la procédure concernant la demande d'accès aux documents considérés ou à des copies de ces documents;
  - 4) Un rappel du fait que la partie mise en cause ou la partie visée a le droit d'être entendue par un président si elle en fait la demande dans un délai de 30 jours à compter de la date de signification de la lettre de mise en cause, ainsi qu'un rappel de la procédure de demande d'audition, accompagné des nom, adresse et numéro de téléphone de la personne à contacter pour plus de précisions;
  - 5) Un rappel du fait que la partie mise en cause ou la partie visée a le droit, si elle ne demande pas à être entendue, de présenter des preuves écrites au Sous-Secrétaire adjoint, ainsi qu'une description



du mode de présentation des éléments de preuve, et la date limite à laquelle ceux-ci devront être reçus; et

6) Un rappel du fait que la partie mise en cause ou la partie visée a le droit de prendre un avocat, à ses frais, pour se faire représenter.

b) *Compromis et modification de la lettre de mise en cause.* Le Sous-Secrétaire adjoint pourra à tout moment modifier, compléter ou annuler la lettre de mise en cause avec l'approbation du président de l'audition, si ce n'est dans l'intérêt de la justice. En l'absence de demande d'audition, le Sous-Secrétaire adjoint demandera au Sous-Secrétaire de désigner un président chargé de prendre une décision en l'espèce. En cas de retrait d'une lettre de mise en cause après une demande d'audition, le président déterminera si le retrait empêche le Sous-Secrétaire adjoint de requérir des sanctions à une date ultérieure pour la même violation prétendue. S'il n'y a pas eu de demande d'audition ou si aucune pièce justificative n'a été présentée en vertu de l'article 354.13, le retrait n'empêchera pas d'engager des actions à l'avenir pour la même violation prétendue. Le Sous-Secrétaire adjoint et une partie mise en cause ou une partie visée pourront arriver à un compromis au sujet d'un grief relevant de la présente sous-partie à tout moment après la signification de la lettre de mise en cause; l'assentiment du président ou de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative n'est pas nécessaire.

c) *Signification d'une lettre de mise en cause à un résident des Etats-Unis.*

1) La signification d'une lettre de mise en cause à un résident des Etats-Unis se fera de la manière suivante:

- i) Envoi d'une copie de ladite lettre par courrier recommandé à la partie mise en cause ou à la partie visée, à la dernière adresse connue de ladite partie;
- ii) Remise d'une copie à la partie mise en cause ou à la partie visée ou à un responsable, un agent de direction ou un agent général ou toute autre personne autorisée, par voie de désignation ou en droit, à prendre livraison de la signification au nom de ladite partie; ou
- iii) Remise d'une copie à une personne d'un âge et d'une discrétion appropriés, résidant au dernier domicile connu de ladite partie.

2) La signification effectuée de la manière décrite au paragraphe c) ii) ou iii) du présent article doit être attestée par un certificat de signification signé de la personne dont elle émane, précisant le mode de signification et l'identité de la personne à laquelle la lettre de mise en cause a été remise.

d) *Signification d'une lettre de mise en cause à un non-résident.* Si les modes de signification exposés à l'alinéa c) du présent article ne sont pas appropriés ou sont sans effet en raison de la législation en vigueur ou d'accords ou arrangements intergouvernementaux, la signification de la lettre de mise en cause à une personne qui n'est pas résident des Etats-Unis peut être faite selon toute méthode autorisée dans le pays dans lequel la personne réside et qui, de l'avis du Sous-Secrétaire adjoint, répond au respect de la légalité prévu dans la législation des Etats-Unis en ce qui concerne les notifications effectuées dans le cadre d'une procédure administrative.

354.8. Sanctions provisoires.

- a) Si le Sous-Secrétaire adjoint, après l'envoi d'une lettre de mise en cause conforme aux dispositions de l'article 354.7 et avant l'arrêt d'une détermination finale, conclut que des sanctions intérimaires sont nécessaires pour protéger les intérêts du Département, ou d'autres personnes, y compris pour la protection de renseignements de nature exclusive, il pourra demander à un président d'imposer des sanctions provisoires.
- b) Le président pourra imposer des sanctions provisoires après avoir établi:
- 1) Qu'il existe des motifs suffisants de penser qu'il y a eu violation d'une ordonnance conservatoire et que le Département obtiendra vraisemblablement l'institution de sanctions au titre de la présente partie,
  - 2) Que le Département, ou d'autres personnes subiront selon toute vraisemblance un tort irréparable en l'absence de sanctions provisoires, et
  - 3) Que les sanctions provisoires sont un moyen raisonnable de protéger les droits du Département, ou d'autres personnes tout en préservant le plus possible les droits de la personne à l'encontre de laquelle des sanctions intérimaires sont envisagées.
- c) Les sanctions provisoires susceptibles d'être imposées à une personne comprennent toutes les sanctions nécessaires pour préserver les droits du Département, de l'organisme habilité du pays de la zone de libre-échange impliqué dans l'affaire ou d'autres personnes, dont les suivantes:
- 1) Interdiction de continuer d'avoir accès à des renseignements de nature exclusive;
  - 2) Interdiction de représenter une autre personne auprès de l'Administration du commerce international;
  - 3) Interdiction de comparaître devant l'Administration du commerce international; et
  - 4) Demande de retourner les pièces fournies antérieurement par le Département, et toutes les autres pièces contenant les renseignements de nature exclusive telles que mémoires, notes ou graphiques fondés sur les renseignements de cette nature auxquels elle a eu accès en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.
- d) Le Sous-Secrétaire adjoint notifiera à la personne à l'encontre de laquelle des sanctions provisoires auront été requises la demande correspondante et lui communiquera les pièces présentées au président l'appui de la demande. La notification fera mention des procédures visées dans le présent article.
- e) La personne à l'encontre de laquelle des sanctions provisoires sont envisagées a le droit de faire opposition en présentant des pièces au président. Le président a tout pouvoir d'autoriser des dépositions, ainsi que la présentation de nouvelles communications.
- f) Le président notifiera aux parties la décision concernant les sanctions provisoires et les éléments sur lesquels elle est fondée dans un délai de cinq jours à compter de l'achèvement des exposés oraux ou de la date de présentation des communications écrites définitives.

- g) Si des sanctions provisoires ont été imposées, l'enquête ainsi que toute autre procédure engagée en vertu de la présente sous-partie seront conduites avec diligence.
- h) Une ordonnance imposant des sanctions provisoires peut être abrogée à tout moment par le président et expire automatiquement au moment de la publication de l'ordonnance finale.
- i) Le président peut reconsidérer l'imposition de sanctions provisoires sur la base d'éléments de preuve nouveaux et importants ou sur exposé d'autres raisons valables. Le Sous-Secrétaire adjoint ou toute personne à laquelle des sanctions provisoires ont été imposées, peut faire appel à une décision de sanctions provisoires devant l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative, si le président certifie que cette procédure est nécessaire pour éviter qu'il ne soit porté indûment tort au Département ou à une personne à l'encontre de laquelle des sanctions provisoires ont été prononcées ou à d'autres personnes, ou qu'elle est dans l'intérêt de la justice. Les sanctions provisoires imposées restent applicables tant que l'appel est en cours, sauf décision contraire du président.
- j) Le Sous-Secrétaire adjoint peut demander au Président d'imposer des sanctions provisoires d'urgence afin de préserver le statu quo. La durée des sanctions provisoires d'urgence ne peut pas dépasser 48 heures, non compris les samedis, dimanches et jours fériés. Il n'est pas nécessaire d'adresser une notification préalable à la personne à l'encontre de laquelle les sanctions provisoires d'urgence sont envisagées, ni de lui donner la possibilité de faire opposition à la demande de sanction. Le président peut imposer des sanctions provisoires d'urgence après avoir déterminé que le Département, ou d'autres personnes ou entités, risqueraient de subir un tort irréparable en l'absence de telles sanctions et que c'est dans l'intérêt de la justice. Le président notifiera dans les moindres délais à la personne à laquelle des sanctions d'urgence ont été imposées les sanctions considérées et leur durée.
- k) En l'absence de demande d'audition, le Sous-Secrétaire adjoint demandera au Sous-Secrétaire de désigner un président chargé d'arrêter des déterminations conformément au présent article.

#### 354.9. Demande d'audition.

- a) Toute partie peut demander une audition en adressant une requête au Sous-Secrétaire dans les 30 jours qui suivent la date de signification de la lettre de mise en cause. Toutefois, le Sous-Secrétaire adjoint ne peut requérir une audition que si c'est dans l'intérêt de la justice.
- b) S'il est saisi en temps voulu d'une demande d'audition, le Sous-Secrétaire désignera un président chargé de conduire l'audition et de rendre une décision initiale.

#### 354.10. Communication des pièces.

- a) *Communication spontanée.* Toutes les parties sont invitées à entamer une procédure de communication spontanée au sujet de toute question non protégée en rapport avec l'objet de la procédure en cours.
- b) *Echange de questions écrites entre les parties et demandes de reconnaissance de faits ou de production de pièces.* Une partie pourra signifier à toute autre partie des questions, des demandes de reconnaissance des faits ou des demandes de production de pièces aux fins d'examen et de reproduction; une partie intéressée pourra alors demander au président de rendre les mesures exécutoires ou conservatoires qui lui paraîtront justifiées au sujet de la communication des pièces considérées. Ladite partie signifiera une demande de communication des pièces 20 jours au moins avant la date prévue de l'audition, si une audition a été demandée et la date prévue, à moins que le président ne

fixe un délai plus court. Des copies des échanges de questions écrites entre les parties, des demandes de reconnaissance des faits et des demandes de production de pièces, ainsi que des réponses, seront signifiées à toutes les parties. Les points de droit ou de fait dont on demandera la reconnaissance seront réputés reconnus à moins que, dans un délai précisé dans la demande (dix jours au moins à compter de la date de signification de la demande ou tout délai supplémentaire autorisé par le président), la partie à laquelle la demande était adressée ne signifie à la partie requérante une déclaration sous serment reconnaissant ou rejetant expressément les points dont la reconnaissance était demandée ou énonçant en détail les raisons pour lesquelles elle ne peut pas, en toute sincérité, les reconnaître ou les rejeter.

c) *Dépositions.* A la demande d'une partie et sur exposé de raisons valables, le président peut ordonner de recueillir le témoignage de toute personne ayant la qualité de partie ou travaillant sous le contrôle ou sous les ordres d'une partie par voie de déposition, ainsi que la production par la personne intéressée de documents ou de pièces déterminés au moment de la déposition. La demande doit préciser l'objet de la déposition et exposer les faits que l'on cherche à établir par ce moyen.

d) *Mesures d'exécution.* Le président pourra ordonner à une partie de répondre à des questions précises, de produire des documents ou des pièces spécifiés, ou de prendre toutes autres mesures afin de répondre à une demande de communication de pièces en bonne et due forme. Si la partie n'exécute pas cet ordre, le président pourra arrêter toute détermination ou prendre toute ordonnance qui lui paraîtront légitimes et opportunes. Le président pourra annuler des griefs ou des moyens de défense correspondant, en totalité ou en partie, ou considérer que des faits particuliers en rapport avec la demande de communication de pièces sur lesquels la partie a omis ou refusé de répondre sont établis aux fins de la procédure conformément aux arguments de la partie qui a demandé la communication de pièces. Le président qui rendra une ordonnance de communication de pièces tiendra compte de la nécessité de protéger les renseignements de nature exclusive ou n'ordonnera pas la divulgation de renseignements si l'on est en droit de penser que celle-ci conduirait à une diffusion non autorisée desdits renseignements.

e) *Rôle du Sous-secrétaire.* En l'absence de demande d'audition, la partie qui sollicite une mesure d'exécution demandera au Sous-Secrétaire de désigner un président qui statuera sur les demandes de citation à comparaître conformément au présent article.

#### 354.11. Conférence avant audition.

a) 1) Si une demande d'audition administrative a été déposée, le président convoquera les parties à une conférence avant audition ayant pour objectifs:

- i) La simplification des questions;
- ii) L'établissement et la reconnaissance des faits et de l'authenticité des documents en vue d'éviter la présentation de preuves inutiles;
- iii) Le règlement de l'affaire;
- iv) La communication de pièces; et
- v) Toutes autres questions de nature à accélérer la procédure.

2) L'établissement et la reconnaissance de tout fait pertinent et important seront incorporés à la décision initiale.

b) Si une conférence avant audition n'est pas possible, le président ordonnera aux parties d'échanger une correspondance ou de communiquer par téléphone ou autrement en vue d'atteindre les mêmes objectifs.

354.12. Audition.

a) *Calendrier de l'audition.* Le président fixera pour l'audition un moment, une date et un lieu raisonnables; le lieu sera Washington, D.C., à moins qu'il ne décide, sur exposé de raisons valables, qu'un autre lieu serait davantage dans l'intérêt de la justice. Lorsqu'il fixera la date, le président tiendra dûment compte de la nécessité pour les parties de se préparer à l'audition comme il convient et de l'importance de régler l'affaire avec diligence.

b) *Jonction d'instances.* Le président pourra ordonner une jonction d'instance si des sanctions sont envisagées à l'encontre de plus d'une partie ou en cas d'allégation de violation de plus d'une ordonnance conservatoire si cette mesure est de nature à accélérer la procédure et ne nuit pas aux intérêts des parties.

c) *Procédures régissant l'audition.* L'audition sera conduite de manière équitable et impartiale par le président, lequel pourra limiter l'accès à une audition ou à une partie de l'audition si cela est nécessaire ou opportun afin d'éviter la divulgation indue de renseignements de nature exclusive. Les règles de la preuve appliquées par les tribunaux ne sont pas d'application et tous les éléments de preuve dont le président établit qu'ils sont pertinents en l'espèce et qu'ils ne contiennent pas de redites inutiles peuvent être admis comme preuves et se voir attribuer l'importance voulue. Le président peut, en ce qui concerne la recevabilité des preuves, la conduite de l'interrogatoire et du contre-interrogatoire et d'autre questions analogues, rendre les ordonnances et établir les déterminations nécessaires ou opportunes pour le bon déroulement de la procédure. Le président veillera à ce qu'un procès-verbal soit établi, soit par un procès-verbaliste soit par un enregistrement électronique, et ordonnera de sceller la portion nécessaire du procès-verbal afin de protéger les renseignements de nature exclusive.

d) *Droits des parties.* Au cours d'une audition chaque partie a le droit:

- 1) De citer et d'entendre des témoins, et de présenter des preuves matérielles,
- 2) De confronter des témoins de la partie adverse et de les soumettre à un contre-interrogatoire,
- 3) De présenter des arguments oraux, et
- 4) De se voir remettre sur demande un compte rendu sténographique ou un enregistrement de l'audition sous réserve des décisions du président quant à la nécessité de sceller le procès verbal.

e) *Représentation.* Chaque partie mise en cause ou chaque partie visée a le droit de comparaître en personne ou de se faire représenter par un avocat. L'avocat principal représentera le Département, à moins que l'avocat général du Département n'en décide autrement. Le président peut interdire à un représentant d'exercer si cette représentation constitue un conflit d'intérêts ou n'est pas dans l'intérêt de la justice, et il peut frapper un représentant d'interdiction pour refus d'obéir aux décisions du tribunal.

f) *Communications ex parte.* Les parties et leurs représentants ne peuvent pas faire de déclaration *ex parte* devant le président au sujet du bien-fondé des allégations ou de toute question en litige, si ce n'est dans les conditions prévues à l'article 354.8 concernant les sanctions provisoires d'urgence.

354.13. Procédure sans audition.

Si aucune partie n'a déposé de demande d'audition le Sous-Secrétaire adjoint, dans un délai de 40 jours à compter de la date de signification d'une lettre de mise en cause fera verser au dossier les renseignements étayant les allégations contenues dans la lettre de mise en cause et les transmettra à chaque partie en cause ou visée. Chaque partie en cause ou visée a le droit d'envoyer une communication écrite en réponse aux renseignements, accompagnée de pièces justificatives, dans un délai de 30 jours à compter de la date de signification des renseignements fournis par le Sous-Secrétaire adjoint, à moins que celui-ci ne modifie ce délai pour des raisons valables. Le Sous-Secrétaire adjoint peut autoriser les parties à présenter de plus amples renseignements et arguments.

354.14. Décision initiale.

a) *Décision initiale.* Le président s'il y a eu demande d'audition ou le Sous-secrétaire adjoint soumettront à l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative une décision initiale dont ils adresseront copie aux parties. Le président ou le Sous-Secrétaire adjoint rendront normalement leur décision dans les 20 jours qui suivront la clôture de l'audition, le cas échéant, ou dans un délai de 15 jours à compter de la date de signification des communications écrites finales. La décision initiale sera exclusivement fondée sur les éléments de preuve versés au dossier et sur l'argumentation des parties.

b) *Constatations et conclusions.* La décision initiale comprendra un exposé des constatations et conclusions touchant la violation éventuelle par une personne d'une ordonnance conservatoire et du fondement desdites constatations et conclusions et précisera si les sanctions envisagées dans la lettre de mise en cause ou des sanctions atténuées devraient être imposées à la partie en cause ou à la partie visée. Le président ou le Sous-Secrétaire adjoint ne pourront imposer de sanctions qu'après avoir déterminé que la prépondérance des preuves autorise une constatation de violation d'une ordonnance conservatoire et que les sanctions à l'encontre de la partie mise en cause ou de la partie visée sont justifiées.

c) *Caractère final de la décision.* Si l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative ne rend pas de décision en l'espèce dans les 60 jours qui suivent la publication de la décision initiale, la décision initiale devient la décision finale du Département.

354.15. Décision finale.

a) *Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative.* A la demande d'une partie, les membres de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative procéderont au réexamen de la décision initiale. L'Office est composé du Sous-Secrétaire au commerce international, qui occupe le poste de président, du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et de l'avocat général.

b) *Observations concernant la décision initiale.* Dans les 30 jours qui suivent le prononcé de la décision initiale, une partie peut présenter des observations écrites touchant ladite décision à l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative, qui les prendra en compte au moment du réexamen de la décision initiale. Les parties ne sont pas autorisées à faire une présentation orale, mais l'Office peut autoriser des arguments oraux à sa discrétion.

c) *Décision finale de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative.* Dans un délai de 60 jours, mais au plus tôt 30 jours après le prononcé d'une décision

initiale, l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative peut rendre une décision finale qui entérine la décision initiale dans sa totalité; qui diffère entièrement ou en partie de la décision initiale, y compris prévoit des sanctions atténuées; ou renvoie l'affaire au président ou au Sous-Secrétaire adjoint pour complément d'examen. Les seules sanctions qu'il peut imposer sont les sanctions envisagées dans la lettre de mise en cause ou des sanctions atténuées.

d) *Contenu de la décision finale.* Si la décision finale de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative ne consiste pas à renvoyer l'affaire et qu'elle diffère de la décision initiale, elle contiendra un exposé des constatations et conclusions qui diffèrent de la décision initiale, le cas échéant, du fondement desdites constatations et conclusions et des sanctions qui doivent être imposées, dans la mesure où celles-ci diffèrent des sanctions prévues dans la décision initiale.

e) *Avis au public de l'imposition de sanctions.* Si la décision finale est qu'il y a eu violation d'une ordonnance conservatoire et qu'il y a lieu d'imposer des sanctions avis en sera publié dans le Federal Register au plus tôt 30 jours après le prononcé de la décision finale, ou le rejet d'une motion de réexamen en cas de dépôt d'une motion en ce sens. Le Sous-Secrétaire adjoint communiquera également lesdits renseignements au comité de déontologie ou à autre organe disciplinaire de l'ordre des avocats compétent ou d'autres associations professionnelles lorsqu'il imposera une sanction à une partie mise en cause ou à une partie visée en vertu de l'article 354.3 a) 1), ainsi qu'à tout organisme fédéral qui pourrait avoir un intérêt dans l'affaire, et il coopérera à la mise en service de toute mesure disciplinaire adoptée par une association ou un organisme quel qu'il soit.

#### 354.16. Nouvel examen.

Toute partie peut déposer une motion auprès de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative en vue d'un nouvel examen. Elle doit exposer en détail les motifs de la motion, y compris tout point de fait ou de droit qu'elle estime avoir été négligé ou appliqué de manière erronée par l'Office des sanctions. La motion peut être déposée dans les 30 jours qui suivent le prononcé de la décision finale ou l'adoption de la décision initiale en tant que décision finale, à moins qu'elle ne soit fondée sur la communication d'éléments de preuve nouveaux et pertinents qui n'étaient pas connus et qui n'auraient raisonnablement pas pu être découverts en agissant avec toute la diligence voulue avant que le dossier soit clos, auquel cas la motion doit être déposée dans les 15 jours qui suivent la communication desdits éléments de preuve. La partie transmet une copie de la motion à toutes les autres parties. Les parties adverses peuvent transmettre leur réponse dans les 30 jours qui suivent la date de signification de la motion. Celle-ci est réputée faire partie du dossier. Les parties n'ont pas le droit de faire une présentation orale au sujet d'une motion de nouvel examen, mais l'Office peut autoriser des arguments oraux à sa discrétion. Si la motion de nouvel examen est approuvée, l'Office réexaminera le dossier et confirmera, modifiera ou infirmera la décision initiale ou renverra l'affaire pour complément d'examen au Président ou au Sous-Secrétaire adjoint, selon le cas.

#### 354.17. Confidentialité.

a) Toutes les procédures liées à des allégations de violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement de divulgation doivent conserver un caractère confidentiel jusqu'au moment où le Département rend, en vertu du présent règlement, une décision finale qui n'est plus susceptible d'un nouvel examen et qui à pour effet l'imposition d'une sanction.

b) La partie mise en cause ou l'avocat de la partie mise en cause auront accès dans la mesure du possible aux renseignements de nature exclusive relevant de l'affaire, le cas échéant, visés par une ordonnance conservatoire administrative, conformément aux dispositions de 19 CFR 353.30 et 355.20.

## PARTIE 355 - DROITS COMPENSATEURS

### Sous-partie A - Champ d'application et définitions

#### Article

- 355.1 Champ d'application.
- 355.2 Définitions.
- 355.3 Dossier de la procédure.
- 355.4 Renseignements publics, de nature exclusive, protégés et classés.
- 355.5 Fonds de documentation concernant les pratiques de subventionnement et les mesures compensatoires à l'étranger.
- 355.6 Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier - Date d'entrée en vigueur.
- 355.7 Non-prise en considération de subventions nettes *de minimis*.

### Sous-partie B - Procédures en matière de droits compensateurs

- 355.11 Ouverture d'enquêtes d'office.
- 355.12 Prescriptions applicables en ce qui concerne les requêtes.
- 355.13 Détermination de la suffisance des requêtes.
- 355.14 Demande d'exemption des dispositions d'une ordonnance instituant un droit compensateur.
- 355.15 Détermination préliminaire.
- 355.16 Constatations de l'existence de circonstances critiques.
- 355.17 Clôture d'une enquête.
- 355.18 Suspension d'une enquête.
- 355.19 Violation d'un accord.
- 355.20 Détermination finale.
- 355.21 Ordonnance instituant un droit compensateur.
- 355.22 Réexamen administratif des ordonnances et des accords de suspension.
- 355.23 Plafonnement du dépôt constitué au titre de mesures provisoires.
- 355.24 Intérêts sur certains trop-perçus et moins-perçus.
- 355.25 Abrogation d'ordonnances; clôture d'enquêtes suspendues.
- 355.27 Procédures pour la mise en place d'une surveillance des produits d'aval.
- 355.28 Procédures pour la correction des erreurs matérielles.
- 355.29 Détermination du champ d'application

### Sous-partie C - Renseignements et arguments

- 355.31 Présentation des données de fait.
- 355.32 Demande de traitement confidentiel des renseignements.
- 355.33 Renseignements n'ayant pas à être divulgués.
- 355.34 Divulgence de renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.
- 355.35 Réunion *ex parte*.
- 355.36 Vérification des renseignements.
- 355.37 Meilleurs renseignements disponibles.



- 355.38 Arguments écrits et auditions.
- 355.39 Pratiques de subventionnement découvertes au cours d'une procédure ou d'un réexamen.

Sous-partie D - Déterminations de l'existence de subventions pour les fromages contingentés

- 355.41 Définition d'une "subvention".
- 355.42 Liste annuelle et mise à jour trimestrielle.
- 355.43 Détermination sur demande.
- 355.44 Plainte relative à une sous-cotation du prix des importations subventionnées.
- 355.45 Accès aux renseignements.

Sous-partie E - Dates d'entrée en vigueur

- 355.51 Dates d'entrée en vigueur des modifications de la Loi douanière de 1930 apportées par la Loi générale sur le commerce extérieur et la compétitivité de 1988.

ANNEXE I - LISTE DES PAYS REGIS PAR L'ACCORD

ANNEXE II - DELAIS SPECIFIES DANS LA PRESENTE PARTIE CONCERNANT LES COMMUNICATIONS

FONDEMENT JURIDIQUE: 5 U.S.C. 301, et Sous-Titre IV, Parties II, III et IV de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée par le Titre I de la Loi de 1979 sur les accords commerciaux, Pub. L. 96-39, 93 Stat. 150, et article 221 et Titre VI de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier, Pub. L. 98-573, 98 Stat. 294, et Titre I, Sous-Titre C, Partie II de la Loi générale de 1988 sur le commerce et la compétitivité, Pub. L. n° 100-418, 102 Stat. 1107 (1988).

SOURCE: 53 FR 52344, 27 décembre 1988, sauf indication contraire.

**Sous-partie A - Champ d'application et définitions**

355.1. Champ d'application.

La présente partie énonce les modalités et les règles applicables aux procédures engagées en vertu de l'article 303 et du Titre VII de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée (19 U.S.C. 1303 et 1671-1677 h)) (ci-après dénommée "la Loi"), qui traitent de l'imposition de droits compensateurs, et en vertu de l'article 702 de la Loi de 1979 sur les accords commerciaux (19 U.S.C. 1202) ("Loi sur les accords commerciaux"), qui a trait aux subventions accordées aux fromages contingentés. Elle englobe les modifications réglementaires effectuées conformément au Titre VI de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier (Pub. L. n° 98-573; 30 octobre 1984) et au Titre XVIII, sous-titre B, chapitre 3 de la Loi de 1986 portant réforme fiscale, Pub. L. n° 99-514 (22 octobre 1986). Certains points des réglementations indiquées dans cette partie ne s'appliquent pas aux procédures engagées en vertu de l'article 303 de la Loi lorsque la marchandise provient d'un pays qui n'est pas régi par l'Accord au sens de l'article 701 b) de la Loi et qui n'a pas droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise en vertu de l'article 303 de la Loi. Explicitement, dans le cadre de telles procédures au titre de l'article 303:

- a) La Commission n'a pas à établir de détermination dans le cadre des articles 703 a), 704 ou 705 b) 1) de la Loi;

b) Une enquête ne peut être suspendue par le Secrétaire en vertu de l'article 704 c) de la Loi et de l'article 355.18 b);

c) Une constatation de l'existence de circonstances critiques ne peut être établie par le Secrétaire au titre de l'article 355.16; et

d) Si une allégation ou des données de fait concernant l'existence d'un dommage et de subventions sont requises en vertu de la présente partie, seule une allégation ou des données de fait concernant l'existence de subventions sont requises.

#### 355.2. Définitions.

a) *Loi.* La *Loi* s'entend de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée.

b) *Accord.* L'*Accord* s'entend de l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, c'est-à-dire le Code des subventions, ainsi que de toutes les modifications acceptées par les Etats-Unis.

c) *Commission.* La *Commission* s'entend de la Commission du commerce international des Etats-Unis.

d) *Pays.* Le terme *Pays* désigne un pays étranger, une subdivision politique, un territoire dépendant ou une possession d'un pays étranger, et peut s'étendre à une association de deux ou plusieurs pays étrangers, subdivisions politiques, territoires dépendants ou possessions de pays étrangers constitués en union douanière hors du territoire des Etats-Unis.

e) *Service des douanes.* L'expression *Service des douanes* désigne le Service des douanes du Département des finances des Etats-Unis.

f) *Département.* Le terme *Département* désigne le Département du commerce des Etats-Unis.

g) *Données de fait.* On entend par *données de fait*:

1) Les réponses aux questionnaires initiaux et supplémentaires;

2) Les données ou exposés de faits présentés à l'appui des allégations;

3) Les autres données ou exposés de faits; et

4) Les pièces justificatives.

h) *Branche de production.* L'expression *branche de production* s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires, exception faite des producteurs des Etats-Unis exclus par le Secrétaire en vertu de l'article 771 4) B) de la Loi parce qu'ils sont également importateurs (ou parce qu'ils sont liés à des importateurs, des producteurs ou des exportateurs) de la marchandise. En vertu de l'article 771 4) C) de la Loi, une *branche de production* peut désigner des producteurs nationaux, selon la définition donnée dans le présent paragraphe, sur un marché particulier aux Etats-Unis si ces producteurs vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production du produit similaire en question sur ce marché et si la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs du produit en question situés dans d'autres parties du territoire des Etats-Unis.

- i) *Partie intéressée.* L'expression *partie intéressée* désigne:
- 1) Un producteur, un exportateur ou un importateur aux Etats-Unis d'une marchandise, ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres importent cette marchandise;
  - 2) Le gouvernement du pays dans lequel la marchandise est produite (le pays affecté);
  - 3) Un producteur du produit similaire aux Etats-Unis ou un vendeur (autre qu'un détaillant) aux Etats-Unis du produit similaire produit aux Etats-Unis;
  - 4) Un syndicat ou groupe de travailleurs homologué ou reconnu, représentatif de la branche de production ou des vendeurs (autres que des détaillants) aux Etats-Unis du produit similaire produit aux Etats-Unis;
  - 5) Un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres sont des producteurs aux Etats-Unis du produit similaire ou des vendeurs (autres que des détaillants) aux Etats-Unis du produit similaire produit aux Etats-Unis; ou
  - 6) Un groupement dont la majorité des membres sont des parties intéressées, selon la définition donnée au paragraphe i) 3), i) 4) ou i) 5) du présent article.
- j) *Enquête.* Une *enquête* commence à la date de la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête et se termine à la date de la publication du premier en date des documents suivants: 1) avis de clôture de l'enquête, 2) avis d'annulation de l'enquête, 3) avis de détermination négative ayant pour effet de clore la procédure ou 4) ordonnance.
- k) *La marchandise.* La *marchandise* s'entend de la catégorie ou du type de marchandise importée ou vendue, ou probablement vendue, pour être importée aux Etats-Unis, et qui fait l'objet de la procédure.
- l) *Partie à la procédure.* L'expression *partie à la procédure* désigne toute partie intéressée au sens du paragraphe i) du présent article, qui participe activement, en présentant par écrit des données de fait ou des arguments, à une décision particulière prise par le Secrétaire sous réserve d'une révision judiciaire. Le fait d'avoir participé à une décision antérieure susceptible d'être réexaminée ne conférera pas à une partie intéressée la qualité de partie à la procédure à l'occasion d'une décision ultérieure du Secrétaire pouvant faire l'objet d'une révision judiciaire.
- m) *Personne.* Le terme *personne* englobe toute *partie intéressée* ainsi que d'autres particuliers, entreprises ou entités, selon le cas.
- n) *Procédure.* Une *procédure* commence à la date de dépôt d'une requête ou à la date de publication d'un avis d'ouverture d'enquête au titre de l'article 355.11, ou au titre de l'article 355.22 i) si le réexamen vise une marchandise pour laquelle un arrangement ou un autre type d'accord a été accepté au titre de l'article 355.17 b), et se termine à la date de publication du premier en date des documents suivants: 1) rejet de la requête; 2) annulation de l'enquête; 3) clôture de l'enquête; 4) détermination négative ayant pour effet de clore la procédure; 5) abrogation d'une ordonnance ou 6) clôture d'une enquête suspendue.

o) *Producteur; production.* Le terme *producteur* désigne un fabricant ou un producteur. La *production* s'entend de la fabrication ou de la production.

p) *Vente; vente probable.* Le terme *vente* englobe un contrat de vente et un crédit-bail équivalent à une vente. L'expression *vente probable* s'entend d'une offre irrévocable de vente faite par une personne.

q) *Secrétaire.* Le terme *Secrétaire* désigne le Secrétaire au commerce ou son délégué. Le Secrétaire a délégué au Sous-Secrétaire à l'Administration des importations le pouvoir d'établir des déterminations finales en vertu des articles 355.18 i), 355.20 et 355.22 i). D'autres pouvoirs ont été délégués aux Sous-Secrétaires adjoints à l'Administration des importations, aux enquêtes et au respect des décisions en ce qui concerne les droits compensateurs.

### 355.3. Dossier de la procédure.

a) *Dossier officiel.* Le Secrétaire tient le dossier officiel de chaque procédure qui est conservé aux archives centrales de l'Administration des importations, au lieu indiqué à l'article 355.31 d). Le Secrétaire verse au dossier les données de fait, les arguments écrits ou tous autres documents qu'il a établis, qui lui sont présentés ou qui ont été recueillis par lui au cours de la procédure et qui se rapportent à cette procédure. Le dossier comporte les mémorandums de l'Administration relatifs à la procédure, les mémorandums relatifs aux réunions *ex parte*, les déterminations, les avis publiés au Federal Register et les comptes rendus des auditions. Les données de fait, les arguments écrits, ou autres renseignements qui n'ont pas été déposés en temps voulu ou que le Secrétaire renvoie à l'expéditeur en vertu des articles 355.31 b) 2), 355.32 d), 355.32 g) ou 355.34 c) ne sont pas versés au dossier. Le dossier contient des renseignements qui sont aussi bien publics que de nature exclusive, ou protégés, ou classés. Aux fins de l'article 516A b) 2) de la Loi, le dossier est le dossier officiel de chaque partie de la procédure pouvant faire l'objet d'une révision judiciaire.

b) *Dossier public.* Le Secrétaire tient un dossier public de chaque procédure qui est entreposé dans les archives centrales. Le dossier comprend toutes les pièces décrites au paragraphe a) du présent article dont le Secrétaire décide qu'elles constituent des renseignements publics au sens de l'article 355.4 a), les mémorandums de l'Administration ou les parties de ces mémorandums dont le Secrétaire décide qu'ils peuvent être divulgués au grand public, et les versions publiques de toutes les déterminations et de tous les avis et comptes rendus. Le dossier public est mis à la disposition du public, qui peut le consulter et le copier aux archives centrales (voir article 355.31 d)). Le Secrétaire perçoit une redevance appropriée pour fournir des copies des documents.

c) *Protection des dossiers.* Sauf instruction du Secrétaire ou disposition de la Loi, aucun dossier ou aucune partie d'un dossier ne peut sortir du Département.

### 355.4. Renseignements publics, de nature exclusive, protégés et classés.

a) *Renseignements publics.* Le Secrétaire estime normalement que les renseignements suivants sont des renseignements publics:

1) Données de fait entrant dans la catégorie des renseignements ayant été publiés ou communiqués d'une autre manière au public par la personne qui les a présentés;

- 2) Données de fait qui ne sont pas désignées par la personne qui les communique comme étant des renseignements de nature exclusive;
  - 3) Données de fait qui, bien que désignées comme étant des renseignements de nature exclusive par la personne qui les a communiquées, se présentent sous une forme qui ne peut être associée aux activités d'une personne, ou qui ne peuvent être utilisées d'une autre manière pour découvrir ces activités;
  - 4) Lois, règlements, décrets, ordonnances et autres documents officiels d'un pays, accessibles au public, y compris les traductions en anglais; et
  - 5) Arguments écrits concernant la procédure qui ne sont pas désignés comme étant des renseignements de nature exclusive.
- b) *Renseignements de nature exclusive.* Le Secrétaire considère normalement que les données de fait suivantes sont des renseignements de nature exclusive si elles sont ainsi désignées par la personne qui les a communiquées:
- 1) Les secrets commerciaux concernant la nature d'un produit ou le processus de production;
  - 2) Les coûts de production (mais non la nature des composants entrant dans la production à moins qu'un composant particulier ne soit un secret commercial);
  - 3) Les coûts de distribution (mais non les circuits de distribution);
  - 4) Les conditions de vente (mais non les conditions de vente offertes au public);
  - 5) Les prix pratiqués dans le cadre de ventes individuelles, de ventes probables ou d'autres offres (mais non i) les éléments entrant dans la composition des prix, tels que le transport, s'ils reposent sur des barèmes publiés, ii) les dates de vente, iii) la désignation des produits sous réserve du paragraphe b) 1) ou iv) les numéros des commandes);
  - 6) Les noms des clients, distributeurs ou fournisseurs particuliers (mais non la destination des marchandises vendues ou la désignation du type de client, de distributeur ou de fournisseur, à moins que la destination ou la désignation ne puissent révéler le nom);
  - 7) Le montant exact des subventions brutes ou nettes reçues et utilisées par une personne (mais non la description des effets des subventions, ou le montant s'il figure dans des déclarations publique officielles ou des documents publiés);
  - 8) Les noms des particuliers auprès desquels des renseignements de nature exclusive ont été obtenus; et
  - 9) Tous autres renseignements commerciaux spécifiques dont la divulgation au public compromettrait de façon substantielle la position concurrentielle de la personne qui les a communiqués.
- c) *Renseignements protégés.* Le Secrétaire considère que des renseignements sont protégés si, en se fondant sur les principes législatifs concernant les renseignements protégés, il décide qu'ils ne doivent pas être divulgués au public ou aux parties à la procédure.

d) *Renseignements classés.* On entend par renseignements classés des renseignements qui sont classés en vertu du Décret n° 12356 du 2 avril 1982 (43 FR 28949) ou d'un décret ultérieur, selon le cas.

355.5. Fonds de documentation concernant les pratiques de subventionnement et les mesures compensatoires à l'étranger.

Le Secrétaire tient dans les archives centrales un fonds de documentation publique concernant toutes les pratiques de subventionnement et mesures compensatoires à l'étranger dont il a connaissance, qu'elles fassent ou non l'objet d'une procédure. Il tient les documents du fonds à la disposition du public et perçoit une redevance appropriée pour en fournir des copies. Pour de plus amples renseignements, contacter les archives centrales à l'adresse indiquée à l'article 355.31 d).

355.6. Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier - date d'entrée en vigueur.

Conformément à l'article 626 de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier (Pub. L. n° 98-573) (dénommée "Loi de 1984" aux fins de la présente sous-partie), les modifications apportées à la Loi en vertu du Titre VI de la Loi de 1984 sont réputées prendre effet comme suit:

a) Sous réserve des dispositions des paragraphes b), c) et d) du présent article, toutes les modifications apportées en vertu du Titre VI de la Loi de 1984 ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire prennent effet le 30 octobre 1984.

b) Les modifications apportées en vertu des articles 602, 611, 612 et 620 de la Loi de 1984 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire prennent effet immédiatement pour ce qui concerne toutes les enquêtes et tous les réexamens administratifs ouverts à la date du 30 octobre 1984 ou après.

c) Les modifications apportées par l'article 623 de la Loi de 1984, concernant la révision judiciaire, s'appliquent aux actions civiles qui sont en instance au 30 octobre 1984 ou qui ont été introduites à cette date ou par la suite.

d) Nonobstant les dispositions des paragraphes a) et b) du présent article, le Secrétaire peut mettre en oeuvre les modifications apportées par la Loi de 1984 à une date postérieure au 30 octobre 1984 s'il constate que leur mise en oeuvre conformément au paragraphe a) ou b) du présent article empêcherait le Département de se conformer à d'autres prescriptions législatives.

355.7. Non-prise en considération des subventions nettes *de minimis*.

Aux fins de la présente partie, le Secrétaire ne prend en considération aucune subvention nette globale dont il détermine qu'elle est inférieure à 0,5 pour cent ad valorem, ou au taux spécifique équivalent.

## **Sous-partie B - Procédures en matière de droits compensateurs**

### **355.11. Ouverture d'enquêtes d'office.**

a) *Règle générale.*

1) Si le Secrétaire détermine à partir des renseignements dont il dispose qu'une enquête se justifie en ce qui concerne une marchandise, il ouvrira une enquête et publiera au Federal Register un avis d'"ouverture d'enquête en matière de droits compensateurs". Le Secrétaire ne publiera l'avis qu'après avoir ménagé au gouvernement du pays affecté une possibilité de procéder à des consultations conformément aux prescriptions de l'article 3 1) de l'accord ou à une obligation sensiblement équivalente.

2) Cet avis comprendra:

- i) Une description de la marchandise, après consultation le cas échéant de la Commission;
- ii) Le nom du pays dans lequel la marchandise est produite et, si elle est importée d'un pays autre que celui dans lequel elle est produite, le nom du pays intermédiaire; et
- iii) Un résumé des renseignements disponibles qui, s'ils se révélaient exacts, appelleraient l'imposition de droits compensateurs.

b) *Renseignements fournis à la Commission.* Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, le Secrétaire notifiera à la Commission au moment de l'ouverture de l'enquête et mettra à sa disposition et à la disposition de ses employés participant directement à la procédure tous les renseignements sur lesquels il s'est fondé pour ouvrir l'enquête et que la Commission pourrait juger utiles pour établir ses déterminations en matière de dommage.

### **355.12. Prescriptions applicables en ce qui concerne les requêtes.**

a) *Règle générale.* Toute partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe i) 3), i) 4), i) 5) ou i) 6) de l'article 355.2, peut déposer, au nom d'une branche de production, une requête en vertu du présent article visant à ce que soient imposés des droits compensateurs d'un montant égal à la subvention alléguée, si cette personne a des raisons de croire:

1) Qu'une subvention est accordée en ce qui concernent la marchandise, et

2) Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, qu'il existe pour une branche de production un dommage important, une menace de dommage important ou un retard important dans sa création.

Les données de fait figurant dans la requête doivent être certifiées, conformément aux dispositions de l'article 355.31 i).

b) *Contenu de la requête.* La requête doit contenir les renseignements suivants, dans la mesure où ils sont raisonnablement accessibles au requérant:

1) Le nom et l'adresse du requérant et de toute personne que le requérant représente;

- 2) Le nom de la branche de production au nom de laquelle le requérant a déposé la requête, ainsi que les noms et adresses des autres personnes de cette branche de production (si elles sont nombreuses, des renseignements doivent être fournis au moins pour les personnes qui, sur la base des renseignements publiquement disponibles, ont représenté individuellement 2 pour cent ou plus de la branche de production, en ce qui concerne le niveau des ventes ou de la production, au cours des 12 derniers mois);
- 3) Une déclaration indiquant si le requérant a demandé une protection contre les importations en vertu des articles 337 ou 732 de la Loi (19 U.S.C. 1337 ou 1673a), des articles 201 ou 301 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur (19 U.S.C. 2251 ou 2411), ou de l'article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce (19 U.S.C. 1862) en ce qui concerne la marchandise;
- 4) Une description détaillée de la marchandise, de façon à définir le champ d'application de l'enquête, y compris ses caractéristiques techniques et ses utilisations ainsi que sa position dans l'actuel tarif douanier des Etats-Unis;
- 5) Le nom du pays dans lequel la marchandise est produite et, si elle est importée d'un pays autre que celui dans lequel elle est produite, le nom du pays intermédiaire;
- 6) Les noms et adresses de chaque personne qui, selon le requérant, bénéficie de la subvention et exporte la marchandise aux Etats-Unis et la proportion des exportations totales vers les Etats-Unis qui est imputable à chaque personne pour les 12 derniers mois (si elles sont nombreuses, des renseignements doivent être fournis au moins pour les personnes qui, sur la base des renseignements publiquement disponibles, ont représenté individuellement 2 pour cent ou plus des exportations);
- 7) La subvention alléguée et les données de fait (en particulier les pièces justificatives) concernant la subvention alléguée, y compris la disposition législative en vertu de laquelle elle est accordée, la manière dont elle est versée et le montant versé aux producteurs ou aux exportateurs de la marchandise;
- 8) Si le requérant allègue l'existence d'une subvention en amont au titre de l'article 771A de la Loi, des données de fait concernant:
  - i) Les subventions intérieures, définies à l'article 771 5) de la Loi, que le gouvernement du pays affecté accorde aux fournisseurs en amont;
  - ii) L'avantage au plan de la concurrence que les subventions confèrent à la marchandise; et
  - iii) L'effet notable qu'ont les subventions sur le coût de production de la marchandise;
- 9) Le volume et la valeur des importations de la marchandise au cours de la période de deux ans la plus récente et de toute autre période récente que le requérant juge plus représentative ou, si la marchandise n'a pas été importée durant la période de deux ans, des renseignements sur la probabilité de sa vente aux fins d'importation;
- 10) Le nom et l'adresse de chaque personne qui, selon le requérant, importe la marchandise ou, en l'absence d'importations, est susceptible d'importer cette marchandise;
- 11) Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, des données de fait concernant le dommage important, la menace de dommage important ou le retard important, selon les dispositions de 19 CFR 207.11 et 207.26;



12) Si le requérant allègue l'existence de "circonstances critiques" en vertu de l'article 355.16, des données de fait concernant:

- i) L'existence d'un dommage important difficilement réparable;
- ii) Des importations massives effectuées dans un temps relativement court; et
- iii) L'existence d'une subvention à l'exportation incompatible avec l'accord; et

13) Toutes autres données de fait sur lesquelles le requérant se fonde.

c) *Dépôt simultané de la requête auprès de la Commission.* Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, le requérant doit déposer auprès de la Commission une copie de sa requête le jour de la remise de celle-ci au Secrétaire et doit, au moment de cette remise, présenter une attestation dans ce sens au Secrétaire.

d) *Renseignements de nature exclusive.* Le Secrétaire ne prendra en considération les données de fait pour lesquelles le requérant a demandé le traitement confidentiel que si le requérant satisfait aux prescriptions de l'article 355.32.

e) *Modification des requêtes.* Le Secrétaire permettra que des modifications soient apportées en temps utile à la requête. Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, le requérant doit remettre une modification le même jour à la Commission et au Secrétaire et doit, au moment de cette remise, présenter une attestation dans ce sens au Secrétaire. L'opportunité dans le temps de nouvelles allégations est vérifiée au regard des dispositions de l'article 355.31.

f) *Où et quand déposer la requête; mode de présentation et nombre d'exemplaires.* Les prescriptions de l'article 355.31 d), e) et f) s'appliquent au présent article.

g) *Notification au représentant du pays affecté.* Au reçu d'une requête, le Secrétaire remettra une version publique de la requête, conformément aux dispositions de l'article 355.31 e) 2), à un représentant à Washington, DC du gouvernement du pays affecté.

h) *Requête fondée sur une dérogation à un engagement international concernant les crédits officiels à l'exportation.* Outre les autres prescriptions du présent article, si le seul fondement d'une requête est la dérogation à un engagement international concernant les crédits officiels à l'exportation, le Secrétaire notifiera immédiatement le dépôt de la requête au Secrétaire aux finances. Le requérant doit déposer auprès du Secrétaire aux finances une copie de sa requête le jour de la remise de celle-ci au Secrétaire et doit, au moment de cette remise, présenter une attestation dans ce sens au Secrétaire.

i) *Aide aux petites entreprises; renseignements additionnels.*

1) Le Secrétaire fournira une assistance technique aux petites entreprises répondant aux conditions requises, selon la définition figurant à l'article 339 de la Loi, pour leur permettre d'établir et de déposer des requêtes. Le Secrétaire peut refuser d'accorder une telle assistance s'il parvient à la conclusion que la requête, si elle était déposée, ne pourrait satisfaire aux prescriptions de l'article 355.13.

2) Des renseignements additionnels concernant les requêtes peuvent être obtenus à l'adresse suivante: Deputy Assistant Secretary for Investigations, Import Administration, International Trade Administration,

Room B099, U.S. Department of Commerce, Pennsylvania Avenue and 14th Street, NW., Washington, DC 20230; (202) 377-5497.

j) *Limitation des communications avant l'ouverture de l'enquête.*

1) Sous réserve des dispositions du paragraphe j) 2) du présent article, tant qu'il n'aura pas pris la décision d'ouvrir une enquête, le Secrétaire n'acceptera pas de communication orale ou écrite de la part d'une partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe i) 1) ou i) 2) de l'article 355.2, concernant une requête, exception faite des demandes de renseignements concernant l'état de la procédure.

2) Le Secrétaire ménagera au gouvernement du pays affecté une possibilité de procéder à des consultations conformément aux prescriptions de l'article 3 1) de l'accord ou à une obligation sensiblement équivalente.

(Les prescriptions concernant la collecte de renseignements énoncées au paragraphe b) ont été approuvées par le Bureau de la gestion et du budget sous le numéro de contrôle 0625-0148).

355.13. Détermination de la suffisance des requêtes.

a) *Détermination de la suffisance.* Au plus tard 20 jours après le dépôt d'une requête en vertu de l'article 355.12, le Secrétaire déterminera si la requête présente dûment les raisons pour lesquelles des droits compensateurs peuvent être imposés en vertu de l'article 701 a) de la Loi, si elle contient les renseignements auxquels le requérant peut raisonnablement avoir accès pour appuyer ses allégations et si elle est déposée par une partie intéressée selon la définition donnée au paragraphe i 3), i 4), i 5) ou i 6) de l'article 355.2.

b) *Avis d'ouverture d'enquête.* Si le Secrétaire détermine que la requête est suffisante au sens du paragraphe a) du présent article, il ouvrira une enquête et publiera au Federal Register un avis d'"ouverture d'enquête en matière de droits compensateurs". L'avis contiendra les renseignements indiqués à l'article 355.11 a) 2). Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, le Secrétaire adressera une notification à la Commission au moment de l'ouverture de l'enquête et mettra à sa disposition et à la disposition de ses employés participant directement à la procédure, tous les renseignements sur lesquels il s'est fondé pour ouvrir l'enquête et que la Commission pourrait juger utiles pour établir ses déterminations en matière de dommage.

c) *Insuffisance d'une requête.* Si le Secrétaire détermine qu'une requête est insuffisante au sens du paragraphe a) du présent article, il la rejettera en totalité ou en partie et, le cas échéant, mettra fin à la procédure. Il notifiera par écrit au requérant les raisons du rejet, notifiera ce rejet à la Commission le cas échéant, et publiera au Federal Register un avis de "rejet d'une requête en matière de droits compensateurs", résumant les raisons du rejet.

355.14. Demande d'exemption des dispositions d'une ordonnance instituant un droit compensateur

a) Tout producteur ou exportateur qui a exporté la marchandise vers les Etats-Unis pendant la période indiquée au paragraphe b) 1) du présent article et qui désire être exempté des dispositions d'une ordonnance instituant un droit compensateur doit présenter par écrit au Secrétaire, dans les 30 jours qui suivent la date de publication de l'avis d'ouverture d'enquête en vertu de l'article 355.11 ou 355.13, une demande irrévocable d'exemption.

b) La personne doit joindre à sa demande:

1) Une attestation selon laquelle elle n'a pas demandé ni reçu de subvention nette pour la marchandise, au cours de la période allant du début du dernier exercice pour lequel elle dispose d'archives à la date de dépôt de la requête, dans le cadre d'un programme mentionné dans l'avis d'ouverture d'enquête du Secrétaire (à l'exception des programmes dont le Secrétaire a préalablement constaté, dans un avis publié au titre de l'article 355.20 ou 355.22 c) 8), qu'ils ne pouvaient donner lieu à des mesures compensatoires), et ne demandera ni ne recevra à l'avenir de subvention pour la marchandise;

2) Une attestation du gouvernement du pays affecté selon laquelle il n'a accordé à cette personne aucune subvention nette pendant la période indiquée au paragraphe b) 1) du présent article; et

3) Si la personne n'est pas le producteur de la marchandise, les attestations des fournisseurs et producteurs de la marchandise conformément au paragraphe b) 1) du présent article, et l'attestation du gouvernement concernant ces fournisseurs et ces producteurs conformément au paragraphe b) 2) du présent article.

c) Le Secrétaire examinera les demandes d'exemption dans toute la mesure du possible dans le cadre de chaque enquête.

#### 355.15. Détermination préliminaire.

a) *Règle générale.*

1) Dans les 85 jours suivant le dépôt d'une requête ou la publication d'un avis d'ouverture d'enquête en vertu de l'article 355.11, le Secrétaire établira une détermination, sur la base des renseignements dont il disposera à ce moment-là, sur le point de savoir s'il existe ou non des raisons plausibles de penser ou de soupçonner qu'une subvention est accordée en ce qui concerne la marchandise. Si celle-ci provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, le Secrétaire n'établira cette détermination que si la Commission a établi une détermination préliminaire positive.

2) La détermination du Secrétaire comprendra:

- i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles repose la détermination;
- ii) La subvention nette estimée, s'il y a lieu, calculée au niveau national, sous réserve des dispositions de l'article 355.20 d); et
- iii) Une constatation préliminaire de l'existence de circonstances critiques, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 355.16 b) 2) i).

3) Si elle est positive, la détermination du Secrétaire devra aussi:

- i) Ordonner la suspension de la liquidation en douane des marchandises entrées ou retirées d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de publication de l'avis de la détermination préliminaire du Secrétaire; et
- ii) Imposer des mesures provisoires en donnant instruction au Service des douanes d'exiger, pour chaque lot de marchandises faisant l'objet d'une mesure de suspension en vertu

du présent paragraphe, un dépôt en espèces ou une caution d'un montant égal à la subvention nette estimée;

4) Le Secrétaire publiera au Federal Register un avis de "détermination préliminaire positive (négative) en matière de droits compensateurs", comportant la subvention nette estimée, le cas échéant, et une invitation à présenter des arguments conformément aux dispositions de l'article 355.38;

5) Le Secrétaire adressera une notification à toutes les parties à la procédure. Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, il adressera aussi une notification à la Commission.

b) *Ajournement d'une enquête dans les cas d'une complexité exceptionnelle.* Si le Secrétaire décide que l'enquête est exceptionnellement complexe, il peut ajourner la détermination préliminaire, qui devra être établie au plus tard 150 jours après le début de la procédure. Le Secrétaire fondera sa décision sur les constatations expresses ci-après:

1) Les parties défenderesses à la procédure collaborent à l'enquête;

2) L'affaire est d'une complexité exceptionnelle en raison i) du grand nombre et de la complexité des subventions alléguées, ii) de la nouveauté des questions soulevées, iii) de la nécessité de déterminer dans quelle mesure des producteurs ou des exportateurs bénéficient à titre individuel de subventions particulières, ou iv) du grand nombre de producteurs et d'exportateurs; et

3) Un délai supplémentaire est nécessaire pour établir la détermination préliminaire.

c) *Ajournement à la demande du requérant.* Si le requérant, au plus tard 25 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire du Secrétaire, demande un ajournement en indiquant les raisons de cette demande, le Secrétaire ajournera la détermination préliminaire, qui devra être établie au plus tard 150 jours après la date du dépôt de la requête, à moins qu'il n'ait des raisons impérieuses de repousser la requête.

d) *Ajournement en vue d'enquêter sur l'existence de subventions en amont.*

1) Toute partie intéressée doit présenter par écrit une allégation concernant l'existence de subventions en amont au plus tard dix jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire du Secrétaire au titre de la présente partie.

2) Si le Secrétaire décide d'enquêter sur l'existence alléguée de subventions en amont et conclut qu'un délai supplémentaire est nécessaire pour procéder à cette enquête, il peut ajourner la détermination préliminaire, qui devra être établie au plus tard 250 jours (310 jours s'il y a aussi ajournement au titre du paragraphe b) ou c) du présent article) après le début de la procédure.

e) *Avis d'ajournement.*

1) Si le Secrétaire décide d'ajourner la détermination préliminaire en vertu du paragraphe b) ou c) du présent article, il en informera toutes les parties à la procédure au plus tard 20 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire et publiera au Federal Register un avis d'"ajournement d'une détermination préliminaire en matière de droits compensateurs" en indiquant les raisons de cet ajournement.

2) Si le Secrétaire décide d'ajourner la détermination préliminaire en vertu du paragraphe d) 2) du présent article, il en informera toutes les parties à la procédure au plus tard à la date prévue pour la détermination préliminaire et publiera au Federal Register un avis d'"ajournement d'une détermination préliminaire en matière de droits compensateurs" en indiquant les raisons de cet ajournement.

f) *Détermination préliminaire accélérée.* Au plus tard 55 jours après l'ouverture d'une enquête en vertu de l'article 355.13, le Secrétaire examinera le dossier des 50 premiers jours de l'enquête. Si les renseignements disponibles sont suffisants pour qu'il établisse une détermination préliminaire, le Secrétaire divulguera au requérant et à toute partie à la procédure qui aura fait une demande dans ce sens tous les renseignements publics et de nature exclusive disponibles (sous réserve des prescriptions de l'article 355.34). Si, dans les trois jours ouvrables suivant la divulgation, chaque partie à qui cette divulgation aura été faite fournit par écrit une déclaration de renonciation irrévocable à la vérification des renseignements et donne son assentiment à une détermination préliminaire reposant sur les renseignements existant dans le dossier au cinquantième jour de l'enquête, le Secrétaire établira une détermination préliminaire accélérée.

g) *Accès de la Commission aux renseignements.* Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, le Secrétaire communiquera à la Commission et à ses employés participant directement à la procédure tous les renseignements sur lesquels il a fondé la détermination et que la Commission pourrait juger utiles pour établir sa détermination en matière de dommage.

h) *Divulgation.* Dans les moindres délais après l'établissement de la détermination préliminaire, le Secrétaire fournira aux parties à la procédure qui en feront la demande des explications plus détaillées concernant la méthode de calcul utilisée pour établir la détermination.

#### 355.16. Constatation de l'existence de circonstances critiques.

a) *Règle générale.* Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise et si un requérant présente par écrit au Secrétaire une allégation concernant l'existence de circonstances critiques, en apportant à l'appui de cette allégation les données de fait dont il peut raisonnablement disposer, au plus tard 21 jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire, ou de sa propre initiative dans le cadre d'une enquête au titre de l'article 355.11, le Secrétaire établira une constatation sur le point de savoir si:

- 1) Une subvention à l'exportation alléguée dont bénéficie la marchandise est incompatible avec l'accord; et
- 2) Des importations massives de la marchandise ont été effectuées dans un temps relativement court.

b) *Constatation préliminaire.*

1) Si le requérant allègue l'existence de circonstances critiques au plus tard 30 jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire en vertu de l'article 355.20, le Secrétaire, se fondant sur les renseignements dont il disposera, établira une constatation préliminaire sur le point de savoir s'il y a des raisons plausibles de penser ou de soupçonner qu'il existe des circonstances critiques au sens du paragraphe a) du présent article:

2) Le Secrétaire établira la constatation préliminaire:

- i) Au plus tard au moment de la détermination préliminaire établie par lui en vertu de l'article 355.15 si l'allégation est présentée au plus tard 20 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire; ou
- ii) Au plus tard 30 jours après que le requérant aura formulé l'allégation si celle-ci est présentée plus tard que 20 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire du Secrétaire.

Le Secrétaire notifiera la constatation préliminaire à la Commission et publiera un avis au Federal Register.

c) *Suspension de la liquidation.* Si le Secrétaire établit une constatation préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques, soit avant soit au moment d'une détermination préliminaire positive au titre de l'article 355.15, toute suspension de la liquidation ordonnée en vertu de l'article 355.15 s'appliquera à tous les lots de la marchandise visés par la constatation qui sont entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation dans les 90 jours qui précèdent la date de l'ordre de suspension de la liquidation. Si le Secrétaire établit une constatation préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques après avoir arrêté une détermination préliminaire positive en vertu de l'article 355.15, il modifiera l'ordonnance suspendant la liquidation de façon qu'elle s'applique à tous les lots de la marchandise visés par la constatation qui sont entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation dans les 90 jours qui précèdent la date à laquelle la suspension de la liquidation a été ordonnée pour la première fois.

d) *Constatation finale.* Pour toute allégation présentée au plus tard 21 jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire en vertu de l'article 355.20, le Secrétaire établira une constatation finale de l'existence de circonstances critiques. Si la constatation finale est positive et si le Secrétaire n'a pas établi une constatation préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques, il ordonnera la suspension de la liquidation pour tous les lots de la marchandise entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation dans les 90 jours qui précèdent la date à laquelle le Secrétaire a ordonné la suspension de la liquidation dans le cadre d'une détermination préliminaire ou d'une détermination finale positive. Si la constatation finale est négative et si le Secrétaire a établi une constatation préliminaire positive de l'existence de circonstances critiques, il mettra fin à la suspension rétroactive de la liquidation ordonnée en vertu du paragraphe c) du présent article et donnera instruction au Service des douanes de libérer le dépôt en espèces ou la caution.

e) *Constatactions dans les enquêtes ouvertes d'office.* Dans les enquêtes ouvertes en vertu de l'article 355.11, le Secrétaire établira une constatation préliminaire et finale de l'existence de circonstances critiques sans tenir compte des délais prévus aux paragraphes b) et d) du présent article.

f) *Importations massives.*

1) Pour déterminer aux fins du paragraphe a) du présent article si les importations de la marchandise ont été massives, le Secrétaire examinera normalement:

- i) Le volume et la valeur des importations;
- ii) Les tendances saisonnières; et

iii) La part des importations dans la consommation intérieure.

2) En règle générale, à moins que les importations effectuées durant la période visée au paragraphe g) du présent article n'aient augmenté d'au moins 15 pour cent par rapport aux importations effectuées durant une période immédiatement antérieure d'une durée comparable, le Secrétaire ne considérera pas que les importations sont massives.

g) *Temps relativement court.* Aux fins du paragraphe a) du présent article, le Secrétaire considérera normalement la période débutant à la date d'engagement de la procédure et se terminant approximativement trois mois plus tard. Toutefois, si le Secrétaire constate que des importateurs ou des exportateurs ont eu des raisons de penser, à un moment quelconque avant le début de la procédure, qu'une procédure allait probablement être engagée, il peut prendre en considération une période d'au moins trois mois partant de ce moment-là.

355.17. Clôture d'une enquête.

a) *Sur retrait de la requête.*

1) Sous réserve des dispositions du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire peut clore une enquête par suite du retrait de la requête par le requérant, ou de sa propre initiative dans le cadre d'une enquête ouverte en vertu de l'article 355.11, après avoir avisé toutes les parties à la procédure et, si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, après avoir consulté la Commission. Le Secrétaire ne peut clore une enquête que s'il est parvenu à la conclusion que cette clôture est conforme à l'intérêt public.

2) Si le Secrétaire clôt une enquête, il publiera au Federal Register un avis de "clôture d'enquête en matière de droit compensateurs" en y joignant, le cas échéant, copie de toute correspondance avec le requérant concernant les raisons du retrait de la requête et de la clôture de l'enquête.

b) *Retrait de la requête en raison de l'acceptation d'accords sur des restrictions quantitatives.*

1) Le Secrétaire ne peut pas clore une enquête en vertu du paragraphe a) du présent article en acceptant de conclure une convention ou toute autre forme d'accord avec le gouvernement du pays affecté en vue de restreindre le volume de la marchandise à moins que, compte tenu des facteurs énumérés à l'article 704 a) 2) B) de la Loi, il n'ait acquis la conviction que la clôture est conforme à l'intérêt public.

2) Pour décider aux fins du paragraphe b) 1) du présent article si la clôture est conforme à l'intérêt public, le Secrétaire, dans la mesure du possible, consultera les représentants des branches de production consommatrices des Etats-Unis qui pourraient être affectées, ainsi que les personnes qui pourraient être affectées dans ces branches de production, y compris les personnes qui ne sont pas parties à la procédure.

3) Sur instruction du Président des Etats-Unis ou d'un délégué, le Secrétaire modifiera toute convention ou autre type d'accord sur des restrictions quantitatives acceptés au titre du paragraphe b) 1) du présent article à l'issue de consultations engagées conformément à l'article 761 a) de la Loi.

c) *Détermination négative.* Une enquête est close, à l'exclusion de toute autre observation ou action, dès la publication au Federal Register de la détermination finale négative du Secrétaire ou de la détermination préliminaire ou finale négative de la Commission.

d) *Fin de la suspension de la liquidation.* Si le Secrétaire avait auparavant ordonné la suspension de la liquidation, il ordonnera qu'il soit mis fin à la suspension à la date de publication de l'avis de clôture en vertu du paragraphe a) du présent article ou à la date de publication d'une détermination négative visée au paragraphe c) du présent article, et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

355.18. Suspension d'une enquête.

a) *Accord visant à supprimer ou neutraliser complètement une subvention ou à mettre fin aux exportations.* Si le Secrétaire est convaincu que la suspension est conforme à l'intérêt public, il peut suspendre une enquête à tout moment avant l'établissement de sa détermination finale en acceptant un accord avec le gouvernement du pays affecté ou avec les exportateurs qui fournissent la quasi-totalité de la marchandise, de façon à:

- 1) Supprimer ou neutraliser complètement la subvention nette en ce qui concerne la marchandise; ou
- 2) Mettre fin aux exportations de la marchandise au plus tard 180 jours après la date de la publication de l'avis de suspension de l'enquête.

b) *Accord visant à supprimer l'effet dommageable.*

1) Conformément aux dispositions du présent paragraphe et du paragraphe b) 2) ou b) 3) du présent article, le Secrétaire peut suspendre une enquête à tout moment avant l'établissement de sa détermination finale dès lors que la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise et que:

- i) Il est convaincu que la suspension proposée est conforme à l'intérêt public;
- ii) Il constate l'existence de circonstances exceptionnelles; et
- iii) Il estime que l'accord supprimera complètement l'effet dommageable de la marchandise.

2) Le Secrétaire peut suspendre une enquête au titre du paragraphe b) 1) du présent article en acceptant un accord avec le gouvernement du pays affecté ou avec les exportateurs qui fournissent la quasi-totalité de la marchandise, s'il estime que:

- i) L'accord évitera l'empêchement des hausses ou la sous-cotation du prix des produits similaires produits aux Etats-Unis sous l'effet des importations de la marchandise; et
- ii) L'accord supprimera ou neutralisera complètement 85 pour cent au moins de la subvention nette.

3) Le Secrétaire peut suspendre une enquête au titre du paragraphe b) 1) du présent article en acceptant un accord avec le gouvernement du pays affecté en vue de restreindre le volume de la marchandise. Pour examiner aux fins du présent paragraphe si la suspension est conforme à l'intérêt public, le Secrétaire prendra en compte, outre les autres facteurs qu'il jugera appropriés, les facteurs énumérés à l'article 704 a) 2) B) de la Loi. Dans la mesure du possible, il consultera les représentants des branches de production consommatrices des Etats-Unis qui pourraient être affectées ainsi que les



personnes qui pourraient être affectées dans ces branches de production, y compris les personnes qui ne sont pas parties à la procédure.

c) *Définition de l'expression "la quasi-totalité".* Aux fins des paragraphes a) et b) 2) du présent article, les exportateurs qui fournissent la "quasi-totalité" de la marchandise s'entendent des exportateurs qui ont fourni au moins 85 pour cent en valeur ou en volume de la marchandise durant la période pour laquelle le Département mesure les avantages dans le cadre de l'enquête ou toute autre période que le Secrétaire juge représentative.

d) *Définition de l'expression "circonstances exceptionnelles".* Aux fins du paragraphe b) du présent article, l'expression "circonstances exceptionnelles" s'entend de circonstances où 1) la suspension de l'enquête sera plus bénéfique pour la branche de production nationale que sa poursuite et 2) il existe un grand nombre de pratiques alléguées de subventionnement qui sont complexes, les questions soulevées sont nouvelles ou encore les exportateurs sont nombreux.

e) *Surveillance.* Le Secrétaire n'acceptera un accord que s'il peut en surveiller l'application de façon efficace. Pour surveiller l'application d'un accord en vertu du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire ne sera pas tenu de déterminer de façon continue le niveau des prix aux Etats-Unis de la marchandise visée ou de produits similaires produits aux Etats-Unis

f) *Obligation de ne pas accroître les exportations durant la période intermédiaire.* Le Secrétaire n'acceptera un accord en vertu du paragraphe a) du présent article que si cet accord garantit que la quantité de la marchandise exportée durant la période intermédiaire fixée dans ledit accord ne dépasse pas la quantité de la marchandise exportée pendant une période de durée comparable jugée représentative par le Secrétaire.

g) *Procédure de suspension de l'enquête.*

1) Le gouvernement du pays affecté ou les exportateurs, selon le cas, doivent:

- i) Présenter au Secrétaire un projet d'accord au plus tard 45 jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire en vertu de l'article 355.20; et
- ii) Fournir une copie d'un accord accepté à titre préliminaire par le Secrétaire aux autres parties à la procédure au plus tard le jour suivant cette acceptation préliminaire.

2) Le Secrétaire devra:

- i) Au plus tard 30 jours avant la date de suspension de l'enquête, aviser toutes les parties à la procédure du projet de suspension et fournir au requérant une copie de l'accord accepté à titre préliminaire (l'accord doit indiquer les procédures à suivre pour en surveiller l'exécution et contenir une déclaration de compatibilité avec les prescriptions du présent article); et
- ii) Consulter le requérant au sujet de la suspension proposée.

3) Le Secrétaire ménagera à toutes les parties intéressées et aux organismes du gouvernement des Etats-Unis la possibilité de présenter, au plus tard dix jours avant la date prévue pour sa détermination finale, des arguments écrits et des données de fait concernant la suspension proposée.

h) *Acceptation de l'accord.*

1) Si le Secrétaire accepte un accord visant à suspendre une enquête, il publiera au Federal Register un avis de "suspension d'une enquête en matière de droits compensateurs", incorporant le texte de l'accord et, s'il n'a pas déjà publié un avis de détermination préliminaire positive, il y inclura cet avis. Pour accepter un accord, le Secrétaire peut se fonder sur les conclusions factuelles ou juridiques auxquelles il est parvenu au moment de la détermination préliminaire positive ou après.

2) Si le Secrétaire suspend une enquête sur la base d'un accord en vertu du paragraphe a) du présent article, il n'ordonnera pas la suspension de la liquidation en douane pour la marchandise visée. S'il a préalablement ordonné la suspension de la liquidation, il ordonnera qu'elle prenne fin à la date effective de l'avis de suspension de l'enquête et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

3) Si le Secrétaire suspend une enquête sur la base d'un accord en vertu du paragraphe b) du présent article, il ordonnera que la suspension de la liquidation soit maintenue ou commence, selon le cas. La suspension de la liquidation ne prendra pas fin tant que la Commission n'aura pas mené à bien tout réexamen de l'accord qui aura été demandé, en vertu de l'article 704 h) de la Loi. Si la Commission ne reçoit aucune demande de réexamen dans un délai de 20 jours après la date de publication de l'avis de suspension de l'enquête, le Secrétaire ordonnera que la suspension de la liquidation prenne fin le vingt et unième jour après la date de publication et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

4) Si la Commission entreprend de réexaminer un accord en vertu de l'article 704 h) de la Loi et détermine que cet accord ne supprimera pas l'effet dommageable, le Secrétaire reprendra l'enquête à la date de publication de la détermination de la Commission comme s'il avait établi sa détermination préliminaire positive à cette date. Si la Commission détermine que l'accord éliminera l'effet dommageable, le Secrétaire maintiendra la suspension de l'enquête, ordonnera que la suspension de la liquidation prenne fin à la date de publication de la détermination de la Commission, et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

i) *Poursuite de l'enquête.*

1) Toute partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe i) 2), i) 3), i) 4), i) 5) ou i) 6) de l'article 355.2, peut, au plus tard 20 jours après la date de publication de l'avis de suspension de l'enquête, demander par écrit que le Secrétaire poursuive l'enquête. Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, la partie en question devra déposer simultanément une demande auprès de la Commission pour qu'elle poursuive son enquête.

2) Dès réception de la demande, le Secrétaire et, le cas échéant, la Commission poursuivront l'enquête.

i) Si le Secrétaire et la Commission établissent des déterminations finales positives, l'accord de suspension restera en vigueur conformément aux conclusions factuelles et juridiques figurant dans la détermination finale du Secrétaire. Le présent paragraphe ne modifie pas les dispositions du paragraphe h) du présent article concernant la suspension de la liquidation.

ii) Si le Secrétaire ou la Commission établissent une détermination finale négative, l'accord sera nul et non avenu.

j) *Marchandises importées en dépassement de la quantité autorisée.*

1) Le Secrétaire peut donner instruction au Service des douanes de ne pas accepter les lots de la marchandise entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation, en dépassement de toute quantité autorisée par le paragraphe f) ou un accord passé en vertu du paragraphe a) ou b) du présent article.

2) Les importations effectuées en dépassement de la quantité autorisée par un accord pourront être exportées ou détruites sous la surveillance du Service des douanes, à la réserve que, si l'accord relève du paragraphe b) 3) du présent article, l'excédent de marchandise pourra être conservé en vue d'une ouverture future dans le cadre de l'accord; elle sera alors placée dans une zone franche ou mise en entrepôt.

k) *Modification des accords sur des restrictions quantitatives.* Sur instruction du Président ou d'un délégué, le Secrétaire modifiera un accord accepté en vertu du paragraphe b) 2) du présent article à l'issue de consultations engagées au titre de l'article 761 a) de la Loi.

355.19. Violation d'un accord.

a) *Détermination immédiate.* Si le Secrétaire détermine que le gouvernement ou les exportateurs étrangers signataires ont violé un accord de suspension, il devra, sans leur donner le droit de formuler des observations:

1) Ordonner la suspension de la liquidation en douane pour tous les lots de la marchandise entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation à compter de: i) 90 jours avant la date de publication de l'avis d'annulation de l'accord ou ii) si elle est postérieure, la date de la première entrée, ou du premier retrait d'entrepôt, pour mise à la consommation de la marchandise dont la vente ou l'exportation constituait une violation de l'accord;

2) Si l'enquête n'a pas été menée à bien en vertu de l'article 355.18 i), reprendre l'enquête comme s'il avait établi une détermination préliminaire positive à la date de publication de l'avis d'annulation, et imposer des mesures provisoires en donnant instruction au Service des douanes d'exiger, pour chaque lot de la marchandise faisant l'objet d'une mesure de suspension en vertu du paragraphe a) i) du présent article, un dépôt en espèces ou une caution d'un montant équivalant à la subvention nette estimée établie dans la détermination préliminaire positive;

3) Si l'enquête a été menée à bien en vertu de l'article 355.18 i), édicter une ordonnance instituant un droit compensateur pour tous les lots de la marchandise faisant l'objet d'une suspension de la liquidation en vertu du paragraphe a) 1) du présent article, et donner instruction au Service des douanes d'exiger, pour chaque lot de la marchandise faisant l'objet d'une mesure de suspension en vertu du présent paragraphe, un dépôt en espèces égal à la subvention nette estimée établie dans la détermination finale positive;

4) Aviser toutes les personnes qui sont ou ont été parties à la procédure, la Commission le cas échéant, et si le Secrétaire établit que la violation était intentionnelle, le Commissaire des douanes; et

5) Publier au Federal Register un avis d'"ordonnance instituant un droit compensateur (reprise d'une enquête en matière de droits compensateurs); annulation d'un accord de suspension".

b) *Détermination après avis et observations.*

1) Nonobstant les dispositions du paragraphe a) du présent article, si le Secrétaire a des raisons de croire que le gouvernement ou les exportateurs signataires ont violé un accord ou qu'un accord ne satisfait plus aux prescriptions de l'article 704 d) 1) de la Loi, il publiera au Federal Register un avis d'"invitation à formuler des observations sur un accord de suspension en matière de droits compensateurs".

2) Après publication de l'avis invitant à formuler des observations et après examen des observations reçues, le Secrétaire devra:

- i) S'il détermine que le gouvernement ou les exportateurs signataires ont violé l'accord, prendre des mesures appropriées comme indiqué aux paragraphes a) 1) à a) 5) du présent article; ou
- ii) S'il détermine que l'accord ne satisfait plus aux prescriptions de l'article 704 d) 1) de la Loi:

A) Prendre des mesures appropriées comme indiqué aux paragraphes a) 1) à a) 5) du présent article, à la réserve que, en ce qui concerne le paragraphe a) 1) ii) du présent article, la date sera la date de la première entrée, ou du premier retrait d'entrepôt, pour mise à la consommation de la marchandise dont la vente ou l'exportation ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 704 d) 1) de la Loi;

B) Maintenir la suspension de l'enquête en acceptant un accord de suspension révisé en vertu de l'article 355.18 a) (qu'il ait ou non accepté l'accord initial en vertu dudit article) qui, au moment de cette acceptation, satisfait aux prescriptions applicables de l'article 704 d) 1) de la Loi, et publier au Federal Register un avis de "révision d'accord portant suspension d'une enquête en matière de droits compensateurs"; ou

C) Maintenir la suspension de l'enquête en acceptant un accord de suspension révisé en vertu de l'article 355.18 b) (qu'il ait ou non accepté l'accord initial en vertu dudit article) qui, au moment de cette acceptation, satisfait aux prescriptions applicables de l'article 704 d) 1) de la Loi, et publier au Federal Register un avis de "révision d'accord portant suspension d'une enquête en matière de droits compensateurs". Si le Secrétaire maintient la suspension d'une enquête sur la base d'un accord révisé accepté au titre de l'article 355.18 b), il ordonnera que l'on commence à suspendre la liquidation. La suspension ne prendra pas fin tant que la Commission n'aura pas mené à bien tout réexamen de l'accord qui aura été demandé au titre de l'article 704 h) de la Loi. Si la Commission ne reçoit aucune demande de réexamen dans un délai de 20 jours après la date de publication de l'avis de révision, le Secrétaire ordonnera que la suspension de la liquidation prenne fin le vingt et unième jour après la date de la publication et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution. Si la Commission entreprend un réexamen au titre de l'article 704 h) de la Loi, les dispositions de l'article 355.18 h) 4) seront d'application.

- iii) Si le Secrétaire ne décide ni d'examiner l'ordonnance qui a été enfreinte ni de réviser l'accord, il publiera au Federal Register un avis de la décision prise au titre du paragraphe b) 2) du présent article, qui comprendra un exposé des conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles repose cette décision.

c) *Signataires additionnels.* Si le Secrétaire décide que l'accord ne satisfait plus aux prescriptions de l'article 355.18 b) 1) iii) ou que les exportateurs signataires ne fournissent plus la quasi-totalité de la marchandise, il peut réviser l'accord pour inclure les exportateurs signataires additionnels.

d) *Définition du terme "violation".* Aux fins du présent article, le terme "violation" s'entend de la non-observation des clauses et conditions d'un accord de suspension du fait d'un acte ou d'une omission d'un gouvernement ou d'un exportateur étranger signataire, exception faite d'un acte ou d'une omission accomplie par inadvertance ou n'entraînant pas de conséquences, le Secrétaire ayant en la matière liberté d'appréciation.

#### 355.20. Détermination finale.

a) *Règle générale.*

1) Au plus tard 75 jours après la date de sa détermination préliminaire, le Secrétaire établira une détermination finale sur le point de savoir si une subvention nette est accordée en ce qui concerne la marchandise.

2) La détermination du Secrétaire comprendra:

- i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles elle repose;
- ii) La subvention nette estimée, s'il y a lieu, calculée au niveau national, sous réserve des dispositions du paragraphe d) ou e) du présent article; et
- iii) Le cas échéant, une constatation finale de l'existence de circonstances critiques en vertu de l'article 355.16.

3) Si elle est positive, la détermination du Secrétaire devra aussi:

- i) Si le Secrétaire ne l'a pas déjà fait, ordonner la suspension de la liquidation en douane pour tous les lots de la marchandise entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de publication de l'avis de détermination finale du Secrétaire; et
- ii) Si la marchandise provient d'un pays qui n'a pas droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, donner instruction au Service des douanes d'exiger, pour chaque lot de la marchandise faisant l'objet d'une mesure de suspension, entré, ou retiré d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de publication de l'ordonnance instituant un droit compensateur, un dépôt en espèces conformément à l'article 355.21 b); ou
- iii) Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, donner instruction au Service des douanes d'exiger, pour chaque lot de la marchandise déclaré faisant l'objet d'une mesure de suspension, entré, ou retiré d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de publication de la détermination finale du Secrétaire, un dépôt en espèces ou une caution d'un montant égal à la subvention nette estimée qui a été établie au titre du paragraphe a) du présent article.

4) Le Secrétaire publiera au Federal Register un avis de "détermination finale positive (négative) en matière de droits compensateurs", incorporant, s'il y a lieu, la subvention nette estimée.

5) Le Secrétaire avisera toutes les parties à la procédure. Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, il avisera aussi la Commission.

b) *Ajournement en vue d'enquêter sur l'existence de subventions en amont.*

1) Toute partie intéressée doit présenter par écrit une allégation concernant l'existence de subventions en amont au plus tard 15 jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire au titre de la présente partie.

2) Si le Secrétaire décide d'enquêter sur l'existence alléguée de subventions en amont et conclut qu'un délai supplémentaire est nécessaire pour mener cette enquête, il peut:

i) Si sa détermination préliminaire était négative, ajourner la détermination finale au titre du présent article, qui devra être établie 165 jours au plus tard après la détermination préliminaire;

ii) Si sa détermination préliminaire était positive:

A) Ajourner la décision finale concernant les subventions en amont jusqu'à la conclusion du premier examen administratif d'une ordonnance instituant un droit compensateur, le cas échéant; ou

B) A la demande écrite du requérant:

i) Arrêter la décision concernant les subventions en amont dans le cadre de la détermination finale au titre du présent article;

ii) Ajourner la détermination finale qui devra être établie au plus tard 165 jours après la détermination préliminaire; et

iii) Mettre fin à la suspension de la liquidation ordonnée dans la détermination préliminaire au plus tard 120 jours après la date de publication de la détermination préliminaire, et ne pas la rétablir avant d'avoir publié une ordonnance instituant un droit compensateur.

3) Si le Secrétaire décide d'ajourner la détermination finale en vertu du paragraphe b) 2) i) ou b) 2) ii) B) du présent article, il avisera toutes les parties à la procédure au plus tard à la date prévue pour sa détermination finale, et publiera au Federal Register un avis d'"ajournement de la détermination finale en matière de droits compensateurs" en indiquant les raisons de cet ajournement.

c) *Ajournement pour cause d'enquêtes simultanées.*

1) Si le Secrétaire a simultanément ouvert une enquête en matière de droits antidumping et une enquête en matière de droits compensateurs concernant la marchandise (en provenance du même pays ou d'autres pays), il:

i) A la demande du requérant, ajournera la détermination finale au titre de la présente partie jusqu'à la date de la détermination finale au titre de la Partie 353, à moins que

sa détermination finale au titre de la présente partie soit prévue à une date postérieure à la suite d'un ajournement en vertu du paragraphe b) du présent article ou de l'article 355.15; et

- ii) s'il ajourne la détermination finale, mettra fin à toute suspension de la liquidation ordonnée dans la détermination préliminaire au plus tard 120 jours après la date de publication de la détermination préliminaire, et ne la rétablira pas avant d'avoir publié une ordonnance instituant un droit compensateur.
- 2) Le requérant doit présenter une telle demande par écrit au plus tard dix jours avant la date prévue pour la détermination finale du Secrétaire au titre de la présente partie.
- 3) Si le Secrétaire décide d'ajourner la détermination finale en vertu du paragraphe c) 1) du présent article, il avisera toutes les parties à la procédure au plus tard à la date prévue pour sa détermination finale, et publiera au Federal Register un avis d'"ajournement de la détermination finale en matière de droits compensateurs" en indiquant les raisons de cet ajournement.
- d) *Calcul des taux individuels.*
- 1) Pour un producteur ou un exportateur du secteur public, le Secrétaire enquêtera sur le point de savoir si, au cours de la période pour laquelle le Département mesure les avantages dans le cadre de l'enquête, il y a eu une différence notable entre la subvention nette reçue par un producteur ou un exportateur donné de la marchandise et la moyenne pondérée des subventions nettes calculée au niveau national; dans la mesure du possible, il pourra faire de même pour les autres producteurs ou exportateurs.
- 2) Si le Secrétaire décide qu'un producteur ou un exportateur donné (même appartenant au secteur public) a reçu une subvention nette très différente au cours de la période, il indiquera dans la détermination finale une estimation de la subvention nette pour cette personne.
- 3) Une différence notable est:
- i) Une différence d'au moins cinq points de pourcentage ou 25 pour cent, la plus élevée des deux valeurs étant prise en compte, par rapport à la moyenne pondérée des subventions nettes calculée au niveau national; ou
  - ii) La différence entre une subvention nette nulle (ou *de minimis*) et un taux supérieur au taux *de minimis*.
- e) *Effet d'une décision de ne pas exempter une personne des dispositions d'une ordonnance.* Si le Secrétaire constate qu'une personne demandant une exemption au titre de l'article 355.14 a reçu, au cours de la période pour laquelle le Département a mesuré les avantages dans le cadre de l'enquête, une subvention nette dans le cadre d'un programme dont il établit dans la détermination finale positive qu'il peut donner lieu à des mesures compensatoires, il indiquera dans la détermination finale positive un taux individuel pour cette personne, sur la base duquel sera fixé le dépôt en espèces ou la caution, selon le cas, des droits compensateurs estimés pour cette personne. Le taux individuel, calculé conformément au paragraphe d) du présent article, sera soit la moyenne pondérée des subventions nettes calculée au niveau national, soit le taux individuel calculé pour cette personne.

f) *Accès de la Commission aux renseignements.* Si la marchandise provient d'un pays qui a droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, le Secrétaire mettra à la disposition de la Commission et des employés de la Commission participant directement à la procédure tous les renseignements sur lesquels il a fondé la détermination finale et que la Commission pourrait juger utiles pour établir sa détermination en matière de dommage.

g) *Effet d'une détermination finale négative.* Une enquête est close, à l'exclusion de toute autre observation ou action, dès la publication au Federal Register de la détermination finale négative du Secrétaire ou de la Commission. Si le Secrétaire a ordonné auparavant la suspension de la liquidation, il ordonnera qu'elle prenne fin à la date de publication de l'avis de détermination finale négative et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.

h) *Divulgarion de renseignements.* Dans les moindres délais après l'établissement de la détermination finale, le Secrétaire fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications supplémentaires sur la méthode de calcul utilisée pour établir la détermination.

355.21. Ordonnance instituant un droit compensateur.

Au plus tard sept jours après avoir reçu l'avis de la détermination finale positive de la Commission en vertu de l'article 705 de la Loi, ou au moment de la publication de sa détermination finale positive si la marchandise provient d'un pays qui n'a pas droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, le Secrétaire publiera au Federal Register une "ordonnance instituant un droit compensateur" qui:

a) Donnera instruction au Service des douanes d'imposer des droits compensateurs sur la marchandise, conformément aux instructions du Secrétaire après chaque réexamen administratif demandé en vertu de l'article 355.22 a) ou, en l'absence d'une telle demande, conformément aux instructions données par le Secrétaire en vertu de l'article 355.22 g);

b) Pour chaque lot de la marchandise entré, ou retiré d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de publication de l'ordonnance, donnera instruction au Service des douanes d'exiger un dépôt en espèces des droits compensateurs estimés équivalant au montant de la subvention nette indiquée dans la détermination finale du Secrétaire;

c) Exclura de son champ d'application tout producteur ou exportateur dont le Secrétaire aura constaté qu'il n'a reçu directement ou indirectement, durant la période pour laquelle le Département a mesuré les avantages au cours de l'enquête, aucune subvention nette pour la marchandise dans le cadre d'un programme dont le Secrétaire a établi dans la détermination finale positive qu'il pouvait donner lieu à des mesures compensatoires; et

d) Ordonnera qu'il soit mis fin à la suspension de la liquidation en douane pour tous les lots de la marchandise entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation avant la date de publication de la détermination finale de la Commission, et donnera instruction au Service des douanes de libérer le dépôt en espèces ou la caution qui auront été constitués sur ces lots de marchandises si, dans sa détermination finale, la Commission a établi l'existence d'une menace de dommage important ou de retard important dans l'établissement d'une branche de production, à moins que la Commission n'ait aussi établi dans sa détermination finale que, si la suspension de la liquidation n'avait pas été ordonnée en vertu de l'article 355.15 a), elle aurait constaté un dommage important.



355.22. Réexamen administratif des ordonnances et des accords de suspension.

a) *Demande de réexamen administratif; retrait d'une demande de réexamen.*

1) Chaque année durant le mois anniversaire de la publication d'une ordonnance ou d'une suspension d'enquête (mois civil durant lequel tombe l'anniversaire de la date de publication de l'ordonnance ou de la suspension), une partie intéressée peut demander par écrit que le Secrétaire procède à un réexamen administratif concernant tous les producteurs ou exportateurs visés par une ordonnance, ou par un accord sur lequel était fondée la suspension d'enquête.

2) Durant le même mois, un producteur ou un exportateur visé par une ordonnance peut demander par écrit que le Secrétaire procède à un réexamen administratif le concernant uniquement s'il présente avec sa demande:

- i) Une attestation selon laquelle il n'a pas demandé ni reçu de subvention nette pour la marchandise, au cours de la période visée au paragraphe b) du présent article, dans le cadre d'un programme dont le Secrétaire avait préalablement constaté pendant la procédure qu'il pouvait donner lieu à des mesures compensatoires, et ne le fera pas à l'avenir;
- ii) Une attestation du gouvernement du pays affecté selon laquelle il n'a accordé à cette personne aucune subvention nette, au cours de la période indiquée au paragraphe b) du présent article, dans le cadre d'un programme dont le Secrétaire avait préalablement constaté pendant la procédure qu'il pouvait donner lieu à des mesures compensatoires; et
- iii) Si la personne n'est pas le producteur de la marchandise, les attestations des fournisseurs et des producteurs de la marchandise conformément au paragraphe a) 2) i) du présent article, et l'attestation du gouvernement concernant ces fournisseurs et ces producteurs conformément au paragraphe a) 2) ii) du présent article.

3) Le Secrétaire peut autoriser une partie qui demande un réexamen au titre du paragraphe a) du présent article à retirer sa demande au plus tard 90 jours après la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen demandé. Le Secrétaire peut proroger ce délai s'il décide qu'il faut raisonnablement le faire. Lorsqu'une demande de réexamen sera retirée, le Secrétaire publiera au Federal Register un avis de "clôture d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs" ou, le cas échéant, de "clôture partielle d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs".

b) *Période sur laquelle porte le réexamen.*

1) Sous réserve des dispositions du paragraphe b) 2), un réexamen administratif au titre du paragraphe a) du présent article couvrira normalement les importations ou les exportations de la marchandise visée pendant la dernière année de référence complète du gouvernement du pays affecté.

2) En ce qui concerne les demandes reçues durant le premier mois anniversaire après la publication d'une ordonnance ou d'une suspension d'enquête, le réexamen au titre du paragraphe a) du présent article couvrira les importations ou les exportations, selon le cas, durant la période allant de la date de suspension de la liquidation au titre de la présente partie ou de la suspension de l'enquête jusqu'à la fin de la dernière année de référence complète du gouvernement du pays affecté.

c) *Procédures.* Après avoir reçu une requête présentée en temps voulu au titre du paragraphe a) du présent article, ou, le cas échéant, de sa propre initiative, le Secrétaire:

1) Au plus tard 15 jours après le mois anniversaire, publiera au Federal Register un avis d'"ouverture d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs";

2) Normalement au plus tard 30 jours après la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen, enverra aux parties intéressées concernées ou à un échantillon de parties intéressées des questionnaires pour obtenir des données de fait en vue du réexamen;

3) Effectuera, le cas échéant, une vérification au titre de l'article 355.36;

4) Etablira les résultats préliminaires du réexamen, sur la base des renseignements disponibles en y incorporant:

- i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent les résultats préliminaires;
- ii) La subvention nette, s'il y a lieu, calculée au niveau national, sous réserve des dispositions des paragraphes d) ou f) du présent article, pour la période visée par le réexamen;
- iii) Une description des modifications officielles apportées aux programmes de subventionnement par le gouvernement du pays affecté et ayant des répercussions sur le dépôt en espèces des droits compensateurs estimés; et
- iv) S'agissant d'un accord, les conclusions préliminaires auxquelles il sera parvenu concernant l'état et l'observation dudit accord;

5) Publiera au Federal Register un avis de "résultats préliminaires d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs" comportant la subvention nette, s'il y a lieu, la subvention nette estimée aux fins du dépôt en espèces, et une invitation à présenter des arguments conformément à l'article 355.38, et avisera toutes les parties à la procédure;

6) Dans les moindres délais après avoir établi les résultats préliminaires, fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications plus détaillées concernant la méthode de calcul utilisée pour parvenir aux résultats préliminaires;

7) Au plus tard 365 jours après le mois anniversaire, établira les résultats finals du réexamen en y incorporant:

- i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent les résultats finals;
- ii) La subvention nette, s'il y a lieu, calculée au niveau national, sous réserve des dispositions du paragraphe d) ou f) du présent article, pour la période visée par le réexamen;
- iii) Une description des modifications officielles apportées aux programmes de subventionnement par le gouvernement du pays affecté au plus tard à la date de publication de l'avis des résultats préliminaires, et ayant des répercussions sur le dépôt en espèces des droits compensateurs estimés; et

- iv) S'agissant d'un accord, les conclusions auxquelles il sera parvenu concernant l'état et l'observation dudit accord;
- 8) Publiera au Federal Register un avis de "résultats finals d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs", comportant la subvention nette, s'il y a lieu, et la subvention nette estimée aux fins du dépôt en espèces, et avisera toutes les parties à la procédure;
- 9) Dans les moindres délais après avoir établi les résultats finals, fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation, des explications plus détaillées concernant la méthode de calcul utilisée pour parvenir aux résultats finals; et
- 10) Dans les moindres délais après la publication de l'avis des résultats finals, donnera instruction au Service des douanes d'imposer des droits compensateurs sur la marchandise visée par le paragraphe b) du présent article et d'exiger un dépôt en espèces correspondant aux droits compensateurs estimés pour les futures importations. Les droits imposés et le dépôt en espèces seront calculés au niveau national, sous réserve des dispositions du paragraphe d) ou f) du présent article, sur la base des taux établis dans les résultats finals du réexamen.
- d) *Calcul des taux individuels.*
- 1) Si un producteur ou un exportateur appartient au secteur public, le Secrétaire procédera à un réexamen sur le point de savoir s'il y a eu une différence notable, au cours de la période considérée, entre la subvention nette reçue par un producteur ou un exportateur donné de la marchandise et la moyenne pondérée des subventions nettes calculée au niveau national; dans la mesure du possible, il pourra faire de même pour les autres producteurs ou exportateurs.
- 2) Si le Secrétaire décide qu'un producteur ou un exportateur donné (même appartenant au secteur public) a reçu une subvention nette très différente au cours de la période, il indiquera dans les résultats finals un taux individuel pour cette personne, sur la base duquel seront fixés les droits compensateurs et, sous réserve des dispositions du paragraphe c) 7) iii) du présent article, le dépôt en espèces des droits compensateurs estimés pour cette personne.
- 3) Une différence notable est:
- i) Une différence d'au moins cinq points de pourcentage ou 25 pour cent, la plus élevée des deux valeurs étant prise en compte, par rapport à la moyenne pondérée des subventions nettes calculée au niveau national; ou
- ii) La différence entre une subvention nette nulle (ou *de minimis*) et un taux supérieur au taux *de minimis*.
- e) *Annulation ou révision possible d'un accord de suspension.* Si, au cours d'un réexamen administratif, le Secrétaire détermine ou a des raisons de penser que le gouvernement ou les exportateurs étrangers signataires ont violé un accord de suspension, ou que cet accord ne satisfait plus aux prescriptions de l'article 355.18, il prendra des mesures appropriées au titre de l'article 355.19. Le Secrétaire peut suspendre l'application du délai visé au paragraphe c) 7) du présent article lorsqu'il prend les mesures prévues à l'article 355.19 b).
- f) *Réexamen d'un producteur ou d'un exportateur donné.* Dans le cas d'un réexamen administratif demandé au titre du paragraphe a) 2) du présent article:

1) le Secrétaire vérifie si la marchandise visée par la demande bénéficie d'une subvention nette dans le cadre d'un programme dont il:

- i) A préalablement constaté pendant la procédure qu'il pouvait donner lieu à des mesures compensatoires; ou
- ii) Détermine pendant le réexamen qu'il peut donner lieu à des mesures compensatoires.

2) Si le Secrétaire constate que les attestations sont complètes et exactes au regard du paragraphe f) 1) i) du présent article, et que la marchandise ne bénéficie d'aucune subvention nette visée au paragraphe f) 1) ii) du présent article, il établira des résultats finals pour cette personne et les publiera au Federal Register, et prendra des mesures au titre du paragraphe c) 9) du présent article qui comprendront un taux d'imposition nul et le dépôt en espèces approprié.

3) Si le Secrétaire constate que les attestations sont complètes et exactes au regard du paragraphe f) 1) i) mais n'est pas en mesure de vérifier que la marchandise ne bénéficie d'aucune subvention nette visée au paragraphe f) 1) ii) du présent article, il:

- i) Etablira et publiera des résultats finals pour cette personne, et prendra des mesures au titre du paragraphe c) 9) du présent article qui comprendront un taux basé sur les subventions nettes constatées; et
- ii) Ouvrira un réexamen administratif au titre des paragraphes b) et c) du présent article concernant tous les producteurs et exportateurs visés par l'ordonnance, à moins qu'il ne procède simultanément au réexamen de la même période à la suite d'une demande au titre du paragraphe a) 1) du présent article.

4) Si le Secrétaire n'est pas en mesure de vérifier que les attestations sont complètes et exactes au regard du paragraphe f) 1) i) du présent article, mais constate que la marchandise ne bénéficie d'aucune subvention nette visée au paragraphe f) 1) ii) du présent article, il établira et publiera des résultats finals pour cette personne, et prendra des mesures au titre du paragraphe c) 9) du présent article qui comprendront un taux basé sur le taux moyen pondéré au niveau national déterminé préalablement ou simultanément.

5) Si le Secrétaire n'est pas en mesure de vérifier que les attestations sont complètes et exactes au regard du paragraphe f) 1) i) du présent article et que la marchandise ne bénéficie d'aucune subvention nette décrite au paragraphe f) 1) ii) du présent article, il:

- i) Etablira et publiera des résultats finals pour cette personne, et prendra des mesures au titre du paragraphe c) 9) du présent article qui comprendront un taux basé sur le taux moyen pondéré au niveau national déterminé préalablement plus le taux additionnel établi en vertu du paragraphe f) 1) ii) du présent article, ou, le cas échéant, le taux moyen pondéré au niveau national déterminé simultanément; et
- ii) Ouvrira un réexamen administratif au titre des paragraphes b) et c) du présent article concernant tous les producteurs et exportateurs visés par l'ordonnance, à moins qu'il ne procède simultanément au réexamen de la même période à la suite d'une demande au titre du paragraphe a) 1) du présent article.

6) Outre les mesures prévues aux paragraphes f) 4) et f) 5) du présent article, si le Secrétaire n'est pas en mesure de vérifier que les attestations sont complètes et exactes au regard du paragraphe f) 1) i) du présent article, il refusera d'accepter d'autres demandes de réexamen au titre du paragraphe a) 2) du présent article pendant la durée de l'ordonnance.

g) *Imposition automatique des droits.*

1) S'agissant des ordonnances, si le Secrétaire ne reçoit pas en temps utile une demande au titre du paragraphe a) 1) ou a) 2) du présent article, il donnera instruction, sans autre avis, au Service des douanes d'imposer des droits compensateurs sur la marchandise visée au paragraphe b) du présent article à des taux équivalant aux taux du dépôt en espèces ou de la caution constitués pour les droits compensateurs estimés pour cette marchandise au moment de l'entrée, ou du retrait d'entrepôt, pour mise à la consommation, et de continuer à exiger le dépôt en espèces ordonné précédemment.

2) Si le Secrétaire reçoit en temps utile une demande en vertu du paragraphe a) 2) du présent article, et ne reçoit pas de demande en vertu du paragraphe a) 1) du présent article, il donnera instruction au Service des douanes, conformément au paragraphe g) 1) du présent article, d'imposer des droits compensateurs, et de continuer à exiger les dépôts en espèces, sur la marchandise non visée par la demande.

h) *Réexamen en cas de changement de circonstances.*

1) Si le Secrétaire parvient à la conclusion, d'après les renseignements dont il dispose, notamment les renseignements figurant dans une demande de réexamen administratif présentée au titre du présent paragraphe, qu'il existe un changement de circonstances suffisant pour justifier un réexamen, il devra:

- i) Publier au Federal Register un avis d'"ouverture de réexamen administratif en matière de droits compensateurs en raison d'un changement de circonstances";
- ii) Si besoin est, envoyer aux parties intéressées concernées, ou à un échantillon de parties intéressées, des questionnaires pour obtenir des données de fait en vue du réexamen;
- iii) Effectuer, le cas échéant, une vérification au titre de l'article 355.36;
- iv) Etablir les résultats préliminaires du réexamen, sur la base des renseignements disponibles, en y incorporant les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent ces résultats et toutes mesures proposées par le Secrétaire sur la base de ces résultats;
- v) Publier au Federal Register un avis de "résultats préliminaires d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs en raison d'un changement de circonstances" comportant une invitation à présenter des arguments conformément à l'article 355.38;
- vi) Notifier les résultats préliminaires à toutes les parties à la procédure;
- vii) Dans les moindres délais après avoir établi les résultats préliminaires, fournir aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications plus détaillées concernant les résultats préliminaires;

- viii) Au plus tard 270 jours après la date d'ouverture du réexamen par le Secrétaire, établir les résultats finals du réexamen en y incorporant les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent ces résultats et toutes mesures, y compris les mesures visées au paragraphe c) 9) du présent article et à l'article 355.25 d) que le Secrétaire prendra sur la base de ces résultats;
  - ix) Publier au Federal Register un avis de "résultats finals d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs en raison d'un changement de circonstances"; et
  - x) Aviser toutes les parties à la procédure; et
  - xi) Dans les moindres délais après avoir établi les résultats finals, fournir aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications plus détaillées concernant les résultats finals.
- 2) Les demandes de réexamen pour changement de circonstances peuvent être déposées à tout moment, y compris durant les périodes autres que les mois anniversaires.
- 3) Le Secrétaire n'ouvrira pas un réexamen administratif en vertu du paragraphe h) du présent article avant la fin du second mois anniversaire (mois civil durant lequel tombe l'anniversaire de la date de publication de l'ordonnance ou de la suspension) suivant la date de publication de la détermination préliminaire positive ou de la suspension de l'enquête établies par lui, à moins qu'il ne juge qu'il existe de bonnes raisons pour le faire.
- 4) Si le Secrétaire parvient à la conclusion qu'une procédure accélérée est justifiée, il peut combiner les avis visés aux paragraphes h) 1) i) et h) 1) v) du présent article dans un avis d'"ouverture et résultats préliminaires d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs en raison d'un changement de circonstances". Dans ce cas, la notification requise au titre du paragraphe h) 1) vi) du présent article sera adressée à toutes les parties intéressées figurant sur la liste de signification du Département visée à l'article 355.31 h).
- i) *Réexamen sur instruction du Président.* Sur instruction du Président ou d'un délégué, le Secrétaire procédera à un réexamen administratif en vue de déterminer si une subvention nette est accordée en ce qui concerne la marchandise visée par une convention ou un autre type d'accord sur des restrictions quantitatives acceptés au titre des articles 355.17 b) ou 355.18 b) 3). Il:
- 1) Publiera au Federal Register un avis d'"ouverture de réexamen administratif en matière de droits compensateurs sur instruction du Président" comportant une description de la marchandise, la période considérée, et un résumé des renseignements disponibles qui, s'ils se révélaient exacts, justifieraient l'imposition de droits compensateurs;
  - 2) Avisera la Commission;
  - 3) Enverra aux parties intéressées concernées ou à un échantillon de parties intéressées, normalement 30 jours au plus tard après la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen, des questionnaires pour obtenir des données de fait en vue du réexamen;
  - 4) Effectuera, le cas échéant, une vérification au titre de l'article 355.36;

- 5) Etablira les résultats préliminaires du réexamen, sur la base des renseignements disponibles, en y incorporant:
- i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent les résultats préliminaires;
  - ii) La subvention nette, s'il y a lieu, calculée au niveau national, sous réserve des dispositions du paragraphe d) du présent article, pour la période du réexamen; et
  - iii) Une description des modifications officielles apportées aux programmes de subventionnement par le gouvernement du pays affecté et ayant des répercussions sur la subvention nette estimée;
- 6) Publiera au Federal Register un avis de "résultats préliminaires d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs sur instruction du Président", comportant la subvention nette, s'il y a lieu, la subvention nette estimée aux fins du dépôt en espèces, et une invitation à présenter des arguments conformément à l'article 355.38;
- 7) Avisera la Commission et toutes les parties à la procédure;
- 8) Dans les moindres délais après avoir établi les résultats préliminaires, fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications plus détaillées concernant les résultats préliminaires;
- 9) Etablira les résultats finals du réexamen en y incorporant:
- i) Les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles reposent ces résultats finals;
  - ii) La subvention nette, s'il y a lieu, calculée au niveau nationale, sous réserve des dispositions du paragraphe d) du présent article, pour la période du réexamen; et
  - iii) Une description des modifications officielles apportées aux programmes de subventionnement par le gouvernement du pays affecté au plus tard à la date de la publication de l'avis des résultats préliminaires, et ayant des répercussions sur la subvention nette estimée;
- 10) Publiera au Federal Register un avis de "résultats finals d'un réexamen administratif en matière de droits compensateurs sur instruction du Président", comportant la subvention nette, s'il y a lieu, et la subvention nette estimée aux fins du dépôt en espèces; et
- 11) Avisera toutes les parties à la procédure;
- 12) Dans les moindres délais après avoir établi les résultats finals, fournira aux parties à la procédure ayant fait une demande de divulgation des explications plus détaillées concernant les résultats finals; et
- 13) Si les résultats finals établis par lui dans le cadre du réexamen administratif au titre du paragraphe i) 9) du présent article et les résultats finals établis par la Commission dans le cadre du réexamen au titre de l'article 762 a) 2) de la Loi sont positifs:

- i) Publiera au Federal Register une "ordonnance instituant un droit compensateur" conformément à l'article 355.21 le jour où l'accord prendra fin ou dans les moindres délais après cette date; et
- ii) Ordonnera la suspension de la liquidation des lots de la marchandise entrés ou retirés d'entrepôt pour mise à la consommation à la date ou après la date de publication de l'ordonnance instituant un droit compensateur.

355.23. Plafonnement du dépôt constitué au titre de mesures provisoires.

Le présent article s'applique à la marchandise entrée ou retirée d'entrepôt, pour mise à la consommation avant la date de publication de l'avis de détermination finale positive de la Commission, ou, si la marchandise provient d'un pays qui n'a pas droit à l'application du critère du dommage pour la marchandise, avant la date de l'avis de la détermination finale positive du Secrétaire. Si le dépôt en espèces ou la caution exigée en vertu de la détermination préliminaire positive ou de la détermination finale positive du Secrétaire diffère de la subvention nette calculée par le Secrétaire en vertu de l'article 355.22, le Secrétaire donnera instruction au Service des douanes de faire abstraction de la différence dans la mesure où le dépôt en espèces ou la caution sont inférieurs à la marge de dumping, et d'imposer des droits compensateurs d'un montant égal à la subvention nette calculée en vertu de l'article 355.22 si le dépôt en espèces ou la caution sont supérieurs à la subvention nette.

355.24. Intérêts sur certains trop-perçus et moins-perçus.

- a) *Règle générale.* Le Secrétaire donnera instruction au Service des douanes de payer ou de recouvrer, selon le cas, des intérêts sur la différence entre le dépôt en espèces des droits estimés et les droits compensateurs imposés sur la marchandise entrée, ou retirée d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de publication d'une ordonnance instituant un droit compensateur.
- b) *Taux.* Le ou les taux des intérêts payables ou recouvrables en vertu du paragraphe a) du présent article pour toute période de temps sont ceux établis en vertu de l'article 6621 du Code de l'impôt de 1954.
- c) *Période.* Le Secrétaire donnera instruction au Service des douanes de calculer les intérêts pour chaque lot de marchandises à compter de la date où un dépôt en espèces est exigé pour ce lot de marchandises jusqu'à la date de la liquidation en douane.

355.25. Abrogation d'ordonnances; clôture d'enquêtes suspendues.

- a) *Abrogation ou clôture pour absence de subvention.*
  - 1) Le Secrétaire peut abroger une ordonnance ou clore une enquête suspendue s'il parvient à la conclusion que:
    - i) Le gouvernement du pays affecté a éliminé toutes les subventions accordées pour la marchandise en supprimant pour cette marchandise, pendant une période d'au moins trois années consécutives, tous les programmes dont le Secrétaire a constaté qu'ils pouvaient donner lieu à des mesures compensatoires; et



- ii) Il est peu probable que le gouvernement du pays affecté rétablisse à l'avenir ces programmes pour la marchandise, ou les remplace par d'autres programmes pouvant donner lieu à des mesures compensatoires.
- 2) Le Secrétaire peut abroger une ordonnance ou clore une enquête suspendue s'il parvient à la conclusion que:
  - i) Aucun des producteurs et exportateurs visés par l'ordonnance au moment de son abrogation ou par l'accord de suspension n'ont demandé ou reçu de subvention nette pour la marchandise pendant une période d'au moins cinq années consécutives; et
  - ii) Il est peu probable que ces personnes demandent ou reçoivent à l'avenir une subvention nette pour la marchandise dans le cadre des programmes dont le Secrétaire a constaté pendant une procédure impliquant le pays affecté qu'ils pouvaient donner lieu à des mesures compensatoires ou dans le cadre d'autres programmes pouvant donner lieu à des mesures compensatoires.
- 3) Le Secrétaire peut abroger partiellement une ordonnance s'il parvient à la conclusion que:
  - i) Un ou plusieurs producteurs ou exportateurs visés par l'ordonnance n'ont pas demandé ou reçu de subvention nette pour la marchandise pendant une période d'au moins cinq années consécutives;
  - ii) Il est peu probable que ces personnes demandent ou reçoivent à l'avenir une subvention nette pour la marchandise dans le cadre des programmes dont le Secrétaire a constaté pendant une procédure impliquant le pays affecté qu'ils pouvaient donner lieu à des mesures compensatoires ou dans le cadre d'autres programmes pouvant donner lieu à des mesures compensatoires; et
  - iii) A l'exception des producteurs ou des exportateurs dont le Secrétaire a préalablement déterminé qu'ils n'avaient pas reçu de subvention nette pour la marchandise, les producteurs ou les exportateurs acceptent par écrit d'être immédiatement réintégrés dans le champ d'application de l'ordonnance, aussi longtemps qu'ils sont visés par celle-ci, si le Secrétaire conclut en vertu de l'article 355.22 h) que ces producteurs ou ces exportateurs, après l'abrogation, ont reçu une subvention nette pour la marchandise.
- b) *Demande d'abrogation ou de clôture.*
  - 1) Pendant le troisième mois anniversaire annuel, et les mois anniversaires annuels suivants, de la publication d'une ordonnance ou d'une suspension d'enquête (mois civil pendant lequel tombe l'anniversaire de la date de publication de l'ordonnance ou de la suspension), le gouvernement du pays affecté peut demander par écrit que le Secrétaire abroge une ordonnance ou clore une enquête suspendue en vertu du paragraphe a) 1) du présent article s'il présente avec sa demande une attestation selon laquelle il a satisfait, au cours de la période indiquée à l'article 355.22 b) 1), aux prescriptions du paragraphe a) 1) i) du présent article et ne doit pas rétablir ces programmes pour la marchandise ou leur substituer d'autres programmes pouvant donner lieu à des mesures compensatoires; ou
  - 2) Pendant le cinquième mois anniversaire annuel, et les mois anniversaires annuels suivant, de la publication d'une ordonnance ou d'une suspension d'enquête, le gouvernement du pays affecté peut

demander par écrit que le Secrétaire abroge une ordonnance ou close une enquête suspendue en vertu du paragraphe a) 2) du présent article s'il présente avec sa demande:

- i) Les attestations requises au titre de l'article 355.22 a) 2) pour tous les producteurs et exportateurs visés par l'ordonnance ou l'accord de suspension; et
- ii) Les attestations de ces producteurs et exportateurs selon lesquelles ils ne doivent pas demander ou recevoir de subvention nette pour la marchandise dans le cadre des programmes visés au paragraphe a) 2) ii) du présent article.

3) Pendant le cinquième mois anniversaire annuel, et les mois anniversaires annuels suivant, de la publication d'une ordonnance ou d'une suspension d'enquête, un producteur ou un exportateur peut demander par écrit que le Secrétaire abroge une ordonnance pour ce qui le concerne s'il présente avec sa demande:

- i) Les attestations requises au titre de l'article 355.22 a) 2);
- ii) Les attestations indiquées au paragraphe b) 2) ii) du présent article pour la marchandise visée par la demande; et
- iii) L'acceptation visée au paragraphe a) 3) iii) du présent article.

c) *Procédures.*

1) Après réception d'une demande présentée en temps utile en vertu du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire considérera que cette demande englobe une demande de réexamen administratif et procédera à un réexamen au titre de l'article 355.22 c).

2) Outre les prescriptions énoncées à l'article 355.22 c), le Secrétaire devra:

- i) Publier avec l'avis d'ouverture visé à l'article 355.22 c) 1) un avis de "demande d'abrogation (partielle) d'une ordonnance" ou, le cas échéant, de "demande de clôture d'une d'enquête suspendue";
- ii) Effectuer une vérification au titre de l'article 355.36;
- iii) Inclure dans les résultats préliminaires du réexamen, au titre de l'article 355.22 c) 4), sa décision quant à savoir s'il existe des raisons plausibles de penser que les prescriptions relatives à l'abrogation ou à la clôture sont satisfaites;
- iv) Si sa détermination préliminaire au titre du paragraphe c) 2) iii) du présent article est positive, publier avec l'avis des résultats préliminaires du réexamen au titre de l'article 355.22 c) 5) un avis d'"intention d'abroger (partiellement) une ordonnance" ou, s'il y a lieu, d'"intention de close une enquête suspendue";
- v) Inclure dans les résultats finals du réexamen, au titre de l'article 355.22 c) 7) sa décision finale quant à savoir si les prescriptions relatives à l'abrogation ou à la clôture sont satisfaites; et

- vi) Si sa décision finale au titre du paragraphe c) 2) v) du présent article est positive, publier avec l'avis des résultats finals du réexamen, au titre de l'article 355.22 c) 8), un avis d'"abrogation (partielle) d'une ordonnance" ou, s'il y a lieu, de "clôture d'une enquête suspendue".
- 3) Si le Secrétaire abroge une ordonnance ou abroge partiellement une ordonnance, il ordonnera qu'il soit mis fin à la suspension de la liquidation pour la marchandise visée par l'abrogation le premier jour qui suit la fin de la période examinée et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.
- d) *Abrogation ou clôture en raison d'un changement de circonstances.*
- 1) Le Secrétaire peut abroger une ordonnance ou clore une enquête suspendue s'il parvient à la conclusion que:
- i) L'ordonnance ou l'enquête suspendue ne présentent plus d'intérêt pour les parties intéressées, selon la définition donnée aux paragraphes i) 3), i) 4), i) 5) et i) 6) de l'article 355.2; ou
  - ii) Il existe d'autres changements de circonstances suffisant à justifier l'abrogation ou la clôture.
- 2) Si, à un moment quelconque, le Secrétaire parvient à la conclusion, sur la base des renseignements dont il dispose, y compris une déclaration du requérant indiquant qu'il ne s'intéresse plus à la procédure, qu'il existe peut-être un changement de circonstances suffisant pour justifier l'abrogation ou la clôture, il procédera à un réexamen administratif au titre de l'article 355.22 h).
- 3) Outre les prescriptions de l'article 355.22 h), le Secrétaire devra:
- i) Publier avec l'avis d'ouverture, visé à l'article 355.22 h) 1) i), un avis d'"examen de l'abrogation (partielle) d'une ordonnance" ou, s'il y a lieu, d'"examen de la clôture d'une enquête suspendue";
  - ii) Si sa conclusion, telle que décrite au paragraphe d) 2) du présent article, n'est pas fondée sur une demande, au plus tard à la date de publication de l'avis visé au paragraphe d) 3) i) du présent article, le Secrétaire devra signifier par écrit l'examen de l'abrogation ou de la clôture à chaque partie intéressée inscrite sur la liste de signification du Département et à toute autre personne dont il a des raisons de penser qu'elle est un producteur ou un vendeur aux Etats-Unis du produit similaire;
  - iii) Effectuer une vérification, s'il y a lieu, en vertu de l'article 355.36;
  - iv) Inclure dans les résultats préliminaires du réexamen, au titre de l'article 355.22 h) 1) iv) sa décision quant à savoir s'il existe des raisons plausibles de penser que les prescriptions relatives à l'abrogation ou à la clôture sur la base d'un changement de circonstances sont satisfaites;
  - v) Si sa décision préliminaire en vertu du paragraphe d) 3) iv) du présent article est positive, publier avec l'avis des résultats préliminaires du réexamen, visé à

l'article 355.22 h) 1) v), un avis d'"intention d'abroger (partiellement) une ordonnance" ou, s'il y a lieu, d'"intention de clore une enquête suspendue";

- vi) Inclure dans les résultats finals du réexamen, en vertu de l'article 355.22 h) 1) viii), sa décision finale quant à savoir si les prescriptions relatives à l'abrogation ou à la clôture sur la base d'un changement de circonstances sont satisfaites; et
  - vii) Si sa décision finale en vertu du paragraphe d) 3) vi) du présent article est positive, publier avec l'avis des résultats finals du réexamen, visé à l'article 355.22 h) 1) ix), un avis d'"abrogation (partielle) d'une ordonnance" ou, s'il y a lieu, de "clôture d'une enquête suspendue".
- 4) i) Si, pendant quatre années consécutives aucune partie intéressée n'a demandé au cours du mois anniversaire un réexamen administratif, en vertu de l'article 355.22 a), d'une ordonnance ou d'une enquête suspendue, au plus tard le premier jour du mois anniversaire de la cinquième année consécutive, le Secrétaire publiera au Federal Register un avis d'"intention d'abroger une ordonnance" ou, s'il y a lieu, d'"intention de clore une enquête suspendue".
- ii) Au plus tard à la date de publication de l'avis visé au paragraphe d) 4) i) du présent article, le Secrétaire signifiera par écrit son intention d'abroger une ordonnance ou de clore une enquête suspendue à chaque partie intéressée inscrite sur la liste de signification du Département et à toute autre personne dont il a des raisons de penser qu'elle est un producteur ou un vendeur aux Etats-Unis du produit similaire.
- iii) Si, au dernier jour du mois anniversaire de la cinquième année consécutive, aucune partie intéressée n'a fait d'objection ou n'a demandé un réexamen administratif au titre de l'article 355.22 a), le Secrétaire en déduira que les prescriptions du paragraphe d) 1) i) du présent article concernant l'abrogation ou la clôture sont satisfaites, il abrogera l'ordonnance ou clora l'enquête suspendue et publiera au Federal Register l'avis visé au paragraphe d) 3) vii) du présent article.
- 5) Si le Secrétaire, en vertu du paragraphe d) du présent article, abroge une ordonnance ou abroge partiellement une ordonnance, il ordonnera qu'il soit mis fin à la suspension de la liquidation pour la marchandise visée par l'abrogation à la date effective de l'avis d'abrogation et donnera instruction au Service des douanes de libérer tout dépôt en espèces ou caution.
- e) *Abrogation ou clôture sur la base d'un réexamen du dommage.* Si la Commission détermine, dans le cadre d'un réexamen administratif au titre de l'article 751 b) de la Loi, qu'une branche de production des Etats-Unis ne subirait pas un dommage important ou une menace de dommage important, ou que la création d'une branche de production aux Etats-Unis ne serait pas sensiblement retardée, à cause des importations de la marchandise visée par une ordonnance instituant un droit compensateur ou par un accord de suspension, le Secrétaire abrogera, totalement ou partiellement, l'ordonnance ou clora l'enquête suspendue, et publiera au Federal Register un avis d'"abrogation (partielle) d'une ordonnance" ou, s'il y a lieu, de "clôture d'une enquête suspendue".

355.27. Procédures pour la mise en place d'une surveillance des produits d'aval.

a) *Règle générale.* Le producteur national d'un article similaire à un composant ou à un produit d'aval peut présenter au Secrétaire une demande en vertu du présent article afin qu'un produit d'aval spécifié fasse l'objet d'une surveillance.

b) *Teneur de la demande.* La demande contiendra les renseignements ci-après, dans la mesure où ils sont raisonnablement accessibles au requérant:

1) Le nom et l'adresse de la personne demandant que la surveillance soit exercée, et une description de l'article qu'elle produit et qui est à l'origine de la demande;

2) Une description détaillée du produit d'aval en question;

3) Une description détaillée du composant incorporé dans ledit produit d'aval, y compris la valeur de ce composant par rapport à la valeur du produit d'aval et la mesure dans laquelle le composant a été substantiellement transformé à la suite de son incorporation dans le produit d'aval;

4) Le nom du pays du marché d'origine du produit d'aval et des composants, et le nom de tout pays intermédiaire à travers lesquels ces produits transitent;

5) Le nom et l'adresse de tous les producteurs connus du composant et du produit d'aval dans les pays concernés, et une description détaillée de tout rapport existant entre ces producteurs;

6) Les informations permettant de déterminer si le composant fait déjà l'objet d'une surveillance pour renforcer l'application d'un arrangement bilatéral au sens de l'article 804 de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier;

7) Une liste de toutes les enquêtes en matière de droits antidumping ou compensateurs suspendues au titre des articles 353.18 ou 355.18 ou des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs rendues en vertu des articles 353.21 ou 355.21 pour une marchandise liée au composant et fabriquée dans le même pays étranger que le composant;

8) Une liste de toutes les enquêtes en matière de droits antidumping ou compensateurs suspendues au titre des articles 353.18 ou 355.18 ou des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs rendues en vertu des articles 353.21 ou 355.21 pour une marchandise fabriquée ou exportée par le fabricant ou l'exportateur du composant et dont la description et l'utilisation sont similaires à ceux du composant; et

9) Les raisons de soupçonner que l'imposition de droits antidumping ou compensateurs a entraîné un détournement des exportations du composant ayant pour effet une augmentation de la production dudit produit d'aval et de son exportation vers les Etats-Unis.

c) *Détermination de la suffisance des demandes.*

1) *Règle générale.* Dans un délai de 14 jours après le dépôt d'une demande en vertu du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire établira une détermination quant à sa suffisance. Une demande sera réputée avoir été déposée au moment de sa réception par le Secrétaire. Afin de déterminer si une demande est suffisante le Secrétaire doit établir:

- i) Que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les importations du produit d'aval aux Etats-Unis augmentent sous l'effet indirect d'un détournement de trafic concernant le composant; et
  - ii) Que -
- A) Le composant fait déjà l'objet d'une surveillance pour renforcer l'application d'un arrangement bilatéral au sens de l'article 804 de la Loi de 1984 relative au commerce international et au tarif douanier, ou
- B) Une marchandise liée au composant et fabriquée dans le même pays étranger que lui a fait l'objet d'un grand nombre d'enquêtes en matière de droits antidumping ou compensateurs suspendues en vertu de l'article 353.18 ou 355.18, ou d'ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs rendues en vertu de l'article 353.21 ou 355.21, ou
- C) Une marchandise fabriquée ou exportée par le fabricant ou l'exportateur du composant et dont la description et l'utilisation sont similaires à ceux du composant a fait l'objet d'au moins deux enquêtes en matière de droits antidumping ou compensateurs, suspendues au titre de l'article 353.18 ou 355.18, ou d'au moins deux ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs rendues en vertu de l'article 353.21 ou 355.21.
- 2) Pour établir une détermination au titre du paragraphe c) 1) i) du présent article, le Secrétaire prendra en considération tous les facteurs qu'il jugera appropriés et pourra, s'il y a lieu, prendre en considération des facteurs tels que:
- i) La valeur du composant par rapport à la valeur du produit d'aval;
  - ii) La mesure dans laquelle le composant a été substantiellement transformé à la suite de son incorporation dans le produit d'aval; et
  - iii) Les rapports existant entre les producteurs du composant et les producteurs du produit d'aval.
- d) *Avis de détermination.* Le Secrétaire publiera au Federal Register un avis pour chaque détermination positive ou négative de "surveillance" établie en vertu du paragraphe c) du présent article et, si une détermination établie en vertu du paragraphe c) 1) i) ou d'une disposition du paragraphe c) 1) ii) est positive, il transmettra à la Commission une copie de la détermination et de la demande. Le Secrétaire communiquera à la Commission et à ses employés participant directement à la surveillance toutes les informations sur lesquelles il s'est fondé pour engager cette procédure.
- e) *Action fondée sur les rapports rendant compte de la surveillance.* Le Secrétaire examinera les renseignements figurant dans les rapports rendant compte de la surveillance soumis au Département par la Commission au titre de l'article 780 de la Loi et:
- 1) Examinera ces renseignements pour déterminer s'il y a lieu d'ouvrir une enquête concernant un produit d'aval en vertu de l'article 355.11; et
  - 2) Invitera la Commission à mettre un terme à la surveillance d'un produit d'aval s'il ressort desdits renseignements que les importations aux Etats-Unis n'augmentent pas et s'il n'y a pas de raison de s'attendre à ce qu'il y ait un détournement de trafic concernant le composant.

f) *Définitions.*

1) L'expression "produit d'aval" désigne tout article manufacturé qui est importé aux Etats-Unis et auquel est incorporé un composant.

2) Le terme "composant" s'entend de tout article importé qui:

i) Pendant la période de cinq ans se terminant à la date à laquelle la demande est présentée en vertu du paragraphe b) du présent article, a fait l'objet -

A) D'une ordonnance en matière de droits antidumping ou compensateurs rendue en vertu de l'article 353.21 ou 355.21 qui exigeait le dépôt des droits antidumping ou compensateurs estimés, applicables au fabricant ou à l'exportateur considéré, à un taux égal ou supérieur à 15 pour cent *ad valorem*, ou

B) D'un accord de suspension passé en vertu de l'article 353.18 ou 355.18 après une détermination préliminaire a été établie en vertu de l'article 353.15 ou 355.15 par le Secrétaire, spécifiant notamment que le montant estimé de la marge de dumping nette ou du taux de subventionnement net, applicable au fabricant ou à l'exportateur en question, était égal ou supérieur à 15 pour cent *ad valorem*; et

ii) En raison de ses caractéristiques intrinsèques, est couramment utilisé comme élément essentiel, matériau, composant, élément d'assemblage ou élément de sous-assemblage pour un produit d'aval.

g) *Où et quand déposer la demande, mode de présentation et nombre d'exemplaires.* Les prescriptions de l'article 355.31 d), e), f) et g) s'appliquent au présent article.

[55 FR 9052, 9 mars 1990]

355.28. Procédures pour la correction des erreurs matérielles.

a) *Règle générale.* Le Secrétaire divulguera les calculs effectués dans le cadre d'une détermination finale en matière de droits compensateurs en vertu de l'article 355.20, ou dans le cadre des résultats finals d'un réexamen administratif d'une ordonnance instituant un droit compensateur en vertu de l'article 355.22, à toute partie à la procédure qui en fera la demande conformément au présent article. Une partie à la procédure doit déposer une telle requête par écrit auprès du Secrétaire dans les cinq jours ouvrables suivant la date de publication de la détermination finale pertinente ou des résultats finals du réexamen administratif. Une partie à laquelle le Secrétaire a divulgué les calculs finals peut présenter des observations concernant toute erreur matérielle dans ces calculs.

b) *Délais.* Les observations doivent être formulées dans les cinq jours ouvrables suivant la date de divulgation, à moins que le Secrétaire ne proroge ce délai sur la base d'une demande écrite de prorogation déposée dans les cinq jours ouvrables suivant la date de divulgation et indiquant les raisons d'une telle prorogation. Les observations seront présentées par écrit au Secrétaire et seront signifiées à toutes les parties intéressées inscrites sur la liste de signification du Département. Les parties intéressées pourront répondre à toute observation formulée au titre du paragraphe a) du présent article. Les réponses devront être déposées auprès du Secrétaire dans les cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle les observations pertinentes visées au paragraphe a) auront été reçues par cette partie et elles seront signifiées à toutes les parties intéressées inscrites sur la liste de signification du Département. Toute signification en vertu du présent paragraphe aux parties intéressées inscrites sur la liste de

signification du Département doit se faire conformément aux dispositions de l'article 355.31 g). Nonobstant les dispositions de l'article 355.34 d), le Secrétaire peut autoriser des représentants à conserver des renseignements de nature exclusive rendus accessibles par une ordonnance conservatoire administrative rendue en vertu de l'article 355.34 jusqu'à expiration du délai fixé pour demander une révision judiciaire de la correction par le Secrétaire d'une erreur matérielle. Si le Secrétaire détermine qu'il n'existe pas d'erreur matérielle, les renseignements de nature exclusive seront retournés conformément aux dispositions de l'article 355.34 d).

c) *Corrections.* Le Secrétaire analysera toutes les observations reçues et corrigera toute erreur matérielle en modifiant la détermination finale en matière de droits compensateurs ou les résultats finals d'un réexamen administratif. De telles corrections seront publiées au Federal Register. Un avis de correction ne modifie pas le mois anniversaire d'une ordonnance ou d'une suspension d'enquête aux fins de la demande d'un réexamen administratif au titre de l'article 355.22.

d) *Définition d'une "erreur matérielle".* Aux fins du présent article, une "erreur matérielle" s'entend d'une erreur d'addition, de soustraction ou de toute autre erreur arithmétique, d'une erreur résultant d'une transcription, reproduction, etc. inexacte, ainsi que de toute autre erreur non intentionnelle que le Secrétaire considère comme une erreur matérielle.

[55 FR 9053, 9 mars 1990]

#### 355.29. Détermination du champ d'application.

a) *Enquête d'office.* Si le Secrétaire détermine, d'après les renseignements dont il dispose, qu'il est justifié d'ouvrir une enquête pour déterminer si un produit relève du champ d'application d'une ordonnance instituant un droit compensateur, il ouvrira une enquête et notifiera à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département l'ouverture d'une enquête concernant le champ d'application.

b) *Sur demande.* Toute partie intéressée, selon la définition donnée à l'article 355.2 i), peut déposer une demande de détermination sur le point de savoir si un produit particulier relève du champ d'application d'une ordonnance. La demande devra comporter, dans la mesure où ils seront raisonnablement accessibles à la partie intéressée, les documents ci-après:

- 1) Une description détaillée du produit, y compris ses caractéristiques techniques et ses utilisations et le numéro de sa position actuelle dans le tarif douanier des Etats-Unis;
- 2) Un exposé de la position de la partie intéressée sur le point de savoir si le produit relève du champ d'application d'une ordonnance comportant -
  - i) Un résumé des raisons sur lesquelles repose cette conclusion,
  - ii) Les références à toute disposition législative applicable, et
  - iii) Toutes données de fait étayant cette position, y compris les parties pertinentes de l'enquête du Secrétaire ou de la Commission.

Une fois toutes ces conditions réunies, le Secrétaire examinera la demande. S'il détermine qu'il n'est pas justifié de procéder à une enquête pour déterminer si un produit relève du champ d'application d'une ordonnance, il prendra une décision finale sur le point de savoir si la marchandise qui fait l'objet



de la demande relève du champ d'application de l'ordonnance existante. Il notifiera par la poste sa détermination à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département. Si toutefois le Secrétaire détermine qu'une enquête concernant le champ d'application se justifie, il notifiera, par la poste, à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département l'ouverture d'une enquête concernant le champ d'application.

c) *Avis.* L'avis relatif à l'ouverture d'une enquête concernant le champ d'application en vertu des paragraphes a) ou b) du présent article comportera:

- 1) Une description du produit qui fait l'objet de l'enquête concernant le champ d'application; et
- 2) Une explication des raisons pour lesquelles le Secrétaire a décidé d'ouvrir une enquête concernant le champ d'application; et
- 3) Un calendrier pour la présentation des observations.

d) *Procédures à suivre pour une enquête concernant le champ d'application.* Sous réserve des dispositions du paragraphe d) 6) du présent article, la procédure à suivre pour les enquêtes concernant le champ d'application sera la suivante:

- 1) Les parties intéressées doivent présenter leurs observations au plus tard 20 jours après avoir reçu la notification visée au paragraphe c) du présent article, à moins que le Secrétaire ne modifie ce délai;
- 2) Au plus tard à la date limite indiquée dans la notification visée au paragraphe c) du présent article (en règle générale cinq jours après la date limite fixée pour la présentation des observations conformément au paragraphe d) 1) du présent article), toute partie intéressée pourra formuler ses objections;
- 3) Lorsque le Secrétaire déterminera qu'une enquête concernant le champ d'application présente des difficultés notables, il prendra une décision préliminaire, en se fondant sur les renseignements dont il disposera à ce moment-là, sur le point de savoir s'il existe des raisons plausibles de penser ou de soupçonner que le produit faisant l'objet d'une enquête concernant le champ d'application est inclus dans le cadre de l'ordonnance. Le Secrétaire notifiera, par la poste, à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département sa décision préliminaire concernant le champ d'application, et les invitera à formuler des observations. Sauf disposition contraire, il accordera à toutes les parties intéressées 30 jours à compter de la date de réception de la notification pour formuler leurs observations;
- 4) Le Secrétaire pourra établir des questionnaires ou vérifier les communications reçues, s'il y a lieu;
- 5) Le Secrétaire prendra une décision finale sur le point de savoir si le produit qui fait l'objet d'une enquête concernant le champ d'application est inclus dans le cadre de l'ordonnance existante et expliquera les conclusions factuelles et juridiques sur lesquelles repose cette décision finale. Le Secrétaire notifiera, par lettre recommandée avec accusé de réception, à toutes les parties intéressées inscrites sur les listes de signification du Département, sa décision finale concernant le champ d'application;

6) Lorsqu'un réexamen au titre de l'article 355.22 est en cours au moment où le Secrétaire adresse la notification visée au paragraphe c) du présent article, l'enquête concernant le champ d'application peut être effectuée en même temps que le réexamen au titre de l'article 355.22 c), le Secrétaire ayant pouvoir discrétionnaire en la matière;

7) S'agissant des procédures en matière de droits compensateurs dans le cadre desquelles la Commission a établi une détermination de dommage positive, avant de prendre la décision, conformément au paragraphe 3) ou 5) du présent article ou à l'article 355.22 c) 4) ou 355.22 c) 8), d'inclure des produits dans le champ d'application d'une ordonnance au titre -

- i) Du paragraphe e) du présent article, dans les cas autres que les opérations mineures de finissage ou d'assemblage aux Etats-Unis,
- ii) Du paragraphe f) du présent article, ou
- iii) Du paragraphe h) du présent article, dans le cas de produits développés ultérieurement qui constituent un progrès technologique notable ou sont sensiblement modifiés par rapport à un produit antérieur,

le Secrétaire notifiera à la Commission par écrit la proposition d'inclure ces produits dans le cadre de l'ordonnance. Sur demande écrite de la Commission, le Secrétaire consultera la Commission au sujet de la proposition d'inclure lesdits produits et ces consultations devront être terminées dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande. Si la Commission estime, après de telles consultations, que la proposition soulève un problème important en matière de dommage, elle pourra formuler par écrit au Secrétaire un avis sur le point de savoir si l'inclusion de ces produits serait incompatible avec la détermination positive de la Commission sur laquelle repose l'ordonnance; et

8) Chaque trimestre, le Secrétaire publiera au Federal Register une liste des décisions prises en matière de champ d'application au cours des trois derniers mois. Cette liste comportera l'intitulé de l'affaire, le numéro de référence et une brève description de la décision.

e) *Produits finis ou assemblés aux Etats-Unis.*

1) *Règle générale.* Si -

- i) Un produit vendu aux Etats-Unis appartient à la même catégorie ou est de même type que la marchandise qui fait l'objet d'une ordonnance, et
- ii) Ce produit vendu aux Etats-Unis est fini ou assemblé aux Etats-Unis à partir de pièces ou de composants produits dans le pays étranger auquel s'applique ladite ordonnance, et
- iii) La différence entre la valeur de ce produit vendu aux Etats-Unis et la valeur des pièces et composants importés visés au paragraphe e) 1) ii) est faible,

le Secrétaire, après avoir pris en considération tout avis formulé par la Commission en vertu du paragraphe d) 7) du présent article, peut, à tout moment durant la période d'application de l'ordonnance, inclure dans son champ d'application les pièces ou composants importés visés au paragraphe e) 1) ii) qui sont utilisés pour le finissage ou l'assemblage de la marchandise aux Etats-Unis.

2) *Facteurs à prendre en considération.* Pour déterminer s'il convient d'inclure des pièces ou composants dans le cadre d'une ordonnance au titre du paragraphe e) 1) du présent article, le Secrétaire prendra en considération des facteurs tels que:

- i) La structure des échanges;
- ii) La question de savoir si le fabricant ou l'exportateur des pièces ou composants est lié à la personne qui assemble ou finit la marchandise vendue aux Etats-Unis à partir des pièces ou composants produits dans le pays étranger auquel s'applique l'ordonnance visée au paragraphe e) 1) du présent article; et
- iii) La question de savoir si les importations aux Etats-Unis des pièces ou composants produits dans ledit pays étranger ont augmenté après que l'ordonnance a été édictée ou que la constatation a été établie.

f) *Produits finis ou assemblés dans d'autres pays étrangers.*

1) *Règle générale.* Si -

- i) Un produit vendu aux Etats-Unis appartient à la même catégorie ou est de même type que la marchandise qui fait l'objet d'une ordonnance,
- ii) Avant d'être importé aux Etats-Unis, ce produit importé a été fini ou assemblé dans un autre pays étranger à partir des marchandises qui font l'objet de ladite ordonnance, ou est produit dans le pays étranger auquel s'applique cette ordonnance,
- iii) La différence entre la valeur de ce produit importé et la valeur de la marchandise visée au paragraphe f) 1) ii) est faible, et
- iv) Le Secrétaire détermine qu'il convient d'engager une action en vertu du présent paragraphe afin d'éviter le contournement de l'ordonnance,

le Secrétaire pourra, après avoir pris en considération tout avis fourni par la Commission en vertu du paragraphe d) 7) du présent article, inclure de tels produits importés dans le champ d'application de cette ordonnance à tout moment durant la période d'application de celle-ci.

2) *Facteurs à prendre en considération.* Pour déterminer s'il convient d'inclure un produit dans le cadre d'une ordonnance en vertu du paragraphe f) 1) du présent article, le Secrétaire prendra en considération des facteurs tels que:

- i) La structure des échanges;
- ii) La question de savoir si le fabricant ou l'exportateur du produit visé au paragraphe f) 1) ii) est lié à la personne qui utilise la marchandise visée au paragraphe f) 1) ii) pour assembler ou finir dans le pays étranger le produit qui est ensuite importé aux Etats-Unis; et
- iii) La question de savoir si les importations dans le pays étranger du produit visé au paragraphe f) 1) ii) ont augmenté après que l'ordonnance a été édictée.

g) *Modifications mineures de la marchandise -*

1) *Règle générale.* La catégorie ou le type de marchandise faisant l'objet d'une enquête ou d'une ordonnance englobera les marchandises ayant subi des modifications mineures dans leur forme ou leur apparence (y compris les produits agricoles bruts ayant subi une transformation peu importante), qu'elles relèvent ou non de la même classification tarifaire.

2) *Exception.* Le paragraphe g) 1) du présent article ne s'appliquera pas en ce qui concerne les marchandises ayant subi une modification si le Secrétaire détermine qu'il serait inutile de faire entrer ces marchandises dans le champ d'application de l'enquête ou de l'ordonnance.

h) *Produits développés ultérieurement -*

1) *Règle générale.* Afin de déterminer si un produit développé après l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs (dénommé ci-après dans le présent paragraphe "produit développé ultérieurement") entre dans le champ d'application d'une ordonnance, le Secrétaire examinera si:

- i) Le produit développé ultérieurement présente les mêmes caractéristiques physiques générales que la marchandise pour laquelle l'ordonnance avait été initialement édictée (dénommée ci-après dans le présent paragraphe le "produit antérieur");
- ii) Les attentes des acheteurs finals du produit développé ultérieurement sont les mêmes que pour le produit antérieur;
- iii) L'utilisation finale du produit antérieur et celle du produit développé ultérieurement sont les mêmes;
- iv) Le produit développé ultérieurement emprunte les mêmes circuits commerciaux que le produit antérieur; et
- v) Le produit développé ultérieurement fait l'objet d'une publicité et d'une présentation analogues à celles du produit antérieur.

Le Secrétaire tiendra compte de tout avis formulé par la Commission au titre du paragraphe d) 7) du présent article avant d'établir une détermination en vertu du présent paragraphe.

2) *Exclusion du champ d'application d'une ordonnance.* Le Secrétaire ne pourra pas exclure du champ d'application d'une ordonnance des produits développés ultérieurement pour la seule raison que ces produits:

- i) Relèvent d'une classification tarifaire autre que celle indiquée dans la requête ou dans les avis antérieurs du Secrétaire durant la procédure; ou
- ii) Permettent à l'acheteur de remplir des fonctions supplémentaires, à moins que ces fonctions supplémentaires ne représentent l'usage essentiel des produits et que leur coût constitue plus qu'une proportion notable du coût total de production des produits.

i) *Autres déterminations concernant le champ d'application.* S'agissant des déterminations concernant le champ d'application qui ne sont pas visées aux paragraphes e) à h) du présent article,

pour examiner si un produit particulier relève de la catégorie ou du type de marchandise visés par une ordonnance en application, le Secrétaire tiendra compte des considérations suivantes:

- 1) Les descriptions du produit figurant dans la requête, dans l'enquête initiale et dans les déterminations du Secrétaire et de la Commission.
- 2) Lorsque les critères susmentionnés ne sont pas déterminants, le Secrétaire examinera d'autre part:
  - i) Les caractéristiques physiques du produit;
  - ii) Les attentes des acheteurs finals;
  - iii) L'utilisation finale du produit; et
  - iv) Les circuits commerciaux.

j) *Suspension de la liquidation.*

1) Si le Secrétaire ouvre une enquête concernant le champ d'application en vertu du paragraphe c) du présent article et que le produit visé fait déjà l'objet d'une suspension de la liquidation, cette suspension de la liquidation sera maintenue jusqu'à la décision préliminaire ou finale concernant le champ d'application. Toute suspension de la liquidation entraînera le dépôt en espèces du montant estimé des droits au taux applicable, s'il est déterminé que le produit visé entre dans le champ d'application de l'ordonnance.

2) Si le Secrétaire prend une décision préliminaire concernant le champ d'application en vertu du paragraphe d) 3) du présent article selon laquelle le produit visé entre dans le champ d'application de l'ordonnance, toute suspension de la liquidation visée au paragraphe j) 1) du présent article sera maintenue. Lorsqu'il n'y a pas eu suspension de la liquidation, le Secrétaire donnera instruction au Service des douanes de suspendre la liquidation et d'exiger le dépôt en espèces du montant estimé des droits, au taux applicable, pour chaque lot de la marchandise faisant l'objet d'une suspension, entré, ou retiré d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de la décision préliminaire en matière de champ d'application. Si le Secrétaire prend une décision préliminaire concernant le champ d'application selon laquelle le produit visé *n'entre pas* dans le champ d'application de l'ordonnance, il ordonnera qu'il soit mis fin à toute suspension de la liquidation pour le produit visé et donnera instruction au Service des douanes de rembourser tout dépôt en espèces ou de libérer toute caution concernant ce produit.

3) Si le Secrétaire prend une décision finale en matière de champ d'application, en vertu du paragraphe b) ou d) 5 du présent article, selon laquelle le produit visé entre dans le champ d'application de l'ordonnance, toute suspension de la liquidation en vertu du paragraphe j) 1) ou j) 2) du présent article sera maintenue. Lorsqu'il n'y a pas eu suspension de la liquidation, le Secrétaire donnera instruction au Service des douanes de suspendre la liquidation et d'exiger le dépôt en espèces du montant estimé des droits, au taux applicable, pour chaque lot de la marchandise entré, ou retiré d'entrepôt, pour mise à la consommation à la date ou après la date de la décision finale en matière de champ d'application. Si la décision finale du Secrétaire en matière de champ d'application est que le produit visé *n'entre pas* dans le champ d'application de l'ordonnance, le Secrétaire ordonnera de mettre fin à toute suspension de la liquidation pour le produit visé et donnera instruction au Service des douanes de rembourser tout dépôt en espèces ou de libérer toute caution concernant ce produit.

k) *Où et quand déposer la requête, mode de présentations et nombre d'exemplaires.* Les dispositions de l'article 355.31 d), e), f) et g) s'appliquent au présent article.

[55 FR 9054, 9 mars 1990]

### **Sous-partie C - renseignements et arguments**

355.31. Présentation des données de fait.

a) *Délais impartis en général.*

1) Sous réserve des dispositions des paragraphes a) 2) et b) du présent article, les données de fait communiquées au Secrétaire aux fins d'examen doivent être présentées au plus tard:

- i) Pour la détermination finale du Secrétaire, la veille de la date prévue pour le début de la vérification des renseignements; ou
- ii) Pour les résultats finals d'un réexamen administratif, à la plus rapprochée des deux dates suivantes: la date de publication de l'avis des résultats préliminaires du réexamen ou 180 jours après la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen.

2) Toute partie intéressée, selon la définition donnée aux paragraphes i) 3), i) 4), i) 5) et i) 6) de l'article 355.2, peut présenter des données de fait pour réfuter, clarifier ou corriger des données de fait présentées par une partie intéressée, selon la définition donnée au paragraphe i) 1) ou i) 2) de l'article 355.2, à tout moment avant la date limite fixée dans le présent article pour la présentation de telles données de fait ou, par la suite, dix jours après la date à laquelle ces données de fait sont signifiées à la partie intéressée ou, le cas échéant, sont rendues accessibles à la partie intéressée par une ordonnance conservatoire administrative.

3) Le Secrétaire n'examinera pas dans le cadre de la détermination finale ou des résultats finals, et ne conservera pas au dossier de la procédure, toute donnée de fait qui aura été présentée après la date limite applicable. Il renverra ces renseignements à l'informateur en indiquant par écrit les raisons de ce renvoi.

b) *Réponses à des questionnaires et autres renseignements présentés sur demande.*

1) Nonobstant le paragraphe a) du présent article, le Secrétaire est habilité à demander à toute personne de présenter des données de fait à tout moment durant une procédure.

2) Dans la demande qu'il présentera par écrit à une partie intéressée pour obtenir des réponses à un questionnaire ou d'autres données de fait, le Secrétaire précisera le délai imparti pour répondre à cette demande. Normalement, le Secrétaire n'examinera pas ou ne conservera pas au dossier de la procédure des réponses à des questionnaires qui n'auront pas été sollicitées, et en aucun cas il n'examinera des réponses à des questionnaires qui n'auront pas été sollicitées et qui seront présentées après la date de publication de sa détermination préliminaire. Il renverra à l'informateur, en indiquant par écrit les raisons de ce renvoi, toutes les réponses à des questionnaires qui n'auront pas été présentées en temps voulu ou n'auront pas été sollicitées et auront été rejetées par le Département.

3) Normalement, le Secrétaire ne prorogera pas le délai indiqué dans le questionnaire ou dans la demande d'autres données de fait. Avant expiration du délai imparti, le destinataire de la demande

du Secrétaire peut demander une prorogation du délai. Cette demande devra être formulée par écrit et exposer les raisons qui l'ont motivée. Seuls les employés du Département ci-après sont habilités à approuver une prorogation de délai: le sous-secrétaire à l'Administration des importations, le sous-secrétaire adjoint à l'Administration des importations, le sous-secrétaire adjoint aux enquêtes, le sous-secrétaire adjoint chargé de veiller au respect des décisions, et le bureau ou le directeur de division responsable de la procédure. Une prorogation de délai doit être approuvée par écrit.

4) Sous réserve des dispositions de l'article 355.32 b) et des autres dispositions du paragraphe b) du présent article, les réponses aux questionnaires pour des réexamens administratifs doivent être présentées au plus tard 60 jours après la date de réception du questionnaire.

c) *Délais impartis pour certaines allégations.*

1) A l'exception d'une allégation concernant l'existence de subventions en amont présentée dans le cadre d'une enquête (voir les articles 355.15 d) et 355.20 b)), le Secrétaire n'examinera aucune allégation en matière de subventions qui sera présentée par le requérant ou une autre partie intéressée, selon la définition donnée aux paragraphes i) 3), i) 4), i) 5) ou i) 6) de l'article 355.2, plus tard que:

- i) Dans le cadre d'une enquête, 40 jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire du Secrétaire; ou
- ii) Dans le cadre d'un réexamen administratif, 120 jours après la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen.

2) Le Secrétaire n'examinera, dans le cadre d'une enquête, aucune allégation selon laquelle le requérant n'est pas représentatif, à moins qu'elle ne soit présentée, accompagnée des données de fait à l'appui, au plus tard dix jours avant la date prévue pour la détermination préliminaire du Secrétaire.

3) Toute partie intéressée peut demander par écrit dans les délais spécifiés au paragraphe c) 1) ou c) 2) du présent article, selon le cas, une prorogation de délai. Si le sous-secrétaire à l'Administration des importations juge qu'une prorogation permettrait d'administrer la loi de façon plus correcte, il peut accorder une prorogation n'excédant pas dix jours dans le cadre d'une enquête, ou 30 jours dans le cadre d'un réexamen administratif.

d) *Où et quand déposer la demande.* Adresser et présenter les documents au Secrétaire au commerce à l'adresse suivante: Import Administration, Central Records Unit, Room B-099, U.S. Department of Commerce, Pennsylvania Avenue and 14th St., NW., Washington, DC 20230, entre 8h.30 et 17 heures, les jours ouvrables. Pour ce qui est de tous les délais indiqués dans la présente partie, le Secrétaire examinera les documents reçus lorsqu'ils porteront le cachet des archives centrales avec indication de la date et de l'heure de réception. Si le délai expire un jour non ouvrable, le Secrétaire acceptera les documents qui seront enregistrés le jour ouvrable suivant.

e) *Mode de présentation et nombre d'exemplaires.*

1) *Règle générale.* A moins que le Secrétaire ne modifie les prescriptions du présent article, les informateurs doivent présenter tous les documents sous la forme indiquée au paragraphe e) du présent article. Le Secrétaire pourra refuser de verser au dossier de la procédure tout document qui ne sera pas conforme aux prescriptions du paragraphe e) du présent article.

2) *Documents.* Dans le cadre d'une enquête, tout document doit être présenté en dix exemplaires, exception faite des textes sortis sur imprimante d'ordinateur et, si une personne a demandé que le Secrétaire considère certaines parties du document comme des renseignements de nature exclusive, une version publique du document doit être présentée en cinq exemplaires, notamment tout résumé public requis au titre de l'article 355.32 b) en remplacement des parties pour lesquelles la personne a demandé le traitement confidentiel; si, dans le cadre d'une ordonnance conservatoire administrative, des versions doivent être signifiées au titre de l'article 353.31 g) 1) ou 2), il convient de présenter un exemplaire de la page de couverture portant les indications visées au paragraphe e) 2) v), accompagné des seules pages qui diffèrent des versions publiques ou de nature exclusive. Dans le cadre d'un réexamen administratif, d'une enquête concernant le champ d'application ou d'une demande de surveillance d'un produit d'aval, tout document doit être présenté en sept exemplaires, à l'exception des textes sortis sur imprimante d'ordinateur; si une personne a demandé que le Secrétaire considère certaines parties du document comme des renseignements de nature exclusive, il convient de présenter trois exemplaires d'une version publique du document, comme indiqué ci-dessus; un exemplaire de toute version qui, dans le cadre d'une ordonnance conservatoire administrative, doit être signifiée conformément à l'article 355.31 g) 1) ou 2), doit également être présenté comme indiqué ci-dessus. Dans le cadre d'une enquête, d'un réexamen administratif, d'une enquête concernant le champ d'application ou d'une demande de surveillance d'un produit d'aval, les documents doivent être présentés, s'ils sont établis pour cette partie de la procédure, sur du papier à lettres, imprimé au recto seulement et en double interligne. Chaque exemplaire doit être solidement attaché de façon à ne former qu'un document, la lettre d'accompagnement servant de page de couverture. La première page de chaque document doit porter dans le coin supérieur droit les renseignements ci-après, présentés comme suit:

- i) Sur la première ligne, sauf s'il s'agit d'une requête, le numéro donné par le Département à l'affaire;
- ii) Sur la deuxième ligne, le nombre total de pages du document, y compris les pages de couverture, les appendices et les pages non numérotées;
- iii) Sur la troisième ligne, indiquer si le document sera utilisé pour une enquête, une enquête concernant le champ d'application, une demande de surveillance d'un produit d'aval ou un réexamen administratif et, dans le dernier cas, les dates auxquelles débutera et se terminera le réexamen;
- iv) Sur la quatrième ligne et sur les lignes suivantes, indiquer si une partie du document contient des renseignements classés, protégés ou de nature exclusive et, dans l'affirmative, indiquer les numéros des pages correspondantes en précisant si "le document peut être divulgué en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative" ou si "le document ne peut pas être divulgué en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative" (voir articles 355.32 c) et 355.34); et
- v) Pour les versions fournies dans le cadre d'une ordonnance conservatoire administrative, visées à l'article 355.31 g) 1) ou 2), donner les renseignements demandés aux paragraphes i)-iv) ci-dessus pour les documents de nature exclusive, mais indiquer clairement sur la première page "version fournie dans le cadre d'une ordonnance conservatoire administrative établie pour [nom de la partie habilitée à recevoir les documents]"; et
- vi) Pour les versions publiques de documents de nature exclusive, requises au titre de l'article 355.32 b), fournir les renseignements demandés aux paragraphes e) 2) i) à iv)



du présent article pour les documents de nature exclusive, mais indiquer clairement sur la première page "version publique".

3) *Bandes pour ordinateurs et textes imprimés par ordinateur.* Le Secrétaire peut demander que des données de fait soient présentées sur bande pour ordinateur à moins qu'il n'estime que l'informateur, n'établissant pas de dossier informatisé, ne peut fournir les renseignements demandés sur bande pour ordinateur sans que cela se traduise pour lui par une charge supplémentaire excessive en termes de temps et de frais. Dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen administratif, la bande devra être accompagnée de trois copies de tout texte imprimé par ordinateur et de trois copies de la version publique du texte imprimé, par ordinateur.

f) *Traduction en anglais.* A moins que le Secrétaire n'accorde par écrit une dérogation à cette prescription pour un document donné, tout document présenté dans une langue étrangère doit être accompagné d'une traduction en anglais.

g) *Signification de copies aux autres parties.* Exception faite des requêtes, des projets d'accord de suspension présentés au titre de l'article 355.18 g) 1) i) et des données de fait communiquées au titre de l'article 355.32 a) qui n'ont pas à être signifiés à une partie intéressée, l'informateur qui communique un document doit, en même temps, signifier une copie de ce document à toutes les parties intéressées inscrites sur la liste de signification du Département, par courrier postal rapide ou en la faisant livrer en mains propres. En outre, lorsqu'il s'agit de renseignements de nature exclusive, l'informateur doit signifier les versions ci-après dans le cadre des ordonnances conservatoires administratives:

1) S'agissant des parties à la procédure qui font l'objet d'une ordonnance conservatoire administrative en vertu de l'article 355.34, l'informateur devra inclure les renseignements de nature exclusive que la partie intéressée est habilitée à recevoir en vertu de l'ordonnance conservatoire administrative ainsi que les renseignements de nature exclusive qui appartiennent en propre à la partie en question, mais aucun autre renseignement de nature exclusive;

2) S'agissant des parties intéressées qui ne font pas l'objet d'une ordonnance conservatoire administrative, lorsque le document communiqué contient des renseignements de nature exclusive appartenant à une telle partie intéressée, l'informateur devra signifier à la partie intéressée une version contenant uniquement lesdits renseignements de nature exclusive.

Le Secrétaire n'acceptera aucun document qui ne sera pas accompagné d'un certificat de signification indiquant les parties ayant reçu signification du document, le type de document signifié et, pour chaque cas, la date et la méthode de signification.

h) *Liste de signification.* Les archives centrales établiront et communiqueront une liste de signification pour chaque procédure. Chaque partie intéressée qui demandera à être inscrite sur la liste de signification désignera une personne chargée de recevoir signification des documents communiqués dans le cadre d'une procédure.

i) *Certifications.* Toute partie intéressée qui fournit des données de fait au Secrétaire doit présenter avec ces données de fait la certification visée au paragraphe i) 1) et, si elle a un avocat ou un autre représentant, la certification visée au paragraphe i) 2) du présent article:

1) S'agissant du responsable de la partie intéressée chargé de présenter les données de fait: Je soussigné (nom et titre), actuellement employé par (partie intéressée), certifie que 1) j'ai pris connaissance

de la communication ci-jointe et que 2) les renseignements contenus dans cette communication sont, à ma connaissance, complets et exacts.

2) S'agissant de l'avocat ou d'un autre représentant de la partie intéressée: Je soussigné (nom) membre de (Cabinet juridique ou autre), avocat ou représentant de (partie intéressée) certifie que 1) j'ai pris connaissance de la communication ci-jointe et que 2) sur la base des renseignements qui ont été mis à ma disposition par (partie intéressée), je n'ai aucune raison de penser que cette communication contient une présentation erronée des faits ou que certains faits ont été omis.

[53 FR 52344, 27 décembre 1988, tel que modifié par 55 FR 9056, 9 mars 1990; 57 FR 30903, 13 juillet 1992]

355.32. Demande de traitement confidentiel des renseignements.

a) *Présentation et teneur de la demande.*

1) Toute personne qui présentera au Secrétaire des données de fait se rapportant à une procédure pourra demander que ces données, ou une partie déterminée d'entre elles, soient tenues confidentielles.

2) L'informateur signalera les renseignements de nature exclusive sur chaque page en les plaçant entre crochets et en indiquant clairement en haut de chaque page contenant de tels renseignements "Demande de traitement confidentiel" avec la mise en garde suivante "La mise entre crochets des renseignements de nature exclusive n'est pas définitive avant la fin du premier jour ouvrable suivant la date du dépôt". Les crochets ne deviennent définitifs qu'un jour ouvrable après la date à laquelle le document a été déposé, c'est-à-dire le jour où doit être déposée la version expurgée du document. Jusque-là, les destinataires ne peuvent rien divulguer du contenu du document à quiconque ne fait pas l'objet d'une ordonnance conservatoire administrative émise au cours de l'enquête. Lorsque les crochets sont devenus définitifs, les destinataires peuvent divulguer la version publique du document à toute personne ne faisant pas l'objet de l'ordonnance conservatoire administrative. Si l'informateur s'aperçoit qu'il a commis une erreur dans la mise entre crochets, il peut déposer une version corrigée, intégrale ou partielle, du document renfermant des renseignements de nature exclusive en même temps qu'il dépose la version expurgée. Après la date limite, il n'est permis d'apporter aucun changement au document, si ce n'est la mise entre crochets ou la suppression des renseignements de nature exclusive. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le document peut être radié du dossier en totalité ou en partie.

3) L'informateur doit expliquer en détail pourquoi chaque donnée de fait faisant l'objet de la demande doit bénéficier du traitement confidentiel au titre de l'article 355.4. La demande et les explications doivent faire partie du document contenant les renseignements ou lui être solidement attachées.

b) *Résumé public.* Sous réserve des dispositions du paragraphe b) 3) du présent article, au plus tard un jour ouvrable après le dépôt des renseignements pour lesquels le traitement confidentiel est demandé, toute personne qui demande le traitement confidentiel doit fournir au Secrétaire:

1) Un résumé public adéquat de tous les renseignements de nature exclusive, incorporé dans la version publique du document (de manière générale, les données numériques sont résumées de façon adéquate si elles sont regroupées ou présentées sous forme d'indices ou de chiffres ne s'écartant pas de plus de 10 pour cent du chiffre réel, et lorsqu'une certaine partie des données est volumineuse, si au moins 1 pour cent de cette partie est résumé de cette manière); ou

2) Une déclaration spécifiant les parties des renseignements de nature exclusive qui ne peuvent être résumés de façon adéquate et tous les arguments à l'appui de cette conclusion dans chaque cas.

3) Toutes les demandes de traitement confidentiel des renseignements figurant dans les requêtes présentées au titre de l'article 355.12 et les projets d'accords de suspension présentés au titre de l'article 355.18 g) 1) i) doivent être accompagnés d'un résumé public et d'une déclaration conformément aux dispositions des paragraphes b) 1) et b) 2) du présent article.

c) *Accord de divulgation.* Toutes les demandes de traitement confidentiel doivent comprendre soit un accord autorisant la divulgation en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, soit une déclaration spécifiant quelles parties des renseignements de nature exclusive ne doivent pas être divulguées en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative et tous les arguments à l'appui de cette conclusion pour chacune de ces parties. Le Secrétaire ne donnera généralement pas à l'informateur d'autres possibilités de présenter des arguments sur le point de savoir s'il convient d'accepter une demande de divulgation dans le cadre d'une ordonnance conservatoire administrative.

d) *Renvoi des renseignements pour non-conformité de la demande.* Le Secrétaire peut renvoyer à l'informateur les données de fait pour lesquelles l'informateur a fait une demande de traitement confidentiel lorsque cette demande n'est pas conforme aux prescriptions du présent article et en tout état de cause, il ne prendra pas en considération ces données. S'il renvoie des données, le Secrétaire exposera par écrit les raisons pour lesquelles elles ne sont pas conformes aux prescriptions et il ne les prendra pas en considération à moins qu'elles ne soient représentées avec une nouvelle demande de traitement confidentiel conforme aux prescriptions du présent article au plus tard deux jours ouvrables après réception de l'explication de leur rejet donnée par le Département.

e) *Situation durant l'examen de la demande.* Durant l'examen de la question de savoir s'il convient de faire droit à une demande de traitement confidentiel, le Secrétaire ne divulguera pas ou ne rendra pas publics les renseignements. Il prendra normalement sa décision dans un délai de 14 jours après réception de la demande.

f) *Traitement confidentiel des renseignements.* A moins que le Secrétaire n'en décide autrement, la personne à laquelle il divulgue les renseignements ne doit les communiquer à aucune autre personne. Le Secrétaire peut divulguer les données de fait auxquelles il a décidé d'accorder le traitement confidentiel uniquement à:

1) Un représentant d'une partie intéressée qui demande et à laquelle est accordée une ordonnance conservatoire administrative au titre de l'article 355.34;

2) Un employé du Département participant directement à la procédure pour laquelle les renseignements sont fournis;

3) Un employé de la Commission participant directement à la procédure pour laquelle les renseignements sont fournis;

4) Un employé du Service des douanes participant directement à la conduite d'une enquête pour fraude dans le cadre d'une procédure en matière de droits compensateurs concernant la marchandise;

5) Toute personne expressément habilitée (par écrit) par l'informateur à recevoir ces renseignements;  
et

6) Une partie mise en cause ou l'avocat d'une partie mise en cause en vertu de la Partie 354 du présent titre (19 CFR Partie 354).

g) *Rejet de la demande de traitement confidentiel.* Si le Secrétaire décide que les données de fait ne méritent pas en totalité ou en partie le traitement confidentiel, il en avisera l'informateur. A moins que l'informateur n'accepte que les renseignements soient considérés comme publics, le Secrétaire les lui renverra en indiquant par écrit les raisons de ce renvoi et ne les prendra pas en considération dans la procédure.

[53 FR 52344, 27 décembre 1988, tel que modifié par 57 FR 30903, 13 juillet 1992]

355.33. Renseignements n'ayant pas à être divulgués.

Les renseignements protégés ou classés n'ont pas à être divulgués au public ou au représentant des parties intéressées.

355.34. Divulcation de renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.

a) *Règle générale.* Dès réception d'une demande (avant ou après réception des renseignements demandés) décrivant en termes généraux la nature des renseignements demandés et exposant les raisons qui l'ont motivée, le Secrétaire doit exiger que tous les renseignements de nature exclusive qui lui ont été communiqués ou qu'il a obtenus durant une partie de la procédure (à l'exception des renseignements protégés, classés et des renseignements particuliers qui, de par leur nature ne doivent pas être divulgués), soient communiqués aux parties intéressées qui sont parties à la procédure, en vertu d'une ordonnance conservatoire définie au présent article, quel que soit le moment où ces renseignements ont été présentés durant cette partie de la procédure.

b) *Demande de divulgation.*

1) Un représentant doit déposer une demande de divulgation de renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative au plus tard:

- i) 30 jours après la date de publication au Federal Register de l'avis d'ouverture d'enquête au titre de l'article 355.11 ou 355.13, ou de l'avis d'ouverture d'un réexamen administratif au titre de l'article 355.22; ou
- ii) 30 jours après l'ouverture d'une enquête concernant le champ d'application en vertu de l'article 355.29 a) ou b); ou
- iii) 10 jours après la date à laquelle le client ou l'employeur du représentant devient partie à la procédure, mais en aucun cas après la date à laquelle les mémoires concernant l'affaire doivent être présentés en vertu de l'article 355.38.

2) Le représentant doit, pour déposer la demande de divulgation, utiliser un formulaire type fourni par le Secrétaire (formulaire ITA-367). Le formulaire type n'exigera, dans la description des renseignements demandés, que les détails compatibles à la fois avec les critères utilisés par le Secrétaire pour décider de divulguer ou non les renseignements, et avec le fait qu'une demande de présentation de données de fait non encore communiquées pourrait être formulée.

- 3) La demande fera obligation au représentant:
- i) De ne divulguer les renseignements de nature exclusive à personne en dehors de l'informateur et des autres personnes autorisées en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative à avoir accès à ces renseignements;
  - ii) D'utiliser ces renseignements uniquement pour la partie de la procédure au cours de laquelle ils ont été présentés;
  - iii) D'assurer à tout moment la protection des renseignements de nature exclusive; et
  - iv) De signaler dans les moindres délais au Secrétaire toute violation apparente des dispositions de l'ordonnance conservatoire.
- 4) La demande doit contenir une déclaration du représentant reconnaissant que:
- i) Un représentant qui, aux termes d'une détermination, a violé une ordonnance conservatoire est passible de l'une ou l'autre ou de la totalité des sanctions énumérées dans la partie 354 du présent titre; et
  - ii) L'entreprise dont la personne qui, aux termes d'une détermination, a violé une ordonnance conservatoire est un partenaire, un associé ou un employé, et tout partenaire, associé, employeur ou employé de cette personne, est passible de l'une ou l'autre ou de la totalité des sanctions énumérées dans la partie 354 du présent titre.
- 5) Le Secrétaire décidera s'il convient de divulguer des renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative:
- i) Au plus tard 14 jours après la date à laquelle les renseignements auront été présentés; ou
  - ii) Si -
- A) La personne qui a présenté les renseignements s'oppose à leur divulgation, ou
- B) Les renseignements sont exceptionnellement volumineux ou complexes,
- au plus tard 30 jours après la date à laquelle ils ont été présentés.
- 6) Si le Secrétaire décide qu'il y a lieu de procéder à la divulgation des renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative au titre du paragraphe b) 5) du présent article:
- i) En ce qui concerne les renseignements de nature exclusive présentés au Secrétaire à la date ou avant la date de la décision de procéder à la divulgation, la partie qui a présenté les renseignements doit, dans les deux jours ouvrables suivant la date de la décision, en aviser la partie qui a demandé la divulgation des renseignements, conformément à l'article 355.31 g); et

- ii) La partie qui a présenté les renseignements doit signifier la totalité des futures communications de renseignements de nature exclusive directement à la partie requérante conformément aux prescriptions de l'article 355.31 g).
- c) *Possibilité de retrait des renseignements de nature exclusive.* Si le Secrétaire décide de demander la divulgation de renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative sans le consentement de l'informateur, il avisera celui-ci par écrit de cette décision et des raisons qui l'ont motivée, et autorisera l'informateur à retirer les renseignements du dossier officiel dans un délai de deux jours ouvrables. Le Secrétaire ne prendra pas en considération les renseignements retirés. De plus, si l'informateur ne retire pas les renseignements mais omet de les signifier à la partie qui les a demandés, conformément à l'article 355.34 b) 6), le Secrétaire ne prendra pas en considération lesdits renseignements.
- d) *Destination des renseignements de nature exclusive divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.*
  - 1) A l'expiration du délai fixé pour demander la révision judiciaire d'une décision du Secrétaire, si aucune partie à la procédure n'a déposé une demande, ou à une date antérieure jugée appropriée par le Secrétaire, le représentant doit renvoyer ou détruire tous les renseignements de nature exclusive divulgués au titre du présent article et tous les autres documents contenant des renseignements de nature exclusive (tels que notes ou mémorandums). Le représentant doit alors certifier au Secrétaire que les dispositions de l'ordonnance conservatoire ont été pleinement satisfaites et que tous les renseignements de nature exclusive ont été renvoyés ou détruits.
  - 2) Le représentant d'une partie à la procédure qui introduit une demande de révision judiciaire ou intervient dans la révision judiciaire peut conserver les renseignements de nature exclusive, à condition que la partie demande au tribunal une ordonnance conservatoire pour les renseignements au plus tard 15 jours après le dépôt du dossier administratif par le Secrétaire auprès du tribunal. Si le tribunal rejette la demande d'ordonnance conservatoire formulée par la partie, le représentant doit renvoyer ou détruire les renseignements de nature exclusive et tous les autres documents contenant des renseignements de nature exclusive, au plus tard 48 heures après la décision du tribunal, et adresser au Secrétaire une certification conformément aux dispositions du paragraphe d) 1) du présent article.
- e) *Violation d'une ordonnance conservatoire administrative.* Les procédures pour examiner toute violation alléguée d'une ordonnance conservatoire administrative rendue en vertu du présent article et pour imposer des sanctions pour violation d'une telle ordonnance sont énoncées dans la partie 354 du présent titre (19 CFR partie 354).

[53 FR 52344, 27 décembre 1988, telle que modifiée par 55 FR 9056, 9 mars 1990]

355.35. Réunion *ex parte*.

Le Secrétaire établira pour le verser au dossier officiel un mémorandum écrit de toute réunion *ex parte* entre une personne communiquant des données de fait relatives à une procédure et la personne à laquelle le Secrétaire a délégué le pouvoir de statuer ou la personne présentant une recommandation finale à la personne en question. Ce mémorandum contiendra l'indication de la date, de l'heure et du lieu de la réunion, l'identité et l'affiliation de toutes les personnes présentes et un résumé public des données de fait présentées.

355.36. Vérification des renseignements.

a) *Règle générale.*

1) Le Secrétaire vérifiera toutes les données de fait sur lesquelles il s'est fondé dans:

- i) Une détermination finale au titre de l'article 355.18 i) ou 355.20;
- ii) Une abrogation au titre de l'article 355.25;
- iii) Les résultats finals d'un réexamen administratif au titre de l'article 355.22 c), h) ou i) s'il décide qu'il existe de bonnes raisons pour procéder à une vérification; et
- iv) Les résultats finals d'un réexamen administratif au titre de l'article 355.22 c) si:

A) Une partie intéressée, selon la définition donnée aux paragraphes i) 3), i) 4), i) 5) ou i) 6) de l'article 355.2, au plus tard 120 jours après la date de publication de l'avis d'ouverture d'un réexamen, présente par écrit une demande de vérification; et

B) Le Secrétaire n'a procédé à aucune vérification au titre du présent paragraphe durant l'un ou l'autre des deux précédents réexamens administratifs.

2) Si le Secrétaire décide que, en raison du grand nombre de producteurs et d'exportateurs visés par une enquête ou un réexamen administratif, la vérification des données de faits pertinentes pour chaque personne n'est pas réalisable, il peut choisir et vérifier un échantillon de ces données. Il appliquera les résultats de la vérification de cet échantillon à tous les producteurs et exportateurs visés par l'enquête ou le réexamen.

b) *Avis de vérification.* Lorsqu'il publiera un avis de détermination finale, d'abrogation ou de résultats finals d'un réexamen administratif, le Secrétaire indiquera les méthodes et procédures utilisées pour procéder à la vérification au titre du présent article.

c) *Procédures de vérification.* Pour procéder aux vérifications au titre du présent article, le Secrétaire informera le gouvernement du pays affecté dans lequel a lieu la vérification que les employés du Département rendront visite aux producteurs, aux exportateurs ou aux organismes gouvernementaux afin de vérifier l'exactitude ou le caractère exhaustif des données de fait présentées. Dans le cadre de la vérification, les employés du Département demanderont à avoir accès à tous les fichiers, dossiers et personnel des producteurs, des exportateurs ou des organismes gouvernementaux, qui, de l'avis du Secrétaire, ont un rapport avec les données de faits présentées par ces personnes.

355.37. Meilleurs renseignements disponibles.

a) *Utilisation des meilleurs renseignements disponibles.* Le secrétaire peut utiliser les meilleurs renseignements disponibles lorsque:

1) Il ne reçoit pas une réponse complète, exacte et en temps utile à sa demande de données de fait; ou

2) Il n'est pas en mesure de vérifier, dans le laps de temps spécifié, l'exactitude et le caractère exhaustif des données de fait présentées.

b) *Ce qu'on entend par meilleurs renseignements disponibles.* Les meilleurs renseignements disponibles peuvent inclure les données de fait présentées à l'appui d'une requête ou présentées ultérieurement par des parties intéressées, selon la définition donnée aux paragraphes i) 3), i) 4), i) 5) ou i) 6) de l'article 355.2. Si une partie intéressée refuse de fournir les données de fait demandées par le Secrétaire ou entrave de toute autre manière la procédure, le Secrétaire peut prendre ce fait en considération pour déterminer quels sont les meilleurs renseignements disponibles.

355.38. Arguments écrits et auditions.

a) *Arguments écrits.* Le Secrétaire prendra uniquement en considération pour établir une détermination finale au titre de l'article 355.18 i) ou 355.20 ou des résultats finals au titre de l'article 355.22, les arguments écrits présentés dans les mémoires sur le dossier de l'affaire ou dans les contre-mémoires déposés dans les délais indiqués dans le présent article. Le Secrétaire ne prendra pas en considération ou ne conservera pas dans les dossiers de la procédure tout argument écrit, sauf s'il a été demandé par lui (et reçu dans les délais qu'il a spécifiés), qui sera présenté après les délais spécifiés dans le présent article. A tout moment au cours de la procédure, le Secrétaire pourra demander à une partie intéressée ou à un organisme du gouvernement des Etats-Unis de présenter des arguments écrits sur une question. Le Secrétaire renverra à l'informateur, en indiquant par écrit les raisons de ce renvoi, tout argument écrit présenté après les délais indiqués dans le présent article ou spécifiés par le Secrétaire.

b) *Demande d'audition.* Au plus tard dix jours après la date de publication de la détermination préliminaire ou des résultats préliminaires d'un réexamen administratif établis par le Secrétaire et à moins que le Secrétaire ne modifie ce délai, toute partie intéressée peut demander que le Secrétaire procède à une audition publique sur les arguments devant être présentés dans les mémoires ou les contre-mémoires. Dans la mesure du possible, une partie demandant une audition doit indiquer les arguments qui seront présentés à l'audition. Lors d'une audition, une partie intéressée ne peut faire un exposé affirmatif que sur les arguments figurant dans le mémoire qu'elle a présenté sur l'affaire et elle ne peut apporter des réfutations que sur les arguments figurant dans son contre-mémoire.

c) *Mémoire.*

1) Toute partie intéressée ou tout organisme du gouvernement des Etats-Unis peut présenter un "mémoire":

- i) Au plus tard 50 jours après la date de publication de la détermination préliminaire du Secrétaire dans le cadre d'une enquête, à moins que le Secrétaire ne modifie ce délai; ou
- ii) Au plus tard 30 jours après la date de publication des résultats préliminaires d'un réexamen administratif.

2) Le mémoire doit présenter séparément et de façon exhaustive tous les arguments qui, de l'avis de celui qui le présente, offrent un intérêt pour la détermination finale ou les résultats finals du Secrétaire, y compris tous les arguments présentés avant la date de publication de la détermination préliminaire ou des résultats préliminaires.

d) *Contre-mémoire.* Dans les délais indiqués dans l'avis de détermination préliminaire ou de résultats préliminaires du Secrétaire, soit généralement cinq jours, dans le cadre d'une enquête, et sept jours, dans le cadre d'un réexamen administratif, après la date limite fixée pour le dépôt du mémoire,



toute partie intéressée ou tout organisme du gouvernement des Etats-Unis peut présenter un "contre-mémoire". Le contre-mémoire doit présenter séparément et de façon exhaustive tous les arguments permettant de réfuter les arguments présentés dans le mémoire.

e) *Signification des mémoires.* Le déposant d'un mémoire ou d'un contre-mémoire doit en signifier une copie au gouvernement du pays affecté à toute partie intéressée inscrite sur la liste de signification du Département et à tout organisme du gouvernement des Etats-Unis qui a présenté dans cette partie de la procédure un mémoire ou un contre-mémoire. Si la partie a désigné, au titre de l'article 355.31 h), un agent aux Etats-Unis, la signification se fera soit en mains propres le jour même où le mémoire est déposé auprès du Secrétaire soit par courrier postal ou messenger le jour suivant et, si la partie a désigné un agent en dehors des Etats-Unis, la signification se fera par courrier postal aérien rapide. Le déposant doit joindre à chaque mémoire un certificat de signification indiquant les parties (y compris les agents) qui ont reçu la signification et dans chaque cas, la date et la méthode de signification.

f) *Auditions.* Si une partie intéressée introduit une demande au titre du paragraphe b) du présent article, le Secrétaire procédera à une audition publique à la date indiquée dans l'avis de sa détermination préliminaire ou de ses résultats préliminaires du réexamen administratif, à moins qu'il ne modifie cette date. Généralement, l'audition aura lieu, dans le cadre d'une enquête, deux jours après la date prévue pour la présentation des contre-mémoires et, dans le cadre d'un réexamen administratif, sept jours après la date prévue pour la présentation des contre-mémoires.

1) Le Secrétaire versera aux dossiers public et officiel de la procédure le compte rendu de l'audition et indiquera lors de l'audition la façon dont les parties intéressées peuvent se procurer des copies du compte rendu.

2) L'un des employés suivants du Département présidera l'audition: le sous-secrétaire à l'Administration des importations, le sous-secrétaire adjoint à l'Administration des importations, le sous-secrétaire adjoint aux enquêtes; le sous-secrétaire adjoint chargé de veiller au respect des décisions; ou le bureau ou le directeur de division responsable de la procédure.

3) L'audition n'est pas assujettie à la Loi sur les procédures administratives. Les témoins, s'il y en a, ne doivent pas témoigner sous serment et ne sont pas soumis à un contre-interrogatoire par une autre partie intéressée ou un autre témoin. Durant l'audition, le Président pourra interroger toute partie intéressée ou tout témoin, et demander à une partie intéressée de présenter des arguments écrits supplémentaires.

g) *Où et quand déposer la demande.* Les prescriptions de l'article 355.31 d) s'appliquent au présent article.

h) *Mode de présentation et nombre d'exemplaires.* Les prescriptions de l'article 355.31 e) s'appliquent au présent article, à la réserve que, dans le cadre d'un réexamen administratif, il faut présenter dix copies de chaque mémoire et cinq copies de la version publique, y compris du résumé public requis en vertu de l'article 355.32 b).

355.39. Pratiques de subventionnement découvertes au cours d'une procédure ou d'un réexamen.

a) *Elargissement de la procédure.* Si, lors d'une enquête ou d'un réexamen administratif, le Secrétaire a connaissance d'une pratique qui paraît constituer une subvention en ce qui concerne la marchandise mais qui ne fait pas l'objet d'une allégation ou n'est pas examinée dans le cadre de la

procédure, il l'examinera s'il conclut qu'il reste assez de temps avant la date prévue pour sa détermination finale ou ses résultats finals du réexamen.

b) *Report de l'examen.* Si le Secrétaire conclut qu'il ne reste pas assez de temps, avant la date prévue pour sa détermination finale ou ses résultats finals du réexamen, pour examiner la pratique décrite au paragraphe a) du présent article, il:

1) Pendant une enquête, autorisera le requérant à retirer sa requête sans préjudice et à la présenter de nouveau avec une allégation concernant la nouvelle pratique découverte; ou

2) Pendant une enquête ou un réexamen, reportera l'examen de la nouvelle pratique découverte jusqu'au réexamen suivant au titre de l'article 355.22 c).

c) *Avis.* Le Secrétaire notifiera aux parties à la procédure toute pratique dont il aura connaissance, qu'elle soit ou non incluse dans la procédure alors en cours.

#### **Sous-partie D - Déterminations de l'existence de subventions pour les fromages contingentés**

355.41. Définition d'une *subvention*.

Aux fins de la présente sous-partie, le terme *subvention* désigne à la fois une *subvention* et une *subvention nette* au sens des articles 771.5 et 771.6 de la loi.

355.42. Liste annuelle et mise à jour trimestrielle.

a) *Liste annuelle.* Au plus tard le 1er janvier de chaque année, le Secrétaire, après avoir consulté le Secrétaire à l'agriculture, déterminera, sur la base des renseignements dont il disposera, si un gouvernement étranger accorde une subvention, au sens de l'article 355.41, en ce qui concerne un type de fromage contingenté, au sens de l'article 701 c) 1) de la Loi sur les accords commerciaux, et publiera au Federal Register une liste indiquant le type et le montant de chaque subvention. Le Secrétaire fera figurer dans chaque liste annuelle toutes les modifications et toutes les subventions supplémentaires déterminées pour l'année calendaire précédente au titre du paragraphe b) du présent article ou de l'article 355.43 b).

b) *Mise à jour trimestrielle.* Au plus tard le 1er avril, le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année, le Secrétaire, après avoir consulté le Secrétaire à l'agriculture, déterminera, sur la base des renseignements dont il disposera, si des subventions ont été modifiées ou ajoutées par rapport à la liste annuelle la plus récente, et publiera au Federal Register une mise à jour trimestrielle de ces modifications et adjonctions.

355.43. Détermination sur demande.

a) *Demande de détermination.* Toute personne, y compris le Secrétaire à l'agriculture, qui a des raisons de penser que des subventions ont été modifiées ou ajoutées par rapport à la liste annuelle la plus récente peut demander par écrit que le Secrétaire détermine s'il y a des modifications ou des adjonctions. La personne doit présenter la demande dans le délai et à l'adresse indiqués à l'article 355.31 d). La demande doit alléguer soit une modification du type ou du montant d'une subvention figurant dans la liste annuelle ou la mise à jour trimestrielle la plus récente, soit l'existence d'une subvention supplémentaire accordée par un gouvernement étranger et ne figurant pas dans cette

liste ni dans cette mise à jour, et doit contenir les éléments suivants, dans la mesure où ils sont raisonnablement accessibles au requérant:

- 1) Le nom et l'adresse de la personne;
- 2) Le type de fromage contingenté dont il est allégué qu'il bénéficie de la subvention modifiée ou supplémentaire;
- 3) Le pays d'origine du fromage contingenté; et
- 4) La subvention ou la subvention modifiée alléguée et les données de fait pertinentes (notamment les pièces justificatives) en ce qui concerne la subvention modifiée ou supplémentaire alléguée, y compris la disposition législative en vertu de laquelle elle est accordée, la manière dont elle est versée, et le montant versé aux producteurs ou aux exportateurs du produit.

Les prescriptions de l'article 355.31 d) et f) s'appliquent au présent article.

- b) *Détermination.* Au plus tard 30 jours après avoir reçu une demande acceptable, le Secrétaire:
  - 1) Après avoir consulté le Secrétaire à l'agriculture, déterminera, sur la base des renseignements dont il disposera, si le type ou le montant d'une subvention mentionnée dans la liste annuelle ou la mise à jour trimestrielle les plus récentes ont été modifiés, ou si une subvention supplémentaire ne figurant pas dans cette liste ni dans cette mise à jour est accordée par un gouvernement étranger;
  - 2) Notifiera la détermination au Secrétaire à l'agriculture et à la personne ayant présenté la demande; et
  - 3) Publiera au Federal Register, dans les moindres délais, un avis relatif à toute modification ou adjonction.

355.44. Plainte relative à une sous-cotation du prix des importations subventionnées.

Dès réception d'une plainte relative à une sous-cotation du prix des importations subventionnées, déposée auprès du Secrétaire à l'agriculture au titre de l'article 702 b) de la Loi sur les accords commerciaux, le Secrétaire déterminera dans les moindres délais, en vertu de l'article 355.43 b), si les subventions alléguées figurent, ou devraient être ajoutées, sur la liste annuelle ou la mise à jour trimestrielle les plus récentes. Les réglementations du Département de l'agriculture concernant les plaintes relatives à une sous-cotation du prix des importations subventionnées de fromages contingentés sont publiées dans la Partie 6 du Titre 7 CFR.

355.45. Accès aux renseignements.

La sous-partie C de la présente partie s'applique aux données de fait qui sont communiquées dans le cadre de la présente sous-partie.

#### **Sous-partie E - Dates d'entrée en vigueur**

355.51. Dates d'entrée en vigueur des modifications de la Loi douanière de 1930 apportées par la Loi générale sur le commerce extérieur et la compétitivité de 1988.

Conformément à l'article 1337 de la Loi générale sur le commerce extérieur et la compétitivité de 1988 (Pub. L. n° 100-418) (ci-après dénommée "la Loi de 1988"), les modifications de la Loi douanière de 1930 apportées par la Loi de 1988 sont réputées prendre effet comme suit:

- a) Sous réserve des dispositions des paragraphes b), c), d) e) et f) du présent article, toutes les modifications apportées par le Titre I, Sous-titre C, Partie II de la Loi de 1988 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire sont réputées prendre effet à compter du 23 août 1988.
- b) Les modifications apportées par les articles 1312, 1315, 1316, 1318, 1325, 1327, 1331 et 1332 de la Loi de 1988 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire sont réputées prendre effet immédiatement pour toutes les enquêtes, tous les réexamens au titre de l'article 736 c) ou tous les réexamens au titre de l'article 751 ouverts après le 23 août 1988.
- c) La modification apportée par l'article 1324 de la Loi de 1988 qui a une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire est réputée s'appliquer uniquement aux enquêtes ouvertes après le 23 août 1988.
- d) Les modifications apportées par les articles 1321 a) et 1334 de la Loi de 1988 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire sont réputées prendre effet pour les marchandises entrées, ou retirées d'entrepôt, pour mise à la consommation le 23 août 1988 ou après cette date.
- e) Les modifications apportées par les articles 1321 b) et 1335 de la Loi de 1988 qui ont une incidence sur les dispositions législatives administrées par le Secrétaire sont réputées prendre effet pour les marchandises entrées, et les marchandises retirées d'entrepôt, pour mise à la consommation qui sont en liquidation douanière le 23 août 1988 ou après cette date.
- f) La modification apportée par l'article 1319 est réputée prendre effet pour tous les réexamens au titre de l'article 736 c) et de l'article 751 ouverts le 23 août 1988 ou après cette date, ainsi que pour tous les réexamens au titre de l'article 736 c) et de l'article 751 pour lesquels une demande d'abrogation est en instance au 23 août 1988.
- g) Nonobstant les dispositions des paragraphes a) à f) du présent article, le Secrétaire pourra mettre en oeuvre les modifications de la Loi de 1988 à une date ultérieure au 23 août 1988 s'il détermine que la mise en oeuvre conformément aux paragraphes a) à f) du présent article empêcherait le Département de se conformer à d'autres prescriptions législatives.

[55 FR 9057, 9 mars 1990]

#### ANNEXE I - LISTES DES PAYS REGIS PAR L'ACCORD

1. A compter de la date de publication de la présente partie, l'Accord s'applique entre les Etats-Unis et les pays suivants, comme le dispose l'article 2 b) de la Loi de 1979 sur les accords commerciaux: Australie, Autriche, Brésil, Canada, Chili, Communauté économique européenne (accepté pour les Etats membres), Corée, Egypte, Finlande, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Norvège, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni pour Hong Kong, Suède, Suisse, Turquie et Uruguay. Voir l'article 701 b) 1) de la Loi.

2. Taiwan et le Mexique ont contracté envers les Etats-Unis des obligations équivalant pour l'essentiel, selon une détermination du Président, à des obligations découlant de l'accord. Voir l'article 701 b) 2) de la Loi.

3. Les pays suivants ont droit à l'application du critère du dommage au titre de l'article 701 b) 3) de la loi: Venezuela, Honduras, Népal, Yémen du Nord, El Salvador, Paraguay et Libéria.

Pour plus de renseignements, contacter le Bureau de politique générale, Administration des importations, à l'adresse indiquée à l'article 355.31 d).

## ANNEXE II - DELAIS SPECIFIES DANS LA PRESENTE PARTIE CONCERNANT LES COMMUNICATIONS

Délai <sup>1</sup>	Article
Ordonnance conservatoire administrative:	
Demande de divulgation	355.34 b)
Renvoi des renseignements divulgués	355.34 d)
Retrait des renseignements	355.34 c)
Réexamen administratif:	
Demande de réexamen concernant tous les producteurs ou exportateurs	355.22 a)
Demande de réexamen en cas de changement de circonstances	355.22 h)
Demande de réexamen concernant un producteur ou un exportateur donnés	355.22 a)
Retrait d'une demande de réexamen	355.22 a)
Commission:	
Dépôt de la requête auprès de la Commission	355.12 c)
Demande de réexamen d'un accord de suspension révisé	355.19 b)
Demande de réexamen d'un accord de suspension	355.18 i)
Constatations de l'existence de circonstances critiques:	
Demande	355.16 a)
Demande de constatation finale	355.16 d)
Demande de constatation préliminaire et finale	355.16 b)
Exemption des dispositions d'une ordonnance:	
Demande	355.14 a)
Données de fait:	
Réponses à des questionnaires dans le cadre de réexamens administratifs	355.31 b)
Demande de divulgation des renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative	355.34 b)
Demande de prorogation des délais pour la présentation des communications	355.31 b)
Demande de prorogation des délais pour la présentation des allégations	355.31 c)
Présentation des données de fait concernant les accords de suspension acceptés à titre préliminaire	355.18 g)
Présentation des allégations en matière de subventions	355.31 c)
Présentation des allégations concernant la représentativité	355.31 c)
Délais impartis en général	355.31 a)
Possibilité de retrait des renseignements de nature exclusive	355.34 c)
Détermination finale:	
Ajournement pour cause d'enquêtes simultanées à la demande du requérant	355.20 c)
Demande d'enquête sur l'existence de subventions en amont	355.20 b)

Délai <sup>1</sup>	Article
Auditions: Demandes	355.38 b)
Requête: Modification des requêtes	355.12 e)
Dépôt de la requête auprès de la Commission	355.12 c)
Dépôt de la requête auprès du Secrétaire aux finances	355.12 h)
Ajournement des déterminations: Ajournement de la détermination finale pour cause d'enquêtes simultanées à la demande du requérant	355.20 c)
Ajournement de la détermination préliminaire à la demande du requérant	355.15 c)
Détermination préliminaire: Ajournement à la demande du requérant	355.15 c)
Demande d'enquête sur l'existence de subvention en amont	355.15 d)
Renonciation à la vérification des renseignements	355.15 f)
Renseignements de nature exclusive: Demande de traitement confidentiel	355.32 a)
Nouvelle présentation, sous la forme appropriée	355.32 d)
Accord permettant la divulgation en vertu d'une ordonnance conservatoire	355.32 c)
Présentation du résumé public	355.32 b)
Abrogation de l'ordonnance: Demande d'abrogation	355.25 b)
Objections, en l'absence de demandes de réexamen	355.25 d)
Signification: Accords de suspension acceptés à titre préliminaire	355.18 g)
Mémoires et contre-mémoires	355.38 e)
Représentativité: Allégation d'absence de représentativité	355.31 c)
Suspension de l'enquête: Demande de réexamen d'un accord par la Commission	355.18 i)
Demande de réexamen par la Commission d'un accord révisé	355.19 b)
Demande de clôture	355.25 b)
Demande visant à la poursuite de l'enquête	355.18 i)
Signification d'un accord accepté à titre préliminaire	355.18 g)
Présentation des données de fait	355.18 g)
Présentation d'un projet d'accord	355.18 g)
Présentation des arguments écrits	355.18 g)
Allégations en matière de subventions Demande d'enquête sur l'existence de subventions supplémentaires	355.31 c)
Demande d'enquête sur l'existence de subventions en amont	355.15 d)
	355.20 b)
Clôture d'une enquête suspendue: Demande	355.25 b)
Objections, en l'absence de demandes de réexamen	355.25 d)
Vérification: Demande de vérification dans le cadre d'un réexamen administratif	355.36 a)
Renonciation à la vérification	355.15 f)
Arguments écrits: Présentation du mémoire	355.38 c)
Présentation du contre-mémoire	355.38 d)
Signification du mémoire et du contre-mémoire	355.38 e)
Présentation des arguments écrits concernant les accords de suspension acceptés à titre préliminaire	355.18 g)

<sup>1</sup>La date de dépôt des documents correspond au cachet des archives centrales du Département du commerce. Voir l'article 355.31 d) concernant les heures d'ouverture.

PARTIE 356 - PROCEDURES ET REGLES REGISSANT L'APPLICATION DE L' ARTICLE 1904  
DE L' ACCORD DE LIBRE-ECHANGE NORD-AMERICAIN

Sous-partie A - Champ d'application et définitions

Article

- 356.1 Champ d'application.
- 356.2 Définitions.

Sous-partie B - Procédures régissant l'ouverture de l'examen de déterminations finales

- 356.3 Notification de l'intention d'engager une révision judiciaire.
- 356.4 Demande d'examen par un groupe spécial.
- 356.5 [Réservé].
- 356.6 Réception de la notification d'une détermination concernant le champ d'application par le gouvernement d'un pays membre de l'ALENA.
- 356.7 Demande visant à déterminer à quel moment le gouvernement d'un pays de l'ALENA a reçu notification d'une détermination concernant le champ d'application.
- 356.8 Maintien de la suspension de la liquidation.

Sous-partie C - Renseignements de nature exclusive et renseignements protégés

- 356.9 Personnes autorisées à avoir accès à des renseignements de nature exclusive.
- 356.10 Procédures régissant l'accès à des renseignements de nature exclusive.
- 356.11 Procédures régissant l'accès à des renseignements protégés.

Sous-partie D - Violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation  
de renseignements

- 356.12 Sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements.
- 356.13 Suspension de règles.
- 356.14 Notification de violation et enquête.
- 356.15 Engagement de la procédure.
- 356.16 Lettre de mise en cause.
- 356.17 Demande de mise en cause.
- 356.18 Sanctions provisoires.
- 356.19 Demande d'audition.
- 356.20 Communication des pièces.
- 356.21 Citations à comparaître.
- 356.22 Conférence avant audition.
- 356.23 Audition.
- 356.24 Procédure sans audition.
- 356.25 Témoins.
- 356.26 Décision initiale.
- 356.27 Décision finale.
- 356.28 Nouvel examen.
- 356.29 Confidentialité.
- 356.30 Sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés.

FONDEMENT JURIDIQUE: 19 U.S.C. 1516a et 1677f f), sauf indication contraire.

SOURCE: 59 FR 229, 3 janvier 1994, sauf indication contraire.

### **Sous-partie A - Champ d'application et définitions**

#### **356.1. Champ d'application.**

La présente partie définit les procédures et règles régissant la mise en oeuvre de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain dans le cadre de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été amendée en vertu du Titre IV de la Loi de 1993 portant modalités d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain (19 U.S.C. 1516a et 1677f f)). Elle procède de l'article 402 g) de la Loi de 1993 portant modalités d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain.

#### **356.2. Définitions.**

Aux fins de la présente partie, les expressions suivantes sont définies comme suit:

- a) *Loi* désigne la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée;
- b) *Juge administratif* s'entend de la personne désignée en vertu de la Loi 5 U.S.C. 3105, chargée de l'administration des preuves conformément aux dispositions de la sous-partie D de la présente partie;
- c) *Partie visée* s'entend d'une personne à l'encontre de laquelle des sanctions sont envisagées pour violation présumée d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements, qui n'est pas une partie mise en cause;
- d) *Accord* s'entend de l'Accord de libre-échange nord-américain entre le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Mexique, signé le 17 décembre 1992; ou, s'agissant des travaux d'un groupe spécial binational ou d'une procédure de contestation extraordinaire en cours à cette date, ou des travaux d'un groupe spécial binational ou d'une procédure de contestation extraordinaire Canada-Etats-Unis qui pourrait être en cours par suite de la dénonciation de l'Accord, par le Canada ou les Etats-Unis, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis entré en vigueur le 1er janvier 1989;
- e) *Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative* désigne l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative;
- f) *Règles relatives aux groupes spéciaux visées à l'article 1904* s'entend des règles relatives aux groupes spéciaux visées à l'article 1904 de l'ALENA, négociées conformément à l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain entre le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Mexique, et toute modification ultérieure; ou, s'agissant des travaux d'un groupe spécial binational en cours à cette date ou des travaux de tout groupe spécial binational Canada-Etats-Unis qui pourraient être en cours par suite de la dénonciation de l'Accord par le Canada ou les Etats-Unis, des *règles concernant les groupes spéciaux relatives à l'article 1904* tel qu'il a été modifié, qui sont entrées en vigueur au 1er janvier 1989;



- g) *Organisme habilité d'un pays de la zone de libre-échange* désigne:
- 1) Dans le cas du Canada, tout organisme gouvernemental canadien habilité par la législation canadienne à demander au Département d'engager une procédure en vue de l'imposition de sanctions en cas de violation présumée d'un engagement concernant la divulgation de renseignements; et
  - 2) Dans le cas du Mexique, tout organisme gouvernemental mexicain habilité par la législation mexicaine à demander au Département d'engager une procédure en vue de l'imposition de sanctions en cas de violation présumée d'un engagement concernant la divulgation de renseignements;
- h) *Groupe spécial binational* s'entend d'un groupe spécial binational créé conformément à l'annexe au chapitre 19 de l'Accord (1901.2) en vue d'examiner une détermination finale;
- i) *Partie mise en cause* s'entend d'une personne mise en cause par le Sous-Secrétaire adjoint pour violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements;
- j) *Avocat principal* s'entend de l'avocat principal de l'Administration des importations du Département du commerce des Etats-Unis, ou d'un avocat désigné par lui;
- k) *Jours* s'entend de jours civils, sauf si un délai expire un samedi ou un dimanche ou un jour férié, auquel cas la date d'expiration est reportée au jour ouvrable suivant;
- l) *Département* s'entend du Département du commerce des Etats-Unis;
- m) *Sous-Secrétaire adjoint* s'entend du Sous-Secrétaire adjoint au commerce international du Département du commerce des Etats-Unis;
- n) *Directeur* s'entend d'un directeur relevant du Sous-Secrétaire adjoint aux enquêtes du Département du commerce des Etats-Unis ou d'une personne désignée par lui s'il s'agit de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale du Département établie en vertu de l'article 751 de la Loi, ou d'un directeur relevant du Sous-Secrétaire adjoint chargé de veiller au respect des décisions s'il s'agit de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale du Département établie en vertu des articles 705 a) ou 735 a) de la Loi.
- o) *Engagement concernant la divulgation de renseignements* désigne:
- 1) Dans le cas du Canada, le dispositif canadien de protection des renseignements de nature exclusive et des renseignements protégés au cours de la procédure, visés à l'article 1904 de l'Accord, prévu au sous-article 77.21 2) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, telle qu'elle a été modifiée; et
  - 2) Dans le cas du Mexique, le dispositif mexicain de protection des renseignements de nature exclusive ou des renseignements protégés au cours de la procédure visés à l'article 1904 de l'Accord, prévu dans la Loi sur le commerce extérieur et les règlements y relatifs;
- p) *Procédure de consultation extraordinaire* désigne le Comité pour contestation extraordinaire établi conformément à l'Annexe 1904.13 au chapitre 19 de l'Accord et appelé à examiner les décisions d'un groupe spécial ou la conduite d'un membre d'un groupe spécial;
- q) *Détermination finale* a le même sens qu'à l'article 1911 de l'Accord;

r) *Pays de la zone de libre-échange* a le même sens qu'à l'article 516A f) 10) de la Loi (19 U.S.C. 1516a f) 10));

s) *Autorité chargée de l'enquête* désigne l'autorité compétente chargée de l'enquête qui a arrêté la détermination finale qui fait l'objet de l'examen et recouvre, s'agissant de l'adoption, de l'amendement de la modification ou de l'abrogation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements, toute personne habilitée par l'autorité chargée de l'enquête;

t) *Sanction atténuée* désigne une sanction du même type que la sanction envisagée en cas de violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements, mais de portée plus limitée; ainsi, une interdiction de comparaître d'un an est une sanction atténuée par rapport à une interdiction prévue de sept ans;

u) *Lettre d'accompagnement* désigne un document portant les indications prévues dans 19 CFR 353.31 e) 2) i)-v) ou 355.31 e) 2) i)-v);

v) *Publication officielle* désigne:

- 1) Dans le cas du Canada, le Journal officiel du Canada;
- 2) Dans le cas du Mexique, le Diario Oficial de la Federación; et
- 3) Dans le cas des Etats-Unis, le Federal Register;

w) *Examen par un groupe spécial* s'entend de l'examen d'une détermination finale conformément au chapitre 19 de l'Accord;

x) *Partie à la procédure* désigne une personne qui serait habilitée en vertu de l'article 516A de la Loi (19 U.S.C. 1516a) à engager une procédure en vue de la révision judiciaire d'une détermination finale;

y) *Participant* désigne une partie à la procédure qui dépose une plainte ou une demande de comparution dans le cadre d'un examen par un groupe spécial, et le Département;

z) *Parties* désigne, dans une procédure engagée au titre de la sous-partie D de la présente partie, le Département et la partie mise en cause ou la partie visée;

aa) *Personne* désigne une personne physique, une société de personnes, une personne morale, une association, un organisme ou toute autre entité;

bb) *Renseignements protégés* s'entend:

1) S'agissant de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale arrêtée au Canada, des renseignements détenus par l'autorité chargée de l'enquête qui relèvent du secret professionnel de l'avocat en vertu de la législation canadienne ou qui entrent dans le cadre des délibérations concernant la détermination finale, et pour lesquels le secret n'a pas été levé;

2) S'agissant de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale arrêtée au Mexique:

- i) Des renseignements détenus par l'autorité chargée de l'enquête qui relèvent du secret professionnel de l'avocat en vertu de la législation mexicaine; ou

- ii) Des communications internes entre des fonctionnaires du Ministère du commerce et du développement industriel chargés des enquêtes antidumping et des enquêtes en matière de droits compensateurs, ou des communications entre ces fonctionnaires et d'autres fonctionnaires du gouvernement, lorsque ces communications s'inscrivent dans le cadre des délibérations concernant la détermination finale; et
- 3) S'agissant de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale arrêtée aux Etats-Unis, des renseignements détenus par l'autorité chargée de l'enquête qui relèvent du secret professionnel de l'avocat, du secret qui s'attache aux conclusions de l'avocat ou du secret des délibérations des autorités en vertu de la législation des Etats-Unis, et pour lesquels ledit secret n'a pas été levé;
- cc) *Renseignements de nature exclusive* s'entend:
  - 1) S'agissant de l'examen par un groupe d'experts d'une détermination finale rendue au Canada, des renseignements mentionnés au sous-article 84 3) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation telle qu'elle a été modifiée, ou au sous-article 45 3) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce international telle qu'elle a été modifiée, et au sujet desquels la personne qui en a signalé l'existence ou qui les a présentés a renoncé à ses droits d'en préserver le caractère confidentiel;
  - 2) S'agissant de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue au Mexique, des renseignements confidentiels ("información confidencial") au sens de l'article 80 de la Loi sur le commerce extérieur et des règlements y relatifs; et
  - 3) S'agissant de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue aux Etats-Unis, des renseignements commerciaux de nature exclusive visés à l'article 777 f) de la Loi (19 U.S.C. 1677f f) et des renseignements dont le Département a décidé que la divulgation était limitée en vertu des procédures adoptées conformément à l'article 1904.14 de l'Accord, parmi lesquels figurent les secrets commerciaux; les coûts de production; les conditions de vente; les prix des ventes individuelles, des ventes similaires ou des offres; le nom des clients, des distributeurs ou des fournisseurs; le montant exact des subventions reçues et utilisées par une personne; le nom des personnes dont on a obtenu des renseignements de nature exclusive et tous autres renseignements commerciaux dont la divulgation au public nuirait de manière substantielle à la compétitivité de la personne qui les a fournis;
- dd) *Ordonnance conservatoire* s'entend d'une ordonnance conservatoire rendue par le Département, visée dans 19 CFR 356.10 c) ou 356.11 c);
- ee) *Détermination du champ d'application* s'entend d'une détermination du Département pouvant faire l'objet d'un réexamen en vertu de l'article 516A a) 2) B) vi) de la Loi (19 U.S.C. 1516a a) 2) B) vi)), visant à préciser si un type particulier de marchandises correspond à la catégorie ou à la forme de marchandise définie dans une constatation de dumping existante ou dans une ordonnance relative à l'institution de droits antidumping ou de droits compensateurs touchant des marchandises d'un pays de la zone de libre-échange;
- ff) *Secrétariat* désigne le Secrétariat établi conformément à l'article 2002 de l'Accord et recouvre les sections situées Canada, au Mexique et aux Etats-Unis;
- gg) *Secrétaire* désigne le Secrétaire de la section américaine, de la section canadienne ou mexicaine du Secrétariat et comprend toute personne habilitée à agir en son nom;
- hh) *Adresse de signification* s'entend de l'adresse de l'avocat d'une personne inscrit au dossier, y compris le numéro de télécopie éventuel fourni avec ladite adresse ou, quand la personne n'est pas

représentée par un avocat, l'adresse indiquée par celle-ci dans une demande d'examen par un groupe spécial, une plainte ou une demande de comparution comme étant l'adresse à laquelle les documents peuvent lui être signifiés, y compris le numéro de télécopie éventuel fourni avec ladite adresse, ou, lorsqu'une personne a signalé un changement d'adresse de signification, la nouvelle adresse de signification indiquée dans le formulaire correspondant, y compris le numéro de télécopie éventuel fourni avec ladite adresse;

ii) *Liste des significations* s'entend, s'agissant de l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale rendue aux Etats-Unis, de la liste des personnes auxquelles une signification a été adressée dans le cadre de la procédure qui a conduit à la détermination finale, dressée par l'autorité chargée de l'enquête;

jj) *Sous-Secrétaire* s'entend du Sous-Secrétaire au commerce international du Département du commerce des Etats-Unis, ou d'une personne désignée par lui;

kk) *Section américaine du Secrétariat* désigne, aux fins du dépôt des pièces, le Secrétaire américain NAFTA Secretariat, room 2061, U.S. Department of Commerce, 14th and Constitution Avenue, NW., Washington, DC 20230.

#### **Sous-partie B - Procédures régissant l'ouverture de l'examen de déterminations finales**

356.3. Notification de l'intention d'engager une révision judiciaire.

La partie à une procédure qui a l'intention d'engager une révision judiciaire concernant une détermination finale rendue aux Etats-Unis doit présenter une notification de l'intention d'engager une révision judiciaire contenant les renseignements conformes, dans leur fond et dans leur forme, y compris pour ce qui est de la signification, aux règles relatives aux groupes spéciaux visées à l'article 1904, dans un délai de 20 jours à compter de:

- a) La date de publication de la détermination finale au Federal Register; ou
- b) La date à laquelle la notification concernant la détermination finale a été reçue par le gouvernement du pays de la zone de libre-échange si la détermination finale n'a pas été publiée au Federal Register.

356.4. Demande d'examen par un groupe spécial.

La partie à une procédure qui demande l'examen par un groupe spécial d'une détermination finale présente une demande d'examen par un groupe spécial qui doit contenir les renseignements conformes, dans leur fond et dans leur forme, y compris pour ce qui est de la signification, aux règles relatives aux groupes spéciaux visées à l'article 1904, dans un délai de 30 jours à compter de:

- a) La date de publication de la détermination finale dans la publication officielle; ou
- b) La date à laquelle la notification concernant la détermination finale a été reçue par le gouvernement des Etats-Unis ou le gouvernement du pays de la zone de libre-échange si la détermination finale n'a pas été publiée dans la publication officielle.

356.5. [Réservé].

356.6. Réception de la notification d'une détermination concernant le champ d'application par le gouvernement d'un pays membre de l'ALENA.

a) Lorsqu'une détermination du champ d'application aura été établie par le Département, le gouvernement d'un pays de la zone de libre-échange sera réputé en avoir reçu notification dès qu'une copie certifiée conforme en aura été délivrée à l'ambassade dudit pays, au cours des heures de travail normales.

b) Dans la mesure du possible, le Département, ou un de ses fonctionnaires, se fera délivrer un accusé de réception signé d'une personne autorisée à prendre livraison des documents destinés à l'ambassade du pays de la zone de libre-échange, accusant réception de la détermination concernant le champ d'application. L'accusé de réception contiendra une description rapide du document délivré à l'ambassade du pays de la zone de libre-échange, accompagné de la date et de l'heure de réception ainsi que des noms et qualités de la personne qui le signera. Il sera classé dans la partie publique du dossier du Département relatif à la détermination concernant le champ d'application considérée.

356.7. Demande visant à déterminer à quel moment le gouvernement d'un pays de la zone de libre-échange a reçu notification d'une détermination concernant le champ d'application.

a) Conformément à l'article 516A g) 10) de la Loi (19 U.S.C. 1516a g) 10)), toute partie à la procédure peut demander par écrit au Département de lui indiquer la date à laquelle le gouvernement d'un pays de la zone de libre-échange a reçu notification d'une détermination concernant le champ d'application arrêtée par lui.

b) Une demande présentée par écrit, accompagnée du nombre exact de copies requises conformément aux prescriptions prévues dans 19 CFR 353.31 d) et e) 2) ou 355.31 d) et e) 2), doit être adressée au Secretary of commerce, Attention: Import Administration, Central Records Unit, room B-099, U.S. Department of Commerce, 14th and Constitution Avenue, NW., Washington, DC 20230. Une lettre d'accompagnement doit être attachée à l'original et à chaque copie en tant que feuille couverture de la demande.

c) La partie requérante adresse une copie de la demande visant à déterminer à quel moment le gouvernement de [nom du pays de la zone de libre-échange considéré] a reçu notification d'une détermination concernant le champ d'application, expédiée par courrier postal rapide ou remise en mains propres, à toute partie intéressée figurant sur la liste des significations du Département conformément aux prescriptions en matière de signification énoncées dans 19 CFR 353.31 g) ou 355.31 g).

d) Le Département répondra à la demande visée à l'alinéa b) du présent article dans les cinq jours ouvrables qui suivront la réception de ladite demande.

356.8. Maintien de la suspension de la liquidation.

a) *En règle générale.* S'agissant d'une détermination administrative visée aux alinéas iii) ou vi) de l'article 516A a) 2) B) de la Loi (19 U.S.C. 1516a a) 2) B) iii) et vi)) concernant des marchandises d'un pays de la zone de libre-échange, le Département ordonnera la liquidation des lots de la marchandise visée par ladite détermination au plus tôt quarante et un (41) jours après la date de publication de la notification définie à l'alinéa iii) ou la réception de la détermination définie à l'alinéa vi), le cas échéant. Le Département ordonnera, si demande lui en est faite, le maintien de la suspension de la liquidation de ces lots conformément aux dispositions des alinéas b), c) et d) du présent article.

b) *Droit à demander le maintien de la suspension de la liquidation.*

1) Tout participant à un examen par un groupe spécial binational qui était une partie nationale à la procédure visée à l'article 771 9) C), D), E), F) ou G) de la Loi (19 U.S.C. 1677 9) C), D), E), F) et G)) peut demander le maintien de la suspension de la liquidation des lots de la marchandise visée par la détermination administrative qui fait l'objet de l'examen par le Groupe spécial et sur laquelle l'examen considéré aurait des incidences.

2) Tout participant à un examen par un groupe spécial binational qui était partie à la procédure visée à la section 771 9) A) de la Loi (19 U.S.C. 1677 9) A)) peut demander le maintien de la suspension de la liquidation de la marchandise fabriquée, produite, exportée ou importée par lui, visée par la détermination administrative soumise à l'examen du groupe spécial.

c) *Demande de maintien de la suspension de la liquidation.* La demande de maintien de la suspension de la liquidation doit comporter les éléments suivants:

1) L'intitulé de la détermination finale qui fait l'objet de l'examen par un groupe spécial binational et le numéro qui lui a été attribué par le Département;

2) Les indications relatives à l'affaire portée devant le groupe spécial binational;

3) Le nom du participant requérant;

4) La qualité de partie à la procédure du requérant et sa qualité de participant à l'examen par le groupe spécial binational; et

5) les lots particuliers de la marchandise dont on demande la suspension de la liquidation, accompagnés du nom du fabricant, du producteur, de l'exportateur, ou de l'importateur américain.

d) *Dépôt des pièces et signification.*

1) La demande de maintien de la suspension de la liquidation doit être déposée auprès de l'Assistant Secretary for Import Administration, room B-099, 14th and Constitution Avenue, NW., Washington, DC 20230, conformément aux prescriptions énoncées dans 19 CFR 353.31 d) et e) 2) ou 355.31 d) et e) 2). Une lettre d'accompagnement doit être attachée à l'original et à chaque copie en tant que feuille couverture de la demande. L'enveloppe et la feuille couverture de la demande doivent porter la mention: "Panel Review - Request for Continued Suspension of Liquidation" (Groupe spécial - Demande de maintien de la suspension de la liquidation). La demande ne peut pas être présentée avant la date de dépôt de la première demande d'examen par un groupe spécial binational.

2) La partie requérante signifie une copie de la demande de maintien de la suspension de la liquidation au Secrétaire des Etats-Unis et à toutes les parties à l'affaire conformément aux prescriptions énoncées dans 19 CFR 353.31 g) ou 19 CFR 355.31 g).

e) *Cessation du maintien de la suspension.* Lorsque l'examen du groupe spécial sera terminé, y compris un examen d'une détermination provisoire et un examen par un comité de contestation extraordinaire, le Département ordonnera la liquidation des lots de la marchandise dont la suspension avait été maintenue en vertu du présent article.

### **Sous-partie C - Renseignements de nature exclusive et renseignements protégés**

#### **356.9. Personnes autorisées à avoir accès à des renseignements de nature exclusive.**

Les personnes mentionnées aux alinéas a), d), e), f) et g) du présent article peuvent être autorisées par le Département à avoir accès aux renseignements de nature exclusive si elles remplissent les conditions énoncées dans la présente sous-partie, ainsi que toutes autres conditions qui pourraient leur être imposées par le Département:

- a) Les membres et le personnel compétent d'un groupe spécial binational ou d'un comité pour contestation extraordinaire;
- b) L'avocat des participants à des examens par des groupes spéciaux et les professionnels engagés ou employés par ledit avocat, ou travaillant sous sa direction ou sous ses ordres, sous réserve que l'avocat ou le professionnel ne participent pas à un processus de prise de décision en situation de concurrence (avis concernant la production, les ventes, les opérations ou les investissements, par exemple, mais pas avis juridiques) pour le compte du participant représenté ou de toute personne qui bénéficierait d'un avantage compétitif du fait de l'accès aux renseignements de nature exclusive demandés;
- c) Les autres personnes engagées ou employées par un avocat ou un professionnel, un membre du groupe spécial, ou un membre du comité en faveur duquel une ordonnance conservatoire a été rendue, comme des techniciens judiciaires, des clerks et des secrétaires, sous réserve que ces personnes:
  - 1) Ne participent pas au processus de prise de décision en situation de concurrence pour le compte d'un participant à l'examen du groupe spécial ou d'une personne qui bénéficierait d'un avantage compétitif du fait de l'accès aux renseignements de nature exclusive demandés; et
  - 2) Aient accepté d'être liées par les conditions énoncées dans la demande d'ordonnance conservatoire présentée par l'avocat ou le professionnel, le membre du groupe spécial ou le membre du comité;
- d) Chaque Secrétaire et chaque membre du personnel du Secrétariat;
- e) Les fonctionnaires du gouvernement des Etats-Unis (autres qu'un fonctionnaire ou un employé travaillant pour l'autorité chargée de l'enquête qui a établi la détermination finale faisant l'objet de l'examen) que le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales signalera au Département comme devant avoir accès aux renseignements de nature exclusive aux fins de déterminer si les Etats-Unis devraient demander l'examen par un comité pour contestation extraordinaire de la détermination d'un groupe spécial;
- f) Les fonctionnaires du gouvernement d'un pays de la zone de libre-échange qu'un organisme habilité du pays de ladite zone signalera au Département comme devant avoir accès aux renseignements de nature exclusive aux fins de déterminer si ledit pays de la zone de libre-échange devrait demander l'examen par un comité pour contestation extraordinaire de la détermination d'un groupe spécial; et
- g) Tous procès-verbalistes, interprètes et traducteurs travaillant pour un groupe spécial ou un comité pour contestation extraordinaire.

#### **356.10. Procédures régissant l'accès à des renseignements de nature exclusive.**

- a) *Personnes tenues de déposer une demande de divulgation de renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire.* Pour pouvoir avoir accès à des renseignements de nature exclusive figurant

dans le dossier administratif d'une détermination finale soumise à l'examen d'un groupe spécial, toutes les personnes visées à l'article 356.9 a), b), d), e), f) et g) doivent déposer une demande d'ordonnance conservatoire. Les procédures régissant la demande d'ordonnance conservatoire décrites à l'alinéa b) du présent article sont également valables pour les demandes d'amendement ou de modification présentées par les personnes visées à l'article 356.9.

b) *Procédures régissant la demande d'ordonnance conservatoire -*

1) *Contenu de la demande.*

- i) Le Département a adopté des formulaires de demande de divulgation de renseignements de nature exclusive que l'on peut se procurer auprès de la section américaine du Secrétariat ou du Central Records Unit, room B-099, U.S. Department of Commerce, 14th and Constitution Avenue, NW., Washington DC 20230. Les formulaires de demande peuvent être modifiés de temps à autre.
- ii) Les formulaires prévoient que le requérant doit présenter une déclaration personnelle sous serment dans laquelle, outre les conditions que le Département pourra fixer:

A) Il s'engage à ne divulguer à quiconque aucun des renseignements de nature exclusive obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire et qu'il n'aurait pu se procurer autrement, si ce n'est à:

- 1) Un fonctionnaire du Département s'occupant de l'affaire considérée et dont les renseignements de nature exclusive font partie du dossier administratif;
- 2) La personne de qui les renseignements ont été obtenus;
- 3) Une personne qui s'est vu accorder l'accès aux renseignements de nature exclusive en question en vertu de l'article 356.9; et
- 4) une personne employée par un avocat ou un professionnel, un membre d'un groupe spécial ou un membre d'un comité, et une personne agissant sous la direction ou sous les ordres de ceux-ci, en faveur de qui une ordonnance conservatoire a été rendue, comme un technicien judiciaire, un clerc ou un secrétaire, sous réserve que ladite personne:
  - i) Ne participe pas au processus de prise de décision en situation de concurrence pour le compte d'un participant à l'examen de groupe spécial ou de toute personne qui bénéficierait d'un avantage compétitif du fait de l'accès aux renseignements de nature exclusive demandés; et
  - ii) ait accepté d'être liée par les conditions énoncées dans la demande d'ordonnance conservatoire déposée par l'avocat, le professionnel, le membre du groupe spécial ou le membre du comité;

B) Il s'engage à n'utiliser aucun des renseignements de nature exclusive qu'il n'aurait pas pu obtenir autrement à d'autres fins que celles de la procédure visée à l'article 1904 de l'Accord;

C) Il s'engage, lorsque le groupe spécial aura achevé ses travaux ou à une date antérieure que le Département pourra fixer, à retourner au Département toutes les copies des pièces qui lui auront été communiquées en vertu de l'ordonnance conservatoire ainsi que toutes les autres pièces renfermant



des renseignements de nature exclusive (telles que mémoires, notes ou diagrammes établis à partir de renseignements obtenus en vertu de l'ordonnance conservatoire) ou à en attester la destruction; et

D) Il reconnaît qu'il peut être passible de sanctions conformément à l'article 356.12 en cas de violation des engagements ci-dessus.

2) *Moment du dépôt de la demande de divulgation en vertu d'une ordonnance conservatoire -*

- i) *Personnes visées à l'article 356.9 a) (membres de groupes spéciaux, etc.).* Toute personne visée à l'article 356.9 a) peut déposer une demande après avoir présenté au Secrétariat un avis de demande d'examen par un groupe spécial.
- ii) *Personnes visées à l'article 356.9 b) (avocats, etc.).* Toute personne visée à l'article 356.9 b) peut déposer une demande à tout moment, mais pas avant d'avoir déposé une plainte ou une demande de comparution.
- iii) *Personnes visées à l'article 356.9 d) (Secrétaires, etc.).* Toute personne définie à l'article 356.9 d) dépose une demande dès qu'elle a pris officiellement ses fonctions au Secrétariat.
- iv) *Personnes visées à l'article 356.9 e), f) ou g) (fonctionnaires gouvernementaux désignés ou procès-verbalistes, etc.).* Toute personne visée à l'article 356.9 e), f) ou g) doit déposer une demande avant de solliciter ou d'obtenir l'accès à des renseignements de nature exclusive.

3) *Dépôt des demandes.* Toute personne définie à l'article 356.9 a), b), d), e), f) ou g) doit déposer l'original de sa demande dûment rempli, accompagné de cinq copies, auprès de la section américaine du Secrétariat, laquelle transmet l'original de la demande, accompagné d'une copie, au Département. Une lettre d'accompagnement doit être attachée à l'original et à chaque copie en tant que feuille couverture du document.

4) *Signification des demandes -*

- i) *Personnes visées à l'article 356.9 b) (avocats, etc.).* Toute personne visée à l'article 356.9 b) qui dépose une demande avant l'expiration du délai fixé en vertu des règles relatives aux groupes spéciaux visées à l'article 1904 pour déposer une demande de comparution devant le groupe spécial signifie une copie de ladite demande à chaque personne dont le nom figure sur la liste des significations conformément aux alinéas b) 4) ii) et iii) du présent article. Dans tous les autres cas, la personne intéressée signifie une copie de la demande à chaque participant autre que l'autorité chargée de l'enquête conformément aux dispositions des alinéas b) 4) ii) et iii) du présent article.
- ii) *Mode de signification.* Un document peut être signifié par les moyens suivants:

A) Livraison d'une copie à l'adresse de signification du participant;

B) Envoi d'une copie à l'adresse de signification du participant par télécopie, par messagerie rapide ou par courrier postal rapide; ou

C) Remise en mains propres au participant.

- iii) *Preuve et date de la signification.* Une preuve de la signification sera apposée ou attachée au document. En cas de signification par messagerie rapide ou par courrier postal rapide, la date de signification qui figure sur l'affidavit ou le certificat de signification est le jour où le document a été confié au service de messagerie rapide ou de courrier postal rapide.
- 5) *Divulcation aux personnes travaillant pour des membres des groupes spéciaux, des membres des comités et des avocats ou des professionnels.* Toute personne visée à l'article 356.9 c), y compris des techniciens judiciaires, des clerks ou des secrétaires, peut être autorisée à avoir accès aux renseignements de nature exclusive divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire par l'avocat, le professionnel, le membre du groupe spécial ou le membre du comité de contestation extraordinaire qui l'engage ou qui l'emploie, si elle s'est engagée à respecter les dispositions de l'ordonnance conservatoire rendue en faveur de l'avocat, du professionnel, du membre d'un groupe spécial ou du membre d'un comité pour contestation extraordinaire en signant et en datant une copie dûment remplie de la demande d'ordonnance conservatoire présentée par l'avocat, le professionnel, le membre du groupe spécial ou le membre du comité de contestation extraordinaire, à l'endroit prévu dans la demande.
- 6) *Avocat ou professionnel conservant l'accès à des renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire rendue au cours de la procédure administrative.* Toute personne visée à l'article 356.9 b) qui a obtenu l'accès à des renseignements de nature exclusive en vertu d'une ordonnance conservatoire dans le cadre d'une procédure administrative qui a débouché sur une détermination finale laquelle est soumise à l'examen d'un groupe spécial peut, si elle y est autorisée en vertu de l'ordonnance conservatoire délivrée préalablement par le Département, s'abstenir de divulguer ces renseignements en attendant qu'une ordonnance conservatoire soit rendue en faveur du requérant en vertu de la présente partie.
- c) *Publication et signification des ordonnances conservatoires -*
- 1) *Personnes visées à l'article 356.9 a) (membres de groupes spéciaux, etc.).*
    - i) Au reçu d'une demande émanant d'une personne visée à l'article 356.9 a), le Département rendra une ordonnance conservatoire autorisant la divulgation des renseignements de nature exclusive contenus dans le dossier administratif de la détermination finale qui fait l'objet de l'examen par le groupe spécial en question. Le Département transmet l'original de l'ordonnance conservatoire, accompagné de quatre copies, à la section américaine du Secrétariat laquelle transmet l'original au requérant et signifie une copie à chaque participant autre que l'autorité chargée de l'enquête, conformément aux alinéas b) 4) ii) et iii) du présent article.
    - ii) Tout membre d'un groupe spécial binational ou d'un comité de contestation extraordinaire créé en application de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis en faveur duquel le Département rend une ordonnance conservatoire doit contresigner ladite ordonnance conservatoire et en retourner une copie contresignée à la section américaine du Secrétariat.
  - 2) *Personnes visées à l'article 356.9 b) ou c) (avocats, etc., ou techniciens judiciaires, etc.) -*
    - i) *Possibilité de faire opposition à la divulgation.* Le Département ne statuera au sujet d'une demande déposée par une personne visée à l'article 356.9 b) qu'après un délai minimum de dix jours à compter du dépôt de la demande, à moins qu'il n'existe une nécessité impérieuse de statuer avec une plus grande diligence. Sauf indication contraire

du Département, il est loisible à toute personne de faire opposition à la demande dans les sept jours qui suivent le dépôt de ladite demande. L'acte d'opposition doit indiquer les raisons précises pour lesquelles, de l'avis de la personne considérée, la demande ne devrait pas être acceptée. Une copie de l'acte doit être signifiée au requérant et à toutes les personnes auxquelles la demande a été signifiée. La signification doit être conforme aux alinéas b) 4) ii) et iii) du présent article. Toute réponse à un acte d'opposition sera prise en considération si elle est présentée avant que le Département rende sa décision.

- ii) *Délais dans lesquels les décisions concernant les demandes doivent être prises.* Le Département rendra normalement une décision quant à l'approbation ou au rejet d'une demande dans un délai de 14 jours. Si une personne fait opposition, il rendra normalement sa décision dans un délai de 30 jours.
  - iii) *Approbation des demandes.* Le Département délivrera le cas échéant une ordonnance conservatoire autorisant la mise à la disposition du requérant des renseignements de nature exclusive.
  - iv) *Rejet des demandes.* Si le Département rejette une demande, il adresse au requérant une lettre par laquelle il l'informe de sa décision en indiquant les raisons qui l'ont motivée.
  - v) *Prononcé d'ordonnances conservatoires.* Si le Département rend une ordonnance conservatoire en faveur d'une personne visée à l'article 356.9 b), celle-ci dépose immédiatement quatre copies de ladite ordonnance conservatoire auprès de la section américaine du Secrétariat et en signifie une copie à chaque participant autre que l'autorité chargée de l'enquête, conformément aux dispositions de l'alinéa b) 4) ii) et iii) du présent article.
- 3) *Personnes visées à l'article 356.9 d) ou g) (secrétaires, etc., ou procès-verbalistes, etc.).* Au reçu d'une demande émanant d'une personne visée à l'article 356.9 d) ou g), le Département rendra une ordonnance conservatoire autorisant la divulgation de renseignements de nature exclusive à l'intention du requérant. Le Département transmet l'original de l'ordonnance conservatoire accompagné de quatre copies à la section américaine du Secrétariat.
- 4) *Personnes visées à l'article 356.9 e) ou f) (fonctionnaires désignés des gouvernements).*
- i) Au reçu d'une demande émanant d'une personne visée à l'article 356.9 e) ou f), le Département délivrera une ordonnance conservatoire autorisant la divulgation de renseignements de nature exclusive contenus dans le dossier concernant l'examen du groupe spécial en question. Le Département transmet l'original de l'ordonnance conservatoire accompagné de quatre copies à la section américaine du Secrétariat, laquelle renvoie l'original à l'auteur de la demande et signifie une copie du document à chaque participant autre que l'autorité chargée de l'enquête conformément aux alinéas b) 4) ii) et iii) du présent chapitre.
- d) *Modification ou abrogation d'ordonnances conservatoires -*
- 1) *Notification.* Toute personne qui considère que la modification de points de fait ou de droit ou l'intérêt public nécessitent la modification ou l'abrogation, en totalité ou en partie, d'une ordonnance conservatoire rendue conformément à l'alinéa c) du présent article peut adresser une notification écrite

au Département. La notification doit préciser les modifications souhaitées et les changements de circonstances qui justifient cette mesure, avec pièces et arguments à l'appui. La notification doit être signifiée par la personne qui la soumet à la personne en faveur de laquelle l'ordonnance conservatoire avait été rendue. Les réponses à la notification peuvent être présentées dans les 20 jours qui suivent son dépôt, sauf indication contraire du Département. Le Département peut aussi envisager une telle mesure de sa propre initiative.

2) *Publication de la modification ou de l'abrogation.* Si le Département modifie ou révoque une ordonnance conservatoire en application de l'alinéa d) du présent article, il transmet l'original de la modification ou de l'avis d'abrogation, accompagné de quatre copies à la section américaine du Secrétariat, laquelle transmet l'original à la personne en faveur de laquelle l'ordonnance conservatoire avait été rendue et signifie une copie à chaque participant autre que l'autorité chargée de l'enquête conformément aux dispositions de l'alinéa b) 4) ii) et iii) du présent article.

356.11. Procédures régissant l'accès à des renseignements protégés.

a) *Personnes admises à déposer une demande de divulgation de renseignements protégés en vertu d'une ordonnance conservatoire et dépôt des demandes -*

1) *Membres des groupes spéciaux.*

- i) Si un groupe spécial décide que l'examen à huis clos d'un document d'un dossier administratif contenant des renseignements protégés lui est nécessaire pour déterminer si ladite pièce ou des parties de celle-ci devraient être divulguées en vertu d'une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés, chaque membre du groupe spécial qui est appelé à procéder à l'examen à huis clos doit, conformément au règlement intérieur adopté par les Etats-Unis et les pays de la zone de libre-échange en vue de la mise en oeuvre de l'article 1904 de l'Accord, déposer une demande de divulgation des renseignements protégés en vertu d'une ordonnance conservatoire à la section américaine du Secrétariat aux fins de dépôt auprès du Département; et
- ii) Si un groupe spécial ordonne la divulgation d'un document contenant des renseignements protégés, tout membre du groupe spécial qui n'a pas déposé de demande en application de l'alinéa a) 1) i) du présent article doit présenter une demande de divulgation des renseignements protégés en vertu d'une ordonnance conservatoire à la section américaine du Secrétariat aux fins de dépôt auprès du Département.

2) *Fonctionnaires désignés du gouvernement des Etats-Unis.* Lorsque, dans le cadre de ses travaux, un groupe spécial a examiné les renseignements protégés en vertu d'une ordonnance conservatoire, et que la question à laquelle ils touchent mérite d'être prise en considération pour décider si les Etats-Unis devraient demander la constitution d'un comité pour contestation extraordinaire, chaque fonctionnaire du gouvernement des Etats-Unis (autre qu'un fonctionnaire ou employé relevant de l'autorité chargée de l'enquête qui a rendu la détermination finale faisant l'objet de l'examen) au sujet duquel le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales signale au Département qu'il a besoin d'accéder à ces renseignements aux fins de ladite décision, dépose l'original dûment rempli ainsi que cinq copies d'une demande d'ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés auprès de la section américaine du Secrétariat, laquelle transmet ledit original plus une copie au Département.

3) *Fonctionnaires désignés du gouvernement d'un pays de la zone de libre-échange.* Lorsque, dans le cadre de ses travaux, un groupe spécial a examiné des renseignements protégés en vertu d'une

ordonnance conservatoire, et que la question à laquelle ils touchent mérite d'être prise en considération pour décider si le gouvernement d'un pays de la zone de libre-échange impliquée dans l'affaire devrait demander la création d'un comité pour contestation extraordinaire, chaque fonctionnaire du gouvernement du pays de la zone de libre-échange en cause au sujet duquel l'organisme habilité dudit pays de la zone de libre-échange signale au Département qu'il a besoin d'accéder à ces renseignements aux fins de ladite décision dépose l'original dûment rempli ainsi que cinq copies d'une demande d'ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés auprès de la section américaine du Secrétariat, laquelle transmet ledit original plus une copie au Département.

4) *Membres d'un comité pour contestation extraordinaire.* Lorsque le dossier d'une contestation extraordinaire renferme des renseignements protégés et qu'une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés a été rendue en faveur de l'avocat ou de professionnels qui représentent des participants aux travaux du groupe spécial considéré, chaque membre du comité pour contestation extraordinaire transmet une demande d'ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés à la section américaine du Secrétariat aux fins de dépôt auprès du Département.

5) *Avocat ou professionnel travaillant sous la direction ou sous les ordres d'un avocat.* Si le groupe spécial décide, conformément aux règles visées à l'article 1904, que la divulgation d'un document renfermant des renseignements protégés est appropriée, l'avocat, ou le professionnel travaillant sous la direction ou sous les ordres de l'avocat dont il est précisé dans la décision considérée qu'il est habilité à avoir accès à des renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés, dépose une demande d'accès à des renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés. Ladite personne doit:

- i) Déposer l'original dûment rempli de la demande ainsi que cinq copies auprès de la section américaine du Secrétariat, laquelle transmet ledit original plus une copie au Département; et
- ii) A l'échéance du délai prévu dans les règles relatives aux groupes spéciaux visées à l'article 1904 pour le dépôt d'une demande de comparution dans le cadre de l'examen par un groupe d'experts, signifier une copie de la demande à chaque participant autre que l'autorité chargée de l'enquête conformément aux dispositions des alinéas b) 4) ii) et iii) du présent article.

6) *Autres personnes désignées.* Si le groupe spécial décide, conformément aux règles relatives aux groupes spéciaux visées à l'article 1904, que la divulgation d'un document contenant des renseignements protégés est appropriée, toute personne dont il est précisé dans la décision considérée qu'elle est habilitée à avoir accès à des renseignements protégés en vertu d'une ordonnance conservatoire en la matière, à savoir un Secrétaire, le personnel du Secrétariat, des procès-verbalistes, des interprètes et des traducteurs, ou une personne travaillant pour un membre d'un groupe spécial ou d'un comité pour contestation extraordinaire, dépose une demande d'accès à des renseignements protégés en vertu d'une ordonnance conservatoire à la section américaine du Secrétariat, aux fins de dépôt auprès du Département.

b) *Contenu des demandes d'accès à des renseignements protégés en vertu d'une ordonnance conservatoire.*

1) Le Département a adopté des formulaires de demande de divulgation de renseignements protégés qui peuvent être obtenus auprès de la section américaine du Secrétariat et du Central Records Unit, room B-099, U.S. Department of Commerce, 14th and Constitution Avenue NW., Washington, DC 20230. Ces formulaires peuvent être modifiés de temps à autre.

2) Lesdits formulaires prévoient que la personne qui demande l'accès à des renseignements protégés en vertu d'une ordonnance conservatoire doit présenter une déclaration sous serment dans laquelle, outre les conditions que le Département pourra fixer:

- i) Elle s'engage à ne divulguer à quiconque aucun des renseignements protégés obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire, si ce n'est à:

A) Un fonctionnaire du Département s'occupant de l'affaire considérée et dont les renseignements protégés font partie du dossier;

B) Une personne qui a présenté une demande analogue et en faveur de laquelle une ordonnance conservatoire en ce qui concerne les renseignements protégés considérés a été rendue; et

C) Une personne engagée ou employée par un avocat, un professionnel, un membre d'un groupe spécial ou un membre d'un comité en faveur de qui une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés a été rendue, comme un technicien judiciaire, un clerc ou un secrétaire, sous réserve que ladite personne ait accepté d'être liée par les conditions énoncées dans la demande d'ordonnance conservatoire déposée par l'avocat, le professionnel, le membre du groupe spécial ou le membre du comité pour contestation extraordinaire, en signant et en datant la demande dûment remplie à l'endroit indiqué;

- ii) Elle s'engage à utiliser ces renseignements aux fins de la procédure prévue à l'article 1904 de l'Accord exclusivement;

- iii) Elle s'engage, lorsque le groupe spécial aura achevé ses travaux ou à une date antérieure que le Département pourra fixer, à retourner au Département toutes les pièces auxquelles elle aura eu accès en vertu de l'ordonnance conservatoire considérée et toutes les autres pièces renfermant les renseignements protégés (mémoires, notes ou diagrammes fondés sur les renseignements obtenus en vertu de l'ordonnance conservatoire), ou à en attester la destruction; et

- iv) Elle reconnaît que le signataire est passible des sanctions décrites aux articles 356.12 et 356.30 en cas de violation de l'ordonnance.

c) *Prononcé d'ordonnances conservatoires concernant des renseignements protégés. -*

1) *Membres d'un groupe spécial, fonctionnaires désignés des gouvernements et membres d'un comité pour contestation extraordinaire.*

- i) Au reçu d'une demande d'ordonnance conservatoire conformément au présent article déposé par un membre d'un groupe spécial, un fonctionnaire désigné d'un gouvernement ou un membre d'un comité pour contestation extraordinaire, le Département rend une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés. Il transmet l'original de l'ordonnance conservatoire accompagné de quatre copies à la section américaine du Secrétariat, laquelle adresse l'original au requérant et signifie une copie de l'ordonnance à chaque partie autre que l'autorité chargée de l'enquête conformément aux dispositions de l'article 356.10 b) 4) ii) et iii).

- ii) Si le Département rend une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés en faveur d'un membre d'un groupe d'experts binational ou d'un comité pour contestation extraordinaire institué en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada

et les Etats-Unis, l'intéressé doit contresigner l'ordonnance conservatoire et en retourner une copie à la section américaine du Secrétariat.

2) *Avocat ou professionnel travaillant sous la direction ou les ordres d'un avocat.* Au reçu d'une demande d'ordonnance conservatoire émanant d'un avocat ou d'un professionnel travaillant sous la direction ou sous les ordres d'un avocat déposée en vertu du présent article, le Département rend une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés. Si une ordonnance conservatoire est rendue en sa faveur, ladite personne en dépose immédiatement quatre copies auprès de la section américaine du Secrétariat et en signifie une à chaque partie autre que l'autorité chargée de l'enquête conformément aux dispositions de l'article 356.10 b) 4) ii) et iii).

3) *Autres personnes désignées décrites à l'alinéa a) 6) du présent article.* Au reçu d'une demande d'ordonnance conservatoire relevant du présent article émanant d'une personne désignée décrite à l'alinéa a) 6), le Département rend une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés. Il transmet l'original et quatre copies de l'ordonnance conservatoire à la section américaine du Secrétariat.

d) *Modification ou abrogation d'une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés.* -

1) *Notification.* Toute personne qui considère que la modification de points de fait ou de droit ou l'intérêt public nécessitent la modification ou l'abrogation, en totalité ou en partie, d'une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés, peut adresser une notification écrite au Département. La notification doit préciser les modifications souhaitées et les changements de circonstances qui justifient cette mesure, avec pièces et arguments à l'appui. La notification doit être signifiée par la personne qui la soumet à la personne en faveur de laquelle l'ordonnance conservatoire a été rendue. Les réponses à la notification peuvent être présentées dans les 20 jours qui suivent sa présentation, sauf indication contraire du Département. Le Département peut aussi envisager une telle mesure de sa propre initiative.

2) *Publication de la modification ou de l'abrogation.* Si le Département modifie ou abroge une ordonnance conservatoire en application de l'alinéa d) du présent article, il transmet l'original de la modification ou de l'avis d'abrogation accompagné de quatre copies à la section américaine du Secrétariat, laquelle transmet l'original à la personne en faveur de laquelle l'ordonnance conservatoire avait été rendue et signifie une copie à chaque participant autre que l'autorité chargée de l'enquête conformément aux dispositions de l'article 356.10 b) 4) ii) et iii).

#### **Sous-partie D - Violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements**

356.12. Sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements.

a) Toute personne autre qu'une personne à laquelle les dispositions de la présente partie ne s'appliquent pas en vertu des dispositions de l'article 777f f) 4) de la Loi (19 U.S.C. 1677f f) 4)), dont il a été établi conformément à la présente partie qu'elle a violé une ordonnance conservatoire ou un engagement concernant la divulgation de renseignements, peut être passible de l'une ou l'autre des sanctions ci-après ou de leur totalité:

1) Astreinte, d'un montant qui ne doit pas excéder 100 000 dollars pour chaque violation, à verser aux Etats-Unis;

2) Interdiction de comparaître devant le Département pour représenter une autre personne pendant une période déterminée à compter de la date de la publication dans une publication officielle d'un avis selon lequel il a été établi qu'une violation avait été commise;

3) Refus de l'accès à des renseignements de nature exclusive pendant une période déterminée à compter de la date de la publication dans une publication officielle d'un avis selon lequel il a été établi qu'une violation avait été commise;

4) D'autres sanctions administratives appropriées, parmi lesquelles la radiation du dossier du groupe spécial de tout renseignement ou argument présenté par la partie auteur de la violation ou par la partie représentée par celle-ci, ou en leur nom; cessation de toute procédure en cours; ou abrogation de toute ordonnance en vigueur; et

5) Obligation de retourner les pièces fournies antérieurement par l'autorité chargée de l'enquête, ainsi que toutes les autres pièces renfermant les renseignements de nature exclusive, telles que mémoires, notes ou diagrammes fondés sur des renseignements obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements.

b) 1) L'entreprise dont une personne dont il a été établi qu'elle a violé une ordonnance conservatoire concernant la divulgation de renseignements est un associé, un collaborateur ou un employé; tout associé, collaborateur, employeur ou employé de cette personne; et toute personne représentée par ladite personne, peuvent se voir interdire de comparaître devant le Département pendant une période déterminée à compter de la date de la publication dans une publication officielle de l'avis selon lequel il a été établi qu'une violation avait été commise, ou se voir imposer les sanctions énoncées à l'alinéa a) du présent article, le cas échéant.

2) Toute personne à l'encontre de laquelle des sanctions sont envisagées en vertu du présent article a tous les droits administratifs énoncés dans la présente sous-partie, en sus des droits qui sont ceux d'une personne frappée de sanctions conformément à l'alinéa a) du présent article, parmi lesquels le droit à une lettre de mise en cause, le droit d'être représentée, et le droit d'être entendue, mais sous réserve d'une jonction d'instances sur décision du juge administratif conformément à l'article 356.23 b).

#### 356.13. Suspension de règles.

A la demande du Sous-Secrétaire adjoint, d'une partie mise en cause ou d'une partie visée, ou de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative, le juge administratif peut modifier une règle énoncée dans la présente sous-partie ou autoriser une dérogation s'il détermine qu'il n'en résultera aucun préjudice indu pour aucune des parties et que c'est dans l'intérêt de la justice, et après notification à toutes les parties.

#### 356.14. Notification de violation et enquête.

a) Un employé du Département ou toute autre personne qui se trouve en possession de renseignements permettant de penser qu'il y a eu violation des dispositions d'une ordonnance conservatoire ou des termes d'un engagement concernant la divulgation de renseignements, communique lesdits renseignements à un directeur ou à l'avocat principal.

b) Au reçu de renseignements permettant de penser que les dispositions d'une ordonnance conservatoire ou les termes d'un engagement ont probablement été violés, le Directeur ouvrira une enquête en vue de déterminer s'il y a eu violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements, et d'en découvrir l'auteur éventuel. Aux fins de la présente



sous-partie, le Directeur agira sous la supervision du Sous-Secrétaire adjoint et suivant les avis de l'avocat principal. Le Directeur n'ouvrira une enquête que s'il obtient des renseignements dans un délai de 30 jours à compter du moment où la violation prétendue a été commise ou aurait pu être découverte en faisant preuve d'une vigilance raisonnable et normale, selon ce que déterminera le Directeur.

c) Le Directeur adressera un rapport d'enquête au Sous-Secrétaire adjoint après l'avoir soumis à l'avocat principal, dans un délai de 180 jours à compter du moment où il aura reçu les renseignements concernant la violation. A sa demande et s'il s'agit de circonstances exceptionnelles, le Sous-Secrétaire adjoint pourra accorder au Directeur un délai supplémentaire de 180 jours pour poursuivre l'enquête et présenter son rapport.

d) Les exemples ci-après d'actes qui constituent des violations d'une ordonnance conservatoire administrative serviront d'indications à toute personne visée par une ordonnance conservatoire. La liste n'est pas exhaustive. Toutefois, la preuve que l'un des actes décrits ci-après a été commis sera considérée par le Directeur comme une raison plausible de penser qu'une personne a violé une ordonnance conservatoire au sens de l'article 356.15.

1) Divulcation de renseignements de nature exclusive à toute personne quelle qu'elle soit qui n'a pas obtenu l'accès à ces renseignements en vertu d'une ordonnance conservatoire, y compris à un employé du Département ou un membre du Secrétariat qui n'est pas directement impliqué dans les travaux du groupe spécial dans le cadre desquels les renseignements de nature exclusive ont été divulgués, à un employé d'un organisme des Etats-Unis, d'un gouvernement étranger ou d'une organisation internationale, ou à un membre du Congrès des Etats-Unis, du Parlement canadien ou du Congrès mexicain.

2) Non-respect des procédures détaillées décrites dans l'ordonnance conservatoire concernant la protection de renseignements de nature exclusive, prévoyant notamment la tenue d'un registre indiquant quand et par qui chaque document de nature exclusive est utilisé, et prescrivant à tous les employés qui ont accès aux renseignements de nature exclusive (en vertu d'une ordonnance conservatoire accordée à leur employeur) de signer et de dater une copie de ladite ordonnance conservatoire.

3) Perte de renseignements de nature exclusive.

4) Manquement à l'obligation de retourner toutes les copies des documents originaux et toutes les notes, memoranda et communications contenant des renseignements de nature exclusive au terme de la procédure pour laquelle les données en question avaient été obtenues, ou de les détruire en brûlant ou en déchirant les documents ou en effaçant la mémoire électronique, la disquette ou la banque magnétique, selon les termes de l'ordonnance conservatoire.

5) Non-suppression des renseignements de nature exclusive de la version officielle d'un mémoire ou de toute correspondance adressée au Secrétariat.

6) Divulcation de renseignements de nature exclusive au cours d'une audition publique.

e) Chaque jour que dure une infraction est considéré comme une infraction distincte.

356.15. Engagement de la procédure.

a) Si le Sous-Secrétaire adjoint arrive à la conclusion, sur la base de l'enquête et du rapport d'enquête du Directeur prévus à l'article 356.14 c) et après consultation de l'avocat principal, qu'il existe des raisons plausibles de penser qu'une personne a violé une ordonnance conservatoire ou un

engagement concernant la divulgation de renseignements, et que des sanctions sont appropriées en réponse à cette violation, il pourra, à sa discrétion, soit engager une procédure en vertu de la présente sous-partie par l'envoi d'une lettre de mise en cause conformément aux dispositions de l'article 356.16, soit demander que l'organisme habilité du pays de la zone de libre-échange impliqué dans l'affaire engage une action en lui adressant une demande de mise en cause conformément aux dispositions de l'article 356.17. Pour déterminer si des sanctions sont appropriées et, dans l'affirmative, lesquelles, le Sous-Secrétaire adjoint examinera la nature de la violation, le tort causé et d'autres circonstances pertinentes. Il décidera s'il y a lieu d'engager une procédure dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception du rapport d'enquête.

b) Si le Département est saisi d'une demande de mise en cause par un organisme habilité d'un pays de la zone de libre-échange, le Sous-Secrétaire adjoint engagera une procédure en vertu de la présente partie dans les moindres délais par l'envoi d'une lettre de mise en cause conforme aux dispositions de l'article 356.16.

356.16. Lettre de mise en cause.

a) *Contenu de la lettre.* Le Sous-Secrétaire adjoint engagera la procédure en adressant à chaque partie mise en cause et à chaque partie visée, une lettre de mise en cause contenant:

1) Un énoncé de l'allégation selon laquelle une ordonnance conservatoire ou un engagement concernant la divulgation de renseignements ont été violés, et les arguments à l'appui;

2) L'énoncé des sanctions envisagées;

3) Un rappel du fait que la partie en cause ou la partie visée est en droit d'examiner les documents et toutes autres preuves substantielles sur lesquelles se fonde la mise en cause, et une description de la procédure concernant la demande d'accès aux documents considérés ou à des copies de ces documents;

4) Un rappel du fait que la partie mise en cause ou la partie visée a le droit d'être entendue par un juge administratif si elle en fait la demande dans un délai de 30 jours à compter de la date de signification de la lettre de mise en cause, ainsi qu'un rappel de la procédure de demande d'audition, accompagné des nom, adresse et numéro de téléphone de la personne à contacter pour plus de précisions;

5) Un rappel du fait que la partie mise en cause ou la partie visée a le droit, si elle ne demande pas à être entendue, de présenter des preuves écrites au Sous-Secrétaire adjoint, une description du mode de présentation des éléments de preuve, et la date limite à laquelle ceux-ci devront être reçus; et

6) Un rappel du fait que la partie mise en cause ou la partie visée a le droit de prendre un avocat, à ses frais, pour se faire représenter.

b) *Compromis et modification de la lettre de mise en cause.* Le Sous-Secrétaire adjoint pourra à tout moment modifier, compléter ou retirer la lettre de mise en cause avec l'approbation d'un juge administratif, si c'est dans l'intérêt de la justice. En l'absence de demande d'audition, il demandera au Sous-Secrétaire de désigner un juge administratif chargé de prendre une décision en l'espèce. En cas de retrait d'une lettre de mise en cause après une demande d'audition, le juge administratif déterminera si ledit retrait empêche le Sous-Secrétaire adjoint de requérir des sanctions à une date ultérieure pour la même violation prétendue. En l'absence de demande d'audition ou si aucune pièce justificative n'a été présentée en vertu de l'article 356.28, le retrait n'empêchera pas d'engager des actions à l'avenir pour la même violation prétendue. Le Sous-Secrétaire adjoint et une partie mise

en cause ou une partie visée pourront arriver à un compromis au sujet d'un grief relevant de la présente sous-partie à tout moment après la signification de la lettre de mise en cause; l'assentiment du juge administratif ou de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative n'est pas nécessaire.

c) *Signification d'une lettre de mise en cause à un résident des Etats-Unis.*

1) La signification d'une lettre de mise en cause à un résident des Etats-Unis se fera de la manière suivante:

- i) Envoi d'une copie de ladite lettre par courrier recommandé à la partie mise en cause ou à la partie visée, à la dernière adresse connue de ladite partie;
- ii) Remise d'une copie à la partie mise en cause ou à la partie visée ou à un responsable, un agent de direction ou un agent général ou toute autre personne autorisée, par voie de désignation ou en droit, à prendre livraison de la signification au nom de ladite partie; ou
- iii) Remise d'une copie à une personne d'un âge et d'une discrétion appropriés, résidant au dernier domicile connu de ladite partie.

2) La signification effectuée de la manière décrite au paragraphe c) 1) ii) ou iii) du présent article doit être attestée par un certificat de signification signé de la personne dont elle émane, précisant le mode de signification et l'identité de la personne à laquelle la lettre de mise en cause a été remise.

d) *Signification d'une lettre de mise en cause à un non-résident.* Si les modes de signification exposés à l'alinéa c) du présent article ne sont pas appropriés ou sont sans effet en raison de la législation en vigueur ou d'accords ou arrangements intergouvernementaux, la signification de la lettre de mise en cause à une personne qui n'est pas résident des Etats-Unis peut être faite selon toute méthode autorisée dans le pays dans lequel la personne réside et qui, de l'avis du Sous-Secrétaire adjoint, répond au respect de la légalité prévu dans la législation des Etats-Unis en ce qui concerne les notifications effectuées dans le cadre d'une procédure administrative.

356.17. Demande de mise en cause.

Après avoir décidé d'entamer une procédure conformément à l'article 356.15, le Sous-Secrétaire adjoint demandera à l'organisme habilité du pays de la zone de libre-échange impliqué dans l'affaire d'engager une action en vue de l'imposition de sanctions pour violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements en lui adressant une lettre de demande de mise en cause contenant un exposé de l'allégation de violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements et les arguments sur lesquels l'allégation est fondée.

356.18. Sanctions provisoires.

a) Si le Sous-Secrétaire adjoint, après l'envoi d'une lettre de mise en cause conforme aux dispositions de l'article 356.16 et avant l'arrêt d'une détermination finale, conclut que des sanctions provisoires sont nécessaires pour protéger les intérêts du Département, d'un organisme habilité du pays de la zone de libre-échange impliqué dans l'affaire, ou d'autres personnes, y compris pour la protection de renseignements de nature exclusive, il pourra demander à un juge administratif d'imposer des sanctions provisoires.

b) Le juge administratif pourra imposer des sanctions provisoires après avoir établi:

1) Qu'il existe des motifs suffisants de penser qu'il y a eu violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements et que le Département obtiendra vraisemblablement l'institution de sanctions au titre de la présente sous-partie;

2) Que le Département, l'organisme habilité du pays de la zone de libre-échange impliqué dans l'affaire ou d'autres personnes subiront selon toute vraisemblance un tort irréparable en l'absence de sanctions provisoires; et

3) Que les sanctions provisoires sont un moyen raisonnable de protéger les droits du Département, de l'organisme habilité du pays de la zone de libre-échange impliqué dans l'affaire ou d'autres personnes tout en préservant le plus possible les droits des personnes à l'encontre desquelles les sanctions provisoires sont envisagées;

c) Les sanctions provisoires susceptibles d'être imposées à une personne comprennent toutes les sanctions nécessaires pour préserver les droits du Département, de l'organisme habilité du pays de la zone de libre-échange impliqué dans l'affaire ou d'autres personnes, dont les suivantes:

1) Interdiction de continuer d'avoir accès à des renseignements de nature exclusive;

2) Interdiction de représenter une autre personne auprès du Département;

3) Interdiction de comparaître devant le Département; et

4) Demande de retourner les pièces qui lui ont été fournies antérieurement par le Département ou par l'autorité chargée de l'enquête du pays de la zone de libre-échange impliqué dans l'affaire, et toutes les autres pièces contenant les renseignements de nature exclusive telles que mémoires, notes ou graphiques fondés sur les renseignements de cette nature auxquels elle a eu accès en vertu d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements.

d) Le Sous-Secrétaire adjoint notifiera à la personne à l'encontre de laquelle des sanctions provisoires auront été requises la demande correspondante et lui communiquera les pièces présentées au juge administratif à l'appui de la demande. La notification fera mention des procédures visées dans le présent article.

e) La personne à l'encontre de laquelle des sanctions provisoires sont envisagées a le droit de faire opposition à la demande en présentant des pièces au juge administratif. Le juge administratif a tout pouvoir d'autoriser des dépositions, ainsi que la présentation de nouvelles communications.

f) Le juge administratif notifiera aux parties la décision concernant les sanctions provisoires et des éléments sur lesquels elle est fondée dans un délai de cinq jours à compter de l'achèvement des dépositions ou de la date de présentation des communications écrites définitives.

g) Si des sanctions provisoires ont été imposées, l'enquête ainsi que toute autre procédure engagée en vertu de la présente sous-partie seront conduites avec diligence.

h) Une ordonnance imposant des sanctions provisoires peut être abrogée à tout moment par le juge administratif et expire automatiquement au moment de la publication de l'ordonnance finale.

i) Le juge administratif peut reconsidérer l'imposition de sanctions provisoires sur la base d'éléments de preuve nouveaux et importants ou sur exposé d'autres raisons valables. Le Sous-Secrétaire adjoint ou toute personne à l'encontre de laquelle des sanctions provisoires ont été imposées, peut faire appel à une décision de sanctions provisoires devant l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative, si le juge administratif atteste que cette procédure est nécessaire pour éviter qu'il ne soit porté indûment tort au Département ou à l'organisme habilité du pays de la zone de libre-échange considéré, à une personne à l'encontre de laquelle des sanctions provisoires ont été prononcées ou à d'autres personnes, ou qu'elle est dans l'intérêt de la justice. Les sanctions provisoires imposées restent applicables tant que l'appel est en cours, sauf décision contraire du juge administratif.

j) Le Sous-Secrétaire adjoint peut demander à un juge administratif d'imposer des sanctions provisoires d'urgence afin de préserver le statu quo. La durée des sanctions provisoires d'urgence ne peut pas dépasser 48 heures, non compris les samedis, dimanches et jours fériés. Il n'est pas nécessaire d'adresser une notification préalable à la personne à l'encontre de laquelle les sanctions provisoires d'urgence sont envisagées, ni de lui donner la possibilité de faire opposition à la demande de sanction. Le juge administratif peut imposer des sanctions provisoires d'urgence après avoir déterminé que le Département ou l'organisme habilité du pays de la zone de libre-échange en cause, ou d'autres personnes, risqueraient de subir un tort irréparable en l'absence de telles sanctions et que c'est dans l'intérêt de la justice. Le juge administratif notifiera dans les moindres délais à la personne à laquelle des sanctions d'urgence ont été imposées les sanctions considérées et leur durée.

k) En l'absence de demande d'audition, le Sous-Secrétaire adjoint demandera au Sous-Secrétaire de désigner un juge administratif chargé d'arrêter des déterminations conformément au présent article.

l) Le Sous-Secrétaire adjoint avisera le Secrétariat de l'imposition ou du retrait de sanctions provisoires ou de sanctions provisoires d'urgence.

#### 356.19. Demande d'audition.

a) Toute partie peut demander une audition en adressant une requête au Sous-Secrétaire dans les 30 jours qui suivent la date de signification de la lettre de mise en cause. Toutefois, le Sous-Secrétaire adjoint ne peut requérir une audition que si c'est dans l'intérêt de la justice.

b) S'il est saisi en temps voulu d'une demande d'audition, le Sous-Secrétaire désignera un juge administratif chargé de conduire l'audition et de rendre une décision initiale.

#### 356.20. Communication des pièces.

a) *Communication spontanée.* Toutes les parties sont invitées à entamer une procédure de communication spontanée au sujet de toute question non protégée en rapport avec l'objet de la procédure en cours.

b) *Limites de la communication réciproque.* Le juge administratif institue des limites quant à la nature ou au volume des renseignements à communiquer ou à la période pendant laquelle la communication réciproque pourra avoir lieu, conformément aux délais fixés dans la présente partie.

c) *Echange de questions écrites entre les parties et demandes de reconnaissance de faits ou de production de pièces.* Une partie pourra signifier à toute autre partie des questions, des demandes de reconnaissance de faits ou des demandes de production de pièces aux fins d'examen et de reproduction, et demander au juge administratif de prendre les mesures exécutoires ou conservatoires qui lui paraîtront justifiées au sujet de la communication des pièces considérées. Ladite partie signifiera une demande

de communication des pièces 20 jours au moins avant la date prévue de l'audition, si une audition a été demandée et la date prévue, à moins que le juge administratif ne fixe un délai plus court. Des copies des échanges de questions entre les parties, des demandes de reconnaissance des faits et des demandes de production de pièces, ainsi que des réponses, seront signifiées à toutes les parties. Les points de droit ou de fait dont on demandera la reconnaissance seront réputés reconnus à moins que, dans un délai précisé dans la demande (10 jours au moins à compter de la date de signification de la demande ou tout délai supplémentaire autorisé par le juge administratif), la partie à laquelle la demande était adressée ne signifie à la partie requérante une déclaration sous serment admettant ou rejetant expressément les points dont la reconnaissance était demandée ou énonçant en détail les raisons pour lesquelles elle ne peut pas, en toute sincérité, les reconnaître ou les rejeter.

d) *Dépositions.* A la demande d'une partie et sur exposé de raisons valables, le juge administratif peut ordonner de recueillir le témoignage de toute personne ayant la qualité de partie ou travaillant sous le contrôle ou sous les ordres d'une partie par voie de déposition, ainsi que la production par la personne intéressée de documents ou de pièces déterminés au moment de la déposition. La demande doit préciser l'objet de la déposition et exposer les faits que l'on cherche à établir par ce moyen.

e) *Compléments de réponses.* La partie qui a répondu à une demande de communication en envoyant une réponse qui était complète au moment où elle a été établie n'est nullement dans l'obligation de compléter sa réponse en ajoutant des renseignements complémentaires obtenus par la suite, si ce n'est dans les cas suivants:

1) Une partie est dans l'obligation de compléter sa réponse s'il s'agit d'une question en rapport direct avec:

- i) L'identité et les coordonnées de personnes ayant connaissance d'éléments pouvant être communiqués; et
- ii) L'identité de chaque personne susceptible d'être convoquée en qualité de juré-expert à une audition, le sujet sur lequel le témoin est appelé à déposer et le fond du témoignage.

2) Une partie est dans l'obligation de modifier une réponse antérieure en temps opportun si elle obtient des renseignements aux termes desquels elle sait:

- i) Que la réponse était inexacte au moment où elle a été présentée; ou
- ii) Que la réponse, si elle était exacte au moment où elle a été présentée, ne l'est plus, et si les circonstances sont telles que s'abstenir de la modifier équivaut en substance à une dissimulation délibérée.

3) L'obligation de compléter les réponses peut procéder d'une ordonnance du juge administratif, de l'accord des parties ou, à tout moment avant une audition, de la présentation de nouvelles demandes visant à compléter des réponses antérieures.

f) *Mesures d'exécution.* Le juge administratif pourra ordonner à une partie de répondre à des questions précises, de produire des documents ou des pièces spécifiés, ou de prendre toutes autres mesures afin de donner suite à une demande de communication de pièces en bonne et due forme. Si la partie n'exécute pas cet ordre, le juge administratif peut arrêter toute détermination ou prendre toute ordonnance qui lui paraissent légitimes et opportunes. Le juge administratif pourra annuler des griefs ou des moyens de défense correspondants, en totalité ou en partie, ou considérer que des faits particuliers

en rapport avec la demande de communication de pièces sur lesquels la partie a omis ou refusé de répondre sont établis aux fins de la procédure conformément aux arguments de la partie qui a demandé la communication de pièces. Le juge administratif qui rendra une ordonnance de communication de pièces tiendra compte de la nécessité de protéger les renseignements de nature exclusive et n'ordonnera pas la divulgation de renseignements si l'on est en droit de penser que celle-ci conduirait à une diffusion non autorisée desdits renseignements.

356.21. Citations à comparaître.

a) *Demande de citation à comparaître.* Une demande de citation à comparaître invitant une personne à comparaître pour déposer ou témoigner au cours de l'enregistrement d'une déposition ou d'une audition doit être présentée au juge administratif. Une demande de citation à comparaître invitant une personne à comparaître pour déposer ou témoigner et à produire des documents, écrits, registres ou autres pièces justificatives déterminées à l'occasion de l'enregistrement d'une déposition, d'une conférence avant audition, d'une audition ou en toute autre circonstance, doit être présentée par écrit au juge administratif et indiquer les pièces à produire avec la plus grande précision possible, en faisant apparaître la pertinence desdites pièces et le caractère raisonnable de la portée de la citation à comparaître.

b) *Citations à comparaître destinées à des fins de communication de pièces.* Toute partie quelle qu'elle soit peut demander une citation à comparaître à des fins de communication de pièces ou pour obtenir des documents écrits, registres ou autres pièces justificatives destinés à servir d'éléments de preuves, ou pour ces deux raisons à la fois. Une citation à comparaître destinée à des fins de communication peut inviter une personne à produire des documents, écrits, registres ou autres pièces justificatives non protégés qui constituent ou qui contiennent des éléments de preuve touchant à la question en jeu et qui se trouvent en sa possession, sous sa garde ou sous son contrôle et à en autoriser l'examen et la reproduction.

c) *Demande de citation à comparaître invitant à la comparution de membres du personnel, du Département ou à la production de documents qui n'appartiennent pas à une partie, figurant dans les archives du Département, ou à la comparution de membres du personnel d'autres organismes gouvernementaux ou à la production de documents figurant dans les archives de ces organismes.*

1) Une demande de citation à comparaître invitant à la production de documents, écrits, registres, pièces justificatives ou autres éléments qui n'appartiennent pas à une partie, figurant dans les archives du Département, ou à la comparution d'un fonctionnaire ou d'un employé du Département, ou invitant à la production d'éléments d'archives ou à la comparution de personnel d'autres organismes du gouvernement, doit indiquer avec la plus grande précision possible les éléments à produire, la nature des renseignements à divulguer ou le témoignage attendu du fonctionnaire ou de l'employé, et contenir un exposé faisant apparaître la pertinence desdits documents, des renseignements ou du témoignage et le caractère raisonnable de la portée de la demande, et faisant valoir que lesdits documents, renseignements ou témoignages ou leur équivalent substantiel ne pourraient pas être obtenus par d'autres moyens sans difficulté indue.

2) Le juge administratif statue sur ces demandes. Si la motion est approuvée il fixe, en ce qui concerne la production des pièces, la divulgation des renseignements ou la comparution du fonctionnaire ou de l'employé, les modalités et conditions qui lui paraissent nécessaires et appropriées pour préserver l'intérêt public.

3) Aucune demande de citation à comparaître touchant la production de documents fondée sur la Loi sur la liberté d'information (5 U.S.C. 552) n'est retenue par le juge administratif.

d) *Motion de limitation ou d'annulation.* Toute motion en vue de limiter ou d'annuler une citation à comparaître doit être déposée dans un délai de dix jours à compter de la date de signification dudit acte, ou tout autre délai que le juge administratif peut autoriser.

e) *Décisions ex parte relatives aux demandes de citation à comparaître.* Les demandes de citation à comparaître au sens du présent article peuvent être déposées *ex parte*, auquel cas lesdites demandes et les décisions correspondantes demeurent *ex parte* sauf instruction contraire du juge administratif.

f) *Rôle du Sous-Secrétaire.* En l'absence de demande d'audition, la partie qui sollicite une mesure d'exécution demandera au Sous-Secrétaire de désigner un juge administratif qui statuera sur les demandes de citation à comparaître conformément au présent article.

#### 356.22. Conférence avant audition.

a) 1) Si une demande d'audition administrative a été déposée, le juge administratif convoquera les parties d'assister à une conférence avant audition ayant pour objectifs:

- i) La simplification des questions;
- ii) L'établissement et la reconnaissance de faits et de l'authenticité des documents en vue d'éviter la présentation de preuves inutiles;
- iii) Le règlement de l'affaire;
- iv) La communication de pièces; et
- v) Toutes autres questions de nature à accélérer la procédure.

2) L'établissement et la reconnaissance de tout fait pertinent et important seront incorporés à la décision initiale.

b) Si une conférence avant audition n'est pas possible, le juge administratif ordonnera aux parties d'échanger une correspondance ou de communiquer par téléphone ou autrement en vue d'atteindre les mêmes objectifs.

#### 356.23. Audition.

a) *Calendrier de l'audition.* Le juge administratif fixera pour l'audition un moment, une date et un lieu raisonnables; le lieu sera Washington, D.C., à moins que le juge ne décide, sur exposé de raisons valables, qu'un autre lieu serait davantage dans l'intérêt de la justice. Lorsqu'il fixera la date, le juge administratif tiendra dûment compte de la nécessité pour les parties de se préparer à l'audition comme il convient et de l'importance de régler l'affaire avec diligence.

b) *Jonction d'instances.* Le juge administratif pourra ordonner une jonction d'instance si des sanctions sont envisagées à l'encontre de plus d'une partie ou en cas d'allégation de violation de plus d'une ordonnance conservatoire ou de plus d'un engagement concernant la divulgation de renseignements, si cette mesure est de nature à accélérer la procédure et ne nuit pas aux intérêts des parties.

c) *Procédures régissant l'audition.* L'audition sera menée de manière équitable et impartiale par le juge administratif, lequel pourra limiter l'accès à une audition ou à une partie de l'audition si cela est nécessaire ou opportun afin d'éviter la divulgation induue de renseignements de nature exclusive.



Les règles de la preuve appliquées par les tribunaux ne sont pas d'application et tous les éléments de preuve dont le juge administratif établit qu'ils sont pertinents en l'espèce et qu'ils ne contiennent pas de redites inutiles peuvent être admis comme preuves et se voir attribuer l'importance voulue. Le juge administratif peut, en ce qui concerne la recevabilité des preuves, la conduite de l'interrogatoire et du contre-interrogatoire et d'autres questions analogues, rendre les ordonnances et établir les déterminations nécessaires ou opportunes pour le bon déroulement de la procédure. Le juge administratif veillera à ce qu'un procès-verbal soit établi, soit par un procès-verbaliste soit par un enregistrement électronique, et ordonnera de sceller la portion nécessaire du procès-verbal afin de protéger les renseignements de nature exclusive.

d) *Droits des parties.* Chaque partie au cours d'une audition a le droit:

- 1) De citer et d'entendre des témoins, et de présenter des preuves matérielles;
- 2) De confronter des témoins de la partie adverse et de les soumettre à un contre-interrogatoire;
- 3) De présenter des arguments oraux; et
- 4) De se voir remettre sur demande un compte rendu démographique ou un enregistrement de l'audition sous réserve des décisions du juge administratif quant à la nécessité de sceller le procès-verbal.

e) *Représentation.* Chaque partie mise en cause ou chaque partie visée a le droit de comparaître en personne ou de se faire représenter par un avocat. L'avocat principal représentera le Département, à moins que l'avocat général du Département n'en décide autrement. Le juge administratif peut interdire à un représentant d'exercer si cette représentation constitue un conflit d'intérêts ou n'est pas dans l'intérêt de la justice, et il peut frapper un représentant d'interdiction un défenseur pour refus d'obéissance aux décisions du tribunal.

f) *Communications ex parte.* Les parties et leurs représentants ne peuvent pas faire de déclaration *ex parte* devant le juge administratif au sujet du bien-fondé des allégations ou de toute question en litige, si ce n'est dans les conditions prévues à l'article 356.18 j) concernant les sanctions provisoires d'urgence.

#### 356.24. Procédure sans audition.

Si aucune partie n'a déposé de demande d'audition le Sous-Secrétaire adjoint, dans un délai de 40 jours à compter de la date de signification d'une lettre de mise en cause fera verser au dossier les renseignements étayant les allégations contenues dans la lettre de mise en cause et les transmettra à chaque partie en cause ou visée. Chaque partie en cause ou visée a le droit de renvoyer une communication écrite en réponse aux renseignements, accompagnée de pièces justificatives, dans un délai de 30 jours à compter de la date de signification des renseignements fournis par le Sous-Secrétaire adjoint, à moins que celui-ci ne modifie ce délai pour des raisons valables. Le Sous-Secrétaire adjoint peut autoriser les parties à présenter de plus amples renseignements et arguments.

#### 356.25. Témoins.

Les témoins cités à comparaître devant le Département reçoivent les mêmes sommes et les mêmes indemnités kilométriques que ceux qui comparaissent devant les tribunaux américains.

356.26. Décision initiale.

a) *Décision initiale.* Le juge administratif s'il y a eu demande d'audition ou le Sous-secrétaire adjoint soumettront à l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative une décision initiale dont ils adresseront copie aux parties. Le juge administratif ou le Sous-Secrétaire adjoint rendront normalement leur décision dans les 20 jours qui suivront la clôture de l'audition, le cas échéant, ou dans un délai de 15 jours à compter de la date de signification des communications écrites finales. La décision initiale sera exclusivement fondée sur les éléments de preuve versés au dossier et sur l'argumentation des parties.

b) *Constations et conclusions.* La décision initiale comprendra un exposé des constatations et conclusions touchant la violation éventuelle d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements et du fondement desdites constatations et conclusions et précisera si les sanctions envisagées dans la lettre de mise en cause ou des sanctions atténuées devraient être imposées à la partie en cause ou à la partie visée. Le juge administratif ou le Sous-Secrétaire adjoint ne pourront imposer de sanctions qu'après avoir déterminé que la majorité des preuves justifient une constatation de violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements et que les sanctions à l'encontre de la partie mise en cause ou de la partie visée sont justifiées.

c) *Caractère final de la décision.* Si l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative ne rend pas de décision en l'espèce dans les 60 jours qui suivent la publication de la décision initiale, la décision initiale devient la décision finale du Département.

356.27. Décision finale.

a) *Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative.* A la demande d'une partie, les membres de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative procéderont au réexamen de la décision initiale. L'Office est composé du Sous-Secrétaire au commerce international, qui occupe le poste de président, du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et de l'avocat général.

b) *Observations concernant la décision initiale.* Dans les 30 jours qui suivent le prononcé de la décision initiale, une partie peut présenter des observations écrites touchant ladite décision à l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative, qui les prendra en compte au moment du réexamen de la décision initiale. Les parties ne sont pas autorisées à faire une présentation orale, mais l'Office peut autoriser des arguments oraux à sa discrétion.

c) *Décision finale de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative.* Dans un délai de 60 jours, mais au plus tôt 30 jours après le prononcé d'une décision initiale, l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative peut rendre une décision finale qui entérine la décision initiale dans sa totalité; qui diffère entièrement ou en partie de la décision initiale, y compris prévoit des sanctions atténuées; ou qui renvoie l'affaire au juge administratif ou au Sous-Secrétaire adjoint pour complément d'examen. Les seules sanctions qu'il peut imposer sont les sanctions envisagées dans la lettre de mise en cause ou des sanctions atténuées.

d) *Contenu de la décision finale.* Si la décision finale de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative ne consiste pas à renvoyer l'affaire et qu'elle diffère de la décision initiale, elle contiendra un exposé des constatations et conclusions qui diffèrent de la décision initiale le cas échéant, du fondement desdites constatations et conclusions et des sanctions

qui doivent être imposées, dans la mesure où celles-ci diffèrent des sanctions prévues dans la décision initiale.

e) *Avis au public de l'imposition de sanctions.* Si la décision finale est qu'il y a eu violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement concernant la divulgation de renseignements et qu'il y a lieu d'imposer des sanctions avis en sera publié dans le Federal Register et transmis à la section américaine du Secrétariat. La publication de l'avis interviendra au plus tôt 30 jours après le prononcé d'une décision finale, ou le rejet d'une motion de réexamen en cas de dépôt d'une motion en ce sens. Si la décision finale fait suite à une demande de mise en cause déposée par un organisme habilité d'un pays de la zone de libre-échange, elle sera transmise au secrétariat du pays de la zone de libre-échange impliqué dans l'affaire pour qu'il la communique à l'organisme habilité dudit pays afin qu'elle soit publiée dans la publication officielle ou en vue de l'adoption d'autres mesures appropriées. Le Sous-Secrétaire adjoint communiquera lesdits renseignements au comité de déontologie ou à tout autre organe disciplinaire de l'ordre des avocats compétent ou d'autres associations professionnelles lorsqu'il imposera une sanction à une partie mise en cause ou à une partie visée en vertu de l'article 356.12 a) 2), ainsi qu'à tout organisme fédéral qui pourrait avoir un intérêt dans l'affaire, et il coopérera à la mise en oeuvre de toute mesure disciplinaire adoptée par une association ou un organisme quel qu'il soit.

#### 356.28. Nouvel examen.

Toute partie peut déposer une motion auprès de l'Office des sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative en vue d'un nouvel examen. Elle doit exposer en détail les motifs de la motion, y compris tout point de fait ou de droit qu'elle estime avoir été négligé ou appliqué de manière erronée par l'Office des sanctions. La motion peut être déposée dans les 30 jours qui suivent le prononcé de la décision finale ou l'adoption de la décision initiale en tant que décision finale, à moins qu'elle ne soit fondée sur la communication d'éléments de preuve nouveaux et pertinents qui n'étaient pas connus et qui n'auraient raisonnablement pas pu être découverts en agissant avec toute la diligence voulue avant que le dossier soit clos auquel cas la motion doit être déposée dans les 15 jours qui suivent la communication des éléments de preuve considérés. La partie transmet une copie de la motion à toutes les autres parties. Les parties adverses peuvent transmettre une réponse dans les 30 jours qui suivent la date de signification de la motion. Celle-ci est réputée faire partie du dossier. Les parties n'ont pas le droit de faire une présentation orale au sujet d'une motion de nouvel examen, mais l'Office peut autoriser des arguments oraux à sa discrétion. Si la motion de nouvel examen est approuvée, l'Office réexaminera le dossier et confirmera, modifiera ou infirmera la décision initiale ou renverra l'affaire pour complément d'examen à un juge administratif ou au Sous-Secrétaire adjoint, selon le cas.

#### 356.29. Confidentialité.

a) Toutes les procédures fondées sur des allégations de violation d'une ordonnance conservatoire ou d'un engagement de divulgation doivent conserver un caractère confidentiel jusqu'au moment où le Département rend, en vertu du présent règlement, une décision finale qui n'est plus susceptible d'un nouvel examen et qui à pour effet l'imposition d'une sanction.

b) La partie mise en cause ou l'avocat de la partie mise en cause auront accès dans la mesure du possible aux renseignements de nature exclusive relevant de l'affaire, le cas échéant, visés par une ordonnance conservatoire administrative, conformément aux dispositions de l'article 356.10.

356.30. Sanctions en cas de violation d'une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés.

Les dispositions de la présente sous-partie s'appliquent aux personnes présumées avoir violé une ordonnance conservatoire concernant des renseignements protégés.

DEPARTEMENT DU COMMERCE  
Administration du commerce international  
19 CFR Parties 353, 355 et 356  
[n° 941264-4364]  
RIN: 0625-AA45

Droits antidumping; droits compensateurs; article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain

Organisme: Administration du commerce international, Département du commerce.

Objet: Avis préalable relatif au projet d'élaboration de règlements et à la demande d'observations publiques.

Sommaire: Le Département du commerce ["le Département"] à l'intention d'engager un processus d'élaboration de règlements pour mettre ses réglementations concernant les droits antidumping, les droits compensateurs et l'application de l'article 1904 de l'ALENA en conformité avec l'Acte final du Cycle d'Uruguay mettant en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Le Département examinera en outre d'autres modifications à apporter aux dispositions de procédure et de fond des réglementations concernant les droits antidumping et les droits compensateurs. Le processus d'élaboration des règlements en question aura pour objectifs globaux: 1) de concrétiser les principes de la législation de mise en oeuvre par des règles précises et prévisibles de façon à en faciliter l'administration et à offrir une meilleure prévisibilité aux parties du secteur privé visées par ses dispositions; 2) de simplifier et de rationaliser l'administration des procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs; 3) de codifier la pratique administrative en usage dans la mesure où cette codification est appropriée et compatible avec les deux premiers objectifs; et 4) d'éliminer toute incohérence de la pratique administrative du Département.

Dates: Le Département prendra en considération les observations écrites reçues au 3 février 1995 dernier délai. Il prendra également en considération les réponses écrites aux observations écrites reçues au 24 février 1995 dernier délai.

Adresses: Les observations écrites doivent être adressées à Susan G. Esserman, Assistant Secretary for Import Administration, Central Records Unit, Room B-099 U.S. Department of Commerce, Pennsylvania Avenue and 14th Street, N.W., Washington, D.C. 20230. Les commentaires doivent être adressés à: Attention: Advance Notice of Proposed Rulemaking/Uruguay Round Agreements Act. Toute personne qui présente des observations est priée d'indiquer ses nom et adresse et d'exposer les raisons de sa recommandation éventuelle.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à: William D. Hunter (202) 482-1412 ou David Mason Jr. (202) 482-4969.

Renseignements complémentaires:

Rétrospective

Le 7 décembre 1994, le Président Clinton a promulgué la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay, Pub. L. 103-465 (l'"URAA"), qui met en oeuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Parmi les accords négociés dans le cadre du Cycle d'Uruguay figurent l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping") et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord sur les subventions"). L'URAA a pour objet, notamment, de rendre la législation américaine en matière de droits antidumping et de droits compensateurs conforme aux normes de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions.

Le Département engage un processus d'élaboration de règlements en vue de rendre les réglementations actuelles du Département concernant les droits antidumping et les droits compensateurs et l'application de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain conformes aux dispositions de l'URAA. Le Département pense que les modifications des règles existantes se résumeront le plus souvent à une simple mise en conformité; mais dans la Déclaration sur les mesures administratives annexée à H.R. 5110 (H.R. Doc. n° 316, Vol.1, 103d Cong. 2d Sess. (1994)), l'Administration lui a donné instruction d'étoffer certaines dispositions du projet de Loi par voie de réglementation.

A côté des réglementations visant à la mise en oeuvre de l'URAA, le Département envisage de profiter de l'occasion pour reprendre certains processus d'élaboration de règlements qui avaient été interrompus en attendant l'achèvement du Cycle d'Uruguay. On en trouvera une énumération ci-après. Le Département a indiqué dans le calendrier semestriel unifié des règlements fédéraux publié le 25 avril 1994 (59 FR 20136), qu'il avait été mis fin à ces travaux mais qu'il envisageait d'aborder la question dont ils faisaient l'objet dans le cadre d'un nouveau processus consolidé qui aurait notamment pour objectif de rendre les réglementations concernant les droits antidumping et les droits compensateurs conformes à la législation prévue touchant la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay. Les règlements dont l'élaboration a été interrompue étaient les suivants:

- *Droits antidumping (RIN: 0625-AA29):* Le 1er février 1989 (54 FR 5092), le Département a publié un avis préalable relatif à un projet d'élaboration de règlement en vue de codifier la pratique administrative en usage touchant l'identification et le calcul du dumping.
- *Droits compensateurs (RIN: 0625-AA31):* Le 31 mai 1989 (54 FR 23366), le Département a publié un avis de projet d'élaboration de règlements en vue de codifier la pratique administrative en usage touchant l'identification et le calcul des subventions.
- *Droits antidumping et droits compensateurs: Erreurs matérielles importantes (RIN: 0625-AA35):* Le 10 janvier 1992 (57 FR 1131), le Département a publié un avis de projet d'élaboration de règlement indiquant les cas dans lesquels le Département corrigerait des erreurs matérielles importantes concernant des déterminations préliminaires en matière de droits antidumping et de droits compensateurs.
- *Droits antidumping: Instructions concernant les méthodes d'imposition (RIN: 0625-AA36):* Le 5 décembre 1991 (56 FR 6396), le Département a publié un avis préalable relatif à un projet d'élaboration de règlement en vue de modifier et/ou de codifier la pratique administrative en usage afin de simplifier et de rationaliser la perception des droits antidumping estimés et l'imposition de droits antidumping.

- *Droits antidumping: Calcul de la moyenne pondérée de la marge de dumping (RIN: 0625-AA39):* Le Département avait envisagé de procéder à l'élaboration de règles en vue de résoudre un problème lié au calcul de la moyenne pondérée des marges de dumping tenant à la manière dont les impôts indirects étaient pris en compte. Voir 59 FR 20156-57.
- *Droits antidumping: Période visée par l'enquête (RIN: 0625-AA41):* Le Département avait envisagé d'engager un processus d'élaboration de règlements en vue de modifier la réglementation en vigueur touchant la période visée par une enquête antidumping. Voir 59 FR 20157.
- *Procédures régissant l'imposition de sanctions en cas de présentation de faux dans une enquête en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs (RIN: 0625-AA42):* Le Département avait envisagé d'engager un processus d'élaboration de règles en vue de mettre en place des normes permettant d'établir s'il s'agissait de faux et définissant les sanctions à imposer et les procédures régissant l'imposition de sanctions (Sec 59 FR 20157-58).

Dans le cadre du processus consolidé d'élaboration de règlements, le Département à l'intention de revoir la question qui fait l'objet du processus d'élaboration de règlements interrompu, au vu de l'URAA et d'autres modifications apportées à la législation concernant les droits antidumping et les droits compensateurs. Ce réexamen aura notamment pour objet de déterminer si les problèmes qui étaient apparus au cours du processus demeurent et, dans l'affirmative, s'il y aurait lieu d'établir des réglementations en la matière.

Les objectifs globaux du processus consolidé seront les suivants: 1) concrétiser les principes de l'URAA par des règles spécifiques et prévisibles de façon à en faciliter l'administration et à offrir une meilleure prévisibilité aux parties du secteur privé visées par ses dispositions; 2) de simplifier et de rationaliser, dans les limites autorisées par la loi, l'administration des procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs; 3) de codifier la pratique administrative en usage dans la mesure où cette codification est appropriée et compatible avec les deux premiers objectifs; et 4) d'éliminer toute incohérence de la pratique administrative du Département.

#### Calendrier

Le Département a l'intention de publier une série complète de projets de réglementations d'ici au 30 juin 1995. Ces réglementations auront les objectifs ci-dessus et le public aura la possibilité de présenter des observations. Le Département a l'intention de publier d'ici au 1er janvier 1996 une série complète de réglementations définitives qui remplaceront les réglementations provisoires/définitives décrites dans le paragraphe qui suit.

L'URAA est entrée en vigueur le 1er janvier 1995 et est applicable aux enquêtes ouvertes à la suite de demandes présentées à cette date ou après cette date et aux réexamens administratifs sollicités à cette date ou après cette date. Pour faciliter l'administration de la nouvelle loi, le Département envisage de publier des réglementations provisoires/définitives visant à modifier les réglementations en vigueur lorsque celles-ci diffèrent nettement de l'URAA et que des réglementations sont indispensables à l'administration de la nouvelle loi. Les réglementations provisoires/définitives prendront effet au moment de leur publication et s'appliqueront aux procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs en attendant la promulgation des règles définitives évoquées ci-dessus. Il y sera clairement précisé que lorsque les dispositions de l'URAA étoffées par la Déclaration sur les mesures administratives, seront contraires aux réglementations en vigueur, c'est la nouvelle loi qui primera.

## Demande d'observations

L'achèvement du Cycle d'Uruguay et l'adoption d'une législation de mise en oeuvre laissent un délai bienvenu au Département et au public pour réexaminer les réglementations en matière de droits antidumping et de droits compensateurs en vigueur. Les objectifs énoncés ci-dessus recouvrent tous les aspects de l'administration par le Département de la législation en matière de droits antidumping et de droits compensateurs.

Il importe toutefois de faire ressortir que le Département n'est encore arrivé à aucune conclusion au sujet de l'une ou l'autre de ces questions. Avant de publier les projets de réglementation, il souhaite connaître les observations du public sur tous les aspects de l'administration de la législation en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Le Département pense que cela lui permettra de se faire une meilleure idée des questions et des problèmes à prendre en compte. Les personnes intéressées sont donc invitées à soulever tout point de droit, de politique ou de procédure et de suggérer des modifications appropriées à la législation en matière de droits antidumping et de droits compensateurs et à l'application de l'ALENA afin que le Département les examine.

## Mode de présentation et nombre de copies

Les observations devraient être présentées de la manière suivante: 1) numéroter les observations en fonction des questions figurant sur la liste ci-après; 2) présenter chaque observation sur une page séparée; 3) décrire en termes concis la question qui fait l'objet de l'observation; et 4) donner un résumé succinct de l'observation (trois phrases maximums), intitulé "Résumé de l'observation".

Pour simplifier le traitement et la distribution des observations, il serait bon que les documents soient présentés sous forme électronique, accompagnés d'un original et d'une copie sur papier. Tous les documents présentés sous forme électronique doivent être formatés pour DOS sur des disquettes de 3,5" et préparés en format WordPerfect ou en format dans lequel le programme WordPerfect puisse les importer. Chaque observation devrait être présentée sur un fichier séparé sur la disquette et porter le numéro qui correspond à la question dans la liste ci-après.

Les observations sur disquettes reçues en temps utile seront mises à la disposition du public sur le réseau Internet. En outre, le Département mettra les observations à la disposition du public sur les disquettes de 3,5", et sur des copies sur papier qui pourront être consultées et photocopiées, dans la salle B-999 des archives centrales. Les questions concernant le formatage des fichiers, l'importation des documents, l'adresse du réseau Internet et autres précisions concernant les fichiers doivent être adressées à Andrew Lee Beller, Director of Central Records, (202) 482-1248.

## Classification des questions aux fins d'observations

### *Droits compensateurs*

1. Dons, prêts, prises de participation, garanties de prêts et annulation de la dette (critères et taux d'escompte);
2. Programmes fiscaux (non compris les abattements d'impôts indirects à l'exportation visés à la question n° 5);
3. Approvisionnements/marchés publics (y compris une rémunération satisfaisante);
4. Subventions indirectes, privatisation et subventions en amont;

5. Subventions à l'exportation (liste exemplative);
6. Subventions au remplacement des importations sous forme d'allocations en faveur des travailleurs et subventions à la production agricole;
7. Spécificité et infrastructure;
8. Subventions autorisées et mesures d'application;
9. Attribution des subventions;
10. Questions de méthodologie concernant les droits compensateurs autres que celles énumérées ci-dessus.

*Droits antidumping*

11. Méthodes de comparaison:
  - a. Viabilité, ventes à des pays tiers, ventes à des pays intermédiaires et rémunération;
  - b. Déductions au titre du prix construit à l'exportation et déductions au titre de la valeur ajoutée;
  - c. Ajustement de la valeur normale;
  - d. Alignement du niveau commercial, ajustement du niveau commercial, et équilibrage en fonction du prix construit à l'exportation.
12. Démarrage;
13. Prise en compte des bénéfices et des ventes, des frais généraux et des frais administratifs dans la valeur calculée;
14. Ventes inférieures aux coûts de production et à la valeur calculée en général;
15. Conversion des monnaies;
16. Moyenne des prix;
17. Mesures anticontournement;
18. Parties affiliées (indiquer séparément pour les droits antidumping et les droits compensateurs);
19. Questions de méthodologie concernant les droits antidumping autres que celles énumérées ci-dessus;

*Questions de procédure*

20. Dépôt des demandes;
21. Éléments de preuve;



22. Faits;
23. *Niveau de minimis* (indiquer séparément pour les droits antidumping et les droits compensateurs);
24. Réexamens, autres que les réexamens quinquennaux (préciser s'il s'agit de réexamens spécifiques concernant les droits antidumping ou les droits compensateurs);
25. Réexamens quinquennaux et abrogation;
26. Abrogation de l'article 303;
27. Branches de production régionales;
28. Circonstances critiques;
29. Simplification;
30. Renseignements commerciaux de nature exclusive et ordonnances conservatoires administratives;
31. Erreurs matérielles;
32. Questions de procédure autres que celles énumérées ci-dessus;
33. Autres questions;

Listes de questions visées dans 19 CFR - Parties 353, 355 et 356

Commerce et industrie, commerce extérieur, importations, pratiques commerciales.

Date: 27 décembre 1994.

Barbara R. Stafford,

*Acting Assistant Secretary for Import Administration.*

[FR Doc. 94-32332 Dépôt 30 décembre 1994; 20:45]

N° 3510-DS-P